This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

https://books.google.com

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

BIBLIOTHECA S. J.
Maison Saint-Augustin
ENGHIEN

D 30/14

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

LES TRAVAUX

DU

CONCILE DU VATICAN

Digitized by Google

Le droit de traduction en d'autres langues est réservé à l'auteur et à l'éditeur.

(Ferd. Schœningh a Paderborn).

Digitized by Google

LES TRAVAUX

DU

CONCILE DU VATICAN

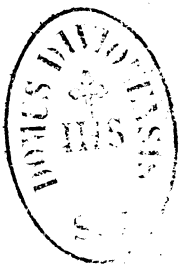
PAR

MONSEIGNEUR CONRAD MARTIN

ÉVÊQUE DE PADERBORN

—

TRADUCTION DE L'ALLEMAND SEULE AUTORISÉE



PARIS

LIBRAIRIE POUSSIELGUE FRÈRES

RUE CASSETTE, 27

—

1873

Digitized by Google

Digitized by Google

PRÉFACE

Par ce travail que nous livrons à la publicité, nous n'avions d'abord que l'intention de faire parvenir à la connaissance de tout le monde celles des propositions faites par les Pères du concile du Vatican qui, par leur objet, semblaient propres à exciter un plus grand intérêt. Cependant, lorsque nous mîmes la main à l'œuvre, nous vîmes s'augmenter, à chaque pas, la difficulté de distinguer sûrement les documeuts dignes d'intérêt d'avec ceux qui ne le sont pas. D'ailleurs, selon le proverbe qui dit qu'une chose mène à une autre, nous nous convainquîmes bientôt que les propositions présentées par les Pères du concile ne seraient pas comprises dans toute leur

Digitized by Google

portée, si nous les exposions sans parler aussi des autres travaux qui eurent lieu avant et pendant le concile, ainsi que des décrets et des schèmes auxquels ces propositions se rattachent par tant de liens. Le cadre primitivement si restreint de cet écrit s'est donc élargi au fur et à mesure pour devenir un exposé succinct de tous les travaux du concile. Nous espérons pourtant qu'en élargissant ainsi notre cadre nous atteindrons d'une manière plus complète le but dans lequel ce travail a été entrepris, de contribuer à faire mieux apprécier les actes de ce concile du Vatican, si souvent déprécié et décrié dans l'opinion publique.

Nous publions *in extenso*, dans un livre à part, les propositions, ainsi que les décrets et les schèmes dont nous parlions plus haut, pour que ces documents servent de pièces justificatives à notre exposition des travaux du concile. Dans le cours de cet écrit, nous renverrons souvent le lecteur à ce *Recueil des documents*. Toutefois, pour mettre cet exposé succinct de l'ensemble des travaux du concile à la portée d'un plus grand nombre de lecteurs, nous l'avons disposé de façon qu'il puisse être publié sans le *Recueil des documents* sur lequel il s'appuie. Le lecteur intelligent aura, en parcourant cet opuscule,

Digitized by Google

un certain coup d'œil sur l'étendue et l'importance des questions dont la solution aurait encore incombé au concile s'il avait pu continuer ses travaux, et il trouvera assurément bien légitime le pieux désir que nous formons, savoir : que l'interruption que ce concile a éprouvée ne soit pas de trop longue durée.

Paderborn, fête de Saint-Jean l'Apôtre, 1872.

L'AUTEUR.

Digitized by Google

Digitized by Google

INTRODUCTION

Avant d'entrer en matière, nous parlerons :

I. — DES MOTIFS QUI NOUS ONT PORTÉ A CETTE PUBLICATION

Les premières publications de documents relatifs au concile du Vatican avaient pour auteurs des adversaires de ce concile; elles commencèrent dès l'ouverture du concile, et quelquefois même elles devancèrent les délibérations conciliaires. En effet, certaines pièces, on ne sait encore jusqu'à présent comment expliquer la chose, avaient trouvé le chemin des feuilles publiques avant d'être aux mains des membres du concile. Cependant, si certaines ténèbres planent toujours encore sur la manière dont ces publications indiscrètes et inconvenantes ont été faites, la tendance que poursuivaient ces publications se montrait dès le principe sans déguisement. Elles coïncidaient toujours avec ces accusations outrageantes par lesquelles on ne cessait d'attaquer le concile dans les organes de la presse libérale. Le but

Digitized by Google

mal déguisé ou même ouvertement déclaré qu'on se proposait en publiant ces documents, était de fournir des pièces à l'appui de ces incriminations. Malheureusement ces efforts ne manquèrent pas d'un certain succès. Qui ignore, en effet, que pendant quelque temps une certaine défiance, même une certaine irritation s'étaient emparées même des meilleurs esprits? On ne peut guère douter que ces documents, publiés mal à propos, n'aient au moins coopéré puissamment à produire cette défiance, en considérant surtout que ces documents ne paraissaient généralement que mutilés, et que d'ordinaire ils étaient accompagnés d'interprétations malignes et odieuses qui les détournaient tout à fait de leur sens obvie.

Plus tard seulement, quand cela pouvait se faire sans manquer à l'honneur, surtout lorsque par suite de la funeste catastrophe du 20 septembre 1870 le concile avait été suspendu, la publication de certains documents relatifs au concile a été faite par des hommes qui n'étaient pas du nombre des adversaires du concile, et qui ne montraient pas l'hostilité d'esprit de parti. Bien des malentendus ont été éclaircis de la sorte, et il devenait ainsi plus facile de former sur l'histoire et les travaux du concile un jugement plus équitable.

Toutefois toute une classe de documents touchant le concile est encore presque entièrement restée inconnue au public : ce sont les propositions (*postulata*) faites par les Pères du concile. Pour recevoir et examiner ces propositions, notre Saint-Père le Pape, en sa qualité de président ou de chef du concile, avait établi une commission particulière, communément appelée par abréviation la commission des *postulata*, dont il avait choisi lui-même les membres. Par le bref apostolique *Mul-*

Digitized by Google

tiplices inter, il avait déterminé les conditions que ces propositions devaient avant tout remplir pour qu'elles pussent être prises en considération. Elles devaient 1° être présentées *par écrit;* 2° se rapporter à des questions qui intéressent le bien général de l'Église, et non pas seulement l'intérêt particulier de tel ou tel diocèse; 3° être convenablement motivées; 4° enfin ne rien contenir qui soit de quelque manière en contradiction avec l'esprit de l'Église ou avec ses anciennes et inviolables traditions.

Le nombre de ces propositions qui ont été faites pendant la durée du concile par ses membres, en conséquence de ce bref pontifical, et soumises à l'examen de la commission des *postulata,* est très-considérable. Il est d'un haut intérêt d'en prendre connaissance, ne fût-ce que par la raison que plusieurs ont été de fait traitées conciliairement et qu'elles ont eu une influence décisive sur la marche du concile. Ces propositions offrent aussi de l'intérêt sous bien d'autres rapports. Émanant des premiers pasteurs de diocèses situés dans toutes les parties du monde, quelquefois d'évêques isolés, plus souvent d'un grand nombre d'évêques ou même de tous les évêques d'une province ou d'une nation entière, elles nous donnent, quand on les considère dans leur ensemble, une image fidèle de la situation de l'Église dans tout l'univers. Les divers obstacles contre lesquels l'Église a à combattre dans les différents pays, les maux principaux dont elle souffre dans un pays plus peut-être que dans un autre, les choses dont elle a surtout besoin dans les temps actuels, les divers moyens dont elle attend la satisfaction de ces besoins, le remède à ces maux, et, pour l'avenir, l'accroissement de la vie morale et religieuse des fidèles, voilà ce que nous trou-

Digitized by Google

vons exprimé dans ces propositions par la bouche de ses représentants autorisés.

Puis, quelle ampleur de connaissances théologiques et canoniques ne trouve-t-on pas dans ces propositions! quel précieux trésor d'expérience nous révèlent tant d'hommes éminents, nous croyons pouvoir le dire sans pécher contre la modestie, qui ont vieilli au service de l'Église!

Enfin ces propositions fournissent aussi des matériaux très-abondants pour défendre le concile lui-même attaqué dans son honneur par les injures que ses adversaires lui ont prodiguées, et qu'ils vomissent encore contre lui tous les jours. En effet, elles nous montrent généralement avec quel sérieux et avec quelle intelligence les Pères si calomniés du concile considéraient leurs fonctions pastorales et leur rôle dans le concile même. On y verra en particulier que ces Pères qu'on se plaisait à présenter comme de bas flatteurs de la cour romaine ne manquaient ni d'un grand sentiment de leur dignité, ni d'une noble franchise, autant que ces qualités se concilient avec la modestie chrétienne. Elles montrent, par exemple, que les évêques qui, comme ceux de la Belgique, s'intéressaient vivement pour la définition de l'infaillibilité pontificale, étaient cependant bien éloignés de mettre leurs droits d'évêques aux pieds d'un prétendu pape absolu ou de sacrifier, en faveur d'un principe rigide de centralisation absolue dans le gouvernement de l'Église, quelque droit légitime inhérent à leurs provinces ecclésiastiques, à leurs pays ou à leurs diocèses.

En considération du grand intérêt que ces propositions présentent à bien des égards, quoiqu'elles ne soient pas revêtues d'une autorité plus haute que celle

Digitized by Google

des noms qui les ont signées, nous avons cru rendre aux amis de la cause catholique et du concile du Vatican, un service aussi agréable qu'utile, en recueillant et en publiant ces propositions, *après en avoir obtenu l'autorisation de notre Saint-Père le Pape.*

Tant que, selon les prévisions humaines, on pouvait encore espérer la prochaine reprise et la continuation du concile, nous avons hésité à réaliser ce projet. Maintenant que cette continuation du concile est renvoyée à un avenir incertain, peut-être bien éloigné, nous n'avons pas cru pouvoir en différer l'exécution plus longtemps.

II. — DU PLAN SUIVI DANS CE TRAVAIL

Étant décidé à donner suite à cette entreprise, nous avions à nous demander quelle serait *la manière* la plus convenable de l'exécuter.

1. Les propositions dont il s'agit sont bien nombreuses. Elles émanent les unes d'évêques isolés, d'autres d'un plus grand nombre de Pères du concile; quelquefois elles sont faites par des évêques de tous les pays et de toutes les parties du monde. D'autre part, elles sont très-différentes par l'objet qu'elles regardent, les unes touchant le dogme catholique, les autres la liturgie, d'autres enfin la discipline et les diverses branches du droit canonique. Il s'agissait donc avant tout de savoir quel ordre nous devions suivre dans la publication de ces documents. Fallait-il les ranger selon l'ordre du temps où elles ont été faites, ou selon la diversité des objets qu'elles regardent, ou bien enfin

Digitized by Google

selon les divers pays auxquels appartiennent les évêques dont elles proviennent.

Comme l'ordre simplement chronologique est ici une chose trop extérieure, il nous a paru évident que nous ne devions pas nous y arrêter. Quant aux deux autres modes possibles, il est clair que chacun, tout en présentant des avantages signalés, offre aussi des obstacles et des difficultés considérables. Les avantages particuliers de l'une et de l'autre méthode sautent aux yeux. Les inconvénients et les difficultés de la première méthode résultent de ce qu'un certain nombre et même la plupart des propositions qui ont été faites embrassent non pas un *seul* objet, mais des matières généralement très-diverses, s'étendant à tout ce qui est du domaine de la foi et de la vie chrétiennes. Parfois elles comprennent tout un système de questions religieuses, et il serait complétement impossible de les séparer les unes des autres pour assigner à chacune la place qui lui convient par la nature de son objet.

La principale difficulté qu'implique la dernière méthode, c'est qu'un grand nombre de propositions n'ont pas été présentées par les évêques d'une province ou d'une nation déterminée, mais que des évêques de diverses provinces ou de différents pays y ont pris part d'un commun accord.

Après mûre réflexion, nous avons cru qu'il serait mieux de combiner le plus possible ces deux méthodes, en divisant toutes les propositions soumises à la commission des *postulata* en quatre grandes classes. Cette division est toute naturelle. Ces quatre classes sont celles pour lesquelles des commissions ou députations particulières ont été établies par le concile d'après les instructions contenues dans le bref apostolique *Multiplices*

Digitized by Google

inter, savoir : le dogme, la discipline, les ordres religieux, enfin le rite oriental et les missions en général. Pour l'ordre à suivre dans les limites plus étroites de chacune de ces classes, nous avons, autant que possible, adopté comme règle la nationalité des auteurs des différentes propositions. « Autant que possible, » disons-nous; car la distinction fondée sur les nationalités ne nous a paru possible que par rapport aux propositions de la seconde classe, concernant la discipline, qui, du reste, sont aussi les plus nombreuses. En effet, c'est précisément par rapport à la discipline que des propositions spéciales, ou plutôt tout un ensemble de propositions ont été présentées non-seulement par quelques Pères isolés, mais encore par les évêques de nations entières ou du moins par un grand nombre d'évêques d'une même nation. C'est ainsi que des propositions ont été faites par des évêques d'Allemagne, de Belgique, de France, de l'Italie centrale et de l'Amérique du Nord. Toutefois, dans cet ensemble de propositions relatives pour la plupart à la discipline, il s'en trouve parfois qui, par la nature de leur objet, devraient strictement être rangées dans une autre catégorie.

Voici donc la méthode que nous suivrons pour ce groupement des propositions :

A la tête de toutes nous placerons les propositions relatives au *dogme*. Nous rangerons ensuite celles-ci selon l'ordre qui s'impose naturellement, quand on considère la nature des choses ou bien la succession des décrets dogmatiques portés par le concile, ainsi que des projets ou schèmes dogmatiques auxquels elles se rattachent à bien des égards.

Nous ferons suivre les propositions relatives à la *discipline*, rangeant celles-ci d'après la nationalité de leurs

Digitized by Google

auteurs, ou bien, quand elles émanent de membres isolés du concile, d'après l'ordre qui résulte naturellement de leur objet.

Viennent ensuite, à la troisième place, les propositions touchant les *ordres religieux,* et enfin, en quatrième lieu, celles qui se rapportent aux *missions* et au *rite oriental.*

Quelquefois il nous a fallu, par discrétion, taire le nom des auteurs de certaines propositions. Voilà pourquoi, pour distinguer les propositions les unes des autres, nous les avons toutes pourvues d'un chiffre romain. Pour faciliter les recherches, nous avons fait suivre une table détaillée des matières.

2. Maintenant, devions-nous nous contenter de publier simplement les documents recueillis et rangés selon l'ordre indiqué, ou bien convenait-il d'y ajouter quelques éclaircissements concis et peut-être encore de les faire précéder d'un résumé succinct des matières qu'ils contiennent, en faveur de ceux qui, faute de temps ou pour une autre raison, ne peuvent pas lire les documents écrits en langue latine, tout en portant un vif intérêt à la chose elle-même? Voilà une seconde question que nous avions à résoudre. Nous avons pris le dernier parti, et nous sommes même allé plus loin. Les propositions elles-mêmes ont été souvent provoquées par les ébauches (*schemata*) qui avaient été préparées par les théologiens et les canonistes que le Souverain Pontife avait dans ce but appelés à Rome. Ces schèmes ou projets de décrets avaient été imprimés et distribués aux Pères du concile. D'ailleurs on comprend aisément que les délibérations qui ont eu lieu dans le sein du concile et dont nous connaissons maintenant les résultats par les deux constitutions dogmatiques publiées, devaient

Digitized by Google

aussi suggérer aux Pères du concile diverses propositions. En conséquence, afin de mettre le lecteur à même d'apprécier avec connaissance de cause toute la portée de ces propositions, nous avons cru opportun de rattacher à ces éclaircissements préliminaires une exposition succincte des décrets qui ont été réellement portés, ainsi que des projets présentés au concile dans les schèmes. Nous donnons ainsi une idée de tous les travaux du concile, de ceux qui ont été réellement terminés aussi bien que de ceux qui ont été seulement préparés. Pour rendre complète la collection des documents relatifs à l'activité doctrinale du concile, nous avons inséré tout au long dans notre *Recueil des documents* les décrets du concile et les schèmes aussi bien que les propositions faites par les Pères. Nous espérions par là servir encore la bonne cause d'une autre manière. Nous avions en vue tout particulièrement de mieux éclairer nos lecteurs sur les travaux du concile du Vatican, qui a été tant déprécié dans l'opinion publique égarée. La lecture de cet opuscule, nous l'espérons, les confirmera dans la conviction que les vérités qui sont aujourd'hui pour les adversaires de la foi catholique et de l'Église l'objet d'attaques incessantes, et que les décrets du concile et les schèmes qui lui ont été soumis mettent en lumière, sont en réalité des vérités fondamentales sans lesquelles le christianisme croule nécessairement.

Digitized by Google

Digitized by Google

PREMIÈRE PARTIE

TRAVAUX DOGMATIQUES DU CONCILE

PREMIÈRE SECTION

Les deux constitutions dogmatiques du Concile.

I. — LA CONSTITUTION DOGMATIQUE DE LA FOI CATHOLIQUE

Tout le monde sait que le concile du Vatican n'a publié que deux constitutions qui par leur objet sont toutes deux dogmatiques. La première, portant le titre indiqué plus haut, fut solennellement promulguée dans la troisième session publique, le 24 avril 1870. La seconde, appelée *première constitution sur l'Église de Jésus-Christ*, le fut dans la quatrième session publique, le 18 juillet de la même année. Le point de départ des délibérations qui ont abouti à ces deux constitutions était

Digitized by Google

une partie des schèmes dogmatiques préparés par la commission théologique instituée *ad hoc*. La constitution de *la foi catholique* dont nous allons nous occuper d'abord est empruntée à une partie du schème primitif qui portait le titre : *Schème d'une constitution dogmatique de la doctrine catholique contre les erreurs diverses dérivées du rationalisme*[1]. Ce projet primitif, qui avait été distribué aux membres du concile dès son ouverture, a été, pendant des semaines entières, l'objet de délibérations approfondies dans les congrégations générales. Ces discussions ont montré que le projet avait besoin d'un remaniement complet. Ce travail ayant été fait par la députation dite *de fide*, le projet retouché, qui toutefois, comme nous l'avons dit, comprenait, non plus *tout* l'ancien schème, mais seulement *une partie*, a été de nouveau soumis à la discussion dans les congrégations générales. Avec quelques modifications il a été ensuite adopté par le concile. C'est dans la forme de notre constitution actuelle *de la foi catholique* (ce titre ayant été substitué au titre *de la doctrine catholique* que portait tout le schème primitif) qu'il a été unanimement accepté dans la session publique, publié, et confirmé par le Pape.

Outre une assez longue préface qui, remontant au dernier concile œcuménique de Trente, rappelle d'abord les salutaires effets de cette assemblée, pour déplorer ensuite le dépérissement des vérités chrétiennes parmi ceux qui ont rejeté l'autorité de l'Église et exposer en peu de mots les divers systèmes d'incrédulité qui ont cours dans les temps modernes, cette constitution com-

1 « Schema constitutionis dogmaticæ de doctrina catholica contra multiplices errores ex Rationalismo derivatos. »

Digitized by Google

prend quatre chapitres, suivis de plusieurs *canons*, dans lesquels les erreurs qui dominent aujourd'hui sont directement condamnées. Le *premier* chapitre traite de Dieu, créateur de toutes choses; le *second*, de la révélation; le *troisième*, de la foi; le *quatrième*, enfin, de la foi dans ses rapports avec la raison.

Plaçons ici une observation importante, c'est qu'en général l'Église, quand elle exerce solennellement son pouvoir doctrinal dans les conciles généraux, ou par les définitions pontificales *ex cathedra*, ne se contente pas de mettre en lumière les vérités chrétiennes en elles-mêmes, mais qu'elle a toujours égard, dans ses déclarations, aux besoins déterminés de l'époque où elles sont émises, comme aux fausses interprétations et aux erreurs qui se sont élevées contre elle.

C'est ce que nous voyons aussi dans la constitution qui nous occupe ici. Elle traite des vérités que nous venons de désigner, non en elles-mêmes, par conséquent, ni avec étendue, ni de façon à épuiser la matière, mais en tenant compte des besoins de notre époque et en frappant les erreurs contemporaines. Or ce ne sont pas seulement quelques erreurs isolées contre la foi chrétienne qui sont à présent pour les âmes une source de dangers et de ruine; le christianisme est attaqué dans ses fondements et ouvertement nié par l'incrédulité érigée en système, c'est-à-dire par le rationalisme. Voilà pourquoi notre constitution se tourne précisément contre cet ennemi capital de la vérité chrétienne, contre le rationalisme qui se trouve du reste expressément nommé dans le titre du schème primitif.

Dans ce rationalisme on peut distinguer trois classes. En premier lieu le rationalisme *absolu* ou *crasse* qui nie effrontément non-seulement la révélation surnaturelle et

Digitized by Google

la divinité de l'Église, mais encore la religion naturelle et l'existence d'un Dieu personnel, distinct du monde ; aussi mériterait-il plutôt le nom d'*irrationalisme*. La seconde classe comprend le rationalisme *vulgaire* (théisme, naturalisme), qui enferme l'homme pour ses connaissances et ses aspirations religieuses dans les limites de la raison, en rejetant complétement l'ordre surnaturel, qu'il déclare impossible ou que du moins il tient pour inutile, parce que sa réalité ne peut être ni connue ni démontrée. Une troisième classe de rationalisme qu'on appelle aussi quelquefois semi-rationalisme, est celui qui, tout en reconnaissant l'ordre surnaturel même, prend pour règle de son jugement sur les doctrines révélées la raison humaine. Dans ce système la raison est, non la servante, mais bien la maîtresse de la foi, et on lui attribue le droit d'expliquer ou plutôt de dénaturer les mystères de la foi indépendamment de toute autorité, comme si ces mystères étaient son objet propre et ne dépassaient point sa portée[1]. C'est en tenant compte de ces trois sortes de rationalisme que les vérités indiquées dans les titres des divers chapitres ont été traitées dans notre constitution.

Le premier chapitre, qui traite de Dieu en tant que créateur de toutes choses, est consacré principalement à la condamnation de la première sorte de rationalisme, c'est-à-dire des systèmes hideux du panthéisme, du matérialisme ou de l'athéisme, bien qu'il s'occupe aussi de certaines erreurs semi-rationalistes des temps modernes, par exemple des doctrines de Hermès et de Günther.

Ce chapitre a trois alinéas. Dans le *premier*, le concile

[1] Cf. Syll., prop. IX.

Digitized by Google

enseigne le dogme de l'existence d'un Dieu personnel, en choisissant parmi les perfections qu'il attribue à Dieu, surtout celles qui sont propres à exclure complétement toute idée panthéistique. L'être absolu dont parlent les panthéistes est une substance en soi indéterminée qui se développe de son propre fonds, et se complète en elle-même; par conséquent une substance sujette aux changements, qui est toujours en voie de formation, qui par elle-même n'a ni connaissance ni volonté, et qui ne parvient que dans l'homme à la conscience d'elle-même. « La sainte Église catholique, apostolique, romaine croit et confesse au contraire qu'il existe *un* Dieu, qui est le Créateur et le Seigneur vrai et vivant du ciel et de la terre, qui est éternel, immense, incompréhensible, infini en connaissance et en volonté comme en toute perfection, qui, étant une substance spirituelle absolument *une*, absolument simple et immuable, est en réalité et par son essence distinct du monde, souverainement heureux en lui-même et par lui-même, et ineffablement supérieur à tout ce qui existe et peut exister hors de lui. »

Dans le *second* alinéa, après avoir rappelé le dogme de la création, en se servant des paroles du quatrième concile de Latran, le concile enseigne, d'une part contre le hermésianisme, que Dieu a créé le monde pour sa gloire, et d'autre part contre le le günthérianisme, qu'il l'a créé avec une liberté parfaite.

Dans le *troisième* enfin, dirigé contre certains philosophes et théologiens modernes (surtout de l'école de Günther), est affirmée l'omniscience de Dieu, particulièrement sa prescience *des actions futures libres* de toutes ses créatures.

Dans les cinq canons qui correspondent à ce chapitre,

Digitized by Google

se trouvent directement écartées les erreurs dont ce chapitre s'est occupé :

L'athéisme est repoussé purement et simplement dans le *premier* canon;

Le matérialisme, qui nie non-seulement l'existence d'un Dieu personnel, mais encore la spiritualité et l'immortalité de l'âme humaine, dans le *deuxième* canon. Pour exprimer avec plus d'énergie son horreur de cette erreur monstrueuse, le concile se sert d'une formule dont il ne fait pas usage d'ordinaire, en disant : « *Qui n'a pas honte* de soutenir qu'en dehors de la matière rien n'existe. »

Le panthéisme est rejeté d'abord en général, en tant qu'il déclare identiques la substance divine et la substance de toutes les choses du monde, dans le canon *troisième;* puis dans ses trois principales formes, dans le *quatrième* canon ;

Les erreurs opposées au dogme chrétien de la création, soit qu'elles nient la création divine, c'est-à-dire la production des choses de rien en général, soit qu'elles attaquent la *liberté parfaite* de cette création ou qu'enfin elles ne reconnaissent pas la *gloire de Dieu* comme la fin suprême de la création du monde : dans le *cinquième* canon.

Le second chapitre est principalement dirigé contre la seconde espèce de rationalisme, contre celui qu'on appelle vulgaire.

1. Auparavant toutefois il enseigne, contre le traditionalisme rigoureux ou crasse, qui méconnaît les droits réels de la raison, que *Dieu, en tant que principe et fin de toutes choses, peut être connu avec certitude par les choses créées, au moyen de la lumière naturelle de la raison humaine.*

Digitized by Google

Le concile, remarquons-le, ne dit pas seulement que Dieu peut être connu en tant qu'il est le *principe* des choses, mais il déclare que Dieu peut être connu comme la *fin* suprême de toutes choses. Remarquons en outre qu'il s'agit ici non pas simplement d'une connaissance *douteuse*, plus ou moins *probable*, mais d'une connaissance *certaine*.

Assurément, le concile suppose une raison déjà suffisamment développée, une raison dont on puisse déjà se servir convenablement. Il ne se prononce pas sur les conditions requises pour arriver à ce développement suffisant, à cet usage convenable de la raison. Cependant si l'on prétendait, avec les partisans d'un traditionalisme crasse, que ce développement nécessaire de la raison et cet usage qu'on doit en faire pour parvenir à la connaissance de Dieu ne sont absolument possibles que si Dieu se révèle par une révélation positive, immédiate ou connue par la tradition, on ferait ainsi de cette révélation divine positive dont Dieu serait l'objet, un complément nécessaire de la raison humaine, et l'on nierait une vérité que l'Écriture sainte enseigne en termes clairs, savoir qu'en général la raison humaine peut parvenir à la connaissance de Dieu au moyen des choses créées. Par conséquent, ce traditionalisme crasse a été écarté par l'enseignement du concile sans qu'il ait été expressément nommé.

2. Contre le rationalisme vulgaire dont nous parlions plus haut, le concile fait ressortir la nécessité d'une révélation surnaturelle. Il admet une double nécessité de cette révélation.

La révélation surnaturelle est *moralement nécessaire* par rapport aux vérités religieuses *naturelles;* car, quoique ces vérités, comme nous l'avons dit plus haut, ne soient

Digitized by Google

pas absolument inaccessibles à la raison humaine abandonnée à elle-même, cependant, à cause des obstacles et des difficultés qui, dans l'état actuel de l'humanité, s'opposent en si grand nombre à leur connaissance, elles ne peuvent, sans le secours d'une révélation surnaturelle, être connues « ni de tous, ni avec une entière certitude, ni sans mélange d'erreur ».

Par rapport à une autre classe de vérités, la révélation surnaturelle est pourtant *absolument* nécessaire, savoir, pour les vérités qui se rapportent à notre fin surnaturelle, fin à laquelle, il est vrai, nous n'étions pas destinés nécessairement, mais à laquelle nous avons été destinés effectivement, quoique librement, par l'amour et la bonté de Dieu; puisque, sans la lumière de la révélation surnaturelle, il nous serait absolument impossible de connaître cette fin surnaturelle qui nous a été donnée, et que par suite nous ne pourrions pas non plus y tendre avec liberté et conscience.

3. A cet enseignement relatif à la nécessité de la révélation surnaturelle le concile joint la doctrine touchant les sources auxquelles nous puisons la connaissance de cette révélation. En s'appuyant sur le saint concile de Trente, il désigne comme sources de la révélation l'Écriture sainte et la Tradition divine[1].

Eu égard à certaines opinions erronées qui se sont produites à ce sujet dans les temps modernes, le décret du concile de Trente est expliqué avec plus de précision sous un double rapport, d'abord quant à l'inspiration des saintes Écritures, et en second lieu quant à leur interprétation.

Quant à l'inspiration de l'Écriture sainte, le concile

1 Cf. sess. IV.

Digitized by Google

réprouve la définition relâchée que divers interprètes et divers théologiens modernes en avaient donnée, et déclare que les livres saints sont appelés inspirés, non pas parce que, bien que composés uniquement par l'activité humaine, ils ont été approuvés par l'Église, ni parce qu'ils contiennent les vérités révélées sans mélange d'erreurs, mais parce que, étant écrits par l'inspiration ou l'impulsion du Saint-Esprit, ils ont Dieu pour auteur.

Quant à l'interprétation des saintes Écritures, le concile de Trente avait dit seulement : qu'il ne soit permis à personne d'interpréter l'Écriture sainte *contrairement au sens* auquel l'Église a toujours tenu et auquel elle tient encore. Cette règle négative a été bien des fois expliquée à tort par des exégètes et des théologiens modernes, comme si elle défendait seulement, dans l'interprétation de l'Écriture sainte, d'aller contre une vérité définie par l'Église, de manière à nier cette vérité. Citons un exemple. Quoique l'Église explique dans le sens d'une promesse réelle de la sainte Eucharistie le célèbre passage contenu dans saint Jean, ch. VI, on pourrait s'écarter néanmoins de cette interprétation, pourvu qu'on ne niât pas le dogme catholique de l'Eucharistie. Le concile du Vatican repousse cette fausse opinion, en expliquant plus nettement la règle donnée par le concile de Trente. Renouvelant expressément le décret de ce concile, il dit qu'on doit ainsi entendre cette règle qu'en matières de dogme et de morale relatives au développement de la doctrine chrétienne, il faut considérer comme étant le vrai sens de l'Écriture sainte celui qu'a toujours tenu et que tient encore notre sainte Mère l'Église. Cette déclaration n'écarte pas seulement, dans l'explication d'un texte sacré, les interprétations contradictoirement opposées au sens que lui donne l'Église,

Digitized by Google

mais elle exige de plus qu'on reconnaisse positivement le sens dans lequel l'Église entend un texte sacré comme le sens véritable de ce texte.

Les quatre canons qui correspondent à ce deuxième chapitre, condamnent ensuite directement les doctrines erronées frappées par ces définitions doctrinales :

Le *premier* canon condamne ceux qui disent que Dieu ne peut pas être connu avec certitude par les choses créées au moyen de la lumière naturelle de la raison humaine ;

Le *second*, ceux qui prétendent qu'il est impossible ou qu'il n'est pas convenable que l'homme soit instruit par la révélation divine sur Dieu et sur le culte qui lui est dû ;

Le *troisième*, ceux qui soutiennent que l'homme ne peut pas être élevé par Dieu à une connaissance et à une perfection qui surpassent la connaissance et la perfection naturelles, mais qu'il peut et qu'il doit, par un progrès continu, parvenir enfin de lui-même à la possession de toute vérité et de tout bien.

Le *quatrième* canon condamne enfin ceux qui refusent d'accepter le canon des saintes Écritures dans le sens du concile de Trente, ou qui nient l'inspiration divine des livres saints.

Le troisième chapitre, qui traite « de la foi », est dirigé contre les rationalistes ou les semi-rationalistes, qui contestent l'obligation et la valeur des motifs de la foi surnaturelle, ou qui en altèrent la nature de façon à lui enlever son caractère surnaturel.

1. La raison fondamentale que nous avons de croire se prend de cette dépendance naturelle, fondée sur notre qualité de créatures et par suite absolument immuable, dans laquelle nous vivons à l'égard de Dieu. En effet,

Digitized by Google

cette dépendance en vertu de laquelle nous sommes soumis à Dieu, la Vérité incréée et éternelle, avec tout notre être et particulièrement avec notre raison, nous défend absolument de rester indifférents pour la parole révélée de Dieu, et de ne pas nous assurer de sa réalité, comme si elle ne nous regardait pas. Le langage que nous devons faire entendre, et qui seul convient à notre nature, quand Dieu nous révèle quelque chose, c'est celui de Samuel disant : « Parlez, Seigneur, votre serviteur écoute. » La foi est appelée dans l'Écriture sainte un acte d'obéissance, et c'est à juste titre que nous devons à Dieu, notre maître absolu, cette obéissance de l'intelligence et de la volonté.

2. Le concile explique ensuite la nature de la foi, en la définissant : « une vertu surnaturelle par laquelle, sous l'impulsion et avec le secours de la grâce divine, nous croyons les vérités révélées, non pas à cause de leur évidence intrinsèque, connue par la lumière naturelle de la raison, mais à cause de l'autorité de Dieu même qui nous les révèle. » Dans cette définition il faut principalement appuyer sur les derniers mots qui expriment le motif propre de la foi.

C'est, en effet, par ce motif qui lui est propre, que la foi se distingue essentiellement de nos connaissances religieuses naturelles. Si, comme on le prétend dans le système hermésien, la foi n'était autre chose que la *certitude*, que possède l'esprit, de la vérité de ce qu'il connaît, n'importe de quelle manière cette certitude est produite en moi, on devrait aussi appeler *foi* la conviction que nous avons de l'existence de Dieu, lors même qu'elle serait uniquement fondée sur la considération des choses créées. Le véritable caractère surnaturel de la foi serait ainsi détruit. Si la foi n'est aucunement supé-

Digitized by Google

rieure aux connaissances religieuses naturelles, elle est dépouillée de sa valeur morale et de sa dignité. Car la valeur morale, le mérite de la foi résulte de ce que par elle je donne à Dieu la gloire, en tenant pour indubitablement vraies et certaines les vérités qu'il m'a révélées, non parce que j'en ai l'évidence, mais uniquement sur son autorité, bien que je ne les comprenne pas.

3. Cependant, de ce que la foi n'est pas fondée sur la perception claire qu'aurait mon intelligence de la vérité intrinsèque des choses crues, il ne s'ensuit pas que la foi soit contraire à la raison ou qu'elle ne soit pas parfaitement d'accord avec elle. La foi n'est pas simplement une force intrinsèque aveugle ni, comme la concevaient les prétendus réformateurs et certains pseudo-mystiques, l'affaire d'un sentiment religieux que nous aurions au fond du cœur, d'une expérience intime ou d'un certain goût spirituel de l'âme. Il faut, au contraire, que l'usage de la raison précède l'acte de foi. Dieu a entouré sa révélation de tant de preuves externes de crédibilité, particulièrement de miracles et de prophéties, qu'en les étudiant, l'intelligence humaine peut se convaincre, avec une certitude morale, de la vérité du fait de la révélation divine. Ces preuves extrinsèques constituent, non les motifs de la foi (*motiva fidei*), mais les motifs de la crédibilité de la foi (*motiva credibilitatis fidei*). Quand j'ai reconnu que Dieu s'est révélé, non-seulement il n'est pas contraire à la raison, mais il est plutôt bien conforme à la raison de tenir pour indubitablement vraies et certaines, sur la seule autorité de Dieu, toutes les vérités qui me sont révélées, lors même qu'elles dépassent la portée de mon intelligence.

4. Toutefois, de ce que la crédibilité du fait de la révélation divine peut être démontrée, la foi elle-même ne

Digitized by Google

cesse pas d'être un acte de liberté humaine, et par suite une œuvre de la grâce surnaturelle de Dieu qui exerce son influence sur la volonté de l'homme. La grâce surnaturelle, inséparable de toute œuvre salutaire, est nécessaire non-seulement à la foi animée de la charité, mais encore à la foi séparée de la charité, foi que Hermès appelle spéculative ou la foi de simple connaissance, et dont il suppose à tort qu'elle puisse être imposée à l'homme par des preuves irrésistibles.

5. Après s'être ainsi prononcé sur la nature et les motifs de la foi, le concile en détermine l'étendue ou *l'objet matériel;* à quoi il fut obligé par bien des savants modernes, entachés de libéralisme, qui restreignent, outre mesure, la sphère de la foi. S'élevant contre ceux qui, par une horreur exagérée de l'autorité, renferment l'objet de la foi dans les limites étroites des dogmes formellement définis par l'Église, le concile déclare qu'un chrétien doit croire non-seulement les vérités formellement définies par l'Église, mais encore « tout ce qui est contenu dans la parole de Dieu écrite ou transmise par la tradition, et que l'Église propose comme révélé de Dieu, soit par un jugement solennel, soit par son enseignement ordinaire et commun ».

6. Enfin le concile rappelle la *nécessité* de la foi et *l'obligation* stricte où sont en conséquence tous les hommes de l'embrasser, ajoutant toutefois aussitôt que ce devoir d'accepter et de conserver la foi nous est rendu facile, parce que la véritable Église, établie par Dieu gardienne et maîtresse de la vérité révélée, se connaît avec une extrême facilité et en quelque sorte avec évidence. A cause de cette facilité avec laquelle on peut la reconnaître, elle est, en ce qui concerne l'obligation d'embrasser la vraie foi, « un signe établi au milieu des

Digitized by Google

nations [1], » pour ceux qui ne sont pas encore parvenus à la foi et qu'elle invite à venir à elle, et, quant à l'obligation de conserver la foi, elle est un ferme rempart pour ceux qui la possèdent déjà, et qui sont ainsi devenus ses enfants. Et lorsque ces derniers, pouvant toujours compter sur la grâce de Dieu pour conserver la vraie foi qu'ils possèdent, la perdent néanmoins ou bien, sous le prétexte ou même avec l'intention réelle d'en scruter impartialement les vrais fondements, l'ébranlent en eux-mêmes et la révoquent en doute, ils sont encore bien moins excusables que les premiers, quand ils n'acceptent pas la vraie foi.

Cette dernière déclaration est surtout dirigée contre la méthode de Hermès, qui, voulant élever la théologie sur le fondement du doute positif, demande à ses disciples de révoquer d'abord sérieusement en doute la vérité de la foi catholique, pour qu'ils puissent sans préjugés en examiner les motifs, afin de rentrer ensuite, comme par un détour, dans la possession réfléchie de la vérité, si leurs efforts sont couronnés de succès. Sous une forme un peu différente nous retrouvons aussi ailleurs cette opinion hermésienne qui a été frappée ici, par exemple, dans la quinzième proposition du Syllabus, ainsi conçue : « Il est libre à tout homme d'embrasser et de professer la religion que, guidé par la lumière de sa raison, il croit devoir tenir pour vraie [2]. »

A ce chapitre correspondent six canons qui condamnent directement les erreurs dont l'énumération a été faite, c'est-à-dire les propositions suivantes :

[1] Is., XI, 12.

[2] « Liberum cuique homini est, eam amplecti et profiteri religionem, quam rationis lumine quis ductus veram putaverit. » Litt. Apost. *Multiplices inter*, 10 junii 1851. — Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862.

Digitized by Google

Can. 1 : La raison humaine est tellement indépendante que la foi ne peut pas lui être commandée par Dieu;

Can. 2 : La foi divine ne se distingue pas des connaissances naturelles que nous avons de Dieu et des choses morales, et il n'est pas nécessaire, pour avoir la foi divine, de croire les vérités révélées à cause de l'autorité de Dieu qui les a révélées;

Can. 3 : La révélation divine ne peut pas être rendue croyable par des signes extrinsèques; en conséquence les hommes doivent être portés à la foi par l'expérience intime de chacun ou par une inspiration privée;

Can. 4 : Les miracles sont impossibles; par conséquent tout ce qui est raconté à cet égard, même dans l'Écriture sainte, doit être relégué parmi les fables et les mythes; ou du moins les miracles ne peuvent jamais être constatés avec certitude, et il est impossible de démontrer par eux, d'une manière convaincante, l'origine divine de la religion chrétienne;

Can. 5 : L'assentiment donné à la foi chrétienne n'est pas libre, mais il est un résultat nécessaire des preuves perçues par la raison humaine; la grâce de Dieu est nécessaire seulement pour la foi vive qui opère par la charité;

Can. 6 : La condition des fidèles est la même que celle des hommes qui ne sont pas parvenus à la seule vraie foi, en sorte que les catholiques peuvent être autorisés à révoquer en doute la foi qu'instruits par l'Église ils ont embrassée, et à suspendre leur adhésion jusqu'à ce qu'ils aient accompli la démonstration scientifique de la crédibilité et de la vérité de leur foi.

Le quatrième chapitre, ayant pour titre : « De la foi et de la raison, » porte un jugement définitif sur la ques-

Digitized by Google

tion qui a été à notre époque l'objet des controverses les plus vives, c'est-à-dire la question des rapports entre la révélation et la raison, entre la foi et la science. La solution que le concile donne de ce problème, en opposition avec les erreurs si répandues de notre temps, et dont plusieurs ont été insérées dans le Syllabus, peut se réduire aux cinq points suivants :

1. « Il y a un double ordre de connaissance dont l'un est distinct de l'autre non-seulement par son origine, mais encore par son objet : *par l'origine,* parce que nous connaissons dans l'un par la raison naturelle, dans l'autre au contraire par la foi divine; *par l'objet,* puisque, au-dessus des vérités que la raison naturelle peut saisir, la foi nous propose à croire des mystères qui sont cachés en Dieu, en sorte qu'ils ne peuvent être connus que par la révélation divine. »

Ce premier point est d'une haute importance. En réfléchissant un peu, il est aisé de voir qu'en détruisant la distinction entre l'ordre naturel et l'ordre surnaturel, ou en confondant ces deux ordres dans la théorie ou dans la pratique, on nuit considérablement aux intérêts de la foi, et que les intérêts de la science qu'on a d'ordinaire en vue ou qui servent de prétexte, quand on se permet cette confusion, n'y gagnent absolument rien. C'est ce que montre d'ailleurs, d'une manière encore plus évidente, l'histoire du développement de la philosophie et de la théologie modernes. Car que voyons-nous au fond de tout ce rationalisme moderne qui, jugeant les mystères sublimes du christianisme d'après une règle purement naturelle, en dénature et en fausse complétement le sens, si ce n'est cette même confusion de ces deux ordres de connaissance? Cette confusion en est le principe formel.

Digitized by Google

2. A quelque degré de développement qu'arrive l'esprit humain, jamais la foi divine ne peut complétement se résoudre en science naturelle. « La raison éclairée de la foi peut, il est vrai, en scrutant les mystères de la foi avec ardeur, avec piété et avec sobriété, arriver avec l'assistance de Dieu à une certaine intelligence très-salutaire de ces vérités mystérieuses, soit en les comparant aux choses qu'elle connaît naturellement, soit en considérant les connexions que ces mystères ont entre eux-mêmes ou avec la fin dernière de l'homme. Néanmoins jamais elle ne sera capable de connaître ces mystères comme elle connaît les vérités qui forment sa propre sphère. Les mystères de Dieu dépassent essentiellement les forces de la raison créée, à tel point que, même après avoir été révélés et acceptés par la foi, ils restent néanmoins encore couverts du voile de cette foi et enveloppés dans une certaine obscurité, tant que nous sommes dans cette vie mortelle, marchant comme des pèlerins loin du Seigneur : « Car c'est par la foi que nous marchons et non par la vision. » (II Cor. v, 7.)

Cette déclaration, donnée par le concile, est dirigée particulièrement contre la proposition suivante, condamnée déjà auparavant, et insérée dans le Syllabus : « Tous les dogmes de la religion chrétienne indistinctement, sont l'objet de la science naturelle ou de la philosophie, et la raison humaine, pourvu qu'elle soit développée historiquement, peut, au moyen de ses forces et de ses principes naturels, parvenir à une véritable connaissance (à la compréhension) même des dogmes les plus cachés, pourvu que ces dogmes soient proposés à la raison comme un objet d'investigations[1]. » Presque la même

[1] Syllab. Prop. IX: Omnia indiscriminatim dogmata religionis chri-

Digitized by Google

chose est exprimée dans une autre proposition, également insérée dans le Syllabus, dans laquelle il est dit que toutes les vérités religieuses dérivent de la raison naturelle, et que la raison est la première et principale règle suivant laquelle l'homme peut et doit arriver à la connaissance de toutes les vérités, quelle que soit leur nature [1]. Cependant tous les représentants du rationalisme ne vont pas tout à fait aussi loin qu'on le fait dans ces propositions, tous ne présentant pas tous les dogmes chrétiens *indistinctement* comme accessibles à la raison ou comme parfaitement compréhensibles. Quelques rationalistes font une distinction entre les vérités de foi fondées sur la libre volonté de Dieu, telles que le dogme de l'Incarnation, et celles qui ont leur fondement dans l'essence même de Dieu, par exemple le dogme de la Trinité, et ils ne mettent que ces dernières vérités au nombre de celles que la raison naturelle peut parfaitement démontrer et comprendre. Les auteurs ou les partisans des propositions citées plus haut, au contraire, ne reconnaissent pas cette distinction, parce que, suivant leur système, les œuvres dites extérieures de Dieu (*opera Dei ad extra*) ne sont pas des actes libres ou émanant d'un décret libre de Dieu, mais des actes qui ont aussi leur fondement nécessaire dans la nature et l'essence de Dieu.

Par cette déclaration du concile, toutefois, se trouve atteint non-seulement le sentiment de ces derniers qui vont

stianæ sunt objectum naturalis scientiæ seu philosophiæ, et humana ratio historice tantum exculta potest ex suis naturalibus viribus et principiis ad veram de omnibus etiam reconditissimis dogmatibus scientiam pervenire, modo hæc dogmata ipsi rationi tamquam objectum proposita fuerint. (Epist. ad Archiep. Frising. *Gravissimas*, 11 decembris 1862. — Epist. ad eumd. *Tuas libenter*, 21 decembris 1863).

[1] Prop. IV. Epist. Encycl. *Qui pluribus*, 9 novembris 1846. — Epist. encycl. *Singulari quidem*, 17 martii 1856. — Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862.

Digitized by Google

le plus loin, tel qu'il est exprimé dans les propositions citées plus haut, mais encore l'opinion toujours extrême des premiers, puisque les dogmes qui se rapportent à l'essence de Dieu et à ses actes internes nécessaires, comme le dogme de la Trinité, échappent à la connaissance parfaite, compréhensive de la raison, et qu'ils sont au nombre des choses qui, par leur nature, sont au-dessus de ces connaissances naturelles.

Cette définition du concile ne touche pas les vérités religieuses et morales qui, en soi, sont accessibles à la raison, comme l'existence d'un Dieu personnel, l'immortalité de l'âme humaine, la récompense éternelle, vérités pour lesquelles, bien qu'elles soient contenues dans la révélation divine, cette révélation divine ne nous est nécessaire que moralement et non absolument.

3. « Bien que la foi soit au-dessus de la raison, il ne peut y avoir pourtant entre la foi et la raison aucune contradiction réelle, puisque le même Dieu, qui révèle les mystères et nous communique la vertu infuse de la foi, a donné aussi à l'esprit humain la lumière de la raison. Or Dieu ne peut pas se contredire et se renier lui-même, et le vrai ne peut jamais être opposé au vrai. Si donc l'on croit découvrir une contradiction entre la raison et une vérité révélée, ce n'en peut être que la simple apparence, et ces contradictions apparentes naissent principalement ou de ce que les vérités de foi ne sont pas entendues et expliquées comme les entend et les explique l'Église, ou bien de ce que des assertions arbitrairement avancées sont regardées comme dictées par la raison. »

L'erreur contre laquelle est dirigée cette définition du concile est déjà bien ancienne; car le cinquième concile de Latran a déjà condamné l'opinion soutenue par quel-

Digitized by Google

ques philosophes de ce temps, savoir qu'une même chose peut être vraie théologiquement et fausse philosophiquement[1]. La même erreur a été renouvelée à notre époque sous diverses formes. Aussi plusieurs propositions erronées de ce genre ont été insérées dans le Syllabus. Citons seulement la prop. VI : « La foi en Jésus-Christ est en contradiction avec la raison humaine, et la révélation divine, loin d'être utile, est au contraire nuisible à la perfection de l'homme[2]. »

Or le concile ne fait que tirer une conséquence nécessaire de cette impossibilité d'une opposition entre la foi et la raison, quand, à l'imitation du concile de Latran, il déclare fausse toute proposition qui est en contradiction avec la foi, quand en général il réclame pour l'Église infaillible en matière de foi le droit et le devoir « de proscrire la science qui s'attribue à tort ce nom, pour que personne ne soit trompé par une fausse sagesse et une vaine imposture » (Coloss. II, 8), et quand il déclare enfin qu' « il est défendu à tous les chrétiens de soutenir comme étant un résultat légitime de la science, ces sortes d'opinions qui sont évidemment en contradiction avec les enseignements de la foi, et qu'ils sont même absolument obligés de les tenir pour des erreurs qui prennent trompeusement l'apparence de la vérité ».

Par cette prétention qu'élève l'Église, elle ne porte aucunement atteinte aux droits légitimes de la raison humaine; car il s'ensuit seulement que la raison n'est pas

1 « Quum verum vero minime contradicat, omnem assertionem veritati illuminatæ fidei contrariam omnino falsam esse definimus, et ut aliter dogmatizare non liceat, districtius inhibemus. »

2 Christi fides humanæ refragatur rationi, divinaque revelatio non solum nihil prodest, verum etiam nocet hominis perfectioni. Epist. encycl. *Qui pluribus*, 9 novembris 1846. — Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862.

Digitized by Google

autonome ou absolument indépendante. Or, si l'intelligence humaine prétendait à l'autonomie ou à l'indépendance absolue, ce serait évidemment une usurpation, puisque l'indépendance absolue appartient à Dieu seul. La liberté ou l'indépendance légitime de la science n'est pas non plus lésée par ce droit que réclame pour elle l'Église catholique. La vraie liberté en général n'est pas la licence, l'exemption de toute loi, et elle consiste, non dans la faculté de tout faire ou d'agir arbitrairement, mais dans la puissance de faire ce qui est juste et bon. Il n'est nullement défendu à la raison et à la science de se mouvoir librement sur le terrain des sciences naturelles suivant leurs propres principes et leur méthode particulière; mais elles doivent pourtant ne se proposer jamais pour but que la recherche de la vérité. Voilà ce qui met une limite à leur liberté, et c'est une limitation très-juste et équitable; car la raison ou la science ne peut être autorisée à se lancer dans l'erreur, surtout quand il s'agit d'une erreur contre la foi divine. Voilà pourquoi, malgré toute sa liberté, l'intelligence humaine n'a pas le droit de se montrer, dès le principe, indifférente à l'égard des enseignements de la foi pour n'en tenir aucunement compte, ou même prendre contre elle une position hostile. Ce serait, en effet, non se mettre en garde contre l'erreur, comme il convient, mais chercher au contraire l'erreur de propos délibéré, et certes ce n'est pas pour un tel abus que la liberté a été donnée à la raison ou à la science.

Enfin nous ferons encore observer qu'en établissant ce droit si fondé de l'Église, le concile avait en vue, il est vrai, les prétentions exorbitantes et les usurpations de la science moderne en général, mais qu'il y a été porté aussi par diverses thèses qui ont été soutenues

Digitized by Google

réellement et dans lesquelles ces prétentions illégitimes ont été formulées, entre autres, par les propositions X, XI et XIV du Syllabus, mais qui avaient été autrefois déjà condamnées par le Saint-Siége. Dans la proposition X il est dit que, *le philosophe* étant distinct de *la philosophie*, le premier a bien le droit et même l'obligation de se soumettre à une autorité qu'il a lui-même reconnue vraie, mais qu'il est impossible et même défendu à la philosophie de se soumettre à quelque autorité que ce soit[1]. La onzième proposition dit que non-seulement l'Église ne doit jamais s'élever contre la philosophie, mais qu'elle doit même tolérer ses erreurs et en abandonner le redressement à elle-même[2]. Dans la quatorzième proposition enfin, on lit que la philosophie doit être cultivée sans aucune attention à la révélation surnaturelle[3].

4. De plus, non-seulement la foi et la raison ne sont pas opposées l'une à l'autre, mais encore elles se prêtent mutuellement secours, parce que « la droite raison démontre les fondements ou les motifs de la foi, et que, éclairée par la lumière de la foi, elle forme et développe la science des choses divines, pendant que la foi délivre et préserve la raison de toutes sortes d'erreurs et l'enrichit de bien des connaissances. »

Par là il est facile de juger combien on serait mal fondé et injuste, en accusant l'Église d'être l'ennemie de la science ou du progrès scientifique. Tout au contraire,

1 Syll. Prop. X. Epist. ad Archiep. Frising. *Gravissimas*, 11 decembris 1862. — Epist. ad eumd. *Tuas libenter*, 11 decembris 1863.

2 Syll. Prop. XI. Epist. ad Archiep. Frising. *Gravissimas*, 11 decembris 1862.

3 Syll. Prop. XIV. Epist. ad Archiep. Frising. *Tuas libenter*, 21 decembris 1863.

Digitized by Google

dit le concile, « elle encourage la culture des arts et des sciences, et les favorise sous bien des rapports à cause de leur utilité. » Elle ne porte pas non plus, continue le concile, atteinte à la liberté bien comprise de la science (cf. ce qui a été dit plus haut sur ce point); elle empêche seulement qu'on n'abuse de cette liberté. C'est pourquoi « elle veille toujours avec beaucoup de soin à ce que ces sciences ne se mettent pas en contradiction avec les enseignements de la foi, pour tomber ainsi dans l'erreur, ou que, dépassant les limites qui leur sont tracées, elles n'empiètent pas sur le domaine de la foi pour y porter la confusion. »

5. Enfin la foi, n'étant pas un système philosophique inventé par le génie de l'homme, mais un dépôt divin confié à l'Église pour qu'elle le garde fidèlement, ne peut pas être perfectionnée par la raison ou la science humaine. Voilà pourquoi, quand le sens d'une vérité de foi a été une fois fixé par l'Église, il faut nécessairement retenir toujours cette interprétation et ne jamais l'abandonner sous le prétexte et dans le but apparent de poursuivre une connaissance plus approfondie de cette vérité. A cette déclaration du concile donnèrent également lieu certaines erreurs rationalistes qui se sont produites de notre temps. C'est ainsi que nous lisons textuellement dans la cinquième proposition du Syllabus : « La révélation divine est imparfaite, et c'est pourquoi elle est susceptible d'un progrès continu indéfini, correspondant au développement progressif de la raison humaine. »

Cependant il y a une différence entre le perfectionnement ou le progrès de l'objet même de la foi et le progrès dans la conception des vérités de foi. L'impossibilité de l'un n'entraîne pas l'impossibilité de l'autre.

Digitized by Google

Quant à la conception des vérités qui sont l'objet de la foi, on trouve un certain progrès, non-seulement dans les individus, mais encore dans l'Église entière.

Certaines vérités de foi, en effet, n'ont pas été enseignées par l'Église dès le commencement d'une manière explicite et distincte, mais seulement en tant qu'enfermées implicitement dans d'autres dogmes, et par conséquent elles n'ont pas été connues d'abord avec une clarté et une netteté parfaites. Or il peut se faire que, par suite d'attaques dirigées contre ces vérités, l'Église en obtienne une connaissance plus réfléchie, que ces vérités soient ensuite définies et proposées expressément et en elles-mêmes, et qu'ainsi elles soient connues d'une manière plus claire et plus distincte. De plus, même des vérités de foi proposées déjà par l'Église expressément et en elles-mêmes peuvent, dans la suite des temps, être comprises plus parfaitement.

Cela ne veut pas dire que le sens d'une vérité de foi, ayant été une fois défini et fixé par l'Église, puisse lui-même être renversé pour qu'un autre en prenne la place; mais il se peut que cette même vérité s'éclaircisse davantage, et qu'ainsi elle soit connue mieux et plus universellement, soit qu'on pénètre plus avant dans sa profondeur, soit qu'on en perçoive mieux la connexion avec d'autres vérités. Pour ce développement la science humaine peut assurément rendre des services signalés; mais il faut, comme le pape Pie IX le dit dans une lettre apostolique (du 15 juin 1857), qu'elle ne veuille modestement que *servir* sans prétendre à la domination. D'ailleurs, elle ne peut pas elle-même nous garantir avec une certitude parfaite la justesse des résultats qu'elle obtient. Cette certitude ne peut venir que de l'Esprit-Saint lui-même, qui conduit l'Église non-seulement à

Digitized by Google

toute vérité, mais encore à la connaissance plus approfondie, à la pénétration plus intime de la vérité, et sous l'assistance duquel a lieu dans l'Église tout progrès véritable dans la doctrine et la science chrétiennes.

Voilà ce que le concile veut faire entendre, quand, empruntant les paroles connues de saint Vincent de Lerins, il termine ainsi ce quatrième chapitre : « Qu'avec le progrès des années et des siècles, la connaissance, la science et la sagesse croissent et augmentent donc beaucoup et avec vigueur, dans chacun des individus comme dans tous les hommes, dans chaque homme en particulier comme dans l'Église entière : que tout cela se fasse néanmoins dans les limites convenables, c'est-à-dire sans altération du dogme, toujours dans le même sens et dans la même pensée. »

Dans les trois canons correspondant à ce chapitre, le concile condamne directement les opinions ou assertions opposées aux doctrines exposées, c'est-à-dire les thèses suivantes :

Dans le *premier* canon : la révélation divine ne contient point de mystères vrais et proprement dits, mais toutes les vérités de foi peuvent être connues et démontrées par la raison suffisamment développée au moyen des principes naturels;

Dans le *deuxième* : les sciences humaines doivent être traitées avec une telle liberté que leurs assertions doivent être maintenues comme vraies, lors même qu'elles sont en contradiction avec la vérité révélée, et qu'elles ne peuvent point être proscrites par l'Église;

Dans le *troisième* canon enfin : il est possible qu'un jour, avec le progrès de la science, on doive attribuer aux dogmes proposés par l'Église un sens différent de

Digitized by Google

celui que l'Église a compris et qu'elle comprend encore.

Toutefois, comme il ne suffit pas d'éviter la perversité de l hérésie, mais qu'il faut encore fuir avec beaucoup de soin toutes les erreurs qui ont avec elles plus ou moins d'affinité, le concile rappelle en terminant l'obligation où nous sommes d'observer les constitutions et les décrets par lesquels le Saint-Siége a condamné et proscrit ces sortes d'opinions perverses.

II. — La première constitution dogmatique sur l'Église de Jésus-Christ.

Cette constitution traite de la doctrine catholique touchant la primauté du pape. Cette vérité a été à notre époque, comme autrefois, l'objet de tant d'attaques que le concile ne pouvait, à aucune condition, la passer sous silence. Aussi l'ébauche d'une constitution où cette doctrine serait exposée conformément aux besoins de notre époque, se trouvait-elle déjà dans les matériaux préparés avant le concile. Cependant, dans le projet primitif, on ne se proposait pas de traiter cette question à part dans une constitution spéciale. L'exposition de ce point de doctrine ne formait qu'une partie d'un tout plus considérable ayant pour titre : « Schème d'une constitution dogmatique sur l'Église de Jésus-Christ; » c'était le onzième chapitre de ce schème. La doctrine touchant l'infaillibilité doctrinale du souverain pontife n'était pas formulée dans ce projet primitif. Ce n'est pas ici le lieu d'expliquer longuement comment il s'est fait que la doctrine touchant la primauté du pape a été détachée de l'en-

Digitized by Google

semble des doctrines relatives à l'Église, pour devenir l'objet d'une constitution spéciale, ni d'exposer les raisons qui ont déterminé les Pères du concile à donner la première place à la doctrine sur la primauté pontificale, en la publiant comme « une *première* constitution sur l'Église », au lieu de la mettre à la suite des autres enseignements touchant l'Église de Jésus-Christ, comme on l'avait fait dans le schème. D'un autre côté, le projet primitif de cette définition, tel qu'il est contenu dans le onzième chapitre du schème dont nous parlons, avait besoin d'un remaniement complet. Ce remaniement était nécessaire, en partie à cause de la doctrine sur l'infaillibilité du pape qu'il fallait y intercaler, la définition de cette vérité ayant été demandée par une majorité immense des Pères du concile, en partie par suite des nombreux amendements que les Pères du concile avaient présentés par écrit, et auquel donna lieu, dans le schème imprimé d'une constitution sur l'Église qui leur avait été distribué, ledit onzième chapitre même, traitant « de la primauté du pontife romain ». Après que le remaniement du projet primitif eut été fait par la commission dogmatique, le projet, plusieurs fois retouché[1], fut soumis aux délibérations conciliaires dans les congrégations générales. Refait et remanié à plusieurs reprises par suite de ces délibérations, il fut enfin l'objet d'abord d'un vote provisoire dans l'une des dernières congrégations générales, et puis du vote définitif dans la quatrième session publique où (sur cinq cent trente-cinq Pères présents, deux seulement ayant donné un vote négatif), il fut publié et confirmé comme « la première

[1] Dans le *Recueil des documents* nous avons ajouté le premier projet, contenant la définition de l'infaillibilité du pape, au chapitre onzième du schème *de Ecclesia*.

Digitized by Google

constitution dogmatique sur l'Église de Jésus-Christ », telle que nous l'avons actuellement.

Essayons maintenant de donner un aperçu des vérités définies dans cette constitution, qui se compose d'une courte préface et de quatre chapitres.

Dans la préface se trouvent exprimées trois pensées principales, destinées à servir d'introduction à tout l'ensemble des doctrines relatives à la primauté du Saint-Siége. D'abord elle fait ressortir que Jésus-Christ a fondé une Église *une,* c'est-à-dire qu'il a voulu que dans son Église, comme dans la maison du Dieu vivant, tous les fidèles soient unis par le lien de la *même* foi et de la charité, et qu'il a exprimé clairement cette volonté bien arrêtée dans la célèbre prière de la dernière Cène. En *second* lieu elle dit que, pour établir et maintenir toujours cette unité, Jésus-Christ a institué d'une part l'apostolat perpétué dans l'épiscopat, et d'autre part surtout la *primauté* de saint Pierre, dans laquelle nous possédons « le principe permanent et le fondement visible » de l'unité. Ces deux expressions, savoir que la primauté de saint Pierre est le principe permanent et le fondement visible de l'unité ecclésiastique, ont été bien pesées, et elles ont été maintenues malgré les objections non valables que quelques Pères avaient élevées contre elles dans les délibérations conciliaires. En effet, la primauté est non-seulement le *signe* de l'unité de l'Église, mais encore sa *cause efficiente,* par conséquent son *principe.* Quoique dans l'Écriture sainte il soit également parlé des *apôtres* et des *prophètes* comme du fondement de l'Église[1], cependant les apôtres (sans saint Pierre), et leurs successeurs, les évêques, ne sont

[1] Eph. II, 20.

Digitized by Google

pas le fondement de l'Église entière, ils ne le sont que comme chefs des Églises particulières ou de leurs diocèses; encore ne le sont-ils qu'autant qu'ils sont eux-mêmes unis à saint Pierre, tandis que saint Pierre, c'est-à-dire celui qui continue à vivre dans tous ses successeurs, est le fondement *visible* de l'unité, non pas simplement au premier rang, mais absolument, dans un sens plein, illimité, et pour l'Église universelle. *Troisièmement*, enfin, la nécessité d'une nouvelle exposition de l'enseignement catholique sur la primauté du Saint-Siége, est motivée dans cette préface par les attaques nombreuses dirigées à notre époque, avec une haine toujours croissante, contre l'Église et son fondement, « sur lequel reposent la force et la solidité de l'Église entière. »

Dans les quatre chapitres de cette constitution il est question de l'*institution*, de la *durée* et de la *nature* de la primauté, et enfin de l'*infaillibilité doctrinale* inhérente à cette primauté du Saint-Siége, et l'on y traite de toutes ces doctrines en tenant toujours compte des opinions contraires qui se sont produites dans le cours des derniers siècles.

Dans le premier chapitre, intitulé : « De l'institution de la primauté dans la personne de saint Pierre, » le concile enseigne et définit que la primauté de juridiction sur l'Église universelle a été promise et conférée par Jésus-Christ à saint Pierre *immédiatement* et *directement*, en s'appuyant sur les textes connus de l'Évangile entendus dans le sens que leur a toujours donné l'Église[1]. Le concile s'est cru engagé à renouveler cette définition moins à cause des protestants, qui nient en gé-

[1] Joan. I, 42. — Matth. XVI, 16-19. — Joan. XXI, 15-17.

Digitized by Google

néral l'institution divine d'une primauté dans l'Église, qu'à cause de certains novateurs qui, sans rejeter ouvertement l'origine divine de la primauté, ont essentiellement altéré le sens de ce dogme catholique par leurs opinions perverses. Or cette altération de la doctrine catholique avait lieu en deux manières. Ou l'on disait que la primauté de juridiction avait été conférée par Jésus-Christ, non à saint Pierre seul, mais à tout le collége des apôtres, en sorte que les apôtres et leurs successeurs, ayant chacun reçu de Jésus-Christ la même dignité et la même puissance, participent au même degré à la primauté, qu'ils résident à Rome, à Constantinople ou à Alexandrie, et qu'ils n'ont d'autorité sur un autre évêque que lorsqu'ils sont réunis dans un concile (provincial ou œcuménique). En conséquence, le vrai centre de l'autorité spirituelle sur toute l'Église se trouve uniquement dans un concile général. Ainsi pensait entre autres Macaire.

Ou bien, sans contester que la primauté ait été divinement instituée dans l'Église, ni que saint Pierre et ses successeurs légitimes en soient revêtus, on niait qu'elle ait été conférée par Jésus-Christ immédiatement et directement à la personne même de saint Pierre, et l'on soutenait au contraire que la puissance suprême de la primauté, de même que toute autre puissance spirituelle dans l'Église, a été conférée par Jésus-Christ immédiatement à l'Église même, et qu'elle n'a été communiquée à saint Pierre que par l'Église; qu'ainsi saint Pierre n'exerce cette puissance qu'au nom et comme ministre de l'Église (de là *potestas ministerialis*). C'était le sentiment de Richter, de Launoy, de Dupin et de plusieurs autres[1].

[1] Au nombre de ces opinions se trouvent les deux propositions con-

Digitized by Google

Ces opinions erronées, qui dénaturent la doctrine catholique sur la primauté, sont en conséquence condamnées directement et solennellement à la fin du chapitre; car dans cette constitution les canons ne sont pas séparés des chapitres auxquels ils correspondent, comme dans la constitution précédente, mais ils suivent immédiatement l'exposition développée des diverses doctrines qu'ils résument en peu de mots. Ce premier chapitre conclut ainsi : Si donc quelqu'un dit que l'apôtre saint Pierre n'a pas été établi, par Jésus-Christ Notre-Seigneur, prince de tous les apôtres et chef visible de toute l'Église militante, ou que ce même saint Pierre n'a reçu du même Jésus-Christ Notre-Seigneur, directement et immédiatement qu'une primauté d'honneur, et non une primauté de juridiction vraie et proprement dite, qu'il soit anathème.

Dans le deuxième chapitre, portant le titre : « De la perpétuité de la primauté de saint Pierre dans les pontifes romains, » le concile enseigne et définit une double vérité.

Il enseigne et définit *premièrement* que la perpétuité de la primauté de saint Pierre dans ses successeurs est de droit divin, étant fondée sur une disposition de Dieu; il enseigne et définit *secondement* que les successeurs de saint Pierre sont les évêques de l'Église de Rome,

damnées par Pie VI dans la bulle *Auctorem fidei,* savoir : la seconde et la troisième. Voici la seconde : « Propositio quæ statuit, potestatem a Deo datam Ecclesiæ, ut communicaretur pastoribus, qui sunt ejus ministri pro salute animarum; sic intellecta, ut a communitate fidelium in pastores derivetur ecclesiastici ministerii et regiminis potestas, hæretica. » — La troisième est ainsi formulée : « Insuper, quæ statuit, Romanum Pontificem esse caput ministeriale, sic explicata, ut Romanus Pontifex non a Christo in persona Petri, sed ab Ecclesia potestatem ministerii accipiat, qua velut Petri successor verus Christi vicarius ac totius Ecclesiæ caput pollet in universa Ecclesia, hæretica. »

Digitized by Google

fondée par saint Pierre et consacrée par son sang.

La première vérité, savoir, que Jésus-Christ a établi non-seulement la perpétuité de la primauté de saint Pierre en général, mais encore la perpétuité de cette primauté de saint Pierre dans les successeurs de saint Pierre, est une vérité de foi révélée, attestée par l'Écriture sainte et par la tradition constante de l'Église. Quant à la seconde vérité, c'est-à-dire que les évêques de l'Église romaine sont les successeurs de saint Pierre dans sa primauté, il n'est pas démontré, il est vrai, qu'elle soit fondée sur la volonté expresse de Jésus-Christ, mais elle se fonde sur ce fait que saint Pierre a lié la primauté une fois pour toutes au siége de Rome. Ce fait, toutefois, n'est pas un simple fait historique qui n'aurait qu'une certitude humaine et historique, mais c'est un fait dogmatique, infailliblement certain, parce qu'il se rattache de la manière la plus intime à ce que nous devons croire, d'une foi catholique, sur la primauté des pontifes romains.

C'est pourquoi le concile, à la fin du chapitre, a frappé de l'anathème les assertions opposées à ces deux vérités; cependant, dans la formule dont il se sert pour exprimer cet anathème, il a tenu compte, comme il convenait, de la différence qui existe entre ces deux vérités. Il s'exprime ainsi : « Si quelqu'un dit qu'il n'est pas de l'institution de Notre-Seigneur Jésus-Christ, ou de droit divin, que saint Pierre, dans sa primauté sur l'Église universelle, ait des successeurs perpétuels, ou que le pontife romain n'est pas le successeur de saint Pierre dans cette même primauté, qu'il soit anathème. » Il n'est donc pas dit, remarquons-le, que ce dernier point soit également fondé sur une disposition ou un décret de Dieu.

Après avoir ainsi donné sur l'institution et la perpé-

Digitized by Google

tuité de la primauté tous les éclaircissements désirables, le concile traite :

Dans le troisième chapitre, « de la puissance et de la nature de la primauté du pontife romain. » Il rappelle d'abord la définition donnée par le concile universel de Florence, savoir que « tous les fidèles doivent croire fermement que le pontife romain est le successeur du prince des apôtres, de saint Pierre, et le vrai vicaire de Jésus-Christ, le chef de l'Église universelle, le père et le docteur de tous les chrétiens, qu'en saint Pierre Jésus-Christ lui a confié la pleine puissance de paître, de régir et de gouverner l'Église universelle. »

Pour tout homme exempt de préjugés et qui ne résiste pas à la conviction qu'il a de la vérité, cette définition contenait déjà, à parler strictement, tout ce qu'en général on peut dire sur le sujet qui nous occupe. Néanmoins, comme on a vu, même après cette définition du concile de Florence, se produire certaines doctrines par lesquelles l'essence de la primauté du Saint-Siége a été affaiblie, dénaturée ou même absolument détruite, parce que l'on avait perdu de vue cette définition ou qu'on la comprenait mal, le concile du Vatican ne pouvait pas se contenter de renouveler simplement la déclaration du concile de Florence, mais il devait se croire obligé, pour repousser les nouvelles erreurs, d'en expliquer encore plusieurs points.

1. Le concile enseigne et définit donc que « d'après la volonté de Notre-Seigneur l'Église romaine possède sur toutes les autres Églises la prééminence de la puissance ordinaire, et que cette puissance de juridiction vraiment épiscopale que possède le pontife romain est une puissance immédiate, envers laquelle les pasteurs et les fidèles, de quelque rite et de quelque rang qu'ils soient,

Digitized by Google

chacun en particulier aussi bien que tous ensemble, sont strictement tenus à la subordination hiérarchique et à une vraie obéissance, non-seulement en matière de foi et de mœurs, mais encore pour la discipline et le gouvernement de l'Église répandue sur toute la terre, en sorte que, gardant avec le pontife romain l'unité dans la communion et dans la profession de la même foi, l'Église est un seul troupeau avec un seul pasteur suprême. »

Dans cette définition chaque mot a une haute importance, parce que chacun frappe une erreur opposée à la doctrine catholique. Cependant, ce qui est le point culminant de toute cette définition, c'est que la puissance de juridiction que possède le pape est une juridiction vraiment *épiscopale,* que le pape est l'évêque universel de l'Église entière comme il est évêque de Rome. Tout le reste se meut autour de ce point central. En effet, de ce que la puissance du pape est une puissance épiscopale, se déduisent nécessairement les autres caractères de la puissance du souverain pontife.

Il s'ensuit *premièrement* que la puissance du pape est *ordinaire,* c'est-à-dire une puissance qui d'une part est inhérente à la dignité même et qui s'exerce en vertu de cette dignité, et non en vertu d'une simple délégation ou d'un mandat venu d'ailleurs, et qui d'autre part n'est pas une puissance limitée dans son exercice ou dans son application à des affaires extraordinaires déterminées (par exemple, lorsque des abus graves se sont glissés ou menacent de se glisser dans l'administration de quelque diocèse, ou lorsque le premier pasteur d'un diocèse se rend coupable d'empiétement sur les droits d'autrui, de négligence dans l'exercice de sa charge ou de prévarication, ou enfin quand, dans certaines conjonctures

Digitized by Google

extraordinaires, les évêques ou d'autres en appellent à son autorité, et provoquent ainsi son intervention), mais une puissance qui peut intervenir dans le gouvernement de l'Église universelle aussi bien que des Églises particulières, toutes les fois que le croit nécessaire ou salutaire celui qui en est investi.

Si la puissance papale comme telle est une puissance épiscopale, il s'ensuit *secondement*, par rapport à la manière dont elle s'exerce, qu'elle est une puissance *immédiate*, c'est-à-dire une puissance qui n'a pas besoin pour s'exercer d'aucun intermédiaire, tels que les archevêques et les évêques, mais qu'elle peut aussi, sans intermédiaires, se montrer à l'égard de tous les membres de l'Église, à l'égard des plus haut placés aussi bien que de ceux qui se trouvent au dernier degré, toutes les fois et de la manière que d'après son jugement personnel, mais consciencieux, le dépositaire de cette autorité le croit opportun.

Si la puissance papale comme telle est vraiment épiscopale, et si le pape est l'évêque des évêques et l'évêque de l'Église universelle, il s'ensuit *troisièmement* que les pasteurs et les fidèles de tout rite et de tout rang doivent au souverain pontife la subordination hiérarchique, et une vraie obéissance non-seulement chacun en particulier, mais encore tous ensemble, en d'autres termes dans l'Église dispersée comme dans l'Église assemblée.

Il s'ensuit *quatrièmement*, enfin, que ce devoir de subordination et de soumission s'étend à toutes les affaires qui peuvent, en général, être l'objet d'une détermination ou d'une disposition ecclésiastique, par conséquent, non-seulement à la foi et aux mœurs, mais encore aux choses touchant la discipline et le gouvernement de l'Église.

Digitized by Google

Toutes ces vérités, qui découlent de ce caractère épiscopal de l'autorité du souverain pontife comme des conséquences naturelles, ont été contestées jusque dans notre temps non-seulement par quelques savants isolés, mais encore par des écoles entières, principalement par les gallicans, les partisans du synode de Pistoie, les Fébroniens et les Joséphistes.

Quelquefois on refusait de reconnaître l'autorité pontificale comme une puissance *ordinaire*, pour n'y voir qu'une simple autorité de surveillance, en ce sens que le pape doit empêcher ou réparer les fautes et les négligences des autres pasteurs ou bien contribuer par ses conseils, ses exhortations et son exemple, au rétablissement de la paix, lorsqu'elle a été troublée entre les pasteurs de l'Église. Ainsi pensaient Febronius, Eybel, Tamburini et d'autres.

D'autres fois on contestait au pape le droit d'exercer sur le gouvernement des diocèses particuliers et des fidèles appartenant à ces diocèses, une *influence immédiate*, et on lui défendait de les gouverner autrement que par leurs évêques respectifs (Tamburini, les gallicans et autres).

Puis on prétendait restreindre au moins sa puissance de juridiction aux évêques pris chacun en particulier, et l'on niait que cette autorité s'étende aux évêques réunis dans un concile général, à l'Église assemblée (*Ecclesia congregata*); en conséquence on se croyait autorisé à en appeler des décisions du pape au concile général (Tamburini et les gallicans).

Enfin d'autres restreignaient la soumission due au pape, et l'accord nécessaire avec l'Église romaine, aux choses dogmatiques, aux choses de la foi et des mœurs.

Toutes ces opinions erronées et toutes ces altérations

Digitized by Google

de la doctrine catholique touchant la primauté impliquent la négation du caractère vraiment épiscopal de l'autorité pontificale. Si, en effet, l'on reconnaît le caractère vraiment épiscopal de cette autorité, ces erreurs disparaissent d'elles-mêmes. Or on ne s'explique pas qu'on puisse se refuser à lui reconnaître ce caractère, pourvu qu'on veuille laisser encore à la primauté du pape une ombre de puissance, et qu'on ne veuille pas la réduire à une simple primauté d'honneur. Car, après tout, Jésus-Christ n'a pas institué d'autre puissance spirituelle que la puissance pastorale. Le célèbre passage de l'évangile de saint Jean (XXI, 15-17) où Jésus-Christ confère la primauté à saint Pierre, rend le doute absolument impossible. Saint Pierre y est établi pasteur des agneaux et des brebis de Jésus-Christ, c'est-à-dire de toute l'Église, et cette puissance pastorale conférée à saint Pierre, qu'est-elle et que peut-elle être autre chose que la puissance épiscopale? Aussi, dans la discussion du schème de notre constitution, beaucoup de Pères ont-ils, à cause de cela, proposé à plusieurs reprises de retrancher complétement, comme trop évidente, la proposition qui représente la puissance ordinaire et immédiate du pape comme une puissance *épiscopale,* puisque l'un se trouve déjà exprimé dans l'autre. On l'a pourtant maintenue, mais uniquement pour rendre absolument impossible toute fausse interprétation.

2. Ayant ainsi, par la définition qui précède, fixé d'une manière précise le caractère et l'étendue de la puissance pontificale de façon à écarter les opinions opposées qui s'étaient produites, le concile réfute d'une manière péremptoire l'objection si souvent répétée, tirée de la prétendue incompatibilité de la puissance ponti-

Digitized by Google

ficale ainsi comprise avec la puissance ordinaire des évêques. Il déduit ensuite de ces doctrines définies deux conséquences aussi simples que naturelles.

De cette autorité souveraine que possède le pape pour gouverner l'Église universelle, le concile conclut d'abord que le pape a aussi le droit, dans l'exercice de son autorité, de communiquer librement avec les pasteurs et les fidèles de l'Église entière, pour qu'il puisse les enseigner et les guider dans la voie du salut. Voilà pourquoi il rejette et condamne les assertions de ceux qui disent « que cette communication du chef de l'Église avec les pasteurs et les fidèles peut être légitimement entravée, ou qui la font dépendre du pouvoir civil au point de soutenir que les mesures prises par le Saint-Siége ou en vertu de son autorité touchant le gouvernement de l'Église, n'ont de force ni de valeur que si elles sont approuvées et confirmées par l'autorité civile.»

En effet, cette vérité découle d'une manière si évidente de la primauté bien comprise du pape, que certainement le concile ne l'aurait point exprimée si elle n'avait été niée à notre époque. La proposition XII du Syllabus est ainsi formulée : « Le pouvoir civil peut entraver la liberté des rapports des évêques et des fidèles avec le pontife romain, et *vice versa*[1]. » Et voici la proposition XXVII : « Les évêques n'ont pas le droit de promulguer les lettres apostoliques du pape sans une autorisation du gouvernement civil[2]. » Le concile n'a pas cru pouvoir laisser passer sans réponse de telles assertions, qui limitent les droits les plus incontestables du pape dans l'exercice de son autorité.

[1] Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862.
[2] Alloc. *Numquam fore*, 15 decembris 1856.

Digitized by Google

La seconde conséquence qui découle avec la même évidence de la suprême autorité spirituelle du souverain pontife, est relative à l'exercice libre et illimité de la suprême puissance spirituelle qu'il possède *en tant que juge*. Sur ce point le concile s'exprime ainsi : « Et puisque le pontife romain, en vertu du droit divin de sa primauté apostolique, est placé à la tête de l'Église universelle, nous enseignons et nous définissons aussi qu'il est le juge suprême des fidèles (bref de Pie VI, du 28 novembre 1786, *Super soliditate*), et que dans toutes les causes qui sont du ressort de l'autorité ecclésiastique on peut en appeler à son jugement (second concile de Lyon), mais que le jugement du Siége apostolique, au-dessus duquel il n'y a point d'autorité plus haute, ne doit être soumis par personne à un nouvel examen, et qu'il n'est permis à personne de s'ériger en juge de ses jugements (le pape Nicolas I dans sa lettre à l'empereur Michel). C'est pourquoi ceux-là dévient de la voie droite de la vérité, qui prétendent qu'on peut appeler des jugements du souverain pontife à un concile œcuménique comme à une autorité supérieure au pontife romain. » Autrefois, à l'occasion de certains événements racontés dans l'histoire, les papes avaient déjà plusieurs fois, et presque dans les mêmes termes, enseigné ces diverses vérités définies ici, et condamné les erreurs opposées. Cependant ces erreurs tant de fois condamnées sont revenues sans cesse plus tard, et elles étaient bien répandues parmi les jansénistes, les gallicans et les fébroniens. Ces erreurs et surtout la doctrine gallicane, d'après laquelle il est permis d'appeler des jugements du pape à un concile œcuménique, ne sont fondées que sur une fausse interprétation de la doctrine exposée touchant la primauté du Saint-Siége. Elles se

Digitized by Google

trompent toutes en supposant que la plénitude de la puissance spirituelle (*plena potestas*, comme s'exprime le concile de Florence) réside, non dans le pontife romain, mais dans les évêques assemblés dans un concile général, que par conséquent le concile général est une autorité supérieure à celle du pape, qui, bien que supérieur aux évêques isolés, ne serait pas supérieur à la totalité des évêques.

Cette opinion gallicane avait été présentée sous une forme nouvelle dans un ouvrage écrit en vue du concile par Mgr Maret, évêque de Sura, *i. p.*, et ayant pour titre : Du Concile général, etc. Dans cet ouvrage l'auteur s'est efforcé de prouver que la suprême autorité spirituelle est une puissance essentiellement composée du pape et de l'épiscopat, et que le pape y a seulement une plus large part. Le concile se vit donc obligé d'opposer encore à cette erreur nouvelle et aux anciennes erreurs renouvelées l'ancienne vérité de la doctrine catholique, et de condamner directement ces erreurs à la fin du chapitre. Voici comment il s'exprime : Si quelqu'un dit que le pontife romain n'a qu'une charge de surveillance et de direction, et non la puissance pleine et souveraine de juridiction sur l'Église universelle, dans les choses qui concernent la foi et les mœurs aussi bien que dans celles qui touchent à la discipline et au gouvernement de l'Église répandue sur toute la terre, ou qu'il possède seulement la principale part, mais non toute la plénitude de cette puissance suprême, ou que cette puissance qu'il possède n'est pas une puissance ordinaire et immédiate aussi bien sur toutes les Églises et sur chacune en particulier que sur tous les pasteurs et tous les fidèles en général et en particulier, qu'il soit anathème. »

Mais la conséquence la plus importante qui découle de

Digitized by Google

la doctrine exposée sur la primauté du souverain pontife, c'est le dogme de l'*infaillibilité doctrinale du Pontife romain* qui est l'objet du *quatrième chapitre.*

Dès le début de ce chapitre, ce dogme est présenté par le concile lui-même comme une conséquence des doctrines exposées et définies dans les chapitres précédents, puisque le concile déclare que dans la primauté apostolique que le pontife romain possède comme successeur de saint Pierre sur l'Église universelle, est aussi renfermée la suprême *autorité doctrinale;* car la plus haute autorité doctrinale dans l'Église, quand elle s'exerce comme telle, doit nécessairement aussi être infaillible. En effet, l'autorité doctrinale suprême, comme telle, peut imposer à ses sujets ses décisions doctrinales données avec autorité ou leur ordonner de les accepter sincèrement et avec foi. Or, pour que les sujets puissent pratiquer ce devoir de soumission fidèle à ces décisions doctrinales imposées avec autorité, et les accepter avec une foi *divine,* il faut qu'ils soient parfaitement convaincus de leur infaillible vérité. En conséquence, il faut nécessairement de deux choses l'une : ou le pape ne possède pas dans l'Église la suprême autorité doctrinale, en sorte qu'il ne peut exiger qu'on se soumette sincèrement et avec foi à ses décisions dogmatiques, ou bien il jouit, dans le plein exercice de son autorité doctrinale, du don de l'infaillibilité. La première hypothèse est incompatible avec la primauté bien comprise du pape, et par suite la dernière est une conséquence de cette primauté.

On ne peut jamais mettre trop en lumière cette connexion intime, naturelle et indissoluble du dogme de l'infaillibilité avec la doctrine catholique touchant la primauté du pape. Cette connexion de l'infaillibilité doctrinale du pape avec sa primauté a été reconnue dans

Digitized by Google

l'Église dès le principe et à travers tous les siècles, dans la théorie aussi bien que dans la pratique. D'une part les pontifes romains ont toujours fait usage de cette autorité doctrinale suprême, en décidant d'une manière définitive les controverses qui s'étaient élevées sur des matières de foi, et en rendant ces décisions obligatoires, et d'autre part les pasteurs et les docteurs orthodoxes de l'Église ont bien souvent provoqué ces décisions, ou du moins les ont toujours acceptées avec foi, en reconnaissant expressément ou par le silence l'infaillible vérité de ces décisions. Voilà ce que le concile expose dans ce même chapitre pour servir d'introduction à la définition dogmatique de ce point, en appuyant ses affirmations sur des témoignages historiques d'une authenticité incontestable.

De plus, le concile lui-même s'explique, dans les paroles qui précèdent immédiatement la définition, sur les raisons pour lesquelles il a cru non-seulement opportun, mais encore nécessaire de définir expressément cette autorité doctrinale suprême et infaillible du souverain pontife, bien qu'elle soit évidemment contenue dans la primauté du pape et qu'elle ait toujours été reçue et reconnue en théorie comme en pratique. « Or, dit-il, comme à notre époque, où l'action salutaire de la charge apostolique est tout particulièrement nécessaire, il s'en trouve en assez grand nombre qui déprécient et rabaissent son autorité, nous estimons qu'il est absolument nécessaire d'affirmer solennellement la prérogative que le Fils unique de Dieu a daigné joindre à la charge pastorale suprême. » Au nombre des adversaires modernes de cette prérogative du Saint Siége étaient les partisans du gallicanisme. Les gallicans, il est vrai, ne contestaient pas au Saint-Siége le droit d'émettre des décisions

Digitized by Google

en matière de foi, mais ils niaient que ces décisions fussent obligatoires et irréformables par elles-mêmes, parce qu'ils faisaient dépendre leur force obligatoire et leur caractère de jugement irréformable du consentement survenant de l'Église ou de la majorité des évêques. Or, comme, à notre époque si agitée et si remplie de l'esprit d'opposition, les erreurs se poussent sans relâche les unes les autres, tandis qu'un concile général ne peut s'assembler à tout instant pour opposer par leur autorité une digue à ces erreurs qui menacent la foi chrétienne; comme d'autre part il est entièrement impossible pour chacun de constater avec une certitude indubitable le consentement (tacite ou exprès) donné, par les évêques répandus sur toute la terre, aux décisions dogmatiques émanées du Saint-Siége, une triste perturbation des esprits et des consciences serait la conséquence inévitable de la doctrine gallicane, si elle était suivie dans la pratique. Or il est évident qu'en présence d'une telle doctrine le concile ne pouvait pas se taire, en considérant surtout qu'elle avait été présentée au concile pour y être décidée par un de ses représentants les plus autorisés. (Cf. l'ouvrage cité plus haut de Mgr Maret.)

Voici les paroles dont se sert le concile pour exprimer cette définition doctrinale : « C'est pourquoi, nous tenant fidèlement à la tradition qui remonte aux origines de la foi chrétienne, nous enseignons, avec l'assentiment du saint concile, pour la gloire de Notre-Seigneur, l'exaltation de la religion catholique et le salut des nations chrétiennes, et nous définissons que c'est un dogme divinement révélé :

Que le pontife romain, quand il parle *ex cathedra*, c'est-à-dire quand, exerçant ses fonctions de pasteur et

Digitized by Google

de docteur de tous les chrétiens, il décide, avec sa suprême autorité apostolique, une doctrine touchant la foi ou les mœurs comme devant être crue par l'Église universelle, possède, en vertu de l'assistance divine qui lui a été promise dans la personne de saint Pierre, la même infaillibilité dont le divin Sauveur a voulu que son Église fût douée dans la définition d'une doctrine concernant la foi ou les mœurs; qu'en conséquence, ces définitions du pontife romain sont irréformables par elles-mêmes, et non pas seulement par l'assentiment de l'Eglise. Si néanmoins quelqu'un avait la présomption, ce que Dieu veuille empêcher, de contredire à cette définition que nous donnons, qu'il soit anathème. »

Certes, il me semble impossible de mieux fixer le vrai sens d'une doctrine qu'on ne le fait ici. Aussi, pour s'expliquer les calomnies atroces qu'on a néanmoins forgées contre cette doctrine, faut-il supposer qu'on n'a pas jeté le regard sur cette définition ou qu'on en dénature le sens à dessein et avec malice. Il nous répugne d'en dire plus long sur ce sujet. Nous nous contenterons de résumer brièvement ce que nous en avons dit ailleurs avec plus de développement [1].

Pour bien entendre le décret du concile, il faut porter son attention sur quatre points : 1. Le sujet, 2. l'objet, 3. la cause efficiente, et 4. l'effet de l'infaillibilité.

I. Le *sujet* de l'infaillibilité de l'autorité doctrinale du Saint-Siége n'est pas le pape considéré absolument, mais seulement le pape parlant *ex cathedra*. Or, d'après le décret du concile du Vatican, le pape enseigne *ex cathedra*

[1] Cf. notre opuscule : « Le Vrai Sens de le définition du concile du Vatican sur l'infaillibilité doctrinale du Souverain Pontife. » Paderborn, Schœningh. 1871.

Digitized by Google

quand, exerçant ses fonctions de pasteur et de docteur de tous les chrétiens, il décide, en vertu de sa suprême autorité apostolique, une doctrine comme devant être crue par l'Église universelle. Pour que le pape parle *ex cathedra*, il est requis :

a) Qu'il parle ou agisse comme pape, comme chef de l'Église, en vertu de sa puissance apostolique suprême, et non pas seulement comme personne privée, par exemple, comme théologien, comme auteur d'ouvrages scientifiques, etc.

b) Qu'il parle comme *pasteur* et *docteur* de tous les chrétiens, et qu'il n'intervienne pas seulement, comme régent suprême de l'Eglise, dans une affaire d'administration ecclésiastique pour donner une décision ou prendre une mesure disciplinaire; car le don de l'infaillibilité est attaché non pas au droit de commandement (*imperium*, dans le sens strict du mot) que possède le souverain pontife, mais à sa suprême autorité doctrinale (*magisterium*).

c) Qu'il exerce cette suprême autorité doctrinale, non pour des doctrines quelconques, mais pour des doctrines qui se rapportent à la foi et aux mœurs chrétiennes; car l'enseignement chrétien touchant la foi et les mœurs constitue la science du salut, et c'est uniquement dans le but de rendre l'humanité certaine de la possession pure et intégrale des vérités de la science du salut, que l'autorité doctrinale existant dans l'Eglise a reçu le don de l'infaillibilité.

d) Enfin que le pape décide qu'une vérité touchant la foi ou les mœurs *doit être crue par l'Église universelle*, c'est-à-dire qu'il la décide d'une manière définitive, et que, par des signes extérieurs, il fasse connaître d'une manière suffisante son intention de rendre obligatoire sa

Digitized by Google

définition pour toute l'Eglise, soit en frappant de la peine de l'excommunication ceux qui ne se soumettent pas à la définition publiée, soit par d'autres expressions ou d'autres formules qui mettent cette intention hors de doute.

II. Le second point auquel on doit faire attention est *l'objet* ou l'étendue de l'infaillibilité. Sans doute, cet objet de l'infaillibilité est déjà déterminé en général dans notre décret, puisque l'infaillibilité du pape y est limitée aux vérités relatives à la foi et aux mœurs. Cependant, comme dans les limites mêmes des vérités ainsi déterminées se rencontrent une foule de questions dont les solutions, n'étant pas toutes de la même importance, peuvent être, en divers sens et à divers degrés, soit en harmonie, soit en contradiction avec les vérités chrétiennes de foi et de mœurs, ou avoir avec celles-ci une connexion plus ou moins intime, il a paru nécessaire de déterminer d'une manière encore plus précise l'étendue de cette infaillibilité pontificale. Le concile toutefois ne fixe ces limites plus précises que d'une manière relative, en déclarant que l'infaillibilité du pape dans l'exercice de son autorité doctrinale s'étend exactement aussi loin que l'infaillibilité de l'Église en général. Voilà le sens des paroles dont le concile se sert ici, et c'est le seul sens admissible, quand il dit : « Le pape parlant *ex cathedra* possède *la même* infaillibilité dont le divin fondateur a voulu que son Église fût douée dans la définition d'une doctrine concernant la foi et les mœurs. »

III. Le troisième point qu'il faut ici faire ressortir, est relatif à *la cause efficiente* de l'infaillibilité du pape parlant *ex cathedra*. Le décret désigne comme telle l'assistance divine promise au pape dans la personne de saint Pierre, assistance qui se distingue essentiellement de

Digitized by Google

l'inspiration, parce que celle-ci s'applique à la révélation des vérités inconnues auparavant, ce qui n'a pas lieu pour l'assistance divine, et que d'ailleurs cette dernière n'exclut nullement le travail personnel de l'homme, ses réflexions et ses recherches.

IV. Le quatrième point enfin concerne *l'effet* de ces définitions pontificales *ex cathedra*. Celui-ci consiste en ce que « ces définitions du pontife romain sont *irréformables par elles-mêmes*, et non pas seulement par l'assentiment de l'Eglise, » par conséquent qu'elles sont obligatoires à partir du moment où elles sont promulguées, et non pas seulement, comme on le prétendait dans la théorie gallicane frappée par ce décret, par suite de l'assentiment donné par l'Église.

Si maintenant l'on met en regard de cet enseignement du concile sur l'infaillibilité pontificale, où tout est si exactement déterminé, ce que les ennemis de l'Église ont fait de ce dogme catholique, on ne sait quel sentiment doit l'emporter dans l'âme, celui d'un extrême étonnement ou celui d'un profond dégoût qui force à en détourner la vue.

Le texte latin des deux constitutions dogmatiques dont nous avons donné un résumé se trouve imprimé dans le « *Recueil des documents* », p. I, sect. I.

Digitized by Google

DEUXIÈME SECTION

Les schèmes dogmatiques.

I. — SCHÈME SUR LA DOCTRINE CATHOLIQUE CONSIDÉRÉE DANS SON OPPOSITION AUX NOMBREUSES ERREURS DÉRIVÉES DU RATIONALISME

La commission théologique, établie par notre Saint-Père le Pape pour préparer les travaux dogmatiques du concile, avait en tout élaboré trois schèmes : le schème dont nous avons donné plus haut le titre, le schème sur «l'Église de Jésus-Christ» et le schème sur « le mariage ». Les deux premiers schèmes ont été seuls distribués aux Pères du concile (le premier immédiatement après l'ouverture du concile) et traités conciliairement. Cependant ces délibérations conciliaires n'ont pas eu de conclusion définitive; voilà pourquoi ces schèmes ne sont pas revêtus d'un caractère supérieur et ils ne font pas autorité. Si néanmoins nous en parlons ici pour en faire connaître la substance, c'est que par ces schèmes nous comprenons mieux la portée des propositions faites à la commission des *postulata,* puisque ces schèmes ont donné lieu à plusieurs de ces propositions. D'ailleurs, on ne peut disconvenir que ces documents, sans avoir

Digitized by Google

une valeur absolument dogmatique, ont pourtant une haute importance au point de vue historique et théologique. Nous y trouvons, en effet, non les opinions de théologiens isolés, mais le jugement unanime que les représentants les plus distingués de la science catholique et même, en tant qu'ils ont été déjà discutés et remaniés dans la commission dogmatique, un grand nombre de membres réels du concile, portaient sur les principales erreurs dogmatiques répandues à notre époque.

Le schème indiqué dans le titre, et dont nous allons nous occuper d'abord, avait trois parties dans la forme primitive dans laquelle il avait été soumis aux Pères du concile. Les deux premières, comprenant onze chapitres, dont chacun avait un titre particulier, se rapportaient aux points doctrinaux définis dans la *constitution dogmatique de la foi catholique* que nous avons commentée dans la première section. Elles étaient dirigées contre le rationalisme : d'une part contre le rationalisme absolu et le rationalisme vulgaire que nous avons caractérisés plus haut, et d'autre part contre le rationalisme modéré que nous avons appelé semi-rationalisme. Ce dernier système, toutefois, y est seulement touché en tant que ce schème en repoussait les principes formels qui tendent à une fausse conception des rapports entre la raison et la foi. Nous n'avons à parler ici que de la troisième partie, qui n'est pas entrée dans la constitution de la foi catholique. Elle a pour objet les doctrines particulières de la foi catholique dans leur opposition aux erreurs qui les défigurent et qui découlent des principes formels du semi-rationalisme. Le schème traite, dans cette troisième partie, principalement des points doctrinaux suivants :

1. « De l'unité de la nature et de l'essence de Dieu subsistant en trois personnes distinctes » (chap. XII);

Digitized by Google

2. « De l'activité divine commune aux trois personnes (*ad extra*) et de la liberté de Dieu dans la création du monde » (chap. XIII);

3. « De l'unité de personne que possède Jésus-Christ en deux natures, ainsi que de la rédemption et de la satisfaction que Jésus-Christ, se substituant à nous, offre pour nous à son Père » (chap. XIV);

4. « De l'origine commune de tout le genre humain dans le même Adam et de l'unité de la nature humaine composée de l'âme raisonnable et du corps » (chap. XV);

5. « De l'ordre surnaturel et de l'état surnaturel de la justice originelle » (chap. XVI);

6. « Du péché originel et des peines éternelles dues à tout péché mortel non pardonné » (chap. XVII);

7. « De l'ordre surnaturel de la grâce qui nous a été donnée par Jésus-Christ, notre Sauveur. » (Chap. XVIII.)

Cependant les discussions qui ont eu lieu dans les congrégations générales, pendant des semaines entières, sur tout le schème, par conséquent aussi sur la troisième partie, avaient montré la nécessité de remanier également d'une manière complète cette troisième partie. La commission de la foi, étant chargée de ce travail, fit un projet entièrement retouché, pour le soumettre à une seconde discussion dans les congrégations générales du concile. Cette discussion toutefois n'eut pas lieu. Après la publication de la constitution « de la foi catholique » l'on passa immédiatement, pour les motifs que l'on connaît, aux délibérations sur la doctrine touchant la primauté et l'infaillibilité doctrinale du Saint-Siége, et ces délibérations occupèrent le concile jusqu'à la quatrième session publique, 18 juillet 1870.

Pour se convaincre que le projet primitif a été foncièrement modifié, il suffit de considérer les nouveaux

Digitized by Google

titres des divers chapitres. Au lieu des anciens titres que nous avons textuellement reproduits plus haut, le projet retouché portait les titres suivants :

1. « De la très-sainte Trinité » (chap. I correspondant aux chap. XII et XIII de l'ancien schème);

2. « De la création et de la nature de l'homme » (chap. II, correspondant au chap. XV de l'ancien schème);

3. « De l'élévation et de la chute de l'homme » (chap. III, correspondant au chap. XVI de l'ancien schème);

4. « Du mystère de l'Incarnation » (chap. IV, correspondant au chap. XIV et en partie au chap. XVII de l'ancien schème);

5. « De la grâce du Rédempteur. » (Chap. V, correspondant au chap. XVIII et en partie au chap. XVII de de l'ancien schème.)

Essayons de donner un court aperçu des doctrines traitées dans chacun de ces chapitres.

Dans le premier chapitre, intitulé : « De la très-sainte Trinité, » le concile enseigne d'abord, contre le système erroné de Günther, l'unité numérique de l'essence divine. En effet, d'après le système de Günther, de même qu'il y a en Dieu trois personnes réellement distinctes les unes des autres, de même il y a aussi en lui trois substances, bien qu'elles soient parfaitement égales les unes aux autres. Le même être divin, d'après l'idée de Günther, est *triplé* dans les trois personnes divines. Le Père, par une éternelle génération spirituelle, fait émaner de lui-même le Fils comme une substance parfaitement égale à lui-même, il est vrai, mais pourtant comme une substance *distincte*. Le Père et le Fils, par une spiration éternelle, font émaner

Digitized by Google

d'eux-mêmes le Saint-Esprit comme une substance qui, bien qu'elle leur soit parfaitement semblable, est pourtant encore distincte de leur propre substance. Ce n'est que parce que ces trois substances ont entre elles des relations si intimes et indissolubles et parce qu'elles sont parfaitement semblables les unes aux autres, qu'elles ne constituent qu'un seul Dieu.

Le schème s'élève contre cette explication de Günther, qui rend, il est vrai, le dogme de la très-sainte Trinité plus compréhensible pour l'intelligence humaine, mais qui, tout en conservant le même nom, le transforme complétement et en altère le sens. Il s'exprime ainsi : « Dieu engendre de toute éternité son Fils, non en *produisant* ou en faisant *émaner de lui-même* une autre substance parfaitement semblable à la sienne, mais en lui *communiquant* sa substance absolument simple. De même le Saint-Esprit procède du Père et du Fils comme d'un *seul* principe, par une spiration éternelle, non par une *multiplication* de la substance divine, mais par la *communication* de la même substance indivisible. Voilà pourquoi cette substance *numériquement une* est en toute vérité Père, Fils, et Saint-Esprit; elle constitue ces trois personnes ensemble et chacune d'elles en particulier, en sorte que les personnes sont réellement distinctes les unes des autres, tandis que, quant à la substance, elles sont une seule et même chose. »

Plus loin, le schème renouvelle, dans ce même chapitre, l'enseignement de l'Église sur les opérations divines au dehors, communes aux trois personnes divines : « Car les personnes divines opèrent au dehors, non en vertu de leurs relations d'origine par lesquelles elles sont distinctes les unes des autres, mais en tant qu'elles sont un même et indivisible principe. » Certaines opinions con-

Digitized by Google

traires à cette doctrine s'étant répandues de nos jours, surtout par suite du système de Günther, on a cru nécessaire de la déclarer de nouveau expressément.

Le deuxième chapitre traite « de la création et de la nature de l'homme ». Renvoyant au récit que la Bible nous donne de la création de l'homme, le schème rappelle *d'abord*, contre les tendances matérialistes de notre époque, l'immatérialité, la spiritualité et l'immortalité de l'âme humaine.

Il s'adresse ensuite au dualisme de Günther. Ce système admet dans l'homme deux âmes essentiellement différentes l'une de l'autre, une âme raisonnable ou un *esprit* et une *âme du corps*. Cette dernière est la forme substantielle immédiate du corps humain, tandis que la première n'est que le principe de l'activité purement spirituelle de l'homme, de la connaissance intellectuelle et de la volonté. Pour écarter cette erreur, le projet rappelle en second lieu la doctrine que déjà le concile de Vienne et le cinquième concile de Latran avaient définie, savoir que l'âme raisonnable de l'homme, quoique essentiellement différente du corps, est la forme du corps humain par elle-même et immédiatement (et non par une autre âme, appelée âme du corps), en d'autres termes que c'est elle qui fait du corps humain précisément un corps humain, qu'elle le (la matière du corps) détermine à l'être propre à l'homme (*corpus ad esse homini proprium determinat*), et qu'avec ce corps elle constitue réellement et en vérité la nature humaine. Par cette déclaration doctrinale on ne serait pas encore empêché *eo ipso* de soutenir l'opinion philosophique d'après laquelle il y aurait encore dans l'homme une autre âme subordonnée qui disposerait le corps à la réception de la forme primaire, c'est-à-dire de l'âme

Digitized by Google

raisonnable. Cette déclaration implique seulement que le corps n'est pas déterminé à être un être humain ou à avoir l'être d'un corps humain par une autre âme que l'âme raisonnable, spirituelle. Mais peut-on admettre, outre cette forme substantielle du corps humain, c'est-à-dire, outre l'âme raisonnable, une autre forme subordonnée à l'âme raisonnable? Voilà une question qui ne peut être décidée que par des arguments philosophiques.

En troisième lieu, pour écarter une erreur bien répandue à notre époque, le projet rappelle la descendance de tout le genre humain d'un seul homme comme une vérité chrétienne certaine, clairement attestée par l'Écriture sainte, et il fait ressortir la connexion intime et indissoluble de cette vérité avec le dogme du péché originel et avec celui de la Rédemption.

En quatrième lieu, enfin, le créatianisme, d'après lequel Dieu crée immédiatement chaque âme humaine et la met dans le corps (*creando immittitur, imittendo creatur,* comme s'exprime saint Bernard[1]), est enseigné contre le traducianisme et le génératianisme, non comme un dogme catholique directement défini (l'on sait que saint Augustin, suivi en ce point par plusieurs écrivains ecclésiastiques postérieurs, était resté dans l'incertitude par rapport à cette doctrine, avec laquelle il ne croyait pas pouvoir concilier facilement le dogme du péché originel), mais comme une doctrine catholique communément reçue.

En effet, le schème ne dit pas directement que Dieu crée immédiatement chaque âme pour la mettre dans le corps; mais cette doctrine est exprimée indirectement

[1] De nativ. Dom. Serm. II.

Digitized by Google

(*in obliquo*) dans une proposition incidente. Nous lisons à la fin de ce chapitre qu'Adam est appelé, dans l'Écriture, le père de tout le genre humain[1], parce que tous ceux qui habitent la terre descendent de lui par la génération naturelle, c'est-à-dire qu'ils descendent de lui *selon la chair*, dans laquelle chair est infusée par Dieu *l'âme créée pour chaque homme de nouveau* (*carne de carne nascente, cui anima a Deo, in singulis de novo creata, infunditur.*) Comme cette doctrine communément enseignée par les théologiens (au moins depuis le XI^e^ siècle), avait été souvent attaquée dans les derniers temps, on n'a pas cru pouvoir garder sur elle un silence complet.

Le troisième chapitre fait ressortir, par rapport aux doctrines indiquées dans le titre qu'il porte : « De l'élévation et de la chute de l'homme, » principalement les points suivants :

1. Contre les opinions erronées de Baius[2] et de plusieurs théologiens modernes, le schème enseigne comme une vérité catholique inattaquable que le premier homme a été élevé au-dessus de son état naturel et établi dans un ordre surnaturel. « L'homme, créé à l'image de Dieu, était destiné, par sa nature, à la connaissance, à l'amour et au culte de Dieu, qui correspondaient aux forces naturelles avec lesquelles il avait été créé. Mais Dieu étant le créateur et le maître de toutes choses, et n'étant pas borné dans sa puissance aux propriétés et aux lois de la nature créée par lui, a voulu, dans sa bonté infinie,

[1] Sap. x, 1.

[2] Cf. la 23^e^ des propositions condamnées de Baius : « Absurda est eorum sententia, qui dicunt, hominem ab initio dono quodam supernaturali et gratuito supra conditionem naturæ suæ fuisse exaltatum, ut fide, spe et charitate Deum supernaturaliter coleret. »

Digitized by Google

élever le genre humain dans son chef au-dessus de sa nature, à cet état sublime dans lequel, selon l'expression de saint Pierre[1], il devait devenir participant de la nature divine. »

Pour mettre cette vérité dans une plus vive lumière, le schème expose les divers dons ajoutés par Dieu aux dons naturels que possédait le premier homme. Il distingue :

a) La grâce sanctifiante. « Outre les dons par lesquels l'homme est rendu complet dans sa propre nature, Dieu lui communiqua le Saint-Esprit, pour que l'homme, étant par sa nature un serviteur, mais un enfant de Dieu par la grâce de la sainteté, pût accomplir les commandements de Dieu, non pas seulement par les forces de sa nature, mais encore par la force de la charité qui lui a été infuse, et qu'il pût ainsi mériter l'héritage céleste. »

b) Le don de cette intégrité de nature (*integritas naturæ*) en vertu de laquelle la chair est entièrement soumise à l'esprit, et

c) Le don de l'immortalité.

Les deux derniers dons sont expressément nommés, parce qu'il faut les considérer comme des dons qui ne sont pas *dus* à la nature de l'homme, pas même dans l'état d'innocence, vérité niée également par Baius et par plusieurs théologiens postérieurs[2].

2. Cependant d'autres novateurs, tout en conservant le terme de *surnaturel,* expliquaient ce mot, ou plutôt en défiguraient le sens de manière à sacrifier la chose même. Aussi, pour rendre impossibles toutes ces

[1] II Petr. 1, 4.
[2] Cf. les 26e et 78e propositions condamnées de Baius.

Digitized by Google

altérations et ces fausses interprétations de la vérité, le schème définit-il d'une manière précise les notions de *naturel* et de *surnaturel*. A cette question : Quels sont les biens et les dons qu'il faut regarder comme naturels, quels sont, au contraire, ceux qu'il faut appeler surnaturels? voici comment il répond : Les biens et les dons sont naturels s'ils répondent entièrement aux besoins ou aux exigences de la nature humaine, ou bien s'ils peuvent être obtenus par les forces naturelles de l'homme. Au contraire, il faut appeler surnaturels les biens et les dons qui sont au-dessus des exigences absolues de la nature humaine ou qui dépassent la mesure de ses forces, par conséquent, ceux qui en général n'appartiennent pas essentiellement à l'état naturel de l'homme et qui ne peuvent pas non plus être mérités par l'homme, étant plutôt des dons purement gratuits de la bonté et de la libéralité divines. Ce n'est que si l'on explique ainsi le sens du mot *surnaturel* qu'on entend exactement et dans le sens de l'Église la doctrine catholique touchant l'élévation de l'homme à un ordre surnaturel de grâce et de salut. Si, au contraire, dans la question dont nous parlons, l'on entend par dons *surnaturels* seulement ceux qui viennent de Dieu, de quelque manière que ce soit, ou qui se rapportent en général aux besoins spirituels, moraux et religieux de l'homme, on sacrifie entièrement la chose même, bien qu'on en ait conservé le nom.

Dans la dernière partie de ce chapitre :

1. Le schème remet en mémoire le décret du concile de Trente sur le péché originel. C'était une chose bien utile; car on vit se produire sur ce point des opinions qui sont non-seulement erronées, mais directement hérétiques, parce qu'elles détruisent entièrement le vrai

Digitized by Google

sens du dogme catholique, en faisant consister ce qui dans le péché originel est proprement péché, dans le consentement actuel que chaque homme donne par sa volonté au péché d'Adam.

2. Contre le système hermésien on fait ressortir dans ce schème que le péché originel, considéré selon son essence, ne consiste pas dans la concupiscence, mais que la privation de la grâce sanctifiante appartient à l'essence du péché originel. Toutefois, en se servant de cette formule : « La privation de la grâce sanctifiante *appartient à l'essence du péché originel,* » on ne veut pas dire que l'essence du péché originel consiste uniquement dans cette privation.

3. Enfin le schème renouvelle la profession de foi à la conception immaculée de la Vierge Marie, en empruntant les paroles à la constitution apostolique de Pie IX : *Ineffabilis Deus*. Le renouvellement de cette profession de foi paraissait d'autant plus opportun que le concile de Trente, dont le décret servait de point de départ, avait déjà, dans les paroles connues de tous : *suæ intentionis non esse,* insinué cette doctrine qui depuis a été définie dogmatiquement.

Le quatrième chapitre a pour objet le mystère de l'incarnation de Dieu.

1. Ce mystère de foi est le fondement de toute notre espérance. Aussi l'Église a-t-elle toujours regardé comme son devoir le plus sacré de repousser énergiquement toute attaque dirigée contre ce mystère. Or les anciennes erreurs touchant ce mystère, bien que condamnées par l'Église dans les premiers conciles généraux, ont été souvent renouvelées dans les temps modernes sous une forme plus ou moins nouvelle. Toutes ces erreurs de notre temps viennent généralement,

Digitized by Google

comme celles des premiers siècles, de ce qu'on explique mal les notions de *personne* (*persona, hypostasis, subsistentia*) et de *nature* (*natura, essentia, substantia.*) Certains hérétiques anciens regardaient comme identiques l'idée de *personne* et celle de *substance spirituelle.* De ces fausses définitions découlèrent ensuite, par une conséquence toute naturelle, des erreurs très-graves contre la foi. En effet, si les notions de *personne* et de *substance spirituelle* sont identiques, il y a en Dieu ou seulement *une* personne ou bien trois substances spirituelles. De même il y aura alors en Jésus-Christ ou *une seule* substance et *une seule* nature ou bien *deux* personnes.

La définition que Günther nous donne de la personne, en appuyant surtout sur la *conscience* que la substance a d'elle-même et en présentant la personne comme une substance spirituelle consciente d'elle-même, engendre également des erreurs incompatibles avec la foi au mystère de l'Incarnation. D'après cette définition, il faut admettre en Jésus-Christ deux personnes comme il y a en lui deux natures, puisque la nature humaine, l'âme de Jésus-Christ, est également une substance spirituelle, libre dans sa volonté et consciente d'elle-même, ou bien il faut dire qu'il n'y a en lui qu'une seule personne; mais alors on ne peut plus voir en lui deux natures parfaites, ayant chacune une volonté pleinement libre et une véritable connaissance. Aussi, en appliquant ces fausses définitions aux spéculations sur le mystère de l'Incarnation, est-on de fait, dans les temps modernes, retombé dans le nestorianisme ou dans l'adoptianisme, qui dérive de l'erreur de Nestorius. Comme autrefois, on distinguait encore en Jésus-Christ le Fils de Dieu et le Fils de l'homme comme s'ils étaient deux personnes.

Digitized by Google

On croyait néanmoins pouvoir s'arranger avec le dogme catholique en concédant que ces deux personnes, en vertu d'un certain échange réciproque de la conscience que chacune a d'elle-même, sont liées l'une à l'autre d'une manière tellement intime que, quoique les deux personnes restent distinctes l'une de l'autre, on peut néanmoins considérer Jésus-Christ, sous le rapport de la personnalité, comme une seule personne résultant de l'union de deux personnes.

Pour écarter ces erreurs et d'autres semblables qui altèrent profondément le mystère de l'Incarnation et pour rendre à l'avenir impossible toute fausse interprétation de la formule brève et précise dont on se servait d'ordinaire pour exprimer ce mystère, en disant que « *le Verbe s'est uni hypostatiquement à la nature humaine* », on a cru nécessaire de rendre cette formule encore plus précise, en disant : Le *Logos*, étant consubstantiel au Père, s'est, par sa naissance de la Vierge Marie, approprié la nature humaine, l'a rendue *sienne* au point que, par cette nature, il est devenu véritablement *consubstantiel à nous*, en d'autres termes qu'il est devenu véritablement *homme*, en sorte qu'un autre n'est pas Dieu le Verbe, et un autre l'homme Jésus, mais que cette seule hypostase ou personne est aussi bien Dieu par sa nature divine qu'homme par la nature humaine qu'il a prise.

2. Contre une autre erreur de notre temps, le schème revient sur une doctrine toujours enseignée dans l'Église, savoir que, bien que toutes les œuvres de Dieu au dehors soient communes aux trois personnes et qu'ainsi la Trinité entière ait opéré l'incarnation du Fils de Dieu, cependant c'est le Fils de Dieu seul qui a pris la forme de l'esclave, ou adopté la nature humaine, en

Digitized by Google

tant qu'il est une personne distincte (*in singularitate personæ*), et non en tant qu'il possède avec les autres personnes l'*unité de la nature divine;* en d'autres termes, c'est, non pas la nature divine, mais bien le Verbe possédant la nature divine, qui s'est fait homme en Jésus-Christ; ou, selon l'expression du symbole du onzième concile de Tolède : *id quod est proprium Filii, non quod commune Trinitati.*

3. De cette union hypostatique entendue exactement et dans le sens que lui donne l'Église découlent diverses autres vérités de la foi qui se rattachent intimement au dogme de la Rédemption. Ces vérités ont été souvent attaquées dans les derniers siècles ; c'est pourquoi elles ont été formulées avec précision dans le schème. En voici les principales :

a) La propriété appelée « *communicatio idiomatum* », qui consiste en ce que, comme s'exprime le schème, « des choses humaines peuvent avec vérité s'affirmer de Dieu qui est vrai homme et que des choses divines peuvent se dire de l'homme qui est vrai Dieu. »

b) La double opération de la personne unique qui opère (*unius personæ duplex operatio*), puisque nous trouvons en Jésus-Christ, même après l'union hypostatique, deux natures entières, et par suite aussi deux volontés et deux opérations, tandis qu'une seule et même personne est l'auteur ou la cause efficiente de notre salut, le Fils unique de Dieu, opérant les choses divines par sa nature divine et les choses humaines par sa nature humaine.

c) L'*impeccabilité* absolue de Jésus-Christ, même quant à sa nature humaine, puisque c'est Dieu, le Verbe éternel lui-même, qui opère par le moyen de la nature humaine, en sorte que, chose absolument inconcevable,

Digitized by Google

le péché retomberait sur Dieu, si Jésus-Christ n'en était pas entièrement exempt. N'étant sujet ni au péché ni même, malgré la liberté de sa volonté humaine, à la possibilité du péché, Jésus-Christ, conçu du Saint-Esprit dans le sein virginal de sa Mère, était également exempt de la concupiscence ou des passions (il était bien soumis à ce que les théologiens ont appelé *propassiones*, mais non aux passions proprement dites).

d) La valeur infinie des mérites de Jésus-Christ, valeur qui découle de la dignité infinie de la personne qui mérite.

Enfin, on a attaqué la doctrine catholique touchant la satisfaction opérée par substitution, d'après laquelle l'innocent prend sur lui les châtiments dus au coupable, comme étant contraire aux principes de la justice divine. Pour infirmer cette objection, le schème explique, en terminant ce chapitre, le vrai sens dans lequel il faut entendre cette doctrine. Il dit qu'à la vérité Jésus-Christ n'a pas pris sur lui les péchés des hommes dans le sens propre du mot, c'est-à-dire, ni leur culpabilité ni les châtiments dus à leur transgression (car, à proprement parler, le châtiment n'est autre chose que le mal infligé au coupable même en punition de sa faute). Cette substitution doit donc s'entendre en ce sens que Jésus-Christ, étant le chef du genre humain, s'est mis à la place des hommes et a satisfait à la justice divine, pour les péchés des hommes et pour les châtiments qu'ils avaient mérités, par une pénitence ou une expiation dont il s'était chargé *librement*. En acceptant cette satisfaction que Jésus-Christ lui donne librement à notre place, Dieu montre aussi bien sa justice que sa bonté et sa miséricorde infinies.

Pour réparer en quelque sorte les horribles blasphèmes

Digitized by Google

proférés de notre temps contre Jésus-Christ par Renan et d'autres impies, ce chapitre se termine par une exaltation solennelle de son nom très-saint et très-glorieux.

Le cinquième chapitre traite « de la grâce du Rédempteur ».

Les erreurs qui, après le concile de Trente, se sont élevées contre l'enseignement de l'Église sur la grâce sont relatives aussi bien à la grâce sanctifiante qu'à la grâce actuelle. Quant à la grâce sanctifiante, nous rencontrons une double erreur. Les uns, par exemple Baius, niaient directement le caractère surnaturel de cette grâce ou plutôt de l'état dans lequel se trouve l'homme justifié, en faisant consister simplement la justice chrétienne dans la condition naturelle bien ordonnée de l'âme, dans la domination de l'esprit sur la chair et dans la possibilité qui en résulte pour l'homme d'observer les commandements de Dieu[1]. D'autres contestaient que la grâce sanctifiante soit quelque chose de réel dans l'homme justifié et qu'elle produise dans celui-ci aucun changement. C'est ainsi que Hermès faisait consister la grâce sanctifiante dans cette bienveillance qui porte Dieu à prêter à l'homme un secours supérieur, toutes les fois que ce secours lui est nécessaire pour opérer son salut. Quant à la grâce actuelle, il est clair que les théologiens qui confondaient la justice chrétienne avec la condition naturelle bien ordonnée de l'âme ne pouvaient, d'aucune manière, admettre des œuvres humaines salutaires ou justifiantes qui fussent distinctes, par leur principe et par leur nature intime,

[1] Cf. La 42e et la 15e des propositions condamnées de Baius.

Digitized by Google

des choses naturellement bonnes. Pour ces théologiens, la force nécessaire à toutes les œuvres de justification, telles que Dieu les exige de nous, se trouve dans la nature raisonnable de l'homme même. Ils ne pouvaient reconnaître nécessaire d'autre grâce que la *grâce médicinale*, c'est-à-dire la grâce destinée à nous faire surmonter les difficultés qui, dans l'état actuel de l'humanité déchue, s'opposent à cette force, quand il s'agit de pratiquer le bien.

Ces conceptions qui altèrent profondément le dogme catholique touchant la grâce sont repoussées dans le schème. Pour mieux expliquer la doctrine catholique sur ce point, il dit que la grâce sanctifiante ne consiste ni simplement dans la rémission des péchés ni dans la seule bienveillance de Dieu, mais qu'elle est un don permanent, inhérent aux enfants baptisés aussi bien qu'aux adultes justifiés, et par lequel ils sont régénérés et élevés à la dignité d'enfants de Dieu et à une ressemblance et à une union avec Dieu tellement parfaites qu'elles dépassent de beaucoup les forces et les exigences de la créature, par conséquent qu'elle est un don vraiment surnaturel. D'autre part, comme le schème le déclare plus loin, le secours de la grâce actuelle ne nous est pas donné seulement pour que nous puissions triompher des difficultés qui se rencontrent dans la pratique du bien, ni pour que nous puissions accomplir plus facilement ce dont, absolument parlant, nous serions capables par les seules forces de la nature; elle est, au contraire, absolument nécessaire pour que nous puissions opérer notre salut.

Du reste, à l'exemple du concile de Trente, ce schème évite à dessein, en parlant de la grâce sanctifiante, de l'appeler une habitude (*habitus*) infuse de l'âme ou

Digitized by Google

qualitas infusa (bien que cette expression se trouve dans le catéchisme romain, p. II, q. 38).

En outre, rien n'a été défini, dans ce schème, sur cette question controversée parmi les théologiens catholiques, de savoir si une grâce surnaturelle *excitante* est nécessaire à l'âme justifiée pour chacune des œuvres salutaires surnaturelles, ou si elle possède déjà par la grâce habituelle et par cette habitude infuse donnée avec elle (s'il ne se présente pas de difficultés particulières) un secours suffisant par lui-même pour faire des œuvres surnaturelles salutaires.

Enfin, comme dans les temps modernes quelques théologiens n'ont pas craint d'avancer que, dans l'autre vie, on peut expier même des péchés mortels, pourvu que l'homme qui en est chargé ne sorte pas de cette vie dans l'endurcissement, mais avec une certaine bonne volonté de se corriger, le schème renouvelle la définition connue du concile de Florence, ou plutôt il l'explique en disant que tous ceux qui, en sortant de cette vie, sont chargés d'un péché mortel actuel, seront exclus du royaume de Dieu et condamnés aux peines éternelles de l'enfer, mais que ceux qui meurent avec le seul péché originel seront privés pour toujours de la vue béatifique de Dieu.

II. — SCHÈME DE CONSTITUTION SUR L'ÉGLISE DE JÉSUS-CHRIST

Ce deuxième schème dogmatique a été également imprimé et distribué aux Pères du concile. En outre, conformément aux dispositions explicatives ajoutées par

Digitized by Google

le Saint-Père (sous la date du 20 février 1870) à celles que contenait déjà la lettre apostolique *Multiplices inter*, beaucoup de Pères du concile avaient, chacun à part, présenté sur ce schème des observations très-détaillées et divers amendements, afin que la députation de la foi, chargée de remanier le schème pour le rendre plus propre à être discuté de nouveau dans les congrégations générales, les prît en considération et les mît à profit le plus possible.

Dans sa forme primitive le schème se composait de deux parties. La *première* (chap. I-XIII) traite de l'Église considérée en elle-même, mais en tenant compte des fausses opinions qui ont cours sur ce point à notre époque. Cette partie se termine par la doctrine touchant « la primauté du pape » (dans le chap. XI), suivie d'un supplément (au chap. XII) qui traite « de la souveraineté temporelle du pape ». Cette dernière, considérée en elle-même, ne peut, il est vrai, être l'objet d'une définition dogmatique; mais elle se trouve liée intimement à une vérité dogmatique, savoir à celle qui est niée dans les propositions 26e et 27e du *Syllabus* où il est dit que l'autorité ecclésiastique et le suprême pouvoir civil sont incompatibles l'un avec l'autre, et qu'une seule et même personne ne peut en même temps posséder la puissance spirituelle suprême et être souverain temporel. Or l'on sait que cette doctrine de la primauté, terminant la première partie du schème, a été retouchée pour devenir la première constitution sur l'Église de Jésus-Christ, laquelle a été publiée dans la quatrième session publique; d'une part, toutefois, on a ajouté au onzième chapitre du schème primitif la doctrine de l'infaillibilité pontificale, et d'autre part on a retranché la doctrine relative à la souveraineté temporelle du pape,

Digitized by Google

exposée dans le douzième chapitre du schème. Abstraction faite de ce qui regarde la primauté du pape, nous trouvons encore exposés dans ce schème les points doctrinaux suivants :

Dans la *première* partie qui traite de l'*Église* considérée *en elle-même* contre les erreurs contemporaines, le projet s'étend principalement sur trois points, sur la nature, sur les propriétés et les prérogatives et enfin sur l'autorité de l'Église.

I. En ce qui concerne la nature de l'Église, le schème nous représente d'abord l'Église comme le corps mystique de Jésus-Christ, idée qu'exprime souvent aussi l'Écriture sainte. Prenant pour point de départ cette belle image tirée de la Bible, le schème s'attache à mettre en lumière le but de l'Église. L'Église, dit-il, a été fondée par Jésus-Christ pour que par elle la religion chrétienne soit conservée dans toute sa vérité et dans toute son intégrité, et pour qu'elle prenne soin de sa propagation et de ses autres intérêts. C'est pourquoi l'adhésion à l'Église n'est pas une chose que Dieu abandonne au bon plaisir et à la liberté de chacun, mais il en fait un commandement de stricte obligation. La pratique du véritable christianisme est nécessairement liée à la communion avec l'Église, et le système appelé indépendantisme ecclésiastique n'est rien moins que légitime ou en harmonie avec l'esprit du christianisme.

II. Quant au second point, concernant les propriétés et les prérogatives de l'Église, le schème fait ressortir :

1. Avant tout, la constitution déterminée et immuable donnée à l'Église dès le principe par son divin fondateur. Cette déclaration est dirigée contre certains novateurs qui prétendent que Jésus-Christ n'a pas donné à son Église une constitution d'une forme invariable et

Digitized by Google

déterminée, mais que celle-ci dépend de la liberté de l'homme et des divers changements qui se font dans les conjonctures du temps.

2. L'Église est présentée comme une société parfaite en elle-même, par conséquent comme une société absolument distincte et indépendante de la société civile ou de l'État. Le schème repousse ainsi les théories modernes de Puffendorf, Bœhmer, Launoy et d'autres, ainsi que les opinions politico-religieuses qui ont cours de nos jours, et d'après lesquelles l'Église n'est qu'une société formée par une convention libre des hommes : d'où l'on conclut que, comme toute autre société, elle n'est qu'un membre ou une partie de la société civile et qu'elle est absolument dépendante du pouvoir civil quant à son administration et à son gouvernement.

3. Le projet fait ressortir que l'Église, par son origine, son but, et les moyens dont elle dispose pour atteindre ce but, est une société *surnaturelle*, et que, à cause des dons intérieurs du Saint-Esprit dont elle a été enrichie et à cause du lien spirituel de la charité par lequel ses membres sont unis entre eux, elle est une société *spirituelle* et *intérieure*, une société des âmes.

4. En même temps, toutefois, elle est une société *extérieure* et *visible*, c'est-à-dire par rapport aux liens extérieurs par lesquels elle est contenue et par lesquels ses membres sont unis de manière à former une unité visible. Ces liens extérieurs sont l'autorité doctrinale (*magisterium*) qu'elle possède, son pouvoir sacerdotal (*ministerium*), et son pouvoir extérieur d'administration et de gouvernement (*imperium sive regimen*). Quiconque est séparé de cette unité extérieure de foi et de communion ne peut pas être membre de l'Église. Les systèmes contraires à cette doctrine exposée dans le schème sont

Digitized by Google

d'une part celui de l'*Église invisible* soutenu par les protestants, et d'autre part celui des anglicans et des puséistes ainsi que des latitudinaires, (Jurieu et autres) d'après lequel on doit concevoir l'Église, non comme une société déterminée et circonscrite en elle-même, rigoureusement séparée des confessions qui ne sont pas unies avec elle par les liens extérieurs indiqués, mais comme une société qui se compose des diverses confessions chrétiennes, en sorte que celles-ci, encore qu'elles s'excommunient les unes les autres, ne sont pourtant que les diverses formes, les parties ou les branches de la grande Église universelle de Jésus-Christ.

5. Le schème, se fondant sur ce caractère de l'Église, rappelle de nouveau la nécessité qui existe pour tous les hommes d'être membre de l'Église, bien qu'il explique la maxime : *Extra Ecclesiam nulla salus*, en ce sens qu'on ne peut opérer son salut si *par sa faute* l'on se trouve hors de l'Église. Par là est éliminé l'indifférentisme ecclésiastique, système qui regarde comme tout à fait indifférente la diversité des confessions, et qui accuse le catholicisme d'intolérance, parce qu'il rejette les autres confessions.

6. Nous trouvons ensuite exposé dans le schème que l'Église est *indéfectible* dans sa durée et dans sa constitution, en sorte qu'elle ne peut jamais périr pour céder la place à une autre institution de salut ou à une autre forme de religion. Cette exposition est opposée d'une part aux théories des protestants et des jansénistes, qui admettent la possibilité d'un obscurcissement général de la vérité chrétienne dans l'Église, et par suite la possibilité de la destruction de l'Église même, et qui vont jusqu'à prétendre que cet obscurcissement a eu lieu réellement, et d'autre part aux erreurs des anabaptistes, des quakers

Digitized by Google

et de fanatiques semblables qui ont rêvé ce qu'ils appellent « l'Église de l'avenir », et qui attendent une effusion plus abondante du Saint-Esprit.

7. A cause des opinions erronées des jansénistes et à cause de certaines opinions soutenues de nos jours par des théologiens infectés de libéralisme, le schème traite enfin de l'*infaillibilité* de l'Église. Cette infaillibilité y est nettement distinguée de l'inspiration, et l'objet ou l'étendue de cette infaillibilité de l'Église enseignante y est clairement déterminé d'après la fin pour laquelle, incontestablement, cette infaillibilité a été promise et conférée à l'Église par Jésus-Christ. « L'infaillibilité, dit le schème, a été conférée à l'Église pour que la parole divine, écrite ou transmise oralement, soit conservée et enseignée dans l'Église universelle intégralement et purement, sans être dépravée par aucune nouveauté ni par aucun changement. »

« L'*objet* de l'infaillibilité s'étend donc aussi loin que s'étend le dépôt de la foi (*depositum fidei*) et que l'exige le devoir imposé à l'Église de conserver fidèlement ce dépôt. Il comprend donc, selon toute leur étendue, non-seulement la parole révélée de Dieu elle-même, mais encore toutes les vérités qui, sans être révélées en elles-mêmes, ont cependant avec les vérités révélées une connexion si intime que sans elles la parole divine ne peut être ni fidèlement conservée, ni expliquée avec infaillibilité, ni proposée à la croyance des fidèles, ou que sans elles cette parole divine ne peut être mise à l'abri des erreurs humaines et de la fausse science, ni défendue contre elles. »

On le voit, si le concile avait rendu sienne cette définition de l'infaillibilité de l'Église, définition, à mon avis, parfaitement légitime, l'infaillibilité de l'Église,

Digitized by Google

par conséquent aussi celle du chef de l'Église dans la définition des faits dogmatiques aurait été définie d'une manière péremptoire.

A cette exposition de la doctrine touchant la nature, les propriétés et les prérogatives de l'Église se rattache dans le schème

III. La doctrine relative à l'*autorité* ou à la *puissance de l'Église*. Le schème fait ressortir principalement que le divin fondateur a réellement établi dans son Église une puissance hiérarchique, et qu'en conséquence l'Église est, non pas une société dont tous les membres sont égaux, mais une société dans laquelle il y a, d'après l'ordre de Dieu, des supérieurs et des inférieurs.

La puissance dont Jésus-Christ a doué son Église est ensuite déterminée plus nettement. C'est une puissance d'*ordre* et une puissance de *juridiction*. Cette dernière se distingue en deux espèces : la juridiction du for *intérieur* et la juridiction du for *extérieur* ou *public*. La juridiction du for extérieur se divise à son tour en puissance législative, puissance judiciaire et puissance coercitive ou pouvoir de punir. Les sujets de cette puissance sont les évêques. Ils gouvernent l'Église avec le droit qu'ils tiennent de Dieu, indépendamment des pouvoirs civils, soit par des lois salutaires qui obligent en conscience, soit par des sentences judiciaires, soit enfin par des peines salutaires, en se renfermant toujours dans les limites où s'exerce en général l'activité de l'Église.

Bien que ces vérités soient admises communément par les catholiques, on a cru nécessaire néanmoins de les inculquer de nouveau, parce que de nos jours elles ont été combattues de bien des manières au dedans comme au dehors de l'Église. On a refusé aux évêques

Digitized by Google

toute puissance de juridiction extérieure, pour les dire autorisés tout au plus à influer sur leurs frères en Jésus-Christ par les exhortations salutaires et les bons conseils, ou bien l'on faisait dépendre de la sanction du pouvoir civil la force obligatoire de leurs décrets et de leurs ordonnances, lors même que ces actes n'avaient pour objet que des affaires purement ecclésiastiques et religieuses. On avait déjà inséré dans le *Syllabus* diverses propositions qui renfermaient ces erreurs ; telles sont les propositions 19e, 20e et 24e.

La *seconde* partie du schème, où l'Eglise est considérée dans ses rapports avec le pouvoir civil, expose d'abord quelle est la relation que les deux sociétés ont l'une à l'autre, pour expliquer ensuite brièvement, et en tenant compte des erreurs contemporaines, les droits qui appartiennent à chacun de ces deux pouvoirs et qui leur sont nécessaires pour que chacun puisse maintenir sa position, et exercer l'influence légitime qu'elle lui donne.

I. La relation convenable qui doit régner entre les deux sociétés est celle de la concorde et de l'amitié mutuelles. En effet, les deux sociétés ont le même auteur, et toutes deux peuvent et doivent s'aider mutuellement pour contribuer au bien général de l'humanité. Même pour la société civile, des avantages de diverses sortes résultent de la religion et de l'Église, et puisque d'autre part les biens temporels sont subordonnés aux biens éternels et que les premiers ne doivent jamais faire oublier les derniers, il s'ensuit que les membres de la société civile ne doivent pas se montrer indifférents ou même hostiles envers l'Église qui prend soin de leurs intérêts éternels. On émet donc une assertion absolument fausse et absurde, quand on prétend que les deux sociétés

Digitized by Google

ne peuvent pas subsister l'une à côté de l'autre en paix et en bonne intelligence, ni agir d'un commun accord.

II. En répondant à cette question : Quels sont les droits qui appartiennent à la société civile? le schème oppose de nouveau les idées chrétiennes aux opinions fausses et perverses répandues dans notre siècle. A cet égard on peut distinguer principalement deux sortes d'erreurs. La première consiste à nier absolument le principe d'autorité pour mettre à sa place le principe de la fausse liberté et de l'égalité chimérique de tous les hommes, principe qui implique le droit de la révolution, puisque, aux yeux de ceux qui suivent ce système, l'autorité publique ne peut être autre chose que la somme des droits appartenant à chacun des citoyens, droits que ceux-ci ont transférés à un ou à plusieurs, mais qu'ils peuvent leur retirer à tout moment. A cette erreur capitale dont les esprits modernes sont imbus, ce schème oppose la doctrine chrétienne qui enseigne que toute autorité légitime vient de Dieu, qu'en vertu de la loi divine on lui doit une vraie soumission, et qu'il n'est jamais permis de se révolter contre elle ou de lui résister en usant de violence.

La seconde tend, au contraire, à faire de l'État la source de tout droit existant parmi les hommes et de toute autorité, même de l'autorité de la famille et de l'Église, à tel point qu'il ne faut pas chercher la règle de la justice et de la moralité des actions humaines, au moins des actions publiques, sociales, dans la loi naturelle ou dans les lois positives de Dieu, mais voir cette règle uniquement dans la volonté de l'État, c'est-à-dire de la majorité des citoyens, de quelque façon que cette volonté soit exprimée.

A cette seconde erreur capitale qui implique le prin-

Digitized by Google

cipe de la déification de l'Etat, de l'omnipotence absolue de l'État, et le principe du socialisme, le schème oppose la doctrine chrétienne qui dit que la loi divine naturelle ou surnaturelle est la règle immuable et inviolable non-seulement des actions privées, mais encore des actions de toute la vie publique et sociale, non-seulement pour les sujets, mais encore pour les souverains et les gouvernants en général, et que l'Église est une autorité infaillible compétente pour interpréter la loi divine, même celle qui règle la morale publique.

III. Enfin, quant aux *droits de l'Église* par rapport à la société civile, le schème relève surtout les droits spéciaux que les ennemis et les persécuteurs modernes de l'Église ont principalement niés ou violés, savoir : le droit de l'Église sur les écoles et sur l'éducation chrétienne du peuple, le droit de former et d'élever son clergé d'une manière absolument indépendante, le droit d'établir, de maintenir et de diriger sans entraves des ordres religieux, le droit d'acquérir, de posséder et d'administrer librement des biens temporels. Tous ces droits, attaqués et violés de nos jours par les ennemis de l'Église dans presque tous les pays, en théorie comme en pratique, sont déduits dans le schème de la nature, de la constitution et de l'organisation divines de l'Église même, particulièrement en tant qu'elle est une société visible, complète en elle-même, indépendante et surnaturelle [1].

[1] Le texte de ces deux schèmes dont nous venons de parler se trouve dans notre *Recueil de documents*, P. I, sect. II.

Digitized by Google

III. — SCHÈME DE CONSTITUTION SUR LE MARIAGE CHRÉTIEN

Ce troisième schème, préparé par la commission instituée *ad hoc*, n'avait point encore été distribué aux Pères du concile. Il ne peut donc pas être ici l'objet de longues considérations. Cependant un résumé succinct des matières qu'il contenait a été communiqué aux membres de la commission des *postulata*. D'après cette communication, le schème traite des trois principaux points suivants : de la dignité et de la nature du mariage chrétien, de la puissance de l'Église par rapport au mariage chrétien, enfin des biens du mariage chrétien.

Par rapport à la *dignité* et à la *nature* du mariage chrétien :

1. Il est dit dans le schème que c'est un dogme de foi, promulgué par le concile de Trente, que Jésus-Christ a élevé le mariage à la dignité de sacrement, et la doctrine moderne qui ne regarde le mariage que comme une affaire civile, et qui prétend qu'il peut y avoir entre chrétiens un mariage véritable sans qu'il soit sacrement, est repoussée comme une hérésie.

2. Le schème déclare que c'est au contrat même par lequel se fait l'union conjugale que Jésus-Christ a communiqué la sainteté d'un sacrement, de telle sorte que le sacrement ne peut aucunement être séparé du contrat conjugal, lorsqu'il a lieu entre chrétiens. A cette doctrine sont directement opposées les assertions soutenues autrefois par les prétendus réformateurs et plus tard par Launoy, par les régalistes gallicans, par les joséphistes

Digitized by Google

et par les pseudo-politiques modernes, savoir que le contrat conjugal fait entre chrétiens n'est pas lui-même un sacrement, mais que le sacrement est quelque chose d'ajouté au contrat et qui en est séparable, ou qu'il peut y avoir entre chrétiens un vrai mariage en vertu du seul contrat civil.

Par rapport à la *puissance* de l'Église touchant le mariage chrétien :

Le schème soutient d'abord en général le droit que possède l'Église touchant la légitimité du contrat matrimonial. — Il définit ensuite plus nettement la nature de ce droit de l'Église, en disant que c'est le droit de déterminer les conditions à remplir pour que ce contrat de mariage soit valide, et il montre que c'est un droit primordial, un droit divin et qui convient à l'Église seule. Toutefois on ne refuse pas dans le schème au pouvoir civil le droit de régler les effets civils du mariage.

Enfin par rapport aux *biens* du mariage chrétien.

1. Quant au *bonum prolis*, le schème expose la fin du mariage chrétien, l'ordre à garder dans son usage, et les devoirs des parents relativement à l'éducation religieuse des enfants.

2. Quant au *bonum fidei*, le schème rappelle la chasteté de l'union conjugale et le saint amour qui doit régner entre les époux chrétiens.

3. Quant au *bonum sacramenti*, le schème fait ressortir l'indissolubilité du bien conjugal.

Aux biens ainsi expliqués du mariage chrétien sont opposés les *mariages mixtes*. Voilà pourquoi l'Église les a toujours regardés comme condamnables et les a toujours eus en horreur.

Digitized by Google

TROISIÈME SECTION

Les propositions dogmatiques.

I. — Propositions occasionnées par les délibérations conciliaires

La plupart des propositions dogmatiques ont été occasionnées par les discussions qui ont eu lieu dans le sein du concile touchant les constitutions et les schèmes dogmatiques dont nous avons parlé plus haut. C'est pourquoi nous donnons à ces propositions la première place. Nous les exposerons dans l'ordre où elles interviennent elles-mêmes dans la série des constitutions et des schèmes énumérés.

I. — *Proposition touchant l'*Ontologisme

Cette proposition a été faite par les cardinaux *Sforza* et *Pecci*, à l'occasion des délibérations conciliaires sur la constitution « de la foi catholique ». Dans la discussion du deuxième chapitre de cette constitution, particulièrement quand il s'est agi de la possibilité d'une connais-

Digitized by Google

sance naturelle de Dieu, divers Pères du concile avaient demandé la condamnation de l'ontologisme. Comme on avait refusé d'entrer pour le moment dans une discussion plus approfondie de cette question, les deux cardinaux nommés se décidèrent à faire sur ce point une proposition spéciale et à la soumettre à la commission des *postulata*. Cette proposition exprimait le vœu que l'ontologisme fût condamné au moins dans la forme dans laquelle il est manifestement en contradiction avec la doctrine catholique, et dans laquelle il est en même temps une source de toutes sortes d'erreurs graves, c'est-à-dire quand il est ainsi formulé : « la connaissance directe et immédiate de Dieu est naturelle à l'homme. »

Pour motiver cette proposition, ces Pères du concile montrent d'abord que l'ontologisme ainsi formulé est en contradiction manifeste avec d'autres vérités catholiques universellement reconnues. Évidemment, disent-ils, par cette connaissance directe et immédiate de Dieu, on ne peut entendre autre chose qu'une vision ou intuition immédiate de Dieu ; or, d'après la doctrine unanime des saints Pères et des scolastiques, l'intuition immédiate de Dieu n'appartient pas à l'esprit créé en vertu de sa nature. L'esprit créé ne peut, au contraire, connaître Dieu que par les créatures ou par ses œuvres, c'est-à-dire *à posteriori*. Pour jouir de la connaissance immédiate, intuitive, de la vision de Dieu, telle qu'elle a lieu dans le ciel, il a besoin d'une lumière supérieure, de la lumière de la gloire (*lumen gloriæ*).

Mais si, pour échapper à cette contradiction manifeste, on distingue entre la connaissance immédiate de la *substance* ou de l'*essence* divine et la connaissance des *attributs* de Dieu, en ne regardant la lumière de la gloire comme nécessaire que pour la connaissance immédiate

Digitized by Google

de la substance ou de l'essence de Dieu, et non pour la connaissance immédiate de ses attributs, on invente une distinction évidemment tout à fait inadmissible, puisque Dieu est une substance infiniment simple.

Or, si d'une part l'ontologisme, dans la forme indiquée, est directement contraire à la doctrine catholique, en sorte que rien ne peut s'opposer à sa condamnation formelle et solennelle, d'autre part cette condamnation paraît tout à fait opportune et même nécessaire. En effet, dans cette forme, l'ontologisme est non-seulement lui-même une erreur manifestement opposée à la doctrine catholique, mais encore une source toujours jaillissante des erreurs les plus répandues aujourd'hui contre la foi catholique.

L'ontologisme ouvre d'abord la voie au *rationalisme*. En effet, si notre intelligence n'a pas besoin de se servir des choses créées pour s'élever à la connaissance de Dieu, mais si Dieu se fait connaître à elle directement et immédiatement, à peu près comme la lumière, en pénétrant dans l'œil, présente à celui-ci les objets et les rend visibles pour lui, la raison humaine connaîtra, d'une manière naturelle, Dieu tel qu'il est en lui-même, par conséquent non-seulement son essence infinie, mais encore la trinité des personnes. Les mystères sublimes de la foi pourront donc être connus par notre raison d'une manière naturelle, comme les vérités religieuses naturelles; étant proportionnés à notre raison, ils ne dépassent plus la portée de nos forces naturelles. Qui ne voit qu'avec ces principes les portes sont largement ouvertes au rationalisme?

En second lieu, l'ontologisme, dans la forme indiquée, ouvre aussi la voie au *panthéisme*. Il conduit à cette erreur monstrueuse en soutenant que l'homme connaît

Digitized by Google

toutes choses en Dieu ou que les choses sont intelligibles, non en elles-mêmes, mais seulement en Dieu. Il s'ensuit, en effet, que la lumière intelligible de la raison humaine, par conséquent Dieu lui-même, appartient à l'essence de notre âme, de la même manière que notre faculté de connaître elle-même. C'est une conséquence qui, comme le montre l'histoire, a été réellement déduite de ce principe par les philosophes modernes. Aussi, dans les systêmes de ces philosophes, l'ontologisme se montre-t-il toujours allié au panthéisme.

En troisième lieu, l'ontologisme conduit directement à l'*éclectisme*. Si, en effet, nous connaissons tout en Dieu, notre intelligence, au fond, n'est plus susceptible de tomber dans l'erreur, et les diverses opinions philosophiques, si opposées qu'elles soient les unes aux autres, ne sont plus que les diverses formes ou conceptions de la même vérité.

Enfin, les auteurs de cette proposition rappellent encore les diverses conséquences pratiques déplorables qu'entraîne ce système, c'est-à-dire l'estime exagérée de la raison déifiée, en quelque sorte, dans ce système, la dépréciation dédaigneuse de la révélation et de l'autorité de l'Église, l'ébranlement de l'ordre moral et social, la confusion de la connaissance naturelle et de la connaissance surnaturelle, conséquences pernicieuses qui ne se font que trop remarquer dans le système de Gioberti et d'autres philosophes modernes.

Pour toutes ces raisons, les auteurs de la proposition croient que le concile ne doit pas se taire sur ce point. Le monde, disent-ils, s'étonnerait à bon droit si les évêques rassemblés de toutes les parties de la terre avaient condamné le panthéisme, le rationalisme et d'autres erreurs dont chacun reconnaît facilement l'ab-

Digitized by Google

surdité, sans songer à boucher la source d'où jaillissent proprement toutes ces erreurs funestes.

On trouve dans notre recueil de documents, p. I, sect. III, 1, le texte de cette proposition, qui n'a pas été l'objet des délibérations conciliaires.

II. — *Proposition et contre-proposition touchant l'infaillibilité pontificale.*

Les deux propositions dont nous allons parler prennent évidemment la première place parmi toutes celles qui se rapportent au schème de constitution sur l'Église de Jésus-Christ.

1. La première de ces propositions, présentée vers la fin du mois de janvier (1870), formait le vœu suivant : « Que le concile exprime et définisse solennellement, en termes clairs, excluant tout doute, que le pontife romain possède l'autorité doctrinale la plus haute et par là-même exempte de toute erreur, lorsque, dans les choses de la foi et des mœurs, il définit et prescrit ce qui doit être cru et tenu pour vrai par tous les chrétiens ou ce qui doit être rejeté et condamné par eux. »

Les motifs de cette proposition, exposés assez amplement dans la proposition même, se réduisent aux deux points principaux que voici : *Premièrement*, la doctrine dont on demande la définition peut en réalité être définie comme une vérité révélée. Elle est contenue dans l'Écriture sainte et dans la tradition universelle et constante de l'Église, tradition attestée par les paroles et par les actes des saints Pères comme de plusieurs conciles œcuméniques, particulièrement du deuxième concile de Lyon et du concile de Florence. Enfin, cette doctrine est aussi une conséquence nécessaire de la primauté du pontife

Digitized by Google

romain en général, puisque personne ne peut garder avec l'Église catholique la communion de la même foi s'il se trouve en opposition avec le chef de l'Église. *Secondement,* la définition de cette doctrine n'est pas seulement possible, mais elle est encore opportune ; elle n'est pas seulement opportune, mais elle est même nécessaire. Car, dans les derniers siècles, on s'est efforcé de faire disparaître cette vérité catholique fondée sur une tradition ancienne, en déclarant ouvertement qu'on satisfait déjà au devoir de soumission envers l'autorité du Saint-Siége, quand on se tient à l'égard de ses décrets dogmatiques dans un silence respectueux ou quand on les accepte seulement d'une manière provisoire, jusqu'à ce que l'assentiment ou le dissentiment de l'Église ait été constaté. Ainsi parlent les gallicans. Ces opinions téméraires mettent en question l'autorité du Saint-Siége et l'unité de la foi, et elles favorisent ainsi la propagation des erreurs contre la foi. Aussi les évêques se sont-ils, dans tous les pays, élevés contre cette erreur pernicieuse, particulièrement dans les conciles provinciaux célébrés dans les derniers temps, par exemple dans ceux de Cologne, d'Utrecht, de Prague, de Colocza, de Baltimore, de Westminster (dont les témoignages sont relatés dans un supplément ajouté à la proposition), comme dans l'assemblée nombreuse qui eut lieu à Rome à l'occasion du dix-huit centième anniversaire de la mort du prince des Apôtres, dans l'année 1867. Dans ces divers occasions les évêques n'ont pas manqué d'attester hautement la doctrine traditionnelle. Néanmoins, à l'occasion de la convocation du concile du Vatican, cette doctrine a été attaquée dans les derniers temps par la presse de la manière la plus violente, et ces attaques dégénérèrent même en attaques contre la primauté du Saint-Siége et contre toute son autorité doctri-

Digitized by Google

nale. Si donc le concile Vatican, disaient les auteurs de la proposition, gardait le silence sur ce point doctrinal si violemment attaqué, l'erreur ne serait que rendue plus hardie et l'autorité du Saint-Siége serait sapée dans ses fondements.

En terminant, les signataires de la proposition infirment les raisons qu'on a fait valoir contre l'opportunité de la définition de cette doctrine, particulièrement l'objection fondée sur la crainte que par cette définition on n'élargisse encore l'abîme entre l'Église catholique et les schismatiques ou les hérétiques, et qu'ainsi on ne rende encore plus difficile la réunion de ces derniers avec l'Église.

La proposition ainsi formulée avait été signée par 369 Pères du concile, et présentée en leur nom à la commission des *postulata* par le patriarche Hassoun et le primat de Pologne. Mais, outre celle-ci, diverses autres propositions avaient été présentées sur le même sujet, en partie par des Pères isolés du concile, en partie par certains groupes d'évêques. Au fond ces propositions tendaient au même but; mais elles se distinguaient de la première, soit par l'exposition différente des motifs de la définition proposée, soit par la proposition d'une autre formule pour la même définition. Le nombre de tous les Pères signataires de la première proposition (la proposition principale) et des autres propositions qui, avec certaines modifications dans la forme, se prononcent toutes pour la définition de l'infaillibilité pontificale, s'élève en tout à 419[1].

2. Cette proposition donna lieu à une contre-proposition présentée également encore au mois de janvier 1870, et qui demande que la question de la définition de

[1] Cf. *le Recueil de documents*, p. I, sect. III, 2, 2*a*, 2*b*, etc.

Digitized by Google

laquelle il s'agit, ne soit pas soumise au concile pour y être délibérée. Les raisons alléguées sont que les droits du Siége apostolique sont universellement reconnus par les catholiques, et que son autorité a été suffisamment affermie par le concile œcuménique de Trente et surtout par le concile de Florence, où l'Église grecque et l'Église latine étaient unanimes, tandis qu'en faisant de cette question l'objet de nouvelles discussions, on pourrait facilement troubler la paix de l'Église, soulever une lutte très-vive et exposer aux plus graves dangers le peuple chrétien déjà tant tourmenté pour sa foi.

On rappelait en outre que, d'après l'opinion de Bellarmin communément reçue dans l'Église, « les définitions de foi dépendent principalement de la tradition apostolique et du consentement de l'Église; » que, depuis le concile des Apôtres jusqu'au concile de Nicée, des erreurs innombrables ont été écartées par les décisions des églises particulières, confirmées ensuite par l'assentiment du Siége apostolique et de l'Église universelle. Il n'est pas douteux que tous les fidèles doivent aux décrets du Saint-Siége une vraie obéissance. D'ailleurs, quoique, d'après le sentiment de théologiens d'une haute science et d'une autorité reconnue, les définitions *ex cathedra* du Saint-Siége dans les choses de la foi et des mœurs soient irréformables, même sans aucune manifestation du consentement des Églises, néanmoins, on trouve dans les paroles et les actes de divers Pères de l'Église, dans certains documents historiques d'une authenticité reconnue et même dans la doctrine catholique, diverses difficultés assez considérables qui devraient d'abord être écartées avant que la question de l'infaillibilité puisse être décidée d'une manière définitive. Enfin, les auteurs de cette contre-proposition expriment sans déguisement la crainte

Digitized by Google

que la définition de l'infaillibilité pontificale ne fournisse à nos adversaires de nouvelles armes pour combattre la religion, ou que du moins elle n'offre aux gouvernements d'Europe l'*occasion* ou le *prétexte* de porter atteinte aux droits jusqu'à présent respectés de l'Église et de les lui retirer entièrement.

Cette contre-proposition, présentée à la commission des *postulata* par le cardinal-archevêque de Schwarzenberg, était signée de quarante-six Pères du concile. En outre, quatre autres propositions, revêtues de la signature d'un nombre assez considérable de Pères du concile, avaient été présentées à la même commission dans un but identique. Le nombre des signatures que portaient en tout ces cinq contre-propositions se montait à 137.

On les trouve textuellement dans le *Recueil des documents*, p. I, sect. III, 3.

L'on sait que la première proposition a été admise par la commission des *postulata*, et que les contre-propositions ont été écartées.

3. Viennent ensuite deux propositions présentées par les archevêques de Westminster et de Malines, et qui ont été également provoquées par le schème de la constitution sur l'Église. Elles demandaient que la doctrine touchant la primauté du pape fût formulée d'une manière plus précise, et qu'on y fît entrer quelques déterminations nouvelles.

L'archevêque de Westminster proposait, relativement à la doctrine sur la primauté du pape, diverses additions aux canons, tels qu'ils avaient été formulés dans le schème. Il demandait en particulier qu'on exprimât que la primauté a été conférée *seulement* à saint Pierre et à ses successeurs; que la juridiction du souverain pontife s'étend aussi bien à tous les pasteurs réunis de l'Église

Digitized by Google

qu'à chacun d'eux en particulier ; enfin que les décrets du pontife romain dans les choses de la foi et des mœurs sont irréformables déjà avant que les évêques, réunis ou dispersés, aient manifesté leur adhésion ; que ces décrets ne peuvent pas non plus être soumis à l'examen d'un concile général, comme si ce concile pouvait, à son gré, les repousser ou les accepter, et qu'en général un concile général ne peut pas s'établir juge du pape, comme s'il était une autorité supérieure [1].

La réponse à cette proposition se trouve dans la « première constitution sur l'Église de Jésus-Christ ».

La proposition présentée par l'archevêque de Malines, sous la date du 25 décembre 1869, était principalement dirigée contre les opinions développées dans un Mémoire soumis à l'examen du concile par Mgr Maret, évêque de Sura *i. p.* [2]. Ce mémoire était écrit avec l'intention de faire remettre en vigueur certaines théories du gallicanisme. La puissance de juridiction du pontife romain y est trop resserrée pour divers points essentiels. L'auteur reconnaît bien au souverain pontife la puissance suprême quant au gouvernement de l'Église, mais il lui refuse la suprême autorité doctrinale. En conséquence, il revendique pour les conciles généraux le droit d'examiner, d'accepter ou de rejeter même les définitions doctrinales portées par le pape *ex cathedra*. Il est dit en outre dans ce mémoire que la *plénitude* de la puissance spirituelle suprême ne réside pas dans le pape *seul* (quoique le concile de Florence la lui ait reconnue expressément), mais que cette suprême puissance spiri-

[1] Cf. *Recueil des documents*, p. I, sect. III, 4, où nous avons donné le texte de cette proposition.

[2] « Du Concile général et de la paix religieuse, — Mémoire soumis au prochain concile du Vatican, par Mgr Maret, évêque de Sura. »

Digitized by Google

tuelle réside en partie dans le pape et en partie dans les évêques, comme si les évêques devaient avoir part à la primauté ou à la suprême autorité du chef de l'Église.

Comme ces opinions avaient été soumises au concile même pour y être examinées, et que d'ailleurs elles sont encore assez répandues en France, en Allemagne et en d'autres pays, il semblait nécessaire de les condamner. Dans ce but l'archevêque de Malines proposa diverses formules empruntées aux conciles généraux antérieurs ou aux déclarations faites dans les assemblées du clergé de France.

Cette proposition a été prise en considération dans « la première constitution sur l'Église de Jésus-Christ », particulièrement dans le canon ajouté au troisième chapitre de cette constitution, dans ces paroles : Quiconque dit que le pape... possède seulement la principale part (*potiores partes*) et non toute la plénitude de cette puissance suprême... [1].

4. Une autre proposition présentée au milieu du mois de janvier 1870 par un membre du concile et provoquée également par la discussion sur le schème de constitution sur l'Église de Jésus-Christ, demandait que plusieurs points indiqués, dans le schème fussent complétés ou déterminés d'une manière plus précise et dans une formule plus sévère. Elle comprend plusieurs parties, selon la diversité des matières auxquelles elle se rapporte. Les voici :

Par rapport au pontife romain, la proposition demande que le concile déclare la nécessité du pouvoir temporel pour que le pape puisse librement exercer son

[1] Cf. *Recueil des documents*, p. I, sect. III, 5.

Digitized by Google

autorité suprême, et qu'il insiste sur la soumission que tous les chrétiens, les gouvernants aussi bien que les sujets, doivent au pape, comme au chef de l'Église, dans toutes les choses relatives à la conscience et à la morale.

Par rapport à la puissance ecclésiastique, elle propose au concile de définir que l'Église est une société parfaite fondée par Jésus-Christ, qu'elle possède un gouvernement indépendant du pouvoir civil, le droit inaliénable d'exister et d'agir librement, ainsi que d'acquérir et de posséder des biens temporels, dont elle ne peut être dépouillée sans une injustice outrageante et sacrilége. La proposition revendique pour l'autorité ecclésiastique le pouvoir d'obliger les fidèles en conscience même quant à l'usage qu'ils doivent faire des choses temporelles, et d'infliger aussi des peines extérieures aux transgresseurs de ses lois. Enfin, elle demande que le concile définisse le droit que possède l'Église, en vertu du droit divin, de réclamer pour ses ministres, les clercs, les immunités qui leur sont nécessaires, pour qu'ils puissent exercer leurs fonctions ecclésiastiques, particulièrement l'exemption du service militaire.

Par rapport au pouvoir civil, la proposition propose au concile de définir ce qui suit : Le pouvoir civil tient son origine de Dieu, au moins indirectement, et les rois mêmes qui ont été choisis par le peuple ne gouvernent qu'en vertu du droit divin. Les lois civiles, pour obliger en conscience, ne doivent être opposées ni à la loi de Dieu ni aux lois ecclésiastiques. Le pouvoir civil doit à l'Église protection et assistance. Le pouvoir civil ne porte pas le glaive en vain, et il a le droit et le devoir de protéger les bons et de punir les malfaiteurs. Le pouvoir civil a aussi le droit de punir de mort certains crimes plus graves,

Digitized by Google

et ce droit, exercé avec modération et sagesse, sert au bien public.

Par rapport à l'éducation de la jeunesse, la proposition demande au concile de déclarer que l'éducation chrétienne de la jeunesse est l'affaire de l'Église.

Par rapport aux soi-disant libertés, elle propose cette déclaration : On ne peut faire valoir contre l'autorité doctrinale de l'Église la prétendue liberté de conscience et de culte, ni la liberté de manifester ses pensées et ses opinions.

Enfin, *par rapport à la bienfaisance chrétienne*, la proposition demande au concile de déclarer que la bienfaisance chrétienne, ayant ses racines dans la foi et découlant de la charité chrétienne, doit à l'Église sa naissance, son accroissement et sa prospérité, et qu'on commet une injustice et qu'on nuit gravement au bien de la société humaine, quand on oppose des difficultés aux soins que l'Église prend des pauvres et des malheureux, quand on lui retire les établissements de bienfaisance qu'elle a fondés, et quand on entrave la liberté de l'Église dans l'administration des œuvres existantes ou dans la fondation de nouvelles œuvres.

Cette proposition n'a pas été l'objet de délibérations dans la commission des *postulata* [1].

5. Une autre proposition, provoquée par le schème sur l'Église et présentée par un évêque suisse au mois d'avril 1870, est relative *aux écoles mixtes*.

Cette proposition se rattache à ce passage du schème où il est dit que c'est à l'Église qu'appartient le droit et incombe le devoir de prendre soin de l'éducation chré-

[1] Cf. Recueil, p. I, sect. III, 6.

Digitized by Google

tienne de la jeunesse. L'auteur de cette proposition déplore avec les expressions d'une vive douleur de voir ce droit sacré que possède l'Église rendu illusoire et même anéanti de fait par les écoles appelées mixtes, écoles élémentaires (paroissiales) et écoles supérieures, écoles moyennes et gymnases ou colléges, car non-seulement l'influence de l'Église sur ces écoles est rendue plus difficile, mais souvent elle est même détruite absolument. Ces écoles mixtes sont donc une vraie contagion pour la jeunesse et une source d'indifférentisme et d'incrédulité. Et comme ce mal se répand actuellement presque partout à un degré vraiment effrayant, dit la proposition, il n'est pas permis au concile de se taire sur ce point.

L'auteur de cette proposition désire donc et demande instamment que le concile condamne toutes les écoles mixtes sans exception, de quelque espèce qu'elles soient, comme des établissements pernicieux. — Ensuite il forme le vœu que le concile adresse sous ce rapport les exhortations les plus vives et les plus pressantes aux évêques, aux curés et aux parents : aux *évêques*, pour qu'ils s'élèvent selon tout leur pouvoir contre ces écoles; — aux *curés*, pour qu'ils empêchent le plus possible la jeunesse chrétienne de fréquenter ces établissements, et aux *parents*, pour qu'ils ne confient leurs enfants à ces sortes d'établissements à aucune condition. — Enfin il prie le concile de recommander vivement aux autorités civiles d'ordonner ce qui, après tout, n'est qu'une obligation manifeste de justice, c'est-à-dire qu'on restitue aux catholiques les biens de fondation destinés aux écoles catholiques, là où ils en ont été dépouillés, et qu'en général on leur permette l'établissement d'écoles confessionnelles. L'auteur de la proposition fait remarquer que, quoique peut-être

Digitized by Google

ces principes de vérité et de justice ainsi exprimés et publiés au monde ne soient pas reconnus à notre époque par les hommes de la force brutale, le temps viendra où on les respectera, si auparavant la fin du monde n'est pas arrivée [1].

6. Le schème de la constitution sur l'Église, par les endroits surtout où il est parlé des rapports entre l'Église et l'Etat et des droits quils possèdent, ainsi que de l'autorité ecclésiastique et de l'autorité civile, provoqua encore quatre propositions particulières qui ont une certaine affinité, en ce sens qu'elles sont toutes dirigées contre les maux dont souffre la société actuelle. Elle demandent que le concile proclame hautement et solennellement ces principes de droit chrétiens qui, s'ils étaient reconnus et respectés généralement dans la pratique, peuvent seuls remédier à ces maux.

a) Une de ces propositions, signée de huit Pères du concile, s'occupe en particulier du socialisme, et demande au concile la proclamation des principes sacrés de l'ordre social, contre lesquels s'acharne le socialisme et sur les ruines desquels il élève son édifice [2].

b) Une proposition analogue, signée par cinq évêques du rite maronite et du rite chaldaïque, déplore également le bouleversement du droit public, provenant du mépris des lois divines et des principes du droit naturel et du droit des gens, et le délabrement, l'instabilité des affaires publiques dans presque tous les pays du monde. L'Église, disent les auteurs de la proposition, est la seule autorité qui, en vertu de la mission sublime que Dieu lui a donnée de prêcher la loi divine à tous les peuples, peut arrêter le torrent impétueux, en proclamant clairement et hau-

[1] Recueil,
[2] *Ibid.*, 8.

Digitized by Google

tement les principes éternels du droit, et sauver la société humaine. « Élève donc, très-saint Père, » disent-ils en terminant, « élève ta voix pour faire connaître à la génération perverse de notre siècle ses péchés et ses crimes, ainsi que ce qui contribuera à sa paix et à son bonheur [1].

Les deux autres propositions demandent qu'on éclaire et qu'on affermisse la conscience publique, surtout par rapport aux principes fondés sur la loi naturelle et le droit des gens, qui concernent la *guerre* et ses lois, puisque l'inobservation de ces principes expose le repos et la paix de la société humaine à des oscillations et à des commotions perpétuelles et bannit de la vie publique les idées du droit et de la justice.

La première de ces deux propositions, signée de quarante Pères du concile, est exprimée bien brièvement et demande seulement en général « la promulgation et l'explication authentiques de ces pages du droit canonique qui contiennent des notions sur le droit des gens et le droit de la guerre, et qui mettent l'opinion publique à même de juger quand la guerre est juste, quand elle est au contraire un crime [2]. »

La seconde proposition, motivée très-amplement, offre un intérêt tout particulier, parce qu'elle a été présentée par le célèbre patriarche de Cilicie, Antoine-Pierre IX, au nom d'un synode tenu, à Constantinople, au mois d'octobre 1869, et auquel assistèrent tous les évêques arméniens (au nombre de 20), et qu'elle y a été acceptée et confirmée unanimement comme étant *votum synodi*. La proposition est rédigée dans la forme de projet ou de schème d'une constitution à émettre sur les af-

1 Recueil, p. I, sect. III, 9.
2 *Ibid.*, 10.

Digitized by Google

faires militaires et la guerre. Outre une introduction assez longue (*argumentum de re militari et bello*), elle comprend quatre chapitres et le *votum synodi* dont nous parlions plus haut. Dans l'introduction on rappelle la triste situation du monde à notre époque, situation amenée par les guerres cruelles, les armements et les craintes de guerre dont le monde est continuellement rempli et par lesquels presque toute la terre est transformée d'une manière permanente en un vaste camp.

Cette situation est la conséquence nécessaire de l'oubli et de l'inobservation des lois du droit public et international, et de la négation des principes éternels du droit contenus dans la loi de Dieu. C'est un droit et en même temps un devoir sacré de l'Église, dit la proposition, de rappeler aux peuples le droit public oublié ou méconnu et de contribuer ainsi, selon son pouvoir, à réparer cette situation déplorable du monde.

Dans le *premier* chapitre la proposition établit comme première condition requise pour que la guerre soit permise ou juste, la solennité de la guerre (*solemne belli*), c'est-à-dire la déclaration de guerre publique et solennelle qui précède l'ouverture des hostilités.

Dans le *deuxième* chapitre, la proposition parle des causes légitimes d'une guerre juste, en disant que, d'après le droit canonique, la guerre n'est permise que comme une défense sociale nécessaire, c'est-à-dire, pour repousser des attaques injustes ou pour recouvrer des droits nécessaires à la nation et dont elle a été dépossédée.

Le *troisième* chapitre traite des devoirs et de l'obéissance des chefs militaires et des soldats. Les uns et les autres ne doivent pas oublier que le serment militaire ne

Digitized by Google

doit jamais être en contradiction avec la loi chrétienne, à laquelle on s'est obligé par serment en recevant le baptême. Tous doivent se souvenir qu'ils sont les ministres et les exécuteurs de la justice, et qu'il ne leur est pas permis de se mettre au service de la cruauté, de la convoitise et de l'ambition.

Le *quatrième* chapitre répond à cette question : Quelle autorité a seule le droit de décréter la guerre? et rappelle à ceux qui possèdent cette autorité (les souverains ou les représentants légitimes de la nation), l'obligation qu'ils ont de recourir aux conseils d'hommes éclairés et d'une probité sévère pour s'assurer qu'une guerre projetée est juste ou permise.

Au développement de ces pensées succède l'expression du vœu dont nous avons fait mention, et qui a été émis unanimement dans le synode des évêques arméniens. Ce vœu résume succinctement ce qui a été dit dans les quatre chapitres, et se termine par la prière adressée à notre très-saint Père le Pape de faire en sorte que les principes chrétiens du droit international et du droit de la guerre soient de nouveau clairement exprimés et proclamés par le concile du Vatican. En même temps ces évêques arméniens proposent l'érection d'un tribunal permanent, composé de jurisconsultes de toutes les nations, siégeant dans la résidence du chef de l'Église, tribunal chargé de remédier par un arbitrage paisible aux troubles survenus dans les relations internationales et de faire ainsi éviter les guerres[1].

Par rapport au *mariage*, dont il est question dans le troisième schème, un grand nombre de propositions ont été présentées par les Pères du concile; mais nous

[1] Cf. Recueil, p. I, sect. III, 11.

Digitized by Google

n'avons pas à nous en occuper ici, parce qu'elles sont par leur nature canoniques et non dogmatiques.

II. — PROPOSITIONS DOGMATIQUES NON PROVOQUÉES PAR LES DÉLIBÉRATIONS CONCILIAIRES MAIS SORTIES DE L'INITIATIVE DES PÈRES DU CONCILE.

Nous n'avons à parler ici que de deux propositions de ce genre.

1. La proposition concernant la définition dogmatique de l'*Assomption corporelle* de la Vierge Marie au ciel. A proprement parler, il y a ici *dix* propositions indépendantes les unes des autres, faisant toutes au concile la même demande, mais dont chacune est appuyée par un groupe différent d'évêques. Ces propositions motivent cette demande par des raisons semblables, exposées souvent dans les mêmes termes. Tous les motifs allégués peuvent être réduits aux deux points principaux suivants :

Premièrement, cette vérité (l'assomption corporelle de Marie au ciel) est dogmatiquement définissable, et *secondement*, la définition dogmatique de cette vérité est opportune.

a) Cette vérité est d'abord dogmatiquement définissable ; car elle est fondée sur une tradition ancienne et constante de l'Église d'Orient comme de l'Église d'Occident, et cette tradition ancienne et constante ne s'explique que par une tradition apostolique reposant elle-même sur une révélation divine, faite peut-être à l'apôtre saint Jean, qui a survécu à tous les apôtres et à la mère du Seigneur.

Digitized by Google

A ce fait de l'Assomption corporelle de la Vierge Marie on ne peut comparer ni la sainteté d'un serviteur de Dieu déclarée par l'Église, quand par la canonisation elle le met au nombre des saints, ni l'arrivée de saint Pierre à Rome. Car, quelque certains et garantis que soient ces derniers faits, leur certitude n'est pourtant qu'une certitude humaine ; ils ne sont pas contenus dans le dépôt de foi, et c'est pourquoi ils ne peuvent jamais être définis comme des dogmes proprement dits.

Des arguments théologiques *intrinsèques* très-solides militent en outre en faveur de cette vérité. Ces arguments se déduisent de la conception immaculée de Marie, de son immunité de la concupiscence, de sa maternité divine, de sa sainteté extraordinaire qui l'élève au-dessus des hommes et des anges même, de son union ineffablement intime avec Jésus-Christ, enfin de la position éminente qu'elle occupe en général dans l'œuvre divine de notre salut. Car si le plan divin dans l'œuvre de la rédemption exigeait que Marie reçût par anticipation la grâce de Jésus-Christ, comme nous le voyons dans sa conception immaculée, pourquoi ne demanderait-il pas également pour la mère de Dieu la jouissance anticipée de la gloire pour le corps comme pour l'âme, la résurrection anticipée et l'assomption corporelle au ciel ?

b) La définition dogmatique demandée est d'ailleurs opportune. En effet, la définition et la proclamation solennelle de cette vérité serait une nouvelle victoire de la foi chrétienne sur le rationalisme qui de nos jours élève si audacieusement la tête. Elle serait en particulier une profession manifeste et en quelque sorte palpable de la divinité de Jésus-Christ, et une condamnation frappante de toutes les erreurs opposées à ce dogme fondamental,

Digitized by Google

erreurs qui dans notre siècle se montrent dans toute leur nudité. Contre la tendance crassement matérialiste de notre temps, elle mettrait dans une plus vive lumière et elle confirmerait par l'autorité du concile le dogme de la résurrection de la chair. Enfin, cette définition dogmatique complèterait dignement l'ensemble des doctrines catholiques relatives aux gloires de Marie. En donnant une nouvelle et puissante impulsion à la vénération filiale et pleine de confiance envers la Reine auguste des cieux, en même temps par la médiation de celle qui a triomphé du serpent infernal, elle attirerait de nouvelles grâces sur l'Église militante de la terre.

Une de ces propositions renvoie aussi à un ouvrage publié à Rome en 1869, dans lequel les considérations résumées ici sont exposées plus au long, et où cette doctrine est approfondie davantage : *De corporea Deiparæ Assumptione in cœlum : an dogmatico decreto definiri possit disquisitio historico-critico-theologica, auctore Aloysio Vaccari.*

Cette proposition n'a été l'objet d'aucune délibération, pas même dans la commission des *postulata*[1].

2. La seconde proposition de cette catégorie, qui a été présentée à la commission des *postulata* par un seul membre du concile, mais qui, faute de temps, n'a pas non plus pu être discutée, est relative à la question théologique de l'*usure*.

L'on sait que l'usure, entendue dans le sens strict du mot, est défendue par la loi divine, ainsi que par d'innombrables lois ecclésiastiques. Or, dans l'usure, qu'elle se montre ouvertement ou qu'elle se cache sous d'autres contrats, se trouve essentiellement une violation

[1] Cf. Recueil, p. I, sect. III, 12, 12 *a*, 12 *b*, etc.

Digitized by Google

de ce qui constitue le contrat appelé *prêt* (*mutuum*). Ce contrat est, par sa nature, un contrat *gratuit*, qui demande par conséquent l'égalité parfaite entre la chose prêtée et la chose à recevoir de l'emprunteur (*inter datum et acceptum*), en sorte qu'il n'est pas permis au prêteur de tirer de ce contrat aucun profit. Ce profit serait tout à fait illégitime et devrait être restitué d'après les règles de la justice. D'un autre côté, cependant, d'après l'opinion commune des théologiens, partagée par Benoît XIV, un titre extrinsèque, ajouté au contrat du dehors, par exemple *lucrum cessans, damnum emergens* ou le danger de la perte du prêt, peut bien autoriser le prêteur à exiger et à accepter de l'emprunteur une valeur supérieure à la chose prêtée, dans la proportion qui devrait être calculée d'après le titre extrinsèque.

Or, depuis quelque temps, des théologiens catholiques et des légistes ont soutenu que le souverain (dans les États constitutionnels, naturellement, d'accord avec les représentants du peuple) peut, en vertu de son autorité suprême, abstraction faite du titre extrinsèque, dans l'intérêt général des relations commerciales et du bien public, déterminer légalement le taux à percevoir pour un prêt. Outre les titres extrinsèques indiqués, la loi (*lex principis*) serait donc un nouveau titre légitime en vertu duquel on peut exiger et accepter de l'emprunteur une certaine valeur (le taux légal) au-dessus de la chose prêtée. La question de savoir si cette opinion théologique peut être soutenue et suivie dans la pratique a été proposée, pour un cas spécial, à la sacrée congrégation de la pénitencerie. Celle-ci, sans donner précisément une réponse défavorable à cette opinion théologique, n'a pourtant résolu cette question que d'une manière provisoire, en disant que le pénitent en question ne doit pas

Digitized by Google

être inquiété (obligé à la restitution), pourvu qu'il soit de bonne foi et disposé à se soumettre à la décision du Saint-Siége.

A cause de la haute importance pratique que présente cette question, on demande au concile du Vatican de la décider d'une manière définitive [1].

[1] Cf. Recueil, p. I, sect. III, 13.

Digitized by Google

Digitized by Google

DEUXIÈME PARTIE

LA DISCIPLINE

PREMIÈRE SECTION

Schèmes relatifs à la discipline.

Par rapport à la discipline aucune *constitution* n'a été encore promulguée par le concile du Vatican. C'est pourquoi nous avons à nous occuper ici seulement, d'une part, des schèmes relatifs à la discipline distribués aux Pères du concile, et, d'autre part, des propositions présentées sur ce point.

Quant aux schèmes, nous avons à nommer ici les suivants :

1. « Sur les évêques, les synodes et les vicaires généraux ; »
2. « Sur le petit catéchisme ; »
3. « Sur la vie et les devoirs des prêtres ; »
4. « Sur la vacance des siéges épiscopaux ; »
5. « Sur les obligations relatives aux messes ; »
6. « Sur les titres d'ordination. »

Digitized by Google

Les quatre premiers ont été déjà discutés d'une manière approfondie dans les congrégations générales. Ces discussions verbales donnèrent lieu à un retouchement du schème, travail qui a été réellement exécuté ou du moins commencé dans la commission établie pour les lois disciplinaires.

I. — SCHÈME D'UNE CONSTITUTION « SUR LES ÉVÊQUES, LES SYNODES ET LES VICAIRES GÉNÉRAUX ».

Ce schème est divisé en sept chapitres. Dans le *premier*, intitulé : « De la charge épiscopale, » il traite moins des devoirs particuliers des évêques qu'il ne réduit la nature de toute la charge pastorale à un seul point de vue, savoir que l'évêque doit se dévouer entièrement au troupeau qui lui a été confié, pour concentrer sur le bien spirituel de ce troupeau toutes ses pensées, ses sollicitudes et ses travaux. Par rapport aux besoins spéciaux de notre époque, on insiste ensuite plus particulièrement sur la sollicitude que l'évêque doit montrer pour la pureté de la doctrine, pour la bonne éducation du clergé, pour la défense des droits et des libertés de l'Église. Enfin le schème exprime la confiance que les autorités civiles accorderont leur protection aux efforts et aux travaux des pasteurs de l'Église, bien persuadées qu'elles agiront ainsi dans leur propre intérêt.

Le *deuxième* chapitre traite de l'obligation de la résidence des évêques; le *troisième*, « de la visite de leurs diocèses; » le *quatrième*, de la « *visitatio sacrorum liminum apostolorum;* » le *cinquième*, « des conciles provin-

Digitized by Google

ciaux, » qui doivent avoir lieu au moins tous les *cinq* ans (le concile de Trente, comme on sait, les avait fixés à tous les trois ans); le *sixième,* « des synodes diocésains,» pour lesquels il est ordonné qu'ils soient tenus au moins tous les *trois* ans, tandis que le concile de Trente avait prescrit leur célébration annuelle; le *septième,* enfin, traite des « vicaires généraux ». Il y est réglé que le vicaire général ait atteint au moins la trentième année (le droit commun demande seulement vingt-cinq ans), qu'il soit prêtre(le droit commun demande seulement qu'il soit clerc), et qu'il ne soit pris ni parmi les chanoines pénitenciers (*canonici pœnitentiarii*) ou les curés, ni parmi les plus proches parents (frères ou neveux) de l'évêque. Pour chaque diocèse il ne doit pas y en avoir plus de deux ou de trois, et ceux-ci doivent alors être d'un rang égal. On ne nommera pas de vicaires généraux honoraires. (Les deux derniers articles se rapportent à divers diocèses de France.)

II. — SCHÈME D'UNE CONSTITUTION « SUR LE PETIT CATÉCHISME ».

La composition de ce schème a été motivée par les inconvénients nombreux qui résultent pour le peuple chrétien de la multitude et de la diversité des catéchismes. Le petit nombre des fidèles, en effet, quand ils trouvent, dans les catéchismes qu'ils rencontrent à un âge plus avancé ou en d'autres régions, les vérités de la religion exprimées autrement que dans celui qu'on leur a fait apprendre dans leur enfance, sont assez éclairés pour découvrir la même doctrine sous les formules diffé-

Digitized by Google

rentes. Il est donc à craindre que cette diversité dans la méthode employée pour l'instruction sur les vérités religieuses en d'autres temps et en d'autres lieux, ne les empêche de bien saisir le sens de ces vérités catholiques et qu'ils ne fassentainsi naufrage par rapport à l'unité de la foi même.

Déjà autrefois les papes, comme les conciles provinciaux, avaient reconnu ces inconvénients et cherché à y remédier sans que toutefois leurs efforts aient eu tout le succès désirable. Dans les temps plus récents le mal s'est même aggravé, parce que, principalement par suite de nouvelles circonscriptions des diocèses, on est arrivé à ce point que quelquefois plusieurs catéchismes étaient en usage dans le même diocèse. Avec les relations si étendues et les déplacements de domicile si fréquents à notre époque, les suites pernicieuses de cette grande diversité des catéchismes en usage dans les divers diocèses, les diverses provinces et les différents pays doivent se montrer encore à un plus haut degré.

Le schème, présenté primitivement aux Pères du concile, discuté dans plusieurs congrégations générales, a été remanié ensuite au sein de la commission des lois disciplinaires d'après les indications fournies par cette discussion et d'après les amendements proposés par divers membres du concile. Ayant été soumis de nouveau à la discussion dans les congrégations générales, le schème retouché a été accepté par les Pères du concile, dans un vote provisoire, à une grande majorité. On y rappelle d'abord la grande sollicitude montrée par le concile de Trente pour l'instruction donnée à la jeunesse chrétienne en forme de catéchisme. Le schème expose ensuite brièvement que le Saint-Siége, sur la demande de ce concile, fit composer et publier le catéchisme (destiné aux curés),

Digitized by Google

et que ce même Siége apostolique a en outre pris soin de faire rédiger par le cardinal Bellarmin un petit catéchisme à l'usage de la jeunesse chrétienne, en recommandant ce nouveau catéchisme aux évêques et aux curés. (Clem. VIII Brev. *Pastoralis*, 15 julii 1598; Benedict. XIV Const. *Etsi minime*, 7 febr. 1742.)

Cette introduction est suivie du projet de décret qui porte qu'en se servant du catéchisme de Bellarmin et d'autres catéchismes d'une valeur éprouvée, il soit fait un nouveau catéchisme en langue latine, pour qu'il serve à l'instruction de la jeunesse dans tous les pays, après que les évêques de ces pays l'auront fait traduire d'un commun accord dans la langue vulgaire. Cependant les évêques auront toujours la liberté d'ajouter à ce petit catéchisme des explications plus étendues, selon que les besoins de leurs diocèses les rendent nécessaires. Toutefois ces additions doivent toujours rester distinctes du texte même du petit catéchisme.

Enfin le schème recommande de nouveau vivement aux curés le catéchisme romain, comme un moyen très-utile dont ils peuvent se servir eux-mêmes pour la méthode du catéchisme et l'explication des vérités qu'il contient.

III. — SCHÈME D'UNE CONSTITUTION « SUR LA VIE ET SUR LES DEVOIRS DES PRÊTRES ».

Ce schème, discuté également dans plusieurs congrégations générales et renvoyé ensuite à la commission instituée pour les lois disciplinaires, afin qu'il y fût remanié, rappelle dans le *premier* chapitre les prescrip-

Digitized by Google

tions salutaires du concile de Trente sur le même objet (Conc. Trid. sess. XIV, Decret. *de Reform.*, Proœm. et cap. VI; — sess. XXII, cap. *de Reform.*), auxquelles il ajoute ensuite diverses autres prescriptions conformes aux besoins de notre époque.

Dans le *deuxième* chapitre il parle d'abord du *bréviaire*, et il déclare de nouveau que la récitation de l'office divin est une obligation sacrée pour tous les clercs entrés dans les saints ordres, même pour ceux qui ne possèdent pas de bénéfice. Puis il traite de la *mission canonique de l'Ordinaire*, indispensable à tous ceux qui sont chargés d'un enseignement religieux, à quelque degré que ce soit. Le schème recommande ensuite d'une manière pressante l'usage des exercices spirituels à tous les prêtres, particulièrement aux confesseurs et à tous ceux qui sont employés au ministère des âmes, en statuant qu'ils se livrent à ces exercices salutaires au moins tous les trois ans. Enfin il exprime le vœu que les évêques prennent soin d'assurer aux prêtres vieillis et épuisés au service de l'Église, une existence convenable, exempte de souci, soit dans un établissement diocésain, soit de quelque autre manière.

Dans le *troisième* chapitre se trouvent renouvelés les decrets du concile de Trente relatifs à la correction et à la punition des prêtres indignes (Conc. Trid. sess. XXV, cap. V et XIV).

Digitized by Google

IV. — SCHÈME D'UNE CONSTITUTION « SUR LA VACANCE DU SIÉGE ÉPISCOPAL. »

Ce schème avait été discuté dans les congrégations générales, et renvoyé avec les schèmes précédents à la commission des lois disciplinaires pour y être remanié. Car, par suite des expériences faites à notre époque dans les divers diocèses et les diverses provinces ecclésiastiques, un grand nombre de Pères du concile eux-mêmes avaient cru très-désirable une régulation nouvelle de la matière traitée dans ce schème.

Le schème comprend trois chapitres.

Dans le *premier* chapitre, il reprend les prescriptions du concile de Trente sur ce point (sess. XXIV, cap. XVI *de Reform.*), d'après lesquelles le chapitre de la cathédrale doit nommer un vicaire capitulaire dans les huit jours qui suivent la mort de l'évêque, en ajoutant, comme une nouvelle disposition, que l'évêque nouvellement élu, nommé ou désigné, ne doit pas être installé comme vicaire capitulaire, ou qu'il ne doit pas rester dans cette charge s'il y avait été nommé. Ensuite, comme en plusieurs cas on a vu à cet égard une pratique différente, on a ajouté au projet de décret la déclaration faite plus d'une fois par la sacrée congrégation des évêques et des réguliers et par celle du concile de Trente, à savoir que le chapitre, en nommant un vicaire capitulaire, ne doit se réserver à lui-même aucune espèce de juridiction. Enfin, dans le cas du siége empêché (*sedes impedita*) par suite de l'emprisonnement ou de l'enlèvement violent de l'évêque, le schème propose d'établir comme règle la pratique suivie

Digitized by Google

de nos jours par le Saint-Siége, par exemple à l'occasion de l'emprisonnement de l'archevêque de Cologne, c'est-à-dire que le gouvernement du diocèse n'incombe pas au chapitre, comme si le siége était devenu vacant par la mort de l'évêque[1], mais qu'il reste toujours au vicaire généralde l'évêque ou à un autre désigné par l'évêque, jusqu'à ce que le Saint-Siége ait pris d'autres dispositions.

Dans le *second* chapitre, le schème propose de renouveler cette prescription ancienne que la puissance spirituelle du vicaire capitulaire ne s'exerce que dans les limites fixées par le droit commun, qu'en particulier le vicaire capitulaire ne peut pas conférer des bénéfices de libre collation (*beneficia liberæ collationis*)[2].

Aux anciennes prescriptions du droit commun le schème ajouta cette disposition nouvelle que, même après qu'il s'est écoulé une année entière depuis la vacance du siége, le vicaire capitulaire ne peut délivrer des lettres dimissoriales pour l'ordination (*litteras dimissorias ad ordines*) qu'avec le consentement du chapitre donné par la voie du scrutin secret (*cum consensu capituli per secreta suffragia requirendo*). Jamais, dit encore le schème, des lettres dimissoriales ne doivent être accordées, pendant la vacance du siége, à ceux qui ont été repoussés par l'évêque défunt. De plus, pendant ce même temps, l'incorporation d'un prêtre étranger dans un diocèse, ou l'excorporation d'un prêtre appartenant à ce diocèse, ne doit pas avoir lieu sans une permission expresse du Siége apostolique.

1 Cf. la décrétale opposée de Boniface VIII : *Si Episcopus a paganis* (cap. III, de Suppl. negl. in VI).

2 Par bénéfices de libre collation, on entend ceux qui ne sont pas soumis au droit de patronage, et que l'évêque confère par sa seule autorité.

Digitized by Google

Dans le *troisième* chapitre, le schème propose, par rapport aux diocèses ou aux vicariats apostoliques situés dans des pays bien éloignés d'Europe, de renouveler, pour le cas de leur vacance par la mort des évêques ou des vicaires apostoliques, les prescriptions données par Benoît XIV[1]. D'après ces prescriptions, on doit, après la mort de l'évêque, nommer immédiatement un vicaire ou administrateur du diocèse. Cette nomination se fera, dans les diocèses où existe un chapitre, ou par les chanoines seuls, si tel est l'usage, ou bien par les chanoines avec d'autres prêtres d'après la coutume établie. Dans les diocèses qui n'ont pas de chapitre, cette nomination se fera soit par les curés seuls, soit par les curés avec d'autres prêtres, si l'usage le voulait ainsi jusque-là.

Là où il n'y a point de curés proprements dits, mais seulement des missionnaires travaillant isolément et qui, à la mort de l'évêque, ne peuvent pas se réunir pour choisir un administrateur du diocèse, le vicaire général de l'évêque défunt continuera purement et simplement ses fonctions d'administrateur du diocèse avec tous les pouvoirs qui conviennent au vicaire capitulaire. De même, pour les vicariats apostoliques, chaque vicaire apostolique nommera dans les rangs du clergé séculier un vicaire général auquel, après sa mort, passera immédiatement l'administration du vicariat, avec toutes les facultés que possédait le vicaire apostolique défunt, jusqu'à ce que le Saint-Siége ait pris d'autres dispositions. Et, pour qu'il n'y ait pas d'interruption dans le gouvernement, si ce pro-vicaire mourait avant l'arrivée du nouveau vicaire apostolique nommé par le Saint-Siége,

[1] Cf. Benedict. XIV, *Ex sublimi*, 26 januarii 1753, et *Quam ex sublimi*, 8 augusti 1755.

Digitized by Google

le pro-vicaire aura à désigner un autre prêtre propre à cette charge, auquel passera l'administration du vicariat, s'il venait lui-même à mourir.

Dans les Églises du rite oriental qui n'ont pas de chapitre compétent pour nommer un vicaire capitulaire, l'administration du diocèse passera immédiatement au vicaira général de l'évêque défunt, jusqu'à ce que le métropolitain ou le patriarche ait pu y pourvoir autrement.

V. — SCHÈME D'UNE CONSTITUTION « SUR LES OBLIGATIONS RELATIVES AUX MESSES ».

Ce schème n'est pas encore parvenu à la discussion.

Il propose de renouveler, par rapport aux obligations résultant des honoraires de messes, les décrets portés par les papes Urbain VIII et Innocent XII[1], mais qui toujours encore ne sont pas suffisamment observés partout.

En vertu de ces décrets, la réduction et la commutation des obligations pour les messes sont réservées au Saint-Siége. Les papes ordonnent en outre, *primo* que les fonds donnés pour les fondations de messes soient placés sûrement et que l'aliénation des immeubles ne soit pas permise ; *secundo* que pour l'acceptation de messes fondées l'autorisation de l'Ordinaire soit obtenue et que les biens appartenant à cette fondation soient mis à l'abri de tout danger ; *tertio* qu'on n'accepte pas de nouvelles fondations avant de s'être assuré que, par suite des fondations déjà existantes, il n'y aura pas de surcharge qui

[1] Const. Urban. VIII : *Cum sæpe*, 21 junii 1625.— Innoc. XII, *Nuper*, 23 decembr. 1697.

Digitized by Google

rendra trop difficile ou même entièrement impossible l'acquittement de nouvelles messes. Pour prévenir à cet égard toute erreur, on fera une liste exacte de toutes les obligations de messes, liste qui sera mise en évidence dans les sacristies des églises où ces fondations existent. Dans ce même but, on aura encore dans les sacristies deux autres livres : dans l'un on inscrira les obligations à remplir pour toujours ou pour un temps déterminé (*onera perpetua et temporalia*), et dans l'autre les honoraires donnés de la main à la main (*stipendia manualia*), en marquant aussi dans ces livres l'accomplissement des obligations de l'une et de l'autre espèce. Tous les ans un compte exact sera rendu sur toutes ces obligations. Enfin, pour que personne ne puisse à ce sujet prétexter l'ignorance et pour que la connaissance de ces décrets ne puisse pas se perdre avec le temps, il est ordonné qu'ils soient affichés dans les sacristies.

En outre le schème propose au concile de décréter que dans chaque diocèse on fasse une liste des fondations de messes de toutes les églises du diocèse, pour que cette liste soit conservée dans les archives du vicariat général.

On propose d'accorder aux évêques la faculté, dans le premier synode diocésain à tenir après le concile du Vatican, de faire une réduction des messes fondées, selon qu'ils le jugeront convenable en conscience, et en se réglant sur le décret du concile de Trente (sess. XXV, cap. IV *de Reform*)

Enfin on propose au concile de rappeler de nouveau la défense de tout ce qui, par rapport aux honoraires de messes, sent le commerce (*mercimonium missæ stipendiorum*) et de renouveler ce que le concile de Trente dit dans son décret « *de observandis et evitandis in ce-*

Digitized by Google

lebratione missæ » (Sess. XXII), ainsi que la constitution *Quanta cura* de Benoît XIV.

VI. — SCHÈME D'UNE CONSTITUTION « SUR LES TITRES D'ORDINATION ».

Ce schème n'a été non plus l'objet d'aucune délibération conciliaire. Il veut que les dispositions rigoureuses qui étaient en vigueur dans l'Église jusqu'à présent, particulièrement les décrets que le concile de Trente (sess. XXI, cap. II) a portés sur cet objet, soient adoucies et modifiées de façon à être mieux en harmonie avec les circonstances de notre temps.

En effet, presque partout l'Eglise est plus ou moins dépouillée de ses biens, et elle n'a plus de bénéfices qui puissent servir de titre d'ordination. D'autre part, les ordinands sont presque toujours trop pauvres pour qu'ils puissent fournir le titre de patrimoine (*titulus patrimonii*) dans la forme exigée par les règles canoniques. Il serait donc désirable qu'on permît aux évêques, pour les délivrer de tous les embarras où les mettent les circonstances actuelles, d'ordonner, lors même que les ordinands ne peuvent fournir, dans la forme strictement canonique, le titre du bénéfice ou le titre de patrimoine, ceux dont ils ont besoin pour le service des églises et qu'ils jugent aptes à ces fonctions, en se contentant d'un titre de patrimoine quelconque, mais reconnu suffisant et garanti le plus possible, ou même, lorsque ce titre ne peut non plus être présenté, du titre du service de leur diocèse en général (*titulus servitii*)[1].

[1] Cf. Recueil, p. II, sect. I, 1-6.

Digitized by Google

DEUXIÈME SECTION

Propositions relatives à la discipline.

Les propositions disciplinaires présentées à la commission des *postulata* n'ont pas, aux schèmes disciplinaires dont nous venons de parler, la même relation de dépendance dans laquelle se trouvent les propositions dogmatiques par rapport aux schèmes dogmatiques. Ces propositions ont été provoquées en petit nombre seulement par les délibérations conciliaires; presque toutes sont dues à l'initiative des Pères du concile. Les unes sont présentées par des évêques isolés, d'autres par des groupes d'évêques, plus généralement par les évêques d'une même province ecclésiastique ou d'un même pays. Les évêques expriment dans ces propositions soit leurs expériences pratiques personnelles, soit le résultat des délibérations communes où les évêques avaient échangé leurs idées, et qui, dans certains pays, avaient eu lieu déjà avant l'ouverture du concile. Voilà pourquoi nous n'avons pas à nous tenir, dans l'exposition de ces propositions, à l'ordre des schèmes cités plus haut. Néanmoins, en résumant ici brièvement ces propositions, nous commencerons, comme les schèmes, par celles qui se rapportent aux personnes ecclé-

Digitized by Google

siastiques, au clergé supérieur et au clergé inférieur. Dans le Recueil des documents où le texte des propositions est cité intégralement, nous les ferons succéder simplement d'après la nationalité de leurs auteurs, parce qu'elles comprennent généralement plusieurs objets différents, et qui souvent n'ont aucun rapport les uns avec les autres.

I. — PROPOSITIONS RELATIVES AUX CARDINAUX ET AUX ÉVÊQUES

a) *Propositions touchant l'élection des cardinaux.*

Comme dans le sacré collége des cardinaux et en général dans les congrégations et les tribunaux de Rome, sont traitées les affaires des Églises de tout l'univers catholique, comme il est par conséquent de la plus haute importance que parmi les membres de ces colléges se trouvent des hommes d'un talent remarquable, d'une grande expérience et d'une vertu éprouvée, on prie le concile d'exprimer le vœu que pour la création de nouveaux cardinaux, d'une part on ait égard à l'expérience étendue dans les choses de la vie ecclésiastique comme à l'habileté dans les affaires d'administration, et que d'autre part aussi on fasse entrer dans le sacré collége et dans les congrégations romaines, le plus possible des hommes de toutes les nations, afin que les besoins et les intérêts des diverses nations chrétiennes y soient non-seulement défendus, mais encore défendus par des hommes qui connaissent ces besoins par leur expérience personnelle [1].

[1] Cf. Recueil, p. II, sect. II, 1.

Digitized by Google

b) *Propositions touchant l'élection ou la nomination des évêques.*

Comme les lois les plus salutaires sont inefficaces si l'on ne prend en même temps soin d'en assurer l'exécution, et que l'ordre et la stabilité de la famille doivent nécessairement chanceler, quand le père et le protecteur de la famille se rend coupable de négligence et d'infidélité, on propose de deux différents côtés que les décrets et les exhortations si salutaires du concile de Trente, en ce qui concerne l'élection ou la nomination consciencieuse des évêques, soient rappelés de nouveau et inculqués vigoureusement. (Cf. sess. XXIV, cap. 1, *norma procedendi ad creationem episcoporum et cardinalium* [1].)

c) *Proposition relative à une nouvelle circonscription de certains diocèses.*

Comme certains diocèses sont d'une étendue tellement considérable que les forces d'un seul homme ne suffisent pas pour les administrer exactement et avec fruit, on propose que le concile s'emploie à obtenir la division ou une circonscription différente de ces diocèses trop étendus [2].

d) *Propositions concernant la limitation des exemptions de la juridiction épiscopale.*

Comme les divers priviléges et les exemptions de la juridiction épiscopale accordés aux prélats du clergé séculier ou du clergé régulier troublent de bien des ma-

1 Recueil, p. II, sect. II, 7-8.
2 *Ibid.*, 2.

Digitized by Google

nières l'ordre qui doit régner dans l'Eglise, et donnent lieu à des rixes et à des dissensions scandaleuses, comme aux désordres les plus regrettables, on propose que le concile veuille prévenir et empêcher ces dangers et ces inconvénients, soit en limitant sagement, soit en supprimant tout à fait ces priviléges et ces exemptions qui amoindrissent dans son exercice la juridiction épiscopale. Une double proposition a été présentée sur ce sujet [1].

e) *Propositions touchant les facultés accordées aux évêques.*

On demande que les facultés extraordinaires qui, sous le nom de facultés quinquennales, triennales ou annuelles, sont accordées aux évêques par le Saint-Siége pour une durée déterminée de cinq ans, de trois ans ou d'une année seulement, en sorte qu'elles doivent être renouvelées régulièrement au bout de cet espace de temps, leur soient conférées à l'avenir pour toute la durée de leur administration épiscopale. On propose la même chose par rapport à toutes les facultés extraordinaires qui, d'après la pratique d'aujourd'hui, ne sont d'ordinaire accordées aux évêques, en faveur des âmes confiées à leur sollicitude pastorale, que pour un nombre déterminé de cas [2].

Une autre proposition tend à faire accorder aux évêques le droit de dispenser leurs diocésains, même des lois générales de l'Eglise, quand ils le jugent nécessaire après y avoir mûrement réfléchi, dans tous les cas que le Saint-Siége ne s'est pas expressément réservés. En même temps cette proposition exprime le désir que ces réserves

[1] Recueil, p. II, sect. II, 9 et 10.
[2] *Ibid.*, 1 et 2.

Digitized by Google

n'aient lieu que pour les choses les plus importantes [1].

Cette même proposition demande également que le décret connu du concile de Trente (sess. XXIV, *de Reform.* cap. VI), en vertu duquel les évêques peuvent dispenser de toutes les irrégularités et toutes les suspensions qui proviennent d'un *délit occulte,* et absoudre leurs diocésains, même des cas réservés au Saint-Siége, lorsqu'ils sont occultes, soit étendu aux réserves établies après le concile de Trente, puisque les mêmes raisons qui ont donné lieu à ce décret et qui persistent toujours, militent en faveur de cette extension des facultés épiscopales [2].

f) *Par rapport à l'appel au Saint-Siége.*

La même proposition exprime le désir de voir décrété par le concile que ces appels n'aient jamais lieu en passant par-dessus la seconde instance judiciaire, et qu'ils ne soient admis que pour les cas plus graves, nettement déterminés dans le droit [3].

g) *Quant à la concession de distinctions honorifiques, de titres et de priviléges.*

Cette proposition demande que ces concessions ne soient jamais faites par le Saint-Siége à des ecclésiastiques vivant hors de Rome, sans que préalablement leurs Ordinaires aient été consultés.

De même elle voudrait qu'on défendît aux évêques de nommer chanoines honoraires de leurs chapitres les prêtres d'autres diocèses, sans qu'ils aient entendu l'avis des Ordinaires de ces derniers [4].

1 Recueil, p. II, sect. II, 1.
2 *Ibid.*
3 *Ibid.*
4 *Ibid.*

Digitized by Google

h) *Par rapport aux relations entre les chapitres des cathédrales et les évêques.*

La même proposition voudrait que ces relations fussent déterminées par des lois précises, de telle façon que les occasions de rixes et de dissensions scandaleuses fussent entièrement écartées [1].

i) *En ce qui concerne la célébration des conciles.*

On propose que des *conciles généraux* soient convoqués régulièrement à des époques fixées, par exemple tous les vingt ans, et que, pour sauvegarder et protéger les intérêts religieux d'une même nation, on tienne de temps en temps des *conciles nationaux*. On voudrait aussi que le concile pressât la célébration régulière des conciles provinciaux et des synodes diocésains, et qu'on fixât pour la périodicité des premiers l'espace de *cinq* ans, et pour celle des derniers l'espace de *trois* ou de *cinq* ans [2].

II. — PROPOSITIONS RELATIVES AU CLERGÉ EN GÉNÉRAL

a) Quant à *l'éducation des aspirants au sacerdoce, sous le rapport de la science et de la piété* (*de l'ascèse*), on propose que le concile renouvelle, pour en presser l'observation, les prescriptions du concile de Trente relatives à l'érection de grands séminaires. Pour le cas où l'érection de ces séminaires ne serait pas possible dans quelques diocèses, on voudrait voir ordonné que les aspirants au sacerdoce de ces diocèses entrent dans les séminaires des diocèses voisins, pour s'y préparer à la réception des saints ordres.

1 Recueil, p. II, sect II, 1.
2 *Ibid.*

Digitized by Google

Les auteurs d'une proposition désirent que dans ces établissements ecclésiastiques on cultive avec soin, outre les études théologiques proprement dites, l'étude des langues hébraïque et grecque, pour que les élèves deviennent capables de défendre efficacement les enseignements de l'Eglise.

On demande de plus l'intervention du concile pour que, en dehors des établissements diocésains ordinaires, on érige, dans chaque province ecclésiastique ou dans chaque pays, des établissements où se donne un enseignement théologique supérieur, à l'*instar* de ceux qui existent dans la ville de Rome ou de celui qui a été créé pour la Belgique, en faveur des prêtres ou des aspirants au sacerdoce qui veulent se consacrer aux hautes études théologiques et à la culture des sciences sacrées.

On désire sans doute que dans ces établissements les grades académiques soient conférés comme une distinction honorifique à ceux qui ont excellé par leurs succès dans la science; mais on exprime en même temps le vœu que ces distinctions, pour qu'elles servent au but qu'on se propose, savoir d'éveiller et de maintenir l'ardeur pour les études supérieures, ne soient accordées qu'à ceux dont les mérites réels ont été suffisamment constatés.

b) *Quant à la culture de la science et de la piété de la part des prêtres occupés au ministère des âmes*, on demande au concile, par rapport à la science, de vouloir ordonner que tous les prêtres se présentent chaque année, pendant six ou sept ans, à la commission établie par l'évêque, pour se soumettre à un examen sur les matières théologiques, et que l'objet de ces examens soit disposé de manière que dans ces six ou sept ans toute la théologie soit passée en revue.

Digitized by Google

On voudrait aussi que des conférences théologiques aient lieu dans tous les diocèses six ou sept fois par an, conférences auxquelles doivent prendre part tous les prêtres du diocèse, chacun dans le district auquel il appartient, soit par la rédaction de travaux écrits, soit par la discussion orale, faite en commun, des questions proposées par l'évêque sur la théologie spéculative ou pratique [1].

Par rapport à la piété ecclésiastique, on propose au concile de recommander aux prêtres la vie commune et d'obliger tous les prêtres à se livrer dans la retraite aux exercices spirituels tous les ans, ou du moins tous les deux ans, et à se confesser fréquemment, c'est-à-dire tous les huit ou au moins tous les quinze jours [2].

c) *Quant au ministère pastoral,* on propose que le concile insiste le plus possible auprès du clergé sur l'éminente sainteté des devoirs qu'impose ce ministère, et dont l'exact accomplissement est aujourd'hui d'une si haute importance à cause du matérialisme et de l'incrédulité qui règnent dans notre siècle. On prie en particulier de rappeler aux pasteurs des âmes et à leurs auxiliaires, en considération des tourments actuels, leurs devoirs par rapport aux écoles et aux établissements charitables de leurs paroisses, par rapport à l'instruction religieuse et à l'éducation de la jeunesse, aux soins à donner aux enfants pour les préparer à la première confession et à la première communion, à l'instruction plus étendue des fidèles par ce que l'on appelle en France les catéchismes de persévérance, aux conditions requises pour qu'ils exercent d'une manière vraiment utile aux

[1] Recueil, p. II, sect. II, 1.
[2] *Ibid.*, 1 et 12.

Digitized by Google

âmes le ministère de la prédication, en annonçant vraiment la parole *divine*, c'est-à-dire Jésus Christ avec sa grâce et sa vérité, afin que par cette prédication les ignorants soient éclairés, que les pécheurs soient ébranlés et amenés à une pénitence salutaire, et que les justes soient maintenus dans la voie de la justice [1].

d) *Quant à la nomination aux charges ecclésiastiques*, deux propositions ont été faites.

La première est relative aux patronages laïques, dont, comme l'expérience de tous les jours le fait voir, on abuse souvent au préjudice des paroisses et des âmes immortelles. On propose pour cette raison que le concile prenne de sages mesures pour empêcher ces graves abus et écarter ces inconvénients, et l'on pense que ce serait déjà une amélioration importante si le concile ordonnait qu'à l'avenir les patrons soient tenus de choisir parmi trois candidats qui leur seront désignés par l'Ordinaire.

La seconde proposition concerne le concours prescrit par le concile de Trente (sess. XXIV, *de Reform.*, cap. XVIII), pour les paroisses vacantes. On y fait remarquer que les dispositions de ce décret du concile de Trente ne sont plus en harmonie, dans la plupart des diocèses, avec les circonstances actuelles; que d'ailleurs, dans beaucoup de diocèses, le concours spécial, tel que l'exige ce décret, n'a encore jamais eu lieu, à cause des grandes difficultés qu'il entraîne. Aussi, comme l'expose la proposition, a-t-on, dans plusieurs diocèses, avec la permission du Saint-Siége, substitué à ce concours spécial, qui avait lieu en particulier pour chaque paroisse vacante, un concours appelé général, c'est-à-dire un examen ayant

2 Cf. Recueil, p. II, sect. II, 1 et 2.

Digitized by Google

lieu tous les ans, dans le but d'éprouver successivement tous les prêtres du diocèse quant à leur aptitude au ministère pastoral. La proposition faite à cet égard par des évêques de divers pays, tend à ce que le décret indiqué du concile de Trente soit modifié de manière à mieux répondre aux conditions dans lesquelles se trouvent actuellement la plupart des diocèses, ou plutôt, comme les divers diocèses sont sous ce rapport dans des conditions très-différentes, qu'on laisse aux évêques mêmes le soin de déterminer, après y avoir réfléchi consciencieusement, quel mode d'examen serait, par rapport à leurs diocèses, le plus convenable pour s'assurer de la dignité et de l'idonéité de ceux qui aspirent aux cures vacantes. En toute hypothèse, disent les auteurs de cette proposition, il ne faut pas moins faire attention dans cet examen à la dignité morale, au zèle des âmes et à la prudence pastorale qu'à l'aptitude scientifique[1].

e) *Quant à l'amovibilité des prêtres*, une proposition fait ressortir les grandes difficultés que rencontrent les autorités ecclésiastiques, quand elles se voient obligées à procéder formellement, d'après les règles du droit canon, contre des prêtres pourvus d'un bénéfice et des curés *inamovibles*. Rarement ces procédures formelles peuvent avoir lieu sans être l'occasion de grands scandales. En général, elles causent aussi des retards qui nuisent gravement au bien spirituel des paroisses. En considération de ces motifs, on demande au concile d'accorder la faculté de retirer à un curé son bénéfice, même sans instruire son procès selon les formes prescrites par le droit canonique, lorsqu'il est indubitablement certain que ce curé s'est rendu coupable de crimes tellement

[1] Cf. Recueil, p. II, sect. II, 1, 2 et 3.

Digitized by Google

graves qu'au jugement mûrement pesé de l'évêque et de ses conseillers (de la commission établie pour examiner les aspirants aux cures et prononcer sur leur dignité et leur idonéité au ministère paroissial), il ne peut pas rester dans ses fonctions sans scandale et sans nuire au bien spirituel de sa paroisse. Une proposition désire en particulier qu'aux causes qui rendent légitime la privation du bénéfice, on ajoute encore les causes suivantes : *Simplex fornicatio notoria, concubinatus manifestus, ebrietas necnon prodigalitas incorrigibilis et scandalosa.*

A cette proposition se rattache une autre proposition où l'on remarque la même tendance. Elle demande qu'il soit permis aux évêques de changer un curé de paroisse ou de le pensionner, même contre sa volonté, quand il est indubitablement prouvé que ce curé ne peut pas faire le bien dans une paroisse déterminée [1].

f) *Quant à l'établissement de maisons communes pour les prêtres*, on propose au concile de décréter que dans tous les diocèses on fonde des maisons communes pour tous les prêtres qui ne sont pas employés au ministère des âmes et qui n'ont pas d'autres fonctions à remplir, pour qu'ils s'y puissent livrer en commun à la prière et à l'étude.

Par ces sortes d'établissements on voudrait faire éviter aux prêtres les écueils contre lesquels s'est brisée si souvent leur vertu, savoir, une vie oisive et sans but déterminé. Quant aux dépenses que nécessitent l'érection et l'entretien de ces maisons, on propose, si les ressources fournies par ces prêtres eux-mêmes ne suffisent pas, et s'il n'y a pas d'autres fonds diocésains qui puis-

[1] Cf. Recueil, p. II, sect. II, 2 et 6.

Digitized by Google

sent être appliqués à ce but, qu'on ait recours à la charité et à la libéralité des fidèles. Si des difficultés trop considérables s'opposaient à l'établissement de ces maisons dans quelque diocèse, on voudrait que le concile imposât du moins aux prêtres qui ne sont pas occupés au ministère des âmes ou à d'autres fonctions ecclésiastiques l'obligation rigoureuse de consacrer, en dehors de la récitation du saint office, une certaine partie de la journée à l'étude, aux lectures spirituelles et à la méditation [1].

g) *Quant au titre d'ordination,* on propose, pour les mêmes raisons que fait valoir le schème dont nous avons déjà parlé, que si le titre canoniquement nécessaire ne peut être fourni par les ordinands, ceux-ci puissent être ordonnés simplement *titulo servitii Ecclesiæ vel diœcesis,* si d'ailleurs leur évêque les juge dignes d'être admis aux saints ordres [2].

III. — PROPOSITIONS RELATIVES AUX RÉFORMES DANS LA LÉGISLATION ECCLÉSIASTIQUE DU MARIAGE

Le plus grand nombre des propositions présentées à la commission des *postulata* se rapportent à ces réformes dans la discipline ecclésiastique relative au mariage. De plus, une chose tout particulièrement remarquable, c'est que ces propositions, bien qu'elles soient nées indépendamment les unes des autres et qu'elles partent de groupes d'évêques des pays les plus différents, s'ac-

1 Recueil, p. II, sect. II, 13.
2 *Ibid.*, 6.

Digitized by Google

cordent néanmoins sur plusieurs points d'une manière si frappante qu'on peut regarder la réforme dans cette branche de la discipline ecclésiastique comme une nécessité universellement sentie. Le sentiment de cette nécessité a été surtout éveillé et augmenté par le mariage civil, qui est introduit ou du moins sur le point d'être introduit dans tous les pays du monde. Aussi plusieurs propositions font-elles valoir expressément cette considération. En effet, les motifs qu'on allègue pour demander cette réforme, et qui sont à peu près les mêmes dans toutes les propositions faites sur cette matière, peuvent se ramener aux points suivants : On s'appuie d'abord sur ce mariage civil établi presque partout. Or pour le mariage civil, la plupart des empêchements canoniques actuellement existants sont regardés comme non avenus. C'est pourquoi il est, dans l'état actuel du droit canonique qui règle le mariage, un danger toujours menaçant pour la moralité des fidèles. On fait remarquer ensuite que, à cause de la grande facilité des communications, les changements de domicile sont devenus extrêmement fréquents à notre époque, d'où il résulte qu'il est aujourd'hui souvent très-difficile de constater la présence des empêchements qui s'opposent à la célébration d'un mariage. Ces circonstances semblent rendre bien désirable la diminution de ces empêchements canoniques; car dans les conditions actuelles on ne voit pas d'autres moyens de prévenir efficacement le danger qui menace beaucoup de mariages d'être contractés d'une manière invalide. En outre, par rapport aux empêchements mêmes dont la suppression complète ne paraît pas opportune pour des raisons d'un ordre plus élevé, mais dont la dispense est néanmoins, dans certains cas, une sorte de nécessité morale, on est

Digitized by Google

exposé, quand il faut demander cette dispense au Saint-Siége, à des retards presque inévitables qui sont pour les intéressés une source de graves embarras et de dangers, et pour les autres une cause de toutes sortes de scandales. Enfin, plusieurs des formules et des précautions qui, dans le style de la curie romaine sont employées pour la concession des dispenses ou qui y sont ajoutées, compromettent souvent la validité des mariages contractés en vertu de ces dispenses, ou du moins elles font naître toutes sortes de doutes et de difficultés par rapport à leur validité.

Voici donc les propositions de réforme présentées sur ces divers points :

1. Comme il paraît très-désirable, dans l'intérêt de la sainteté et de la dignité du mariage, que les *fiançailles* ne soient pas contractées trop facilement, d'une manière inconsidérée et sans une certaine solennité, on propose au concile de décréter que l'empêchement dirimant de l'honnêteté publique et l'empêchement prohibitif des fiançailles ne naissent que de fiançailles *solennelles*, c'est-à-dire des fiançailles contractées soit par écrit, soit devant le curé (sans témoins), ou bien devant un notaire et des témoins; de plus que les fiançailles solennelles soient éteintes, lorsque toute une année passe sur elles sans qu'elles aient été renouvelées; enfin que, si par consentement mutuel les fiançailles ont été dissoutes, l'Ordinaire du diocèse puisse dispenser de l'empêchement qu'elles ont créé et qui persiste même après cette solution [1].

2. On demande la suppression complète des empêchements suivants : de l'empêchement de la *consanguinité*

[1] Cf. Recueil, p. II, sect. II, 5 et 6.

Digitized by Google

au quatrième (ou, d'après une autre proposition, même au *troisième*) degré; de l'empêchement de l'*affinité ex copula licita* au *quatrième* et au *troisième* degré; de l'empêchement de l'*affinité ex copula illicita* au delà du *premier* degré; de l'empêchement de la parenté spirituelle soit à tous les degrés ou (comme le veut une autre proposition) en le maintenant seulement *inter levantem et levatum;* de l'empêchement de la *parenté légale,* d'autant que par suite de la grande diversité qui règne dans les lois civiles touchant l'adoption, il est souvent très-douteux si cet empêchement existe ou non; de l'empêchement d'*honnêteté publique* provenant des fiançailles; enfin de l'empêchement *criminis ex solo adulterio absque conjugicidio vel ipsius machinatione proveniens.*

3. Par rapport à l'empêchement de *clandestinité,* on n'en demande pas la suppression complète; cependant, pour éviter bien des mariages invalidement contractés, on propose de le modifier en ce sens que la présence du propre curé soit toujours maintenue comme une condition requise pour contracter licitement, mais que, pour la validité du mariage, la présence de tout prêtre catholique, quand même il ne serait pas le propre curé, soit déclarée suffisante.

4. Par rapport à divers autres empêchements on propose d'accorder aux évêques la puissance ordinaire d'en dispenser, par exemple pour les empêchements de consanguinité ou d'affinité du troisième et du quatrième degré mêlé avec le second, comme pour tous les empêchements (de droit humain) qu'on ne découvre qu'après la célébration du mariage, à moins que les prétendus mariés n'aient contracté *in fraudem legis.*

On propose également que les évêques puissent se servir de la puissance qui leur a été concédée de dis-

Digitized by Google

penser de certains empêchements alors même que deux ou plusieurs de ces empêchements se trouvent réunis.

5. Par rapport aux expéditions de dispenses faites ou à faire par le Saint-Siége, on propose : a) Que les formes prescrites dans le droit ne soient plus nécessaires pour vérifier les motifs de la dispense, mais qu'on laisse l'évêque juger en conscience de la manière la plus convenable dont il pourra s'assurer de leur vérité. b) Comme la validité des mariages est bien des fois compromise ou rendue douteuse par la multitude des causes de nullité souvent minutieuses, et par les clauses irritantes qui se trouvent insérées dans les expéditions de dispense d'après le style de la curie romaine, que ces formules et ces clauses irritantes si nombreuses soient soumises à une révision sévère, et qu'elles soient le plus possible restreintes ou même entièrement supprimées.

A l'égard de ces formules et de ces clauses, les propositions présentées entrent dans beaucoup de détails.

α) C'est une condition généralement ajoutée aux facultés données pour la revalidation d'un mariage qu'en renouvelant le consentement, on fasse connaître à l'autre partie la nullité du mariage. Or on demande que dans les cas où la nullité provient d'une cause cachée qui ne peut être manifestée à l'autre partie sans scandale et sans danger de graves dissensions, cette condition soit modifiée ou qu'on dise en termes clairs qu'il est permis dans ces cas de faire renouveler le consentement dans la forme proposée par Benoît XIV.

6) On demande que la dispense accordée par le Saint-Siége ne soit plus nulle quand l'inceste commis par les futurs avant l'envoi de la demande en dispense n'a pas été manifesté dans cette demande ou bien quand l'inceste a été commis ou réitéré après l'envoi de la supplique.

Digitized by Google

γ) Que la dispense ne soit plus regardée comme nulle lorsque le nom du diocèse ou les prénoms des futurs n'ont pas été exactement indiqués dans l'expédition de la dispense, pourvu qu'il ne puisse y avoir aucun doute sur l'identité des personnes mêmes.

δ) Que de même la dispense accordée ne soit pas regardée comme nulle si dans son expédition se trouve exprimée l'affinité au lieu de la consanguinité, ou *vice versa*, pourvu que le degré de la parenté soit exactement indiqué ou que le vrai degré ne soit pas plus proche que celui qui est indiqué dans la supplique.

ε) Enfin on demande que la dispense ne soit pas nulle lors même que l'agent ou son secrétaire aurait ajouté certains motifs à ceux qui étaient exprimés dans la supplique ou qu'il en aurait substitué d'autres, ou bien lorsqu'il aurait présenté les circonstances des motifs autrement qu'on ne l'avait fait dans la supplique.

6. Par rapport aux demandes en dispense adressées au Saint-Siége, une proposition fait ressortir les graves dangers pour les mœurs et les scandales qui résultent souvent des retards trop longs qu'éprouve leur expédition. C'est pourquoi elle demande qu'on prenne les mesures nécessaires pour que les affaires touchant les dispenses de mariage soient expédiées pendant toute l'année, même durant le temps des vacances, et pour qu'en général les congrégations romaines n'amènent pas des retards considérables, en demandant inutilement de nouvelles informations et en donnant des réponses dilatoires.

7. Quant à la manière dont les affaires de dispenses sont traitées selon qu'il s'agit de riches ou de pauvres, une proposition exprime le désir que, par rapport aux motifs qu'on doit exposer dans la supplique, on fasse dispa-

Digitized by Google

raître toute différence entre les riches et les pauvres, pour enlever ainsi aux âmes faibles ou méchantes toute raison même apparente de se livrer au mécontentement et à des propos odieux.

De plus, on prie le saint concile d'examiner s'il ne serait pas possible de supprimer complétement les taxes devenues généralement si odieuses, si l'on ne pourrait pas pourvoir d'une autre manière à l'entretien de ceux qui sont employés dans les chancelleries romaines, par exemple au moyen de contributions régulièrement fournies par les différents diocèses.

8. Par rapport à l'exécution des dispenses matrimoniales, on propose que les brefs et les rescrits du Saint-Siége concernant le mariage, et dont l'exécution est confiée à l'évêque où à son vicaire général, puissent être tous exécutés par le vicaire capitulaire, si l'évêque est mort dans l'intervalle. En général, on désire que dans le cas d'une vacance de siége, par suite de la mort du titulaire, tous les pouvoirs spéciaux et extraordinaires obtenus du Saint-Siége par l'évêque défunt passent au vicaire capitulaire pour toute la durée de temps pour laquelle ils avaient été concédés à l'évêque.

9. Enfin, par rapport aux mariages *mixtes*, certains évêques, considérant que ces mariages deviennent toujours plus fréquents, et déplorant les funestes conséquences qu'ils produisent, manifestent le désir que le concile exprime sa désapprobation de ces mariages et la profonde aversion qu'ils lui inspirent. Ils voudraient aussi que le concile prît des mesures efficaces pour empêcher les mariages mixtes de se répandre davantage. Ils demandent enfin au concile de prendre soin que les lois ecclésiastiques qui sont déjà portées ou qui seront portées à l'avenir par rapport aux mariages mixtes soient

Digitized by Google

mises en pratique de la même manière dans tous les diocèses, puisque la diversité qui règne sous ce rapport dans les différents diocèses, ne fait qu'augmenter le mal[1].

IV. — PROPOSITIONS DEMANDANT UNE SOLUTION PLUS PRÉCISE DE DIVERSES QUESTIONS DE DROIT CANON.

1. Par rapport aux *réserves pontificales* (ou aux péchés et aux censures dont le pape s'est réservé l'absolution), on exprime le vœu que, comme le nombre s'en est accru d'une manière démesurée dans le cours du temps et que pour bien des cas il est incertain s'ils sont encore en vigueur, le pape soit prié d'en ordonner une révision exacte et une réduction aussi considérable que possible. Et pour que de nouveaux doutes, qui sont une source de scrupules, ne puissent pas naître à l'avenir, on propose au concile de demander encore que chaque pape nouvellement élu fasse connaître à toute l'Église, en prenant possession du suprême pontificat, la liste des censures et des péchés dont il se réserve l'absolution, en déclarant en même temps que toutes les réserves qui ne sont pas contenues dans cette liste doivent être considérées *eo ipso* comme abrogées[2].

2. Par rapport à l'*Index*, on propose que les règles en soient également soumises à une nouvelle révision, parce que les règles suivies jusqu'à présent ne peuvent

[1] Recueil, p. II, sect. II, 1, 2, 3, 4, 6, 11, 15.
[2] *Ibid.*, 1.

Digitized by Google

plus être appliquées ni dans les régions mixtes, ni même, si on les prend rigoureusement, dans aucune région, les conditions sociales et littéraires ayant subi de grands changements. En même temps on exprime le désir que la censure de livres nouveaux ne soit pas promulguée avant que les Ordinaires des auteurs n'aient été entendus, pour que l'auteur, étant averti de ses erreurs, puisse les révoquer s'il est animé de bonne volonté, et, pour ménager sa réputation, rendre la publication de cette censure superflue [1].

3. Par rapport au *corpus juris canonici* et aux diverses *collections des lois canoniques*, les auteurs de diverses propositions s'accordent à dire qu'on y trouve un grand nombre de prescriptions qui, par suite des changements survenus dans les conditions sociales, sont tout à fait inapplicables, en sorte que leur obligation semble au moins très-douteuse. C'est pourquoi l'on propose qu'une commission de canonistes et de théologiens distingués par leur science et par une grande expérience soit établie pour qu'ils rédigent un nouveau *corpus juris canonici* d'où ils élagueront tout ce qui, en tenant compte des grandes modifications arrivées dans la vie sociale, n'est plus praticable. Le travail de cette commission serait ensuite soumis au concile du Vatican ou au plus prochain concile général pour y être examiné et sanctionné [2].

[1] Recueil, p. II, sect. II, 1, 2, 5.
[2] *Ibid.*, 1, 3, 4, 5, 14.

Digitized by Google

V. — PROPOSITION RELATIVE AUX FRANCS-MAÇONS ET AUX SOCIÉTÉS SECRÈTES.

On rappelle dans une proposition la propagation effrayante de la franc-maçonnerie et d'autres sociétés secrètes, ainsi que leur activité pernicieuse pour empoisonner toute la société chrétienne. En conséquence, l'on propose que le concile renouvelle les lois portées déjà autrefois par l'Eglise contre les sociétés secrètes, et qu'il prenne des mesures rigoureuses pour que ces lois soient mises à exécution de la même manière dans tous les diocèses. Mais en outre, on prie le concile, pour empêcher le plus possible la propagation de ces sociétés secrètes, de prendre encore d'autres mesures efficaces plus longuement expliquées dans un petit ouvrage imprimé et distribué aux Pères du concile et qui porte le titre : *Qua via Ecclesia contra societates secretas procedere valeat*[1].

VI. — PROPOSITIONS RELATIVES A LA PRESSE MODERNE.

Après avoir rappelé les terribles ravages que fait aujourd'hui la mauvaise presse dans toute la société chrétienne, l'on demande au concile de porter d'une manière toute particulière son attention sur ces dangers si graves qui menacent sans cesse les âmes. L'on vou-

[1] Cf. Recueil, p. II, sect. II, 2.

Digitized by Google

drait aussi que le concile recommandât aux évêques la surveillance attentive des organes de la presse dite catholique, pour qu'ils ne se livrent pas à des exagérations excentriques, qu'ils ne condamnent pas sans ménagement et sans charité des personnes et des opinions que l'Église elle-même n'a pas condamnées, qu'en général ils évitent tout ce qui sent la passion, l'irréflexion et la brutalité, de peur d'enflammer davantage contre l'Église la haine de ceux qui ne lui appartiennent pas et d'engendrer parmi les catholiques mêmes des divisions nuisibles et les exaspérations inséparables des manœuvres de parti [1].

Une autre proposition voudrait qu'il fût défendu aux prêtres de publier des écrits d'aucune espèce sans la permission de l'Ordinaire, pour éviter ainsi les scandales et toutes sortes d'inconvénients [2].

VII. — PROPOSITIONS RELATIVES AU JEUNE ET A L'ABSTINENCE.

En considération de la grande diversité qui règne actuellement par rapport aux lois ecclésiastiques sur le jeûne et l'abstinence (non-seulement dans les différents pays, mais encore dans les différentes provinces ecclésiastiques et même souvent dans les différents diocèses de la même province et du même pays), d'où naissent dans les conditions actuelles de la société toutes sortes d'inconvénients, on demande sur ce point le rétablissement d'une plus grande uniformité et, à cause des difficultés du temps, le plus grand adoucissement possible de ces lois [3].

1 Recueil, p. II, sect. II, 1.
2 *Ibid.*, 6.
3 *Ibid.*, 1.

Digitized by Google

Une autre proposition voudrait la suppression complète de la loi d'abstinence pour les samedis ordinaires de l'année [1].

VIII. — PROPOSITIONS RELATIVES A LA LITURGIE.

1. Par rapport à une *réforme du bréviaire*, on a présenté, de différents côtés, diverses propositions qui se rapportent principalement aux points suivants :

a) A une distribution plus convenable des psaumes. On voudrait voir les psaumes distribués de manière que les mêmes psaumes ne soient pas récités trop souvent, comme c'est actuellement l'usage, mais que tout le psautier soit dit, sinon toutes les semaines (comme le demandaient les évêques des provinces de Québec et d'Halifax), du moins souvent dans le cours de l'année (comme le voulaient les évêques de l'Italie centrale).

b) Aux leçons et aux homélies des saints Pères. On voudrait que toutes ces leçons fussent purgées de tous les éléments apocryphes, et que, pour un certain nombre de jours, les homélies fussent mieux choisies.

c) Aux règles des translations d'après lesquelles les fêtes sont trop souvent déplacées de leur jour fixe et renvoyées à un jour trop éloigné. On demande que ces translations soient limitées le plus possible. Une autre proposition voudrait qu'en règle générale les offices des fêtes empêchées par une fête d'un rang supérieur ne soient pas transférées, mais qu'on en fasse seulement

[1] Cf. Recueil, p. II, sect. II, 6.

Digitized by Google

mémoire dans l'office et dans la messe de cette fête plus solennelle.

d) Aux fêtes des saints. On demande que d'autres fêtes soient substituées aux fêtes célébrées en l'honneur des saints qui, quoique bien connus à Rome, sont assez inconnus dans le reste de l'Église.

e) A l'étendue de l'office. On fait remarquer qu'en certains jours, particulièrement aux dimanches et aux féries, les offices ont une longueur démesurée. C'est pourquoi l'on demande, surtout en faveur du clergé paroissial, dont le temps est souvent absorbé, en ces jours principalement, par les fonctions du ministère des âmes et des confessions, que ces offices soient abrégés et réduits à une mesure plus convenable.

f) A l'obligation d'observer exactement, pour la récitation du bréviaire, les heures canoniales. On voudrait qu'il fût permis, au moins aux prêtres qui ont charge d'âmes, d'anticiper les matines et les laudes du lendemain, pendant toute l'année, à partir de deux heures déjà.

g) A une plus grande uniformité dans le bréviaire et la célébration de la messe. On voudrait que, dans l'Église entière, au moins dans toute l'Église latine, le même office fût tous les jours prescrit pour le bréviaire et pour la messe dans tous les diocèses pour le clergé séculier, comme pour le clergé régulier [1].

2. Par rapport au principe établi par la sacrée congrégation des rites, portant défense d'introduire de nouvelles préfaces pour la messe, on demande une exception en faveur d'une nouvelle préface à introduire dans la messe du très-saint Nom de Jésus, et l'on motive

[1] Cf. Recueil, p. II, sect. II, 1, 4, 5, 11, 14.

Digitized by Google

cette demande en disant que la guerre faite aujourd'hui par l'enfer contre le christianisme et son divin fondateur doit puissamment engager les fidèles à avoir, envers ce saint Nom, une vénération plus grande et plus hautement manifestée. — Le projet d'une telle préface est joint à la proposition[1].

3. Par rapport aux *indulgences*, on propose :

a) Que, vu le nombre si considérable d indulgences déjà attachées à certaines prières et à certaines pratiques pieuses, de nouvelles indulgences ne soient encore accordées à l'avenir que très-rarement.

b) Que dans les brefs d'indulgence on évite avec soin toute expression qui puisse faire croire aux ignorants que par les indulgences on obtient la rémission des péchés mêmes (quant à la coulpe), et non pas seulement la rémission des peines temporelles dues aux péchés.

c) Que, pour enlever des doutes relativement à la validité de diverses indulgences, la sacrée congrégation fasse rédiger une liste complète de toutes les indulgences actuellement en vigueur, et qu'elle prenne soin que des traductions authentiques en soient faites dans les langues vulgaires des divers pays.

d) Que, comme dans les concessions d'indulgences se trouvent actuellement ajoutées toutes sortes de causes de nullité qui souvent sont très-minutieuses, en sorte que souvent les fidèles ne gagnent pas réellement les indulgences qu'ils croient gagner, le nombre de ces causes de nullité soient diminuées le plus possible[2].

4. Par rapport à l'*érection d'oratoires privés*, on désire que les évêques soient autorisés une fois pour

[1] Recueil, p. II, sect. II, 15.
[2] *Ibid.*, 1.

Digitized by Google

toutes à accorder aux personnes privées qu'ils en jugent dignes l'érection de ces oratoires privés et la permission d'y faire célébrer le saint sacrifice de la messe et d'y conserver la sainte Eucharistie, à des conditions précisées par le concile ou par le souverain pontife [1].

5. Par rapport à la *concession d'autels privilégiés,* on demande également que les ordinaires soient autorisés, une fois pour toutes, à concéder un autel privilégié à toutes les églises de leur diocèse, collégiales ou paroissiales, et même aux oratoires publics, soit à perpétuité, soit pour un temps déterminé, de façon, toutefois, que dans le dernier cas ils puissent aussi renouveler la concession sans une autorisation spéciale du Saint-Siége [2].

6. Par rapport au *culte de saint Joseph,* on exprime, dans une proposition appuyée par un grand nombre de signatures, le désir que saint Joseph, à cause de la haute dignité qu'il possède comme père nourricier du Fils de Dieu, reçoive dans la liturgie de l'Église, après la très-sainte Mère de Dieu, la première place et qu'en particulier il soit déclaré et reconnu solennellement par le concile du Vatican patron principal de toute l'Église militante.

Une autre proposition signée de quarante-trois supérieurs généraux de divers ordres avait exprimé le même vœu, en le motivant plus longuement. Enfin, une troisième proposition faite dans le même but, et signée de cent dix-huit Pères du concile, demande en outre que la fête du Patronage de saint Joseph soit célébrée partout comme une fête de première classe avec octave.

[1] Recueil, p. II, sect. II, 3.
[2] *Ibid.*, 4.

Digitized by Google

Notre Saint-Père le Pape, comme on sait, après la suspension du concile, a réalisé ce vœu dont le concile ne s'était pas encore occupé[1].

7. De même, par rapport à la *vénération de saint François de Sales,* une proposition également revêtue d'un grand nombre de signatures demande que ce saint soit déclaré solennellement par le concile du Vatican *docteur de l'Église.* Pour motiver cette proposition, on expose, en rappelant le dernier concile général, que saint François de Sales occupe incontestablement une des premières places parmi les pasteurs et les docteurs distingués qui ont été suscités, nourris et fortifiés par les enseignements de ce saint concile, puisque, par l'éclat de ses vertus et par ses éminents travaux, il a ramené dans le sein de l'Eglise 72,000 protestants égarés. Les auteurs de cette proposition pensent que la distinction demandée, si elle était accordée à ce grand saint par le concile du Vatican, rejetterait son éclat sur ce concile même, et serait un gage de son activité salutaire[2].

Une proposition semblable, concernant *Albert le Grand,* a été, pendant la durée du concile, adressée par les évêques allemands immédiatement au souverain pontife, sans être soumise à la commission des *postulata.*

8. Par rapport au culte des images représentant les saints, une proposition rappelle que dans les derniers temps on a mis en circulation des images qui, étant sans goût et contraires aux règles de l'art chrétien, sont plutôt de nature à étouffer la vraie dévotion qu'à l'éveiller et à la vivifier. C'est pourquoi l'on propose que les

1 Recueil, p. II, sect, II, 16, 16 *a,* 16 *b.*
2 *Ibid.,* 17.

Digitized by Google

prescriptions faites à ce sujet par le concile de Trente (sess. XXV, *De invocatione, et veneratione, et reliquiis, sanctorum, et sacris imaginibus*) soient de nouveau rappelées par le concile du Vatican[1].

IX. — PROPOSITIONS RELATIVES A LA CHARITÉ CHRÉTIENNE ET AUX ŒUVRES QU'ELLE A FONDÉES DANS L'ÉGLISE

1. Comme la charité chrétienne a pris de nos jours dans presque tous les pays un élan si admirable qu'elle a gagné et qu'elle gagne tous les jours encore à la foi chrétienne tant de cœurs qui s'en étaient éloignés, on propose que le concile du Vatican reconnaisse, en l'approuvant hautement, ce magnifique élan, et qu'il encourage les chrétiens à un zèle toujours croissant dans la pratique des œuvres de charité et de la miséricorde chrétiennes[2].

2. Si l'on considère que les œuvres chrétiennes sont, à notre époque surtout, des leviers très-puissants du bien et qu'elles secondent efficacement l'Église pour réaliser les intentions religieuses et sociales qu'elle poursuit, l'on trouvera tout naturel qu'on ait proposé au concile de recommander tout spécialement aux fidèles certaines œuvres plus excellentes.

Parmi les œuvres qui ont été ainsi l'objet de propositions particulières, il faut compter :

a) *L'œuvre* ou *la société des Compagnons*, recommandée, dans une proposition signée de trente évêques

1 Recueil, p. II, sect. II, 1.
2 *Ibid.*

Digitized by Google

allemands, comme un asile de la vertu et d'une vie chrétienne pour les simples artisans, entourés actuellement de tant de dangers pour leur foi et leur mœurs[1].

b) *La société de Saint-Vincent-de-Paul*, recommandée en deux propositions particulières: l'une (du 30 janvier 1870) était signée de quatre-vingts, l'autre (du 12 mars 1870) de trente Pères du concile[2].

c) *L'œuvre de la Propagation de la Foi*, placée sous le patronage de saint François Xavier; la proposition relative à cette œuvre (du 23 janvier 1870) était signée de cent dix Pères du concile. Pour motiver cette proposition, on rappelle d'une part que les besoins des missions se sont accrus avec le nombre des missionnaires, et, d'autre part, que les adversaires font de grands efforts pour arracher les âmes à l'Eglise dans les pays évangélisés par nos missionnaires, et qu'ils disposent pour ce but de ressources pécuniaires énormes[3].

d) *L'œuvre dite des Écoles d'Orient.* Cette œuvre, placée sous le patronage du pape Pie IX, recueille des dons charitables destinés à la fondation et à l'entretien d'écoles, d'orphelinats, de séminaires et d'autres établissements de même genre, soit pour y élever chrétiennement des enfants de l'Orient abandonnés de leurs parents et dont la foi est exposée à de grands dangers, soit pour y former à l'état ecclésiastique des jeunes gens indigènes. Cette œuvre avait été recommandée dans deux propositions distinctes dont l'une portait treize, l'autre, soixante-une signatures[4].

e) *L'œuvre de la Sainte-Enfance*, recommandée

[1] Recueil, p. II, sect. II, 18.
[2] *Ibid.*, 19 et 19*a*.
[3] *Ibid.*, 20.
[4] *Ibid.*, 21 et 21*a*.

Digitized by Google

par une proposition signée de trente-cinq Pères du concile, dans laquelle sont exposés le but que poursuit proprement cette œuvre et les moyens par lesquels elle cherche à l'atteindre. On y fait ressortir particulièrement comment les missionnaires soutenus par cette œuvre travaillent au salut des enfants des infidèles. Cela se fait en trois manières : d'abord par ceux qu'on appelle *circulatores* ou *baptizatores*, qui circulent dans la ville ou dans les campagnes pour donner gratuitement des remèdes aux enfants malades des infidèles et pour les baptiser s'ils sont dans un danger de mort évident; ensuite par ce qu'on appelle des *pharmacies*, où se trouvent des médecins chrétiens qui viennent également au secours des enfants malades des infidèles, en leur donnant gratuitement des remèdes et en les baptisant avant qu'ils meurent; enfin par les orphelinats et les écoles où les missionnaires reçoivent les enfants abandonnés des infidèles pour les y élever chrétiennement.

De cette manière, ajoute la proposition, on a baptisé avant leur mort, depuis quinze ans, 3,855,570 enfants d'infidèles, et plus de 100,000 en ont été, depuis ce même temps, élevés chrétiennement dans les orphelinats. D'après le dernier compte rendu, on a baptisé avant la mort dans les derniers temps annuellement en moyenne 380,700 enfants, et 45,277 en reçoivent tous les ans dans les orphelinats une éducation chrétienne[1].

[1] Cf. Recueil, p. II, sect. II, 22.

Digitized by Google

TROISIÈME PARTIE

LES ORDRES RELIGIEUX

PREMIÈRE SECTION

Schèmes relatifs aux Ordres religieux.

La commission établie par le pape pour préparer les travaux du concile par rapport aux ordres religieux, avait rédigé sur cette matière dix-huit schèmes qui portaient les titres suivants :

1. De la vie religieuse et des réguliers en général (*de regularibus*);
2. Du vœu d'obéissance (*de voto obedientiæ*);
3. De la vie commune (*de vita communi*);
4. De la clôture (*de clausura*);
5. Des petits couvents (*de parvis conventibus*);
6. Du noviciat et de l'instruction des novices et des nouveaux profès (*de novitiatu et de novitiorum ac neo-professorum institutione*);

Digitized by Google

7. Des affiliations (*de affiliationibus*);

8. Des études des réguliers (*de studiis regularium*);

9. Des grades et des titres des réguliers (*de gradibus et titulis*);

10. De l'ordination des réguliers (*de ordinatione regularium*);

11. Des élections des réguliers (*de electione regularium*);

12. De la visitation des réguliers (*de visitatione regularium*);

13. De l'expulsion des réguliers incorrigibles (*de expulsione regularium incorrigibilium*);

14. De la juridiction des évêques sur les réguliers, particulièrement sur ceux qui se sont rendus coupables de quelque faute (*de jurisdictione episcoporum in regulares præsertim delinquentes*);

15. Des religieuses (*de monialibus*);

16. Des établissements à vœux simples (*de institutis votorum simplicium*);

17. Des exercices spirituels et des retraites (*de spiritualibus exercitiis et recessibus*);

18. Des priviléges (*de privilegiis*).

De ces dix-huit schèmes les quatre premiers seuls avaient été distribués aux Pères du concile, mais ils n'avaient été l'objet d'aucune délibération. Les quatorze derniers n'avaient même pas encore été distribués.

Digitized by Google

I. — LES QUATRE PREMIERS SCHÈMES

1. Le schème de la *première* constitution « *sur l'état religieux* ou les réguliers en général », déplore d'abord vivement les calomnies et les injures si souvent déversées sur l'état religieux par les ennemis modernes de la croix de Jésus-Christ, pour rendre méprisable et odieuse la vie religieuse et la présenter comme une institution surannée, morte et qui n'est plus opportune dans notre siècle. Le schème exhorte les fidèles à ne pas se laisser détourner, par les discours trompeurs des partisans du matérialisme, de leur amour et de leur respect envers l'état religieux, que l'Evangile nous représente comme l'état de la perfection chrétienne. Il s'adresse ensuite d'une part aux évêques et ensuite aux supérieurs de ces ordres. Aux évêques, le schème recommande d'accorder aux familles religieuses établies dans leurs diocèses, charité, bienveillance et protection, et de prendre soin que le clergé régulier et le clergé séculier, unis par le lien de la charité, travaillent unanimement à procurer la gloire de Dieu et le salut des âmes. Aux supérieurs d'ordre, il rappelle l'obligation qu'ils ont de montrer envers les évêques le respect qui leur est dû, de les aider, eux et leur clergé, dans les fonctions du culte et du ministère des âmes, et de chercher à maintenir dans leurs subordonnés la discipline régulière et l'esprit vraiment religieux.

2. Le *deuxième* schème, traitant du *vœu d'obéissance*, fait ressortir le mérite et la haute dignité de l'obéissance *religieuse*, c'est-à-dire de l'obéissance que les religieux

Digitized by Google

rendent à leurs supérieurs comme aux représentants de Dieu, conformément aux vœux qu'ils ont prononcés. Quelque grande que soit la pratique fidèle de la pauvreté et d'une pureté sans tache, l'obéissance religieuse, si elle est entière, dépasse l'une et l'autre en grandeur; car cette obéissance est comme un holocauste que l'homme offre continuellement à Dieu, en lui sacrifiant ce qu'il possède de plus précieux, sa volonté et son esprit. Par conséquent, plus cet esprit d'obéissance règnera dans un ordre religieux, plus cet ordre prospèrera, l'obéissance étant, non-seulement la *mère,* comme l'appelle saint Grégoire le Grand, mais encore la *gardienne* de toutes les vertus. Si, au contraire, elle diminue et chancelle, tout l'édifice de l'ordre deviendra chancelant; les cœurs des religieux manquant d'obéissance sont comme « une terre sans eau », sans véritable humilité, sans amour de la prière et de la méditation. A cette introduction le schème joint l'exhortation pressante adressée aux réguliers de s'attacher avant tout, à l'imitation du Sauveur crucifié devenu obéissant jusqu'à la mort, à la pratique fidèle de l'obéissance religieuse et de résister énergiquement à l'esprit du monde, qui, étant ennemi de la croix de Jésus-Christ, est en même temps l'ennemi de toute autorité et de toute sujétion. Enfin le schème rappelle que le recours à une autorité plus haute ne dispense pas du devoir de l'obéissance envers les supérieurs immédiats et plus rapprochés. Mais on se rend coupable du péché le plus grave, lorsqu'on va jusqu'à invoquer l'appui d'autorités laïques pour échapper aux ordres des supérieurs religieux.

3. Le *troisième* schème, *de la vie commune parfaite,* établit d'abord que la vie commune parfaite, telle que les saints fondateurs d'ordres l'ont instituée en

Digitized by Google

suivant les traces des anciens, est le fondement le plus solide de toute la discipline monastique. Il expose ensuite, en s'appuyant sur le témoignage de l'histoire, que le relâchement dans la vie commune a toujours conduit dans les divers ordres à la ruine complète de la discipline. Le schème rappelle plus loin les efforts faits par le concile de Trente (sess. XXV, *de regularibus*, cap. 1), comme par plusieurs papes, particulièrement par Clément VIII (const. *Nullus omnino*), Urbain VIII (decret. *de reg. apost. et eject.*), Innocent IX (*Cum non alios*) et Innocent XII (decret. inc. *Sanctissimus*), pour détruire le mal qui avait pénétré dans les ordres religieux, parce que les réguliers disposaient librement de certaines sommes (*peculium*), et pour rétablir dans ces ordres, avec la vie commune parfaite, l'esprit de la pauvreté volontaire. Mais tous ces efforts, dit-il, n'ont pas eu encore le succès désiré. C'est pourquoi, comme sans le rétablissement de la vie commune parfaite la réforme radicale de ces ordres tombés dans le relâchement est absolument impossible, il faut enfin mettre la cognée à la racine de l'arbre. Le schème propose ensuite divers moyens pour rétablir et maintenir efficacement, dans les communautés d'hommes aussi bien que dans celles de femmes, cette vie commune parfaite qui ne permet pas aux réguliers particuliers de disposer pour eux-mêmes d'aucun bien, mais qui les oblige et leur donne le droit à recevoir de la communauté la nourriture, le vêtement et toutes les choses nécessaires à la vie. Nous nous dispensons ici de faire connaître davantage toutes les propositions particulières et très-détaillées que présente le schème.

4. Le *quatrième* schème, relatif à la *clôture*, traite ce sujet en six chapitres. Dans l'introduction et plus encore dans les notions préliminaires de tout le schème, se

Digitized by Google

trouvent exposés le but de la clôture et l'étendue de la loi ecclésiastique qui l'ordonne. Le schème rappelle ensuite comme, par suite des infractions nombreuses commises contre cette loi sous toute espèce de prétextes, la loi de la clôture a été souvent renouvelée, pour en presser l'observation par la menace de peines ecclésiastiques. Elle est destinée à éloigner des réguliers tout ce qui est de nature à diminuer en eux ou à leur faire perdre entièrement l'esprit de leur vocation. A cette fin la loi de la clôture défend aux réguliers, d'une part, de sortir du monastère sans un motif pressant, sans qu'ils soient accompagnés et sans la permission des supérieurs, et d'autre part de recevoir dans le monastère la visite de personnes étrangères. Mais, comme dans le cours du temps l'observation si salutaire de la clôture était tombée en dépérissement dans divers monastères, par suite de priviléges obtenus ou surpris et de toutes sortes d'abus, le pape Pie V (dans sa constitution *Regularium personarum*) révoqua toutes les permissions données aux femmes d'entrer dans les monastères d'hommes, en menaçant de l'excommunication réservée au pape les femmes qui, sous le prétexte de permissions obtenues, entreraient dans les couvents d'hommes, ainsi que les réguliers qui leur en permettraient l'entrée. Enfin le même pape déclare, dans une autre constitution (*Decet Romanum Pontificem*) que l'entrée de ces monastères entraîne la peine de l'excommunication, lors même qu'elle n'a pas lieu sous le prétexte d'une permission obtenue. Le pape Grégoire XIII révoqua de même toutes les facultés qui avaient pu être accordées pour permettre aux femmes d'entrer dans la clôture. Benoît XIV, enfin, dans la constitution *Regularis disciplinæ*, confirma toutes ces constitutions apostoliques, ainsi que le décret

Digitized by Google

porté sur ce point par le concile de Trente et abrogea tous les indults contraires. Il laissa subsister seulement les concessions faites en due forme par le Saint-Siége en faveur des femmes qui étaient elles-mêmes fondatrices ou bienfaitrices éminentes de ces monastères ou qui appartenaient à la famille de ces fondatrices ou bienfaitrices, à condition toutefois que ces femmes entrent dans la clôture de ces monastères, non par la curiosité, mais pour satisfaire à leur piété. Il interdit aussi aux cardinaux, sous peine d'excommunication réservée, la concession de facultés permettant aux femmes l'entrée dans la clôture d'un monastère.

Quant à la sortie des réguliers de leurs monastères, le pape Clément VIII avait réglé, dans la constitution *Nullus,* ce qui suit : « Personne ne sortira du monastère si ce n'est pour un motif valide, avec un compagnon et après avoir reçu pour chaque fois la permission et la bénédiction du supérieur ; ce supérieur n'accorde cette permission que s'il croit fondée la raison alléguée, et il donnera pour compagnon à celui qui sort, non quelqu'un qui a été désiré par celui-ci, mais quelqu'un qu'il choisira lui-même, et il ne fera pas souvent accompagner le même par le même. Des permissions générales de sortir ne seront plus accordées à personne. » Cependant, dans divers monastères, on n'est contrevenu et on ne contrevient encore que trop souvent à ces sages dispositions, d'où résultent pour ces monastères beaucoup de troubles nuisibles au bien spirituel des réguliers mêmes et scandaleuses pour les fidèles.

C'est pourquoi on a cru opportun que ces anciennes lois et ordonnances ecclésiastiques fussent renouvelées par le concile du Vatican. En conséquence, ce schème traite, dans les deux premiers chapitres, de la clôture dans les

Digitized by Google

monastères d'hommes. Il propose au concile de confirmer entièrement les lois ecclésiastiques dont nous venons de parler, aussi bien pour l'entrée des femmes (de tout âge) dans les monastères d'hommes que pour la sortie des réguliers de leurs monastères. Le troisième chapitre est relatif à la clôture dans les instituts où l'on ne fait que des vœux simples. Le droit commun n'a rien réglé à cet égard ; mais la clôture été introduite dans quelques-uns de ces instituts, par exemple dans les congrégations des Passionnistes et des Rédemptoristes. Le schème propose d'abandonner à la sagesse des supérieurs généraux de ces instituts la solution de cette question : si et de quelle manière la clôture pourrait y être introduite.

Dans les trois derniers chapitres le schème traite de la clôture dans les couvents de femmes. L'on sait qu'à cet égard il existe des prescriptions ecclésiastiques très-sévères, faites par les papes ou par le concile de Trente, entre autres par Boniface VIII (*Periculoso* 1. de statu regul. in 6) dont le décret a été renouvelé par le concile de Trente (sess. XXV, *de Regul.* cap. III) ; par Pie V, (dans ses deux constitutions *Circa pastoralis* et *Decori et honestati*, où il est sévèrement défendu aux supérieures de permettre aux religieuses la sortie du couvent, permission que l'Ordinaire du lieu est seul autorisé à donner *ex causa magni incendii vel infirmitatis leprœ aut epidemiæ,* — et où sont frappés de l'excommunication *latæ sententiæ* réservée au pape, non-seulement les religieuses qui sortent, mais encore tous ceux qui permettent leur sortie, qui les accompagnent ou qui les reçoivent) ; par Grégoire XIII (dans sa constitution *Ubi gratiæ*, il révoqua toutes les permissions données pour l'entrée dans les couvents d'hommes et de femmes,

Digitized by Google

et dans la constitution *Dubiis* il restreint aux cas nécessaires la faculté accordée *ex officio* aux supérieurs séculiers et aux supérieurs réguliers d'entrer dans les couvents de femmes); par Grégoire XV (dans la constitution *Inscrutabili*, où également est refusée toute valeur aux priviléges et aux exemptions concernant l'entrée dans les couvents de femmes); par Alexandre VII (dans la constitution *Felici*, où il est interdit aux prélats religieux d'entrer dans les couvents de femmes soumis à leur juridiction si ce n'est dans certains cas déterminés et en observant certaines conditions); enfin par Benoît XIV, qui dans sa constitution *Salutare* renouvelle les constitutions de ses prédécesseurs sur ce point, et qui, dans sa constitution *Per binas*, règle ce qui concerne l'admission des servantes et des élèves. Eu égard à ces prescriptions ecclésiastiques, le schème propose (dans le quatrième chapitre) que les évêques rétablissent la clôture selon toute sa rigueur dans les couvents de femmes, où peut-être l'on s'était relâché sous ce rapport, et qu'ils la maintiennent inviolablement partout où elle a été rétablie.

Toutefois, dans les couvents de femmes, on observera religieusement non-seulement la clôture dans le sens strict du mot, mais encore la clôture prise dans le sens plus large, c'est-à-dire qu'on tiendra éloigné ou qu'on écartera tout ce qui est de nature à troubler le recueillement intérieur et à produire la dissipation, particulièrement tout commerce non absolument nécessaire avec les personnes du monde, les apparitions trop fréquentes de ces personnes aux grilles des parloirs, les conversations inutiles avec elles, etc., toutes choses par lesquelles se perd trop souvent, avec la paix de l'âme, la grâce de la vocation. Voilà ce dont traite le schème dans son cin-

Digitized by Google

quième chapitre. Il conclut enfin dans le sixième chapitre par diverses propositions concernant l'introduction de la clôture *épiscopale* dans les instituts de femmes qui ne font que des vœux simples[1].

II. — LES QUATORZE AUTRES SCHÈMES

Ces schèmes dont nous avons donné plus haut les titres, n'avaient pas encore été distribués aux Pères du concile, comme nous l'avons déjà fait remarquer. Cependant, pour que les membres de la commission des *postulata* fussent à même de voir si au nombre de ces propositions il y en avait qui n'eussent pas été prises en considération par les schèmes mêmes, on leur avait communiqué un résumé succinct des matières qui y sont traitées. Par rapport à ces quatorze schèmes nous devons donc nous borner à cette courte analyse.

Le *cinquième* schème *des petites communautés*, expose d'une part les inconvénients et les dangers de toutes sortes que ces petites communautés entraînent pour la discipline religieuse, et d'autre part les difficultés qui s'opposent dans les circonstances actuelles à la suppression de ces inconvénients, puisqu'il n'est guère possible d'établir partout des communautés composées au moins de douze membres. Il propose donc que toutes les communautés qui existent déjà ou qui seront établies, même en dehors de l'Italie, seront soumises à la juridiction de l'évêque, tout en restant sous celle des généraux d'ordre, si elles ne se composent pas habituellement d'au

[1] Cf. Recueil, p. III, sect. I, 1-4.

Digitized by Google

moins six religieux profès, dont quatre au moins doivent être prêtres. Pour éviter les conflits entre cette double autorité, le schème définit exactement les limites dans lesquelles chacune doit se tenir. Enfin le schème énumère en détail les obligations des religieux qui vivent dans ces petites communautés soumises à la juridiction des évêques.

Le *sixième* schème, traitant *du noviciat et de l'instruction des novices*, propose que, sous peine de nullité, les novices ne soient reçus que dans les maisons désignées pour ce but par le Saint-Siége. Il y aura ainsi une maison destinée aux novices pour chaque province ou au moins pour plusieurs provinces réunies, ainsi qu'une maison où résideront les nouveaux profès. Dans ces maisons, comme dans les maisons d'études, il y aura au moins douze religieux, dont huit au moins doivent être prêtres. A ces dispositions se rattache dans le schème l'exposition des qualités qui doivent distinguer le maître des novices et ses auxiliaires, ainsi que des devoirs qu'ils ont à remplir. On y trouve aussi des propositions relatives aux confesseurs ordinaires et extraordinaires, et aux devoirs des novices. Pour l'admission à la prise d'habit et à la profession, comme pour l'émission préalable de vœux simples, le schème rappelle les divers décrets de la sacrée congrégation des réguliers et la lettre apostolique écrite à ce sujet par Pie IX. Enfin diverses propositions y sont faites par rapport à l'instruction des nouveaux profès et à l'érection de maisons d'études.

Le *septième* schème, traitant *des affiliations*, distingue d'abord une double affiliation, l'affiliation à un couvent, et l'affiliation à une province. Il propose que les premières soient supprimées à cause des inconvénients nombreux qu'elles entraînent d'ordinaire, mais qu'on laisse

Digitized by Google

subsister les affiliations aux provinces. Cependant le supérieur général gardera toujours le droit de donner aux religieux l'obédience, même pour une autre province.

Le *huitième* schème, ayant pour objet *les études des réguliers*, fait les propositions suivantes :

Pour les études de la philosophie et de la théologie on érigera soit un collége dans chaque province, soit un même collége destiné à plusieurs provinces ou à plusieurs couvents. Si les circonstances le rendent nécessaire, on pourra ériger dans un lieu le collége destiné aux études philosophiques, et dans un autre celui où se font les études théologiques. S'il est impossible d'établir pour un ordre un collége particulier, les étudiants de cet ordre feront leurs études dans les colléges d'un autre ordre. Viennent ensuite divers projets de décrets sur la méthode d'enseignement, sur les manuels dont on se servira, sur les examens et sur les exercices ascétiques des étudiants. On stimulera et l'on encouragera à se livrer à des études plus hautes, particulièrement à celle du droit canon, de l'histoire ecclésiastique, de la langue grecque et de la langue hébraïque, ceux qu'on verra doués de talents plus remarquables. Il y aura liberté par rapport aux opinions théologiques, mais dans les bornes convenables. Dans l'enseignement on se servira de la langue latine et, chez les Orientaux, de la langue liturgique. Pour les études des ordres contemplatifs, on aura égard à la fin spéciale de l'institut et aux constitutions.

Le *neuvième* schème, relatif aux *grades* et aux *privilèges*, contient ce qui suit :

Pour que les exemptions et les priviléges attachés à certains grades et à certains titres soient maintenus, mais dans de justes limites, on conservera ces titres et ces grades qu'on donne communément aux supérieurs à

Digitized by Google

cause de leur charge, ainsi que les titres honorifiques par lesquels sont reconnus, selon les constitutions de l'ordre, les mérites des religieux qui se sont distingués. Il en sera de même des grades académiques ou scientifiques. Toutefois le schème demande que tous ces titres et ces grades soient conférés aux religieux *ex justitia* et non *ex gratia*. Les priviléges et les exemptions attachés aux titres que possédent les supérieurs d'ordre en vertu de leur charge s'éteignent avec ces titres, dès qu'ils ne seront plus en charge.

Le *dixième* schème, traitant de *l'ordination des réguliers*, fait les propositions suivantes :

Les supérieurs d'ordre ne donneront des dimissoires qu'aux candidats qui auront prouvé leur dignité et leur aptitude quant à la science par un examen soutenu devant des religieux éprouvés. L'évêque à qui ils sont envoyés pour l'ordination les examinera une seconde fois. On ne donnera des dimissoires pour le sous-diaconat qu'à ceux qui se seront livrés à l'étude de la théologie pendant au moins une année; pour le diaconat on exigera au moins deux et pour le sacerdoce au moins trois années d'études théologiques. Les dimissoires ne doivent être adressés qu'à l'évêque du diocèse où se trouvera le couvent et, si cet évêque est absent ou s'il ne fait pas d'ordination en ce moment-là, ou si le siége est vacant, à l'évêque le plus rapproché du couvent, en y joignant toutefois le témoignage authentique de l'autorité épiscopale attestant que l'Ordinaire du lieu est absent, ou qu'il ne fait pas d'ordination, ou que le siége est vacant.

On ne donnera ces dimissoires à des candidats venus d'un autre couvent que s'ils ont passé au moins *trois mois entiers* dans leur nouvelle résidence.

On supprimera les facultés et les priviléges de se faire

Digitized by Google

ordonner de tout évêque. Dans les instituts où se font seulement des vœux simples, les supérieurs n'auront plus le droit de donner des dimissoires.

Le *onzième* schème, relatif à *l'élection des réguliers*, fait, en ce qui concerne cet objet, les propositions suivantes :

Désormais il ne sera plus permis que des absents donnent leur voix par le moyen de procureurs. Dans les six mois qui précèdent l'élection, tout changement dans le personnel des supérieurs ayant voix au chapitre sera entièrement interdit. L'élection aura lieu par le scrutin secret, après que les votants auront fait serment de ne vouloir choisir que le plus digne et le plus apte, à l'exclusion complète de ceux qui sont indignes ou moins aptes.

La recherche directe ou indirecte de voix sera interdite de la manière la plus rigoureuse.

Ce qu'on appelle *jus alternativæ*, c'est-à-dire l'obligation de choisir les supérieurs tantôt dans une province ou nation et tantôt dans une autre, sera complétement abrogé.

Dans les ordres religieux qui ont des provinces, les supérieurs locaux ou les supérieurs des divers couvents seront nommés par le provincial et son conseil (*definitorium*) au scrutin secret, mais sans préjudice du droit appartenant au général de l'ordre de confirmer ceux qui ont été élus, et sans que rien soit changé dans les ordres où le droit d'élection appartient au général de l'ordre.

Pour le choix d'un *provincial*, le chapitre de la province aura à proposer non un, mais trois candidats, pour que le général de l'ordre avec ses définiteurs en choisisse un. Les supérieurs généraux des ordres religieux et des

Digitized by Google

instituts à vœux simples n'entreront en fonctions qu'après avoir été confirmés par le Saint-Siége.

Le temps que durera la charge des supérieurs généraux sera fixé à douze ans.

Le *douzième* schème, *de la visite des réguliers*, dit : Les supérieurs généraux visiteront leur ordre souvent et à des époques fixées, soit par eux-mêmes, soit par des délégués qu'ils auront nommés. De même les provinciaux feront la visite de leur province, non d'une manière superficielle, mais avec beaucoup de soin. A l'occasion de ces visites ils n'accepteront, en dehors des dépenses faites, aucune sorte d'émoluments ou de cadeaux.

Les provinciaux adresseront un compte-rendu de leurs visites aux supérieurs généraux, et ceux-ci enverront tous les six ans un rapport au Saint-Siége. Comme les évêques, les supérieurs généraux feront la visite *ad limina Apostolorum*.

Le *treizième* schème, ayant pour objet *l'expulsion ou le renvoi contre leur volonté de réguliers incorrigibles*, fait sous ce rapport les propositions suivantes :

Les religieux incorrigibles seront expulsés ou renvoyés de l'ordre, même contre leur volonté. On regardera comme incorrigibles ceux pour lesquels trois admonitions canoniques faites dans le cours d'une année sont restées infructueuses. On pourra se contenter de la procédure sommaire, mais en donnant au coupable un religieux qui prenne sa défense. Les ordres seront obligés de reprendre le religieux expulsé, si son amendement est constaté.

Le *quatorzième* schème, traitant de *la juridiction des évêques sur les réguliers, particulièrement sur ceux qui se sont rendus coupables de quelque faute*, contient ce qui suit :

Digitized by Google

La juridiction qui, d'après le concile de Trente (sess. XXV, cap. XI, *de regul.*), appartient aux évêques sur les réguliers occupés au ministère des âmes, est une juridiction *ordinaire*.

De plus, dans les cas où les évêques possèdent la juridiction sur les réguliers comme délégués du Saint-Siége, ils peuvent les ramener à leur devoir en se servant des censures ecclésiastiques. Les évêques peuvent seuls et de leur propre autorité punir les réguliers qui, séjournant hors de leurs monastères, se rendent coupables de quelque faute. Ils peuvent en outre, en leur qualité de délégués du Saint-Siége, intervenir directement contre ceux qui, vivant dans le monastère, se sont rendus coupables d'une faute publique. Néanmoins les supérieurs réguliers seront libres de prendre contre les coupables, dans l'intérêt de la discipline religieuse, les mesures qu'ils jugeront convenables; mais il ne leur sera pas permis, en les éloignant ou en les mettant à couvert d'une autre manière, de les soustraire à la puissance de l'évêque du lieu où la faute a été commise. Les apostats et les fugitifs sont également soumis à la juridiction épiscopale.

La juridiction épiscopale s'étend aussi, pour les choses indiquées, aux instituts à vœux simples qui sont exempts en vertu de quelque privilége particulier.

Enfin, le schème confirme expressément les évêques dans la juridiction qui leur a été conférée sur les réguliers par les saints canons, le concile de Trente et les souverains pontifes, particulièrement en ce qui concerne la prédication de la parole de Dieu, la dispensation des sacrements et la clôture.

Le *quinzième* schème, relatif aux *religieuses*, propose ce qui suit :

Digitized by Google

Comme dans les circonstances où nous vivons, les religieuses sont exposées à des dangers tout particuliers, les novices, avant la profession des vœux solennels, émettront à l'avenir des vœux simples dans la pratique desquels elles devront s'être montrées fidèles au moins pendant cinq ans, avant qu'elles puissent être admises à prononcer des vœux solennels. Les évêques devront, même dans les couvents de religieuses soumises à la juridiction des réguliers, s'assurer suffisamment, par un examen qu'ils leur feront subir dans ce but, de la liberté et de la volonté sincère des vierges qui veulent entrer dans la vie religieuse, avant de les admettre à la prise d'habit et à la profession.

Enfin viennent encore certaines prescriptions plus particulières touchant le noviciat, les confesseurs et la juridiction des évêques même sur les couvents de femmes exempts et soumis aux réguliers.

Le *seizième* schème, parlant des *instituts religieux à vœux simples,* contient les dispositions suivantes :

Les maisons religieuses d'hommes où l'on ne fait que des vœux simples seront soumis aux évêques en tout, excepté pour leurs constitutions approuvées par le Saint-Siége. La même chose s'applique aux maisons semblables de femmes, lors même qu'elles sont placées sous une supérieure générale ou sous un supérieur général. Les novices de ces maisons de femmes, comme celles des ordres religieux où se font des vœux solennels, auront, avant la profession, à subir un examen devant l'évêque pour que la liberté et la droiture de leur volonté soient dûment constatées. Tous les trois ans les supérieures générales auront à envoyer au Saint-Siége un rapport sur la situation de leur institut, même pour ce qui concerne son administration temporelle.

Digitized by Google

Désormais ne seront plus admis les comptes que les religieuses avaient coutume, dans divers établissements, de rendre de leur conscience à leurs supérieures. Les supérieures n'empêcheront pas les religieuses de s'approcher librement du tribunal de la pénitence, et elles ne s'arrogeront pas de déterminer arbitrairement les communions plus ou moins fréquentes de leurs subordonnées. Le schème se termine par la proposition de divers décrets touchant la fondation de nouvelles institutions religieuses, l'établissement ou la suppression de maisons et la vie commune parfaite.

Le *dix-septième* schème prescrit, par rapport aux *exercices spirituels* et aux *retraites*, que les réguliers se livreront à ces saints exercices tous les ans pendant *dix* jours. En outre, le schème leur recommande les retraites mensuelles.

Enfin, le *dix-huitième* schème, ayant pour objet les *priviléges*, propose ce qui suit :

Tous les priviléges qui sont en contradiction avec les décrets du concile de Trente sont et demeurent supprimés. Les priviléges obtenus de vive voix sont abrogés sans exception. A l'avenir aucun privilége ne pourra plus être obtenu par une concession générale. Quant à l'interprétation des priviléges, le schème établit comme règle que par la concession spéciale de priviléges sous la formule *ad instar*, ne sont obtenus que les priviléges qui ont été conférés *nommément* et *directement* à l'ordre ou à l'institut religieux par rapport auxquels on se sert de cette formule. Le décret du concile de Trente d'après lequel les prêtres réguliers doivent être autorisés par l'évêque à se livrer à la prédication dans son diocèse, et être approuvés par lui pour l'administration du sacrement de pénitence, sera expres-

Digitized by Google

sément confirmé. Tous les priviléges contraires obtenus peut-être après le concile de Trente sont complétement supprimés. De même, ils auront besoin, excepté dans le cas de nécessité urgente, de la permission du curé pour donner aux malades le saint viatique ou leur administrer le sacrement de l'extrême-onction, tous les priviléges contraires étant supprimés.

Tous les priviléges purement personnels seront anéantis. Quant aux priviléges dont chaque ordre se croit en possession, ils seront soumis à une sévère révision.

Digitized by Google

DEUXIÈME SECTION

Propositions relatives aux Ordres religieux.

Nous n'avons à parler ici que d'un très-petit nombre de propositions. Elles sont à peu près toutes indépendantes des schèmes dont quelques-uns seulement étaient entre les mains des Pères du concile. Ces schèmes, d'ailleurs, ont déjà touché presque toutes les questions traitées dans les propositions.

1. Une proposition relative au décret de la sacrée congrégation *super statu regulari* du 10 mars 1857, a été présentée par le préposé de la congrégation des Bénédictins de Suisse.

Le décret dont nous parlons avait ordonné que dans tous les ordres religieux à vœux solennels l'émission de vœux simples précède, après le noviciat, la profession des vœux solennels, et que le nouveau profès ne puisse être admis à faire ces derniers vœux qu'après s'être exercé pendant trois ans, à la satisfaction de ses supérieurs, dans la pratique des vœux simples. Contrairement à ce décret, le préposé de ladite congrégation demande que l'ancien usage de faire des vœux solennels immédiatement après le noviciat soit conservé au moins dans les maisons de cette congrégation, parce que l'observation du décret mentionné entraînerait pour les bénédictins de Suisse beaucoup de difficultés, d'incon-

Digitized by Google

vénients et de dangers, surtout pour les aspirants à l'état ecclésiastique. D'ailleurs, on pourrait néanmoins atteindre la fin salutaire que l'Église s'est proposée en portant ce décret, si l'on soumettait à une épreuve plus sévère les postulants avant de les admettre au noviciat et pendant toute la durée de ce noviciat. Il propose en particulier que dorénavant personne ne soit plus admis au noviciat avant d'avoir achevé sa dix-huitième année, que les postulants, avant de commencer leur noviciat, étudient d'abord au moins pendant deux ans dans un collége du couvent où ils désirent entrer, ou bien dans un établissement épiscopal, que pendant la durée du noviciat ils soient initiés convenablement à la vie ascétique et à la discipline religieuse, et qu'ils acquièrent une connaissance approfondie des règles et des constitutions de l'ordre, qu'enfin, quand ils ont donné des preuves incontestables de vocation religieuse et qu'ils ont parfaitement soutenu toutes les épreuves du noviciat, ils soient admis à la profession solennelle d'après les règles et les statuts de l'ordre, mais seulement après avoir achevé leur vingt-et-unième année [1].

2. Une autre proposition désire que par rapport aux ordres religieux le concile veuille établir ou renouveler diverses prescriptions nécessaires, à notre époque principalement, pour que leurs travaux pour le salut des âmes soient couronnés de succès.

a) Tous les ordres religieux, surtout ceux qui ont été fondés ou régénérés nouvellement, étant exposés à la tentation si dangereuse de s'étendre au dehors et de se propager rapidement, se serviront des précautions les plus grandes pour la réception de nouveaux membres.

[1] Cf. Recueil, p. III, sect. II, 1.

Digitized by Google

b) Le noviciat sera organisé d'une manière convenable et, à aucune condition, il ne sera jamais abrégé.

c) Les ordres et les congrégations religieuses qui s'occupent du ministère des âmes, et dont par conséquent les membres sont exposés à des dangers d'un genre spécial, devront doublement user de précaution, quand il s'agit de la réception de nouveaux membres. En particulier, les supérieurs religieux ne devraient jamais recevoir des ecclésiastiques qui n'ont pas montré dans les séminaires épiscopaux ou dans les ministères qu'ils ont remplis la science ou la vertu suffisantes.

d) Comme il faut de nos jours, où l'on voit tant d'hostilité contre la vie religieuse, éviter ou écarter tout ce qui peut exciter la malice des hommes ou leur fournir des prétextes d'attaques odieuses contre les ordres religieux, il est dans l'intérêt de l'ordre, dans l'intérêt de sa prospérité, de son honneur et de son influence, que les membres malades et corrompus puissent, plus facilement que par le passé, être retranchés du corps de la société, ou de quelque autre manière mis hors d'état de nuire, que les maisons religieuses tombées dans le relâchement soient ou réformées ou entièrement supprimées, et qu'enfin les ordres ou les congrégations religieuses reconnus inutiles disparaissent complétement.

e) Pour que toutes les occasions de conflits scandaleux entre le clergé séculier et le clergé régulier soient évitées entièrement, il serait désirable que le clergé régulier ne reçoive pas facilement de nouveaux priviléges et qu'on soumette à une révision sévère ceux dont il est déjà en possession [1].

[1] Cf. Recueil, p. III, sect. II, 1.

Digitized by Google

3. Une autre proposition se rapporte aux congrégations de femmes fondées dans les derniers temps en si grand nombre et qui se consacrent à l'instruction et à l'éducation, au soin des malades et des pauvres, comme à d'autres œuvres de la miséricorde chrétienne. A cause des immenses bienfaits qu'elles répandent, à cause des âmes innombrables qui vivaient éloignées de Dieu et de l'Eglise et qu'elles ont réconciliées avec la religion et ramenées dans une meilleure voie, on propose au concile d'exhorter les évêques que non-seulement ils n'opposent pas à ces congrégations des difficultés et des obstacles, mais qu'ils les favorisent le plus possible dans leur propagation et dans leurs œuvres. La grande variété de ces congrégations, dit la proposition, a quelque chose de bon. Qu'on ne se laisse donc pas aller à la tentation de fondre ensemble ces congrégations si nombreuses et si différentes, pour les réduire peut-être toutes à trois ou quatre congrégations plus grandes.

D'un autre côté, on ne peut disconvenir qu'une grande vigilance est nécessaire de la part des évêques, lorsque des congrégations nouvelles commencent à se former. Ils doivent alors s'assurer que la congrégation naissante possède réellement les conditions de la vitalité, et qu'elle est apte à faire le bien dans la mesure désirable.

La proposition demande toutefois absolument que ces congrégations à vœux simples soient soumises toutes à la juridiction des évêques[1].

4. Une proposition analogue, relative à des associations pieuses d'hommes ou de femmes, a été présentée par les évêques de la Belgique. Il y est dit qu'il y a en Belgique, outre les couvents proprement dits, des mai-

[1] Cf. Recueil, p. III, sect. II, 1.

Digitized by Google

sons pieuses innombrables pour les hommes comme pour les femmes. Dans chacun des diocèses de la Belgique il en existe jusqu'à deux à trois cents. Formées avec l'approbation des évêques et aidées de leurs conseils, ces associations se consacrent aux œuvres de la charité et de la miséricorde chrétiennes et font un bien immense. Or, quand les circonstances le permettent, on suit pour elles les prescriptions et les règles canoniques faites pour les couvents, par exemple par rapport au noviciat, à la restriction du commerce avec le monde, au maintien et au développement de l'esprit de pauvreté. Cependant il ne serait pas possible d'appliquer à ces pieuses associations les prescriptions canoniques selon toute leur étendue. La proposition demande donc que pour ces institutions l'autorité des évêques soit maintenue entière et sans être gênée dans son exercice[1].

[1] Cf. Recueil, p. III, sect. II, 3.

Digitized by Google

QUATRIÈME PARTIE

LES AFFAIRES DU RITE ORIENTAL ET LES MISSIONS

Sur ce double objet aucun schème n'avait été préparé, et un petit nombre de propositions seulement ont été présentées à la commission des *postulata*. Du nombre de ces dernières sont :

1. La proposition dont nous avons parlé plus haut, concernant la recommandation des œuvres des Écoles d'Orient, de la Propagation de la foi et de la sainte Enfance.

2. Une proposition (écrite en fort mauvais latin), présentée par M^gr^ Tobia Aun Maronita, archevêque de Bairout, déplore la triste situation faite à l'Église, dans la Syrie, par le concours de diverses causes pour la destruction desquelles il réclame avec instance le secours du concile.

Au nombre de ces causes il cite particulièrement les efforts faits déjà depuis trente ans par les protestants fanatiques pour répandre dans le pays le poison de leurs erreurs par les écoles qu'ils dirigent, par les bibles falsifiées et les écrits pernicieux de toutes sortes qu'ils dis-

Digitized by Google

tribuent gratuitement avec profusion. Comme unique remède vraiment efficace contre ce mal qui augmente tous les jours, il propose la distribution gratuite de bons et sains ouvrages catholiques.

Une seconde cause bien pernicieuse de cette triste situation, dit la proposition, ce sont les mauvais et irréligieux exemples des Français qu'on trouve dans ce pays, à Bairout et ailleurs. Par la parole, par l'exemple et par la diffusion d'ouvrages irréligieux, ils communiquent le poison de leur incrédulité et de leur impiété, surtout aux jeunes gens qui ont été élevés dans les établissements dirigés par les jésuites. Bien que dans ces établissements où ils entrent âgés de douze à quatorze ans, ces jeunes gens soient élevés avec beaucoup de soin, malheureusement ils n'ont pas encore, en les quittant à l'âge de seize à dix-huit ans, toute la fermeté de caractère et de convictions religieuses nécessaire pour que, tombant entre les mains de ces corrupteurs de la jeunesse dont ils ont appris la langue, ils ne deviennent pas les victimes de leurs artifices.

Pour remédier à ce mal et le détruire entièrement s'il est possible, on propose *premièrement* qu'on s'attache davantage dans ces établissements à affermir les élèves dans leurs convictions religieuses; *secondement* que les jeunes gens entrent dans ces établissements, et par suite en sortent à un âge plus avancé; *troisièmement* qu'on les éloigne le plus possible de toute relation avec les hérétiques et les incrédules, et *quatrièmement*, enfin, qu'on réduise le nombre trop considérable des élèves[1].

3. Les autres propositions se rattachant à l'objet qui nous occupe ici contiennent diverses motions touchant la

[1] Cf. Recueil, p. IV, 1.

Digitized by Google

réunion des sectes séparées de l'Église catholique, et la conversion des païens et des infidèles.

Quant à la réunion des Grecs schismatiques avec l'Église catholique, on propose qu'on leur permette de garder leur rite, en leur donnant l'assurance solennelle de cette concession, et que de même on leur accorde, en ce qui concerne la discipline, toutes les libertés qui ne sont pas entièrement incompatibles avec la loi chrétienne. Comme l'ignorance est une des principales causes de la persistance du schisme, on voudrait qu'on travaillât sérieusement à répandre parmi les schismatiques la connaissance de la véritable doctrine catholique, par exemple en érigeant dans les pays schismatiques des couvents et des colléges dirigés par des prêtres savants et zélés, afin que ces institutions soient comme un foyer d'où la lumière de la science catholique, surtout la science des anciens Pères grecs, se répandra au loin[1].

4. Dans une proposition relative à la conversion des infidèles dans les pays lointains, on fait ressortir les grands avantages qui résultent pour ces travaux apostoliques de la grande facilité que présentent de nos jours les communications entre les différents peuples. Puis on y fait les propositions suivantes :

a) Que sur le modèle du séminaire de *propaganda Fide,* établi à Rome, et du séminaire des Missions étrangères de Paris, on érige dans les divers pays chrétiens des séminaires spéciaux, destinés à former de bons missionnaires.

b) Qu'on ait soin d'établir dans les pays païens mêmes où les missionnaires sont envoyés, des couvents d'où la vérité chrétienne puisse se répandre plus faci-

[1] Cf. Recueil, p. II, sect. II, 1.

Digitized by Google

lement, des écoles et des maisons d'éducation chrétiennes.

c) Qu'on cherche à former un clergé indigène destiné à travailler à la conversion de ces pays infidèles. Dans ce but on enverrait dans les établissements d'Europe, pour y être préparés à leur future vocation, les jeunes gens de ces pays auxquels on reconnaîtrait les talents nécessaires.

d) Enfin qu'on érige des diocèses et qu'on institue des évêques proprement dits partout où des communautés chrétiennes stables se sont formées en assez grand nombre, pour que ces évêques, ne dépendant plus de la Propagande, étant par conséquent moins gênés dans leur action, puissent administrer leur diocèse d'après le droit commun [1].

5. Une proposition analogue à cette dernière demande que la sacrée congrégation de *propaganda Fide* soit divisée ou plutôt qu'on établisse une double Propagande. On attend de cette division de grands avantages pour les missions, puisque la prospérité de cette œuvre dépend essentiellement, d'une part, d'une juste répartition des travaux apostoliques, et, d'autre part, de l'emploi convenable des ressources pécuniaires.

On propose que l'un de ces deux établissements soit destiné exclusivement à l'Orient, et composé de prélats en partie latins et en partie orientaux, mais qui tous connaissent parfaitement les langues et la situation des affaires de l'Orient, tandis que l'autre, consacré aux autres pays infidèles, se composeraient d'évêques ou d'anciens missionnaires et de religieux ayant été eux-mêmes dans les missions, afin qu'ainsi les membres de

[1] Cf. Recueil, p. II, sect. II, 1.

Digitized by Google

cette institution connaissent par leur expérience personnelle les peuples et les pays païens.

Enfin on exprime le désir qu'un rapport, édité par la Propagande elle-même et adressé annuellement à tous les évêques, rende compte de l'état et des progrès des missions, pour exciter et maintenir ainsi l'intérêt des fidèles pour les missionnaires et leurs travaux[1].

[1] Cf. Recueil, p. II, sect. II, 1.

Digitized by Google

CONCLUSION

—

En terminant, nous parlerons encore de *trois autres propositions* qui ont quelque analogie avec celles que nous venons de mentionner. Elles se rapportent à la réunion des *protestants*, à la réunion des dissidents appelés en Belgique *Stevenistes*, en France *la petite Église*, et à la conversion des juifs.

1. La proposition relative à la réunion des protestants rappelle que parmi les protestants qui ont conservé encore un vif sentiment religieux, surtout parmi les anglicans, il s'en rencontre de nos jours un grand nombre qui montrent de bien des manières un désir ardent de revenir à l'Église catholique, désir éveillé par le spectacle du dépérissement de plus en plus évident de la religion dans le protestantisme, et de la transformation successive du protestantisme en rationalisme et en incrédulité. L'amour de Jésus-Christ et la charité envers les frères séparés demandent, dit la proposition, qu'on favorise le plus possible la réalisation de ces désirs et qu'on écarte tous les obstacles qui ne sont pas fondés sur le dogme même. On propose en particulier que le concile lui-même fasse publier une instruction dont puissent se servir avec fruit les prêtres et les laïques qui consacrent leurs forces dans les pays protestants à la cause de cette réunion.

Digitized by Google

Dans cette instruction il faudrait, disent les auteurs de la proposition, faire attention principalement à traiter ceux d'entre nos frères séparés qui pensent sérieusement au retour, avec le plus de charité chrétienne, d'indulgence et de déférence possible, et de ne rien exiger d'eux que la foi catholique et l'unité de l'Église ne demandent pas comme absolument nécessaire[1].

2. Par rapport au schisme des dissidents qu'on appelle en France *la petite Église* et qui en Belgique se nomment *Stevenistes*, deux propositions spéciales avaient été présentées, l'une par l'évêque de Luçon et l'autre par l'archevêque de Malines. Cette secte, qui compte encore environ quatre cents personnes dans le diocèse de Malines, et qui en France a des partisans, particulièrement dans la Vendée, où l'on opposa autrefois à la révolution une résistance si longue et si héroïque, date du commencement de notre siècle. Quand le concordat, publié par la lettre apostolique *Tam multa*, du 15 mars 1801, fut conclu entre le Saint-Siége et Napoléon Bonaparte, premier consul de la république française, quelques évêques refusèrent obstinément de donner la démission qu'on leur avait imposée. Ils eurent un certain nombre de partisans dont nous avons encore des restes en France et en Belgique. Ces dissidents considèrent comme illégitimes ou intrus les évêques établis par le Saint-Siége à la place des anciens, et de même les curés nommés par les nouveaux évêques. Ils se distinguent, comme il est dit dans la proposition de l'évêque de Luçon, par une certaine gravité et une grande pureté de mœurs. Évitant de prendre part au culte public de l'Église, ils s'assemblent dimanches et fêtes dans quelque maison particulière pour y prier en

[1] Cf. Recueil, p. II, sect. II, 1.

Digitized by Google

commun sous la présidence d'un laïque (ordinairement d'un homme, quelquefois pourtant d'une femme) qui baptise aussi leurs enfants et assiste à la célébration de leurs mariages. Bien qu'ayant diminué dans les derniers temps d'année en année, cette secte vit pourtant toujours, surtout dans la Vendée, où elle se soutient en même temps par le moyen d'un élément politique, de l'attachement inflexible à l'ancienne royauté.

Les deux propositions présentées à ce sujet demandent que le concile du Vatican adresse à ces âmes aveuglées un avertissement pressant pour les rappeler à leur devoir.

L'archevêque de Malines propose que dans le schème de l'Église, à l'endroit où il est parlé de la primauté du pape, on mette un passage disant que le pape, en vertu de la plénitude de sa puissance, peut recourir à des mesures extraordinaires, quand il le juge utile au bien de l'Église, puissance dont Pie VII, pour citer un exemple, a fait usage pour le rétablissement du culte en France, en supprimant d'anciens siéges épiscopaux pour ériger de nouveaux siéges, en sorte que tous ceux qui s'opposent à ces sortes de mesures émanées du Saint-Siége, en refusant l'obéissance aux évêques institués par le pape, sont en réalité des schismatiques.

A la proposition de l'évêque de Luçon se trouvent jointes des observations critiques sur deux écrits qui se rapportent à cette question, écrits dont l'un, publié en 1803, porte ce titre : *Canonicæ et reverendissimæ Expostulationes*, et l'autre, ayant paru en 1869 : *Reverendissima Commentatio* [1]

La proposition relative à la conversion des Juifs avait été provoquée par deux frères, les abbés Lehmann, con-

[1] Cf. Recueil, p. IV, 2 et 2a.

Digitized by Google

vertis eux-mêmes du judaïsme au christianisme. Ils donnèrent lieu à la proposition dont nous parlons par divers ouvrages qu'ils avaient écrits dans ce but avec une éloquence chaleureuse peu de temps avant l'ouverture, et pendant la durée du concile du Vatican [1].

La proposition, signée de cinq cent dix Pères du concile, demande que le concile fasse aux Israélites un appel pour les inviter affectueusement à se convertir enfin à Jésus-Christ, comme au Messie promis à leurs pères. Pour motiver cette proposition, les auteurs se disent animés de la confiance qu'un tel avertissement ne restera pas sans effet, à notre époque surtout où l'ancienne barrière de séparation est tombée dans la vie civile, et qu'ainsi cet appel sera entendu par beaucoup d'Israélites, qui répondront en disant d'une voix unanime : « Hosanna au Fils de David! Béni soit celui qui vient au nom du Seigneur [2]. »

En terminant ici notre travail, nous exprimons de nouveau le vœu ardent que nous formons de voir bientôt revenir le jour où le concile reprendra ses travaux, pour achever, à la joie de toute la chrétienté, la tâche dont, après la lecture de cet opuscule, personne ne méconnaîtra la haute importance.

[1] La Question du Messie et le concile du Vatican. Paris, 1869. — La Dissolution de la synagogue en face de la vitalité de l'Église. Rome, 1870.

[2] Cf. Recueil, p. IV, 3.

FIN

Digitized by Google

Digitized by Google

TABLE

DES MATIÈRES

PRÉFACE. v

INTRODUCTION

I. — Des motifs qui nous ont porté à cette publication. . . 1
II. — Du plan suivi dans ce travail. 5

PREMIÈRE PARTIE

Travaux dogmatiques du Concile.

PREMIÈRE SECTION

LES DEUX CONSTITUTIONS DOGMATIQUES DU CONCILE

I. — La constitution dogmatique de la foi catholique. Notions préliminaires. 11
Chapitre I. 14
— II. 16
— III. 20
— IV. 25

Digitized by Google

II. — La première constitution dogmatique sur l'Église de Jésus-Christ. Notions préliminaires 36
Chapitre I 39
— II 41
— III 43
— IV 51

DEUXIÈME SECTION

LES SCHÈMES DOGMATIQUES

I. — Schème sur la doctrine catholique considérée dans son opposition aux nombreuses erreurs dérivées du rationalisme. Notions préliminaires 58
Chapitre I 61
— II 63
— III 65
— IV 68
— V 73
II. — Schème de constitution sur l'Église de Jésus-Christ. . 75
III. — Schème de constitution sur le mariage chrétien. . . 85

TROISIÈME SECTION

LES PROPOSITIONS DOGMATIQUES

I. — Propositions occasionnées par les délibérations conciliaires 87
1. Proposition touchant l'ontologisme . . . . . *Ibid.*
2. Proposition et contre-proposition touchant l'infaillibilité pontificale 91
3. Propositions des archevêques de Westminster et de Malines 95
4. Proposition sur divers objets 97
5. Proposition sur les écoles mixtes 99
6. Proposition sur les questions sociales 101
II. — Propositions dogmatiques non provoquées par les délibérations conciliaires, mais sorties de l'initiative des Pères du concile 105

Digitized by Google

1. Touchant l'Assomption de la sainte Vierge. 105
2. Touchant la question de l'Usure. 107

DEUXIÈME PARTIE

La discipline.

—

PREMIÈRE SECTION

SCHÈMES RELATIFS A LA DISCIPLINE

I. — Schème d'une constitution sur les évêques, les synodes et les vicaires généraux. 112
II. — Schème d'une constitution sur le petit catéchisme. . 113
III. — Schème d'une constitution sur la vie et les devoirs des prêtres. 115
IV. — Schème d'une constitution sur la vacance du siége épiscopal. 117
V. — Schème d'une constitution sur les obligations relatives aux messes. 120
VI. — Schème d'une constitution sur les titres d'ordination. 122

SECONDE SECTION

PROPOSITIONS RELATIVES A LA DISCIPLINE

I. — Propositions relatives aux cardinaux et aux évêques. . 124
a) Touchant l'élection des cardinaux. . . . . *Ibid.*
b) Propositions touchant l'élection ou la nomination des évêques 125
c) Proposition relative à une nouvelle circonscription de certains diocèses. . . . . *Ibid.*

Digitized by Google

d) Propositions concernant la limitation des exemptions de la juridiction épiscopale 125
e) Proposition touchant les facultés accordées aux évêques 126
f) Proposition relative à l'appel au Saint-Siége 127
g) Proposition touchant la concession de distinctions honorifiques, de titres et priviléges . . . . . *Ibid.*
h) Proposition relative aux relations entre les chapitres des cathédrales et les évêques 128
i) Proposition relative à la célébration des conciles . . . *Ibid.*
II. — Propositions relatives au clergé en général . . . . . *Ibid.*
a) Quant à l'éducation des aspirants au sacerdoce . . . *Ibid.*
b) Quant à la culture de la science et de la piété de la part des prêtres occupés au ministère des âmes . . 129
c) Quant au ministère pastoral 130
d) Quant à la nomination aux charges ecclésiastiques . . 131
e) Quant à l'amovibilité des prêtres 132
f) Quant à l'établissement de maisons communes pour les prêtres 133
g) Quant au titre d'ordination 134
III. — Propositions relatives aux réformes dans la législation ecclésiastique du mariage . . . . . *Ibid.*
IV. — Propositions demandant une solution plus précise de diverses questions de droit-canon 141
V. — Propositions relatives aux francs-maçons et aux sociétés secrètes 143
VI. — Propositions relatives à la presse moderne . . . . . *Ibid.*
VII. — Propositions relatives au jeûne et à l'abstinence . . . 144
VIII. — Propositions relatives à la liturgie 145
IX. — Propositions relatives à la charité chrétienne et aux œuvres qu'elle a fondées dans l'Église 150

Digitized by Google

TROISIÈME PARTIE

Les Ordres religieux.

—

PREMIÈRE SECTION

SCHÈMES RELATIFS AUX ORDRES RELIGIEUX

I. — Les quatre premiers schèmes. Observations préliminaires. 155
1. Sur l'état religieux et les réguliers en général. . . *Ibid.*
2. Du vœu d'obéissance. . . . . *Ibid.*
3. De la vie commune parfaite. 156
4. De la clôture. 157
II. — Les quatorze autres schèmes. 162
5. Des petites communautés. . . . . *Ibid.*
6. Du noviciat et de l'instruction des novices. . . . 163
7. Des affiliations. . . . . *Ibid.*
8. Des études des réguliers. 164
9. Des grades et des titres. . . . . *Ibid.*
10. De l'ordination des réguliers. 165
11. Des élections parmi les réguliers. 166
12. De la visite des réguliers. 167
13. De l'expulsion des réguliers incorrigibles. . . . . *Ibid.*
14. De la juridiction des évêques sur les réguliers. . . *Ibid.*
15. Des religieuses 168
16. Des instituts religieux à vœux simples. 169
17. Des exercices spirituels et des retraites. 170
18. Des priviléges. . . . . *Ibid.*

Digitized by Google

SECONDE SECTION

PROPOSITIONS RELATIVES AUX ORDRES RELIGIEUX

I. — Proposition relative au décret du 10 mars 1857. . . . 172
II. — Proposition relative à divers objets. 173
III. — Proposition relative aux congrégations modernes de femmes. 175
IV. — Proposition relative à certaines associations pieuses de la Belgique. . . . . *Ibid.*

QUATRIÈME PARTIE

Les affaires du Rite oriental et les Missions.

I. — Proposition relative aux œuvres des Écoles d'Orient, de la Propagation de la foi et de la sainte Enfance . . 177
II. — Proposition de Mgr Tobia Aun Maronita, archevêque de Bairout . . . . . *Ibid.*
III. — Propositions touchant la réunion des communions séparées de l'Église catholique et la conversion des païens et des infidèles. 178

CONCLUSION

Propositions relatives à la réunion des protestants, aux dissidents appelés Stevenistes ou petite Église et à la conversion des Juifs. 182

3200. — TOURS, IMPR. MAME.

Digitized by Google

OMNIUM

CONCILII VATICANI

QUAE AD DOCTRINAM ET DISCIPLINAM PERTINENT

DOCUMENTORUM COLLECTIO

PER

CONRADUM MARTIN,
EPISCOPUM PADERBORNENSEM.

EDITIO ALTERA.

PADERBORNÆ.
SUMPTIBUS ET TYPIS FERDINANDI SCHŒNINGH.
1873.

Digitized by Google

Digitized by Google

PRAEFATIO.

Complectitur haec, quam in lucem edimus, Concilii Vaticani documentorum collectio non omnia quidem, sed tantummodo illa ejusdem Concilii documenta, quae ad doctrinam et disciplinam pertinent, nempe primo *duas illas Constitutiones dogmaticas,* quae in publicis Sessionibus tertia et quarta sancitae et promulgatae sunt; deinde illa *Decretorum Schemata,* quae, jussu Sanctissimi Patris, ab adscitis Viris theologis ecclesiasticique juris consultis praeparata, singulis Concilii Patribus distributa atque ad examen et judicium subjecta erant, tertio denique illa *Postulata,* quae secundum tenorem Litterarum Apostolicarum *Multiplices inter* peculiari Congregationi a Sanctissimo Patre pro excipiendis et expendendis ejusmodi propositionibus deputatae a Concilii Patribus erant exhibita.

Sed ingenue fatemur, primum, quum de suscipiendo hoc opere cogitaremus, etiam angustioribus limitibus illud nos circumscribere maluisse. Nam tunc nonnisi hoc nobis proposueramus, illa, quae diximus, Postulata integre collecta in lucem edere, exclusis tam illis duabus Constitutionibus dogmaticis, quam illis Decretorum Schematibus, quippe quae jam aliis viis longe lateque divulgata essent. Quum autem ad susceptum hoc opus aggressi essemus, facile nobis persuasimus, illa Postulata cum his, quae modo memoravimus, documentis tam arcte cohaerere, ut vix ab iis disjungi possent. Quapropter mutato consilio etiam haec documenta Postulatorum collectioni inserere constituimus. Jam vero, si quis quaerat, quaenam

Digitized by Google

potissimum causae nos impulerint, ut ipsorum *Postulatorum* publicationem susciperemus, primo in animum induximus illam, quae inter haec Postulata et Concilii ipsius acta intercedit, rationem. Nam haec est ejusmodi, ut, si quis ad rectam Concilii historiae intelligentiam pervenire voluerit, is illa Postulata omnino noscere debeat. An, ut hoc unum commemoremus, quisnam nescit, ipsam infallibilis magisterii Romani Pontificis definitionem, pro qua tanquam pretiosissimo hujus Concilii fructu Christiani omnes, qui hoc nomine digni sunt, Benignissimo Domino ex animo semper gratias agent, ex plurimorum Concilii Patrum postulatione ortum ducere? Sed etiam in se spectata haec Postulata magni pretii aestimanda sunt. Sunt enim haec Concilii *documenta* etiam egregia hujus temporis historiae ecclesiasticae *monumenta*. Nam auctores habent ecclesiarum antistites ex toto orbe terrarum in hoc Concilio coadunatos, qui modo singuli, modo cum pluribus aliis earundem ecclesiae provinciarum episcopis conjuncti his suis postulatis diserte enuntiant, quibusnam necessitatibus in quaque terrarum parte ecclesia prematur, a quibusnam potissimum medicamentis vulnerum, quae ipsi inflicta sint, sanatio exspectanda sit, quibusnam denique mediis totius ecclesiae bonum animarumque salus ex ipsorum sententia maxime promoveri possit. Quae quidem ejusmodi sunt, ut hodierni ecclesiae status nobis vivam quasi imaginem repraesentent.

Porro Postulata haec generaliter sumpta, quamquam majore, quam eorum, qui ea proposuerunt, auctoritate non sunt praedita, mirum quendam ecclesiasticae doctrinae, experientiae, sapientiae thesaurum continent, quem iis, quibus res ecclesiasticae cordi sunt, aperire, omnino operae pretium duximus.

Denique neque id silentio praetermittendum est, haec Postulata, penitius considerata, largam nobis materiem praebere ad retundenda tela inimicorum, qui teterrimis conviciis et calumniis Concilium Vaticanum impetere et lacerare non desinunt. Quid enim? Si quis haec Postulata sine praejudicata opinione perlustraverit, quodnam de eorum auctoribus judicium feret? Num cum istis calumniatoribus abjectorum

Digitized by Google

serviliumque adulatorum turpem eis notam inurere audebit, an potius agnoscet eorum modestiam quidem, sed et ingenuitatem, probitatem, libertatem, zelum denique, quo honori ecclesiae animarumque saluti consulere satagant et aeque sui ipsorum muneris episcopalis dignitatem, quam S. Sedis Apostolicae jura strenue defendant?

Quae quum ita se habeant, re iterum iterumque coram Deo pensitata, non potuimus dubitare, quin ex Postulatorum publicatione non parum utilitatis in ecclesiam redundaret. Quum vero hodiernorum temporum rationes nos non sperare sinant, Concilium Vaticanum tam feliciter coeptum et tam infeliciter interruptum jam proximo tempore labores suos retractaturum esse, Postulatorum publicationem existimavimus non diutius differendam, sed, obtenta a Sanctissimo Patre venia, huic operi illico manum admovendam esse. Sed de hac re haec hactenus.

Jam ut paucis exponamus, quonam modo et ordine rem susceptam tractaverimus, totum opus in quatuor partes distinximus. Primae parti attribuimus omnia documenta, quae ad *res dogmaticas* spectant; nempe primo illas duas, quas supra diximus, Constitutiones dogmaticas, deinde praeparata illa et Patribus Concilii distributa Constitutionum dogmaticarum Schemata, quae, si in Congregationibus generalibus jam discussa et a deputatione pro rebus fidei reformata fuerint, in hac ipsa forma reformata publicavimus; tertio denique *Postulata*, quae ad res dogmaticas spectant, et quidem eo digesta ordine, qui ordini, quo illae Constitutiones et illa Constitutionum Schemata sibi succedunt, respondet.

In secundam partem remisimus primo Constitutionum *de rebus disciplinae Schemata*, quae Concilii Patribus distributa, partim etiam in Congregationibus generalibus discussa et a deputatione pro rebus disciplinae reformata erant, deinde omnia quae ad disciplinam pertinent *Postulata*, et quidem hoc ordine disposita, ut illa, quae a magno episcoporum integrarum nationum vel provinciarum numero erant proposita, praemissa sint et sequantur reliqua, tam a singulis quam a pluribus Concilii Patribus proposita, suo quodque loco, maxime secundum rerum, quas tractant, diversitatem digesta.

Digitized by Google

In tertiam partem distribuimus tum Constitutionum *de Regularibus Schemata*, quae Concilii Patribus exhibita erant, tum Patrum, quae ad eandem rem pertinent, *Postulata.*

Quartae denique parti illa pauca documenta attribuimus, quae ad res *ritus Orientalis et missionum* pertinent.

Nomina postulantium quod attinet, ea, nisi res ipsa postulare videretur, ut adjungerentur, omittenda censuimus.

Haec sunt, quae praefanda habuimis. Quod superest, nihil ardentius cupimus et precamnr, quam ut Benignissimus Deus magni Concilii Vaticani magnum auctorem et Praesidem sanctissimum Patrem Nostrum Pium IX. captivitati et omnibus tribulationibus suis mox eripiat, ut de suis et s. Ecclesiae inimicis gloriose triumphans interruptum concilium restaurare et tam hoc ipsum, quam longum et gloriosum Pontificatum Suum felicissimo exitu coronare possit!

Paderbornae, d. 22. m. Februarii 1873.

Digitized by Google

PARS PRIMA.

DOCUMENTA, QUAE PERTINENT AD RES DOGMATICAS.

Digitized by Google

Digitized by Google

SECTIO PRIMA.

CONSTITUTIONES DOGMATICAE

EDITAE

IN SS. CONCILII VATICANI SESSIONIBUS III. ET IV.

---

1. CONSTITUTIO DOGMATICA DE FIDE CATHOLICA,

EDITA

IN SS. CONCILII VATICANI SESSIONE TERTIA.

PIUS EPISCOPUS

SERVUS SERVORUM DEI,

SACRO APPROBANTE CONCILIO AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

Dei Filius et generis humani Redemptor Dominus Noster Jesus Christus, ad Patrem coelestem rediturus, cum Ecclesia sua in terris militante omnibus diebus usque ad consummationem saeculi futurum se esse promisit. Quare dilectae sponsae praesto esse, adsistere docenti, operanti benedicere, periclitanti opem ferre nullo unquam tempore destitit. Haec vero salutaris ejus providentia, cum ex aliis beneficiis innumeris continenter apparuit, tum iis manifestissime comperta est fructibus, qui orbi christiano e Conciliis oecumenicis ac nominatim e Tridentino, iniquis licet temporibus celebrato, amplissimi provenerunt. Hinc enim sanctissima religionis dogmata pressius definita uberiusque exposita, errores damnati atque cohibiti; hinc ecclesiastica disciplina restituta firmiusque sancita, promotum in Clero scientiae et pietatis studium, parata adolescentibus ad sacram militiam educandis collegia, christiani denique populi mores et accuratiore fidelium eruditione et frequentiore sacramentorum usu instaurati. Hinc praeterea arctior membrorum cum visibili Capite communio, universoque corpori Christi mystico additus vigor; hinc religiosae multiplicatae familiae, aliaque christianae pietatis instituta; hinc ille etiam assiduus et usque ad sanguinis

Digitized by Google

effusionem constans ardor in Christi regno late per orbem propagando.

Verumtamen haec aliaque insignia emolumenta, quae per ultimam maxime oecumenicam Synodum divina clementia Ecclesiae largita est, dum grato, quo par est, animo recolimus; acerbum compescere haud possumus dolorem ob mala gravissima, inde potissimum orta, quod ejusdem sacrosanctae Synodi apud permultos vel auctoritas contempta, vel sapientissima neglecta fuere decreta.

Nemo enim ignorat, haereses, quas Tridentini Patres proscripserunt, dum, rejecto divino Ecclesiae magisterio, res ad religionem spectantes privati cujusvis judicio permitterentur, in sectas paullatim dissolutas esse multiplices, quibus inter se dissentientibus et concertantibus, omnis tandem in Christum fides apud non paucos labefactata est. Itaque ipsa sacra Biblia, quae antea christianae doctrinae unicus fons et judex asserebantur, jam non pro divinis haberi, imo mythicis commentis accenseri coeperunt.

Tum nata est et late nimis per orbem vagata illa rationalismi seu naturalismi doctrina, quae religioni christianae utpote supernaturali instituto per omnia adversans, summo studio molitur, ut Christo, qui solus Dominus et Salvator noster est, a mentibus humanis, a vita et moribus populorum excluso, merae quod vocant rationis vel naturae regnum stabiliatur. Relicta autem projectaque christiana religione, negato vero Deo et Christo ejus, prolapsa tandem est multorum mens in pantheismi, materialismi, atheismi barathrum, ut jam ipsam rationalem naturam, omnemque justi rectique normam negantes, ima humanae societatis fundamenta diruere connitantur.

Hac porro impietate circumquaque grassante, infeliciter contigit, ut plures etiam e catholicae Ecclesiae filiis a via verae pietatis aberrarent, in iisque, diminutis paullatim veritatibus, sensus catholicus attenuaretur. Variis enim ac peregrinis doctrinis abducti, naturam et gratiam, scientiam humanam et fidem divinam perperam commiscentes, genuinum sensum dogmatum, quem tenet ac docet Sancta Mater Ecclesia, depravare, integritatemque et sinceritatem fidei in periculum adducere comperiuntur.

Quibus omnibus perspectis, fieri qui potest, ut non commoveantur intima Ecclesiae viscera? Quemadmodum enim Deus vult omnes homines salvos fieri, et ad agnitionem veritatis venire; quemadmodum Christus venit, ut salvum faceret, quod perierat, et filios Dei, qui erant dispersi, congregaret in unum: ita Ecclesia, a Deo populorum mater et magistra constituta, omnibus debitricem se novit, ac lapsos erigere, labantes sus-

Digitized by Google

tinere, revertentes amplecti, confirmare bonos et ad meliora provehere parata semper et intenta est. Quapropter nullo tempore a Dei veritate, quae sanat omnia, testanda et praedicanda quiescere potest, sibi dictum esse non ignorans: *Spiritus meus, qui est in te, et verba mea, quae posui in ore tuo, non recedent de ore tuo amodo et usque in sempiternum.*[1])

Nos itaque, inhaerentes Praedecessorum Nostrorum vestigiis, pro supremo Nostro Apostolico munere veritatem catholicam docere ac tueri, perversasque doctrinas reprobare nunquam intermisimus. Nunc autem sedentibus Nobiscum et judicantibus universi orbis Episcopis, in hanc oecumenicam Synodum auctoritate Nostra in Spiritu Sancto congregatis, innixi Dei verbo scripto et tradito, prout ab Ecclesia catholica sancte custoditum et genuine expositum accepimus, ex hac Petri Cathedra in conspectu omnium salutarem Christi doctrinam profiteri et declarare constituimus, adversis erroribus potestate nobis a Deo tradita proscriptis atque damnatis.

CAPUT I.

De Deo rerum omnium Creatore.

Sancta Catholica Apostolica Romana Ecclesia credit et confitetur, unum esse Deum verum et vivum, Creatorem ac Dominum coeli et terrae, omnipotentem, aeternum, immensum, incomprehensibilem, intellectu ac voluntate omnique perfectione infinitum; qui cum sit una singularis, simplex omnino et incommutabilis substantia spiritualis, praedicandus est re et essentia a mundo distinctus, in se et ex se beatissimus, et super omnia, quae praeter ipsum sunt et concipi possunt, ineffabiliter excelsus.

Hic solus verus Deus bonitate sua et omnipotenti virtute non ad augendam suam beatitudinem, nec ad acquirendam, sed ad manifestandam perfectionem suam per bona, quae creaturis impertitur, liberrimo consilio simul ab initio temporis utramque de nihilo condidit creaturam, spiritualem et corporalem, angelicam videlicet et mundanam, ac deinde humanam quasi communem ex spiritu et corpore constitutam.[2])

Universa vero, quae condidit, Deus providentia sua tuetur atque gubernat, attingens a fine usque ad finem fortiter, et disponens omnia suaviter.[3]) Omnia enim nuda et aperta sunt oculis ejus,[4]) ea etiam, quae libera creaturarum actione futura sunt.

---

[1]) Is. LIX. 21.
[2]) Conc. Later. IV. c. 1. *Firmiter.*
[3]) Sap. VIII. 1.
[4]) Cf. Hebr. IV. 13.

Digitized by Google

CAPUT II.

De revelatione.

Eadem Sancta Mater Ecclesia tenet et docet, Deum, rerum omnium principium et finem, naturali humanae rationis lumine e rebus creatis certo cognosci posse; invisibilia enim ipsius, a creatura mundi, per ea quae facta sunt, intellecta, conspiciuntur:[1]) attamen placuisse ejus sapientiae et bonitati, alia eaque supernaturali via se ipsum ac aeterna voluntatis suae decreta humano generi revelare, dicente Apostolo: *Multifariam, multisque modis olim Deus loquens patribus in Prophetis: novissime, diebus istis locutus est nobis in Filio.*[2])

Huic divinae revelationi tribuendum quidem est, ut ea, quae in rebus divinis humanae rationi per se impervia non sunt, in praesenti quoque generis humani conditione ab omnibus expedite, firma certitudine et nullo admixto errore cognosci possint. Non hac tamen de causa revelatio absolute necessaria dicenda est, sed quia Deus ex infinita bonitate sua ordinavit hominem ad finem supernaturalem, ad participanda scilicet bona divina, quae humanae mentis intelligentiam omnino superant; siquidem oculus non vidit, nec auris audivit, nec in cor hominis ascendit, quae praeparavit Deus iis, qui diligunt illum.[3])

Haec porro supernaturalis revelatio, secundum universalis Ecclesiae fidem, a sancta Tridentina Synodo declaratam, continetur in libris scriptis et sine scripto traditionibus, quae ipsius Christi ore ab Apostolis acceptae, aut ab ipsis Apostolis Spiritu Sancto dictante quasi per manus traditae, ad nos usque pervenerunt.[4]) Qui quidem veteris et novi Testamenti libri integri cum omnibus suis partibus, prout in ejusdem Concilii decreto recensentur, et in veteri vulgata latina editione habentur, pro sacris et canonicis suscipiendi sunt. Eos vero Ecclesia pro sacris et canonicis habet, non ideo quod sola humana industria concinnati, sua deinde auctoritate sint approbati; nec ideo dumtaxat, quod revelationem sine errore contineant: sed propterea quod Spiritu Sancto inspirante conscripti Deum habent auctorem, atque ut tales ipsi Ecclesiae traditae sunt.

Quoniam vero, quae sancta Tridentina Synodus de interpretatione divinae Scripturae ad coërcenda petulantia ingenia salubriter decrevit, a quibusdam hominibus prave exponuntur,

---

[1]) Rom. I. 20. [2]) Hebr. I. 1 — 2. [3]) 1. Cor. II. 9.
[4]) Conc. Trid. sess. IV. Decr. de Can. Script.

Digitized by Google

Nos, idem decretum renovantes, hanc illius mentem esse declaramus, ut in rebus fidei et morum, ad aedificationem doctrinae Christianae pertinentium, is pro vero sensu sacrae Scripturae habendus sit, quem tenuit ac tenet Sancta Mater Ecclesia, cujus est judicare de vero sensu et interpretatione Scripturarum sanctarum; atque ideo nemini licere contra hunc sensum, aut etiam contra unanimem consensum Patrum ipsam Scripturam sacram interpretari.

CAPUT III.

De fide.

Quum homo a Deo tamquam Creatore et Domino suo totus dependeat, et ratio creata increatae Veritati penitus subjecta sit, plenum revelanti Deo intellectus et voluntatis obsequium fide praestare tenemur. Hanc vero fidem, quae humanae salutis initium est, Ecclesia catholica profitetur virtutem esse supernaturalem, qua, Dei aspirante et adjuvante gratia, ab eo revelata vera esse credimus, non propter intrinsecam rerum veritatem naturali rationis lumine perspectam, sed propter auctoritatem ipsius Dei revelantis, qui nec falli nec fallere potest. Est enim fides, testante Apostolo, sperandarum substantia rerum, argumentum non apparentium.[1])

Ut nihilominus fidei nostrae obsequium rationi consentaneum esset, voluit Deus cum internis Spiritus Sancti auxiliis externa jungi revelationis suae argumenta, facta scilicet divina, atque imprimis miracula et prophetias, quae cum Dei omnipotentiam et infinitam scientiam luculenter commonstrent, divinae revelationis signa sunt certissima et omnium intelligentiae accommodata. Quare tum Moyses et Prophetae, tum ipse maxime Christus Dominus multa et manifestissima miracula et prophetias ediderunt; et de Apostolis legimus: *Illi autem profecti praedicaverunt ubique, Domino cooperante, et sermonem confirmante, sequentibus signis.*[2]) Et rursum scriptum est: *Habemus firmiorem propheticum sermonem, cui bene facitis attendentes quasi lucernae lucenti in caliginoso loco.*[3])

Licet autem fidei assensus nequaquam sit motus animi caecus: nemo tamen evangelicae praedicationi consentire potest, sicut oportet ad salutem consequendam, absque illuminatione et inspiratione Spiritus Sancti, qui dat omnibus suavitatem in consentiendo et credendo veritati.[4]) Quare fides ipsa in se,

---

[1]) Hebr. XI. 1. [2]) Marc. XVI. 20.
[3]) 2. Petr. I. 19. [4]) Synod. Araus. II. can. 7.

Digitized by Google

etiamsi per charitatem non operetur, donum Dei est, et actus ejus est opus ad salutem pertinens, quo homo liberam praestat ipsi Deo obedientiam, gratiae ejus, cui resistere posset, consentiendo et cooperando.

Porro fide divina et catholica ea omnia credenda sunt, quae in verbo Dei scripto vel tradito continentur, et ab Ecclesia sive solemni judicio sive ordinario et universali magisterio tamquam divinitus revelata credenda proponuntur.

Quoniam vero sine fide impossibile est placere Deo, et ad filiorum ejus consortium pervenire; ideo nemini unquam sine illa contigit justificatio, nec ullus, nisi in ea perseveraverit usque in finem, vitam aeternam assequetur. Ut autem officio veram fidem amplectendi, in eaque constanter perseverandi satisfacere possemus, Deus per Filium suum unigenitum Ecclesiam instituit, suaeque institutionis manifestis notis instruxit, ut ea tamquam custos et magistra verbi revelati ab omnibus posset agnosci. Ad solam enim catholicam Ecclesiam ea pertinent omnia, quae ad evidentem fidei christianae credibilitatem tam multa et tam mira divinitus sunt disposita. Quin etiam Ecclesia per se ipsa, ob suam nempe admirabilem propagationem, eximiam sanctitatem et inexhaustam in omnibus bonis foecunditatem, ob catholicam unitatem, invictamque stabilitatem, magnum quoddam et perpetuum est motivum credibilitatis et divinae suae legationis testimonium irrefragabile.

Quo fit, ut ipsa veluti signum levatum in nationes, [1]) et ad se invitet, qui nondum crediderunt, et filios suos certiores faciat, firmissimo niti fundamento fidem, quam profitentur. Cui quidem testimonio efficax subsidium accedit ex superna virtute. Etenim benignissimus Dominus et errantes gratia sua excitat atque adjuvat, ut ad agnitionem veritatis venire possint; et eos, quos de tenebris transtulit in admirabile lumen suum, in hoc eodem lumine ut perseverent, gratia sua confirmat, non deserens, nisi deseratur. Quocirca minime par est conditio eorum, qui per coeleste fidei donum catholicae veritati adhaeserunt, atque eorum, qui ducti opinionibus humanis, falsam religionem sectantur; illi enim, qui fidem sub Ecclesiae magisterio susceperunt, nullam unquam habere possunt justam causam mutandi, aut in dubium fidem eamdem revocandi. Quae cum ita sint, gratias agentes Deo Patri, qui dignos nos fecit in partem sortis sanctorum in lumine, tantam ne negligamus salutem, sed aspicientes in auctorem fidei et consummatorem Jesum, teneamus spei nostrae confessionem indeclinabilem.

---

[1]) Is. XI. 12.

Digitized by Google

CAPUT IV.

De fide et ratione.

Hoc quoque perpetuus Ecclesiae catholicae consensus tenuit et tenet, duplicem esse ordinem cognitionis, non solum principio, sed objecto etiam distinctum: principio quidem, quia in altero naturali ratione, in altero fide divina cognoscimus; objecto autem, quia praeter ea, ad quae naturalis ratio pertingere potest, credenda nobis proponuntur mysteria in Deo abscondita, quae, nisi revelata divinitus, innotescere non possunt. Quocirca Apostolus, qui a gentibus Deum per ea, quae facta sunt, cognitum esse testatur, disserens tamen de gratia et veritate, quae per Jesum Christum facta est,[1]) pronuntiat: Loquimur Dei sapientiam in mysterio, quae abscondita est, quam praedestinavit Deus ante saecula in gloriam nostram, quam nemo principum hujus saeculi cognovit: — nobis autem revelavit Deus per Spiritum suum: Spiritus enim omnia scrutatur, etiam profunda Dei.[2]) Et ipse Unigenitus confitetur Patri, quia abscondit haec a sapientibus et prudentibus, et revelavit ea parvulis.[3])

Ac ratio quidem, fide illustrata, cum sedulo, pie et sobrie quaerit, aliquam, Deo dante, mysteriorum intelligentiam eamque fructuosissimam assequitur, tum ex eorum, quae naturaliter cognoscit, analogia, tum e mysteriorum ipsorum nexu inter se et cum fine hominis ultimo; nunquam tamen idonea redditur ad ea perspicienda instar veritatum, quae proprium ipsius objectum constituunt. Divina enim mysteria suapte natura intellectum creatum sic excedunt, ut etiam revelatione tradita et fide suscepta, ipsius tamen fidei velamine contecta et quadam quasi caligine obvoluta maneant, quamdiu in hac mortali vita peregrinamur a Domino: per fidem enim ambulamus, et non per speciem.[4])

Verum etsi fides sit supra rationem, nulla tamen unquam inter fidem et rationem vera dissensio esse potest: cum idem Deus, qui mysteria revelat et fidem infundit, animo humano rationis lumen indiderit; Deus autem negare seipsum non possit, nec verum vero unquam contradicere. Inanis autem hujus contradictionis species inde potissimum oritur, quod vel fidei dogmata ad mentem Ecclesiae intellecta et exposita non fuerint, vel opinionum commenta pro rationis effatis habeantur. Omnem igitur assertionem veritati illuminatae fidei contrariam

---

[1]) Joan. I. 17. [2]) 1. Cor. II. 7—9. [3]) Matth. XI. 25.
[4]) 2. Cor. V. 7.

Digitized by Google

omnino falsam esse definimus.[1]) Porro Ecclesia, quae una cum apostolico munere docendi, mandatum accepit, fidei depositum custodiendi, jus etiam et officium divinitus habet falsi nominis scientiam proscribendi, ne quis decipiatur per philosophiam, et inanem fallaciam.[2]) Quapropter omnes christiani fideles hujusmodi opiniones, quae fidei doctrinae contrariae esse cognoscuntur, maxime si ab Ecclesia reprobatae fuerint, non solum prohibentur tanquam legitimas scientiae conclusiones defendere, sed pro erroribus potius, qui fallacem veritatis speciem prae se ferant, habere tenentur omnino.

Neque solum fides et ratio inter se dissidere nunquam possunt, sed opem quoque sibi mutuam ferunt, cum recta ratio fidei fundamenta demonstret, ejusque lumine illustrata rerum divinarum scientiam excolat; fides vero rationem ab erroribus liberet ac tueatur, eamque multiplici cognitione instruat. Quapropter tantum abest, ut Ecclesia humanarum artium et disciplinarum culturae obsistat, ut hanc multis modis juvet atque promoveat. Non enim commoda ab iis ad hominum vitam dimanantia aut ignorat aut despicit; fatetur imo, eas, quemadmodum a Deo, scientiarum Domino, profectae sunt, ita si rite pertractentur, ad Deum, juvante ejus gratia, perducere. Nec sane ipsa vetat, ne hujusmodi disciplinae in suo quaeque ambitu propriis utantur principiis et propria methodo; sed justam hanc libertatem agnoscens, id sedulo cavet, ne divinae doctrinae repugnando errores in se suscipiant, aut fines proprios transgressae, ea, quae sunt fidei, occupent et perturbent.

Neque enim fidei doctrina, quam Deus revelavit, velut philosophicum inventum proposita est humanis ingeniis perficienda, sed tanquam divinum depositum Christi Sponsae tradita, fideliter custodienda et infallibiliter declaranda. Hinc sacrorum quoque dogmatum is sensus perpetuo est retinendus, quem semel declaravit Sancta Mater Ecclesia, nec unquam ab eo sensu, altioris intelligentiae specie et nomine, recedendum. Crescat igitur et multum vehementerque proficiat, tam singulorum, quam omnium, tam unius hominis, quam totius Ecclesiae, aetatum ac saeculorum gradibus, intelligentia, scientia, sapientia: sed in suo dumtaxat genere, in eodem scilicet dogmate, eodem sensu, eademque sententia.[3])

---

[1]) Conc. Lat. V. Bulla *Apostolici regiminis.*
[2]) Coloss. II. 8. [3]) Vinc. Lir. Common. n. 28.

Digitized by Google

CANONES.

I.

De Deo rerum omnium Creatore.

1. Si quis unum verum Deum visibilium et invisibilium Creatorem et Dominum negaverit; anathema sit.

2. Si quis praeter materiam nihil esse affirmare non erubuerit; anathema sit.

3. Si quis dixerit, unam eandemque esse Dei et rerum omnium substantiam vel essentiam; anathema sit.

4. Si quis dixerit, res finitas, tum corporeas tum spirituales, aut saltem spirituales, e divina substantia emanasse;

aut divinam essentiam sui manifestatione vel evolutione fieri omnia;

aut denique Deum esse ens universale seu indefinitum, quod sese determinando constituat rerum universitatem in genera, species et individua distinctam; anathema sit.

5. Si quis non confiteatur, mundum, resque omnes, quae in eo continentur, et spirituales et materiales, secundum totam suam substantiam a Deo ex nihilo esse productas;

aut Deum dixerit non voluntate ab omni necessitate libera, sed tam necessario creasse, quam necessario amat seipsum;

aut mundum ad Dei gloriam conditum esse negaverit; anathema sit.

II.

De revelatione.

1. Si quis dixerit, Deum unum et verum, Creatorem et Dominum nostrum, per ea, quae facta sunt, naturali rationis humanae lumine certo cognosci non posse; anathema sit.

2. Si quis dixerit, fieri non posse, aut non expedire, ut per revelationem divinam homo de Deo, cultuque ei exhibendo edoceatur; anathema sit.

3. Si quis dixerit, hominem ad cognitionem et perfectionem, quae naturalem superet, divinitus evehi non posse, sed ex seipso ad omnis tandem veri et boni possessionem jugi profectu pertingere posse et debere; anathema sit.

4. Si quis sacrae Scripturae libros integros cum omnibus suis partibus, prout illos sancta Tridentina Synodus recensuit, pro sacris et canonicis non susceperit, aut eos divinitus inspiratos esse negaverit; anathema sit.

Digitized by Google

III.

De fide.

1. Si quis dixerit, rationem humanam ita independentem esse, ut fides ei a Deo imperari non possit; anathema sit.

2. Si quis dixerit, fidem divinam a naturali de Deo et rebus moralibus scientia non distingui, ac propterea ad fidem divinam non requiri, ut revelata veritas propter auctoritatem Dei revelantis credatur; anathema sit.

3. Si quis dixerit, revelationem divinam externis signis credibilem fieri non posse, ideoque sola interna cujusque experientia aut inspiratione privata homines ad fidem moveri debere; anathema sit.

4. Si quis dixerit, miracula nulla fieri posse, proindeque omnes de iis narrationes, etiam in sacra Scriptura contentas, inter fabulas vel mythos ablegandas esse; aut miracula certo cognosci nunquam posse, nec iis divinam religionis christianae originem rite probari; anathema sit.

5. Si quis dixerit, assensum fidei christianae non esse liberum, sed argumentis humanae rationis necessario produci; aut ad solam fidem vivam, quae per charitatem operatur, gratiam Dei necessariam esse; anathema sit.

6. Si quis dixerit, parem esse conditionem fidelium atque eorum, qui ad fidem unice veram nondum pervenerunt, ita ut catholici justam causam habere possint, fidem, quam sub Ecclesiae magisterio jam susceperunt, assensu suspenso in dubium vocandi, donec demonstrationem scientificam credibilitatis et veritatis fidei suae absolverint; anathema sit.

IV.

De fide et ratione.

1. Si quis dixerit, in revelatione divina nulla vera et proprie dicta mysteria contineri, sed universa fidei dogmata posse per rationem rite excultam e naturalibus principiis intelligi et demonstrari; anathema sit.

2. Si quis dixerit, disciplinas humanas ea cum libertate tractandas esse, ut earum assertiones, etsi doctrinae revelatae adversentur, tanquam verae retineri, neque ab Ecclesia proscribi possint; anathema sit.

3. Si quis dixerit, fieri posse, ut dogmatibus ab Ecclesia propositis aliquando secundum progressum scientiae sensus tribuendus sit alius ab eo, quem intellexit et intelligit Ecclesia; anathema sit.

Digitized by Google

Itaque supremi pastoralis Nostri officii debitum exequentes, omnes Christi fideles, maxime vero eos, qui praesunt vel docendi munere funguntur, per viscera Jesu Christi obtestamur, nec non ejusdem Dei et Salvatoris nostri auctoritate jubemus, ut ad hos errores a Sancta Ecclesia arcendos et eliminandos, atque purissimae fidei lucem pandendam studium et operam conferant.

Quoniam vero satis non est, haereticam pravitatem devitare, nisi ii quoque errores diligenter fugiantur, qui ad illam plus minusve accedunt; omnes officii monemus, servandi etiam Constitutiones et Decreta, quibus pravae ejusmodi opiniones, quae isthic diserte non enumerantur, ab hac Sancta Sede proscriptae et prohibitae sunt.

Datum Romae in publica Sessione in Vaticana Basilica solemniter celebrata anno Incarnationis Dominicae millesimo octingentesimo septuagesimo, die vigesima quarta Aprilis.

Pontificatus Nostri anno vigesimo quarto.

Digitized by Google

2. CONSTITUTIO DOGMATICA PRIMA
DE ECCLESIA CHRISTI,

EDITA

IN CONCILII VATICANI SESSIONE QUARTA.

PIUS EPISCOPUS
SERVUS SERVORUM DEI,

SACRO APPROBANTE CONCILIO AD PERPETUAM REI MEMORIAM.

Pastor aeternus et episcopus animarum nostrarum, ut salutiferum redemptionis opus perenne redderet, sanctam aedificare Ecclesiam decrevit, in qua veluti in domo Dei viventis fideles omnes unius fidei et charitatis vinculo continerentur. Quapropter, priusquam clarificaretur, rogavit Patrem non pro Apostolis tantum, sed et pro eis, qui credituri erant per verbum eorum in ipsum, ut omnes unum essent, sicut ipse Filius et Pater unum sunt.[1]) Quemadmodum igitur Apostolos, quos sibi de mundo elegerat, misit, sicut ipse missus erat a Patre: ita in Ecclesia sua Pastores et Doctores usque ad consummationem saeculi esse voluit. Ut vero Episcopatus ipse unus et indivisus esset, et per cohaerentes sibi invicem sacerdotes credentium multitudo universa in fidei et communionis unitate conservaretur, beatum Petrum caeteris Apostolis praeponens in ipso instituit perpetuum utriusque unitatis principium ac visibile fundamentum, super cujus fortitudinem aeternum exstrueretur templum, et Ecclesiae coelo inferenda sublimitas in hujus fidei firmitate consurgeret.[2]) Et quoniam portae inferi ad evertendam, si fieri posset, Ecclesiam contra ejus fundamentum divinitus positum majori in dies odio undique insurgunt; Nos ad catholici gregis custodiam, incolumitatem, augmentum, necessarium esse judicamus, sacro approbante Concilio, doctrinam de institutione, perpetuitate, ac natura sacri Apostolici primatus, in quo totius

---

[1]) Cf. Joan. XVII. 1. 20. sq.

[2]) S. Leo M. serm. IV. (al. III.) cap. 2. in diem Natalis sui.

Digitized by Google

Ecclesiae vis ac soliditas consistit, cunctis fidelibus credendam et tenendam, secundum antiquam atque constantem universalis Ecclesiae fidem, proponere, atque contrarios, dominico gregi adeo perniciosos errores proscribere et condemnare.

CAPUT I.

De Apostolici primatus in beato Petro institutione.

Docemus itaque et declaramus, juxta Evangelii testimonia primatum jurisdictionis in universam Dei Ecclesiam immediate et directe beato Petro Apostolo promissum atque collatum a Christo Domino fuisse. Ad unum enim Simonem, cui dixerat: *Tu vocaberis Cephas,* [1]) postquam ille suam confessionem edidit: *Tu es Christus, Filius Dei vivi,* locutus est Dominus: *Beatus es Simon Bar-Iona: quia caro, et sanguis non revelavit tibi, sed Pater meus, qui in coelis est: et ego dico tibi, quia tu es Petrus, et super hanc petram aedificabo Ecclesiam meam, et portae inferi non praevalebunt adversus eam: et tibi dabo claves regni coelorum: et quodcumque ligaveris super terram, erit ligatum et in coelis: et quodcumque solveris super terram, erit solutum et in coelis.* [2]) Atque uni Simoni Petro contulit Jesus post suam resurrectionem summi pastoris et rectoris jurisdictionem in totum suum ovile, dicens: *Pasce agnos meos: Pasce oves meas.* [3]) Huic tam manifestae sacrarum Scripturarum doctrinae, ut ab Ecclesia catholica semper intellecta est, aperte opponuntur pravae eorum sententiae, qui constitutam a Christo Domino in sua Ecclesia regiminis formam pervertentes negant, solum Petrum prae caeteris Apostolis, sive seorsum singulis sive omnibus simul, vero proprioque jurisdictionis primatu fuisse a Christo instructum; aut qui affirmant, eundem primatum non immediate, directeque ipsi beato Petro, sed Ecclesiae, et per hanc illi ut ipsius Ecclesiae ministro delatum fuisse.

Si quis igitur dixerit, beatum Petrum Apostolum a Christo Domino constitutum non esse Apostolorum omnium principem et totius Ecclesiae militantis visibile caput; vel eundem honoris tantum, non autem verae propriaeque jurisdictionis primatum ab eodem Domino nostro Jesu Christo directe et immediate accepisse; anathema sit.

---

[1]) Joan. I. 42. [2]) Matth. XVI. 16—19. [3]) Joan. XXI. 15—17.

Digitized by Google

CAPUT II.

De Perpetuitate primatus Petri in Romanis Pontificibus.

Quod autem in beato Apostolo Petro princeps pastorum et pastor magnus ovium Dominus Christus Jesus in perpetuam salutem ac perenne bonum Ecclesiae instituit, id eodem auctore in Ecclesia, quae fundata super petram ad finem saeculorum usque firma stabit, jugiter durare necesse est. Nulli enim dubium, imo saeculis omnibus notum est, quod sanctus beatissimusque Petrus, Apostolorum princeps et caput, fideique columna et Ecclesiae catholicae fundamentum, qui a Domino nostro Jesu Christo et Salvatore humani generis ac Redemptore claves regni accepit, ad hoc usque tempus et semper in suis successoribus, episcopis sanctae Romanae Sedis, ab ipso fundatae, ejusque consecratae sanguine, vivit et praesidet et judicium exercet. [1]) Unde quicumque in hac Cathedra Petro succedit, is secundum Christi ipsius institutionem primatum Petri in universam Ecclesiam obtinet. Manet ergo dispositio veritatis, et beatus Petrus in accepta fortitudine petrae perseverans suscepta Ecclesiae gubernacula non reliquit. [2]) Hac de causa ad Romanam Ecclesiam propter potentiorem principalitatem necesse semper fuit omnem convenire Ecclesiam, hoc est, eos, qui sunt undique fideles, ut in ea Sede, e qua venerandae communionis jura in omnes dimanant, tamquam membra in capite consociata, in unam corporis compagem coalescerent. [3])

Si quis ergo dixerit, non esse ex ipsius Christi Domini institutione seu jure divino, ut beatus Petrus in primatu super universam Ecclesiam habeat perpetuos successores; aut Romanum Pontificem non esse beati Petri in eodem primatu successorem; anathema sit.

CAPUT III.

De vi et ratione primatus Romani Pontificis.

Quapropter apertis innixi sacrarum litterarum testimoniis et inhaerentes tum Praedecessorum Nostrorum Romanorum Pontificum tum Conciliorum generalium disertis, perspicuisque decretis, innovamus oecumenici Concilii Florentini definitionem,

---

[1]) Cf. Ephesini Concilii Act. III.
[2]) S. Leo M. Serm. III. (al. II.) cap. 3.
[3]) S. Iren. Adv. haer. l. III. c. 3. et Epist. Conc. Aquilei. a. 381. inter epp. S. Ambrosii ep. XI.

Digitized by Google

qua credendum ab omnibus Christi fidelibus est, sanctam Apostolicam Sedem, et Romanum Pontificem in universum orbem tenere primatum, et ipsum Pontificem Romanum successorem esse beati Petri principis Apostolorum, et verum Christi Vicarium, totiusque Ecclesiae caput, et omnium Christianorum patrem ac doctorem existere; et ipsi in beato Petro pascendi, regendi ac gubernandi universalem Ecclesiam a Domino nostro Jesu Christo plenam potestatem traditam esse; quemadmodum etiam in gestis oecumenicorum Conciliorum et in sacris canonibus continetur.

Docemus proinde et declaramus, Ecclesiam Romanam disponente Domino super omnes alias ordinariae potestatis obtinere principatum, et hanc Romani Pontificis jurisdictionis potestatem, quae vere episcopalis est, immediatam esse: erga quam cujuscumque ritus et dignitatis, pastores atque fideles, tam seorsum singuli quam simul omnes, officio hierarchicae subordinationis, veraeque obedientiae obstringuntur, non solum in rebus, quae ad fidem et mores, sed etiam in iis, quae ad disciplinam et regimen Ecclesiae, per totum orbem diffusae, pertinent; ita ut custodita cum Romano Pontifice tam communionis, quam ejusdem fidei professionis unitate, Ecclesia Christi sit unus grex sub uno summo pastore. Haec est catholicae veritatis doctrina, a qua deviare salva fide atque salute nemo potest.

Tantum autem abest, ut haec Summi Pontificis potestas officiat ordinariae ac immediatae illi episcopalis jurisdictionis potestati, qua Episcopi, qui positi a Spiritu Sancto in Apostolorum locum successerunt, tanquam veri Pastores assignatos sibi greges, singuli singulos, pascunt et regunt, ut eadem a supremo et universali Pastore asseratur, roboretur ac vindicetur, dicente sancto Gregorio Magno: *Meus honor est honor universalis Ecclesiae. Meus honor est fratrum meorum solidus vigor. Tum ego vere honoratus sum, cum singulis quibusque honor debitus non negatur.* [1])

Porro ex suprema illa Romani Pontificis potestate gubernandi universam Ecclesiam jus eidem esse consequitur, in hujus sui muneris exercitio libere communicandi cum pastoribus et gregibus totius Ecclesiae, ut iidem ab ipso in via salutis doceri ac regi possint. Quare damnamus ac reprobamus illorum sententias, qui hanc supremi capitis cum pastoribus et gregibus communicationem licite impediri posse dicunt, aut eandem reddunt saeculari potestati obnoxiam, ita ut contendant, quae ab Apostolica Sede vel ejus auctoritate ad regimen Ecclesiae con-

[1]) S. Gregor. M. ad Eulog. Alexandrin. l. VIII. ep. XXX.

Digitized by Google

stituuntur, vim ac valorem non habere, nisi potestatis saecularis placito confirmentur.

Et quoniam divino Apostolici primatus jure Romanus Pontifex universae Ecclesiae praeest, docemus etiam et declaramus, eum esse judicem supremum fidelium, [1]) et in omnibus causis ad examen ecclesiasticum spectantibus ad ipsius posse judicium recurri; [2]) Sedis vero Apostolicae, cujus auctoritate major non est, judicium a nemine fore retractandum, neque cuiquam de ejus licere judicare judicio. [3]) Quare a recto veritatis tramite aberrant, qui affirmant, licere ab judiciis Romanorum Pontificum ad oecumenicum Concilium tanquam ad auctoritatem Romano Pontifice superiorem appellare.

Si quis itaque dixerit, Romanum Pontificem habere tantummodo officium inspectionis vel directionis, non autem plenam et supremam potestatem jurisdictionis in universam Ecclesiam, non solum in rebus, quae ad fidem et mores, sed etiam in iis, quae ad disciplinam et regimen Ecclesiae per totum orbem diffusae pertinent; aut eum habere tantum potiores partes, non vero totam plenitudinem hujus supremae potestatis; aut hanc ejus potestatem non esse ordinariam et immediatam sive in omnes ac singulas ecclesias sive in omnes et singulos pastores et fideles; anathema sit.

CAPUT IV.

De Romani Pontificis Infallibili Magisterio.

Ipso autem Apostolico primatu, quem Romanus Pontifex tanquam Petri principis Apostolorum successor in universam Ecclesiam obtinet, supremam quoque magisterii potestatem comprehendi, haec Sancta Sedes semper tenuit, perpetuus Ecclesiae usus comprobat, ipsaque oecumenica Concilia, ea imprimis, in quibus Oriens cum Occidente in fidei charitatisque unionem conveniebat, declaraverunt. Patres enim Concilii Constantinopolitani quarti, majorum vestigiis inhaerentes, hanc solemnem ediderunt professionem: Prima salus est, rectae fidei regulam custodire. Et quia non potest Domini nostri Jesu Christi praetermitti sententia dicentis: Tu es Petrus, et super hanc petram aedificabo Ecclesiam meam, haec, quae dicta sunt, rerum probantur effectibus, quia in Sede Apostolica immaculata est semper catholica reservata religio, et sancta celebrata doctrina. Ab hujus ergo fide et doctrina separari minime cu-

[1]) Pii PP. VI. Breve „Super soliditate“ d. 28. Nov. 1786.
[2]) Concil. Oecum. Lugdun. II.
[3]) Ep. s. Nicolai I. ad Michaelem Imperatorem.

Digitized by Google

pientes, speramus, ut in una communione, quam Sedes Apostolica praedicat, esse mereamur, in qua est integra et vera Christianae religionis soliditas.[1]) Approbante vero Lugdunensi Concilio secundo, Graeci professi sunt: Sanctam Romanam Ecclesiam summum et plenum primatum et principatum super universam Ecclesiam catholicam obtinere, quem se ab ipso Domino in beato Petro Apostolorum principe sive vertice, cujus Romanus Pontifex est successor, cum potestatis plenitudine recepisse veraciter et humiliter recognoscit; et sicut prae caeteris tenetur fidei veritatem defendere, sic et, si quae de fide subortae fuerint quaestiones, suo debent judicio definiri. Florentinum denique concilium definivit: Pontificem Romanum, verum Christi Vicarium, totiusque Ecclesiae caput et omnium Christianorum patrem ac doctorem existere; et ipsi in beato Petro pascendi, regendi ac gubernandi universalem Ecclesiam a Domino nostro Jesu Christo plenam potestatem traditam esse.

Huic pastorali muneri ut satisfacerent, Praedecessores Nostri indefessam semper operam dederunt, ut salutaris Christi doctrina apud omnes terrae populos propagaretur, parique cura vigilarunt, ut, ubi recepta esset, sincera et pura conservaretur. Quocirca totius orbis Antistites nunc singuli, nunc in Synodis congregati, longam Ecclesiarum consuetudinem et antiquae regulae formam sequentes, ea praesertim pericula, quae in negotiis fidei emergebant, ad hanc Sedem Apostolicam retulerunt, ut ibi potissimum resarcirentur damna fidei, ubi fides non potest sentire defectum.[2]) Romani autem Pontifices, prout temporum et rerum conditio suadebat, nunc convocatis oecumenicis Conciliis aut rogata Ecclesiae per orbem dispersae sententia, nunc per Synodos particulares, nunc aliis, quae divina suppeditabat providentia, adhibitis auxiliis, ea tenenda definiverunt, quae sacris Scripturis et apostolicis Traditionibus consentanea Deo adjutore cognoverant. Neque enim Petri successoribus Spiritus Sanctus promissus est, ut eo revelante novam doctrinam patefacerent, sed ut eo assistente traditam per Apostolos revelationem seu fidei depositum sancte custodirent et fideliter exponerent. Quorum quidem apostolicam doctrinam omnes venerabiles Patres amplexi et sancti Doctores orthodoxi venerati atque secuti sunt; plenissime scientes, hanc sancti Petri Sedem ab omni semper errore illibatam permanere, secundum Domini Salvatoris nostri divinam pollicitationem discipulorum

---

[1]) Ex formula S. Hormisdae Papae, prout ab Hadriano II. Patribus Concilii Oecumenici VIII., Constantinopolitani IV., proposita et ab iisdem subscripta est.

[2]) Cf. S. Bern. Epist. CXC.

Digitized by Google

suorum principi factam: *Ego rogavi pro te, ut non deficiat fides tua, et tu aliquando conversus confirma fratres tuos.*[1])

Hoc igitur veritatis et fidei non deficientis charisma Petro ejusque in hac Cathedra successoribus divinitus collatum est, ut excelso suo munere in omnium salutem fungerentur, ut universus Christi grex per eos ab erroris venenosa esca aversus, coelestis doctrinae pabulo nutriretur, ut sublata schismatis occasione Ecclesia tota una conservaretur atque suo fundamento innixa firma adversus inferi portas consisteret.

Atvero cum hac ipsa aetate, qua salutifera Apostolici muneris efficacia vel maxime requiritur, non pauci inveniantur, qui illius auctoritati obtrectant; necessarium omnino esse censemus, praerogativam, quam unigenitus Dei Filius cum summo pastorali officio conjungere dignatus est, solemniter asserere.

Itaque Nos traditioni a fidei Christianae exordio perceptae fideliter inhaerendo ad Dei Salvatoris nostri gloriam, religionis Catholicae exaltationem et Christianorum populorum salutem, sacro approbante Concilio, docemus et divinitus revelatum dogma esse definimus: Romanum Pontificem, cum ex Cathedra loquitur, id est, cum omnium Christianorum Pastoris et Doctoris munere fungens, pro suprema sua Apostolica auctoritate doctrinam de fide vel moribus ab universa Ecclesia tenendam definit, per assistentiam divinam, ipsi in beato Petro promissam, ea infallibilitate pollere, qua divinus Redemptor Ecclesiam suam in definienda doctrina de fide vel moribus instructam esse voluit; ideoque ejusmodi Romani Pontificis definitiones ex sese, non autem ex consensu Ecclesiae irreformabiles esse.

Si quis autem huic Nostrae definitioni contradicere, quod Deus avertat, praesumpserit; anathema sit.

---

[1]) Luc. XXII. 32.

Digitized by Google

SECTIO SECUNDA.

CONSTITUTIONUM DOGMATICARUM SCHEMATA.

1. SCHEMA CONSTITUTIONIS DOGMATICAE DE DOCTRINA CATHOLICA.[1]

CAPUT I.

De ss. Trinitate.

Mysteriorum, quae fide illuminati profitemur, omnium supremum ipse Deus est, unus in essentia, trinus in personis: Pater, Filius et Spiritus Sanctus. Haec beata Trinitas secundum sinceram catholicae fidei veritatem unus est Deus, propterea quod essentia seu substantia tribus personis communis re et numero una est. Pater enim ab aeterno Filium generat, non aliam suae aequalem essentiam emanatione producendo, sed ipsam suam simplicissimam essentiam communicando; pariterque Spiritus S. non multiplicatione essentiae, sed ejusdem essentiae singularis communicatione a Patre et Filio tamquam ab uno principio una spiratione aeterna procedit. Haec igitur una numero essentia seu natura veraciter est Pater, Filius et Spiritus S. tres simul personae et singillatim quaelibet earumdem: ita ut personae inter se realiter distinctae sint, natura autem seu essentia unum idemque sint.[2]

---

[1]) Hoc Schema a commissione Theologorum primum exaratum et concilii Patribus ad discutiendum propositum deinde ratione habita animadversionum, quae a pluribus Patribus in ejus discussione in aula Concilii factae erant, a deputatione pro rebus fidei reformatum est. Adnotatio editoris.

[2]) Cf. Conc. Lat. V. Cap. *Damnamus.*

Digitized by Google

Et quoniam in Deo omnia unum sunt, ubi non obviat relationis oppositio,[1]) una est voluntas et operatio, qua Trinitas sacrosancta cuncta extra se condidit, disponit et gubernat. Neque enim personae divinae extra se secundum originis relationes, quibus distinguuntur, sed secundum quod sunt unum et singulare principium, operantur.

CAPUT II.

De hominis creatione et natura.

De hominis vero natura et origine, divinis litteris edocta haec credit et praedicat S. Mater Ecclesia. Facturus Deus hominem ad imaginem et similitudinem suam, ut praeesset universae terrae, corpori de limo terrae formato inspiravit spiraculum vitae, animam scilicet de nihilo productam, immaterialem, incorruptibilem, immortalem, intelligentia et libera voluntate praeditam. Quae anima rationalis corporis humani, etsi ab eo essentia differens, vere tamen, per se et essentialiter forma est,[2]) ita ut cum eo constituat naturam humanam vere et realiter unam.

Primo autem homini Adae et Evae uxori, e costa ejus divinitus formatae, benedicens Deus ait: „Multiplicamini et replete terram;“ [3]) atque ita „ex uno fecit omne genus hominum inhabitare super universam faciem terrae.“ [4]) Quare etiam „vocavit Adam nomen uxoris suae Heva, eo quod mater esset cunctorum viventium;“ [5]) Adam vero ipse primus dicitur formatus a Deo pater orbis terrarum,[6]) quippe a quo cuncti, qui incolunt terram, naturali generatione descendant carne de carne nascente, cui anima a Deo, in singulis de novo creata infunditur. Qua fidei sententia negata, dogma quoque de peccato ab uno primo genitore in omnes transfuso, et de redemtione omnium, per unum Mediatorem Jesum laeditur, contra Apostoli doctrinam: „Sicut per unius delictum in omnes homines in condemnationem, sic et per unius justitiam in omnes homines in justificationem vitae.“ [7])

---

[1]) Conc. Florent. Decr. pro Jacob.
[2]) Cf. Conc. Vienn. Clementina. Conc. Lat. V. *Apost. Regiminis.* Litt. apost. Pii IX. d. d. 15. Jun. 1857.
[3]) Gen. I. 28. [4]) Act. XVII. 26. [5]) Gen. III. 20.
[6]) Sap. X. 1. [7]) Rom. V. 18.

Digitized by Google

CAPUT III.

De hominis elevatione et lapsu.

Verum in ipso generis humani primordio magnum insuper quoddam divinae pietatis arcanum fides christiana agnoscit. Homo ad imaginem Dei factus ipsa quidem natura sua ordinatur ad Deum cognoscendum, colendum, amandum, eo videlicet modo, qui insitae facultati congruit. Verumtamen summus rerum Conditor et Dominus, cujus potentia creatae naturae proprietatibus et legibus non circumscribitur, inexhausta bonitate humanum genus in primo parente super naturae conditionem ad statum quendam sublimem elevare voluit, in quo divinae ipsius consors efficeretur naturae (2. Petr. 1. 4.). Itaque praeter dona, quibus in propria natura perficeretur, Spiritum Sanctum ei infudit, ut, natura quidem servus, sanctitatis autem gratia filius, jam non solius naturae vigore, sed charitate desuper infusa, divina mandata et virtutis opera exequendo, aeternam haereditatem promereretur. Ad haec carnem spiritui gratia sua plene subjectam fecit, et mortis ipsius timorem a mortali removit. Mortalis quippe erat homo conditione corporis animalis, immortalis autem beneficio Conditoris.[1])

Hunc Deus in paradisi felicitate tanquam in umbra vitae collocavit, sic munerans libero arbitrio, ut tamen regeret imperio, terreret exilio.[2]) Posuit ante eum vitam et mortem, ut, siquidem vitam eligeret, de virtute in virtutem conscendens, ad regnum coeleste transferretur, Deum Deorum visurus, non ut facultate naturali videri potest, sed facie ad faciem sicuti est, et hac visione in ipsum transformatus divinae voluptatis torrente potaretur.

Haec illa est hominis elevatio, quam SS. Patrum vestigiis insistentes Doctores catholici recte supernaturalem vocaverunt, ut quae naturae creatae tum vires tum exigentiam transcendat, ideoque nec meritis nec naturali conditioni hominis debita, sed gratuitum sit divinae largitatis beneficium.

At vero homo Conditori et Patri suo ingratus mandatum ejus libere transgrediendo e statu, ad quem super naturae conditionem evectus erat, una cum propagine sua excidit, iram Dei et indignationem incurrens, sanctitatem et justitiam tam sibi quam nobis perdidit, et peccato inquinatus non mortem et poenas corporis tantum, sed etiam peccatum, quod mors est animae, in omne genus humanum transfudit. Quod quidem Adae peccatum propagatione, non imitatione in omnes ejus

[1]) S. Aug. Enchir. c. 25. [2]) Ibid.

Digitized by Google

filios transfusum unumquemque in statu peccatoris constituit: quemadmodum Ecclesia constanter docuit, et S. Tridentina Synodus definivit, cujus decreta hoc approbante Concilio renovamus.

Ab omnibus tamen fidelibus firmiter credendum constanterque profitendum est, Dei Matrem B. V. Mariam in primo instanti suae conceptionis fuisse singulari omnipotentis Dei gratia et privilegio, intuitu meritorum Christi Salvatoris humani generis, ab omni originalis culpae labe praeservatam immunem, prout per Apost. Nostram Constitutionem, quae incipit *Ineffabilis Deus*, a Nobis declaratum et definitum est.

CAPUT IV.

De mysterio verbi incarnati.

At Deus generis nostri ruinam praevidens, secundum sacramentum voluntatis suae, lapsum hominem erigere et devicto daemone, cujus versutia perierat, de morte ad vitam revocare misericorditer ab aeterno decrevit. Quapropter ubi venit plenitudo temporis, misit Filium suum unigenitum, factum ex muliere, ut omnes, qui crederent in eum, de tenebrarum potestate ereptos in regnum hujus Filii dilectionis suae transferret.

Haec autem recta et sincera est verbi incarnati fides, ut credamus et confiteamur, D. N. Jesum Christum verum Deum et verum hominem esse, Deum ex substantia Patris ante saecula genitum, et hominem ex substantia matris in saeculo natum. Summus enim et sempiternus Dei Filius, qui se ad humani generis salutem inclinavit, nos quidem in suam gloriam transtulit, sed, quod erat, esse non destitit.[1]) Quum enim in forma i. e. natura Dei esset Patri aequalis, nascendo ex Matre Virgine formam servi, i. e. naturam humanam ita sibi propriam fecit, ut per hanc homo fieret nobis consubstantialis. Atque ita in integra veri hominis perfectaque natura verus natus est Deus, totus in suis, totus in nostris.[2]) Haec igitur est humanae naturae cum divina persona unio secundum hypostasin, a sacris Conciliis definita et ab universa semper Ecclesia credita et praedicata, ut non alius sit Deus Verbum et alius homo Jesus, sed una hypostasis seu persona et Deus per divinam et homo sit per humanam naturam assumtam.

Quare sicut in SS. Trinitate tres personae distinctae in una subsistunt natura, ita in Christo contra una divina persona

[1]) Cf. S. Leo M. serm. 7. de Nativ.
[2]) S. Leo M. Ep. ad Flav.

Digitized by Google

in duabus subsistit naturis distinctis et diversis. Ex quo quidem secundum SS. Patrum admonitionem intelligant omnes oportet, essentiae, substantiae seu naturae notionem cum notione hypostasis, subsistentiae seu personae minime esse confundendam; ne cum manifesta sacratissimorum dogmatum subversione tot semper dicantur esse personae, quot sint intellectuales sive ut loquuntur sui consciae naturae.

Quamvis vero Incarnationem Filii Dei tota Trinitas operata sit, quia inseparabilia sunt opera Trinitatis; solus tamen Filius formam servi accepit in singularitate personae, non in unitate divinae naturae, seu in eo, quod est proprium Filii, non quod commune Trinitati.[1])

Ex quo igitur Filius Dei, a paterna gloria non recedens, nova nativitate generatus, haec mundi infima ingressus est, humana de Deo, qui verus est homo, et de homine, qui verus est Deus, divina veraciter praedicantur. Invisibilis enim in suis visibilis factus est in nostris, ante tempora manens esse coepit ex tempore, impassibilis Deus non dedignatus est homo esse passibilis, et immortalis mortis legibus subjacere.[2]) Quae quidem proprietatum utriusque naturae in una eademque Filii Dei persona communio, sicut in apostolicis et evangelicis scriptis manifestata, ita perpetuo Patrum consensu tradita et sancita est.

Servat proinde utraque natura etiam post unionem sine defectu proprietatem suam: quoniam nec Deus mutatur miseratione, nec homo consumitur dignitate.[3]) Quare sicut duae in Christo naturae, ita duae voluntates et operationes confitendae sunt: unus tamen et idem operator nostrae salutis, Unigenitus Dei, qui per divinam divina, humana per humanam naturam indivise et inconfuse operatur, per formam Dei coruscans miraculis, et in forma servi succumbens injuriis.[4]) Atvero carni et sanguini participans cum infirmitate naturae culpae maculam nequaquam suscepit, et licet vero libero arbitrio praeditus, non solum non peccavit, sed nec peccare potuit. Qui neque passionibus animae aut carnis concupiscentiis molestatus a malis paulatim sese separavit,[5]) verum in purissimae Virginis utero de Spiritu Sancto sanctus conceptus et natus est.

Sic nihilominus Deus dilexit mundum, ut hunc Filium suum unigenitum victimam daret, eumque, qui non noverat peccatum, pro nobis peccatum faceret. Talis enim decebat,

---

[1]) Conc. Tolet. XI. Conf. fidei.
[2]) S. Leo M. Ep. ad Flav. [3]) Ibid.
[4]) Ep. S. Agath. ad Conc. Ep. III. Conc. Lat. I. sub Martino. Ep. S. Leonis ad Flav.
[5]) Conc. Oecum. V. can. 12.

Digitized by Google

ut nobis esset Pontifex, sanctus, innocens, impollutus, segregatus a peccatoribus et excelsior coelis factus. Qui per Spiritum S. semetipsum offerens immaculatum Deo, per proprium sanguinem semel introivit in Sancta, aeterna redemtione inventa (Hebr. 7. 9.). Vere igitur Christus Jesus, Mediator Dei et hominum, unus moriens pro omnibus, divinae justitiae pro nobis satisfecit, et deleto chirographo, quod erat contrarium nobis, expolians principatus et potestates, et vetusta nos servitute in filiorum libertatem vindicavit. Si enim unius delicto mors regnavit per unum; multo magis abundantiam gratiae et donationis et justitiae accipientes in vita regnabunt per unum Jesum Christum (Rom. 5. 17.).

Haec vero vis satisfaciendi pro peccatis omnium et merendi nobis justificationis gratiam et haereditatem passioni Redemtoris inerat, propterea quod humani ejus actus valorem habebant secundum dignitatem personae divinae per assumtam naturam operantis. Redemti igitur non corruptibilibus auro et argento, sed pretioso sanguine quasi agni immaculati et incontaminati, animas nostras castificemus in obedientia charitatis, et in fide viventis Filii Dei, qui dilexit nos et tradidit semetipsum pro nobis, exspectemus beatam spem et adventum gloriae magni Dei et Salvatoris nostri Jesu Christi.

Quo autem magis hac nostra aetate magistri mendaces et impii homines, quos venturos esse Apostoli praenuntiarunt (2. Petr. 2. Jud. 4.), Ejus, qui emit eos, gloriae obtrectant; tanto studiosius nos celsitudinem illius efferre et revereri majestatem decet. Hic enim Dei ingeniti unigenitus Filius splendor est gloriae et figura substantiae ejus, principium et finis, per quem et propter quem condita sunt universa. Qui propter nimiam charitatem, qua dilexit nos, in assumta servi forma traditus est propter delicta nostra et resurrexit propter justificationem nostram, atque inferorum et mortis victor super omnes coelos ascendens sedet ad dexteram majestatis in excelsis, Rex regum et Dominus dominantium. Eum enim super omnem principatum et potestatem Pater constituit haeredem universorum, ut in omnibus primatum gerens, credentibus et obtemperantibus sibi causa sit salutis aeternae. Iterum autem venturus est cum virtute magna et majestate judicare vivos et mortuos et omnes, qui in monumentis sunt, audient vocem Filii Dei, et procedent, qui bona fecerunt, in resurrectionem vitae, qui vero mala egerunt, in resurrectionem judicii. Tum revelabitur majestas ejus, divinitas et sempiterna virtus et omnis lingua confitebitur, quia Dominus Jesus Christus in gloria est Dei Patris (Philipp. 2.).

Digitized by Google

CAPUT V.

De gratia redemptoris.

Gratiam, quae propter Christi Redemptoris merita donatur, Ecclesia catholica ejusmodi esse profitetur, per quam non solum a peccati servitute et potestate diaboli liberemur, verum etiam spiritu mentis nostrae renovati justitiam et sanctitatem, quam Adam peccando sibi et nobis perdidit, recuperemus. Neque igitur haec gratia naturae tantum vires reparat, ut per eam adjuti ad honestatis normam mores et actus nostros plene componere possimus, sed ultra naturae terminos ad coelestis hominis i. e. Christi imaginem nos transformat in novamque vitam regenerat. In Christo enim Jesu elegit nos Deus ante mundi constitutionem, et praedestinavit conformes fieri imagini Filii sui, ut sit ipse primogenitus in multis fratribus. Unde hanc nobis charitatem dedit Pater, ut ex Deo nati filii Dei nominemur et simus. Qua quidem filiorum adoptione redditum nobis est illud divinae naturae consortium, quod nunc inchoatum per gratiam, aliquando consummabitur in gloria. Spiritu vero Filii, quem Deus misit in corda nostra, uncti et sacrati, templum quoddam divinae majestatis efficimur, in quo Trinitas sacrosancta habitare, seque ipsam animae fideli communicare dignatur, dicente Christo Domino: Si quis diligit me, sermonem meum servabit, et Pater meus diliget eum, et ad eum veniemus, et mansionem apud eum faciemus (Joan. 14. 23.).

Quare hoc quoque tenendum et ab omnibus Christi fidelibus profitendum est, sanctificantem gratiam, qua Deo conjungimur, non in externo tantum favore Dei consistere, neque in actibus tantum praetereuntibus reperiri, sed permanens esse donum supernaturale, quod divinitus infusum animae inhaeret, tam in adultis justificatis, quam in infantibus baptismo regeneratis. Haec hominis per incarnatum Verbum renovatio illud est mysterium a saeculis absconditum, quo Deus, quae in primo Adam mirabiliter condiderat, mirabilius in secundo reformavit.

Deploranda autem eorum est caecitas, qui Christi religione, quod supernaturalis sit, naturae humanae dignitati derogari, eamque libertati ac felicitati obesse arbitrantur. Tantum enim abest, ut haec divina institutio hominem deprimat, ut eum mirum in modum exaltet. A peccati enim servitute liberatum ad coelestem gloriam ita disponit, ut naturae quoque dotes ornet, aut perficiat. Neque minus profecto abhorrendus error, quo quidam supernaturali Dei ordinationi resistentes, intra naturae fines sistere neque ultra hujus bona quidquam

Digitized by Google

appetere liberum esse contendunt, necessariam illam cohaerentiam destruentes, quae Dei voluntate intercedit inter utrumque ordinem, qui tum in natura, tum supra naturam est. Postquam enim divina clementia ad coelestia regna hominem transferri decrevit, viam autem ad ea Jesum Christum constituit, jam non est in alio aliquo salus; sed qui in Christum non crediderit, aut ejus mandata non servaverit, cum peccatoribus ejicietur in tenebras, ubi erit fletus et stridor dentium.

Hinc etiam fit, ut illa, quam dicunt, vitae probitas, qua mandata Dei, quod ad operum substantiam pertinet, utcumque servantur, a justitia et sanctitate, quae operantem ad coeleste regnum perducit, longe distet. Licet enim vis illa naturae insit, qua legitimum aliquid anima rationalis et sentit et facit, quod non solum non vituperetur, verum etiam merito recteque laudetur: nihil tamen horum, quandoquidem sine fide et sine gratia fiunt, ad illam pietatem pertinet, quae in vitam transfert aeternam. [1]) Quemadmodum enim haec ipsa beata vita, ita dispositio ad eam, utpote super naturam posita, ex gratuito miserentis Dei beneficio est. Ad nullum igitur actum salutarem sive in justis, ut justificentur adhuc, sive in peccatoribus, ut disponantur ad justificationem, naturae vires sufficiunt, attestante Domino: Sine me nihil potestis facere (Joan. 15. 5.); et Apostolo ejus: Non quod sufficientes simus cogitare aliquid a nobis quasi ex nobis, sed sufficientia nostra ex Deo est (2. Cor. 3. 5.). Quare et illud verissime dicitur, per gratiam non solum dari nobis, ut, quod per naturae vigorem difficulter possumus, facilius possimus, sed etiam ut illud, quod per naturam nullo modo possumus, et velimus et perficiamus. Deus est enim, qui operatur in nobis et velle et perficere pro bona voluntate (Phil. 2. 13.).

Sed haec ipsa opera bona, quae gratia praeveniente, comitante et subsequente fiunt, vitae aeternae meritum non habent sine illo sanctitatis dono, quo justi cum Christo tanquam membra cum capite conjuncti, et tanquam filii Dei per gratiam cum Filio Dei naturali consociati sunt: monente Domino: Sicut palmes non potest ferre fructum a semetipso, nisi manserit in vite, sic nec vos, nisi in me manseritis: et asseverante Apostolo: Si autem filii, et haeredes, haeredes quidem Dei, cohaeredes autem Christi (Rom. 8. 17.).

Ut enimvero, qui in hac gratia decedunt, vitam aeternam, quae est justitiae corona, certo consequentur; ita qui ea privati moriuntur, ad illam nunquam perventuri sunt. Post mortem enim, quae est viae nostrae terminus, mox ad Dei tribunal

---

[1]) Conf. S. Aug. de sp. et litt. c. 28. (n. 48.).

Digitized by Google

sistimur, ut referat unusquisque propria corporis prout gessit, sive bonum sive malum (2. Cor. 5. 10), neque ullus post hanc mortalem vitam relinquitur locus poenitentiae ad justificationem. Omnes igitur, qui in actuali peccato mortali vita funguntur, a regno Dei exclusi cruciatus gehennae, in qua nulla est redemptio, in aeternum sustinebunt. Etiam qui cum solo originali peccato mortem obeunt, beata Dei visione in perpetuum carebunt. Qui vero in charitate Dei decesserint, antequam dignis poenitentiae fructibus de commissis satisfecerint et omissis, eorum animae poenis purgatoriis post mortem purgantur.

Illorum denique animae, qui post baptismum nullam peccati maculam incurrerunt, aut post contractam maculam sive in corpore sive post mortem purgati sunt, mox in coelum recipiuntur atque Deum unum et trinum clare intuentes divina essentia in omnem aeternitatem fruentur. [1])

Quare monemur, ut, dum tempus habemus, operemur bonum (Gal. 6. 10); quia venit nox, quando nemo potest operari. (Joan. 9. 4.) —

CANONES.

I.

De ss. Trinitate.

1. Si quis dixerit, sicut tres personas, ita et tres essentias seu substantias in Deo esse; anathema sit.

2. Si quis dixerit, divinam substantiam non numero, sed specie seu qualitate trium personarum unam eandemque esse; anathema sit.

3. Si quis dixerit, Trinitatem unum Deum esse non propter unius substantiae singularitatem, sed propter Dei trium substantiarum aequalitatem et personarum ad se invicem relationem; anathema sit.

4. Si quis creationem aut quamvis aliam operationem ad extra uni personae divinae ita propriam esse dixerit, ut non sit omnibus communis, una et indivisa; anathema sit.

---

[1]) Conf. Concilii Florentini decretum unionis; Innocent. III. Decret. Majores. De Bapt.; Bened. XII. Const. Benedictus Deus; Pius VI. Auctor. fidei prop. 26.

Digitized by Google

II.

De hominis natura et origine.

1. Si quis negaverit, animam hominis a corpore natura diversam, spiritualem et immortalem esse; anathema sit.

2. Si quis praeter animam rationalem aliam ab hac realiter distinctam in homine esse affirmaverit; anathema sit. [1])

3. Si quis negaverit, naturam humanam e corpore et spiritu compositam vere et realiter unam esse; anathema sit.

4. Si quis universum genus humanum ab uno protoparente Adam ortum esse negaverit; anathema sit.

III.

De hominis elevatione et lapsu.

1. Si quis non confiteatur, humanum genus in primo parente ad statum supernaturalem elevatum esse; anathema sit.

2. Si quis dixerit, eatenus tantum ordinem supernaturalem admittendum esse, quatenus supernaturale dici possit, quidquid ad essentialem hominis perfectionem non pertinet; et non confiteatur, esse dona et instituta divina, quae tum vires tum exigentiam naturae creatae superent, eamque ultra suum ordinem perficiant; anathema sit.

3. Si quis dixerit, sanctitatem et justitiam, in qua homo ante lapsum constitutus erat, non fuisse supernaturalem, sed ejusmodi ad quam recte vivendo per insitas naturae facultates pertingere potuisset; anathema sit.

4. Si quis negaverit, peccatum originale in Adae posteris vere et proprie peccatum esse, nisi ab ipsis actuali consensu peccando comprobetur; anathema sit.

5. Si quis dixerit, peccatum originale formaliter esse ipsam concupiscentiam aut physicum seu substantialem naturae humanae morbum, et negaverit, privationem gratiae sanctificantis de ejus ratione esse; anathema sit.

IV.

De mysterio verbi incarnati.

1. Si quis non confiteatur, unum eundemque Dominum Nostrum Jesum Christum sicut verum hominem, ita et verum Deum esse; anathema sit. [2])

---

[1]) Cf. Syn. VIII. can. 11. [2]) Syn. III. can. 1—2—5.

Digitized by Google

2. Si quis negaverit, humanam Christi naturam ita Deo Verbo esse unitam, ut Verbum in ea tanquam sibi propria facta subsistat; anathema sit.[1])

3. Si quis unam personam Jesu Christi tanquam plures complectentem intelligat, duasque in mysterio Christi personas introducat, divinam et humanam, quae nexu indissolubili inde a conceptione conjunctae, unam personam compositam efficiant; anathema sit. [2])

4. Si quis dixerit, tot necessario esse personas, quot sunt intellectus et voluntates; aut negata duplici in Christo persona negari humanae naturae perfectionem; anathema sit.

5. Si quis affirmare praesumserit, satisfactionem vicariam, unius scilicet Mediatoris pro cunctis hominibus, justitiae divinae repugnare; anathema sit.

6. Si quis non confiteatur, ipsum Deum Verbum, in assumta carne patiendo et moriendo, pro peccatis nostris Deo potuisse satisfacere vel vere et proprie satisfecisse, nobisque gratiam et gloriam meruisse; anathema sit.[3])

7. Si quis alia impia dogmata Apollinaris, Nestorii, Eutychetis vel Sergii a SS. Conciliis Ephesino, Chalcedonensi et Constantinopolitano damnata defendat, et non confiteatur doctrinam de mysterio Christi, quae ab iisdem Synodis et Praedecessoribus Nostris S. Leone et S. Agathone declarata, atque in Florentino Concilio oecumenico denuo confirmata est; anathema sit.

V.

De gratia Redemptoris.

1. Si quis negaverit, per Christum Redemptorem instauratum esse ordinem supernaturalis gratiae; anathema sit.

2. Si quis dixerit, justificationem non esse, nisi remissionem peccatorum; aut gratiam sanctificantem non esse nisi favorem, quo Deus hominem tanquam gratum acceptet, paratusque sit ad gratiae actualis auxilia concedenda; anathema sit.

3. Si quis negaverit, gratiam sanctificantem donum esse supernaturale permanens et in anima inhaerens; anathema sit.

4. Si quis dixerit, hominem sine gratia et fide justificari coram Deo sola divinorum mandatorum observantia; anathema sit.

---

[1]) Cf. Syn. III. can. 3. Syn. IV. can. 4.
[2]) Cf. Syn. V. can. 5.
[3]) Syn. III. can. 10. et 12. — Conc. Florent. Decr. pro Jacobitis.

Digitized by Google

5. Si quis dixerit, naturae rationalis facultatem sine divina per Jesum Christum gratia sufficere ad aliquod opus bonum, quod ad justitiam christianam et vitam aeternam disponat; anathema sit.

6. Si quis dixerit, etiam post mortem hominem justificari posse; aut poenas damnatorum in gehenna perpetuas futuras esse negaverit; anathema sit.

Itaque supremi pastoralis Nostri officii debitum exsequentes omnes Christi fideles et maxime, qui praesunt vel docendi munere funguntur, per viscera Jesu Christi obtestamur, necnon ejusdem Dei et Salvatoris nostri auctoritate jubemus, ut ad hos errores e sancta Ecclesia eliminandos et purissimae fidei lucem pandendam studium et operam conferant.

Quoniam vero satis non est, haereticam pravitatem devitare, nisi ii quoque errores diligenter fugiantur, qui ad illam plus minusve accedunt; omnes officii monemus, servandi Constitutiones et Decreta, quibus pravae ejusmodi opiniones ab hac S. Sede proscriptae et prohibitae sunt.

2. SCHEMA CONSTITUTIONIS DOGMATICAE DE ECCLESIA CHRISTI.

PIUS EPISCOPUS
SERVUS SERVORUM DEI,

SACRO APPROBANTE CONCILIO IN PERPETUAM REI MEMORIAM.

Supremi pastoris apostolicum ministerium, in quo Dei ineffabili providentia et misericordia positi sumus, sollicite ac continuo Nos urget, ut nihil praetermittamus, quo via, quae ad vitam et salutem ducit aeternam, omnibus hominibus pateat, et qui in tenebris et in umbra mortis sedent, ad lucem et agnitionem veritatis perveniant. Cum igitur Deus ac Salvator noster totius salutiferae doctrinae veritatem, et mediorum salutis thesauros in Ecclesiam suam quasi in depositorium dives contulerit, ut omnes sumant ex ea potum vitae:[1]) in primis ipsa vera Ecclesia et errantibus indicanda et fidelibus instantius commendanda est, ut illi ad viam salutis adducantur, hi autem

[1]) Cf. s. Iren. adv. haer. l. III. c. 4.

Digitized by Google

in ea confirmentur et crescant. Quare Nostri muneris esse ducimus, potiora capita verae et catholicae doctrinae, de Ecclesiae natura, proprietatibus, ac potestate exponere et grassantes oppositos errores subjectis Canonum articulis condemnare.

CAPUT I.

Ecclesiam esse corpus Christi mysticum.

Unigenitus Dei Filius, qui illuminat omnem hominem venientem in hunc mundum, quique nulla unquam aetate miseris Adae filiis ope sua defuit, in ea plenitudine temporis, quae sempiterno consilio fuerat praestituta, [1]) in similitudinem hominum factus [2]) visibilis apparuit in assumpta nostri corporis forma, ut terreni homines atque carnales novum hominem induentes, qui secundum Deum creatus est in justitia et sanctitate veritatis, [3]) corpus efformarent mysticum, cujus ipse exsisteret caput. Ad hanc vero mystici corporis unionem efficiendam, Christus Dominus sacrum regenerationis et renovationis instituit lavacrum, quo filii hominum tot nominibus inter se divisi, maxime vero peccatis dilapsi, ab omni culparum sorde mundati membra essent ad invicem, [4]) suoque divino capiti fide, spe, et charitate conjuncti, uno ejus Spiritu omnes vivificarentur, ac coelestium gratiarum et charismatum dona cumulate reciperent. Atque haec est, quae, ut fidelium mentibus objiciatur alteque defixa haereat, satis nunquam commendari potest, praecellens Ecclesiae species, cujus caput est Christus, [5]) ex quo totum corpus compactum, et connexum per omnem juncturam subministrationis, secundum operationem in mensuram uniuscujusque membri, augmentum corporis facit in aedificationem sui in charitate. [6])

CAPUT II.

Christianam religionem nonnisi in Ecclesia et per Ecclesiam a Christo fundatam excoli posse.

Hanc Ecclesiam, quam acquisivit sanguine suo, et tamquam sponsam unice electam ab aeterno dilexit, auctor fidei et consummator Jesus ipse fundavit atque instituit, et per Apostolos suos eorumque successores jugiter usque ad consummationem

---

[1]) S. Ambros. de fid. ad b. Hieron. presbyt. ap. Mai VV. Scriptt. tom. VII. par. I. p. 159.
[2]) Ep. ad Philipp. II. 7. [3]) Ep. ad Ephes. IV. 24.
[4]) Cf. ep. ad Ephes. IV. 4—25. coll. ep. I. ad Cor. XII. 12—14.
[5]) Ep. ad Coloss. I. 18. [6]) Ep. ad Eph. IV. 16.

Digitized by Google

saeculi in universo mundo et ex omni creatura colligendam, docendam, moderandamque praecepit, ut una esset gens sancta, unus populus acceptabilis, sectator bonorum operum.[1]) Neque enim evangelicae legis ea ratio est, ut excluso quovis societatis vinculo veri adoratores singuli seorsum Patrem adorent in spiritu et veritate; sed religionem suam ita societati a se institutae inhaerentem Redemptor noster voluit, ut cum ea penitus conserta ac veluti concreta maneret, et extra illam vera Christi religio nulla esset.

CAPUT III.

Ecclesiam esse societatem veram, perfectam, spiritualem, et supernaturalem.

Docemus autem ac declaramus, Ecclesiae inesse omnes verae societatis qualitates. Neque societas haec indefinita vel informis a Christo relicta est; sed quemadmodum ab ipso suam exsistentiam habet: ita ejusdem voluntate ac lege suam exsistendi formam suamque constitutionem accepit. Neque eadem membrum est sive pars alterius cujuslibet societatis, nec cum alia quavis confusa aut commiscenda; sed adeo in semetipsa perfecta, ut dum ab omnibus humanis societatibus distinguitur, supra eas tamen quam maxime evehatur. Ab inexhausto enim misericordiae Dei Patris fonte profecta, per incarnati ipsius Verbi ministerium operamque fundata, in Spiritu sancto constituta est, qui in Apostolos primum largissime effusus, abunde etiam jugiter diffunditur in filios adoptionis, ut iidem lumine ejus collustrati una mentium fide et Deo adhaereant et inter se cohaereant; ut pignus haereditatis in cordibus suis circumferentes, carnis desideria ab ejus, quae in mundo est, concupiscentiae corruptione avellant, et beata una communique spe firmati, concupiscant promissam aeternam Dei gloriam, atque adeo per bona opera certam suam vocationem et electionem faciant.[2]) Quum autem his bonorum divitiis in Ecclesia homines per Spiritum sanctum augeantur, atque his ejusdem sancti Spiritus nexibus in unitate cohaereant: Ecclesia ipsa spiritualis societas est, atque ordinis omnino supernaturalis.

CAPUT IV.

Ecclesiam esse societatem visibilem.

Absit tamen, ut quis credat, Ecclesiae membra nonnisi internis ac latentibus vinculis jungi, et abditam inde societatem

[1]) Epist. ad Tit. II. 14. [2]) Ep. II. b. Pet. Ap. I. 10.

Digitized by Google

ac prorsus invisibilem fieri. Aeterna siquidem Dei sapientia ac virtus voluit, spiritualibus et invisibilibus vinculis, quibus fideles supremo ac visibili Ecclesiae capiti per Spiritum sanctum adhaerent, externa quoque ac visibilia respondere, ut spiritualis illa ac supernaturalis societas extrinsecus appareret, et conspicua patesceret. Hinc visibile magisterium, a quo credenda interius exteriusque profitenda fides[1]) publice proponitur; visibile quoque ministerium, quod visibilia Dei mysteria, quibus interior sanctificatio hominibus et debitus Deo cultus comparatur, munere publico moderatur ac curat; visibile regimen, quod membrorum inter se communionem ordinat, externamque omnem et publicam fidelium in Ecclesia vitam disponit ac dirigit; visibile demum totum Ecclesiae corpus, ad quod non justi tantum aut praedestinati pertinent, sed etiam peccatores, professione tamen fidei et communione cum eo conjuncti. Quibus fit, ut Christi Ecclesia in terris nec invisibilis nec latens sit; sed in manifestatione posita,[2]) veluti civitas excelsa et illustris in monte,[3]) quae abscondi non potest, ac veluti lucerna super candelabrum,[4]) quae sole justitiae illuminata, mundum universum luce suae veritatis illustrat.

CAPUT V.

De visibili Ecclesiae unitate.

Cum ejusmodi sit vera Christi Ecclesia, declaramus, hanc visibilem conspicuamque societatem esse illam ipsam divinarum promissionum ac misericordiarum Ecclesiam, quam Christus tot praerogativis ac privilegiis destinguere et exornare voluit; eandemque ita plane in sua constitutione esse determinatam, ut quaecumque societates a fidei unitate vel a communione hujus corporis sejunctae nullo modo pars ejus aut membrum dici possint; neque per varias christiani nominis consociationes dispersam atque diffusam, sed totam in se collectam penitusque cohaerentem, in sua conspicua unitate indivisum ac indivisibile corpus praeferre; quod est ipsum corpus mysticum Christi. De quo Apostolus inquit, unum corpus, et unus spiritus, sicut vocati estis in una spe vocationis vestrae. Unus Dominus, una fides, unum baptisma. Unus Deus et Pater omnium, qui est super omnes, et per omnia et in omnibus nobis. [5])

---

[1]) Cf. ep. ad Rom. X. 10.

[2]) S. Augustin. in Ps. XVIII. enarrat. II. n. 6. coll. de unit. Eccl. l. un. c. 16. n. 40., con. Crescon. Donatist. l. II. c. 36. n. 45., con. litt. Petil. l. II. c. 32. n. 74. c. 104. n. 239.

[3]) S. Cyrill. alex. com. in Is. l. III. c. 25. n. 4.

[4]) Cf. Matth. V. 15. [5]) Ep. ad Ephes. IV. 4—6.

Digitized by Google

CAPUT VI.

Ecclesiam esse societatem ad salutem consequendam omnino necessariam.

Hinc omnes intelligant, quam necessaria ad salutem obtinendam societas sit Ecclesia Christi. Tantae nimirum necessitatis, quantae consortium et conjunctio est cum Christo capite et mystico ejus corpore, praeter quod nullam aliam communionem ipse nutrit et fovet tanquam Ecclesiam suam, quam solam dilexit et seipsum tradidit pro ea, ut illam sanctificaret, mundans lavacro aquae in verbo vitae: ut exhiberet ipse sibi gloriosam Ecclesiam, non habentem maculam, aut rugam, aut aliquid hujusmodi, sed ut sit sancta et immaculata.[1]) Idcirco docemus, Ecclesiam non liberam societatem esse, quasi indifferens sit ad salutem, eam sive nosse sive ignorare, sive ingredi sive relinquere; sed esse omnino necessariam, et quidem necessitate non tantum praecepti dominici, quo Salvator omnibus gentibus eam ingrediendam praescripsit; verum etiam medii, quia in instituto salutaris providentiae ordine communicatio sancti Spiritus, participatio veritatis et vitae non obtinetur, nisi in Ecclesia et per Ecclesiam, cujus caput est Christus.

CAPUT VII.

Extra Ecclesiam salvari neminem posse.

Porro dogma fidei est, extra Ecclesiam salvari neminem posse. Neque tamen, qui circa Christum ejusque Ecclesiam invincibili ignorantia laborant, propter hanc ignorantiam poenis aeternis damnandi sunt, cum nulla obstringantur hujusce rei culpa ante oculos Domini, qui vult omnes homines salvos fieri et ad agnitionem veritatis venire, quique facienti quod in se est non denegat gratiam, ut justificationem et vitam aeternam consequi possit: sed hanc nullus consequitur, qui a fidei unitate vel ab Ecclesiae communione culpabiliter sejunctus ex hac vita decedit. Si quis in hac arca non fuerit, peribit regnante diluvio. Quare reprobamus et detestamur impiam aeque ac ipsi rationi repugnantem de religionum indifferentia doctrinam, qua filii hujus saeculi, veritatis et erroris sublato discrimine, dicunt, omnibus aeternae vitae portum ex qualibet religione patere; aut contendunt, de veritate religionis opiniones tantum plus minusve probabiles, non autem certitudinem haberi posse.

---

[1]) Cf. ep ad Ephes. V. 29. et 25. 27.

Digitized by Google

Pariterque reprobamus impietatem illorum, qui claudunt regnum coelorum ante homines, falsis praetextibus affirmantes, indecorum vel ad salutem minime necessarium esse, deserere religionem, etsi falsam, in qua quis natus vel educatus ac institutus est; nec non Ecclesiam ipsam, quae se religionem esse unice veram profitetur, omnes autem religiones et sectas a sua communione separatas proscribit et damnat, criminantur, perinde ac si ulla unquam esse posset participatio justitiae cum iniquitate, aut societas lucis ad tenebras, et conventio Christi ad Belial.

CAPUT VIII.

De Ecclesiae indefectibilitate.

Declaramus insuper, Christi Ecclesiam, sive exsistentia sive constitutio ejus spectetur, societatem esse perennem atque indefectibilem, nullamque post illam neque pleniorem neque perfectiorem salutis oeconomiam in hoc saeculo exspectandam esse. Etenim cum ad finem usque mundi qui in terris peregrinantur mortales Christo auctore salvandi sint: Ecclesia ipsius, quae sola est salutis societas, ad finem usque mundi in sua constitutione immutabilis semper et immota persistet. Licet igitur Ecclesia crescat, et utinam augeatur jugiter fide et charitate, ut Christi corpus aedificetur; licet pro varia aetate sua, et pro diversitate adjunctorum, inter quae constanter militando versatur, varie sese explicet: eadem tamen in se suaque a Christo accepta constitutione immutabilis perseverat. Quare Christi Ecclesia nunquam potest excidere suis proprietatibus et dotibus, sacro suo magisterio, ministerio et regimine, ut Christus per corpus suum visibile perpetuo sit omnibus hominibus via, veritas et vita.

CAPUT IX.

De Ecclesiae infallibilitate.

Exciderent porro Ecclesia Christi a sua immutabilitate et dignitate, et desineret esse societas vitae ac necessarium salutis medium, si eadem a salutari fidei morumque veritate aberrare, ac in ea praedicanda atque exponenda falli vel fallere posset. At columna et firmamentum veritatis [1]) est; ideoque ab omni erroris falsitatisque periculo libera et immunis. Sacro autem et universali approbante Concilio docemus atque declaramus, dotem infallibilitatis, quae tanquam perpetua Ecclesiae Christi

[1]) Ep. I. ad Timoth. III. 15.

Digitized by Google

praerogativa revelata est, quaeque nec cum inspirationis charismate confundi debet, neque eo spectat, ut Ecclesia novis revelationibus ditescat, collatam ad hoc esse, ut verbum Dei, sive id scriptum sive traditum sit, in universali Christi Ecclesia integrum, et a quavis novitatis immutationisque corruptela immune asseratur et custodiatur, secundum illud Apostoli mandatum: O Timothee, depositum custodi, devitans profanas vocum novitates, et oppositiones falsi nominis scientiae, quam quidam promittentes, circa fidem exciderunt.[1]) Quod idem Apostolus iterum inculcat scribens: Formam habe sanorum verborum, quae a me audisti in fide et in dilectione in Christo Jesu. Bonum depositum custodi per Spiritum sanctum, qui habitat in nobis.[2]) Objectum igitur infallibilitatis tantum patere docemus, quantum fidei patet depositum, et ejus custodiendi officium postulat; adeoque praerogativam infallibilitatis, qua Christi Ecclesia pollet, ambitu suo complecti tum universum Dei verbum revelatum, tum id omne, quod licet in se revelatum non sit, est tamen ejusmodi, sine quo illud tuto conservari, certo ac definitive ad credendum proponi et explicari, aut contra errores hominum ac falsi nominis scientiae oppositiones valide asseri defendique non possit. Haec autem infallibilitas, cujus finis est fidelium societatis in doctrina fidei et morum intemerata veritas, magisterio inest, quod Christus in Ecclesia sua perpetuum instituit, cum ad Apostolos dixit: Euntes ergo docete omnes gentes, baptizantes eos in nomine Patris, et Filii, et Spiritus Sancti: docentes eos servare omnia quaecumque mandavi vobis: et ecce ego vobiscum sum omnibus diebus, usque ad consummationem saeculi.[3]) Et iisdem promisit Christus veritatis suae Spiritum, qui maneret cum eis in aeternum, in eis esset, eosque omnem veritatem doceret.[4])

CAPUT X.

De Ecclesiae potestate.

Christi autem Ecclesia non est societas aequalium, acsi omnes in ea fideles eadem jura haberent; verum est societas inaequalis, et hoc non ideo tantum, quia fidelium alii clerici sunt, alii laici; sed propterea maxime, quod in Ecclesia est potestas divinitus instituta, qua alii ad sanctificandum, docendum et regendum praediti sunt, alii destituuntur. Cum vero Ecclesiae potestas alia sit et dicatur ordinis, alia jurisdictionis: de hac

[1]) Ep. I. ad Timoth. VI. 20. [2]) Ep. II. ad Timoth. I. 13. 14.
[3]) Matth. XXVIII. 19. 20.
[4]) Cf. Joann. XIV. 16. 17. coll. XVI. 13.

Digitized by Google

altera speciatim docemus, eam non solum esse fori interni et sacramentalis; sed etiam fori externi ac publici, absolutam atque omnino plenam, nimirum legiferam, judiciariam, et coercitivam. Potestatis autem hujusmodi subjectum sunt Pastores et Doctores a Christo dati, qui eam libere et a quavis saeculari dominatione independenter exercent; adeoque cum omni imperio[1] regunt Ecclesiam Dei tum necessariis et conscientiam quoque obligantibus legibus, tum decretoriis judiciis, tum denique salutaribus poenis in sontes etiam invitos, nec solum in iis, quae fidem et mores, cultum et sanctificationem, sed in iis etiam, quae externam Ecclesiae disciplinam et administrationem respiciunt. Unde Ecclesia Christi perfecta societas credenda est. Haec autem vera et tam felix Christi Ecclesia alia non est, praeter unam, sanctam, catholicam, et apostolicam Romanam.

CAPUT XI.

De Romani Pontificis primatu.[2])

Pastor aeternus et episcopus animarum nostrarum, qui priusquam clarificaretur rogavit Patrem, ut credentes in ipsum omnes unum essent, sicut Pater et Filius unum sunt,[3]) ad catholicae fidei et communionis unitatem in sua Ecclesia jugiter conservandam, in beato Petro Apostolo instituit perpetuum utriusque unitatis principium ac visibile fundamentum, dum juxta evangelii testimonia Petro Apostolo primatum jurisdictionis in universam Dei Ecclesiam immediate et directe promisit atque contulit. Ad unum namque Petrum Christus Filius Dei vivi dixit: Tu es Petrus et super hanc petram aedificabo Ecclesiam meam, et portae inferi non praevalebunt adversus eam: et tibi dabo claves regni coelorum: et quodcumque ligaveris super terram, erit ligatum et in coelis: et quodcumque solveris super terram, erit solutum et in coelis.[4]) Atque uni Simoni Petro contulit Jesus post suam resurrectionem summi pastoris

[1]) Cf. ep. ad Tit. II. 15. col. ep. I. ad Cor. VII. 6.

[2]) Hoc caput substratum erat Schemati constitutionis dogmaticae primae de Ecclesia Christi, quae in IV. Sessione edita est. Infallibilitas magisterii Romani Pontificis, ut quisque videt, in hoc capite non est expressa; sed plurimis Concilii Patribus postulantibus, ut haec doctrina a Concilio Vaticano definiretur, demum post hanc postulationem Schema expositionis hujus doctrinae exaratum est. Primaria forma hujus Schematis, quod primum deputationis pro rebus fidei examini propositum fuerat, continetur in capite, quod huic capiti subjunctum, inscribitur: „caput addendum decreto de Romani Pontificis Primatu". (Adnotatio editoris).

[3]) Cf. Joann. XVII. 1. 21. sq. [4]) Matth. XVI. 18 19.

Digitized by Google

et rectoris jurisdictionem in totum ipsius ovile dicens: Pasce agnos meos. Pasce oves meas.[1]) Unde condemnamus atque rejicimus huic tam manifestae sacrarum Scripturarum doctrinae, ut ab Ecclesia catholica semper intellecta est, contrarias eorum sententias, qui constitutam a Christo Domino in sua Ecclesia regiminis formam pervertentes negant, solum Petrum prae omnibus Apostolis, sive seorsum singulis sive omnibus simul vero proprioque jurisdictionis primatu fuisse a Christo instructum; aut qui affirmant, eundem primatum non immediate directeque ipsi beato Petro, sed Ecclesiae, et per hanc illi ut suo ministro delatum fuisse.

Quod autem in beato Apostolo Petro princeps pastorum et pastor magnus ovium Dominus Christus Jesus[2]) in perpetuam salutem ac perenne bonum Ecclesiae instituit, id eodem auctore in Ecclesia, quae fundata super petram ad finem saeculorum usque firmiter stabit, jugiter durare necesse est. Manet ergo dispositio veritatis, et beatus Petrus suscepta Ecclesiae gubernacula non reliquit.[3]) Semper enim in suis successoribus, episcopis sanctae Romanae Sedis, ab ipso primum fundatae, ejusque consecratae sanguine, vivit et praesidet et judicium exercet, ita ut, quicumque in hac cathedra Petro succedit, is juxta Christi ipsius institutionem primatum Petri in universam Ecclesiam obtineat. Hinc innovantes atque in omnibus sequentes tum praedecessorum Nostrorum Romanorum Pontificum decreta, tum praecedentium Conciliorum generalium disertas perspicuasque definitiones, docemus et declaramus, credendum ab omnibus Christi fidelibus esse, hanc sanctam Apostolicam Sedem, et Romanum Pontificem, in universum orbem tenere primatum, et ipsum Pontificem Romanum successorem esse beati Petri principis Apostolorum, et verum Christi Vicarium, totiusque Ecclesiae caput, et omnium christianorum patrem, doctorem et judicem supremum exsistere; et ipsi in beato Petro pascendi, regendi ac gubernandi universalem Ecclesiam a Domino nostro Jesu Christo plenam potestatem traditam esse; et hanc, quae propria est jurisdictionis potestas, ordinariam esse et immediatam, erga quam particularium ecclesiarum pastores atque fideles tam seorsum singuli quam simul omnes officio hierarchicae subordinationis veraeque obedientiae obstringuntur,[4]) ut custodita cum Romano Pontifice tam communionis quam ejusdem fidei professionis unitate, Ecclesia Christi sit unus grex sub uno

[1]) Joann. XXI. 16. 17.
[2]) Ep. I. Pet. V. 4. coll. ep. ad Hebr. XIII. 20.
[3]) S. Leo M. ser. 3. (al. 2.) n. 3.
[4]) Expressa ad formulas fidei Conc. Lugdunens. II. Conc. Florent., et Pii VI. Brev. „Super soliditate".

Digitized by Google

summo pastore. Haec est catholicae veritatis doctrina, a qua deviare salva fide atque salute nemo potest. Quare damnamus atque reprobamus eorum sententias, qui a fide discedentes et attendentes spiritibus erroris[1]) negant, primatus potestatem a Christo Domino fuisse in beato Petro ita institutam, ut eundem oporteat perpetuos in collata sibi primatus potestate successores habere; aut affirmant, Romanorum Pontificum jurisdictionem ordinariam et immediatam non esse tam in omnes simul quam in singulas seorsum particularium pastorum ecclesias: aut etiam contendunt, licere ab judiciis Romanorum Pontificum ad futurum generale Concilium tanquam ad auctoritatem Romano Pontifice superiorem appellare.

Ex hac autem suprema, ordinaria et immediata tum in Ecclesiam universalem, tum in omnes et singulos particularium Ecclesiarum pastores et fideles potestate jurisdictionis consequitur, Romano Pontifici necessarium jus esse, in hujus sui muneris exercitio libere communicandi cum pastoribus et gregibus totius Ecclesiae, ut iidem ab ipso in via salutis doceri ac regi possint. Quare damnamus ac reprobamus perniciosas illorum sententias, qui hanc supremi capitis cum pastoribus et gregibus communicationem impediendam dicunt, aut eandem reddunt saeculari potestati obnoxiam, ita ut contendant, quae ab Apostolica Sede vel ejus auctoritate ad regimen Ecclesiae constituuntur, vim ac valorem non habere, nisi potestatis saecularis placito confirmentur.

CAPUT ADDENDUM

DECRETO DE ROMANI PONTIFICIS PRIMATU.

Romanum Pontificem in rebus fidei et morum definiendis errare non posse.

Sancta Romana Ecclesia summum et plenum primatum et principatum super universam Ecclesiam catholicam obtinet, quem se ab ipso Domino in beato Petro Apostolorum principe, cujus Romanus Pontifex est successor, cum potestatis plenitudine recepisse veraciter et humiliter recognoscit. Et sicut prae caeteris tenetur fidei veritatem defendere, sic et si quae de fide subortae fuerint quaestiones, suo debent judicio definiri.[2]) Et quia non potest Domini nostri Jesu Christi praetermitti sententia dicentis: „Tu es Petrus et super hanc petram aedificabo Ecclesiam meam“,[3]) haec quae dicta sunt, rerum pro-

[1]) Ep. I. ad Tim. IV. I.
[2]) Ex professione fidei edita a Graecis in Conc. Oecum. Lugdun. II.
[3]) Matth. XVI. 18.

Digitized by Google

bantur effectibus, quia in Sede Apostolica immaculata est semper catholica servata religio, et sancta celebrata doctrina:[1]) hinc, sacro approbante Concilio, docemus et tanquam fidei dogma definimus, per divinam assistentiam fieri, ut Romanus Pontifex, cui in persona beati Petri dictum est ab eodem Domino Nostro Jesu Christo: „Ego pro te rogavi, ut non deficiat fides tua",[2]) cum supremi omnium Christianorum Doctoris munere fungens pro auctoritate definit, quid in rebus fidei et morum ab universa Ecclesia tenendum sit, errare non possit; et hanc Romani Pontificis inerrantiae seu infallibilitatis praerogativam ad idem objectum porrigi, ad quod infallibilitas Ecclesiae extenditur. Si quis autem huic Nostrae definitioni contradicere (quod Deus avertat) praesumpserit, sciat se a veritate fidei catholicae et ab unitate Ecclesiae defecisse.

CAPUT XII.

De temporali Sanctae Sedis Dominio.

Ut autem Romanus Pontifex primatus sibi divinitus collati munus, uti par est, adimpleret, iis indigebat praesidiis, quae temporum conditioni et necessitati congruerent. Unde singulari divinae providentiae consilio factum est, ut in tanta saecularium principum multitudine et varietate Romana quoque Ecclesia temporalem dominationem haberet: quo Romanus Pontifex, summus totius Ecclesiae postor, nulli principi subjectus, supremam universi dominici gregis pascendi regendique potestatem auctoritatemque ab ipso Christo Domino acceptam per universum orbem plenissima libertate exercere, ac simul facilius divinam religionem magis in dies augere, et, quae pro re ac tempore ad majorem totius christianae reipublicae utilitatem pertinere ipse cognosceret, efficacius peragere posset.

Cum vero impii homines, qui omne in terris jus mutare conantur, hunc civilem Sanctae Romanae Ecclesiae principatum, in rei christianae bonum et utilitatem ordinatum, et ab ea omnibus juris titulis legitime tot saeculorum decursu possessum, quovis insidiarum et violentiarum genere labefactare ac convellere adnitantur: sacro approbante Concilio innovantes hujus Apostolicae Sedis ac praecedentium Conciliorum judicia ac decreta, damnamus atque proscribimus tum eorum haereticam doctrinam, qui affirmant, repugnare juri divino, ut cum spirituali potestate in Romanis Pontificibus principatus civilis

[1]) Ex formula S. Hormisdae Papae subscripta a Patribus Conc. Oecum. VIII. Constantinop. IV.

[2]) Luc. XXII. 32.

Digitized by Google

conjungatur, tum perversam eorum sententiam, qui contendunt, Ecclesiae non esse, de hujus principatus civilis ad generale christianae reipublicae bonum relatione quidpiam cum auctoritate constituere; adeoque licere catholicis hominibus, ab illius decisionibus hac de re editis recedere aliterque sentire.

CAPUT XIII.

De concordia inter Ecclesiam ac societatem civilem.

Perfecta haec civitas, quam sacrae litterae regnum Dei appellant, superna quidem est, si, unde orta sit et quo tendat, cogitatur, descendens quasi Christi sponsa de coelo et transitura in coelestem illam, quae sursum est Jerusalem consummatorum, cum Christus tradiderit regnum Deo et Patri, ut sit Deus omnia in omnibus.[1]) Nunc vero Ecclesia usque ad finem saeculorum in terris atque inter terrenas civitates adhuc militans, ex divini fundatoris sui omniumque Redemptoris mandato in sinum suum maternum colligit omnes gentes, quae sicut indole ac moribus inter se diversae, ita etiam multiplici et varia civilis societatis forma sunt constitutae. Qui enim homines, ad sui conservationem et congruam rationi felicitatem temporalem, natura duce et Dei creatoris ordinatione in civilem societatem coierunt, iidem ut in aeternum salventur, in sanctam illam societatem, quae est Ecclesia, gratia Dei Salvatoris vocantur. Cum igitur utriusque societatis, licet modo diverso pro diverso earum ordine ac fine, Deus infinite sanctus et sapiens sit auctor: ex ipsa rerum natura inter Ecclesiam et societatem civilem vel inter potestates, quibus utraque regitur, non sane pugna est aut oppositio.

Quin immo Ecclesia rempublicam maximo munimento firmat ac tuetur, ejusque securitati prospicit. Illa enim instituta ad sanctificandos homines, ipsa virtute et pietate christiana bonos etiam cives facit, qui si tales sint, quales esse praecipit doctrina catholica, sine dubio magna erunt salus reipublicae.[2]) Praeterea cum terrena potestas in temporali utilitate et poenarum metu suam observandarum legum sanctionem positam habeat, vera religio, cujus et custos et magistra est Ecclesia catholica, auctoritatem imperantium validius doctrina legibusque divinis confirmat. Praecipit enim religio catholica sua auctoritate divina, ut homines legitimae potestati subditi sint non solum propter iram, sed etiam propter conscientiam.[3])

---

[1]) Cf. Heb. XII. 22. 23; I. Cor. XV. 24. 28.
[2]) Cf. Aug. ad Marcellin. ep. 158. n. 15. [3]) Rom. XIII. 5.

Digitized by Google

Quodsi Ecclesia monet ac jubet subditos secundum mandatum divinitus acceptum obedire regibus, non minus reges quoque docet prospicere populis, ut intelligant et erudiantur, qui judicant terram, non ad dominandi cupiditatem, sed ad officium providendi sibi datam esse a Domino potestatem et virtutem ab Altissimo, ut tanquam ministri regni ejus recte judicent, et custodiant legem justitiae; quoniam pusillum et magnum ipse fecit, et aequaliter cura est illi de omnibus. [1])

Ecclesia igitur catholica regum et populorum, atque in his singulorum omnis conditionis hominum religione divina tum jura tuetur tum officia docet ac praecipit, atque ita legibus humanis sanctius fundamentum ponit et fideliorem conciliat obedientiam. Quare cum haec civitas Dei tantum conferat ad securitatem et felicitatem civitatis terrenae, vel ex hoc uno omnes intelligant, quanta sapientia ac bonitate Deus auctor naturae et gratiae atque utriusque civitatis ordinator potestates sacerdotii et imperii non inimicas sed vinculo pacis conjungendas disposuerit. Haec autem utriusque civitatis conjunctio, ex qua in ipsam civilem societatem tanta bona promanant, non liberae hominum optioni permissa sed Dei lege praecepta est. Quoniam enim non solum singuli privatim homines sed etiam omnes in vita publica ipsaque societas ad veram religionem erga Deum tenentur religionisque legibus obstringuntur, hinc ipsa publica societas, cujus cives simul fideles sint, magnis et necessariis officiis obligatur erga Dei Ecclesiam, quae verae religionis doctrinam et leges et jura ex divino mandato custodit ac tuetur.

Quapropter nemo dicere praesumat, non posse auctoritatem et jura Ecclesiae cum saecularis potestatis juribus et auctoritate consistere; atque ideo ad optimam societatis publicae rationem necessariam esse civilis reipublicae ab Ecclesia separationem, ita ut imperio negetur jus et officium coercendi sancitis poenis violatores catholicae religionis, nisi quatenus pax publica postulet; vel omnino ita, ut humana societas constituatur et gubernetur nullo habito ad religionem respectu, ac si ea non existeret, vel saltem nullo facto veram inter falsasque religiones discrimine.

Quod inter sacerdotium et imperium dissidia orta sunt et in dies oriuntur, id nemo audeat asserere ex ipsa indole ac natura potestatis ecclesiasticae provenire. Pax vera inter utramque potestatem et concordia, quam Ecclesia semper optat et humili supplicatione postulat a Deo, servari nunquam potest, si libertas sponsae Jesu Christi opprimitur et violantur

[1]) Cf. Sap. VI. 4—8.

Digitized by Google

jura, quae Ecclesia exercere atque integra servare non solum potest sed etiam debet, quia simul cum officiis cohaerent, quae ipsi a divino suo fundatore injuncta sunt ad salutem animarum.

Hujusmodi bella iniquissima, qui volunt esse Ecclesiae filii, matri suae nunquam inferrent, si imperantium et populorum mentibus constanter obversaretur veritas a Christo Domino severissimis verbis inculcata, nihil prodesse homini mundum universum lucrari, si animae suae detrimentum patiatur,[1]) atque adeo supra illam felicitatem vitae humanae, ad quam civilis potestas per se ordinatur, esse finem sublimiorem et unice necessarium beatitudinis aeternae, ad quam homines per Ecclesiam sunt deducendi; ideoque habita vel sola ratione finis, qui utrique praestituitur, reipublicae civili Ecclesiam Jesu Christi tantum praecellere, quantum hujus vitae commoda ac bona superat salus animarum non auro vel argento, sed pretioso sanguine Christi redemptarum, et vitae aeternae felicitas.

Quamvis igitur civilis societatis dispositio per se et directe non ad supernaturalem felicitatem, sed ad temporale communitatis bonum pertineat, christianis tamen hominibus non in hoc solummodo sistendum est; sed postulatur ab eis, ut temporali bono praeferant sempiternum, atque ideo non minus in publicis rebus, quam privatis negotiis, finem inferiorem non ita respiciant, ut finem hominis ultimum et necessarium ab oculis dimittant; unde si quando videantur utilia regno temporali, quae bonis sublimioribus Ecclesiae et aeternae saluti repugnent, ea nunquam habebunt pro veris bonis, sed sincere consequi studebunt, quod ajebat magnus ille Gregorius, ut terrestre regnum coelesti regno famuletur.

CAPUT XIV.

De jure et usu potestatis civilis secundum Ecclesiae catholicae doctrinam.

Spreta Ecclesiae catholicae doctrina et auctoritate, ejusque circa humanam societatem juribus conculcatis, subintroierunt nostris temporibus magistri mendaces, qui non solum Ecclesiae, sed etiam omnis humani consortii hostes, dominationem contemnunt,[2]) ita ut nulla lege, nisi quam ipsi sponte susceperint, obligari se posse dicant, omnemque sublimiorem potestatem ab ipsis independentem pro injusto dominatu habeant, quem pro habitu abjicere atque evertere liceat: immo etiam

[1]) Cf. Matth. XVI. 26. [2]) Cf. II. Pet. II. 10.

Digitized by Google

contra manifestam Dei legem affirmant, omnes homines ex lege naturae ita aequales juribus esse, ut tum privata possessionum proprietas tum alia quaevis unius prae reliquis praerogativa injusta censeri et abrogari debeat.

Alii autem falsam civilis societatis speciem ac formam animo suo effingentes statum politicum, quem vocant, constituunt fontem omnis inter homines auctoritatis omnisque juris, ita ut ab eodem statu politico ejusque lege tum jus proprietatis privatae unice derivari, tum societatem domesticam seu familiam suae existentiae totam rationem mutuari, omniaque parentum in filios jura dimanare ac pendere affirment, tum in ejus lege vel in majoris numeri civium placitis et in publica, ut dicunt, opinione positam esse velint supremam normam conscientiae et officiorum pro publicis et socialibus sive imperantium sive subditorum actionibus. Quin et eo usque non paucos progressos esse videmus, ut fortunatis eventibus vim juris tribuentes audeant dicere, id quod ex lege morali esset injustum, si felicem habeat exitum, eo ipso in publicis rebus ac negotiis ex lege politica justum evadere et honestum, quasi vero lex moralis ad sociales et politicos actus non aeque ac ad privatos sese porrigeret. At haec humanae superbiae figmenta non alio tendunt, quam ut incommutabilis sanctitas et justitia aeterni Dei auferatur a recordatione filiorum hominum, in eorum animis sensus extinguatur justi et injusti, et inficiatur terra ab habitatoribus suis, quia transgressi sunt leges, mutaverunt jus, dissipaverunt foedus sempiternum.[1])

Contra hujusmodi errores, qui etiam inter catholicos populos serpere coeperunt, omnibus in mentem revocandam statuimus doctrinam catholicam, ut ea integra et inviolata custodiatur. Docemus igitur, quod ab Apostolo traditum semper docuit Ecclesia, omnem legitimam potestatem, ideoque etiam civilem, Deum habere auctorem. „Omnis anima, scribit Apostolus,[2]) potestatibus sublimioribus subdita sit, non est enim potestas nisi a Deo, quae autem sunt, a Deo ordinatae sunt;“ et ex ejusdem Apostoli sententia, qui hanc potestatem tenet, Dei minister est sive bonum facientibus in bonum, sive malum agentibus vindex in iram,[3]) atque ideo subditorum obedientiam jure suo postulat. Nemo itaque docere audeat, licitum esse huic legitimae potestati vi resistere, aut per detestandum facinus eam conjurationibus ac rebellione evertere, qui enim resistit potestati, Dei ordinationi resistit; qui autem resistunt, ipsi sibi damnationem acquirunt.[4])

---

[1]) Cf. Is. XXIV. 5. [2]) Rom. XIII. 1. [3]) Cf. ib. vers. 3. 4.
[4]) Rom. XIII. 2.

Digitized by Google

Pari vero ratione docemus, imperantibus in suae potestatis usu eandem normam divinae legis esse sequendam. Lex enim moralis sive lumine rationis sive per supernaturalem revelationem manifestata sicut pro hominibus actionibusque privatis, ita non minus pro iis qui praesunt, et pro publicorum munerum administratione actibusque socialibus ac politicis posita est. Norma itaque agendi non in utilitate, aut in multitudinis opinione ac voluntate constitui potest, quando ad illicita ac Dei legi repugnantia impellunt: sed necessaria morum regula sicut pro subditis ita pro imperantibus etiam in ipsorum muneribus administrandis est lex Dei jubentis aut vetantis, secundum quam omnes in supremo judicio communi Domino aut stabunt aut cadent. De ipsa autem agendi norma judicium, quatenus de morum honestate, de licito vel illicito statuendum est, pro civili etiam societate publicisque negotiis ad supremum Ecclesiae magisterium pertinet. Sane in via salutis aeternae omnibus tam subditis quam principibus Ecclesia a Deo constituta est dux et magistra. Neque de imperantibus minus verum est: qui Ecclesiam matrem non habet, Deum patrem habere non potest. Ut igitur Regem regum patrem ac propitium habere possint, Ecclesiam se matrem habere re et opere comprobare studeant; neque licere sibi existiment sive in privatis sive in publicis negotiis ob politicas rationes Dei et sanctae matris Ecclesiae leges ac jura violare.

CAPUT XV.

De specialibus quibusdam Ecclesiae juribus in relatione ad societatem civilem.

Inter sanctissimorum jurium violationes, quae nostra aetate ad nationes erroribus inficiendas corrumpendosque in eis mores christianos perpetrantur, illa est vel maxime perniciosa, qua fraudulenti homines contendunt, scholas omnes directioni ac arbitrio solius potestatis laicae subjiciendas esse, ita ut auctoritas Ecclesiae ad providendum religiosae institutioni et educationi juventutis christianae omnino impediatur. Quin eo usque progressi sunt, ut ipsam catholicam religionem a publica educatione arcere, atque universim scholas nullius professionis religiosae, sed litterarias tantummodo esse debere dicant. Contra hujusmodi sanae doctrinae morumque corruptelas ex ipso fine Ecclesiae a Christo Salvatore fundatae, ut homines per salutarem fidem ac disciplinam docendo regendoque ad vitam aeternam adducat, ab omnibus agnoscendum est jus et officium,

Digitized by Google

quo ipsa pervigilat, ut juventus catholica in primis vera fide et sanctis moribus rite instituatur.

Hanc iniquitatem cumularunt alia usurpatione. Ipsam enim Clericorum educationem ac institutionem in disciplinis ecclesiasticis tum in aliis publicis scholis tum in ipsis Seminariis efficaci directioni ac vigilantiae Ecclesiae subducere et potestati laicae mancipare praesumunt contra jus proprium Ecclesiae, quo maxime in suis ministris sanitati catholicae doctrinae et sanctitati vitae ecclesiasticae providere debet. Quin etiam eos ipsos, qui in sortem Domini vocantur, a sancta sua vocatione per vim avellere et iniquissima lege subjicere militiae saeculari alicubi veriti non sunt, atque ita quantum in ipsis est, Ecclesiam necessariis ad docendum, regendum et sanctificandum populum Dei ministris privare conantur. Quare declaramus et docemus, jura praedicta atque officia ad Ecclesiam pertinere, et esse cum ejus magisterio divinitus instituto, cum ipsius constitutione ac fine intime conjuncta, adeoque humanis legibus non posse auferri.

Alia gravis injuria Sanctae Ecclesiae infertur ab illis, qui professionem perfectionis evangelicae in Ordinibus Institutisque religiosis ab eadem Ecclesia approbatis iniqua oppugnatione persequuntur, atque affirmare audent, professionem religiosam juribus naturae libertatisque humanae contrariam, vel ex regnis et civitatibus nostrae aetatis eliminandam esse, quod illa profectui ac felicitati populorum opponatur; eoque magis dolendum, quod inter ipsos legum latores, qui se catholicos profitentur, non desint, qui in hac re Ecclesiae jus conculcare et iniquis legibus, quantum valent, irritum reddere non vereantur.

Quoniam vero sponsa Jesu Christi ipsam divini sponsi sui vitam et exemplum in se suisque membris exprimere, atque jugiter sanctitatis praerogativa fulgere debet, idem Dominus Noster Jesus Christus non solum sancta dedit mandata omnibus, si volunt ad vitam ingredi, necessario servanda; sed etiam pro Ecclesia praemonstravit in suo evangelio statum perfectionis, quo ii, qui Deo vocante capiunt verbum istud, relictis omnibus, ut thesaurum habeant in coelis, ipsum Jesum Christum propinquiori imitatione sequantur.[1]) Consilia haec Jesu Christi ad Ecclesiam sponsam ac reginam ornandam varietatibus[2]) non potuerunt manere irrita; unde operante divina gratia omnibus Ecclesiae aetatibus plurimi utriusque sexus crucis Christi sectatores in hac via ipsum Dominum ducem ac magistrum secuti sunt. Ut sic vocatis evangelicam perfectionem consectandi

[1]) Cf. Matth. XIX. 11. 12. 17—29.
[2]) Cf. Ps. XLIV. 10—16.

Digitized by Google

media non deessent, providentissima mater Ecclesia semper sedulo curavit. Leges enim pro summa auctoritate vel ipsa tulit vel a sanctissimis viris propositas probavit, quibus religiosa vita et professio firma ac tuta consisteret, ut ad sanctum suum finem dirigeretur. Quamvis igitur non omnes vocati sint ad hanc vitae rationem in consiliis evangelicis voluntarie ac perpetuae paupertatis, continentiae, et obedientiae sequendam: attamen ex constanti Ecclesiae declaratione atque usu omnibus necesse est aestimare, eam apostolicae doctrinae consentaneam esse et ad christianam perfectionem conducere. Ii vero, quibus datum est a Patre Christum vocantem audire et sequi, ultra praeceptorum observationem consilia quoque evangelica in institutis religiosis non solum activae sed etiam contemplativae vitae secundum modum ab Ecclesia approbatum pie et laudabiliter amplectuntur, ac divina gratia opitulante possunt et tenentur, quae voverunt, reddere Domino Deo. Quare tum haec Ecclesiae et fidelium jura tum suscepta votis religiosis officia in supernaturali Dei lege ac ordinatione fundantur, qua Christus sapientia aeterna in sancta Ecclesia sua viam perfectionis evangelicae monstravit ac disposuit; nec illa politicis legibus sive dirigi sive deleri possunt.

Damnamus igitur tum doctrinam, qua professio religiosa illicita vel vero profectui populorum noxia, ac propterea eliminanda esse dicitur, tum impios hominum conatus, qui commemorata Ecclesiae ac fidelium jura invadunt, et tantam ipsi Deo ac sanctae religioni catholicae irrogant injuriam.

Hic porro aliam sacrilegam injustitiam, quae contra matrem Ecclesiam crudeliter et in dies latius grassatur, iterum damnare et perniciosissimas fallacias, quibus homines mendaces illam obvelare student, proscribere necesse Nobis est. Dicunt nimirum, jus Ecclesiae, acquirendi et possidendi bona temporalia, esse subjectum arbitrio status politici, et ab ejus libera concessione jugiter pendere, ita ut potestas politica vi suae supremae auctoritatis possit illud jus abolere, latisque legibus sibi vindicare velut bona domino vacua, quae legitimo proprietatis titulo sunt in possessione Ecclesiae; aut affirmant, dispositionem ac distributionem bonorum ecclesiasticorum non secus ac eorum, quae publica sunt totius nationis, pertinere ad nativum jus supremae potestatis politicae. Hujusmodi autem perversis doctrinis impugnantur jura Ecclesiae certissima, quae ex ipsa ejus divinitus data constitutione promanant. Ecclesia namque cum sit perfecta societas divino jure constituta, supernaturalis quidem, sed eadem societas visibilis ex hominibus et ad hominum salutem in terris consistens, propterea rebus etiam visibilibus et externis atque inter haec bonis quoque tempora-

Digitized by Google

libus utitur et juvatur tamquam mediis ad divinam suam missionem adimplendam et ad finem sibi a Christo Salvatore propositum assequendum. Ad hanc enim suam missionem Ecclesia visibilis ex natura sua et ex divina institutione ministros proprios habet ex hominibus assumptos et pro hominibus constitutos, qui non potestati saeculari subordinati, sed ab ea independentes sacris muneribus fungantur; atque ideo jure suo Ecclesia eis prospicit, ut juxta ordinationem Domini, qui evangelium annuntiant, de evangelio vivant:[1]) ejusdemque Ecclesiae sicut officium ita proprium jus est, providendi tum decori externi divini cultus, tum multiplicibus indigentium membrorum Christi necessitatibus, tum aliis, quae opportuna judicaverit, christianae charitatis et pietatis operibus. His vero muneribus Ecclesiae atque officiis exsequendis cum secundum ordinem divinae providentiae bona temporalia subserviant, sane illud jus acquirendi ac possidendi titulo proprietatis, quod mere humanis societatibus legitime constitutis competere potest, in Ecclesia non deficit, sed in ea, ut in societate divinitus et ad altiorem finem instituta et ab imperiis mundanis independente, etiam sanctius est ac superioris ordinis, quia bona hujusmodi mystico corpori Christi, et per hoc ipsi Christo Deo specialius dicata sunt.

Quare docemus, Ecclesiae, ut societati visibili a Deo inter homines constitutae, jus esse, bona temporalia acquirendi et possidendi; neque hoc jure eam a quavis potestate saeculari privari posse; ac propterea praedictos errores damnamus, et leges quibus status politicus tanquam ex supremo jure sibi inhaerente bona ecclesiastica usurpat, injustas spoliationes esse declaramus.

Haec sunt, quae generatim visum Nobis est, Christi fideles circa Ecclesiam Christi docere; his autem contraria certis et propriis Canonibus in hunc qui sequitur modum damnare, ut omnes, adjuvante Christo fidei regula utentes, catholicam veritatem facilius agnoscere et tenere possint.

---

[1]) Cf. I. Cor. IX. 14.

Digitized by Google

CANONES
DE ECCLESIA CHRISTI.

I.

Si quis dixerit, Christi religionem in nulla peculiari societate ab ipso Christo fundata extantem et expressam esse, sed a singulis seorsum, non habita ratione ad ullam societatem, quae vera ipsius Ecclesia sit, rite observari et excoli posse; anathema sit.

II.

Si quis dixerit, Ecclesiam a Christo Domino nullam certam ac immutabilem constitutionis formam accepisse, sed aeque ac reliquas hominum societates, pro temporum diversitate vicissitudinibus et transformationibus subjectam fuisse, aut subjici posse; anathema sit.

III.

Si quis dixerit, divinarum promissionum Ecclesiam non esse societatem externam ac conspicuam, sed totam internam ac invisibilem; anathema sit.

IV.

Si quis dixerit, veram Ecclesiam non esse unum in se corpus, sed ex variis dissitisque christiani nominis societatibus constare, per easque diffusam esse; aut varias societates ab invicem fidei professione dissidentes atque communione sejunctas, tanquam membra vel partes unam et universalem constituere Christi Ecclesiam; anathema sit.

V.

Si quis dixerit, Ecclesiam Christi non esse societatem ad aeternam salutem consequendam omnino necessariam; aut homines per cujusvis religionis cultum salvari posse; anathema sit.

VI.

Si quis dixerit, intolerantiam illam, qua Ecclesia catholica omnes religiosas sectas a sua communione separatas proscribit,

Digitized by Google

et damnat, divino jure non praecipi; aut de veritate religionis opiniones tantum non autem certitudinem haberi posse; ideoque omnes sectas religiosas ab Ecclesia tolerandas esse; anathema sit.

VII.

Si quis dixerit, eandem Christi Ecclesiam posse offundi tenebris, aut infici malis, quibus a salutari fidei morumque veritate aberret, ab originali sua institutione deviet, aut depravata et corrupta tandem desinat esse; anathema sit.

VIII.

Si quis dixerit, praesentem Christi Ecclesiam non esse ultimam ac supremam consequendae salutis oeconomiam, sed exspectandam esse aliam, per novam vel pleniorem divini Spiritus effusionem; anathema sit.

IX.

Si quis dixerit, Ecclesiae infallibilitatem ad ea tantum restringi, quae divina revelatione continentur, nec ad alias etiam veritates extendi, quae necessario requiruntur, ut revelationis depositum integrum custodiatur; anathema sit.

X.

Si quis dixerit, Ecclesiam non esse societatem perfectam, sed collegium; aut ita in civili societate seu in statu esse, ut saeculari dominationi subjiciatur; anathema sit.

XI.

Si quis dixerit, Ecclesiam institutam divinitus esse tanquam societatem aequalium; ab episcopis vero haberi quidem officium et ministerium, non autem propriam regiminis potestatem, quae ipsis divina ordinatione competat, quaeque ab iisdem sit libere exercenda; anathema sit.

XII.

Si quis dixerit, a Christo Domino et Salvatore nostro Ecclesiae suae collatam tantum fuisse potestatem dirigendi per consilia et suasiones, non vero etiam jubendi per leges, ac devios contumacesque exteriori judicio ac salubribus poenis coërcendi atque cogendi; anathema sit.

Digitized by Google

XIII.

Si quis dixerit, veram Christi Ecclesiam, extra quam nemo salvus esse potest, aliam esse praeter unam, sanctam, catholicam, et apostolicam Romanam; anathema sit.

XIV.

Si quis dixerit, beatum Petrum Apostolum a Christo Domino constitutum non esse Apostolorum omnium principem et totius Ecclesiae militantis visibile caput; vel eum tantum honoris, non autem verae propriaeque jurisdictionis primatum accepisse; anathema sit.

XV.

Si quis dixerit, non esse ex ipsius Christi Domini institutione, ut beatus Petrus in primatu super universam Ecclesiam habeat perpetuos successores; aut Romanum Pontificem non esse beati Petri in eodem primatu successorem; anathema sit.

XVI.

Si quis dixerit, Romanum Pontificem habere tantummodo officium inspectionis vel directionis, non autem plenam et supremam potestatem jurisdictionis in universam Ecclesiam; aut hanc ejus potestatem non esse ordinariam et immediatam in omnes ac singulas ecclesias; anathema sit.

XVII.

Si quis dixerit, potestatem ecclesiasticam independentem, quam Ecclesia catholica sibi a Christo tributam esse docet, supremamque potestatem civilem non posse simul consistere, ita ut jura utriusque salva sint; anathema sit.

XVIII.

Si quis dixerit, potestatem, quae ad regendam civilem societatem necessaria est, non esse a Deo; aut eidem ex ipsa Dei lege subjectionem non deberi; aut eam naturali hominis libertati repugnare; anathema sit.

XIX.

Si quis dixerit, omnia inter homines jura derivari a statu politico; aut nullam nisi ab ipso communicatam dari auctoritatem; anathema sit.

Digitized by Google

XX.

Si quis dixerit, in lege status politici, vel in publica hominum opinione constitutam esse pro publicis ac socialibus actionibus supremam conscientiae normam; aut ad easdem non extendi Ecclesiae judicia, quibus ea de licito et illicito pronuntiat; aut vi juris civilis fieri licitum, quod jure divino vel ecclesiastico est illicitum; anathema sit.

XXI.

Si quis dixerit, leges Ecclesiae vim obligandi non habere, nisi quatenus civilis potestatis sanctione firmentur; aut eidem civili potestati vi suae supremae auctoritatis competere, in causis religionis judicare et decernere; anathema sit.

Digitized by Google

SECTIO TERTIA.

POSTULATA, QUAE PERTINENT AD RES DOGMATICAS.

1. POSTULATUM

CONTRA ONTOLOGISMUM.

In ea Sessione, in qua sermo habitus est de *Ontologismo* Excellentissimus et Reverendissimus Gasser Episcopus Brixinensis nomine Congregationis rebus Fidei praepositae affirmabat, quaestionem illam non esse eo loco leviter et perfunctorie attingendam, sed alibi opportunius de ea agendum, ut tota res melius et plenius definiretur.

Huic declarationi inhaerentes infrascripti Cardinales Episcopi, ne controversia nimis late pateat, damnandam proponerent illam dumtaxat Ontologismi formam, quae aperte catholicae doctrinae opponitur, et fundamentum est multorum errorum qui nunc late pervagati sunt: et continetur in illa propositione: „Naturalis est homini cognitio Dei directa et immediata."

Ex alia parte non videtur expedire, ut Concilium Vaticanum penitus de Ontologismo sileat. Ex hoc enim silentio Ontologistae statim vires resumerent, suas controversias restaurarent, ipsa Romanae Congregationis responsa (18 Septembris 1861) infirmarent, et huic Sedi turbas et molestias crearent. Cum vero S. R. U. Inquisitionis Congregatio (18 Septembris 1861) allatam propositionem tuto tradi non posse decreverit, et multi Episcopi (praesertim Neapolitani in sua epistola collectiva ad Clerum saecularem et regularem 28 Junii 1862) Ontologismum graviter reprehenderint; Christi fideles hujus damnationis confirmationem expectare videntur: qui insuper mirarentur, ex totius orbis partibus Episcopos in Vaticanum Concilium coactos fuisse, ut pantheismum et rationalismum aliosque errores, quos

Digitized by Google

per se ipsi cavere poterant, damnarent; errores vero illos qui ad haec monstra viam sternunt intactos reliquisse. Quapropter proponitur damnanda a Concilio Vaticano sequens propositio:

„Naturalis est homini cognitio Dei immediata et directa."

I.

Satis est hujus propositionis terminos intelligere, ut statim innotescat, èam opponi veritati illi catholicae qua credimus, visionem Dei intuitivam qua beati perfruuntur, esse supernaturalem. Quid enim sibi vult cognitio immediata alicujus rei? Cognitio immediata distinguitur a cognitione mediata in eo quod cognitio immediata ea est, qua res cognoscitur in se ipsa; mediata vero ea est per quam res cognoscitur in alio. Ex. gr. cognitio qua objectum mihi praesens video est immediata; cognitio qua illud objectum video in speculo est mediata. Nam in primo casu objectum in se sine ullo medio video; in secundo video immediate imaginem ejus, et hac mediante venio in cognitionem objecti quod illa repraesentat. (V. S. Th. 1. p. q. XII. a. 9. et q. LIV. a. 3. et in epist. ad Corinth. c. XIII. lect. XV.)

II.

Animadvertendum praeterea, immediatam Dei cognitionem esse idem ac immediatam Dei visionem, ut notat S. Th. cont. gent. Lect. 3. c. 53. Et sane Deum immediate cognoscere est cognoscere Deum non per ullam ideam seu similitudinem a creaturis derivatam, aut a Deo ipso in anima impressam, sed est cognoscere Deum in se ipso, seu per ejus essentiam. (S. Th. Lect. 4. sent. dist. 49. q. 2. a. 1.). Hoc autem fieri nequit nisi ipse Deus sese praesentem menti videndum exhibeat, ita ut mens eum videat non per aliquam speciem sed per ipsam ejus essentiam, idest immediate et directe. Ergo immediata et directa Dei cognitio est immediata et directa ejus visio. Insuper Ontologi id aperte profitentur et docent, Deum humanae menti seipsum immediate videndum praebere, ea ratione qua lux oculis nostris affulgens objecta ipsis exhibet et visibilia efficit.

III.

Hoc posito, quantopere haec Dei visio catholicae fidei opponatur, videamus. Scholastici Sanctos Patres secuti non

Digitized by Google

modo evidenter ostendunt, immediatam Dei visionem naturaliter repugnare cuicumque intellectui creato (S. Th. 1. p. q. 12. a. 4,) et multo magis homini in *statu viae*, ut loquuntur Theologi (S. Th. ibid. a. 11. et qq. dd. de Ver. q. 13. a. 3.); sed praeterea docent, unicam esse viam qua humana mens Dei cognitionem acquirere potest, et hanc non esse aliam quam ut incipiat ab iis quae facta sunt, seu a creaturis, et assurgat *arguendo* ad cognitionem Dei. Sufficit in re notissima unum vel alterum S. Thomae locum indicare. In qq. dd. de Ver. q. 18. a. 2. ait: „Nos aliter Deum notum habere non possumus, nisi ex creaturis ad ejus notitiam veniamus." Et Sent. L. 1. dist. 3. q. 1. „Naturalis ratio non cognoscit Deum nisi ex creaturis." Juxta S. Patres Dei cognitio in hac vita acquiri non potest, nisi aut per fidem aut per argumentum a creaturis deductum, ut legere est apud Petavium Theol. Dog. L. 7. c. 1. Theologi post Auctorem librorum de Divinis nominibus Lib. 1. c. 7. triplicem modum statuunt quo Dei cognitio a creatis rebus deducitur, scilicet *per effectum*, *per remotionem*, *per excessum*. Jam vero quocumque modo explicetur immediata Dei cognitio, ea semper differt a cognitione *arguitiva*, seu *deductiva:* quia *intuitio* et *deductio* sunt duo cognitionis processus diversi et oppositi. Igitur immediata Dei cognitio, utcumque explicetur, opponitur doctrinae Patrum et Scholasticorum.

Animadvertendum insuper, Sanctos Patres et Scholasticos docere, processum hunc *a posteriori* esse necessarium, non ut immediata Dei cognitio quae humano intellectui naturaliter inesse dicitur clara et distincta tantummodo reddatur, sed ut humana mens ad Dei cognitionem perveniat ejusque existentiam contra atheos demonstrare possit: ut aperte patet tum ex fine quem sibi proponunt, tum ex modo quo suas demonstrationes conficiunt. Jam vero immediatae Dei cognitionis defensores illud contendunt, probationes nempe *a posteriori* a Patribus et Scholasticis caeterisque Theologis pro existentia Dei allatas valere quidem pro periodo reflexa et secundaria, ut ipsi loquuntur, non autem pro directa et prima: hoc est non valere ad demonstrandam Dei existentiam, sed solum ad efficiendam claram et distinctam cognitionem illam immediatam, qua juxta ipsos anima nostra naturaliter praedita est.

IV.

Omnes Theologi catholici non modo ex sacris Scripturis et S. Patribus statuunt tanquam fidei dogma, non posse humanam mentem in statu viae habere naturaliter cognitionem

Digitized by Google

Dei intuitivam, verum etiam idipsum confirmant auctoritate Concilii Viennensis an. 1300 sub Clemente V. celebrati. Hoc Concilium Beguardos damnavit, qui dicebant: „Anima non indiget lumine gloriae ipsam elevante ad videndum Deum.“ Quo praemisso, sic arguendum videtur: Certe *lumine gloriae* non amplius indiget humanus intellectus ut ad Dei visionem perveniat, si visio Dei est ipsi naturalis, ut patet. Igitur et incurritur damnatio Concilii, et visio beatifica non erit amplius supernaturalis. Haec videntur per se manifesta.

V.

At cognitionis immediatae adsertores hanc Concilii damnationem vitare conantur. Dicunt aliqui 1. Concilium damnat eos, qui contendebant posse ab humana mente in statu viae videri essentiam Dei; nos docemus videri non essentiam sed substantiam Dei. Sed haec etiam sanae doctrinae opponuntur. Cum enim Deus sit infinite simplex, nulla in eo est distinctio inter essentiam et substantiam. Quapropter fieri nequit, ut humana mens in videndo Deo videat ejus substantiam et non ejus essentiam. Praeterea cum in Deo esse et essentia non distinguantur, ut docent theologi, nequit videri Deus, nisi ejus essentia videatur.

VI.

Alii dicunt 2. Mens humana habet intuitum naturalem Dei, non quatenus videt ejus essentiam, sed quatenus videt attributa Dei, ita ut terminus naturalis intuitus non sit essentia sed divina attributa. Sed etiam haec evasio opponitur doctrinae catholicae, quae negat omnem distinctionem realem inter attributa et essentiam. At si omne attributum Dei est ipsa ejus essentia, nequit humana mens intueri aliquod Dei attributum, quin simul ejus essentiam intueatur. Praeterea si humana mens attributa Dei intuetur, non poterit ea certe intueri nisi ubi sunt, seu ut concedunt adversarii, in essentia divina. Sed non potest una res cognosci in alia tanquam in objecto cognito (ut notat S. Thom. 1. p. q. 84. a. 5), quin cognoscatur etiam objectum in quo ipsa cognoscitur. Non posset ergo mens intueri attributa Dei, quin ejus etiam essentiam intueretur.

VII.

Dicunt 3. alii, intuitum Dei naturalem esse obscurum, intuitum beatorum esse clarum. Quae etiam evasio vana est. Nam si est visio Dei *immediata*, est cognitio clara et distincta

Digitized by Google

quae beatum faceret videntem. S. Thom. hanc evasionem unanimi Scripturarum testimonio contrariam declarat, et concludit differentiam inter cognitionem Dei, quae propria est beati et cognitionem viatoris, non in eo positam esse quod ille *dilucide*, hic autem *obscure* Dei essentiam videat, sed in hoc quod ille *videt*, hic *non videt* essentiam Dei. En verba S. Doctoris qq. dd. de Verit. q. 18. a. 1. „Quidam dixerunt, quod Deum per essentiam videre non solum contingit in patria, sed in via, quamvis non ita perfecte in via sicut in patria . . . Sed istud dictum contrarium est Scripturae testimoniis quae concorditer in divina visione beatitudinem ultimam hominis ponunt. Unde ex hoc ipso quod aliquis Deum per essentiam videt, beatus est . . . Non est autem possibile, ut ultimus terminus perfectionis humanae accipiatur secundum aliquem modum intelligendi, quia in istis modis intelligendi possunt considerari infiniti gradus, quo unus alio perfectius intelligit; unde oportet quod ultimus terminus humanae perfectionis sit in intelligendo aliquod perfectissimum intelligibile, quod est essentia divina. In hoc igitur unaquaeque rationalis creatura beata est, quod essentiam Dei videt, non ex eo quod ita *limpide* vel plus vel minus eam videt. Non igitur visio beati a visione viatoris distinguitur per hoc quod est *perfectius et minus perfecte* videre, sed per hoc quod est *videre* et *non videre*."

VIII.

Contra has aliasque similes Ontologorum evasiones notandum est, Concilium damnando Beguardos qui dicebant posse Deum videri ab anima sine *lumine gloriae*, nullam fecisse distinctionem inter substantiam et essentiam, inter essentiam et attributa, inter visionem claram et obscuram. Ex quo videtur colligi immediatam Dei visionem, utcumque ea explicetur, effugere non posse Concilii damnationem.

IX.

Ut brevitati consulatur, omittimus hanc immediatam Dei cognitionem conciliari non posse cum alia veritate catholica a Conc. Viennensi (Clement. de Summa Trinit. et Fid. cath. tit. 4.) definita, et in Lateranensi sub Leone X confirmata (Sess. VIII can. Apostolici Regim.) „anima intellectiva est forma humani corporis per se et essentialiter". Nam ex hac definitione sequitur animam non posse naturaliter cognoscere immateriale in se ipso, sed sub forma aliqua sensibili: cum notum sit axioma „Modus operandi conformis est modo existendi". Omit-

Digitized by Google

timus pariter, posita immediata Dei cognitione, *raptum* et *prophetiam* non esse amplius extraordinaria facta et miraculosa, eo modo quo explicantur a S. Augustino aliisque Patribus et Scholasticis per extraordinariam intellectus elēvationem et sentientium facultatum suspensionem. Nonnullas potius Ontologismi sequelas attingamus.

X.

Ontologismus viam late sternit *rationalismo*. Si enim mens nostra non a creatis rebus ad Dei cognitionem ascendit, sed ad immediatam ejus visionem admittitur, Deum naturaliter intuebitur eo modo quo est, scilicet non solum prout est unus in natura, sed etiam ut est trinus in personis; quia immediata alicujus objecti cognitio postulat, ut objectum prout reipsa est in se ipso cognoscatur. Mysteria igitur aeque ac naturales veritates a mente nostra naturaliter cognosci possent, nec *excederent vires nativas humanae intelligentiae*, quod aperte affirmant nonnulli Ontologi ex. g. Thomas Moruz et Franciscus Lavarino, quorum sunt verba notata (Enciclop. scientif. per Tom. Moro e Fr. Lavarino vol. 1. pag. 312, 314 Torino 1856). Hinc recte scribebat Zarelli: „Si vera esset Ontologorum sententia, omnes homines naturaliter essent beati comprehensores, et Deum ipsum vere possiderent; nec ratio esset cur ulterius Christo, redemptione et Ecclesia indigerent“ (Sist. Filos. di Gioberti cap. 10. p. 30; Parigi 1848).

XI.

Viam sternit et *Pantheismo*. Notum omnibus est rerum intelligibilitatem nil aliud esse, nisi ipsam earum realitatem. „Verum est id quod est“ inquit S. Augustinus. Et haec est ratio quare omnes Pantheistae toti in eo sunt ut negent rebus propriam intelligibilitatem, optime pervidentes, quod negata semel rebus intelligibilitate sibi propria, neganda est etiam ipsa earum realitas. At vero juxta Ontologos res non sunt intelligibiles in seipsis, sed solum in Deo. Igitur res non habent in seipsis realitatem sibi propriam, sed habent in Deo, ut docent Pantheistae. Praeterea, si audias Ontologos, Deus est, in quo et per quem res intelligimus; ipse est lumen intelligibile humanae mentis, ac proinde Deus pertinet ad essentiam animae nostrae, quemadmodum ad essentiam animae nostrae certe pertinet lumen intelligendi. Adde quod si Deus est lumen intelligibile humanae mentis, lumen quo omnes humanae mentes intelligunt esset numerice idem seu in omnibus unicum.

Digitized by Google

Si unicum esset in omnibus humanis mentibus lumen intelligibile, unica etiam esset in omnibus hominibus potentia intellectiva; quia cum lumen intelligibile debeat esse intrinsecum potentiae intellectivae, unitas numerica luminis arguit unitatem numericam intellectivae potentiae. Unica autem potentia intellectiva non posset esse nisi infinitus Dei intellectus: quia lumen infinitum nonnisi ad potentiam infinitam pertinere potest. Igitur si Deus esset lumen intelligibile mentis humanae, una esset mens seu ratio, seu intellectus omnium hominum; et haec unica ratio esset ipsissima Dei ratio.

Et sane si theoria haec immediatae Dei cognitionis in historia philosophiae consideretur, ea semper in diversis systematibus apparet vel ut corollarium necessarium pantheismi, vel ut ejus necessarium principium. Ita ex. g. est pantheismi corollarium in systemate Spinosae, Schellingii et Hegelii. Spinosa enim ex pantheistico principio: „mentem humanam esse modum infinitae cogitationis Dei," docuit perfectam cognitionem acquiri per intuitum ideae entis perfectissimi ex qua caeterae ideae deducuntur, et humanam rationem unum idemque esse cum divina (Eth. p. 2. et in tract. de emend. intellect.). Schelling ex principio pantheistico: „humanum spiritum non esse nisi quandam formam sub qua Absolutum se manifestat" deduxit, humanum spiritum intueri in se evolutionem Absoluti, ac proinde habere naturaliter imo essentialiter intuitionem intellectualem Absoluti sub duabus formis, spiritus nempe et materiae, sese manifestantis (V. ejus systema idealis transcend. vers. Grimblot. Paris 1842). Hegel denique docens humanum spiritum esse ipsam ideam-ens, quae in tertio evolutionis momento sui conscientiam acquirit, eo se tendere affirmat, ut intellectualem Absoluti intuitionem demonstret, quam Schelling sine demonstratione admiserat.

Contra immediata Dei cognitio tanquam pantheismi principium se exhibet in systemate Malebranchii ejusque discipulorum usque ad Giobertium. Illi enim ex eo quod immediatam Dei cognitionem per intuitionem humanae menti naturalem et necessariam esse dixerint, eo tandem adducti sunt, ut docerent, humanam rationem idem esse cum divina ratione, aliasque hujusmodi doctrinas tradiderunt, quae ut clarissimi viri ostenderunt, nonnisi cum pantheismo componi possunt.

XII.

Ex Ontologismo sequitur et Eclecticismus. Nam si omnia in Deo cognoscimus, mens nostra erroris capax esse non potest, et diversae et oppositae philosophorum opiniones sunt

Digitized by Google

semper quaedam partes ac veluti facies veritatis: quod ajunt Eclectici.

XIII.

Etiam in ordine practico, qui in theoretico fundatur, pessimae consequentiae ex eadem doctrina inferuntur. Homine enim semel admisso ad immediatam cum Deo communicationem, aperitur aditus ad Theosophiam quandam mysticam et occultam qua facile persuaderi possunt et a culpa liberari actiones quaelibet, et superbus cujuslibet auctoritatis aut legis contemptus, non sine magno moralis et socialis ordinis detrimento. Nam in operibus et libris Liberalium Ontologismus plerumque dominatur, et tradi solet tanquam doctrina suis propositis praeparanda peropportuna; et Giobertius ex hac philosophia intuitus infert, naturalem ordinem et supernaturalem re non differre, Theologiam esse progressum naturalem philosophiae, imo utramque esse unam eandemque scientiam etc.

XIV.

His aliisque rationibus, quas, ne nimii simus, omittimus permoti, postulamus, ut haec pernicies, quae late vagatur et qua incauti saepe decipiuntur, pro salute tot animarum quae pereunt a catholico grege, per Vaticanum Concilium avertatur; et quod a Romanis Congregationibus incoeptum est, a Concilio perficiatur.

† Xystus Cardinalis Riario Sforza
Archiep. Neapolit.

† Joachim Cardinalis Pecci
Episcopus Perusinus.

2. POSTULATA

PRO DOGMATICA DEFINITIONE ROMANI PONTIFICIS INFALLIBILIS MAGISTERII.

Quadringentorum Patrum in hoc Sacrosancto Concilio praesentium, nostroque nomine exhibemus Eminentiae Vestrae Revmae ad normam a Sanctissimo Domino in Litteris Apostolicis „Multiplices inter“ praescriptam, preces quibus a Sanctis-

Digitized by Google

simo Domino unanimi voto humillime postulamus, ut apertis, claris, omnemque dubitationem excludentibus verbis, Summi Pontificis, dum aliquid in rebus fidei et morum statuit et praecipit, infallibilitatem in hac Sacra Oecumenica Synodo sancire et definire dignetur. Rationes, quae nos impellunt ad postulandam hujusmodi definitionem, in foliis, quae sapienti judicio Sacrae Pontificiae Congregationis, cui Eminentissime Domine praees, submittimus, breviter expositae inveniuntur.

Multos e Patribus Concilii, qui nomina sua precibus nostris, peculiaribus causis detenti, non apposuerunt, non eo minus definitionem hujus partis doctrinae catholicae in votis habere compertum nobis est; alii vero, qui sententiam suam contra opportunitatem definitionis praedictae publici juris fecerunt, veritatem ipsam nequaquam in dubium vocare ausi sunt; unde a Deo factum esse videtur, quod cum unanimes sint nobiscum circa rei substantiam, communem etiam nobiscum nacti sint de opportunitate sententiam; nos enim pariter non opportunam definitionem esse judicamus, sed omni sub respectu ineluctabiliter necessariam.

Placeat itaque Eminentiae Vestrae Reverendissimae, preces has nostras benigne excipere, atque ut a Sacrosancto Concilio Vaticano doctrina de Romani Pontificis infallibilitate sanciatur et definiatur, a Sanctitate Sua impetrare.

Datum Romae die 28. Januarii 1870.

Antonius Petrus IX. Hassun
Patriarcha Ciliciensis Armenorum.

Miecislaus Ledochowski Archiep. Gnesnen. et Posnan.
Poloniae Primas.

SACRO CONCILIO OECUMENICO VATICANO.

A Sacra Oecumenica Synodo Vaticana infrascripti Patres humillime instanterque flagitant, ut apertis, omnemque dubitandi locum excludentibus verbis sancire velit supremam, ideoque ab errore immunem esse Romani Pontificis auctoritatem, quum in rebus fidei et morum ea statuit ac praecipit, quae ab omnibus Christifidelibus credenda et tenenda, quaeve rejicienda et damnanda sint.

Huic postulationi subscripserunt 369 Concilii Patres.

Digitized by Google

RATIONES OB QUAS HAEC PROPOSITIO OPPORTUNA ET NECESSARIA CENSETUR.

Romani Pontificis, beati Petri Apostoli successoris, in universam Christi Ecclesiam jurisdictionis, adeoque etiam supremi magisterii primatus in sacris Scripturis aperte docetur.

Universalis et constans Ecclesiae traditio tum factis tum sanctorum Patrum effatis, tum plurimorum Conciliorum, etiam oecumenicorum, et agendi et loquendi ratione docet, Romani Pontificis judicia de fidei morumque doctrina irreformabilia esse.

Consentientibus Graecis et Latinis, in Concilio II Lugdunensi admissa professio fidei est, in qua declaratur: „Subortas de fide controversias debere Romani Pontificis judicio definiri." In Florentina itidem oecumenica Synodo definitum est: „Romanum Pontificem esse verum Christi Vicarium, totiusque Ecclesiae caput, et omnium christianorum patrem et doctorem; et ipsi in beato Petro pascendi, regendi ac gubernandi universalem Ecclesiam a Domino nostro Jesu Christo plenam potestatem traditam esse." Ipsa quoque sana ratio docet, neminem stare posse in fidei communione cum Ecclesia catholica, qui ejus capiti non consentiat, quum ne cogitatione quidem Ecclesiam a suo capite separare liceat.

Attamen fuerunt atque adhucdum sunt, qui, catholicorum nomine gloriantes, eoque etiam ad infirmorum in fide perniciem abutentes, docere praesumant, eam sufficere submissionem erga Romani Pontificis auctoritatem, qua ejus de fide moribusque decreta obsequioso, ut ajunt, silentio, sine interno mentis assensu, vel provisorie tantum, usquedum de Ecclesiae assensu vel dissensu constiterit, suscipiantur.

Hacce porro perversa doctrina Romani Pontificis auctoritatem subverti, fidei unitatem dissipari, erroribus campum amplissimum aperiri, tempusque late serpendi tribui, nemo non videt.

Quare Episcopi, catholicae veritatis custodes et vindices, his potissimum temporibus connisi sunt, ut supremam Apostolicae Sedis docendi auctoritatem synodalibus praesertim decretis et communibus testimoniis tuerentur. [1])

Quo evidentius vero catholica veritas praedicabatur, eo vehementius, tam libellis quam ephemeridibus, nuperrime impugnata est, ut catholicus populus contra sanam doctrinam commoveretur, ipsaque Vaticana Synodus ab ea definienda absterreretur.

---

[1]) Plura ejusmodi testimonia in Appendice collecta sunt.

Digitized by Google

Quare, si antea de opportunitate istius doctrinae in hoc Oecumenico Concilio pronuntiandae a pluribus dubitare adhuc potuit, nunc eam definire necessarium prorsus videtur. Catholica enim doctrina iisdem plane argumentis denuo impetitur, quibus olim homines, proprio judicio condemnati, adversus eam utebantur; quibus, si urgeantur, ipse Romani Pontificis primatus, Ecclesiaeque infallibilitas pessumdatur; et quibus saepe deterrima convicia contra Apostolicam Sedem admiscentur. Immo acerbissimi catholicae doctrinae impugnatores, licet catholicos se dicant, affirmare non erubescunt, Florentinam Synodum, supremam Romani Pontificis auctoritatem luculentissime profitentem, oecumenicam non fuisse.

Si igitur Concilium Vaticanum, adeo provocatum, taceret et catholicae doctrinae testimonium dare negligeret, tunc catholicus populus de vera doctrina reapse dubitare inciperet, neoterici autem gloriantes assererent, Concilium ob argumenta ab ipsis allata siluisse. Quinimmo silentio hoc semper abuterentur, ut Apostolicae Sedis judiciis et decretis circa fidem et mores palam obedientiam negarent, contendentes quod Romanus Pontifex in ejusmodi judiciis ferendis falli potuerit.

Publicum itaque rei christianae bonum postulare videtur, ut Sacrosanctum Concilium Vaticanum, Florentinum decretum de Romano Pontifice denuo profitens et uberius explicans, apertis, omnemque dubitandi locum praecludentibus verbis sancire velit supremam, ideoque ab errore immunem esse ejusdem Romani Pontificis auctoritatem, quum in rebus fidei et morum ea statuit ac praecipit, quae ab omnibus Christifidelibus credenda et tenenda, quaeve rejicienda et damnanda sint.

Non desunt quidem qui existiment, a catholica hac veritate sancienda abstinendum esse, ne schismatici atque haeretici longius ab Ecclesia arceantur. Sed in primis catholicus populus jus habet, ut ab Oecumenica Synodo doceatur, quid in re tam gravi, et tam improbe nuper impugnata credendum sit, ne simplices et incautos multorum animos perniciosus error tandem corrumpat. Idcirco etiam Lugdunenses et Tridentini Patres rectam doctrinam stabiliendam esse censuerunt, etsi schismatici et haeretici offenderentur. Qui si sincera mente veritatem quaerant, non absterrebuntur sed allicientur, dum ipsis ostenditur, quo potissimum fundamento catholicae Ecclesiae unitas et firmitas nitatur. Si qui autem, vera doctrina ab Oecumenico Concilio definita, ab Ecclesia deficerent, hi numero pauci et jamdudum in fide naufragi sunt, praetextum solummodo quaerentes, quo externa etiam actione Ecclesia se eximant, quam interno sensu jam deseruisse palam ostendunt. Hi sunt, qui catholicum populum continuo turbare non abhor-

Digitized by Google

ruerunt, et a quorum insidiis Vaticana Synodus fideles Ecclesiae filios tueri debebit. Catholicus enimvero populus, semper edoctus et assuetus, Apostolicis Romani Pontificis decretis plenissimum mentis et oris obsequium exhibere, Vaticani Concilii sententiam de ejusdem suprema et ab errore immuni auctoritate laeto fidelique animo excipiet.

APPENDIX.

Novissimarum provincialium Synodorum et communis episcoporum sententia de suprema et ab errore immuni Romani Pontificis in rebus fidei et morum Auctoritate.

1. Concilium provinciale *Coloniense,* anno 1860 celebratum, cui, praeter eminentissimum Cardinalem et Archiepiscopum Coloniensem, Joannem de Geissel, quinque subscripserunt Episcopi, diserte docet: „Ipse (Romanus Pontifex) est omnium Christianorum pater et doctor, *cujus in fidei quaestionibus per se irreformabile est judicium.*“

2. Episcopi in Concilio provinciali *Ultrajectensis* anno 1865 congregati apertissime edicunt: „(Romani Pontificis) judicium in iis, quae ad fidem moresque spectant, *infallibile* esse, indubitanter retinemus.“

3. Concilium provinciale *Pragense,* anno 1860 celebratum, cui cum Eminentissimo Cardinali et Archiepiscopo Friderico De Schwarzenberg quatuor alii Episcopi definientes subscripserunt, titulo „*De primatu Romani Pontificis*“ haec statuit: „Rejicimus porro errorem illorum, qui alicubi Ecclesiam catholicam existere posse autumant absque unitatis vinculo cum Ecclesia Romana, „in qua semper ab his, qui sunt undique, conservata est ea, quae est ab Apostolis traditio.“ (S. Irenaeus adv. haeres. l. 3. c. 3. n. 2.) Sciens neminem, qui extra unionem capitis est, censeri posse inter membra corporis Ecclesiae, quam Dominus super Petrum fundavit et in ejus auctoritate solidavit. Confiteantur potius nobiscum et cum orthodoxis per orbem terrarum fidelium turmis sanctae Romanae Ecclesiae Principatum et Pontificis Romani Primatum; summa, qua decet, pietate nobiscum venerentur, colantque Sanctissimum Dominum nostrum Pium, divina providentia Papam IX, ceu legitimum Principis Apostolorum successorem, Jesu Christi in terris Vicarium, supremum fidei doctorem et navis Christi gubernatorem, cui *fidelissima obedientia animique assensus ab omnibus, qui ad ovile Christi pertinere volunt, praestetur.* Declaramus et docemus, hanc Romani Pontificis auctoritatem a Christo Domino

Digitized by Google

descendere, a nulla proin hominum potestate vel concessione pendere, atque omni tempore et in atrocissimis Romanae Ecclesiae afflictionibus perdurare illibatam, prout etiam in carceribus et martyriis beati Petri perduravit."

4. Concilium provinciale *Colocense*, anno 1860 celebratum, haec statuit: „Quemadmodum Petrus erat . . . doctrinae fidei magister irrefragabilis, pro quo ipse Dominus rogavit, ut non deficeret fides ejus . . .; pari modo legitimi ejus in cathedrae Romanae culmine successores . . . depositum fidei summo et irrefragabili oraculo custodiunt . . . Unde propositiones cleri gallicani anno 1682 editas, quas jam piae memoriae Georgius Archiepiscopus Strigoniensis una cum ceteris Hungariae Praesulibus eodem adhuc anno publice proscripsit, itidem rejicimus, proscribimus, atque cunctis Provinciae hujus fidelibus interdicimus, ne eas legere vel tenere, multo minus docere auderent."

5. Concilium plenarium *Baltimorense*, anno 1866 coactum, in decretis, quibus 44 Archiepiscopi et Episcopi subscripserunt, inter alia haec docet: „Viva et infallibilis auctoritas in ea tantum viget Ecclesia, quae a Christo Domino supra Petrum, totius Ecclesiae caput, principem et pastorem, cujus fidem nunquam defecturam promisit, aedificata, suos legitimos semper habet Pontifices, sine intermissione ab ipso Petro ducentes originem, in ejus cathedra collocatos, et ejusdem etiam doctrinae, dignitatis, honoris et potestatis haeredes et vindices. Et quoniam ubi Petrus, ibi Ecclesia, ac Petrus per Romanum Pontificem loquitur et semper in suis successoribus vivit et judicium exercet, ac praestat quaerentibus fidei veritatem; *idcirco divina eloquia eo plane sensu sunt accipienda, quae tenuit ac tenet haec Romana beatissimi Petri cathedra,* quae omnium Ecclesiarum mater et magistra, fidem a Christo Domino traditam integram inviolatamque semper servavit, *eamque fideles edocuit, omnibus ostendens salutis semitam et incorruptae* veritatis doctrinam.

6. Concilium primum provinciale Westmonasteriense, anno 1852 habitum, profitetur: „Cum Dominus noster adhortetur dicens: Attendite ad petram, unde excisi estis; attendite ad Abraham, patrem vestrum: aequum est, nos, qui immediate ab Apostolica Sede fidem, sacerdotium, veramque religionem accepimus, eidem plus ceteris amoris et observantiae vinculis adstringi. *Fundamentum igitur verae et orthodoxae fidei ponimus, quod Dominus noster Jesus Christus ponere voluit inconcussum, scilicet Petri cathedram, totius orbis magistram et matrem, S. Romanam Ecclesiam. Quidquid ab ipsa semel definitum est, eo ipso ratum et certum tenemus;* ipsius traditiones, ritus,

Digitized by Google

pios usus et omnes apostolicas constitutiones, disciplinam respicientes, toto corde amplectimur et veneramur. Summo denique Pontifici obedientiam et reverentiam, ut Christi Vicario, ex animo profitemur, eique arctissime in catholica communione adhaeremus."

7. Quingenti prope Episcopi, ex toto terrarum orbe ad agenda *solemnia saecularia* Martyrii Sanctorum Petri et Pauli anno 1867 in hac alma Urbe congregati, minime dubitarunt, Supremum Pontificem Pium IX hisce alloqui verbis. „Petrum per os Pii locutum fuisse credentes, quae ad custodiendum depositum a Te dicta, confirmata, prolata sunt, nos quoque dicimus, confirmamus, annunciamus, unoque ore atque animo rejicimus omnia, quae divinae fidei, saluti animarum, ipsi societatis humanae bono adversa, Tu ipse reprobanda ac rejicienda judicasti. Firmum enim menti nostrae est, alteque defixum, quod Patres Florentini in decreto unionis definierunt: Romanum Pontificem Christi Vicarium, totius Ecclesiae caput et omnium Christianorum patrem et doctorem existere."

Fridericus Maria Zinnelli Episcopus Tarvisinus, qui dum libentissime huic petitioni subscribit confidens sententiam de absoluta infallibilitate Summi Pontificis, quam et nunc tenet et semper qua voce qua scriptis editis asseruit et propugnavit supremo judicio sancitum iri, memor moderationis a Sancta Sede Apostolica, de cujus juribus agitur, adhibitae, praecipue in responsis ad quaestiones hac super re a Sacra Poenitentiaria datis, humillime quidem at etiam instantissime petit, ut tali verborum ratione haec doctrina definiatur, ut illorum qui aut praeteritis temporibus aut etiam nunc sincere parati se subjicere decretis Concilii Oecumenici aut Sanctae Sedis Apostolicae bona fide aliter senserunt, honor quanto minus fieri potest laedatur. Maxime id interest non solum ob charitatem, qua fratres complecti debemus, ob merita etiam praeclara aliquorum, sed et ne qui aliter sentiunt ac nos aut de re ipsa quae definienda est aut de opportunitate definitionis aestu disputationis abrepti, de proprio honore nimium, ut fert saepe humana fragilitas, solliciti in contraria sententia obfirmentur, quod certe omni cura evitandum est, ne fructus uberes, quos a Concilio Oecumenico expectamus, imminuantur.

Haec, quae esse in omnium fere Episcoporum votis existimat minimus inter fratres, conscientia dictante, Congregationi a Sanctissimo Pio Papa IX. deputatae pro recipiendis et

Digitized by Google

expendendis Patrum Sacri Concilii Oecumenici Vaticani propositionibus submittit.

Romae die sacra S. Francisco Salesio.

Anno millesimo octingentesimo septuagesimo.

Fridericus Maria Zinnelli
Episcopus Tarvisinus.

A Sacra Oecumenica Synodo Vaticana infrascripti Patres Dioeceseon praesertim utriusque Siciliae Regni, prae oculis habentes verba S. Evangelii nec non Ecclesiae doctrinam et monumenta, atque S. Thomae Doctoris Angelici, Ecclesiae totius, et eorum patriae gloriae ornamenti, oraculo suffulti, qui solemni sententia edixit: *ad summi Pontificis auctoritatem pertinere finaliter determinare ea quae sunt fidei ut ab omnibus inconcussa fide teneantur, et ideo ad solam ejus auctoritatem pertinet nova editio symboli sicut et omnia alia pertinent ad totam Ecclesiam* (2. 2. qu. 1. art. 10); et alio gravissimo effato S. Alphonsi de Ligorio altero Ecclesiae et patriae praeclarissimo lumine permoti, humillime instanterque efflagitant, ut ipsissimis verbis ejusdem S. Alphonsi in peculiari dissertatione sancire velit: *quod licet Romanus Pontifex quatenus peculiaris persona sive privatus Doctor possit errare, sicut etiam est fallibilis in quaestionibus meri facti, quae ex hominum testimoniis praecipue pendent, cum tamen Papa loquitur tamquam Doctor universalis definiens ex cathedra, nempe ex potestate suprema, tradita Petro, docendi Ecclesiam, tunc in controversiis Fidei et morum decernendis ab errore esse immunem.*

Nec mirum videri poterit id ab iis exquiri, cum ipse S. Augustinus, de alia dogmatica veritate disserens, ad rem ait: *Quoniam quaestionis hujus obscuritas prioribus Ecclesiae temporibus magnos Viros, et magna charitate praeditos Patres Episcopos ita inter se compulit, salva pace, disceptare, donec plenario totius orbis Concilio, quod saluberrime sentitur etiam remotis disceptationibus firmaretur* (De baptismo con. Donatis. lib. 1. cap. 7). Pronam difficultatem diluit S. Hilarius: *Sed male alius intelligit? Damnemus in commune vitiosam intelligentiam, non auferamus fidei firmitatem* (De Sinod. n. 88.).

Huic postulationi subscripserunt 41 Concilii Patres.

Digitized by Google

Beatissime Pater!

Infallibilitatem Summi Pontificis *ex cathedra* loquentis, quae evidentissimis divinarum literarum et Sanctorum Patrum probatur testimoniis, quamque maxima Christi fidelium pars, per Oecumenicum Vaticanum Concilium definiri desiderat, hodie a quibusdam vehementer oppugnatam comperimus. Hinc grave oritur scandalum, quod fidei simplicitati non parum obesse poterit. Nam vera falsis commiscentes et iis quae clara sunt tenebras obducentes „Ecclesiam illam ad quam — ut S. Irenaeus ait — propter potiorem principalitatem necesse est convenire eos qui sunt undique fideles, et in qua semper conservata est ea quae est ab Apostolis traditio," nedum errare posse, sed etiam aliquando errasse in animos inducere contendunt; Christique in terris Vicarium, cujus est confirmare fratres, ne a fide deficiant, doctrinas a christianis moribus alienas pluries docuisse ac in haeresim prolapsum, non sine magna fidelium perturbatione et Ecclesiae inimicorum laetitia evulgant.

Quae cum ita sint, optandum censeo ut quid de infallibilitate Romani Pontificis in materia fidei, tamquam universalis Ecclesiae doctoris definientis, ab omnibus sit credendum, Sacrosancta Synodus, apud Apostolicam Cathedram congregata, aperiat ac decernat. Id enim non modo opportunum, verum etiam necessarium videtur, ne fidelium mentes fluctuantes sint, et circumferantur omni vento doctrinae, in nequitia hominum, in astutia ad circumventionem erroris.

Quapropter, Beatissime Pater, qui naviculam Ecclesiae, inter furentes persecutionum undas, ne impingeretur in errorum syrtes, a Christo Domino, in persona Beati Petri, gubernandam suscepisti, instanter postulo, ut illam controversiam Sacri Concilii judicio subjici permittas, qua tandem definita, idipsum dicamus omnes, et simus perfecti in eodem sensu et in eadem sententia.

Sanctitatis tuae

Humus et Obsmus in Christo servus

† Ant. Jos. Pluym Ep. Nicopolitan.

Avvendo io sempre ritenuta, e facendo insegnare al mio giovine Clero la dottrina dell' infallibilità del Nostro Capo il Sommo Pontefice „Quando *ex cathedra statuit ac praecipit, in rebus fidei ac morum, quae ab omnibus Christifidelibus cre-*

Digitized by Google

denda et tenenda, quaeve rejicienda et damnanda sunt" approvo che sia ora proposto alla speciale Congregazione designata nel cap. 2. della Lett. Ap. *Multiplices inter*, quest'oggetto, affinchè se ad Essa sembrerà opportuno, lo deferisca al S. Concilio ecumenico per deliberarne con piena cognizione, e coll'assistenza dello Spirito Santo.

Roma dal Convento di S. Agostino 29. Gennaro 1870.

† G. Batt. Vesc. di Savona e Noli.

Eminentia reverendissima!

Semel et iterum excitatus ad subscribendum tum petitioni pro discutienda et definienda in hoc Concilio *Infallibilitate Summi Pontificis,* tum petitioni contra hujusmodi discussionem et definitionem, satius duxi Eminentiae tuae, quae, absente Pontifice, Concilio praeest, mentem meam hac de re aperire.

Itaque necessarium censeo in hoc Concilio agere de *Infallibilitate Summi Pontificis,* eamque *definire,* nam secus Summae Apostolicae Sedis auctoritas grave detrimentum ex hujus Concilii occasione patietur: et paratus sum ad hanc *Infallibilitatem* publice ex ambone tuendam in aula conciliari.

Tamen arbitror, in definitione exponenda sedulo cavendum esse a pluribus *seorsim — separatim ab Episcopis — personaliter — inconsultis Episcopis:* sed simpliciter dicendum esse: *definitionem quam Summus Pontifex edit ex cathedra, qua sub anathematis poena damnat eos qui non tenent ore et mente propositionem quam ipse profert, vel adhaerent ero aut solum mente errori quem ipse proscribit, esse ab errore immunem, proptereaque infallibilem: idque uti dogma fidei habendum esse.* Addi debet: Pontificem loqui ex *cathedra* quum 1. Alloquitur *universam Ecclesiam.* 2. Anathema comminatur ei qui vel ore simul et mente, vel *solum mente* non se submittit suae definitioni.

Opto etiam, ut in schemate de Ecclesia, ubi de Episcopis agitur, expresse affirmetur, *eos esse una cum Summo Pontifice judices fidei;* vel eos pollere etiam *auctoritate judicium proferendi de veritatibus fidei* — vel eos *non solum in Concilio oecumenico,* sed *etiam manentes in suis Sedibus posse cum Summo Pontifice* vel *dependenter a Summo Pontifice judicium ferre de rebus fidei.*

Haec dum expono Eminentiae tuae, cui licebit ea aliis

Digitized by Google

communicare, me libentissime cum debito obsequio, et sacrae tuae purpurae oram exosculando profiteor

Romae ex Canonica Vaticana die 23. Januarii 1870.

Eminentiae tuae revmae

Umum et obseqmum servum
in D. N. Jesu Christo
† Laurentius Episcopus Salutiarum.

Emi et revmi Praesides Concilii Vaticani!

Credo et profiteor Romanum Pontificem successorem B. Petri, et Vicarium Domini Nostri Jesu Christi in terris, quando ex Cathedra docet Populum Christianum in iis quae pertinent ad fidem et mores, esse *Infallibilem*.

Prudentiae et sapientiae Sanctitatis Suae DD. NN. Pii Noni, afflante Spiritu Sancto relinquendum esse sentio utrum Canon in hoc Concilio Oecumenico de hac re fieri debet.

In Vaticano Concilio die 21. Januarii 1870.

Joannes Joseph Lynch
Episcopus Torontinus.

Ego infrascriptus enixe rogo ut proponatur in Concilio Schema Decreti de Infallibilitate Romani Pontificis.

Antonius Episcopus Gaudisiensis.

Compluribus Concilii Vaticani Patribus flagitantibus, ut apertis omnemque dubitandi locum excludentibus verbis hoc Concilium sancire velit supremam ideoque ab errore immunem Romani Pontificis auctoritatem, quum praecipit quae ab omnibus Christifidelibus credenda et tenenda quaeve rejicienda et damnanda sint, postquam infallibile Magisterium Romani Pontificis qua successoris S. Petri Principis Apostolorum in suis successoribus Romanis Pontificibus semper viventis Sancta Catholica Ecclesia semper crediderit et professa fuerit, atque ideo Ecclesiam Romanam in qua S. Petri successor residet et praesidet ob hoc omnium Ecclesiarum matrem et magistram agnoverit

Digitized by Google

et agnoscat, prout hujus quoque Concilii Vaticani Patres Sessione I. unanimes fide jurata voverunt, postquam nostro tempore inventi sunt etiam catholici qui infallibile magisterium Petri seu Pontificis Romani in dubium vocarent aut plane negarent et impugnare publice editis scriptis tentarent atque taliter Ecclesiam Petra fidei supra quam fundavit Christus Ecclesiam suam privare conniterentur, res vitalis pro Ecclesia Christi est ut Concilium hoc Vaticanum professionem suam Decreto Synodali denuo enunciet. Id tamen ea ratione et forma fiat, ut omnes inimici hujus veritatis desarmentur nihil habentes quod contra hanc veritatem fundamentalem proferre possint neque praetextuare valeant Catholicos infallibilitatem personalem humanam Pontifici attribuere eumque deificare, verum hanc infallibilitatem esse officiosam magisterii ejus quae a revelatione a Deo Sancto Petro facta, Christo testante, non caro et sanguis revelavit tibi sed Pater meus qui in coelis est, inchoata, et per assistentiam Christi et Spiritus Sancti Spiritus veritatis qui datus est Ecclesiae quae per Caput suum Pontificem Romanum annunciat fidem et praecepta mundo, continuata et continuanda est usque ad mundi finem. Haecque est petra fidei immobilis per infallibilitatem et ideo invincibilis, cui insistit qua fundamento universa compago Ecclesiae quae dirui non possit quoniam fundata est supra firmam fidei petram.

Formula vero Decreti hujus dogmatici posset esse sequens:

Quoniam nostro tempore manifestati sunt falsi doctores decipientes animas ad eam quoque auctoritatem spiritualem infallibilem infirmandam quam Dominus et Deus noster Jesus Christus Salvator mundi in Beato Petro Apostolorum Principe qui in suis successoribus Romanis Pontificibus semper vivit et judicium exercet super quem qua firmam fidei Petram aedificavit Ecclesiam suam pro Ecclesiae omnisque societatis humanae salute disertis verbis instituit, a qua genus humanum praecepta Dei et veritates divinas infallibili certitudine omni tempore percipere possit: Visum est Spiritui sancto et huic Sancto Concilio hanc perniciosissimam impietatem fundamentum Ecclesiae Dei evertentem et infallibile Magisterium Romanae Ecclesiae propter residentem in ea petram fidei in persona successoris Beati Petri Summi Pontificis pernegantem detestari et decernere: Si quis dixerit Ecclesiam Romanam non esse Matrem omnium Ecclesiarum et Magistram atque ex Cathedra Petri Romana posse doctrinam heterodoxam in rebus fidei et morum pronunciari atque mundo praedicari non obstante Christi et Spiritus Sancti Spiritus veritatis qui datus est Ecclesiae continua atque per-

Digitized by Google

petua assistentia, ideoque dixerit Romani Pontificis decreta de fide et moribus non esse ab omnibus Christi fidelibus interno mentis assensu suscipienda, anathema sit.

Romae die 13. Januarii 1870.

Josephus Papp-Szilagyi
Episcopus Magno-Varadinensis graeci ritus catholicorum in regno Hungariae.

Eminentissime Princeps!

Infrascripti Patres enixe et humiliter petunt ab Eminentia Vestra, tanquam Praeside „Congregationis peculiaris a SSmo Domino Nostro Pio Papa IX. deputatae pro recipiendis et expendendis Patrum propositionibus", ut, tempore opportuno, Emis et Rmis Patribus dictae Congregationis, schema annexum „Pro infallibilitate Romani Pontificis ex principiis jam ab Ecclesia universali receptis logice clareque definienda", exhibere dignetur.

Cum rationes ob quas ita faciendum judicaverimus ipso schemati adnexae inveniantur, nihil aliud superest quam ut obsequentissimos animi nostri sensus erga Te, Eminentissime Princeps, iterum profiteamur.

Eminentiae Tuae Rmae ac Illmae

Humi Famuli et Fratres in Christo.

Huic postulationi subscripserunt quinque Concilii Patres.

SCHEMA PRO INFALLIBILITATE ROMANI PONTIFICIS

ex Principiis jam ab Ecclesia universa receptis logice clareque definienda.

In ipso Capite de Romano Pontifice, damnatis primo loco erroribus contra ejus Primatum, haec vel similia, si placeat, adjungi poterunt:

1. Omnino reprobamus eorum temeritatem, qui a Summi Pontificis Supremis judiciis ad Concilium Oecumenicum appellare audent.

2. Deinde prorsus damnamus perversas eorum cavillationes, qui dicere audent externum quidem obsequium, non

Digitized by Google

autem internum mentis cordisque assensum Romani Pontificis judiciis esse praestandum.

3. Insuper omnino improbamus eorum loquendi et docendi rationem, qui temeraria quadam et praepostera divisione inter coetum Episcoporum et Summum Pontificem excogitata, disputant uter eorum videatur esse major, et sic caput a corpore, Petrum ab Ecclesia distrahere et sejungere conantur: quasi fratrum coetus, quos Petrus etiam in successoribus suis confirmare jubetur, posset unquam ab Illo desciscere, cujus fides ex Christi promissione numquam deficiet; aut iis qui a Petro docendi sunt et confirmandi, Ipsum contra docere et confirmare liceret.

4. Neque minus reprobandam judicamus illorum sententiam et agendi rationem, qui, ut errores a Romano Pontifice damnatos in vulgus diffundere liberius valeant, dictitare non verentur verum sensum librorum, ex quibus damnatae hujusmodi propositiones excerptae sunt, a Pontifice haud rite intellectum fuisse.

Quae quidem omnia illustrantur confirmanturque ab iis quae sequuntur:

1. Atque ita quidem sentire se luculenter testatus est totius fere Catholici Orbis Episcopatus nuperrime Romae congregatus, dum summum Pontificem feliciter regnantem praeclaris hisce verbis allocutus est: „Non enim unquam obticuit os Tuum. Tu aeternas veritates annunciare, Tu saeculi errores naturalem supernaturalemque rerum ordinem atque ipsa ecclesiasticae civilisque potestatis fundamenta subvertere minitantes Apostolici eloquii gladio configere, Tu caliginem novarum doctrinarum pravitate mentibus offusam dispellere, Tu quae necessaria ac salutaria sunt tum singulis hominibus, tum Christianae familiae, tum civili societati, intrepide affari, suadere, commendare supremi Tui ministerii es arbitratus: ut tandem cuncti assequantur quid hominem Catholicum tenere, servare, ac profiteri oporteat. Pro qua eximia cura maximas Sanctitati Tuae gratias agimus, habituri sumus sempiternas; Petrumque per os Pii locutum credentes, quae ad custodiendum depositum a Te dicta, confirmata, prolata sunt, nos quoque dicimus, confirmamus, annunciamus, unoque ore atque animo rejicimus omnia, quae divinae fidei, saluti animarum, ipsi societatis humanae bono adversa Tu ipse reprobanda ac rejicienda judicasti.“ [1])

[1]) Responsio Episcoporum ad SS. D. N. Allocutionem, in solemn. Saec. Martyrii SS. Petri et Pauli, die 1. Julii 1867; cui Responsioni subscripserunt quingenti fere Episcopi.

Digitized by Google

2. Nam „viva et infallibilis auctoritas in ea tantum viget Ecclesia, quae a Christo Domino super Petrum, totius Ecclesiae Caput, Principem, et Pastorem, cujus fidem nunquam defuturam promisit, aedificata, suos legitimos semper habet Pontifices, sine intermissione ab ipso Petro ducentes originem in ejus Cathedra collocatos, et ejusdem etiam doctrinae, dignitatis, honoris, ac potestatis haeredes et vindices. Et quoniam, ubi Petrus, ibi Ecclesia,[1]) ac Petrus per Romanum Pontificem loquitur,[2]) et semper in suis Successoribus vivit et judicium exercet,[3]) ac praestat quaerentibus fidei veritatem;[4]) idcirco divina eloquia eo plane sensu sunt accipienda, quem tenuit ac tenet haec Romana Beatissimi Petri Cathedra, quae omnium Ecclesiarum Mater et Magistra[5]) fidem a Christo Domino traditam integram inviolatamque semper servavit, eamque fideles edocuit, omnibus ostendens salutis semitam et incorruptae veritatis doctrinam.“[6])

RATIONES,

ob quas Schema supra propositum magis expedire creditur.

I. Primo sperari tuto potest, fore ut hujusmodi Schema Patribus quasi universis magis arrideat, et eorum unanimi fere suffragio confirmetur. Continet enim certa et inconcussa doctrinae Catholicae principia jam in universa Ecclesia recepta, quaeque agnoscunt et profitentur omnes, paucis exceptis, quorum numerus adeo exiguus est, ut ejus nulla ratio habenda videatur.

II. Plena haec Patrum omnium (vel saltem fere omnium), consensio non solum expedit, sed omnino postulari videtur, quando agitur de capite doctrinae definiendo: praesertim in re tanti momenti, quae sane nemine (si id fieri possit) dissentiente definiri deberet.

III. Hoc autem tempore ejusmodi unanimitas summopere necessaria videtur ob voces in vulgus sparsas et ubique creditas, quibus magna inter Patres hac de re discordia esse perhibetur. Unanimis Patrum definitio hostibus nostris sic temere gloriantibus os penitus obstrueret, et maximam Ecclesiae Dei

---

[1]) S. Ambrosius in Ps. XL. [2]) Concil. Chalced. Act. II.
[3]) Synodus Ephes. Act. III.
[4]) S. Petrus Chrysol. in Epist. ad Eutych.
[5]) Concil. Trid. Sess. VII. de Bapt.
[6]) SS. D. N. Epistola Encycl. 9. Novem. 1846, a Concilio Baltimorensi Plenario II. relata, in Decreto de Hierarchia, Cap. II. p. 42, 43.

Digitized by Google

aedificationem pareret. Profecto satis hostium externorum habemus, quin in ipsis Ecclesiae castris nova dissidia excitemus, vel ullo modo fovere videamur.

IV. Propositus implicite definiendi modus, quamvis sit indirectus, videtur tamen tum vi tum simplicitate praestare. Clarior enim est, ac plura forsan continet, quam definitio formalis et explicita. Haec enim plures cavillandi locos theologis suppeditabit. Disceptabitur perpetuo inter eos, quando et quibus rerum adjunctis Romanus Pontifex omnes Christifideles allocutus fuisse, et infallibile judicium protulisse credendus sit. Indecisae adhuc manebunt omnes illae quaestiones, etiam inter piissimos Pontificiae infallibilitatis propugnatores hactenus agitatae, de persona Pontificis docentis publica et privata, de vera locutionis *ex Cathedra* significatione, de rebus quae ad fidem moresque *vere* spectant. Immo violentius forsan erumpent hujusmodi quaestiones, et longe majori animi contentione pertractabuntur.

V. In proposito autem definiendi Schemate nulla fit nullaque requiritur distinctio expressa; nam inerrantiam Romani Pontificis cum Ecclesiae ipsius infallibilitate intime conjungit, eamque veluti logicam ipsius Primatus sequelam et veluti corollarium exhibet, adeo ut tam late pateat iisdemque limitibus contineatur ac ipsa Ecclesiae infallibilitas ipseque divinitus constitutus Primatus; quae quidem fidei principia jam ab Ecclesiae ipsius primordiis satis fixa et determinata sunt. Hujusmodi igitur definiendi ratione ansa nulla praebetur sive theologis, sive fidelibus, dubitandi aut cavillandi circa jussa et decreta S. Pontificis, cujus sapientissimo consilio, dum pascit tam agnos quam oves, sicut decet filios erga patrem, omnia reverenter et amanter relinquuntur dirimenda.

VI. Demum haec definiendi ratio, dum fixa quaedam et immota principia ubique recepta asserit, simul hoc commodi habet, ut non solum Christianis omnibus infallibilem in fidei morumque rebus, nullo dubitandi vel cavillandi loco relicto, credendi et agendi normam proponat, sed etiam futurorum praecipue temporum bono prospiciat. Formalis vero definitio, cum vi sua ad omnia etiam retroacta saecula protenderetur, facile universum historiae ecclesiasticae campum totumque Bullarium theologorum cavillationibus et haereticorum impiorumque adversus Romanos Pontifices criminationibus, jam fere sopitis, aperiret.

Digitized by Google

3. POSTULATA
CONTRA PRAEFATAM DEFINITIONEM DIRECTA.

Centum triginta sex Concilii Patres de re gravissima ad Sanctissimum Dominum preces direxerunt. Jam cum juxta tenorem litterarum Apostolicarum de die 27. Nov. 1869. § II. propositiones Sacrosancto Oecumenico Concilio Vaticano faciendas peculiari Congregationi, a SSmo Dno pro recipiendis et expendendis ejusmodi propositionibus deputatae, exhiberi oporteat, honori mihi est, quinque istos libellos supplices perpendendos et SSmo Patri benigne commendandos in adjecto substernere.

Summa cum veneratione et observantia persevero

Emorum ac Rmorum Patrum

Romae die 29. Januarii 1870.

Humillimus devotissimus s. v.
Fr. Card. Schwarzenberg
Archiep. Pragen.

Beatissime Pater!

Pervenerunt ad nos litterae typis impressae, quibus Concilii Patribus subscribenda exhibetur petitio a Synodo oecumenica flagitans, ut sancire velit supremam ideoque ab errore immunem auctoritatem Romani Pontificis in rebus fidei et morum Apostolica potestate universis fidelibus praecipientis. Mirum certe est fidei judices invitari, ut ante causam dictam de sententia ferenda declarationem subscriptione sua munitam ederent. Verum in hoc tanto negotio Te ipsum, Sanctissime Pater, adeundum esse censuimus, quippe qui a Domino ad agnos ovesque pascendum constitutus animarum Christi sanguine redemptarum piissimam curam habes et periculorum ipsis imminentium affectu paterno misereris. Abierunt tempora, quibus Sedis Apostolicae jura a catholicis in dubium vocari contigit. Nemo est, qui nesciat, sicut corpus absque capite mutilum ita neque Concilium Ecclesiam totam repraesentans absque Successore S. Petri haberi posse, omnesque Sanctae Sedis mandatis promptissimo obediunt animo. Praeterea quae de Pontificis Romani auctoritate fidelibus tenenda sint, Concilium Tridentinum edixit, Flo-

Digitized by Google

rentinum quoque, cujus ea de re decretum in cunctis singulisque eo sanctius conservetur oportet, quoniam Ecclesiae latinae et graecae consensu stabilitum est, atque si Dominus ad orientem tot malis oppressum misericordiae suae oculos convertere dignetur, unionis restituendae fundamentum erit. Accedit, quod hac tempestate Ecclesiae adversus eos, qui in religionem tanquam commentum humano generi exitiale consurgunt, pugna sustinenda sit nova et a saeculis inaudita: quapropter minime consultum videtur populis catholicis tot undique machinationibus in tentationem inductis majora, quam Patres Tridentini, imponere.

Ceterum prout cum omni Ecclesia catholica Bellarminus effatur: „definitiones de fide pendent praecipue ex traditione apostolica et consensu Ecclesiarum" et quamvis ad totius Ecclesiae sententiam cognoscendam Synodus universalis brevissimam sternat viam, tamen a nobilissimo Concilio, quod Apostoli cum senioribus Hierosolymis habuerunt, Nicaenum usque errores innumeri Ecclesiarum particularium judiciis Summi Pontificis et totius Ecclesiae consensu adprobatis profligati et extincti sunt. Indubium est, quod omnes Christi fideles Sedis Apostolicae decretis veram obedientiam debeant. Insuper eruditi piique viri docent: quae S. Petri Successor de fide moribusque ex cathedra loquens constituat, etiam absque Ecclesiarum consensu quomodocumque demonstrato irrefragibilia esse. Attamen silentio premere non licet, graves nihilominus superesse difficultates ex Patrum Ecclesiae dictis gestisque, genuinis historiae documentis et ipsa doctrina catholica enatas, quae nisi penitus solutae fuerint, nequaquam fieri posset, ut doctrina praedictis litteris commendata populo christiano tanquam a Deo revelata proponeretur. Verum ab hisce discutiendis refugit animus et ne ejusmodi deliberationum necessitas nobis imponatur, benevolentiae Tuae confidentes flagitamus.

Praeterea cum inter potiores nationes catholicas munere episcopali fungimur, rerum apud eas statum quotidiano noscimus usu; nobis autem constat, definitionem, quae postulatur, religionis inimicis nova suppeditaturam arma ad rei catholicae etiam apud melioris notae viros invidiam concitandam, certique sumus rem in Europa saltem regionum nostrarum gubernis ansam praebituram sive praetextum in jura Ecclesiae residua invadendi.

Haec Sanctitati Tuae ea, quam communi fidelium patri debemus, sinceritate exposuimus et Tuo, precamur, mandato fiat, ut doctrina, cujus sanctionem petunt, Concilio oecumenico discutienda haud proponatur.

Digitized by Google

Ceterum ad pedes Tuos provoluti pro nobis et populis, quos ad Deum perducendos accepimus, Apostolicam petimus Benedictionem.

Sanctitatis Tuae

Datum Romae 12. Januarii 1870.

Humillimi, obsequentissimi, devotissimi servi

Huic postulationi subscripserunt 46 Concilii Patres.

Beatissime Pater!

Ad pedes Sanctitatis Tuae provoluti humiliter et enixe deprecamur ut quaestio de definitione Infallibilitatis Summi Pontificis tanquam dogmatis fidei Concilio Vaticano haud proponatur.

Petitionis rationes inter plures tres tantum, quae sufficere videntur, adducere liceat.

Prima quidem quod discussio quaestionis clare monstrabit defectum unionis, et praesertim unanimitatis, inter Episcopos.

Secunda vero quod in circumstantiis in quibus *nos* versamur in regionibus ubi haereses non solum impune grassantur sed et dominantur; definitio nedum attraheret, e contra magis ab Ecclesia alienaret eos quos omni pretio, omni sacrificio, Christo lucrifacere volumus.

Tertia denique ratio, quod interminabiles inde lites orituras praevidemus, quibus opus ministerii impediendum, et Concilii hujus Vaticani fructus omnino forsan perimendos apud acatholicos timemus.

Hisce Sanctitati Tuae sincero corde et pia intentione expositis, Deum Omnipotentem precamur ut omne malum ab Ecclesia avertat Teque, Beatissime Pater, Sancto suo Spiritu illustret et dirigat.

Datum Romae die 15. Januarii 1870.

Huic postulationi subscripserunt 27 Concilii Patres.

Beatissime Pater!

Audivimus circumferri litteras typis mandatas quibus petitur ut Concilium Oecumenicum definiat tanquam dogma supremam ideoque ab errore immunem esse Summi Pontificis

Digitized by Google

auctoritatem in rebus fidei et morum; easque litteras passim per domos Patribus exhiberi subscribendas.

Nos, Beatissime Pater, qui in Orientalibus partibus schismaticas inter et haereticas gentes degimus nec minori tamen quam Occidentales Episcopi affectu et devotione erga Apostolicam Sedem devincimur; maxime vero quod ad nos attinet exoptamus ut universus Oriens cum reliquis gentibus in Te, Beatissime Pater, respiciat, et unius ovilis Pastor unice Summus aliquando ipse fias.

Quid de Romano Pontifice tenendum sit Florentina Synodus, Graecis Latinisque consentientibus, tunc sancte opportuneque sancivit.

Quapropter Te, cujus sapientiam ac prudentiam semper suspeximus, Te nunc enixe rogamus ut humeris nostris majora viribus onera imponi et pericula inter quae sacro ministerio fungimur gravioribus difficultatibus cumulari non velis, non patiaris, non sinas.

Et ad pedes Tuae Beatitudinis provoluti pro nobis nostrisque gregibus Apostolicam Benedictionem peramanter efflagitamus.

Sanctitatis Tuae huñi obsñi devñi servi

Datum Romae 18. Januarii 1870.

Huic postulationi subscripserunt 17 Orientalis Ecclesiae Patres.

Beatissime Pater!

Pervenerunt ad nos litterae typis impressae, quibus Concilii patribus subscribenda exhibetur petitio a Synodo Oecumenica flagitans, ut sancire velit *supremam, ideoque ab errore immunem* auctoritatem Romani Pontificis in rebus fidei et morum, apostolica potestate universis fidelibus praecipientis. Mirum certe est fidei judices invitari, ut ante causam dictam de sententia ferenda declarationem subscriptione sua munitam ederent.

Verum in hoc tanto negotio, Te ipsum, Sanctissime Pater, adeundum esse censuimus, quippe qui a Domino ad agnos ovesque pascendum constitutus animarum Christi Sanguine redemptarum principem atque piissimam curam habes et periculorum ipsis imminentium affectu paterno misereris.

Norunt enim omnes et libentissime profitentur, quod sicut corpus absque capite mutilum est, ita Concilium Ecclesiam

Digitized by Google

totam repraesentans, absque Successore Sancti Petri haberi non posse, omnesque Sanctae Sedis mandatis promptissimo obediunt animo.

Praeterea quae de Pontificis Romani auctoritate fidelibus tenenda sint Concilium Tridentinum edixit, Florentinum quoque, cujus ea de re decretum in cunctis singulisque eo sanctius observetur oportet, quoniam Ecclesiae latinae et graecae consensu indictum est, atque si Dominus ad Orientem tot malis oppressum misericordiae suae oculos convertere dignetur, unionis restituendae fundamentum erit. Accedit, quod, nostra hac tempestate, adversus eos, qui in religionem tanquam commentum humano generi exitiale consurgunt, pugna ab Ecclesia sustinenda sit nova et a saeculis inaudita, ita ut non aeque consultum videatur populis catholicis tot undique machinationibus in tentationem inductis majora, quam quae Patres Tridentini, imponere.

Cum enim inter potiores nationes Catholicas munere Episcopali fungamur, rerum apud eas statum quotidiano noscimus usu, atque ideo nobis reapse constat definitionem hujusmodi, quae nulla cogente necessitate postulatur, nova inimicis in Ecclesiam arma suppeditaturam, atque apud plurimos etiam melioris notae viros fore minus acceptam, ita ut illi ansam assumerent reliqua Catholicae Ecclesiae jura invadendi; hi vero (quod animo nobis coram Deo et hominibus alte infixum Tibi, Pater optime, adaperire statuimus) non absque periculo schismatis, in praecipuis religionis nostrae sanctissimae officiis persolvendis, ac bonis operibus adimplendis relaxarentur.

Haec Sanctitati Tuae, ea quam Supremo omnium fidelium Patri debemus sinceritate exposuimus et Tuo, precamur, mandato fiat, ut doctrina cujus sanctionem petunt Concilio oecumenico discutienda haud proponatur.

Caeterum ad pedes tuos provoluti pro Nobis et populis quos ad Deum perducendos accepimus, apostolicam petimus benedictionem.

Romae die 18. Januarii 1870.

Sanctitatis Tuae

Humillimi Obsequent. Devot. Servi

Huic postulationi subscripserunt septem Concilii Patres.

Digitized by Google

Beatissime Pater!

Pervenerunt ad nos litterae die 3. Januarii typis impressae, quibus Concilii Patribus subscribenda exhibetur petitio, a Synodo oecumenica flagitans *ut sancire velit supremam, ideoque ab errore immunem auctoritatem Romani Pontificis, in rebus fidei et morum apostolica potestate universis fidelibus praecipientis.* Mirum certe est fidei judices invitari ut ante causam dictam de sententia ferenda declarationem subscriptione sua munitam ederent. Verum in hoc tanto negotio, Te ipsum, Sanctissime Pater, adeundum esse censuimus, quippe qui, a Domino ad agnos ovesque pascendum constitutus, animarum Christi Sanguine redemptarum piissimam curam habes et periculorum ipsis imminentium affectu paterno misereris.

Abierunt tempora quibus Sedis Apostolicae jura a catholicis in dubium vocari contigit. Nemo est qui nesciat, sicut corpus absque capite mutilum ita neque Concilium Ecclesiam totam repraesentans absque Successore S. Petri haberi posse, omnesque Sanctae Sedis mandatis promptissimo obediunt animo.

Praeterea quae de Pontificis Romani auctoritate fidelibus tenenda sint Concilium Tridentinum edixit, Florentinum quoque, cuius ea de re decretum in cunctis singulisque eo sanctius conservetur oportet, quoniam Ecclesiae latinae et graecae consensu stabilitum est, atque, si Dominus ad Orientem tot malis oppressum misericordiae Suae oculos convertere dignetur, unionis restituendae fundamentum erit.

Accedit quod, hac tempestate Ecclesiae, adversus eos qui in religionem tanquam commentum humano generi exitiale consurgunt, pugna sustinenda sit nova et a saeculis inaudita: quapropter minime consultum videtur populis catholicis, tot undique machinationibus in tentationem inductis, majora quam Patres Tridentini imponere.

Namque, cum inter potiores nationes catholicas munere episcopali fungamur, rerum apud eas statum quotidiano noscimus usu. Nobis autem constat definitionem quae postulatur religionis inimicis nova suppeditaturam arma ad rei catholicae, etiam apud melioris notae viros, invidiam concitandam, certique sumus rem in Europa saltem regionum nostrarum gubernis ansam praebituram, sive praetextum in jura Ecclesiae residua invadendi.

Haec Sanctitati Tuae, ea quam communi fidelium Patri debemus sinceritate, exposuimus, et Tuo, precamur, mandato fiat ut doctrina cujus sanctionem petunt Concilio oecumenico discutienda haud proponatur.

Digitized by Google

Ceterum ad pedes Tuos provoluti pro nobis et populis, quos ad Deum perducendos accepimus, Apostolicam petimus Benedictionem.

Datum Romae 12. Januarii 1870.

Sanctitatis Tuae

Humillimi, Obsequentissimi, Devotissimi Servi

Huic postulationi subscripserunt 40 Concilii Patres.

4. POSTULATUM

ARCHIEPISCOPI WESTMONASTERIENSIS AD DOCTRINAM DE ROMANI PONTIFICIS PRIMATU SPECTANS.

Rationes hujus propositionis ex adjecto schemate patebunt.

I. Canoni XIV. addatur hoc tertium membrum:

„aut ipsum jurisdictionis primatum vel potestatis spiritualis principatum in totam Ecclesiam non fuisse soli Petro ejusque Successoribus divinitus collatum; anathema sit."

II. Canonis XVI. membro priori hoc addatur incisum:

„atque tam in omnes simul quam singulos seorsum Ecclesiae pastores."

III. Post Canonem XVI. inseratur Canon:

„Si quis dixerit decreta fidei et morum edita a Romano Pontifice tanquam a supremo totius Ecclesiae Pastore et Doctore ante aliorum sive plurium sive pauciorum episcoporum consensum posse reformari (vel reformabilia esse): aut eadem examini vel judicio alterius ullius auctoritatis etiam Concilii Oecumenici ita subjici posse, ut liceat illa sive rejicere sive recipere: atque ipsum Romanum Pontificem judicio vel reformationi hujusmodi renitentem posse a Concilio Oecumenico per actum superioris jurisdictionis corrigi vel deponi; anathema sit."

Die 15. Februarii 1870.

† Henricus Eduardus Archiepiscopus Westmonasteriensis.

Digitized by Google

5. POSTULATUM

ARCHIEPISCOPI MECHLINENSIS AD EANDEM REM SPECTANS.

I.

1. Ecclesia non procedit ad definitionem dogmatum, nisi quando veritates revelatae negantur, aut in dubium vocantur; nec devenit ad condemnationem errorum qui fidei adversantur, nisi quando hujusmodi doctrinae *de facto* disseminantur.

2. Sed in his casibus non tacet Ecclesia, juxta Augustini effatum „Quae sunt contra fidem, vel bonam vitam, Ecclesia non approbat, nec tacet." (Ad Inq. Ian. L. 12. n. 75.)

3. Non igitur quaestio moveri potest, an sit in praesentiarum opportuna condemnatio novarum quarumdam doctrinarum quae circa fundamentum regiminis a Christo in Ecclesia constituti hodie praedicantur super tecta,[1]) cum haec condemnatio non opportuna tantum, sed omnino necessaria evaserit. „Error quippe cui non resistitur, approbatur, et veritas, cum non defenditur, opprimitur." (Corp. juris Can. Dist. 83, cap. Error.)

4. Necessitatem hujus condemnationis luculentius adstruit ipsa agendi ratio eorum qui doctrinas istas spargentes, solemne hujus S. oecumenicae Synodi de iis judicium expetunt. Procul igitur dubio judicium petitum proferetur.

5. Cum vero de forma hujus judicii alia atque alia in Concilio proponi possint, examinabunt Patres an ea quae sequuntur, et quae *ex Decretis praecedentium oecumenicorum Conciliorum*, et ex verbis *Comitiorum Cleri gallicani* praecipue excerpta sunt, hunc in finem usui esse valeant.

II.

1. Si quis dixerit contra Concilii Florentini definitionem, Sanctam apostolicam Sedem et Romanum Pontificem in universum orbem non tenere primatum, et ipsum Romanum Pontificem successorem non esse B. Petri principis Apostolorum, verum Christi Vicarium, totius Ecclesiae caput, omniumque Christianorum patrem et doctorem; nec ipsi in B. Petro pascendi, regendi et gubernandi universalem Ecclesiam a D. N. I. C.

---

[1]) In Germania, in Gallia, et per Ephemeridas ubique.

Digitized by Google

plenam potestatem traditam esse, quemadmodum in gestis oecumenicorum Conciliorum et in sacris Canonibus continetur, anathema sit.

2. Si quis dixerit Romano Pontifici traditam esse plenam potestatem regendi et gubernandi, non autem *plenam* potestatem *pascendi* seu *docendi* [1]) universalem Ecclesiam, agnos et oves, fideles scilicet et pastores, anathema sit.

3. Si qui dixerit Romanum Pontificem, Petri Successorem et unicum Ecclesiae caput habere quidem in Ecclesia *primatum jurisdictionis*, non autem *supremam potestatem* docendi, regendi et gubernandi Ecclesiam, perinde ac si primatus jurisdictionis, ceu *„Potestatis principatus"*, ut loquitur Concilium Lateran. IV., ab ipsa *suprema potestate* distingui valeret,[2]) anathema sit.

4. Si quis dixerit hanc supremam potestatem in Romano Pontifice non esse *plenam*, ut eam vocat Concilium Florentinum, sed ipsam, *qua suprema est, DIVISAM* esse inter Summum Pontificem et Episcopos, quasi Episcopi in partem sollicitudinis vocati, ceu a Spiritu Sancto positi ad Ecclesiam Dei docendam et regendam sub unico Summo totius ovilis Pastore, etiam divinitus vocati fuerint ad participationem primatus seu supremae potestatis totius Ecclesiae capitis, anathema sit. [3])

5. Si quis dixerit supremam potestatem in Ecclesia a Christo constitutam non residere in totius Ecclesiae capite, sed in magna pluralitate Episcoporum, [4]) quasi non soli Petro dixerit Dominus: „Tu es Petrus, et super hanc petram aedificabo Ecclesiam meam, et portae inferi non praevalebunt adversus eam, et tibi dabo claves regni Coelorum", anathema sit.

6. Si quis dixerit contra professionem fidei a Concilio oecumenico secundo Lugdunensi acceptatam et confirmatam, Romani Pontificis Successoris B. Petri principis Apostolorum judicio *definiri* non debere quaestiones de fide, si quae subortae fuerint; eidemque judicio omnes Ecclesias non esse subjectas vel ipsarum praelatos obedientiam ac reverentiam illi dare non debere, anathema sit.

---

[1]) Mémoire soumis au prochain Concile du Vatican, par Mgr. Maret, Evêque de Sura.

[2]) Mémoire soumis, etc. ut supra.

[3]) Ibid. *contra sent. d. Thomae:* „Papa habet plenitudinem Pontificalis Potestatis, quasi Rex in regno; sed Episcopi assumuntur in partem sollicitudinis, quasi Judices singulis civitatibus praepositi". (S. Thomas q. 26. art. 3.)

[4]) Mémoire soumis, etc.

Digitized by Google

7. Si quis dixerit supremam ac plenam Summi Pontificis potestatem pascendi seu docendi universalem Ecclesiam non esse plenam ac supremam in definiendis quaestionibus fidei et morum, ita ut appellari liceat a judiciis dogmaticis supremi Ecclesiae capitis ad judicium episcoporum, sive dispersorum, sive coadunatorum, anathema sit.

8. Si quis dixerit judicia pro sancienda regula fidei a Summis Pontificibus lata, sive episcopi super his sententiam suam exponant, sive omittant, *divina ac summa* per universam Ecclesiam auctoritate non niti, cui Christiani omnes ex officio, *ipsius quoque mentis* obsequium praestare tenentur, [1]) anathema sit.

9. Si quis dixerit Jesum Christum non fundasse Ecclesiam suam super Petrum, nec huic dedisse claves regni coelorum simul cum infallibilitate in rebus fidei, quam infallibilitatem in successoribus ejus immotam hucusque permanere omnibus perspicuum est, [2]) anathema sit.

10. Si quis dixerit petram supra quam a Christo aedificata est Ecclesia, id est Petri supremam auctoritatem in suis successoribus Romanis Pontificibus semper vigentem, posse in custodiendo deposito fidei deficere, et toti Ecclesiae errorem tamquam dogma fidei credendum proponere, perinde ac si frustra Christus dixerit „Pasce agnos meos, pasce oves meas; Ego oravi pro te ut non deficiat fides tua; et tu aliquando conversus confirma fratres tuos", anathema sit.

Romae 25 Decembris 1869, In Nativitate Domini.

† Victor Aug. Arch. Mechliniens.

---

[1]) Juxta haec verba Cleri gallicani ad Innocentium X: „Judicia pro sancienda regula fidei a Summis Pontificibus lata super episcoporum consultatione (sive suam in actis relationis sententiam ponant, sive omittant, prout illis collibuerit) divina aeque ac summa per universam Ecclesiam auctoritate niti, cui Christiani omnes ex officio ipsius quoque mentis obsequium praestare tenentur."

[2]) Juxta haec ejusdem Cleri gallicani verba in Comitiis anni 1626: „Ils respecteront aussi N. S. le Pape, chef visible de l'Eglise universelle, Vicaire de Dieu en terre, Evêque des Evêques et Patriarches, auquel l'apostolat et l'épiscopat ont eu commencement, et sur lequel I. C. a fondé son Eglise, en lui baillant les clefs du ciel avec l'infallibilité de la foi, que l'on a vu demeurer immuable en ses successeurs jusqu'aujourd'hui".

Digitized by Google

6. POSTULATUM

EPISCOPI HALICARNASSENSIS AD VARIAS DOCTRINAS DE ECCLESIA SPECTANS.

Placeat Emis et Rmis Patribus Concilii Vaticani declarare quae sequuntur:

1. Civile imperium, quo Pastor Apostolicus Romae potitur ita ut nulli Principi humano subjaceat, ad liberam Ecclesiae Catholicae administrationem indispensabile est, et omnibus juribus fultum; unde hujus imperii laesio, direptio aut immutatio sine sacrilegio et latrocinio fieri nequit, et reum a communione Ecclesiae excludit.

2. Reges Christiani, non minus quam eorum subditi christiani, Capiti Ecclesiae subduntur et obedientiam debent in omnibus rebus conscientiam moralem ipsorum cernentibus, ergo etiam in exercitio suae potestatis.

Romae die 8 Januarii 1870.

De potestate Ecclesiastica.

Placeat Vaticano Concilio Oecumenico declarare quae sequuntur:

1. Ecclesia, ut societas perfecta a Christo Domino instituta, Gubernium habet a potestate civili distinctum et independens, nec ab ista privari potest sua legitima facultate existendi, agendi, leges ferendi, bonaque temporalia pro supernis finibus suis acquirendi, possidendi et gerendi. Ecclesiam autem possessionibus suis spoliare sacrilegium est et latrocinium, ordinisque socialis eversio, atque maledictionem divinam attrahit sive guberniis sive privatis id committentibus.

2. Potestas ecclesiastica fidelium conscientiam etiam circa rerum temporalium usum obstringere, et legum suarum violatores poenis etiam temporalibus coercere potest, absque delegatione, permissione aut consensu potestatis civilis.

3. Ecclesia jure divino talem clericorum a foro civili immunitatem sibi vindicat, qualis ad munium ecclesiasticorum exercitium requiritur, praeprimis libertatem a servitio militari.

Romae die 8 Januarii 1870.

Digitized by Google

De potestate saeculari.

Placeat Concilio Vaticano declarare quae sequuntur:

1. Potestas saecularis originem a Deo habet, licet indirecte; ita ut etiam a populo electi reges jure divino regnent.

2. Leges civiles legi naturali, divinae et ecclesiasticae non contradicant, sed conformentur; secus invalidae sunt nec conscientiam obligant.

3. Potestas saecularis potestati ecclesiasticae ejusque institutis et legibus protectionem et subsidium debet.

4. Potestas saecularis „non sine causa gladium portat", ideoque jus et officium ejus est, bonos tueri, malos reprimere et punire.

5. Poenam capitalem in certa crimina graviora, praesertim homicidium, statuendi potestas saecularis jus habet idque divinum; cujus exercitium legale et moderatum ad bonum commune societatis requiritur, et ipsorum reorum saluti generaliter conducit.

Romae die 9 Januarii 1870.

De Institutione juventutis.

Placeat Concilio Vaticano declarare quae sequuntur:

Christianam juventutem educare ac instruere eccletiastici magisterii est; unde scholas christianorum erigere, dirigere et inspicere, magistros deligere, approbare, iisque invigilare; libros scholasticos examinare, approbare, praescribere: ad episcopale officium et sacerdotale ministerium pertinet, a quo sola familia christiana in educandis et instituendis liberis dependet et regitur.

Romae die 10 Januarii 1870.

De sic dictis Libertatibus.

Placeat Oecumenico Concilio Vaticano sequentia declarare:

Libertas conscientiae et cultus, atque jus publicae manifestationis cogitationum aut opinionum non habent locum nec valent contra Ecclesiae Magisterium, quod conscientiam obligat, cultum sincerum Dei determinat, et omnes manifestationes spirituum dijudicat.

Romae die 11 Januarii 1870.

Digitized by Google

De Beneficentia Christiana.

Placeat Concilio Oecumenico Vaticano declarare quae sequuntur:

Quum publica beneficentia, quae in fide fundatur et ex charitate manat, ab Ecclesia inventa et exculta sit, cura pauperum et miserabilium res sacra et Ecclesiae propria est, nec sine summa injuria et nonnisi in humani generis detrimentum Ecclesia impeditur, quominus hanc curam libere agat, pia instituta olim manibus ejus commissa conservet et administret, atque nova fundet.

Romae die 11 Januarii 1870.

† Nicolaus, Episc. Halicarnassensis.

---

7. POSTULATUM
AD SCHOLAS MIXTAS SPECTANS.

Illustres auctores Schematis de Ecclesia, ubi de relatione Ecclesiae ad publicam hominum societatem agebant, *Scholas* etiam pertractarunt sive inferiores sive superiores, quae utique utramque societatem ecclesiasticam et civilem aeque respiciunt. Merito Ecclesiae in iis jus vindicatur providendi religiosae institutioni et educationi Catholicae juventutis. Quaestionem de Scholis rem gravissimam innuere, ipsi Religionis *hostes* nota ea sententia confitentur: cujus sunt scholas, illius sunt tempora futura. Hominum namque generationes tales erunt, quales efformatae fuerint in scholis, vel in fide moribusque religiose excultae vel ad impietatem morumque corruptelam depravatae. Ea ratione religionis hostes ubique terrarum communi consilio in id connituntur, ut Ecclesiae auctoritatem et vim moderatricem a Scholis arceant easque soli et pleno *saecularis auctoritatis arbitrio* vel potius *corruptionis genio* subjiciant. Unde factum est, ut iidem hostes in acerrimo bello, quod contra rem Catholicam jugiter gerunt, *Scholas* quasi tot *propugnacula* constituant, quae Ecclesiae debellandae objiciunt, quatenus jam in puerorum adolescentiumque mente ideoque in generatione ventura pietatem et fidem catholicam radicitus extirpent. Sollicite igitur pervigilandum est, ut Catholica juventus in scholis vera fide et sanctis moribus rite instituatur, prout in schemate satis diserte exponitur. Sed *nil* in eo dictum est de *scholis mixtis* quae licet sicut quaedam pestis puerorum mentes vel impie-

Digitized by Google

tatis vel indifferentismi veneno inficiant, ubique locorum passim eriguntur et catervatim a catholica juventute frequentantur. Expedit igitur ut malum describam atque aliqua remedia medendi assignem. De *scholis mixtis* loquor in *Alemanica Helvetiae parte erectis.*

1. De Scholis *parochialibus* sive *primariis.*

Erant quondam et plerumque adhuc dum sunt incolis Catholicis propriae Scholae Catholicae a Catholicis fundatoribus conditae congruisque fundis provisae et cum *Ecclesiis Parochialibus* intimo nexu conjunctae, ita ut socio auxilio Ecclesia scholam parochialem et sua vice schola Parochialis Ecclesiam et Catholicam religionem in quaque communitate sartam tectam servaret. Sed in permultis regionum partibus, ubi Protestantes et falsi nominis Catholici *majoritatem votantium* constituunt, impii Novatores illud unionis vinculum, qua Ecclesia et Schola parochialis invicem junctae erant, dirruperunt et Scholis Catholicis suppressis parvulos Catholicos una cum fundis Catholicis *Protestantium scholis* ideoque instructioni magistri alicujus Zwingliani et Lutherani vel omnino increduli vi latae legis adscripserunt. Magnus proinde fletus et ploratus parentum et parvulorum Catholicorum, sed incassum. Coguntur parentes Catholici per mulctam et poenam mittere infantes suos ad scholas Acatholicas, quas mixtas falso nuncupant, cum vere sint scholae Protestanticae vel nullius fidei. In ejusmodi scholis parvuli Catholici magistro Zwingliano instruendi committuntur, qui eis coram, data sibi occasione, fidei Catholicae veritatem, cultum divinum, leges, consuetudines, ss. sacramenta, coeremonias Catholicae Ecclesiae obtrectare, deridere et diffamare non praetermittit, ut parvulorum mentes falsis doctrinis inficiat; et ecquid iniquitatis semina, quae spargit, ad frugem iniquitatis accrescere debent? Ut iniqui illi legislatores acatholicis civibus facilius suaderent, scholas has *mixtas* sive acatholicas religioni *parvulorum* Catholicorum nil detrimenti esse adlaturas, primum Catholicae doctrinae instructionem a parochis tradendam in scholis primariis admittebant, sed brevi etiam eam *Religionis instructionem* e scholis eliminarunt, ita ut Catholici parvuli in scholis omnimodo arbitrio et seductioni ludimagistri Protestantici prorsus relicti, summum periculum perversionis et defectionis a fide Catholica subeant necesse sit. Etenim quodcumque ipsis a parocho proprio in Ecclesia parochiali verum ac divinum docetur, a ludimagistro in scholis falsum et humanae inventionis figmentum declaratur, et quodcumque eis sancte tenendum et pie servandum in Parochiali ecclesia commendatur, in schola mixta veluti res vilis et superstitiosa consuetudo calumniatur. Sed ejusmodi scholae non

Digitized by Google

solum in ludimagistro, verum etiam in libris elementariis, in spirituali aura, quae in iis viget, in doctrinis alloquiisque, quae feruntur, nonnisi negationem et odium in religionem et Ecclesiam Catholicam redoleant necesse est.

2. Quod vero dictum est de scholis mixtis inferioribus, id de scholis *mixtis mediis sive civilibus*, uti nuncupantur, majori adhuc ratione valet, in quibus pueri provectioris aetatis, in disciplinis, quae ad statum civilem spectant, erudiuntur. Idem in iis pro juventute perversionis periculum, idem ordo dissolutus et genium plerumque impium. Termini finesque locorum et communitatum jamdudum sublati fuere, quibus Catholici quondam a Protestantibus sejuncti degebant: nam apud nos fere in omnibus civitatibus, oppidis, vicis et communitatibus *Catholici mixti* cum *Acatholicis* omnimodo commorantur et quotidianae vitae commercio et conversatione invicem cohaerent. Unde saepissime fiat oportet, ut crescente in dies eorum numero *Acatholici communicationem in scholis* cum Catholicis impensissime quaerant, et Catholici cives vel fraude Protestantium vel propria animi levitate et pravis doctrinis occoecati saepenumero *pactum* cum Acatholicis ineant de commutanda schola hucusque pure catholica in scholam mixtam quae postmodum etiam Acatholicorum pueris instruendis inservit et plane neque catholica neque mixta sed protestantica est vel potius omnis religionis positivae prorsus expers. Brevi namque talis schola in mixtam commutata in potestatem moderatricem Acatholicae partis transit, velut tristis experientia docet. Unde fit, ut quod majores catholici pro tuenda educatione Catholica adolescentium pie fundaverunt, filii degeneres hostibus Religionis tradere non erubescant, qui de sua parte rem perfidia traditam in corruptionem Catholicae juventutis pervertunt.

3. Scholae Catholicae etiam *superiores* sive *Collegia* et *Gymnasia* in Gymnasia mixta iniquis legibus vel pactis commutantur. Et tristissimum ejusmodi commutationis exemplum ex mea diocesi S. Gallensi expono, quo uno cetera exempla omnia dignosci poterunt. Exstitit pro Catholicis incolis in S. Gallo jam decem abhinc ante annos Collegium sive Lyceum Catholicae fundationis satis splendidum. Catholicae Religioni, scientiis et artibus dicatum et a trecentis amplius adolescentibus Catholicis frequentatum. Opes et fundos hujusce Collegii quondam suppeditabat ditissima haereditas monasterii s. Galli injuria temporis anno 1805 extincti. Postquam populus Catholicus una cum celeberrimo hoc monasterio scholam eidem junctam amiserat, in ejus locum pro Catholicis in aedibus amplissimi Coenobii novum subvectum fuit Collegium, magnisque fundis

Digitized by Google

ditatum. Floruit schola haec Sangallensis recentior usque ad annum 1856, quo tandem iniquo et violento actu suppressa et in *mixtam* conversa fuit. Nam tempore nostro nec fundationes nec juris tituli et documenta contra novum jus violentiae et iniquae majoritatis amplius valent. In consilio Cantonali majori votantium numero Collegium illud Catholicae fundationis fuit suppressum, Catholico populo subreptum, in Collegium mixtum commutatum vel ut clarius dicam *parti Protestantium* traditum. Non defuere monitiones Episcopi universique Cleri, nec petitiones Catholicorum, eorumque lamenta ad auctoritatem legislatoriam directa, quominus iniquum hoc facinus committerent, sed non obstante solemni Catholicorum protestatione iniquum Decretum coeptum fuit et executioni commissum. Ad obtegendum malae machinationis finem fraudulenti novatores fingebant et etiamnunc asserere solent, scientiam proprie dictam nec Catholicam nec Protestantem esse, sed utraque fidei hac professione superiorem: Mathesim et linguarum studium pro Catholicis et Protestantibus sibi similem et parem, atque factorum in Historia narrationem utrique parti esse eandem, ideoque sufficere, ut *nonnisi religionis doctrina* discipulis pro separata eorum fidei professione seorsim et sejunctim tradatur. Sed quid de ejusmodi cavillationibus judicandum facile dignoscitur. Omnes namque experientia edocti sumus, omnem scientiam, quaecumque sit, ab hominibus erronea doctrina semel infectis ad expugnandas fidei Catholicae veritates perverti posse, ac saepissime in manifestam juvenum discipulorum perniciem reapse perverti. Novimus dein, quanta pestis spiritualis vel ab *Historiae disciplina* in mentes hominum dimanet, ubi fraude, dolo, mendacio Historiographorum violata fuerit. Tunc etenim non admirabilem temporum ordinationem, quam divina providentia in Christo, quasi in Centro saeculorum disposuit, enuntiabit historia, sed confusam impiamque rerum factorumque congeriem providi Dei moderaminis prorsus expertem; non luculentissima Ecclesiae Catholicae lumina et merita, sed fictam a nequissimis auctoribus ignominiam ejus et obtrectationem manifestabit. Catholici juvenes ejusmodi detractiones contra religionem et Ecclesiam catholicam projectas levi mente suscipiunt, a magistris Acatholicis in re litteraria edocentur, in communione quotidiana cum pueris Acatholicis conversantur, aerem vel impietate vel erroribus corruptum jugiter respirant atque sub continuo adjunctorum horum influxu fieri necesse est, ut sensim in fide Catholica tepescant, errores pedetentim suscipiant, indifferentismo, quinimo impietati et morum etiam corruptelae succumbant. Et hoc tristissimum praesagium, proh dolor! verus rerum eventus affirmat. Exactis namque in Collegio

Digitized by Google

mixto aliquot annis adolescentes, raro plerumque exemplo excepto, fidem Catholicam et pietatem amittunt, pereuntque pro Catholica Ecclesia, pro propria suae vitae sospitate et nisi gratia postmodum subvenerit pro salute aeterna. De filiis s. matri Ecclesiae quondam impense addictis brevi facti sunt infestissimi hostes, quam honoribus et muneribus mundi semel aucti, quomodocumque potuerint, acerrime expugnant. Ita crescat oportet *hostium* numerus in *propria Ecclesiae Catholicae domo* et fiant *infestissimi hostes ipsi domestici ejus.* Sed malum hoc gravissimum in dies augetur in generationibus futuris atque Ecclesiae exinde parantur funestissima fata, cum impia temporum horum potestas *per scholas mixtas eam quasi in radice* et *seminario fidelium perturbare* et *extirpare conetur.* Et hic *est questus meus* gemebundus, haec *lamentatio mea amarissima de scholis mixtis,* quam vobis Emi a Rmi PP. ad adjuvandum me refero: gravissima mala video, nec mederi valeo, cum ejusmodi scholae *statutis civilis nostrae Constitutionis* innitantur; quam mutare vires mihi desunt.

Habita ratione tot tantorumque malorum, quae in animas, in Ecclesiam et Catholicam societatem *ex Scholis mixtis* redundant, S. Concilium Vaticanum silentio praeterire eas non potest, sed remedia certa contra eas statuere debet. Imprimis, prout opinor, summi sui muneris et officii erit solemni suo consultu

1. Scholas mixtas cujuscumque generis ac ordinis reprobare,

2. Episcopos, parochos et parentes serio adhortari, utpote *Episcopos*, ut pro posse suo contra ejusmodi Scholas militent, *parochos*, ut Christianam juventutem ab eis arcere studeant, *parentes*, ne pueros suos ejusmodi scholis unquam committant,

3. *Magistratus civiles admonere*, ut Scholas Catholicae fundationis earumque facultates Catholicis iniqua vi et lege subtractas restituant, *liberamque puerorum instructionem* ipsis concedant, quam paterna utique potestas jure exigere potest.

Haec sanae doctrinae jurisque principia, siquidem ad tempus abs viris iniquae violentiae non respiciuntur, tempore, quod adveniet, forsan praevalebunt, nisi interim terrarum orbis prius ruerit atque appropinquaverit ventura ira!

Summo et perenni cultu.

Romae Idibus April. 1870.

† Carolus Joannes Greith
Ep. Sangallensis.

Digitized by Google

8. POSTULATUM

OCTO CONCILII PATRUM AD SOCIALISMUM SPECTANS.

Inter gravissima hujus aetatis mala eminet Socialismus. Impii et a Christiana veritate abhorrentes errores, qui amplissimis modis inter homines quotidiana manuum suarum industria victitantes sparguntur, tam christianam fidem in pauperum operariorum mentibus extinguere, quam universam societatem, rectumque socialem ordinem subvertere minantur.

Necesse ergo prorsus videtur, ut Oecumenica haec Synodus exsecrandis ejusmodi erroribus catholicam veritatem et moralis doctrinae justitiam sanctitatemque opponat; ut divites et proceres doceat officia, quibus erga pauperes, operarios, famulosque adstringuntur; et vicissim, quae sint istorum officia erga patronos, eosque quibus manuum operam praestant. Negari enim nequit, divitiarum praesertim cupiditatem et abusum, operariorumque neglectum, inhumanamque in eos duritiem, qua quintum et septimum divinae legis praeceptum latente quodam modo saepissime violatur, Socialismi errores, conatusque plurimum fovere.

Omnes etiam bonae voluntatis homines ab Oecumenica Synodo exspectant, vehementerque desiderant, ut recta et sancta socialis ordinis principia praedicet et tueatur; et religiosi praesertim operarii ad piam matrem Ecclesiam oculos manusque levant, ut christianae charitatis et justitiae leges in omnium mentibus resuscitet, et in societate restituat.

Quum vero in indice schematum, quae a theologis et ecclesiastici juris consultis praeparata fuerunt, nullum reperiatur, quod de illis principiis, veritatibus, mutuisque officiis agat, hinc subscripti Patres humillime instanterque petunt, ut in hoc Sacro Oecumenico Concilio gravissima ista et necessaria res opportune proponatur.

Romae die 11. Martii 1870.

Huic postulationi subscripserunt 8 Concilii Patres.

Digitized by Google

9. POSTULATUM

NONNULLORUM EPISCOPORUM RITUS MARONITICI ET RITUS CHALDAICI AD PRAESENTEM GENERIS HUMANI TRISTISSIMAM CONDITIONEM SPECTANS.

Clarissime notum est insigni Tuae sapientiae quantum difficillimis hisce temporibus undequaque minatur tranquillitas publica totius mundi, et divina praecepta, in quibus dependet felicitas humani generis praesenti saeculo et futuro, et speciatim praecepta secundae tabulae Decalogi spreta sint, et ipsa gentium jura pedibus conculcata; et ideo videmus permaximum periculum circumdare vitam, bona, ac jura uniuscujusque hominis, nemine excepto; ac propterea malum praevaluit bono, et tenebrae depellunt lucem. Cum autem unusquisque summopere optet sui liberationem ab his imminentibus aerumnis, et cum non inveniatur auctoritas non impedita, quae medeatur morbo isti pestifero, nisi Persona Tuae Sanctitatis, ideo ausi sumus offerre pedibus Tuae Sanctitatis hoc humillimum postulatum, adstante hoc Sacrosancto Concilio oecumenico Vaticano, congregato in Spiritu Sancto a suprema Tua Auctoritate: et enixe deprecamur sollicitudinem Tuam Apostolicam, ut in ipso eleves Magni Pastoris vocem contra ista mala innumerabilia, quae nostro saeculo vocantur progressus, et cogitandi libertas, sperantes, Te correcturum ista insana deliria, quae ducunt ad veram servitutem, et perennem infelicitatem, aut ad minus illa redigere inter limites ferreos, ut non possint iterum praetergredi confines, ne amplius mundus immergatur in abyssu scelerum, et iniquitatum; in ultimo certe omnipotentia coelestis judicis corriget omnia, sua justitia vindicatrice, quoniam ipse est omnipotens vindex, et omnibus sapientissime medebitur.

Homines vero corde recti, et amatores veri boni haud possunt expectare aliquam meliorationem status calamitosi hodierni mundi ab alia auctoritate, quantum hoc possunt expectare a Suprema Tua Auctoritate, quae certo plures habet auscultatores obtemperantes aliis quibuscumque Auctoritatibus, qui non solum audiunt sed etiam faciunt alios audire, et adjuvant, ut bonum praestet malo, et ita aliae Auctoritates audientes vocem Tuam, elevabunt ipsae etiam voces suas contra horum auctores malorum, qui perturbant subditos et ipsasmet Auctoritates. Certe, Beatissime Pater, nemo detrectat audire sana verba inducentia homines ad verum suum stabile bonum, et correctio optima fundata est in jure gentium ad rite componenda mutua societatis jura; propterea neminem rationabiliter posse

Digitized by Google

conqueri, dum detur illi jus suum, ac praesertim cum illo summopere indigeat.

Iterum atque iterum, Beatissime Pater, Te deprecamur, ut clames, et ne cesses, quasi tuba exalta vocem tuam, et annuncia huic saeculo scelera sua, et populo perverso peccata sua, quoniam Te constitui Vigilatorem aeternae hominum salutis, et deprecamur Deum O. M. ut dextera sua omnipotenti Te perenniter conservet et adjuvet.

Romae 20. Februarii 1870.

Huic postulationi subscripserunt 5 Concilii Patres.

10. POSTULATUM

QUADRAGINTA CONCILII PATRUM AD EANDEM REM SPECTANS.

Intoleranda prorsus facta est praesens mundi conditio propter exercitus adeo ingentes, perpetuos ac sorte conscriptos. Sumptibus gravati gemunt populi. Impietatis spiritus, legumque in rebus, ut ajunt, *internationalibus* oblivio faciliorem omnino viam aperiunt bellis inchoandis illegalibus et injustis, seu potius horrendis caedibus longe lateque grassantibus.

Hinc imminuta pauperum subsidia, fractaque commercii ratio, hinc humana conscientia, vel devia penitus et aberrans, vel indigne laesa, plurimaeque tandem animae in aeternum pereuntes.

Tantis porro calamitatibus sola mederi potest Ecclesia. Cujus etiam voci licet non omnes aurem accommodent, ipsa tamen innumeris semper hominum millibus dux praeibit, intentumque serius ocius assequetur.

Caeterum, quod aeterna firmissime asserantur principia, id jam ex sese Divinae Majestati praestat, neque fructu suo carere potest.

De illa vero Ecclesiae cum mundo relatione, quod ad praedictas attinet veritates, viri graves rerumque publicarum periti, idem sentiunt ac non pauci alii viri sanctitate insignes Religionisque studio accensi, persuasum habent necessariam esse omnino declarationem, qua authentice promulgentur eae juris canonici partes, quae ad jura gentium et belli naturam spectant, illaque omnia respiciunt, unde vel officii, vel sceleris rationem bellum obtineat.

Digitized by Google

Quum hoc facto instaurata, ut ita dicam, fuerit moralis hominum conscientia, tunc amota videbimus pericula nobis jam jam imminentia, quod quidem per mundanam prudentiam rationesque politicas haudquaquam sperare fas est.

Huic postulationi, exhibitae die 10. Februarii 1870, subscripserunt 40 Concilii Patres.

11. POSTULATUM

PATRIARCHAE CILICIENSIS AD REM MILITAREM SPECTANS.

Quum in hisce luctuosissimis temporibus, sicut in diebus Noe, diminutae sint veritates a filiis hominum,[1]) et multi jam non regnum Dei et justitiam ejus,[2]) sed quae sua sunt quaerant,[3]) videre est et imprimis in iis quae ad rem militarum spectant omnem aequitatem conculcari et omnia jura permisceri. Itaque, dum quidam hac tristi rerum conditione commoti, sed non secundum scientiam[4]) sanctam sentientes, somniant tempus futurum quo homines, licet Deum non secuturi[5]) non tamen amplius ulla bella videbunt, alii e contra bella quaecumque, vel potius strages et homicidia magna et horribilia reputant licita; ita ut et nocendi cupiditas, et ulciscendi crudelitas, implacatus atque implacabilis animus, feritas rebellandi, libido dominandi, et si quae similia, non jam culpentur in bello.[6]) Hinc illae immensae multitudines et exercitus perpetuo armatarum nationum, quasi perpetuo inter se hostilia parantium. Compertum igitur habemus, et eos qui bella jubent aut parant, et eos quibus haec jubentur, non jam amplius imperare et obedire juste,[7]) sicut praecipit ordo naturalis, sed oblitos esse aut parvi pendere hoc grave, et quidem inter homines gravissimum mandatum Domini, olim per Moysem servum suum dicentis: Non occides.[8]) Haud minus oblivioni vel despectui dederunt et antiqua dicta sanctorum Patrum, et praescripta Conciliorum a sancta Sede probatorum, nec non et

---

[1]) Psalm. 11. 2. [2]) Matth. 6, 33.
[3]) Philipp. 2. 21. [4]) Rom. 10. 2.
[5]) Quod si nolueritis sequi eum (Dominum) . . . Vos causa eritis necis omnium (Num. 32. v. 15.).
[6]) Decr. 2. part. Caus. XXIII. Quaest. 1. can. 4.
[7]) Decr. 2. part. Caus. XXIII. quaest. 1. can. 4.
[8]) Exod. XX. 13.

Digitized by Google

ipsorum summorum Pontificum documenta atque judicia, quibus constat nunquam in Ecclesia sancta Dei damnabiles non fuisse habitos tanti praecepti in hac parte transgressores.

Cujus erroris et agendi rationis perversae causa haec non omittenda est, nec sub silentio dissimulanda, scilicet impietas istorum, qui adversus Deum et adversus Christum ejus infrementes[1]) contendere ausi sunt omnium jurium originem et fontem esse cujuscumque, ut ajunt, reipublicae Statum[2]) et quidem ab Ecclesia sejunctum aut sejungendum;[3]) et quia abyssus abyssum invocat, in pejus prorumpentes inficiati sunt morum leges divina non egere sanctione[4]) et opus non esse ut leges humanae ad naturae jus conformentur.[5])

Verum enim vero unus est Legislator,[7]) et legimus in Veteri Testamento Dominum dixisse populo suo: „Ego Dominus et non est alius“[7]) et Filio suo: „Postula a me, et dabo tibi gentes haereditatem tuam“:[8]) quas postulavit Filius Dei Unigenitus quando exinanivit semetipsum, et in similitudinem hominis factus,[9]) intravit in hunc mundum, dicens: „Ecce venio ut faciam, Deus, voluntatem tuam;“[10]) et datae sunt ei, quando se ipsum dedit in cruce Redemptorem pro omnibus,[11]) omnia trahens ad seipsum.[12])

Hinc Ipse Idem amantissimus Redemptor, Rex Regum, et Dominus Dominantium,[13]) dixit Apostolis et Petro: „Sicut misit me Pater, et ego mitto vos: euntes ergo docete omnes gentes, docentes eas servare omnia quaecumque mandavi vobis.“[14]) Deinde Petro soli, et ipsius persona Petri, soli Romano Pontifici, ejus successori: „Pasce oves meas;“[15]) meas, inquit, et generaliter, non singulariter has, vel illas; per quod commisisse sibi intelligitur universas.[16]) Et ita coelestem ei potestatem tradens quodcumque ligandi, et solvendi in terris,[17]) constituit eum tamquam suum Vicarium super Gentes et Regna[18]) id est, super quoscumque rerum publicarum Status, postquam efficaciter, ut decet verum Filium Dei[19]) rogavit pro eo, ut non deficeret fides illius, ad confirmandum fratres suos.[20])

---

[1]) Psalm. 2. 1. 2.
[2]) Syllabus complectens praecipuos nostrae aetatis errores XXXIX. Prop. damnata.
[3]) Ibid. LV. Prop. damnata. [4]) Ibid. LVI. Prop. damnata.
[5]) Syllabus LVI. Prop. damnata. [6]) Jac IV. 12.
[7]) Esaï XLV. 18. [8]) Psalm. 2. 8. [9]) Philipp. 2. 7.
[10]) Hebr. 10. 9. [11]) 1. Tim. 2. 6. [12]) Joan. XII. 32.
[13]) Apoc. XIX. 16. [14]) Matth. XXVIII. 20. [15]) Joan. XXI. 17.
[16]) Constit. Unam Sanctam, de Majoritate et Obedientia.
[17]) Matth. XVI. 19. [18]) Jerem. I. 10. [19]) I. Joan. V. 20.
[20]) Luc. XII. 31. et seq.

Digitized by Google

Si ergo Deus voluit esse plures Potestates in Ecclesia sua spirituales scilicet et temporales, eas quoque voluit esse inter se ordinatas et gladium sub gladio.[1]) Igitur Ecclesiae unius et unicae, unum corpus, unum caput, non duo capita, quasi monstrum, Christus videlicet, et Christi Vicarius.[2]) Cui tanto Vicariatu fungenti, et unico plenitudinis Apostolicae haeredi nos quidem inhaerentes, a quo et ipse Episcopatus noster emergit,[3]) cum lacrymis oramus et deprecamur in hac Synodo solemniter congregata, summum Deum ac Patrem, ut illuminet intelligentias omnium et corda Spiritu Sancto Suo, eo fine, ut omnes tandem gentes, et Regna, et populi, et nationes et reges terrae, quibus coadunatur et coadunari debet unicum ovile[4]) Domini Nostri Jesu Christi sub Pastore uno Ipsius Vicario,[5]) cui easdem omnes oves suas commisit, vere et plene agnoscant *Domnum Apostolicum* tamquam Patrem omnium Gentium et Episcoporum totius Ecclesiae[6]) et jam non amplius circumferantur omni vento doctrinae,[7]) sed ab ipso dirigantur in viam salutis aeternae, et sic justitiam et veritatem sectantes[8]) transeant per temporalia, ut tranquillam vitam agentes aeterna non amittant[9]) ad eum recurrentes bona voluntate tanquam ad Arbitrum et Judicem in omnibus rebus quae impediunt eorum perpetuam pacem.[10]) Interea confidentes divinae providentiae auxilio, quae tantam orbi felicitatem in tempore opportuno praestabit, errores in hac parte et perversas agendi rationes profligere statuimus, necnon et profiteri ac declarare Jus Gentium et Pontificium circa Rem Militarem et Bellum, sicuti profitemur et declaramus in Capitulis sequentibus.

CAPITULUM PRIMUM.

De solemnitatibus Belli.

Jus Gentium circa rem militarem et Bellum ante omnia requirit solemne Belli.[11]) Hinc bellum injustum est, ac proinde

---

[1]) Const. Unam Sanctam, de Majoritate et Obedientia.
[2]) Ibid.
[3]) Epistola Innocentii I. ad Concilium Carthaginiense (91. inter epist. Augustini, sic: a quo ipse Episcopatus et tota auctoritas nominis hujus emersit).
[4]) Joan. X. 16. et seq. [5]) De Majoritate et obedientia loc. cit.
[6]) Prout definivit Pelagius II. Constit. *Manifesto*, Item episcopus totius orbis, C. *Ad honorem* 4.
[7]) Ephes. IV. 14. [8]) Rom. IX. 30. [9]) Oratio Ecclesiae.
[10]) Id. Feria VI in Parasceve.
[11]) Jus militare est Belli inferendi solemnitas, . . . Decr. 1. part. dist. 1. c. X.

Digitized by Google

homicidiis et latrociniis plenum, quod non ex edicto et praedicto geritur,[1]) idest quod non fuerit ante omnia parti adversae indictum ac publice denuntiatum. Denuntiatione autem belli intelligitur gravaminum objectorum publica declaratio, cum legitimae et competentis reparationis aut satisfactionis petitione, parti adversae per Legatos solemniter facta. Indictionis nomine vero intelligere fas est edictum quasi judiciarium, quo publice denuntiantur belli causae simul, ac partis adversae contumacia.[2]) Dominus enim in Veteri Testamento jussit populo suo dicens: „Si quando accesseris ad expugnandam Civitatem" (et agebatur de civitatibus ab ipso Domino rejectis et damnatis) „offeres ei primum pacem;"[3]) et legitur in libro Judicum filios Israel misisse nuntios ad omnem tribum Benjamin, ut traderent viros de Gabaa ad satisfaciendum injuriae illatae, antequam bellum inferrent.[4]) Quicumque igitur sive princeps, sive dux aut miles aut bellum suscipere, aut in eo participare, hisce omissis solemnitatibus, praesumpserit, se sciat mortaliter peccasse, et quidem in genere homicidii, tamquam auctorem vel complicem in solidum omnium caedium, quae in tali bello vel potius impia strage fierent, atque insuper irregularitatem ex delicto, idest formalis homicidii causa, incurrisse, secundum decreta Patrum ac Summorum Pontificum sancita.[5])

CAPITULUM SECUNDUM.

De necessitate ac legitimis causis ad bellum justum requisitis.

Quia vero pacem habere debet voluntas, bellum necessitas[6]) et bellum vere belluae est, quae omnia devorat:[7]) ideo non licet absque gravi causa et nisi vera et quasi extrema necessitate juste imperante, suscipere bellum. Testatur enim

---

[1]) Justum est bellum, quod ex edicto geritur. Decr. 2. part. Caus. 23. quaest. 2. c. 1. Corr. Rom. — In codicibus legitur ex praedicto. (Ibid.)

[2]) Corr. Rom. — Citat enim (Isodorus) Ciceronem, qui negat justum esse bellum nisi denuntiatum, nisi indictum. (Ibid.)

[3]) Deuter. XX. 10. [4]) Judic. XX. 12. et 13.

[5]) In bello manifeste injusto, sive offensivo, sive defensivo, licet pauci mutilentur seu occidantur, vel etiam unus solus occidatur vel mutiletur evadunt irregulares omnes militantes, quia omnes ad homicidium cooperantur, et constituunt unam causam totalem ad eam internecionem, arguitur ex cap. *Sicut dignum.* § Final. de Homicid. cap. *Quod in dubiis* 5, de Poenis, et ibi glossa verbo *Incitant* (Ferraris, verbo *Bellum*).

[6]) Cap. *Noli* (ex Augustino) 3. Caus. XXIII. quaest. 1.

[7]) Rot. Rom. Part. VIII. num. 9. Annot. ad decis. 29. — (apud Ferraris loc. cit.).

Digitized by Google

Nicolaus Papa in Responsis ad Bulgaros, omni tempore armis abstinendum, nisi necessitas urgeat atque inevitabilis importunarum rerum adsit concurrentia.[1]) Abhorreant ergo Christiani Principes et populi a falsis bellorum causis, seu potius a suggestionibus diaboli, qui ab initio homicida erat.[2]) Illi non semel aurem praebuere coeci homines, quum ad bellandum se motos praedicarent, nunc propter vanam gloriam, seu, ut ajunt, praestigium nationale, sub cujus vocabuli fumo latet superbia vitae, apud Joannem damnata,[3]) peccatum draconis qui pugnabat cum Angelis ejus;[4]) nunc propter imperii extendendi vel divitias augendi disiderium, quod non est aliud nisi concupiscentia oculorum,[5]) radix omnium malorum cupiditas[6]) et avaritia, ab Apostolo dicta idolorum servitus;[7]) nunc etiam propter invidiam erga caeteras nationes vel principes, furorem hunc Caïnicum quem semper abominabitur Dominus, qui solus est jure aemulator justissimus, cujus nomen privative vocatur Zelotes.[8]) Etenim haec eadem peccata aeque ac magis[9]) detestanda sunt in nationibus et Guberniis, quae in hominibus privatis damnantur. At vere horrendum esset dicere insontes homines, qui, sive ut ostentarent se esse validos pugiles, aut gladiatores, sive ut aliena raperent, sive ut invidiae cederent, proximos privata auctoritate occidere meditarentur. Igitur non moveatur unquam bellum, nisi de necessariis repetendis juribus, vel hostium injuste invadentium propulsandorum causa.[10])

CAPITULUM TERTIUM.

De Officiis et Obedientia Ducum ac Militum.

Secundum Divi Augustini sententiam, ad malos jure puniendos, bella gerenda ab ipsis bonis suscipiuntur, quum in eo humanarum rerum ordine inveniuntur, ubi eos vel jubere tale aliquid, vel in talibus obedire juste ordo ipse constringit.[11]) Sciant ergo Duces ac Milites se militare debere tamquam bonos viros, Deo Sacramento Baptismi ligatos;[12]) ac proinde juramentum seu quod vocant sacramentum Militiae non adversari

---

[1]) Decr. 2. part. Caus. XXII. Quaest. 8. c. 15.
[2]) Joan. 8. 44. [3]) I. Joan. 2. 16. [4]) Apoc. 12. 7.
[5]) I. Joan. 2. 16. [6]) I. Timoth. 6. 10. [7]) Eph. 5. 5.
[8]) Exod. 34. 14.
[9]) *Judicium durissimum his qui praesunt:* Sap. 6. 6.
[10]) Decr. 2. part. Caus. XXIII. Quaest. 2. c. 1.
[11]) Ibid. Quaest. 1. c. 4.
[12]) Vide Martyrium SS. Mauritii et sociorum apud Bolland. Acta Sanctorum 22. Septembris.

Digitized by Google

legi Christianae, nec unquam adversari posse. Hinc nihil in bello justo agant contra jus Gentium, immunitates personarum et rerum Deo sacrarum, necnon ruricolarum, et operariorum artibus pacis incumbentium, feminarum, puerorum, senum et omnium innocentium agnoscant, et rite observent.[1]) Se esse justitiae servos ac ministros, non autem crudelitatis, nec cupiditatis, nec vanae gloriae meminerint; contenti stipendiis suis, neminem concutientes,[2]) legitime quisque in suo gradu, superioribus suis obedientiam praestent.

CAPITULUM QUARTUM.

De auctoritate et consilio in bellis suscipiendis, et forma Judicii de Justitia belli.

Quoad bellum suscipiendum Auctoritas et Consilium non apud cives singulatim sumptos, sed apud Nationes et earum Principes et Gubernia est. Nam cives singuli, si laesi fuerint, jure possunt ad Superiores appellare, vel recurrere, quin inter se aut cum alienigenis pugnent. et ordo naturalis mortalium paci accommodatus, requirit ut ita se Res Militaris habeat.[3]) Verumtamen si in Ecclesia Dei cautum est ne Episcopus absque consilio aliquid agat grave, pari saltem norma circa tanti momenti rem nationes seu earum Principes, et Gubernia uti necesse perspicitur. Quapropter, ut justitia, et justitiae forma in bellis suscipiendis caute servetur, opus est ut leges cujusque regni et populi statuant viros non tantum peritos, sed et maxime probos consulendos esse, a quibus secundum jus Gentium, et leges Evangelicas necnon et Canonicas seu Pontificias, causarum belli justitia prudenter examinetur, et libere declaretur. Nam Jure disceptare, est juste judicare; et non est Judex, si non est in eo Justitia.[4])

VOTUM SYNODI.

I. Universis compertum est, quot quantaque scelera et mala tam spiritualia quam temporalia novissimis praesertim hisce temporibus ab injustis bellis dimanaverint, ita ut fundamentales societatis humanae conditiones subverti videantur.

---

[1]) Capit. *Innovamus* de tregua et pace.
[2]) Luc. III. 14.
[3]) Caus. XXIII. Quaest. 1. Can. IV. (August).
[4]) De Re Militari et Bello. Quaest. II. Can. 1.

Digitized by Google

II. Haec eadem calamitas Orientem quoque invadit miserrimis suis effectibus et ad gentem nostram Ecclesiamque, et ad universam in Oriente Rem Catholicam teterrima exinde damna oriuntur, quibus, ut rem pro veritate dicamus, obnoxium quoque est Providissimum Paternumque nostrum Gubernium, cui gratum habet animum tota Armena Hierarchia, praesertim pro religiosa libertate qua ipsa fruitur.

III. Haec autem calamitosa conditio magis noxia evadere dignoscitur, eo quod sit teterrimus effectus perversorum quorumdam principiorum, quibus justitia et jura gentium conculcantur.

IV. Hinc non amplius justitia sed jus fortioris, aut secretarum molimina societatum, in humanam societatem ubique grassantur.

V. Hinc principia quoque Christianae moralitatis sus deque vertuntur, per illas neotericas perversasque doctrinas, quas nonnullae Ephemerides, factae jam impietatis instrumenta, et secretarum societatum conatus per omnes regiones excitare atque propagare nituntur, et jam praeruptus tantae impietatis torrens nostras quoque plagas invadit.

VI. Speciatim vero idea praecepti Decalogi „Non occides", cujus Custos et Interpres est ipsa Sancta Catholica Ecclesia, propter injusta bella tam vitiata est in mente populi, ut inter bella justa, ac injustas caedes stragemque jam omne discrimen ablatum videatur, neque inter utrumque populus discernere valeat.

VII. Sed quia Christus Dominus noster, cum suam in terra instituit Ecclesiam, illi soli non modo Divinae suae revelationis tradidit depositum, sed et infallibilis magisterii Auctoritatem usque ad consummationem saeculi duraturam, neque per Gentium vel regionum amplitudinem limitandam, ejus Officium et omnibus gentibus et nationibus justitiam ac moralem Evangelii legem praedicare ac docere, et haec inerrabilis magisterii inviolabilis Auctoritas in persona Petri legitimis Ejus Successoribus est concredita.

VIII. Quamvis autem zelantissimi Ecclesiae Ministri vocem suam extollentes, perversa haec principia impugnare Jusque Gentium, ac sacra moralitatis principia propugnare, et bella justa inter ac caedem stragemque discrimina populos edocere pro viribus conentur, attamen inter clamores impietatis vox zelantissimorum Pastorum jam ferme extingui videtur.

IX. Quare Patres hujus Synodi miserrimum hoc spectaculum a longe non sine lacrymis aspicientes et horum principiorum quae omnia delere minantur, quaeque libertatis, nationalitatis, et similium fallacium nominum sub velo abscondita sunt, giganteos Orientem versus impetus conspicientes apprime

Digitized by Google

intellexerunt, quod eo magis aggressiones istae noxiae sunt nobis, quo debilior est conditio nostra.

X. Quapropter haec omnia in hac nationali Synodo contemplantes et in tribunali justitiae perpendentes, Patres Synodales vocem suam ad Cathedram Romanam et Tibi Vicario Domini nostri Jesu Christi, cui concredita est suprema infallibilis magisterii auctoritas, extollunt, et his praesentibus scriptis Synodalibus consilium suae mentis Tibi proponere festinant, et Te Christi Vicarium adprecantur, ut si opportunum Tibi videbitur, gravis haec et valde necessaria quaestio imminenti Oecumenico proponatur Concilio, et Jus Gentium solemniter ibidem proclametur atque tyrannica juris fortioris principia penitus condemnentur, et Divini praecepti „Non occides" vera notio omnibus praedicetur, bellaque injusta vere caedem stragemque constituere denuo confirmetur. Hinc et solemniter justi belli conditiones juxta canonicum Jus, quod ubique proculcatur, ab eodem Oecumenico Concilio infallibili Auctoritate publicentur. Et quia universa haec impietas, quae omnia destruere minatur, necessario exigit, ut in applicatione principiorum Christianae moralitatis, et canonum Ecclesiae, permanens et incessans veritatis oraculum quocumque vocem suam extendere, omniumque conscientiam tutam reddere possit: Quapropter haec ipsa Synodus illud valde necessarium esse reverenter ac humiliter credit, quod Oecumenico Concilio, si ita Tibi videbitur, proponatur, ut apud Sedem Petri permanens supremumque ex omnium Gentium juris peritis compositum Tribunal constituatur, quod in verbo belli examinet et perpendat utrum mutuae societatum relationes cum moralibus Christianae Religionis legibus conveniant; ac nomine Sedis Petri defensor Jurium gentis constituatur, cujus vox juridica ab infallibili Tua Auctoritate, qui Vicarius es Christi, confirmata, canon seu regula publicae constituatur conscientiae; quo fiet etiam ut humana societas ab imminentis ruinae praecipitio erepta, quo perversa praesentis temporis socialia principia trahendo dejicere eam minantur, tandem aliquando quiescat; et Gubernia ab immani illa necessitate liberentur ingentes perpetuo alendi exercitus, qui cum magno sint incitamento socialis corruptionis morum, innumeras quoque aerumnas teterrimosque effectus progignunt, populisque jam intolerabile pondus omnino efficiuntur.

Ego infrascriptus Testor quod per extraordinariam motionem formula, cujus authentica et fidelis traductio praecedit sub titulo „Votum Synodi" lecta fuit Armeno idiomate in Congregatione Generali 75. Diei 20. Octobris anni 1869. Synodi

Digitized by Google

Patriarchalis Armenorum habitae Constantinopoli praedicto anno, cui Synodo omnes Antistites Armeni numero viginti intervenerant, et in forma schematis pro examine ejusdem Patribus Synodalibus fuit per varia exemplaria distributa, et postea in Congregatione Generali 78. Diei 28. ejusdem mensis et anni, facta interpellatione a Promotore Synodi, eadem formula fuit unanimiter ab omnibus Patribus adprobata eamque litteris Synodalibus consignari statutum fuit, prout in verbali Processu, et actibus Notarialibus ejusdem Synodi relatum est.

Datum Romae, ex Aedibus „Ritiro Piatti"
Die 10. Martii 1870.

Antonius Petrus IX.
Patriarcha Ciliciensis.
Jacobus Kafdangian
Notarius Synodi Patriarchalis.

12. POSTULATUM

PRO DOGMATICA DEFINITIONE ASSUMPTIONIS CORPOREAE IN COELUM DEIPARAE.

Eminentissimi atque Excellentissimi Patres!

Postulatum a fere bis centum Patribus Concilii Vaticani, Cardinalibus scilicet, Patriarchis, Archiepiscopis, Episcopis, Nullius Abbatibus, et supremis Sodalitiorum Regularium Moderatoribus, germanis sensus totius Ecclesiae interpretibus, obsignatum incredibili laetitia exultantes Vobis exhibemus. In eo enim ad majorem Dei Filii atque Deiparae gloriam, ad ineffabilem omnium Christifidelium consolationem, Beatam Mariam anima immaculata et corpore virgineo ad dexteram Dei Filii, nostram praestantissimam mediatricem in coelis adstare, a Sacrosancto Concilio Vaticano explicite et solemniter declarari, et definiri perardenter postulatur. Omnes quidem certam habent spem generalia Ecclesiae Catholicae Comitia, quae sub faustis auspiciis Almae Reginae ab omni originali labe immunis tam felicia habuere exordia, Ipsa Patrona, interemptis cunctis haeresibus, ad desideratam usque metam quamprimum et feliciter esse perventura.

Romae die XXIII Februarii A. R. 1870.

Humillimi et Addictissimi
† Joseph Bened. Dusmet. Archiep. Catanien.
† Ludovicus M. Idèo Episc. Liparen.

Digitized by Google

Momenta pro dogmaticae definitionis Assumptionis Corporeae Beatae Mariae Virginis in coelum possibilitate.

I. Pervetustus et constans utriusque Ecclesiae Occidentalis et Orientalis cum docentis tum discentis est sensus circa Corpoream Deiparae Assumptionem. Hoc autem factum, quod scilicet hominis corpus ante extremum judicii diem in coelis vivat, neque sensibus, neque humana auctoritate testificari potest; quamvis enim Scriptura dicat Enoc et Eliam raptos esse in coelum, inferri non potest ad intuitivam Dei visionem admissos esse. Nisi igitur firmissima Ecclesiae fides quoad Corpoream Beatae Mariae Virginis Assumptionem dici velit levis nimis credulitas, quod vel cogitare impium est, procul dubio eam a Traditione divino-apostolica, idest a Revelatione ortum habere firmissime tenendum. Quod gloriosum quidem facinus Divo Evangelistae Joanni, qui post Beatae Virginis dormitionem obiit, revelatum esse potuit.

Insuper Deiparae Virginis anticipata resurrectio et integra glorificatio, cum connexa cum Divina Maternitate et Immaculata Conceptione sint, inter facta dogmatica jure merito accenseri possunt.

Idcirco Assumptio Deiparae Corporea cum Sanctorum Canonizatione, vel Petri Romam adventu comparari nequit; quippe quod istae veritates ad summum ecclesiasticae certitudinis sunt, de quibus tamen dubitari minime potest, quin fides labefactaretur; illa vero definibilis de fide est, quia inter facta dogmatica sensibus non subjecta accensetur, atque traditioni divino-apostolicae consignata est.

Praeterea magni momenti est animadvertere juxta ordinariam Dei oeconomiam animas justorum, quibus nulla supersit peccatorum poena luenda, illico post mortem ad intuitivam Dei visionem admitti: ast non ita esse de corporibus, quae tantum in novissimo judicii die evigilabunt resumptoque spiritu divino intuitu fruentur.

II. Neque locupletissima SS. Patrum testimonia a remota aetate ad duodecimum usque saeculum desiderantur, qui uti testes divinae revelationis hanc veritatem propugnant, atque in nonnullis Sanctarum Scripturarum oraculis etiam insinuari autumant. Antiquiorum vero Patrum silentium, quod ad summum est argumentum negativum, a posteriorum aetatum Patribus abunde compensatur.

III. Nec theologorum suffragia a duodecimo ad nostrum usque aevum desunt, qui pro virili sua parte hanc veritatem propugnant.

Digitized by Google

IV. Pro pia sententia gravissima quoque theologica militant momenta, quae nempe a Divina potissimum Maternitate desumuntur. Si enim Christi caro caro Mariae est, prout ille corruptionem minime vidit, ita et ista. Immaculata insuper Conceptio huc etiam potissimum spectat. Si enim a labe peccati fuit immunis, ita etiam ab ejusdem peccati poena, ideoque a corruptione carnis immunis esse debuit. Multis denique aliis omissis argumentis, cum SS. Virgo Angelorum sit Regina, incongruum esset Angelicos Spiritus in propria natura perfecta Divina Visione frui, eorum autem Reginam ad novissimum usque judicii diem integram expectare Dei visionem.

Momenta pro invocatae definitionis opportunitate.

I. Revelatas solemniter manifestare veritates peropportunum semper est. Ait enim Christus: *quod dico vobis in tenebris praedicate super tecta.* Et sane aliquam implicite revelatam veritatem aperte praedicare est semper recens victoria, fideique imperii extensio adversus rationalismum hac nostra aetate tam impie grassantem.

II. Tenerrimi hujus promulgatio dogmatis aperta esset Divinitatis D. N. J. C. confessio; tali enim privilegio divinae Maternitatis intuitu Deipara fuit condecorata, adeoque diris devoverentur errores, qui nostro quoque aevo Christi Divinitatem tam sacrilege impetunt.

III. Cumque de Beata Virgine canat Ecclesia: *Cunctas haereses sola interemisti in universo mundo;* dogmatica ejusmodi definitio quin esset haereticis ansa in haeresi insurdescendi, eos in ovile potius Christi per eam reductum iri sperandum.

IV. Suavis haec decretatio esset sensibile argumentum articuli fidei *Credo carnis resurrectionem.* Claro enim hoc facinore Materialismo, nec non Indifferentismo, sanientibus temporum nostrorum plagis, ostracismus daretur. Ecclesia enim exaltans quasi tuba vocem suam lethali depressis sopore clamaret: *Sursum corda.*

V. Lucentissima hac nova aureola cyclus Mariae gloriarum in hac Hierosolyma militante clauderetur.

VI. Cum lex supplicantium sit lex credentium; pastorum et gregum vota hanc solemnem decretationem expostulant; et hac causa fidei meritum augeretur, ex fide enim, quod nunc ex pietate, divinitus teneretur.

VII. Concilium Vaticanum I. sub auspiciis Almae Virginis ab omni labe immunis inchoatum, dum luculentum erga Deiparam pietatis monumentum poneret, ad desideratam usque

Digitized by Google

metam, ipsa patrona, quamprimum et feliciter perventurum certo confidimus.

Quae omnia quidem argumenta fusiori calamo enucleata examinari possunt in opere, cui titulus: De Corporea Deiparae Assumptione, an dogmatico Decreto definiri possit, Disquisitio historico-critico-theologica Aloysii Vaccari Cassinensis etc.

Cum infrascripti Concilii Vaticani Patres juxta perpetuum utriusque Ecclesiae sensum et venerandam traditionem Beatam Mariam Virginem intuitu meritorum Christi Jesu Salvatoris, sicut de peccato per Immaculatam Conceptionem et de concupiscentia per Virginalem Maternitatem, ita de inimica morte singularem triumphum retulisse, per acceleratam ad similitudinem Filii sui Resurrectionem, firmissime teneant: ideo, ut ejus gloria novo splendore augeatur ejusque praesidium ad interimendas haereses hac nostra piaculari aetate grassantes, Eamque et Deum Filium ejus impetentes, magis magisque Ecclesia experiatur, et Christifideles votorum sint tandem compotes; Deiparam anima et corpore coelo adesse viventem solemniter declarari, proclamari atque definiri a Sacrosancta Vaticana Synodo, quam ardentissime expetunt.

Huic postulationi subscripserunt 18 Concilii Patres.

Beatissime Pater!

Quum juxta Apostolicam doctrinam, Rom. V—VIII. I. Cor. XV—24, 26, 54, 57, Heb. II—14, 15, aliisque locis traditam, triplici victoria de Peccato, et de Peccati fructibus, Concupiscentia et Morte, veluti ex partibus integrantibus constituatur ille triumphus, quem de Satana, antiquo Serpente, Christus retulit; quumque Gen. III, 15, Deipara exhibeatur singulariter associata Filio suo in hoc triumpho; accedente unanimi Sanctorum Patrum suffragio, non dubitamus, quin in praefato oraculo, eadem Beata Virgo triplici illa victoria praesignificetur illustris; adeoque non secus ac de Peccato per Immaculatam Conceptionem, et de Concupiscentia per Virginalem Maternitatem, sic etiam de inimica Morte singularem triumphum relatura, per acceleratam ad similitudinem Filii sui resurrectionem, ibidem praenunciata fuerit. Id quod ex naturali unitate carnis, Christum inter ejusque Matrem, illustrationem novam accipit. Optimo igitur jure Christum Jesum ita alloqui Sanctissimam

Digitized by Google

Matrem suam posse clarissimus Suaresius docet, III part. q. XXXVII, art. 4. „Haec nunc est caro, de qua est caro mea.“ Et nos omnes firmiter affirmare possumus, Corpus Virginis fuisse quodammodo initium humanae salutis, quia ex illius sanguine corpus Christi sumptum est, quod fuit nostrae salutis pretium; ideoque inconcussa fide tenendum, idem Virginis Corpus singulari modo redemptionem participasse, seu anticipatam gloriam et immortalitatem consequutum fuisse.

Insuper de hac Immaculatae Virginis Resurrectione et in coelos Assumptione, uti ex concordi majorum consensu, et constanti, publico, solemnique cultu clare evincitur, antiqua est utriusque Ecclesiae traditio; ad quam servandam rei manifesta cohaerentia cum aliis Beatae Virginis praerogativis, carentia reliquiarum, sepulchrumque corpore virgineo vacuum conspirabant. Quod si aliquando nonnullis haesitatio quaedam fuit, occasione, ut videtur, Decreti Gelasiani, de Libris Apocryphis, ea tamen non obstante, antiqua et venerabilis sententia talem nacta est a pluribus saeculis consensum, ut a Theologis communiter habeatur pro certa et definibili de fide, de qua dubitare viro catholico nefas sit: immo non desunt graves auctores, qui eam ut jam de fide habeant. Satis heic erit in memoriam revocare Benedicti XIV. verba, qui postquam pro virili sua parte de pia sententia disseruerit, addit, De canoniz. Sanct. lib. I. cap. XLII. n. 15. De eodem scilicet festo loquitur sanctus Bernardus, ep. 174. ad Can. Lugd. num. 3. Tom. II. opp. „Accepi sane ab Ecclesia illum diem cum summa veneratione recolendum, quod coelis intulit celeberrima festa gaudiorum. Gregorii praeterea Turonensis, Andreae Hierosolymitani, Gregorii Magni pontificis, Ildephonsi Toletani Episcopi, Joannis Damasceni, Bernardi Abb. assertiones praeclare ostendunt Beatissimam Virginem placida morte terris ereptam in coelos statim assumptam fuisse. Piae ac religiosae sententiae de assumpto in coelos Virginis corpore rationes etiam theologicae suffragantur petitae ex dignitate matris Dei, ab excellenti virginitate, ab insigni super omnes homines et angelos sanctitate, ex intima cum Christo filio conjunctione et consensione, ex filii in matrem dignissimam affectu; denique, quod caput est, si ecclesia non modo assumptam in coelum Virginem celebrat, sed etiam homilias sanctorum Joannis Damasceni et Bernardi legendas fidelibus tradit, quae cum corpore simul et anima assumptam disertissimis verbis affirmant, de ejus auctoritate et suffragio neutiquam dubitandum esse videtur.“

Exinde plane constat hoc privilegium, quod in systemate Mariano conspicua pars est, quodque tantopere cum aliis

Digitized by Google

doctrinis revelatis cohaeret, Apostolos, ipsumque Joannem latere non potuisse, proindeque ex Apostolica traditione Ecclesiae innotuisse.

Ex his, aliisque gravibus momentis, quae ab antiquis sexcentisque rerum ecclesiasticarum scriptoribus passim afferuntur, hanc piam vetustamque sententiam omni firmitate muniri, atque de fide definibilem esse novimus.

Quapropter, Beatissime Pater, qui a paucis abhinc annis, Tuum infallibile oraculum, longo jam populorum desiderio expectatum, effusaque gentium deprecatione expetitum, maximo episcoporum et Christifidelium plausu exceptum, Dogmaticam nempe definitionem de Immaculato primo Deiparae Conceptu emisisti; a Te Nos et christianae plebes sollicitudini nostrae commissae quam vehementer expostulamus, ut Ecclesia, omnia Deiparae ornamenta et triumphos in unum congerens, illam anima simul et corpore coelorum sedibus fuisse receptam definiat.

Neque enim hoc gloriosum facinus immerito postulatur; quippe sicut virgineo pede antiqui serpentis caput Beata Virgo contrivit, ita solemni hac nova gloriae suae manifestatione Christi Filii sui, suosque hostes in hac piaculari aetate grassantes invicte conteret. Si Illa quidem ad nos misericordes oculos convertat, immanes, qui debacchantur errores, rationalismum praesertim et materialismum, ceu tumentes aequoris fluctus confringendos, vitiaque nefanda, quae veluti Noëmi aevo terram undique polluunt, exulatura fore confidimus. Quin immo ipsis catholicae fidei adversariis, praelucente maris stella, ad Petri navigium festinanter remeantibus, unum erit ovile et unus pastor.

Quae cum ita sint, Sanctissime Pater, Sacerdotii culmen et apex, et Ecclesiae catholicae os, Nos Vaticani Concilii a Te indicti Patres ad Tuos pedes, de quibus dictum est: *Quam pulchri pedes evangelizantium pacem, evangelizantium bona,* devote provoluti, Deiparam anima immaculata et virgineo corpore in coelos viventem, supremo Tuo magisterio, in hac Sacrosancta Synodo firmari, proclamari, definiri, enixis precibus postulamus; ideoque chyrographo nostro has supplicationes fidenter obsignamus.

Huic postulationi subscripserunt 113 Concilii Patres.

Cum infrascripti Concilii Vaticani Patres juxta perpetuum utriusque Ecclesiae sensum et venerandam traditionem Beatam

Digitized by Google

Mariam Virginem intuitu meritorum Christi Jesu Salvatoris, sicut de peccato per Immaculatam Conceptionem et de concupiscentia per Virginalem Maternitatem, ita de inimica morte singularem triumphum retulisse, per acceleratam ad similitudinem Filii Sui Resurrectionem, firmissime teneant: ideo, ut ejus gloria novo splendore augeatur ejusque praesidium ad interimendas haereses hac nostra piaculari aetate grassantes, Eamque et Deum Filium ejus impetentes, magis magisque Ecclesia experiatur, et Christifideles votorum sint tandem compotes: Deiparam anima et corpore coelo adesse viventem solemniter declarari, proclamari atque definiri a Sacrosancta Vaticana Synodo, quam ardentissime expetunt.

Huic postulationi subscripserunt 31 Concilii Patres.

Cum infrascripti Concilii Vaticani Patres juxta perpetuum utriusque Ecclesiae sensum et traditionem venerandam Beatam Mariam Virginem intuitu meritorum Christi Jesu Salvatoris, sicut de peccato per Immaculatam Conceptionem, et de concupiscentia per Virginalem Maternitatem, ita et de inimica morte singularem triumphum retulisse per acceleratam ad similitudinem Filii Sui Resurrectionem firmissime teneant: ideo, ut ejus gloria novo splendore augeatur, ejusque praesidium ad interimendas haereses hac nostra piaculari aetate grassantes, Eamque et Deum Filium suum impetentes, magis magisque experiatur, et Christifideles votorum sint tandem compotes; Deiparam anima et corpore coelo adesse viventem solemniter declarari, proclamari, atque definiri a Sacrosancta Vaticana Synodo quam ardentissime expetunt.

Huic postulationi subscripserunt 5 Concilii Patres.

Cum inter ea, quae universalis Ecclesia credenda semper retinuit, ac Christi fideles maxima devotione venerati sunt, sit illud finale privilegium Beatissimae Virginis Matris Dei Mariae, ex quo creditur, quod, sicut a Deo, qui Eidem fecit magna, custodita fuit a corruptione peccati in ipso suo primo introitu ad vitam, sic et in felici suo exitu, ob reverentiam virgineae carnis, ex qua carnem sumpsit, a corruptione corporis servatam immunem, quin tamen Ecclesia Docens hoc de fide definierit; infrascripti Sacri Vaticani Concilii Patres, ad majorem Dei,

Digitized by Google

Deiparaeque gloriam, ad meritum et firmitatem Fidei, ad fidelium consolationem, devotissime efflagitant, ut de doctrina corporeae Virginis Assumptionis in Coelum in ipso Sacro Concilio pertractetur, ac (quod Deus concedat) si ipsi videbitur, dogmatice declarare ac definire dignetur, Mariam Virginem Sanctissimam corpore et anima, ad similitudinem Filii Sui Salvatoris Nostri, in Coelis gloriose regnare.

Huic postulationi subscripserunt 13 Concilii Patres.

Cum infrascripti Concilii Vaticani Patres juxta perpetuum utriusque Ecclesiae sensum et traditionem venerandam Beatam Mariam Virginem intuitu meritorum Christi Jesu Salvatoris, sicut de peccato per Immaculatam Conceptionem, et de concupiscentia per Virginalem Maternitatem, ita et de inimica morte singularem triumphum retulisse per acceleratam ad similitudinem Filii Sui Resurrectionem firmissime teneant; ideo, ut ejus gloria novo splendore augeatur, ejusque praesidium ad interimendas haereses hac nostra piaculari aetate grassantes, Eamque et Deum Filium ejus impetentes, magis magisque experiatur, et Christifideles votorum sint tandem compotes; Deiparam anima et corpore coelo adesse viventem solemniter declarari, proclamari, atque definiri a Sacrosancta Vaticana Synodo quam ardentissime expetunt.

Huic postulationi subscripserunt duo Concilii Patres.

Cum infrascripti Concilii Vaticani Patres juxta perpetuum utriusque Ecclesiae sensum et traditionem venerandam, Beatam Mariam Virginem, intuitu meritorum Christi Jesu Salvatoris, sicut de peccato per Immaculatam Conceptionem, et de concupiscentia per Virginalem Maternitatem, ita et de inimica morte singularem triumphum retulisse, per acceleratam ad similitudinem Filii Sui Resurrectionem firmissime teneant; ideo ut Ejus gloria novo splendore augeatur, Ejusque praesidium ad interimendas haereses hac nostra piaculari aetate grassantes, magis magisque experiatur, et Christifideles votorum sint tandem compotes; Deiparam anima et corpore coelo adesse viventem solemniter declarari, proclamari atque definiri a Sacrosancta Vaticana Synodo quam ardentissime expetunt. Nos quidem cum omnibus Patribus certam fiduciam habemus, generalia Comitia Catholicae Ecclesiae, quae sub tam faustis

Digitized by Google

auspiciis Almae Mariae Virginis ab omni labe originali immunis tam felicia exordia habuere, Ipsa protegente, interemptis cunctis haeresibus, ad desideratam usque metam quam primum et feliciter fore perventura.

Huic postulationi subscripserunt quinque Concilii Patres.

Cum inter ea, quae universalis Ecclesia credenda semper retinuit, ac Christi fideles maxima devotione venerati sunt, sit illud finale privilegium Beatissimae Virginis Matris Dei Mariae, ex quo creditur, quod, sicut a Deo, qui Eidem fecit magna, custodita fuit a corruptione peccati in ipso suo introitu ad vitam, sic et in felici suo de mundo exitu, ob reverentiam virgineae carnis, ex qua Deus ipse carnem sumpsit, a corruptione corporis servatam immunem, quin tamen Ecclesia Docens hoc de fide definierit; infrascripti Sacri Vaticani Concilii Patres, ad majorem Dei Deiparaeque gloriam, ad meritum et firmitatem fidei, ad fidelium consolationem, devotissime efflagitant, ut de doctrina corporeae Virginis Assumptionis in coelum in dicto Sacro Concilio pertractetur, ac (quod Deus concedat) si ipsi videbitur, dogmatice declarare ac definire dignetur, Mariam Virginem Sanctissimam corpore et anima, ad similitudinem Filii Sui Salvatoris Nostri, in coelis gloriose regnare.

Huic postulationi subscripserunt 7 Concilii Patres.

PROPOSITIO AD CONCILIUM.

Episcopus Giennensis in Hispania petit a Concilio ut tamquam dogma fidei declaretur, vel potius acclametur *Assumptio Beatae Mariae Virginis in Coelum.*

Indicanda ut postea verbo explicentur.

1. Dogma fidei est Conceptio immaculata B. M. V.; dogma fidei oportet esse ejusdem B. M. V. Assumptio.

2. Peccati stipendium mors. Quae non peccavit, poenam peccati non potuit ferre. Decuit in coelum gloriose transire.

3. Sicut praemium immunitatis est glorificatio desumpta ex radice sanctificationis, ita et triumphalis corona debuit esse in B. M. V. Assumptio singulariter gloriosa.

4. Festum quo celebratur Assumptio B. M. V. in coelum solemnis quaedam professio est fidei populi christiani, ideoque

Digitized by Google

acclamatio in Concilio dogmatis Assumptionis B. M. V., nedum augebit pietatem credentium, sed magnam tenerrimamque consolationem universo conturbato praestabit.

Romae die 8. Januarii an. Dom. 1870.

† Antonius Episcopus Giennensis.

13. POSTULATUM
AD USURAM SPECTANS.

Beatissime Pater!

Cum in Sacrosancta Synodo Vaticana non ea tantum, quae ad Fidem tuendam, novosque errores refellendos, sed et quae ad Christianorum mores reformandos spectant, tractari oporteat; Tuae Beatitudini, quae Venerabilibus praefatae Synodi Patribus feliciter praeest, Hydruntinus Archiepiscopus humiliter ac reverenter nonnulla, quae ad morum reformationem pertinere ipsi videntur, exponenda breviter ducit.

Inter innumera vitia, quae in Christiana Republica invaluere, non ultimum locum obtinuisse videtur *Usura,* quamvis et Sacrarum Scripturarum testimoniis prohibita, et innumeris Legibus, Decretis, ac declarationibus fuerit ab Ecclesia semper interdicta. Quibus inhaerens Benedictus XIV. f. r., Apostolicis Litteris *Vix pervenit,* anno 1745 ad Italiae Episcopos datis, fusiori sermone Catholicam Doctrinam explanavit, docens 1. Usuram sive manifeste suam malitiam prodat, sive sub aliorum contractuum pallio suum virus involvat, in mutuo propriam sedem et locum habere. 2. Mutuum autem contractum esse, qui sui natura aequalitatem inter datum et acceptum expostulat, proindeque gratuiti contractus nomine gaudere, nihilque inde, ratione ipsius mutui, posse mutuantem quidem sperare. 3. Eos demum, qui contra egerint, in commutativam justitiam peccare, ideoque ad restitutionem teneri. Qua catholica doctrina unanimiter in scholis, ac universim a doctoribus constanter tradita, Pastores, ac Praedicatores Fidelium mentes, ac praesertim lucris inhiantium imbuere nunquam destiterunt, ut omnes ab Usurae vitio deterrerent; namque sicut usuris pessumdatur mutuatariorum familiaris substantia, sic et mutuantes animae suae detrimentum certo patiuntur, ac plerumque suorum etiam dispendium bonorum.

Cum autem occasione mutui, ut a laudato Summo Pontifice habetur, nonnulli possint extrinsecus tituli occurrere, et

Digitized by Google

contractum comitari, puta *lucrum cessans*, *damnum emergens*, *amittendae sortis periculum* etc.; tunc compensationis ratione sic dictante aliquid, ad justitiae normam, percipi posse supradicti Doctores et Pastores pariter Christianum Populum docentes, negare non sunt ausi, eo quod non vi mutui, sed alio titulo omnino extrinseco aliquid ultra sortem percipiatur.

At pluribus abhinc annis, neminem latet, nonnullos Catholicos Doctores novam quasi sententiam tenuisse, ac docuisse: „Posse, nempe, Civilem Principem ad Reipublicae bonum quam maxime tuendum, ac praecipue ad commercium promovendum, eminentis dominii jure, Mutuatarios taxare ad certum auctarium in Mutuantium commodum, seu praemium, ut dicunt," ita ut, ultra notos titulos extrinsecos lucri cessantis, damni emergentis, et periculi amittendae sortis, novum extrinsecum titulum, scilicet *Principis Legem*, admitti oporteat.

Interim Theologis hinc inde disputantibus de hoc nuper invecto titulo Sacrae Poenitentiariae proposita fuit quaestio: „num cogendus esset ad restitutionem poenitens, qui sine alio extrinseco titulo, occasione mutui auctarium scutorum quatuor in quovis centenario, vi Civilis Legis tantum, perceperat." — „Eminentissimus Poenitentiarius respondit *Dictum Poenitentem non esse inquietandum, dummodo in bona fide esset, et paratus stare judicio Apostolicae Sedis.*" Quae responsio procul dubio non ad normam absolutam et perpetuam exhibendam fuit prolata. Emus Poenitentiarius enim hinc probe sciens quot contra usuram habeantur Decreta et Declarationes, inde vero Catholicorum Doctorum (qui in rebus dubiis stant pro possessionis jure servando, donec evidens dominii titulus ipsi possessioni refragetur) sententiam non audens damnare, pro re nata tantum provisoriam quasi regulam dare voluit, donec a Romano Pontifice supremum latum fuerit judicium.

Posita vera praedicta responsione, quae recentiori Theologorum opinioni videtur favere, non pauci inde, sive sua malitia, sive culpabili inconsideratione, aut infirmitate, occasionem arripiunt aut peccandi, aut in suo peccato permanendi. Praetermisso enim quod aliqui judicant generatim quamlibet usurae quantitatem a Sacra Poenitentiaria tolerari (prout notorius quidam Usurarius, qui non auctarium scutorum quatuor tantum, juxta Legis taxam, sed ultra decem, pro centenario, exigebat, oratori Episcopo, eum ad poenitentiam hortanti, respondit, Summum Pontificem jam prohibuisse hac de re Poenitentes inquietari): generatim qui S. Poenitentiariae provisoriam regulam recte intelligunt, licet coram Confessariis affirment se paratos ad restitutionem, cum hoc ab Apostolica Sede decernatur: facto tamen tum ipsi, tum eorum haeredes, decursu

Digitized by Google

diuturni temporis, quamdiu Ecclesia, vel Summus Pontifex, judicium differat, restitutionis oneri implendo impares passim fiunt.

Quapropter videtur in hac caussa supremum judicium non posse diutius contineri, tum quia non agitur de Ritibus ad Divini Cultus essentiam non spectantibus (quo in casu, salva Fidei ac morum Doctrina, possunt Decreta ad longum etiam tempus differri), sed de commutativa justitia, cujus violatio, si extat, restitutionis onus inducit, cui quam citius debet satisfieri; tum quia tractu temporis, ut paulo ante est expositum, neque mutuantes, neque haeredes, si forte teneantur, restitutioni faciendae invenientur pares.

Quibus breviter expositis, Archiepiscopus orator Sacrosanctum Vaticanum Concilium, seu universam Ecclesiam congregatam humiliter appellans, super expositis supremum judicium expectat; cumque ipsa a Spiritu veritatis regatur, et columna ac firmamentum sit veritatis, nonnisi catholicae veritati congruum judicium expectandum.

Superest, ut Orator Archiepiscopus, genibus provolutus, Beatitudini Tuae pedes deosculando profiteatur, a Te tamquam Petra omnem Ecclesiae praerogativam derivare; cumque in Petri persona tibi olim a Christo dictum fuerit *pro te rogavi ut non deficiat Fides tua*, a Te praecipue supremum judicium sicut in exposita caussa, ita in omnibus, quae ad Fidem spectant, una cum universa Ecclesia praestoletur; et cum ipsa *falli nescium Te* agnoscens ac feliciter praedicans humiliter demum se subscribat.

Hydrunti die 28. Januarii 1870.

† Vincentius Andreas Archiep. Hydruntinus.

Digitized by Google

Digitized by Google

PARS SECUNDA.

DOCUMENTA, QUAE PERTINENT AD DISCIPLINAM.

Digitized by Google

Digitized by Google

SECTIO PRIMA.

SCHEMATA CONSTITUTIONUM,

QUAE PERTINENT AD DISCIPLINAM.

---

1. SCHEMA

DE EPISCOPIS.

CAPUT I.

De officio Episcoporum.

Quoniam quanta est Praepositorum dignitas, tantum ipsis incumbit officiorum onus, serio considerent qui a Spiritu Sancto positi sunt Episcopi regere Ecclesiam Dei, quas curarum et solicitudinis partes hujus quod gerunt formidandi muneris honor imponat. Episcopus enim concrediti sibi gregis utilitatem sic tueri debet, ut quaecumque agit ad eam referat, paratus etiam animam suam ponere pro ovibus suis, et sic omnia cum illo communia conjunctaque habere, ut ipsius salutem lucro sibi apponat, suamque existimet jacturam si quid adversi eidem eveniat, illa Apostoli Gentium dicens „Quis infirmatur et ego non infirmor? quis scandalizatur et ego non uror?“ [1]) Quamobrem omnes Episcopos et locorum Ordinarios, sacri hujus approbatione Concilii, in Domino monemus ac vehementer hortamur, ut divinum de se judicium agnoscentes, et memores gravissimae qua tenentur obligationis vigilent, in omnibus laborent, ac ministerium suum impleant. [2]) Praeprimis autem videant ne tot errorum undique jam exundans colluvies, et vitiorum quae nunc impune dominatur licentia christianam quam regunt plebem in pravum sensum adducat et corrumpat,

---

[1]) II. Corinth. XI. 29.
[2]) Conc. Trid. sess. VI. cap. 1. de Reform.

Digitized by Google

eandemque tum per se, quod praecipuum eorum munus est, tum per animarum rectores et verbi Dei praecones erudiendam diligenter curent in fidei scientia et morum disciplina, quo catholicae Ecclesiae doctrinam integram inviolatamque retineat, et divinae legis praecepta pie et sancte custodiat. Quos autem ex fidelibus sibi commissis a veritatis et mandatorum Dei semita aberrantes repererint, benigne ac patienter admoneant, obsecrent, increpent, nullumque praetermittant officium ut eorum animas Deo lucrifaciant, ovesque devias et perditas boni instar pastoris ad caulam Domini reducant; et si, spretis monitis, hortationibus, et justae etiam ac salutaris coercitionis remediis, in sua pravitate perstiterint, ne tamquam morbidae pecudes contagione noceant, prudenter efficaciterque, quoad ipsis datum est, provideant. Summo quoque studio et cura elaborent ut in Dei ministris, a quibus potissimum vivendi exempla petuntur, morum gravitas, vitae sanctitas, atque doctrina eluceat, ecclesiastica disciplina servetur, et ubi collapsa fuerit, restituatur. Ipsi autem Episcopi ita in omnibus se gerant, ut nullus pateat in eis reprehensioni locus, factique forma gregis ex animo cunctis fide, scientia, et sancta conversatione praeeant.

Dum autem debitum obsequium et obedientiam erga saeculi Potestates populis praedicant, Ecclesiae hujusque Apostolicae Sedis jura, et Episcopalis ministerii libertatem omnes unanimes atque idipsum invicem sentientes, collatis inter se consiliis, conjunctisque studiis et viribus, strenue tueantur, ut bonus communis causae exitus communi sit tutela ac defensione tutior. Nihil vero admittant quod dignitatis suae decorem et gravitatem dedeceat, et Tridentinae Synodi hac de re monita [1]) ob oculos habeant.

Principes demum et magistratus paterne requirimus, ut sacros Ecclesiae Antistites ac ministros, eorumque optimam operam valido suo patrocinio et praesidio tegere ac tueri studeant, quo ab omnibus ecclesiasticae auctoritati et dignitati debitus exhibeatur honor, observantia, et obedientia; scientes, Episcopos cum Ecclesiae causam, tum eorum regni agere et salutis, ut provinciarum suarum quieto jure potiantur, [2]) ab iisque pro pastorali munere illorum potissimum hominum improbitatem esse cohibendam, et coercendam audaciam, qui mentes pervertere, moresque corrumpere nefarie commoliuntur.

---

[1]) Sess. XXV. cap. 17. de Reform.
[2]) S. Leo M. Ep. 43 alias 34. ad Theodosium Augustum.

Digitized by Google

CAPUT II.

De Residentia.

Sed quia suo munere, uti par est, fungi Episcopi nequeunt nisi in Dioecesi commorentur, residentiae legem in sacris Canonibus saepissime inculcatam eos servare necesse est. Itaque omnes patriarchalibus, primatialibus, metropolitanis et cathedralibus Ecclesiis quibuscumque, quocumque nomine et titulo, praefecti, etiam si S. R. E. Cardinales sint, meminerint se obligari ad personalem in sua Ecclesia vel Dioecesi residentiam, ubi injuncto sibi officio defungi teneantur. Si quis vero, praeterquam causa visitationis sacrorum Liminum, vel Synodorum Provincialium, ultra duos, vel ad summum tres intra annum menses, sive continuos, sive interruptos, absque expressa hujus Sedis Apostolicae, vel sui Patriarchae quoad Episcopos ritus orientalis, licentia, etiam ex causis alias a jure admissis, a sua Dioecesi abfuerit, sacro hoc approbante Concilio, volumus et declaramus, eum, praeter mortalis peccati reatum, quem incurrit, pro rata temporis absentiae reditus mensae Episcopalis, vel qui in ejus locum suffecti fuerint, suos non facere, nec tuta conscientia, alia etiam declaratione non secuta, illos sibi detinere posse; sed teneri illos fabricae Ecclesiae, aut pauperibus loci erogare, ipsoque cessante, per superiorem ecclesiasticum ad id esse cogendum, prohibita quacumque conventione vel compositione, quibuscumque etiam privilegiis, cuicumque collegio aut fabricae concessis, non obstantibus. Quodsi tribus mensibus ultra concessos absens fuerit, Metropolitanus Suffraganeum Episcopum absentem, Metropolitanum vero absentem Suffraganeus Episcopus antiquior residens huic Sedi Apostolicae denunciare teneatur, quae in ipsos absentes, prout cujusque major aut minor culpa exegerit, animadvertat, atque etiam Ecclesiis ipsis de utilioribus personis provideat, sicut in Domino noverit salubriter expedire. Nostris quoque et hujus Apostolicae Sedis Nuntiis sive Delegatis hoc idem demandamus et injungimus, ubi intra ipsorum Nuntiaturae sive Delegationis fines aliquis Episcopus, seu Superior Praelatus existat qui canonicas leges hac in parte violare dignoscatur. [1]) In iis vero quibus per praesens Decretum derogatum non est, ea quae per sacrosanctam Tridentinam Synodum, [2]) et Praedecessores Nostros, ac praesertim fel. rec. Urbanum VIII [3]) et Benedictum XIV, [4])

[1]) Bened. XIV. Const. *Ad universae* 3. Sept. 1746.
[2]) Sess. XXIII. cap. 1 de Ref.
[3]) Const. *Sancta Synodus* 12. Dec. 1634.
[4]) Cit. Const. *Ad universae.*

Digitized by Google

de Praelatorum residentia sancita fuerunt, rata firmaque esse decernimus atque declaramus.

CAPUT III.

De visitatione Dioecesis.

Nec ad rectum Dioecesis regimen minus necessaria est illius visitatio, qua sacri Pastores sanam et orthodoxam doctrinam inducere, bonos mores tueri, pravos corrigere, ac populum ad religionem, pacem, et innocentiam accendere ex officio tenentur.[1]) Nam nisi singula Dioecesis loca frequenter invisant, et sua vigilantia eorum qui secum laborant industriam alant, omniaque per se videant, ubique audiant, ubique explorent, multa profecto ignorabunt, vel serius, quam oporteat, intelligent, nec malis innascentibus promptam et efficacem poterunt medicinam adhibere.[2]) Quapropter, sacro approbante Concilio, districte monemus Patriarchas, Primates, Metropolitanos, et Episcopos, ut per se ipsos, vel si forsitan fuerint impediti, per Vicarium Generalem, aut alios ecclesiasticos viros a se approbatos, quolibet triennio Dioecesim suam pastorali visitatione perlustrent. Sicubi vero universa Dioecesis propter ejus latitudinem triennii spatio visitari non possit, statuimus, ut major ejus pars infra hoc spatium perlustretur, ita tamen ut totius Dioecesis visitatio quolibet saltem quinquennio omnino compleatur.

Insuper ad hanc legem teneri et obstringi edicimus ac declaramus etiam Praelatos inferiores jurisdictionem quasi Episcopalem cum separato territorio obtinentes; et Episcopo viciniori nullum visitandae eorundem Praelatorum Dioecesis jus relinqui decernimus, quin ulla queat ei consuetudo suffragari. Quod si inferior Praelatus visitationem obire neglexerit, ad eundem viciniorem Episcopum pertinebit id ad notitiam hujus S. Sedis perferre, quae quid consilii capiendum sit in Domino constituet.

In visitatione obeunda Episcopi animo recolentes certissimam illam sententiam formidinis ac terroris plenam, quod supremus Pastor creditarum ovium sanguinem ab ipsis requiret, et excusationem non accipiet, si lupus comedit oves, et pastor nescit, operi, quod instat, agendo unice intenti sint, adeoque omnibus aliis rebus sepositis, singula loca ac personas visitationi obnoxias non festinanter et cursim, sed debita diligentia

---

[1]) Conc. Trid. Sess. 24. cap. 3. de Ref.
[2]) Ben. XIV. Const. *Ubi primum* 3. Decem. 1740.

Digitized by Google

inspiciant et explorent. Caveant tamen ne ulli graves onerosive sint, et ab immodicis superfluisque sumptibus abstineant, memores sanctionum quae tam in Concilio Lugdunensi, [1]) quam in Concilio Tridentino [2]) hac super re constitutae sunt

Quoniam vero legum, etsi optimarum, utilitas nulla est, nisi reipsa accurate impleantur, sacro eodem approbante Concilio, memoratos Antistites hortamur, ut infra annum a peracta visitatione eo modo quem magis opportunum exstimaverint, ac deputatis etiam, quatenus opus fuerit, ecclesiasticis viris qui in singula loca se conferant, quin tamen personae visitationi obnoxiae ullum patiantur dispendium, certiores fiant, an ea quae decreta provisaque sunt executioni plene demandata fuerint.

CAPUT IV.

De obligatione visitandi Sacra Limina Apostolorum et exhibendi relationem status Dioecesis.

Oportet ut sacri Pastores cum eo, cui confirmandi fratres, et universum catholicum gregem pascendi cura a Christo Domino demandata est, firmiori usque vinculo sese conjungant, et ita catholica Ecclesia ex membris quantocumque dissitis per mutuam in uno capite consociationem unum corpus efficiat. Jam vero ad hanc rem assequendam nihil magis conducit, quam si iidem Pastores juxta perantiquam Ecclesiae disciplinam et sacrorum Canonum praescripta Beatissimorum Apostolorum Petri et Pauli sepulcra veneraturi ad almam Urbem accedant seseque Romano Pontifici sistentes de rebus personisque suae Dioecesis relationem exhibeant. Itaque, sacro approbante Concilio, Constitutiones Apostolicas hac de re editas [3]) innovantes, injungimus singulis Patriarchis, Primatibus, Archiepiscopis, ac Praelatis inferioribus jurisdictionem quasi Episcopalem et territorium separatum obtinentibus, ut juxta spatia temporum in iisdem Constitutionibus praefinita obligationem adeundi per se, vel per certum nuncium Apostolorum limina, et exhibendi relationem de statu suarum Ecclesiarum religiose adimplere non praetermittant. Quicumque vero ex praedictis, nullo legitimo impedimento detentus, terminum sibi praestitutum praeterlabi sinat, quin huic obligationi satisfecerit, suspensioni ab usu Pontificalium, et crescente contumacia, aliis etiam poenis ab Apostolica Sede infligendis subjiciatur. Volumus autem, ut primus hujus-

[1]) Conc. Lugd. II. cap. 24. [2]) Loc. cit.
[3]) Sixtus V. Const. *Romanus Pontifex* 20. Dec. 1585. Bened. XIV Const. *Quod sancta* 23. Nov. 1740.

Digitized by Google

modi terminus non amplius a die quo memoratae Constitutiones editae sunt, sed a die promulgationis hujus Decreti pro omnibus indiscriminatim Praelatis incipiat, et in perpetuum deinceps computetur.

Et ne praefatae relationes abundent in superfluis, ac deficiant in necessariis, mandamus insuper iisdem Praelatis, ut in ipsis exarandis Instructioni fel. rec. Benedicti XIII Decessoris Nostri in Concilio Romano anni 1725 editae accurate sese conforment, quam, ut omnibus quae supervenerunt necessitatibus adamussim provisum sit, auctoritate Nostra opportune reformatam in usum eorundem Praesulum evulgandam curabimus.

CAPUT V.

De Conciliis Provincialibus.

Saluberrimo Ecclesiae instituto sancitum est, ut Metropolitani cum suis Suffraganeis statis temporibus Concilium provinciale celebrare teneantur pro moderandis moribus, corrigendis excessibus, controversiis componendis, aliisque ecclesiasticae rei necessitatibus reparandis.[1]) Hanc disciplinam, siquando intermissa erat, non destiterunt Romani Pontifices, Decessores nostri,[2]) nec non Conciliorum Patres[3]) pro data opportunitate innovare, et vehementer inculcare; et Nos ipsi ab initio Pontificatus Nostri ad haec usque tempora nihil potius habuimus, quam ut variarum nationum Antistitibus, prout occasio ferebat, eamdem impense commendaremus. Itaque recolentes animo uberem fructum ex redintegratis alicubi hujusmodi coetibus collectum, hac oecumenica Synodo approbante, statuimus ac mandamus, ut Metropolitani ad normam sacrorum Canonum ac potissimum Tridentini Concilii, per seipsos, seu illis legitime impeditis, vel Sede Archiepiscopali vacante, Coepiscopus antiquior intra biennium a fine praesentis Concilii, ac deinde quolibet saltem quinquennio Synodum in sua provincia cogere non omittat, nisi ob justas et canonicas causas a S. Sede ejusdem termini prorogationem obtinuerit.

Ad Synodum omnes Provinciae Episcopi, et qui de jure vel consuetudine interesse debent, omnino conveniant, iis tantummodo exceptis qui legitimo impedimento ab ejusdem Synodi Patribus recognoscendo detineantur.

---

[1]) Conc. Nic. I. can. 5. Conc. Chalced. can. 19. Conc. Nic. II. can. 6.

[2]) Sixtus V. Const. *Immensa* 22. Januar 1588. Bened. XIII. in Conc. Rom. anni 1725. Tit. 2. Cap. I. et seq. Bened. XIV. Const. *Quamvis* 26. Aug. 1741 et Const. *Singularis* 1. Sept. ejusdem anni.

[3]) Conc. Later. IV. cap. 16. Conc. Later. V. Sess. 10. Conc. Trid. Sess. 24. Cap. 2. de Ref.

Digitized by Google

Episcopi autem, qui nulli Archiepiscopo subjiciuntur, et Abbates vere nullius, item Archiepiscopi Suffraganeis carentes aliquem vicinum Metropolitanum, nisi jam forte elegerint, semel eligant, in cujus Synodo provinciali cum aliis intersint, et quae ibi ordinata fuerint observent ac observari faciant.

Ut vero quae sancita sunt in usum facilius deducantur, et mala quae interim innata fuerint innotescant, veteri Ecclesiae consuetudini inhaerentes, Decretum Concilii Lateranensis IV.[1]) confirmamus et innovamus, quo idoneae de Clero personae, gravitate, prudentia, pietate, ac zelo secundum Deum praestantes in singulis Dioecesibus deputari jubentur, quae simpliciter ac de plano absque ulla jurisdictione sollicite ac circumspecte explorent, an praecedentis Concilii provincialis Decreta religiose serventur, ac simul investigent quae correctione, vel reformatione indigent, eaque fideliter Metropolitanis, et Suffraganeis, aliisque in Concilio subsequenti significent, ut super his provida deliberatione consulatur.

Insuper juxta Decretum Patrum Tridentinorum[2]) mandamus Episcopis omnibus, et aliis, qui de jure vel consuetudine in Synodo provinciali interesse debent, atque enixe praecipimus, ut in ipsa prima Synodo provinciali post exitum praesentis oecumenici Concilii habenda, omnia et singula in eodem definita ac statuta palam recipiant, necnon veram obedientiam Romano Pontifici spondeant et profiteantur, unaque pariter omnes haereses, ac praesertim in hoc Vaticano Concilio damnatas, publice detestentur et anathematizent. Idemque in posterum quicunque in Patriarchas, Primates, Archiepiscopos, et Episcopos promovendi, in prima Synodo provinciali, in qua ipsi interfuerint, omnino observent.

Postquam autem provincialia Concilia dimissa fuerint, Metropolitani omnia eorum acta et decreta S. Sedi transmittant, neque eadem ante publicent, quam de more expensa ac recognita receperint.

CAPUT VI.

De Synodis Dioecesanis.

Veteri pariter sacrorum Canonum sanctione sapienter provisum est, ut Episcopi in suo quisque Dioecesi Synodum indicant.[3]) Ibi enim oportet Concilii provincialis statuta publi-

[1]) Cap. Sicut olim 25. De Accusat.
[2]) Sess. 25. Cap. 2. de Ref.
[3]) Conc. Antioch. anni 341. cap. 20. Conc. Lateran. IV. cap. 6.

Digitized by Google

care,[1]) Examinatores approbandos proponere,[2]) et Judices Synodales juxta ecclesiasticas regulas designare.[3]). Expedit insuper eorum quae alias sancita fuerint quandoque executionem urgere, novas item constitutiones edere, quibus antiquae leges communiantur, novisque obortis malis nova remedia praescribantur, ac denique ea omnia quae ad rectius Dioecesis regimen pertinent, opportuno providere. Quapropter, sacro approbante Concilio, canonicas sanctiones, ac nominatim Concilii Tridentini Decretum de hujusmodi coetibus celebrandis[4]) fideliter ab omnibus servari praecipimus.

Quo tamen commodius huic obligationi satisfieri possit, quolibet saltem triennio dioecesanam Synodum habendam statuimus. Si vero legitimum impedimentum forsan obstiterit, ab Apostolica Sede congrua provisio postuletur.

CAPUT VII.

De Vicario Generali.

Magni momenti in universae Dioecesis negotiis expediendis est Vicarii generalis officium. Quod quidem ut Episcopis vere usui esse possit et auxilio, sacro approbante Concilio, volumus ac decernimus, ut illud ecclesiasticis viris deferatur non minoribus annis triginta, et in jure saltem canonico doctoribus, vel alias quantum fieri poterit idoneis; qui praeterea probitate, prudentia, ac rerum gerendarum peritia commendentur. Expedit etiam ut sacerdotali sint charactere insigniti, quo apud eos quibus vicaria procuratione praesunt cum virtutis ac doctrinae opinione, tum gradus auctoritate valeant. Et quia necesse est ut a fori interni ministerio omnis pellatur suspicio quod ad externi fori possit adhiberi negotia, nec permittendum sit ut a suo munere quispiam abducatur, in quod incumbere totus debet, propterea Episcopi canonicis poenitentiariis, parochis, ceterisque curam animarum habentibus, itemque, obtrectationis vitandae causa, suis fratribus aut nepotibus Vicarii generalis munus non committant. Quibus vero in Dioecesibus plures Vicarii generales deputari solent, hi numerum duorum vel trium non excedant, omnesque in solidum seu aeque principaliter constituantur, ne forte quae ab eorum singulis provisa

---

[1]) Conc. Lateran. IV. l. c.
[2]) Conc. Trid. Sess. 24. Cap. 18. de Ref.
[3]) Cap. Statutum De Rescript. in 6. Conc. Trid. Sess. 25. Cap. 10. de Ref. Ben. XIV. Const. *Quamvis* 26. Aug. 1741.
[4]) Conc. Trid. Sess. 24. Cap. 2. de Ref.

Digitized by Google

gestaque fuerint, viribus careant. Vicariorum autem generalium, quos honorarios vocant, nomen et usus prorsus aboleatur privilegiis et quacumque consuetudine etiam immemorabili non obstantibus.

2. SCHEMA [1])

DE PARVO CATECHISMO.

Pia Mater Ecclesia Sponsi sui Salvatoris nostri Jesu Christi monitis atque exemplis edocta praecipuam semper curam ac sollicitudinem erga pueros impendit, ut lacte coelestis doctrinae enutriti ad omnem pietatis rationem mature informarentur. Hinc sacrosancta Tridentina Synodus nedum Episcopis mandavit, ut pueros fidei rudimenta, et obedientiam erga Deum ac parentes diligenter doceri curarent;[2]) sed illud praeterea sibi faciendum censuit, ut certam aliquam formulam et rationem traderet christiani populi ab ipsis fidei rudimentis instituendi, quam in omnibus Ecclesiis illi sequerentur, quibus legitimi pastoris et doctoris munus esset obeundum.[3]) Id vero cum ab ipsa sancta Synodo perfici non potuerit, ex ejusdem voto[4]) Apostolica haec Sedes ad optatum exitum, Catechismo ad Parochos in lucem edito, feliciter perduxit. Neque hic constitit: sed Tridentinorum Patrum menti cumulatius respondere cupiens, ut unus deinceps idemque modus in docendo et discendo christianam doctrinam ab omnibus teneretur, parvum quoque pro pueris erudiendis Catechismum, a Ven. Card. Bellarmino ipsa jubente exaratum, approbavit, omnibusque Ordinariis, Parochis, aliisque ad quos spectabat enixe commendavit.[5])

Cum autem hac nostra aetate ex ingenti in diversis Provinciis atque etiam Dioecesibus parvorum Catechismorum numero non levia oriri incommoda compertum sit; idcirco Nos, sacro approbante Concilio, ob oculos habitis imprimis praedicto Ven. Card. Bellarmini Catechismo, tum etiam aliis in christiano populo magis pervulgatis Catechismis, novum auctoritate Nostra latina lingua elucubrandum curabimus, quo omnes utantur, sublata in posterum parvorum Catechismorum varietate.

---

[1]) Hunc in modum Schema, quod Concilii Patribus distributum erat, a deputatione pro disciplina reformatum et a Concilii Patribus provisoria votatione approbatum erat.

[2]) Sess. XXIV. Cap. IV. *de Reform.*

[3]) Sess. XXIV. Cap. VII. *De Reform.* Catech. Rom. *in praef.*

[4]) Sess. XXV. Decret. *de Indice librorum, Catechismo etc.*

[5]) Clem. VIII. Brev. *Pastoralis* 15. Julii 1598; Bened. XIV. Constit. *Etsi minime* 7. Febr. 1742.

Digitized by Google

Operam vero dabunt in singulis Provinciis Patriarchae vel Archiepiscopi, collatis prius consiliis cum suis Suffraganeis, deinde vèro cum aliis Archiepiscopis ejusdem regionis et idiomatis, ut illius textus in vulgarem linguam fideliter vertatur.

Integrum autem erit Episcopis, ejusdem parvi Catechismi usu pro prima fidelium institutione absque ullis additamentis jugiter retento, ad eos uberius excolendos et contra errores, qui in suis forsan regionibus grassantur, praemuniendos, ampliores catecheticas conficere institutiones; quas tamen si una cum textu praedicti Catechismi, et non seorsim, edere voluerint, id ita fieri debere mandamus, ut textus ipse a Nobis praescriptus ab hujusmodi institutionibus patenter distinctus appareat.

Denique cum parum sit Catechismi formulas memoriae a fidelibus mandari nisi ad illas pro cujusque captu intelligendas viva voce adducantur, et hac ipsa in re maxime referat, ut una sit tradendae fidei ad omniaque pietatis officia populum christianum erudiendi communis regula atque praescriptio;[1]) hinc omnibus quibus hoc docendi munus impositum est usum memorati Catechismi ad Parochos uti saepe alias Praedecessores Nostri, ita Nos denuo summopere commendamus.

3. SCHEMA

DE VITA ET HONESTATE CLERICORUM.

CAPUT I.

Praecipua semper Romanorum Pontificum Praedecessorum Nostrorum et Conciliorum generalium cura fuit, ut clerici, in sortem Domini vocati, in omnibus seipsos praeberent exemplum bonorum operum. Gravissimo hoc Apostolatus Nostri debito constricti, clericos omnes in Domino monemus, ut ab omnibus declinantes, quae eos dedecent qui divinis sunt ministeriis mancipati, attendentes vero lectioni, exhortationi, doctrinae, forma sint fidelium in verbo, in conversatione, in caritate, in fide, in castitate, quo cunctis afferant venerationem, et populum ad christianae Religionis institutionem fingant atque inflamment. Quapropter, sacro hoc approbante Concilio, canonicas de vita

[1]) Catech. Rom. *in Praef.*

Digitized by Google

et honestate clericorum sanctiones, et saluberrima praesertim Patrum Tridentinorum Decreta[1]) servari districte jubemus.

Mundanis desideriis et deliciis se detineri clerici non sinant, sed serio cogitantes verum altaris ministrum Deo non sibi natum esse,[2]) nec culpa vacare si, messis multa cum sit, laborare detrectent in agro Domini, omnes proprii muneris partes diligentissime impleant. Quum autem forma vestium soleat esse morum indicium,[3]) habitum deferant qui neque luxu neque squalore oculos intuentium offendat, sed juxta Episcopi ordinationem proprio clericorum ordini ac dignitati congruat. Tonsuram quoque clericalem gerant, et capillis simplicem cultum adhibeant. Profana et inania spectacula sibi prohibita esse sciant, ne forte aures et oculi sacris officiis addicti ludicris actionibus sermonibusque distracti contaminentur. Ab intemperantiae vitio, quod carnalem animam reddit et excaecat,[4]) abhorrentes sobrie vivant in hoc saeculo, et sedulo evitare studeant quae a radice superbiae, cupiditatis, et avaritiae procedere dignoscuntur. Diligenter etiam caveant ne bona ecclesiastica, quae res Dei sunt et patrimonium Christi ac pauperum, cum propriis confundantur, eorumve fructus ad consanguineos vel haeredes transeant.[5]) Quae autem de saecularibus curis, maxime vero de vetita clericis negotiatione, per generalia Concilia vel Praedecessores Nostros, praesertim fel. rec. Benedictum XIV.[6]) et Clementem XIII.[7]) alias sancita fuerunt, religiose observent.

CAPUT II.

Clerici, cujusvis ritus et nationis, beneficiati, vel sacris initiati ordinibus, quamvis nullum ecclesiasticum beneficium fuerint assecuti,[8]) meminerint se ad divinum officium integrum quotidie sive in Ecclesia sive privatim recitandum sub gravis culpae reatu teneri. Id reverenter, distincte, ac devote faciant, quo et sibi, et christiano populo coelestis gratiae dona a Deo impetrent, et in divinis laudibus persolvendis angelicis choris digne consocientur.

---

[1]) Sess. XIV. Decr. de Reform. Prooem et cap. 6. et Sess. XXII. cap. 1. de Reform.
[2]) S. Ambros. in Ps. 118.
[3]) S. Bernard. *De consider.* lib. III. cap. 11.
[4]) S. Joan. Chrys. Hom. 45 al. 44 in Joan.
[5]) Conc. Trid. sess. XXV. cap. 1. de Reform.
[6]) Const. *Apostolicae servitutis* 25. Feb. 1741.
[7]) Const. *Cum primum* 17. Sept. 1759.
[8]) Bened. XIV. Const. *Eo quamvis* 4. Maji 1745.

Digitized by Google

Quum munus docendi quae Religionem spectant nonnisi Episcopis a Christo Domino in Apostolorum persona concreditum fuerit, facultatem clerici non assumant sive scientias ecclesiasticas, sive disciplinam catecheticam, sive demum quamlibet aliam Religionis doctrinam tradendi in quibuscumque scholis vel Institutis ab Apostolica Sede immediate non dependentibus, nisi de mandato, vel consensu expresso sui Episcopi: in quocumque autem hujusmodi docendi officio vel gradu sint ipsi constituti, ab Episcopali auctoritate se numquam eximi noverint.

Et quoniam in medio corrupti saeculi facile evenit, ut de mundano pulvere etiam religiosa corda sordescant,[1]) ad ecclesiastici vero ordinis dignitatem et sanctimoniam retinendam ac fovendam pium spiritualium exercitiorum institutum vel maxime conducat; omni studio curent Episcopi ut clerici, praesertim parochi et confessarii, singulis saltem trienniis vel quadrienniis certo dierum spatio in opportunum aliquem locum iisdem peragendis exercitiis secedant, quo exterioribus curis sepositis, ac vehementiori studio aeternarum divinarumque rerum meditationi vacantes, ecclesiasticum spiritum renovare possint. Ita tamen pias ejusmodi secessiones prudenti suo arbitrio Episcopi distribuant, ut cultus divinus et spiritualis fidelium necessitas nullum inde detrimentum patiantur.

Ne vero ii qui per senium aut infirmitatem viribus fracti sacri ministerii laboribus sustinendis impares evaserunt, egestate vel aerumnis premantur, satagant Episcopi in singulis Dioecesibus, vel saltem Provinciis ecclesiasticis, clericorum hospitium erigere, vel alia ratione providere, ut qui Ecclesiae fideliter servierunt, honestam ab ea dignamque sustentationem inveniant.

CAPUT III.

Haec igitur aliaque honestam clericorum vitam spectantia indefessae Venerabilium Fratrum Nostrorum Episcoporum vigilantiae commendantes, eosdem in Domino obsecramus, ut ea qua par est severitate et charitate plenam illam exerceant potestatem, a generali quoque Tridentino Concilio[2]) et Praedecessoribus Nostris ipsis attributam, quam et Nos inviolatam manere volumus et declaramus.

Quodsi clericus, propriae immemor dignitatis, in impudicitiae sordibus immundoque concubinatu versetur, vel mulierem,

[1]) S. Leo M. Serm. 4 de Quadrag.

[2]) Sess. VI. cap. 3. Sess. XIII. cap. 1. Sess. XIV. cap. I. 4. et 6. Sess. XXII. cap. 1. de Reform.

Digitized by Google

de qua possit haberi suspicio, in domo vel extra detinere aut ullam cum ea consuetudinem habere audeat, poenis a sacris Canonibus, et generali praesertim Tridentina Synodo[1]) impositis, etiam sine strepitu et figura judicii, et sola facti veritate inspecta, contra eum procedatur. Ne tamen bono clericorum nomini macula nimis facile aspergatur, ac praecipitis et immaturi arbitrii argui umquam possit Episcopus, atque ut in casu recursus pateat justitia lati judicii; idcirco, sacro approbante Concilio, mandamus, ut extrajudiciales probationes ab Episcopo collectae scripto consignentur documento in Curia Episcopali diligenter et caute asservando; simulque volumus, ut praescriptae a Concilio Tridentino monitiones non omittantur, quas etiam extrajudiciali forma, sive in scriptis sive coram testibus, ita facere liceat, ut tamen de iis documentum in Curia extet.

4. SCHEMA

DE SEDE EPISCOPALI VACANTE.

CAPUT I.

Ecclesiarum vacantium regimini pro Apostolica nostra sollicitudine omni meliori modo prospicere cupientes, sacro approbante Concilio, volumus, ut quae in generali Tridentina Synodo[2]) decreta ac sancita fuerunt diligenter observentur. Unus sit Capituli Vicarius qui saltem in jure canonico sit doctor vel alias quantum fieri poterit idoneus; in quo morum integritas, pietas, sana doctrina, et a qualibet nota, praesertim ecclesiasticae censurae immunitas cum scientiae ac prudentiae laude conspirent. Canonicis autem sanctionibus inhaerentes, omnino prohibemus ne ad Vicarii Capitularis munus deputare liceat qui vacantis Sedis fuerit Patriarcha, Archiepiscopus, vel Episcopus electus, nominatus, seu praesentatus; et si ipse Vicarius certum habuerit nuncium de sua electione, nominatione, seu praesentatione ad praedictam vacantem Ecclesiam, eo ipso ab officio cesset, et Capitulum ad novi Vicarii deputationem deveniat.

Quodsi praescriptae conditiones posthabitae fuerint, minori Capitularium numero, vel alteri cujus interest, ad Metro-

[1]) Sess. XXV. cap. 6 et 14 de Reform.
[2]) Sess. XXIV. cap. 16 de Ref.

Digitized by Google

politanum; si vero Ecclesia Metropolitana vacans fuerit, vel de ipso Capitulo Metropolitano agatur, ad antiquiorem Provinciae Episcopum in devolutivo provocare liceat; ad propinquiorem vero Episcopum recursus instituetur, si Ecclesia exempta fuerit. Et is ad quem provocatum erit, agnita recursus justitia, Vicarium pro ea vice deputabit.

In Vicario autem constituendo nullam sibi jurisdictionis partem Capitulum retinere quomodocumque possit. Legitime electus e reditibus mensae vacantis, ubi aliter provisum non fuerit, partem congruam percipiat; diebus et horis quibus ipse ratione sui muneris impeditur, a chori servitio sit exemptus, et distributionibus gaudeat, iis tamen amissis quae inter praesentes dicuntur.

Sede vero per Episcopi captivitatem vel relegationem aut exilium impedita, illius regimen penes Episcopi Vicarium, vel quemlibet alium virum ecclesiasticum ab Episcopo delegatum remaneat, donec aliter ab hac Sede Apostolica provideatur. Iis autem deficientibus vel impeditis, Capitulares Vicarium constituent, totiusque rei eventum quamprimum ad ejusdem S. Sedis notitiam deferent, recepturi humiliter, et efficaciter impleturi quod per ipsam contigerit ordinari.

CAPUT II.

Cum experientia doceat, quosdam Vicarii munus adeptos ambitiosa sollicitudine multa properanter disponere, futuri Episcopi consilia ac regimen praeoccupantes, quandoque etiam hujus Apostolicae Sedis jura invadentes, Nos, sacro approbante Concilio, Vicarii Capitularis facultates intra sacrorum Canonum limites omnino contineri jubemus. Quapropter invectam quibusdam in locis consuetudinem ut liberae collationis beneficia a Vicario conferantur, tolerandam haud esse declaramus. Quod si beneficia hujusmodi animarum curam adnexam habeant, Vicarii erit, deputato statim Oeconomo, concursum indicere, et illius acta ad hanc Apostolicam Sedem transmittere, ad quam collatio seu provisio pertinet, nisi aliter ab eadem pro locorum, temporum, ac personarum adjunctis provisum fuerit.

In dimissoriis ad ordines a Vicario post annum vacationis concedendis, Capituli semper consensus per secreta suffragia requiratur et accedat: iis vero qui a proprio Episcopo rejecti fuerint numquam concedantur.

Alienum clericum clero Dioecesis adscribere, pel proprium ex eo dimittere Vicarius nequeat, nisi ab hac Sede Apostolica facultatem obtinuerit.

Digitized by Google

CAPUT III.

Ne quibusdam in locis, in regionibus praesertim ab Europa longe dissitis, incertum ac neglectum animarum regimen maneat, quia, e vivis sublato Antistite vel Vicario Apostolico, propter peculiares Dioecesis vel Vicariatus Apostolici circumstantias non est qui gregem Christi gubernet, Praedecessorum Nostrorum, praesertim fel. me. Benedicti XIV[1]) vestigiis inhaerentes, sacro hoc approbante Concilio, haec edicimus ac declaramus.

Attendentes imprimis in remotis ejusmodi regionibus aliquos Archiepiscopos et Episcopos locorum Ordinarios et residentiales Capitulum Canonicorum habere, alios vero eo esse destitutos, mandamus ut, eveniente cujuslibet Antistitis obitu, statim procedatur ad electionem Vicarii Capitularis juxta morem, usum, et consuetudinem hactenus legitime servatam; nimirum ubi Capitulum existit, vel a Canonicis duntaxat, si ita in more jam sit positum, vel a Canonicis una cum aliis ecclesiasticis viris, quos in casibus hujusmodi semper intervenisse et suffragium suum in ea electione tulisse constat. Ubi autem Capitulum Canonicorum non habetur, ibi parochi, sive soli, sive cum aliis ecclesiasticis viris juxta modum itidem, usum, et consuetudinem de praeterito servatam, ad Vicarii Capitularis electionem habendam accedant. In ceteris omnibus autem servari mandamus Tridentini Concilii de Vicarii Capitularis electione constitutiones.

In iis vero locis, in quibus Antistites Ordinarii eorundem locorum residentiales neque Capitulum Canonicorum, neque parochos in suis civitatibus et Dioecesibus habent, sed duntaxat sacerdotes aliquot et missionarios per terras et oppida dispersos, ita ut, Antistite decedente, una simul convenire haud valeant, Vicarius generalis jam a defuncto Antistite constitutus, licet Doctoris gradu in jure canonico auctus non sit, ipso facto intelligatur et habeatur tamquam Vicarius Capitularis cum omnibus facultatibus de jure ad ejusmodi munus spectantibus, illudque exerceat quousque novus Antistes ab Apostolica hac Sede designatus illuc advenerit, ac susceperit, vel aliter ab eadem fuerit ordinatum.

Omnibus autem Vicariis Apostolicis, sive titulo et dignitate Episcopali praeditis, sive sacerdotali tantum charactere insignitis, sed neque coadjutorem cum futura successione neque Vicarium generalem habentibus, praecipimus, ut unusquisque

---

[1]) Breve Benedicti XIV. *Ex sublimi* 26. Januarii 1753, et *Quam ex sublimi* 8. Augusti 1755.

Digitized by Google

eorum teneatur deputare Vicarium ex clero sive saeculari sive regulari, habilem tamen atque idoneum. Is vero post Vicarii Apostolici obitum tamquam hujus S. Sedis delegatus assumet regimen Vicariatus, et in ejusmodi munere permanebit, donec novus Apostolicus Vicarius ab eadem S. Sede designatus ipsius Vicariatus possessionem et regimen adierit, vel usque ad quamcumque aliam ab ipsa ineundam ordinationem; idemque pariter alterum statim deputabit ecclesiasticum virum, qui ei, si forte interim obierit, in munere succedere debeat. Volumus autem pro-Vicarios hujusmodi, cum Vicariatus regimen susceperint, non solum iis omnibus et singulis uti posse facultatibus, quae cujusvis Ecclesiae Cathedralis Vicario Capitulari de jure competere dignoscuntur, verum etiam iisdem frui facultatibus, quibus defunctus Vicarius Apostolicus pollebat, iis dumtaxat exceptis quae requirunt characterem Episcopalem, vel non sine Sacrorum Oleorum usu exercentur; eidem tamen potestatem facimus ut, quandocumque necessitas urgeat, possit consecrare calices, patenas, et altaria portatilia, cum Sacris Oleis ab Episcopo benedictis.

In Ecclesiis ritus Orientalis, iis exceptis quae habent Capitulum legitime institutum quod jure pollet eligendi Vicarium Capitularem, defuncti Episcopi Vicarius regimen vacantis Dioecesis eo ipso assumat, donec certiore quamprimum facto Metropolitano vel Patriarcha ejusdem vacantis Ecclesiae gubernio rite consulatur usque ad novi Episcopi electionem.

5. SCHEMA

DE ONERIBUS MISSAE.

Etsi fel. rec. Urbanus VIII. et Innocentius XII. Praedecessores Nostri plura Decreta de celebratione Missarum religiose curanda ediderint,[1]) tamen lamentari cogimur, optima ab iisdem suscepta consilia ad speratum exitum generatim haud fuisse perducta, atque idcirco pia Missarum onera, magno cum divini cultus detrimento, suffragiorum imminutione, et fidelium scandalo, non ea qua par est fide ac diligentia ubique adimpleri. Cum igitur quae charitati justitiaeque consentanea sunt inviolata tueri et custodire maximae Nobis curae esse debeat, Episcopis, locorum Ordinariis, aliisque Praelatis, etiam Regu-

[1]) Vid. Const. Urbani VIII. *Cum saepe* 21. Junii 1625. et Innocentii XII. *Nuper* 23. Decembris 1697.

Digitized by Google

laribus, sacro hoc approbante Concilio, imprimis mandamus, ut Decreta eadem, et singula in eis contenta, quae rata firmaque manere debere declaramus, a personis et in Ecclesiis sibi subjectis omnino servari faciant. Et quo aptius imposito sibi hoc munere defungi valeant, decernimus, ut de simplicibus Beneficiis, Capellaniis, Legatis piis, Missarumque oneribus iisdem inhaerentibus, fundis assignatis, reditibus, administratione descriptionem, sicubi deest, diligenter conficiendam curent, quae ordine disposita in Curiae tabulario adservetur; eosdemque praeterea hortamur, ut idoneos aliquos ecclesiasticos viros sibi adsciscant, quorum opera praefatorum Decretorum executioni jugiter provideant.

Quod si comperiatur in aliqua Ecclesia tam magnum Missarum celebrandarum numerum ex variis defunctorum relictis impositum esse, ut illis pro singulis diebus a testatoribus praescriptis nequeat satisfieri, vel eleemosynam hujusmodi pro illis celebrandis adeo tenuem esse, ut non facile inveniatur qui velit huic se muneri subjicere, permittimus ut Episcopi in prima Synodo dioecesana post hanc oecumenicam habenda, itemque Abbates et Generales Ordinum in suis Capitulis generalibus proxime pariter post eandem oecumenicam Synodum celebrandis possint iisdem uti facultatibus quas Tridentinum Concilium [1]) in similibus rerum adjunctis eis attribuit: contrariis non obstantibus quibuscumque.

Et cum maxime intersit ut non recipiantur eleemosynae manuales et quotidianae pro missis quae intra praescriptum aut modicum tempus nequeant celebrari, propterea Episcopi aliique Praelati, juxta ordinationem hac de re in iisdem Decretis expressam, sedulo advigilent ut Superiores, Rectores, et Ministri Ecclesiarum praeter librum in quo onera perpetua et temporaria describuntur, alterum librum in sacrario retineant, in quo Missas manuales, earumque eleemosynas et implementum accurate ac distincte adnotare teneantur; et ab iisdem de praedictis omnibus rationem quolibet anno exigere non omittant.

Sed quia non solum de fideli onerum Missarum implemento solliciti esse debemus, verum in illud etiam studia Nostra convertenda sunt, ut quidquid sacrosancti sacrificii quod in Missa offertur dignitatem dedeceat e medio tollatur, hinc abusum quibusdam in locis invectum Missarum eleemosynas quadam negotiationis specie conquirendi prorsus reprobamus atque interdicimus. Ordinarii autem locorum, ubicumque opus fuerit, poenis etiam propositis, hujusmodi eleemosynarum collectoribus

[1]) Sess. XXV. cap. 4. de Reform.

Digitized by Google

mandent ut a similibus in posterum abstineant. Omnem praeterea dabunt operam ut quae tum a Concilio Tridentino in Decreto de observandis et evitandis in celebratione Missae,[1]) tum a rec. me. Benedicto XIV. Praedecessore Nostro Constitutione cui initium *Quanta cura*[2]) sancita sunt suum debitum consequantur effectum, neque ullius fraude, malitia, cupiditate impediantur.

Parem denique curam adhibeant ut aliae quaecumque piae dispositiones tam in ultima voluntate quam inter vivos juxta sacrorum Canonum[3]) et Concilii Tridentini[4]) praescriptiones sartae tectaeque perpetuo sint ac fideliter impleantur.

6. SCHEMA

DE TITULIS ORDINATIONIS.

Quia bonis suis temporalibus Ecclesia multis in locis misere spoliata existit, unde fit ut beneficia pro titulo sacrae Ordinationis plerumque deficiant, et saepe etiam alius deest sacris Canonibus probatus titulus, quo caveatur ne qui divino ministerio adscripti sunt cum ordinis dedecore mendicare aut sordidum aliquem quaestum exercere cogantur; idcirco ecclesiasticas hac super re sanctiones temperare, et ad praesentes rerum ac temporum circumstantias accommodare necesse ducimus. Itaque, sacro approbante Concilio, decernimus, ut in quibus Dioecesibus neque sufficiens beneficiorum aut pensionum ecclesiasticarum numerus est, neque patrimonii titulus servatis sacrorum Canonum praescriptionibus constitui potest, liceat Episcopis eos quos pro necessitate vel commoditate Ecclesiarum suarum assumendos judicaverint, ordinare titulo patrimonii prudenti ipsorum judicio congrui, et majori qua fieri potest securitate constituendi; et si nec ita patrimonium haberi possit, eosdem Episcopi ordinent titulo servitii suae Dioecesis seu Ecclesiae, et de ecclesiastico officio provideant, quo decenter sustentari valeant. Curent autem Episcopi sive per oblationes fidelium, quorum erga Ecclesiam pietas eum in finem excitanda erit, sive per alia pro locorum opportunitate comparanda subsidia id efficere, ut et is habeatur sacrorum ministrorum numerus quem Dei cultus ac fidelium cura postulat, et eorum qui indigent inopia sublevari queat.

---

[1]) Sess. XXII. [2]) 20. Junii 1741.

[3]) Cap. *Nos quidem* De testam. Cap. *Si haeredes* et Cap. *Tua Nobis* eod. tit.

[4]) Sess. XXII. cap. 8 et 9. de Reform.

Digitized by Google

SECTIO SECUNDA.

POSTULATA, QUAE PERTINENT AD DISCIPLINAM.

---

1. POSTULATA

COMPLURIUM GALLIAE EPISCOPORUM.

Eminentissime Praeses!

Episcopi qui praesentes litteras subscripserunt, Eminentiae Vestrae, et, per illam, Patribus ad examinanda postulata deputatis, offerunt et commendatum cupiunt scriptum, praesentibus litteris annexum, cui titulus: „*Postulata a pluribus Galliarum Episcopis SS. DD. NN. PIO PAPAE IX. et Sacrosancto Concilio Vaticano reverenter proposita.*“

Haec postulata, seu potius vota, eo fine a nobis simpliciter offeruntur, ut prudenti Vestro Patrumque deputatorum judicio perpendantur, et ex illis depromi possit, et Sacrosancto Concilio submitti, quidquid melius, opportunius et utilius visum fuerit, ad Dei gloriam, Cleri sanctificationem, animarum salutem, Ecclesiaeque utilitatem procurandam.

Quapropter, licet ea multis certe Episcopis placere noverimus, a paucis tantum nihilominus duximus subscribenda; tum ne importunius agere videremur, tum ut liberius examinari possent, quae non petentium multitudine urgerentur, sed sola rerum petitarum gravitate, aequitate et utilitate commendarentur.

Digitized by Google

Nonnulla ex his petitis jam vel a Summo Pontifice concessa fuere, vel in recenti Schemate, nobis distributo, reperiuntur proposita. Ea tamen in nostro libello reliquimus, quia jam tunc ille confectus erat; et haec caeterum duorum vel trium postulatorum superfluitas Vos minime gravare potest.

Spe freti quod aliqua utilitas ex his nostris petitionibus et votis Sanctae Ecclesiae accedet, nosmet profitemur, Reverendissime Praeses

Eminentiae Vestrae, item et Venerabilium
Patrum deputatorum

Obsequentissimos atque addictissimos famulos et in Christo fratres.

Huic postulationi subscripserunt 11 Concilii Patres.

De Seminariis clericorum ubique instituendis.

Instituantur in omnibus dioecesibus majora Seminaria, a minoribus prorsus distincta, in quibus omnes ordinandi teneantur habitare et communiter vivere, per quatuor, aut tres saltem annos, studiisque ecclesiasticis et exercitiis spiritualibus, sub sancto piorum et doctorum sacerdotum regimine, operam dare.

Si quae vero dioeceses non possent statim proprium sibi seminarium constituere, ordinandi harum dioeceseon collocentur interim in aliorum Episcoporum seminariis, ut sic deinceps nemo ad sacerdotium promoveatur, quin et diu riteque probatus, et competenti scientia instructus, et ad virtutes, mores, ingeniumque status clericalis per sanctam disciplinam et competentem institutionem fuerit efformatus.

Ut autem Clericorum educatio in seminariis, tum majoribus tum minoribus, perfectior et accuratior esse posset, valde utile videretur speciales aliquas scholas institui, in quibus et ars docendi, et ars altior et difficilior virtutes clericales in juvenibus efformandi addisceretur.

De promovendo in Seminariis sacrarum linguarum studio.

Revelationis divinae adversarii nihil intentatum relinquunt ut sacrorum librorum auctoritatem convellant, et ad hunc pessimum finem assequendum, multas objectiones depromere ma-

Digitized by Google

ligne student ex primigeniis bibliorum idiomatibus, praesertim ex hebraïca lingua, aliisque linguis semiticis. Valde igitur optandum est, imo prorsus necessarium, ut apud catholicos non torpescat harum linguarum studium. Quapropter, in omnibus clericorum seminariis, tradenda esset, saltem peritioribus alumnis, hebraïcae linguae sufficiens notitia, ut facile possent, privatis postea studiis, ad pleniorem hujus linguae scientiam usumque pervenire. Turpe siquidem foret Ecclesiam catholicam, quae vera est sacrorum librorum custos et interpres, studio linguarum in quibus primitive scripti sunt illi libri, minorem zelum ac protestantes et incredulos impendere.

Quoad linguam graecam, in qua et plures quoque libri sacri scripti fuerunt, et tot supersunt traditionis catholicae eximia monumenta, quis non doleat ejus studium ita in majoribus seminariis praetermitti, ut hujus linguae notitia prorsus in iis ipsis juvenibus obliteretur, qui ei addiscendae plures annos in minoribus seminariis insumpserant. Praescribendum igitur omnino esset ut linguae graecae studium in majoribus etiam seminariis continuari deberet.

De superioribus studiis ecclesiasticis restaurandis.

Evidentissimum est elementa scientiae, sive sacrae, sive profanae, qualiter in seminariis, tum minoribus, tum majoribus tradi solent, necessaria quidem esse, et quasi ulterioris doctrinae fundamenta, nequaquam tamen sufficere, nec ad expositionem, nec ad defensionem dogmatum christianorum, prout id nostrae aetatis necessitates postularent.

Valde igitur optandum esset quosdam nunc, sicut olim, in cujusque Ecclesiae Clero viros inveniri, qui specialius et plenius superioribus studiis incumberent. Cum autem hoc communiter nec facile, nec sufficienter praestari possit absque publicis quibusdam institutionibus, — quales extant, verbi gratia, in Urbe Roma, apud Belgas, et alibi, — utilissimum videretur Episcopos, communicatis consiliis et conatibus, curare et allaborare ut, praeter seminaria, ubique servanda et in meliorem statum adducenda, instituerentur etiam, prout leges moresque cujusque gentis sinerent, vel magna Collegia, vel Universitates, in quibus eminentior scientia coli tradique posset.

De academicis gradibus.

Gradus academici certe ad eminentioris scientiae zelum in Clero fovendum aptissimi sunt. Ut vero finis ille obtineri possit, necesse foret gradus praefatos nemini unquam, nisi post

Digitized by Google

maxime serias probationes, ullibi conferri. Quapropter, pro singulis gradibus, determinari deberent quaedam quaestionum programmata, in quibus materies examinis, copiosior et difficilior prout gradus altiores sunt, exigeretur. Sed, quia parum statuta prosunt, si non serventur, stricte simul examinatoribus imponenda esset obligatio neminem, sub ullo quovis praetextu, ad honorem graduum unquam admittendi, nisi cujus scientia longis severisque probationibus vere constitisset. Non deberent gradus superiores obtineri per saltum, omissis probationibus ad gradus inferiores requiri solitis. Utilissime etiam renovarentur plures canones qui in Decretalibus continentur, sub titulo: *De Magistris, et ne aliquid exigatur pro licentia docendi.*

Cum vero Universitates nunc paucissimae sint, concedere dignetur S. Pontifex ut gradus theologici in nonnullis majoribus seminariis conferri possint.

Juniores sacerdotes, per aliquot annos, circa sacram scientiam examinandi.

Ut juniores sacerdotes peritiores in sacris studiis fiant, simulque otiositatis periculo subtrahantur, quotannis, per sex vel septem annos a tempore ordinationis suae computandos, teneantur coram Episcopo, vel ab eo designatis examinatoribus, respondere circa quaestiones ad sacras scientias spectantes, et in programmate ad hoc publicato propositas. Ita vero instituatur programma istud, ut contineat, per sex vel septem annorum spatium distributas, materias omnes quae solent in seminariis explicari.

De collationibus ecclesiasticis inter sacerdotes instituendis et frequentandis.

Instituantur in omnibus dioecesibus collationes ecclesiasticae, sexies vel septies saltem in anno habendae, quas ejusdem districtus presbyteri frequentare omnes debeant, et in quibus, juxta programma ab Episcopo propositum, tractentur, tum scriptis, tum oraliter, quaestiones illae quae ad partes sacrarum scientiarum maxime clero necessarias pertinere videbuntur.

De exercitiis spiritualibus a Clero saeculari quotannis habendis.

Omnes ubique Episcopi curare debeant ut exercitia spiritualia, quotannis, per aliquot dies a Clero saeculari habeantur;

Digitized by Google

idque, quantum fieri poterit, communiter, sive in seminarii majoris aedibus, sive in quovis alio loco qui ad hunc finem aptior videbitur.

In exercitiis spiritualibus presbyterorum facultates latissimae confessariis concedendae.

Facultates latissimae, tum quoad casus reservatos, tum quoad censuras et irregularitates, impertiendae essent, non per indultum, sed per modum concessionis generalis et perpetuae, confessariis ab Episcopis specialiter designatis ad audiendas confessiones sacerdotum spiritualibus exercitiis in communi vacantium. Hanc gratiam, in Concilio Vaticano, a benignitate S. Pontificis concedi reverenter postulatur.

De vita communi in Clero saeculari fovenda.

Cum nihil sit in ecclesiastica disciplina et spiritui Ecclesiae, et antiquis canonibus, et exemplis sanctorum patrum magis consonum, quam *Vita communis Clericorum*, ex qua maximae certe multiplicesque profluere noscuntur utilitates, tum pro morum integritate tutius servanda, tum pro pietate et scientia uberius excolendis, tum pro sacro ministerio magis concorditer et fructuose exercendo, adhortetur Concilium Episcopos ut, quantum in Domino dabitur, huic sanctae communi clericorum vitae favere omnimodo satagant.

Quapropter: 1° Statuant, — ut in multis dioecesibus jamdiu fit, — quoslibet paroeciarum vicarios cum parochis suis, sub eodem tecto commorari debere, et eidem mensae assidere. 2° Sacerdotum saecularium communitatibus, vel piis quibuslibet sodalitatibus, sub diversis formis ac nominibus institutis vel instituendis, omnem favorem et gratiam praestent. 3° Nihil demum negligant et intentatum relinquant, ut Clerus saecularis a separato illo et solitario vivendi modo, qui nimis amorem proprium sapit, ad cohabitationem, convictum, consociationem, quae caritatem redolent et unioni favent, transferatur.

De mulierum in domibus sacerdotum famulatu.

Sacerdotes a domibus suis vel prorsus famulatum mulierum excludant; vel si aliquam mulierem in famulam haberi necesse fuerit, eligatur quae vitae sit omnino probatissimae, famaeque integerrimae; nec aetate minor quam quadraginta annis, nisi sit ex iis proxime cognatis, quas ab antiquis etiam canonibus cum presbyteris habitare concessum erat.

Digitized by Google

De concursu ad Parochorum electionem.

Concursum ad Parochorum electionem in multis regionibus obsolevisse nemo est qui nesciat. Hoc vero ex multis variisque causis evenit, sed ideo forsan praecipue quia sola fere in eligendis attendebatur scientia, ipsomet probationis exitu comprobata, non autem satis respiciebatur ad pietatem, ad sanctos mores, et ad parochialis regiminis peritiam; unde saepe fiebat ut ad regendas majores parochias promoverentur, qui ne digni quidem fuissent minoribus praefici.

Quamobrem, ubi concursus in usu habetur, necesse foret rem ita componi, ut latissima relinqueretur episcopis libertas, omnibus perspectis et libratis, eos, pro sua prudentia, eligendi, qui non solum docti, sed et ex omni parte magis digni viderentur, posthabitis doctioribus sed minus dignis.

In locis autem ubi, propter peculiares causas, lex concursus non est in usu, difficiliorisque praxis foret, scopus nihilominus legis obtinebitur, si in promovendis parochis magna habeatur ratio scientiae, cujus quisque probationem exhibuerit, tum in seminariis, tum in examinibus clericorum, juniorumque sacerdotum, tum in collationibus ecclesiasticis, tum maxime in obtinendis gradibus academicis baccalaureatus, licentiatus et doctoratus: ita ut, caeteris paribus, vel non multum imparibus, doctior minus docto semper praehabeatur.

Ut vero de scientiae probationibus certius constaret, simulque magis accenderetur studiorum aemulatio, statui posset ut varii meritorum gradus in variis illis probationibus exhibiti non solum in regestis notari, sed etiam vulgari deberent.

De praedicatione verbi divini.

Non pauci, hodie, verbi divini praedicatores, ne multos dixerimus, in magnis praesertim civitatibus, praedicare noscuntur modo magis philosophico, litterario, et naturali, quam vere Christiano; unde illorum conciones, solida doctrina vacuae, et motibus illis ac sancta unctione destitutae, quae ad cordis compunctionem animas excitant, vel nullos omnino, vel modicissimos tantum fructus producunt, et auditores, etiam assiduos, in magna et lugenda ignorantia religionis relinquunt.

Summi igitur pretii esse videretur, si Concilium Vaticanum, Sac. Concilii Tridentini vestigiis inhaerens, decretum speciale ea de re ederet, in quo explicite veras Christianae praedicationis regulas traderet et intimaret, omnes verbi divini praedicatores fortiter commonendo, quatenus Scripturarum divinarum, SS. Patrum et sacrae theologiae studio incumbentes, inde potissimum concionum suarum haurirent materias, et ita

Digitized by Google

verbum divinum annuntiare studerent, ut et ignaros erudire, et peccatores ad poenitentiam convertere et justos in via virtutum promovere efficaciter possent.

Praeciperetur quoque ut, in parochialibus quibusvis ecclesiis, Doctrina christiana, in pronaïs et concionibus, per ordinem, successive, complete et lucide traderetur; ita ut nemo, parochiae suae praedicationum auditor assiduus, Religionis dogmata, praecepta et sacramenta ignorare posset; ad quem etiam finem multum juvabit, si interdum, bis v. g. in anno, praecipuis maxime festivitatibus, quando plebis major adest concursus, tota doctrinae christianae series breviter et clare exponeretur.

De pastorali sollicitudine erga pueros et juvenes; et primo de frequenti et sedula puerorum confessione.

Cum adultorum tanta pars, virilis praecipue sexus, praxim Christianam prorsus negligat, ecclesias parum frequentet, et sancto Cleri influxui se prope totaliter subtrahat, maximi, hac nostra praesertim aetate, momenti esset ut pastoralis cura zelusque sacerdotalis sollicitius, et quovis possibili modo, erga pueros ac juvenes se impenderent. Quamobrem valde optandum videretur, instantiusque postulatur, ut ea de re, tantae utique et tam urgentis necessitatis, parochos omnes ac sacerdotes admonere vellet Concilium, vehementissimeque, tum adhortando, tum etiam praecipiendo, eos ad id faciendum excitaret.

Et primo: cum matura, frequens et sedula confessio efficacissimum sit medium quo pueri averti a vitiis et christianis virtutibus imbui possint, nihilominus vero nemo nesciat puerorum confessionem a permultis parochis valde negligi, commoneantur et jubeantur omnes sacerdotes curam animarum habentes, ut parvulos, statim ac rationis aetatem adepti sunt, confitentes audire incipiant, frequenter eos ad sacrum tribunal accersant, et teneras ipsorum animas, Christi sanguine redemptas, a peccatis absolvere, et ad pietatem virtutesque informare, omni quo poterunt zelo, studeant.

De Catechismis primae communioni praeviis, et de juvenum perseverantia.

Saluberrima praxis pueros ad primam communionem, per aliquot annos, catechismis publicis, et frequentioribus confessionibus praeparandi, uberrimos fructus, ubicumque ille mos receptus est, produxit. Valde igitur optabile videretur, a Con-

Digitized by Google

cilio laudabilem illam salutaremque praxim commendari, atque in universa praecipi Ecclesia.

Maxime etiam laudandae et commendandae essent majores illae catecheses *a Perseverantia* nuncupatae, in quibus, post primam synaxim, juventus doctrinam Christianam, pluribus annis, altius pleniusque ebibit, et ad veram solidamque pietatem efficacius efformatur: item et illae variae adolescentium et juvenum societates, sub variis formis et vocabulis institutae *(Oeuvres de Jeunesse, Sociétés de patronage, Cercles religieux)*, ubi juvenilis aetas, honestis relaxationibus allecta, periculis voluptatum societatumque mundanarum feliciter eripitur, simul et per pia quaedam exercitia, christianasque adhortationes in via virtutum et salutis dirigitur et firmatur.

De regularibus.

Circa regulares, qui pars tam nobilis et tam utilis sunt Ecclesiae, modo secundum status sui perfectionem et vigorem sancte vivant, nonnulla statuenda viderentur, quorum haec praecipua:

Suadeantur et admoneantur omnes Religiosi Ordines, sed illi maxime qui, de novo fundati, vel renascentes, periculosissimae tentationi citius crescendi obnoxii esse possent, ut circumspectissimam et severissimam attentionem adhibere nunquam omittant in discretione et electione subditorum qui illis adsociari postulant. — Novitiatus eo instituantur et dirigantur modo, et ita diuturno tempore protrahantur, ut aptissimi sint ad efformandam indolem religiosam, et instillandas ac excolendas in novitiis omnes virtutes evangelicas, quibus personae Deo dicatae pollere debent. — Item, et post emissam professionem, aptiora quaeque adhibeantur et cumulentur media, quibus eaedem virtutes servari atque perfici valeant, et si opus fuerit, promptissime reparari possint.

Haec porro, etsi omnibus Regularibus communia, at illis maxime necessaria esse liquet, qui externis sacri ministerii operibus occupati, pluribus undequaque patent relaxationis periculis, et, si a status sui integritate defecerint, majora scandala Ecclesiae ingenerare possunt. Quamobrem horum praesertim Ordinum et Institutorum Superiores prudentissime caveant ab admittendis illis sacerdotibus, vel clericis qui minus digni sacro ministerio in dioecesibus et seminariis habiti sunt, et quibus saepius, si de sua vere salute solliciti vitam religiosam amplecti velint, claustratae potius et poenitentes religiones suadendae sunt, quam illae quarum subditi, extra claustra ut plurimum degentes, et vigilantiae superiorum subtracti, praedicationi ubivis

Digitized by Google

locorum vacant: quod utinam nunquam soli facerent, sed semper bini, juxta regulam evangelicam, caute mitterentur!

Cum autem, in statu praesenti Ecclesiae et humanae societatis, circumstantibus hinc et inde invidis hostibus, haereticis scilicet, incredulis, et malis politicis, qui infensissimos animos erga religiosos Ordines gerunt, summae necessitatis sit Regulares quoslibet et sancte vivere, et quidquid scandalum praebere posset ab Institutis suis promptissime removere; statuendae viderentur aliquae juris regulae, quarum ope: 1° Religiosi discoli et scandalosi, quantumvis solemnibus votis ornati, facilius et expeditius expelli possent, et vitae saeculari reddi; 2° domus religiosae, statim ac regularis in eis disciplina gravius relaxari constitisset, reformari, aut supprimi possent, et deberent; 3° neque toleraretur in posterum ulla religiosa societas, vel domus, quae manifeste inutilis in Ecclesia facta esset.

Valde etiam expediret exemptiones de novo non concedi, et jam concessas ita moderate temperari, ut supprimerentur, quantum possibile erit, Regulares inter et Saeculares occasiones illorum conflictuum qui, in hodierno rerum statu, non nisi periculosissime erumpere et agitari possent.

De religiosis mulierum familiis, puellarum educationi et operibus charitatis vacantibus.

Longissime abest ut religiosarum mulierum numerus, quae juventutis educationi, infirmorum visitationi et curae, aliisque operibus misericordiae, tum in urbibus, tum in ruralibus paroeciis, vacant, sufficiens sit. Quantumvis igitur hujus generis instituta, hoc praesertim saeculo, multiplicata sint, novis fundationibus, nedum obsistendum, favendum econtra, positis ponendis, videtur.

Neque ullo modo satis liquet melius fore, ut quidam vellent, si omnis illa Institutorum varietas, quadam veluti fusione, ad tres aut quatuor majores congregationes reduceretur. Timendum quippe esset, ne sic tam sancta illa et tantae utilitatis res funditus perturbaretur; ne vocationum copia notabiliter diminueretur; imo ne observantia et fervor tanto difficilius persisterent, quo facilius, in numerosissimis hujusmodi et valde extensis Congregationibus, et vigilantia superiorum deficere potest, et nervus disciplinae languescere.

Non ergo fiat hujusmodi fusio; neque severius novae fundationes cohibeantur. Admoneri sufficiat Episcopos ut novis fundationibus prudenter invigilent, eas non concessuri, quando vel inutiles, vel spe successus destitutae videbuntur: curent etiam novitiatus rite institui et dirigi; nec unquam, sub quovis

Digitized by Google

praetextu, tempus probationis minui; item et disciplinam religiosam sancte servari; abususque, si aliqui surrepserint, citius reformari. Haec autem ut praestare possint Episcopi, omnino necesse esset praefata instituta sub illorum jurisdictione et manu relinqui; ideoque nullis exemptionibus immediatae Ordinariorum gubernationi ipsa subtrahi.

De Capitulis.

Si de capitulis, eorumque statutis, in Concilio agendum veniat, ita omnia componantur cauteque attemperentur, ut, quantum fieri poterit, arceantur omnes occasiones conflictuum Episcopos inter et Capitula: ad quod certe maxime conferet, si servetur laudabilis mos in Ecclesiis nostris a Concordatu 1801 receptus, juxta quem Vicarius Generalis Episcopi simul est Decanus Capituli. Inde enim feliciter contingit ut extet vinculum quoddam unitatis, quo Episcopus et Capitulum facilius et quasi naturaliter ad invicem connectuntur et conciliantur.

Episcopi dispensationes omnes concedere possint, quae S. Pontifici expresse non fuerint reservatae.

Cum facultas a positivis legibus, prudenter, in casibus particularibus dispensandi ad bonum regimen animarum pertineat, necessitas autem dispensationum ita frequenter occurrat, ut nimis molestum foret, imo nocivum saepe, si ad Romam ordinario recurrendum esset pro dispensationibus obtinendis, nonne conveniens esset decerni, et in jus commune poni, Episcopos deinceps dispensaturos, ubi tantum de casibus agetur particularibus, super ecclesiasticas leges, nisi quarum dispensationem S. Pontificum prudentia expresse sibi censuerit reservandam.

Reservationes autem dispensationum S. Pontifici locum habere forsan sufficeret in gravissimis legibus, super quas raro et non nisi ob graviores causas dispensari solet.

Episcoporum facultates circa casus occultos latius interpretandae.

Decretum concilii Tridentini, vi cujus Episcopi absolvere possunt a casibus S. Pontifici reservatis, quando sunt occulti, item et dispensare in irregularitatibus ex delicto, si occultae sint, applicetur quoque, propter paritatem rationum, ad irregularitates et peccata reservata quae post Concilium Triden-

Digitized by Google

tinum constituta fuerunt, imo et ad ea quae deinceps constitui possent. Motiva siquidem legis Tridentinae a tempore, sive ante, sive post Concilium, independentia prorsus esse manifestum est.

Indulta apostolica Episcopis per totum episcopatus tempus necessaria pro toto episcopatus tempore concedantur.

Indulta Episcopis concessa pro facultatibus quae hujus sunt generis ut Episcopus iis pariter indigere per totum episcopatum debeat, viderentur non concedendae ad tempus, ut nunc fit, v. g. ad annum, vel ad tres, aut quinque annos, sed protendendae ad totum tempus episcopatus, idque propter duplicem hanc rationem: 1° ne Episcopis inutiliter imponatur molestia illa petendi tam frequentes renovationes indultorum; 2° (et haec ratio est praecipua) ne actus episcopales multi et gravissimi, v. g. dispensationes, absolutiones etc., exponantur facillimo nullitatis periculo, dum, ut non raro fit, Episcopus vel ejus cancellarius obliti fuerint postulare, tempore requisito, renovationem indultorum.

Hanc obligationem obtinendi per indulta, indesinenter renovanda, facultates ad bonam muneris publici executionem necessarias, nullibi, ut putamus, videre est nisi in regimine ecclesiastico, quod tamen deberet esse omnium regiminum simplicissimum, et in quo praeterea Episcopi locum praestantiorem tenent, quam, in regimine politico, praefecti et officiales.

De Archiepiscopali visitatione restituenda.

Quilibet Archiepiscopus debeat, singulis saltem quinquenniis, cunctas dioeceses provinciae suae visitare; ubi de omnibus diligenter inquirat, et quae corrigenda esse videbuntur, per se, vel relatione ad Romanum Pontificem facta, corrigat aut corrigi procuret.

Archidioeceses autem, ab aliquo ejusdem nationis Archiepiscopo, a Romano Pontifice ad hoc specialiter delegato, singulis saltem decenniis visitentur.

De appellationibus ad S. Sedem non admittendis, omisso medio neque pro levioribus causis.

Appellationes ad S. Sedem, omisso medio secundae instantiae, metropolitani scilicet, non deberent admitti;

Digitized by Google

Nec, etiam post ipsam secundam instantiam, locum habere in causis levioribus, sed tantum in gravioribus et majoribus, a jure determinandis. [1])

De titulis curiae Romanae honorificis non conferendis sacerdotibus extra Romam degentibus inconsultis ipsorum Ordinariis.

Tituli honorifici et privilegia Camerariorum, Protonotariorum, Missionariorum apostolicorum, non concedantur presbyteris extra Romam commorantibus, quin prius consulti fuerint Episcopi quorum juris sunt; ne periculum incurratur hujusmodi honores et favores indignis, per ignorantiam, conferendi, et molestiam ipsis Episcopis creandi, dum sacerdotes dubiae famae, imo quos aliquando Ordinarii poenis plectere debuerint, a Romano Pontifice honorificari videbuntur.

Item nullus Episcopus canonicatu ad honorem alienae dioecesis presbyterum ornet, nisi prius consulto hujus presbyteri Ordinario.

De viris in sac. Cardinalium collegio, romanisque Congregationibus et tribunalibus adhibendis.

In sacro Cardinalium Collegio, nec non in S. Romanis Congregationibus et tribunalibus, utinam semper sociarentur, cum doctissimis viris, multi etiam homines practici, ex his scilicet qui in gerendis diversis muneribus ecclesiasticis versati fuerint et manum diu habuerint; quales sunt Episcopi, eorum Vicarii generales et Officiales, Parochi, Rectores domuum religiosarum, Missionarii in regionibus infidelium, etc. Haud enim videtur quo meliori et efficaciori modo ad prudentem tutamque tractationem et decisionem tot negotiorum et litium ecclesiasticarum, quae Romam undequaque affluunt, perveniri possit, nisi junctis simul in iisdem conciliis doctrina et experientia, quarum una principia proponit, altera principiorum applicationem, salvis ipsis principiis, rerum exigentiis et difficultatibus attemperare et conciliare novit.

---

[1]) Cf. Postulata S. Concil. Trid. proposita:

„Videtur statuendum, ut omnis causa tractetur in prima instantia coram Ordinario, et in secunda coram Metropolitano, et in tertia coram sede Apostolica, si agatur super beneficio ascendente ad valorem magnum.“ (Postulat. Barth. a Martyr.)

»Appellationes gradatim factae dumtaxat admitti possint, nec omisso medio.“ (Postul. Regis Lusitan.)

Digitized by Google

Eminentissimi cardinales et praecipui curiae Romanae officiales ex cunctis nationibus assumendi.

Eminentissimos cardinales, itemque SS. Congregationum tribunaliumque Romanae Ecclesiae consultores, officiales, judices, ex omnibus gentibus assumi omnino expediret; quatenus sic, melius cognitis et perspectis uniuscujusque nationis ingenio, moribus, consuetudinibus, statuque omni religioso, civili et politico, res tam generales quam particulares Ecclesiae, vel ecclesiarum, aptius possent et prudentius gubernari. [1])

De Conciliis oecumenicis saepius celebrandis.

Cum in Concilio Tridentino multi enixe postulassent, maxime vero Italiae Episcopi, ut Concilia oecumenica saepius celebrari deberent, [2]) re ad S. Pontificem per RR. CC. Legatos delata, libenter annuerat Pius IV. ut, si ita videretur Patribus, Decretum confici posset de generalibus Conciliis singulis 20 annis habendis. Res tamen deliberationi Concilii a Legatis proposita non fuit. Postulatur igitur ut in Concilio Vaticano, annuente S. Pontificis Pii IX. benignitate et sapientia, Decretum de ea gravissima re deliberationi Patrum proponi possit.

De Conciliis plenariis interdum habendis.

Cum multa sint, sive ad defensionem, sive ad profectum et incrementum rei christianae spectantia, quae, propter identitatem morum, legum, ingenii, statusque omnis tum religiosi tum politici, in eadem gente sunt communia, ideoque non nisi communibus consiliis et conatibus prudenter tractari et efficaciter

---

[1]) Hoc reformationis punctum, utpote maximi, et evidentissimi momenti, propositum reperitur in omnibus postulatis Concilio Trident. submissis:

„Sint diversarum nationum." (Postul. Barth. a Martyr.)

„Cardinales . . . ex omnibus nationibus optimi quique eligantur . . . . . et resideant in urbe." (Postul. variorum Episc.)

„S. R. E. Cardinales ex variis quibusque regionibus et nationibus a Pontifice deligantur, a quibus ipse de rebus et singularitatibus uniuscujusque facilius commodiusque doceri possit et informari." (Postul. Regis Lusit.)

[2]) „Decretum Concilii Constantiensis, de Concilio quolibet decennio celebrando, confirmandum esset, et executioni mandandum." (Postulat. Episcop. Italiae.)

„Ut ea quae statuta fuerint observentur, et quae jure ipso sancita sunt firma permaneant; statuatur ut, annis quibusque viginti saltem, generale Concilium in Ecclesia celebretur, nisi aliter summo pontifici visum fuerit." (Postul. Regis Lusitan.)

Digitized by Google

agi possunt; valde interesse videretur ut cujusque gentis Episcopi interdum in Conciliis plenariis congregarentur, ad deliberandum et statuendum de iis quae ad communem gentis utilitatem pertinerent. Hoc vero ut ordinate semper fieret, et sine ullo catholicae unitatis periculo, habendae essent aliquae regulae, a jure positae, quarum subsidio et conveniens libertas hujusmodi conventibus relinqueretur, et debita erga Romanum Pontificem dependentia constanter et fideliter servaretur.

De Conciliis provincialibus singulis quinquenniis celebrandis.

Innovetur et executioni mandetur decretum Concilii Tridentini quo praecipitur ut Provincialia concilia singulis trienniis celebrentur; quod tamen ad singula quinquennia reduci posset.

Horum autem conciliorum decreta si necesse sit revisioni S. Congregationis Concilii subjici, antequam publicentur, saltem:

1° Nihil, in decretis, addat S. Congregatio, quod ab ipsis Patribus Concilii tractatum et statutum non fuerit;

2° Liceat comprovincialibus Episcopis publicare separatim decretorum partem a S. Congregatione probatam; quoad illam vero circa quam animadversiones et correctiones propositae fuerint, liberum sit praelatis, prout melius ipsis videbitur, vel eam ad sensum S. Congregationis correctam publicare vel eam omnino supprimere. [1])

De synodis Dioecesanis.

Habeantur interdum, singulis v. g. trienniis, vel quinquenniis, synodi dioecesanae, in quibus Episcopi de iis maxime quae ad clericalem disciplinam, bonum paroeciarum regimen, mediaque salutis animarum procurandae spectant, cum Clero suo, communicatis consiliis, tractent et statuant.

De reformatione juris canonici.

Evidentissimum est, ab omnibus jamdiu agnitum, et ubique conclamatum, juris canonici aliquam revisionem et refor-

---

[1]) Cf. Postulata ad Concil. Trid. proposita:

„Concilia provincialia, ab apostolicis ordinata temporibus, in usum revocentur." (Postul. Episc. Italiae.)

„Concilia provincialia, aut synodalia, celebrentur annis tribus singulis". (Postul. Barth. a Martyr.)

„Decernat Sancta Synodus, ut non solum Synodi Episcopales quotannis semel . . . , sed etiam tertio quoque anno provinciales congregentur." (Postul. Oratorum Regis Gall.)

Digitized by Google

mationem necessariam esse, valdeque urgentem. Siquidem, ob tam multiplices gravesque rerum et societatis humanae mutationes, leges permultae, quaedam inutiles, aliae observatu impossibiles aut difficillimae, evaserunt. De innumeris quoque canonibus ambigitur utrum hactenus vigeant necne. Demum, per tot saeculorum decursum ita excrevit legum ecclesiasticarum numerus, et leges illae in ingentibus juris collectionibus adeo cumulatae sunt, ut aliquo sensu dicere possemus: *obruimur legibus.* Hinc fit ut studium juris canonici infinitis prope et inextricabilibus difficultatibus implicetur; controversiis ac processibus latissimus locus pateat; et conscientiae mille anxietatibus angantur, et in contemptum legum impellantur.

Concilium igitur ad grande hoc et necessarium opus reformationis juris canonici attendere omnino optandum est; quod ut convenienter fiat:

1° Concilium per se ipsum decerneret praecipuos et magis urgentes reformationis articulos, simulque indicaret qua mente et quonam generali conceptu reformatio juris peragi debeat.

2° Instituereturr Congregatio aliqua specialis doctissimorum theologorum et canonistarum, simul et virorum maxime practicorum, et ex omnibus assumptorum nationibus, qui universum jus canonicum attentissima revisione introspicerent, et, rejectis quae rejicienda, modificatis quae modificanda, additis quae addenda viderentur, novum Corpus juris conficerent, quod statui praesenti Ecclesiae aptius accommodatum, titulisque, capitibus et articulis juxta materiarum ordinem digestum, huic Concilio oecumenico, vel alteri proxime convocando, examinandum sanciendumque proponeretur. [1])

De censuris, praesertim reservatis, ad pauciorem numerum reducendis.

Sedulo examini subjiciantur, et utinam pro magna parte tollerentur censurae a jure, — excommunicationes, suspensiones, interdicta, — maxime vero quae *ipso facto* incurruntur, et quae sunt S. Pontifici reservatae (salvo tamen S. Pontificis judicio et jure). Harum quippe numerus ita excrevit, ad plura

---

[1]) Aliquid simile in Concil. Trid. postulatum reperitur:

„Deligantur hoc in sacro Concilio viri scientia et probitate conspicui, qui constitutiones omnes Canonicas, peccati capitalis reatum inducentes excutiant diligenter et exponant, videantque num ab ejusmodi reatu poenaque quaedam earum eximenda, quidve circa haec omnia statuendum fuerit et observandum aperte declarent.“ (Postul. Regis Lusit.)

Digitized by Google

scilicet centena,[1]) ut vix ullus sit in orbe confessarius qui illas omnes scire, vel retinere valeret; et, si cunctae illae censurae in vigore esse dicantur, jugum inde parum tolerabile conscientiis imponitur, quae sic in contemptum poenarum inducuntur, vel anxietatibus et scrupulis implicantur.[2])

De reservationibus peccatorum S. Pontifici ad pauciores casus reducendis.

Reservationes peccatorum S. Pontifici, si non omnino supprimendas, saltem ad pauciores casus, eosque gravissimos ac rarissimos, reduci, apud S. Pontificem supplicetur.

Nostris etenim temporibus maxime refert ut receptio sacramenti poenitentiae, a quo tanta christianorum multitudo recedunt, quam facilior efficiatur. Et praeterea, cum hodie impossibile sit et prorsus inusitatum poenitentes, quantumvis rei sint, Romam mittere, ut absolutionem postulent et obtineant, inde fit ut reservatio casuum S. Pontifici jam non ipsis poenitentibus, bene vero solis Confessariis poenam et molestiam inferat.

Nonne mutanda, vel mitiganda esset disciplina, quae et parum utilis evasit, et tot creat difficultates, cujusque, in summa, praxis prope reducitur ad taediosum litterarum, inter scribas episcopatuum et scribas curiae Romanae, commercium?

Haec reformatio casuum S. Pontifici reservatorum eo magis a benignitate S. Pontificia postulanda videtur, quod — praeter rationes supra allatas — illorum casuum numerus, decurrentibus saeculis, ita excrevit, dum simul multi ex illis vel obsoleverunt, vel in variis regionibus usu recepti non fuerunt, vel consuetudine contraria aboliti sunt, ut jam nemo extet in

---

[1]) Videri potest earum aliqualis elenchus 2° vol. Theol. Buzembaüm, Romae ex typis S. Propagand. 1847.

[2]) Episcopi Italiae in suis ad Concil. Trid. *postulatis*, hoc idem votum enixe proponebant, ut scilicet excommunicationes *innumerabiles* ad aliquas paucas et certas reducerentur, nec poenae adeo graves, in posterum, nisi pro causis gravissimi momenti edicerentur:

„Si possent innumerae excommunicationes ad pauciora et ad certa capita redigi!

„Moderandae quae in Coena Domini leguntur, ut est illa quae contra deferentes arma ad infideles lata est.

„Excommunicationes non concedantur nisi pro rebus maximi momenti."

Cf. etiam postulata Oratorum Galliae:

„Cum excommunicatio sit Ecclesiae supremus gladius, non est passim decernenda, sed pro gravissimo tantum peccato, cum in eo, post unam et alteram, et nonnunquam tertiam monitionem, reus perseveret."

Digitized by Google

toto orbe terrarum, qui certo dicere posset quinam sint omnes casus papales, et de non paucis merito dubitetur an adhuc vigeant, necne.

Quis non vehementer optet confessarios et juris ac S. theologiae lectores a tali, circa rem tam gravem, confusione liberari! [1])

De catalogo casuum S. Pontifici reservatorum initio cujusvis pontificatus exarando et publicando.

Ne vero materia censurarum et peccatorum S. Pontifici reservatorum iterum recidat in confusionem illam quam nunc videmus, de qua multum ubique doletur, et unde innumerae difficultates, dubitationes, conscientiarum anxietates emergere noscuntur, reverenter postulatur, ut quilibet S. Pontifex, initio Pontificatus sui, publicaret et ad universos orbis Episcopos dirigeret catalogum censurarum et peccatorum quae sibi reservare intendit; ita ut pro abrogatis habendae essent omnes praecedentes reservationes quae in catalogo Pontificis regnantis inscriptae non reperirentur.

Duo maxima commoda ex illa praxi proflluerent: Primum, quod deinceps facile et certo sciri ab omnibus posset quinam casus sint reservati, vel non. Secundum, quod catalogus ille, cum sic revisioni frequentissimae subjiciendus esset, opportune, prout mutationes rerum id postularent, reformaretur; nec unquam eveniret reservationes multas semper, ut nunc fit, in jure permanere, etiam postquam ipsorum utilitas cessaverit. [2])

Valde quoque optandum esset, propter similes rationes, ut ejusdem generis catalogus initio cujusvis pontificatus publicaretur, etiam pro censuris non reservatis, utpote quae, in

[1]) Cf. postulata Concil. Trid. proposita:

„Quod in foro conscientiae possint Episcopi a casibus reservatis Papae, exceptis poenis gravissimis, absolvere, et dispensare in irregularitatibus . . . et quod possint absolvere semel in vita et in mortis articulo, ut Papae placuerit, sicut conceditur Religiosis.“ (Postul. Barth. a Martyr.)

„Ordinarii in foro conscientiae possint, annuente summo Pontifice, absolvere et dispensare quoscumque, etiam in casibus reservatis, et irregularitatibus . . . ac demum possint in foro conscientiae, quae possunt Poenitentiarii majores.“ (Postul. variorum Episcop.)

„Decernatur etiam omnes et quoscumque casus qui ad forum interius spectant . . . Ordinariorum uni arbitrio committendos esse, auctoritati et judicio.“ (Postul. Regis Lusit.)

[2]) „Censurarum, excommunicationum aut irregularitatum omnium, variis et multiplicibus in constitutionibus expressarum, vix etiam passim a pluribus et vulgo cognitarum, habeatur conficiaturque catalogus.“ (Postul. Regis Lusitan. ad Concil. Trid.)

Digitized by Google

millibus decretis et constitutionibus Pontificum dispersae, vix ac ne vix quidem a peritissimis ipsis nosci omnes possunt, et permultae in jure manent, quae jam inutiles, aut parum utiles evasisse ab omnibus judicatur.

De legibus matrimonialibus reformandis.

Cum ex una parte, *civile* quod vocant *matrimonium* ita nunc apud omnes, etiam catholicas nationes stabilitum sit, ut nulla spes proxima remaneat abrogationem illius obtinendi; ex altera vero parte nemo non perspiciat quantum mali et scandali profluat ex matrimoniis illis quae, coram Deo invalida, in civili tamen foro pro validis habentur, ad tam perniciosam pestem, pro benignitate et sapientia Ecclesiae avertendam, vel saltem minuendam, attento submittenda videretur examini tota de matrimonio legislatio canonica, eo fine ut, quantum penes Ecclesiam erit et ipsius rei natura permittet, saltem rariores efficiantur casus in quibus idem matrimonium et validum civiliter et in conscientia nullum esse potest.

Ad quem scopum assequendum imprimis conducet impedimentorum dirimentium canonicorum prudens reductio, de qua infra.

De minuendo impedimentorum matrimonii dirimentium numero.

Inter impedimenta matrimonii dirimentia opportune supprimerentur quaecumque absque graviori praejudicio videntur eliminari posse; scilicet:

1° Quartus, imo forsan tertius consanguinitatis gradus.

2° Spiritualis cognatio, nisi forte inter baptizatam et patrinum.

3° Affinitas ex commercio illicito.

4° Affinitas ex commercio licito, ultra primum gradum.

5° Honestas publica ex sponsalibus.

6° Honestas publica ex matrimonio rato, non consummato, ultra primum gradum.

7° Impedimentum criminis ex adulterio solo, absque conjugicidio, aut machinatione conjugicidii. [1])

[1]) Cf. Postulata Concilio Trid. proposita;

„Non contrahatur cognatio spiritualis per Baptismum et confirmationem nisi inter ministrantem et recipientem, ob multa inconvenientia.

„Tollantur etiam impedimenta, quae dicuntur cognationis legalis et justitiae publicae honestatis; et minuantur impedimenta consanguinitatis et affinitatis.“ (Postul. Barth. a Martyr.)

Digitized by Google

De modificando clandestinitatis impedimento.

Si hoc impedimentum dirimens servandum judicetur, saltem ita attemperetur conditio quae exigit, sub poena nullitatis, praesentiam *proprii* sacerdotis exclusive ad alium, ut in posterum gravissimi hujus contractus et sacramenti validitas non dependeat ex tam facilibus erroribus qui circa quaestiones *domicilii*, ac consequenter circa qualitatem *proprii sacerdotis*, oriri et subrepere possunt: unde fit ut multa matrimonia, etiam in facie Ecclesiae contracta, nulla sint. Sufficiat ergo exigere, sub peccati et censurae poena, non autem cum matrimonii irritatione, ut nullus sacerdos, nisi *proprius*, aut ab eo delegatus, matrimonium praesumat celebrare.

Valde etiam opportunum, et benignitate Ecclesiae omnino dignum esse videretur, simul et menti Concilii Tridentini apprime consonum, ut matrimonia protestantium et schismaticorum, quorum heu! ita excrevit numerus, huic nullitatis causae, quae ex impedimento clandestinitatis emergit, nullibi jam forent obnoxia.

Latiores facultates Episcopis, ad dispensandum super impedimentis matrimonii, concedendae.

Latissimae facultates ad dispensandum super impedimentis matrimonii, tum ante celebrationem, tum post, et etiam in radice, Episcopis omnibus concedantur: quod non per indulta temporanea, sed per modum juris fixi et permanentis fieri, benigne concedere dignetur S. Pontifex. Illae tamen S. Pontifici semper reservatae maneant dispensationes, quae nonnisi raro et propter graviores causas dari solent. [1])

„An expediret tollere quarti gradus affinitatem, et consanguinitatem; item impedimenta spiritualis consanguinitatis; item impedimenta publicae honestatis.“ (Postul. Episcop. Ital.)

„Gradus consanguinitatis, et affinitatis, et cognationis spiritualis possent minui, ut tollantur dispensationum causae.“ (Postul. variorum Episc.)

„Nec quartus, nec tertius etiam affinitatis, consanguinitatisque gradus contrahendo nihil obstent imposterum legitimo matrimonio. — „Nulla etiam obstet contrahendo cognatio spiritualis, quam quae levatum inter et levantem oritur.“ — Publicae vero honestatis impedimentum vulgo dictum omnino revocandum ab aliquibus censetur.“ (Postul. Regis Lusit.)

„An moderanda esset lex de tempore quo nuptiae prohibentur.“ (Postul. Episcop. Ital.)

[1]) „Ordinarii in foro conscientiae possint, annuente S. Pontifice, dispensare super impedimentis occultis in causa matrimoniali.“ (Postul. varior. Episc. in Concil. Trid.)

Digitized by Google

Dispensationes in romana curia promptius expediendae.

Dispensationes matrimonii a romanis tribunalibus quam promptius expediantur, ita ut nulla sit, secluso difficultatum specialium casu, quae, post receptas preces, ultra quatuor vel quinque dies protrahatur. Nullus vero vacationum praetextus rem tam urgentem procrastinare faciat, eo magis, ut omnes norunt, quod municipiorum officialitates, recipiendis *matrimoniis civilibus* praepositae, nunquam vacent.

De feriis SS. Congregationum et Tribunalium Romanorum supprimendis, vel minuendis.

Mederi dignetur S. Pontifex nimiis illis dilationibus et procrastinationibus quas patitur, in Romana curia, expeditio negotiorum et gratiarum, maxime vero dispensationum matrimonialium, unde quotidie gravissima et irreparabilia mala emergunt. Quibus malis si occurrendi voluntas sit, omnino necesse videtur illas longiores et ultra modum multiplicatas SS. Congregationum ac Tribunalium ecclesiasticorum Urbis ferias, ex parte supprimi, ac intra brevissimos terminos coarctari; cautionibus nihilominus adhibitis, ut, in ipsomet vacationum tempore, urgentia negotia semper expediantur.

De reformandis stylo et regulis ad rescripta dispensationum matrimonii spectantibus.

Nemo est, styli et regularum ad dispensationes matrimonii earumque rescripta pertinentium tantisper gnarus, qui non miretur, et vehementer doleat, validitatem rei omnium gravissimae, quale est matrimonium, subjici tot causis nullitatis, tam multis clausulis irritantibus, ut, si attentius omnia introspicerentur, agnoscendum certe et fatendum esset non modicam partem matrimoniorum quae cum dispensationibus contrahuntur, nulla et irrita evadere. Porro, quantum hoc malum sit, hodie praesertim, ob *civile matrimonium*, nemo non videt.

Examinentur igitur cautissime omnes illae ambages formalitatum et formularum, omnisque illa clausularum irritantium congeries, ut expellantur a tam sancta et tam momentosa re, matrimonio scilicet, subtiles illae et adeo multiplices nullitatis causae, quae nec rerum natura omnes exiguntur, nec a prudentioribus ipsis semper caveri possunt, et quae infinitas confessariis, parochis, et officialibus anxietates et molestias creant.

Digitized by Google

Aboleri imprimis optatur haec, heu! tam frequens nullitatis dispensationum causa quae ex incestu procedit. Item, et illa styli regula, juxta quam omnia, in rescriptis, sub irritante conditione exigi interpretantur, quae *ablativo absoluto* exprimuntur. Inde siquidem quot scaturiant nullitates, ex confessariorum, parochorum et officialium inadvertentia, vix credi potest!

De Indicis librorum regulis et praxi.

Perlegenti cuique regulas indicis librorum prohibitorum quae *generales* dicuntur, facile, ut videtur, apparebit ex illis regulis multas, licet ea qua editae sunt aetate sapientissime conditas, nunc, statu societatis humanae, maxime vero rei litterariae, ubique et radicitus mutato, partim jam sat inutiles, partim observatu maxime difficiles, aliquas etiam impossibiles evasisse. Inde fit ut catholicorum conscientiae plus quam aequum esset graventur, scrupulis innumeris anxientur gravissimaeque exponantur tentationi leges praesenti rerum statui ita parum accommodatas praetermittendi. Omnino igitur necesse et urgens esset ut illae regulae et universa res Indicis, novo prorsus modo, nostrae aetati melius attemperato et observatu faciliori, instaurarentur.

Quod vero spectat ad particulares librorum condemnationes, reverenter postulatur, ut nunquam liber aliquis scriptoris catholici, maxime si sit vir optimi nominis, a S. Congregatione damnetur, quin prius auctor praemonitus fuerit, eo fine ut possit tum observationes et explicationes opportunas suppeditare, tum etiam ea suggerere media, quibus saepe, re prudenter et caritative accommodata, damnum publicum sufficientissime vitari posset, quin ad librum formaliter condemnandum auctoremque infamia respergendum, deveniretur. Optatur praeterea ut S. Indicis Congregatio moderate semper toleranterque se gerat erga opiniones quae, licet revera minus probatae, nunquam tamen formaliter damnatae fuerint. Item, ut libri auctorum catholicorum, in quibus errores aliquos irrepsisse evenerit, non pure et simpliciter condemnentur, eodem modo et stylo ac pessimi impiorum et obscoenorum hominum libri, adhibeatur vero formula aliqua specialis, cujus ope boni nominis viri cum infamibus scriptoribus confundi non videantur.

De revisendo Breviario.

Opportune reformaretur Breviarium; praecipue: quoad lectiones, ab historiis apocryphis non satis expurgatas; quoad

Digitized by Google

aliquot hymnos, stylo obscuro et prope barbaro compositos; quoad psalmorum distributionem quae magis variari deberet; quoad frequentes nimis, nimiumque dilatas translationes Sanctorum; quoad ipsum delectum Sanctorum, quorum multi Romae proprii sunt, et extra Romam parum noti; quoad mensuram officiorum, quae saepe, in dominicis praesertim et feriis, longiora videntur, et statui praesenti cleri saecularis, multo minus quam olim numerosi, proindeque magis occupati, non satis accommodata. [1])

De indulgentiis.

Circa indulgentias haec prudenti S. Pontificis judicio submittere liceat:

Indulgentiae, cum valde multiplicatae sint, novae minus facile concedendae essent. Serventur gradus et proportio inter opera praescripta et quantitatem gratiarum. In bullis et brevibus indulgentiarum prudenter ab illis verbis abstineatur quibus indocti forsan intelligerent non poenas tantum, sed et ipsa peccata per indulgentias remitti. Indulgentiae praeterea certae sint: ad quem finem exaretur a S. Congregatione elenchus omnium indulgentiarum generalium, concessarum et vigentium, cujus elenchi traductiones in variis linguis a S. Congregatione approbandae essent, cum sanatione, ad cautelam, pro erroribus quos in his irrepere vix caveri potest.

Supprimerentur praeterea, vel, quantum fieri poterit, minuerentur innumerae illae et facillimae nullitatis causae, per quas fit ut indulgentiae saepius irritentur, fidelesque in errorem labantur, dum putant se lucrari indulgentias, quas revera non lucrantur. Hoc praecipue locum habet in indulgentiis ab Archiconfraternitatibus communicatis, quae nempe plerumque nullae fiunt ob neglectas in affiliationibus aliquas ex multis et parum notis formalitatibus, quae, sub nullitatis poena, a Clemente VIII praescriptae sunt.

Provideatur demum, si fieri possit, de aliquo remedio generali, per quod subveniatur fidelibus, quatenus non priventur, sine ulla sua culpa, fructu indulgentiarum, quas bona fide

---

[1]) Cf. Postulata Concil. Trid. proposita:

„Tam breviaria, quam missalia reformanda essent, et purganda." (Postulat. variorum Episc.)

„Libri Missales, Graduales, Antiphonarii, Legendae et Breviaria religiose et diligenter recognoscenda et expurganda: apocrypha expungenda: prolixitas taediosa in horariis precibus et psalmodia, habito delectu, resecanda." (Postulat. Imp. Germ.)

Digitized by Google

lucrari nituntur, et quae, ob causam aliquam nullitatis, quae ipsos prorsus latet, valore suo destituuntur.[1])

An conveniat leges abstinentiae et jejunii ad quamdam uniformitatem reduci, vel etiam mitigari.

Constat eas Ecclesiae leges quae ad abstinentiam jejuniumque spectant, non eodem, sed valde diverso modo in variis regionibus observari.

Constat etiam, luctuosis hisce nostris temporibus, novas, nec parvas, adesse difficultates integrae istorum praeceptorum observationi, unde fit ut saepius non particulares tantum, sed etiam generales peti et concedi debeant dispensationes.

Forsitan ergo haud inutile foret super hac quaestione Concilium oecumenicum inquirere quid *agendum* sit?

De piis imaginibus, de miraculis et de novis devotionis praxibus.

Saepius eduntur, et inter fideles propagantur imagines piae, ut dicuntur, quarum vel ipsemet conceptus, vel graphidis executio ita ridicula sunt, ut non nisi ad cachinnos movendos, religionisque contemptum provocandum aptae esse videantur. Item miracula publicantur, quae, Episcoporum examini ante divulgationem non subjecta, posthac falsa vel dolo supposita esse reperiuntur, non sine magno verorum miraculorum detrimento. Item aliqui, indiscreto zelo ducti magis quam ea quae secundum scientiam est pietate, novas in medium proferunt et fidelibus proponunt devotiones, novasque cultus praxes, plus minusve absonas. Innovetur igitur decretum concilii Tridentini, juxta quod haec omnia, antequam publicentur, Episcoporum examini submitti debent.

Die diariis catholicis moderandis et compescendis.

Tristi experientia constat plurima mala, eaque gravissima, profluxisse in rem publicam christianam ex diariis etiam catho-

[1]) Cf. Postulata Concil. Trid. proposita:

„Profusus ille, tamque generalis, Indulgentiarum coerceatur numerus; nec cum aliquas elargitur Sanctissimus, eas alteri communicandi, transferendique potestatem habeant illi quibus concessae fuerunt."

„Pristinus immutetur Indulgentiarum concessionis stylus et forma, nec ad tot annorum, dierumque myriades extendantur et numerentur; sed ad quartam duntaxat, certamve peccatis debitam poenae remissionem et relaxationem se extendant". (Postul. Reg. Lusitan.)

Digitized by Google

licis; quorum malorum haec praecipua sunt: verae doctrinae et pietatis christianae, in diversis et oppositis sensibus, corruptiones; — censurae et notae theologicae injuriose a privatis scriptoribus opinionibus et personis ab Ecclesia non condemnatis inflictae; — divisiones et discordiae inter catholicos et in ipso Clero seminatae; — imminuta quae Episcopis debetur reverentia et subjectio; — odia vehementissima Ecclesiam adversus Sanctamque Sedem undequaque concitata; — quotidiana, eaque periculosissima et scandalis plena, in rebus ecclesiasticis hominum prorsus incompetentium immixtio, quorum pars magna indocti, imprudentes, violenti sunt, partiumque studiis dediti; — catholicorum tandem et ipsius Cleri directio, in iis quae spectant ad quaestiones et negotia ecclesiastica occurrentia, Pastoribus et doctoribus Ecclesiae quasi subtracta, et a laicis scriptoribus usurpata et exercita, etc. . . . .

Hujusmodi certe malis, aetati nostrae maxime propriis, saeculisque praecedentibus prope incognitis, efficax aliquod inveniri et afferri remedium necesse et urgentissimum est; alioquin graviter certe periclitaretur pax et dignitas, imo et, aliquo sensu, divina ipsa oeconomia Ecclesiae, laïcis sese in magisterium ingerentibus.

Quapropter instantissime petitur, ut quaestionem hanc Concilium sedulo suo subjiciat examini, quatenus ea statui possint quae apta magis et opportuna in Domino videbuntur, ad avertenda omnis generis mala, scandala et pericula ex illo novo, incompetenti et indisciplinato modo scribendi et docendi circa res ecclesiasticas promanantia.

De cautionibus adhibendis ne res Concilii imprudenti et indisciplinata immixtione diariorum publicorum perturbentur.

Cum nullum adhuc Concilium in Ecclesia habitum fuerit ex quo tempore diaria publica inventa sunt, nullas reperire est in praecedentibus Conciliis adhibitas cautiones ad amovenda gravissima mala quae, durante Concilio, ex immixtione diariorum publicorum in rebus et gestis Concilii oriri possent.

Hujusmodi igitur cautiones adinveniendae jam erunt et applicandae a Vaticano Concilio, idque sub ipsomet sessionum initio: quod, etsi difficile sit, non tamen impossibile fore videtur, maxime erga diaria catholica: et ita, sinon ex toto, saltem ex parte, incommoda et pericula quae timentur praecaveri poterunt, aut minui.

Digitized by Google

De adducendis vel reducendis ad fidem et unitatem catholicam infidelibus, schismaticis et haereticis.

Dum celebrabitur hoc generale Vaticanum Concilium, extant in orbe terrarum 1,200,000,000 circiter hominum, ex quibus plus quam 800,000,000 adhuc in tenebris infidelitatis misere jacent, 70,000,000 ab Ecclesiae sinu schismate graeco separantur; 90,000,000 in variis potestantium sectis dividuntur; 200,000,000 sunt catholici, boni vel mali, quos inter si quantus sit incredulorum et indifferentium numerus quaeratur, respondendum: facilius esse eos plangi, quam numerari!

In tali porro humani generis statu, nemo est qui non videat unum e primis, praecipuis, intentissimisque sacrosancti istius Concilii studiis esse debere:

1° Ut inquirantur, inveniantur et applicentur aptissima quaeque media, quibus, Dei juvante gratia, tanta multitudo hominum, pretiosissimo Christi sanguine redemptorum, ab infidelitatis et erroris umbris ad purum veritatis lumen adduci possint;

2° Ut prudenter devitetur quidquid, absque summae necessitatis evidentia, nova obstacula tam sancto huic operi conversionis et reductionis infidelium et acatholicorum interponeret;

3° Ut, salvis et in integro manentibus sacris dogmatibus, morum principiis, et essentiali tum christiana tum clericali disciplina, benigne et indulgenter concedatur quidquid ad christianitatem venientibus, vel ad unitatem redeuntibus, evangelii et Sanctae Ecclesiae ostium latius faciliusque aperire posse perspicietur.

De conversione infidelium.

Nunquam, ex quo fundata est Ecclesia, via latior et facilior ostiumque apertius conversioni infidelium patere visa sunt, quam hacce aetate nostra, dum una simul ad hoc concurrunt, non sine magno et evidenti divinae Providentiae consilio, et stupenda itinerandi rapiditas, et continua populorum vel distantissimorum commercia, per quae christiani infidelibus admiscentur, et ubique mox stabilitum novum gentium jus, libertati praedicationis maxime favens.

Luce igitur solis clarius est Ecclesiae nunc operam esse ut, novo et ardentissimo zelo, huic tanto propagandae fidei labori et operarios advocet, et operandi media legesque disponat ac statuat. Ad quem finem assequendum haec conducere posse viderentur:

Digitized by Google

1° Creentur in diversis Ecclesiae partibus Seminaria quaedam specialia, ad instar Romani seminarii Propagandae fidei, vel Parisiensis Missionum exterarum, ubi clerici saeculares diversarum gentium, qui evangelizandis infidelibus destinarentur, specialem ad hoc institutionem reciperent, edocti a viris qui et ipsi in missionibus diu laborassent.

2° Praeter missionarios instituantur in partibus infidelium, quantum et quovis id fieri poterit, scholae, seminaria, et monasteria, quae essent quasi fomites quidam ignis sacri, et velut centra ex quibus fidei lux et charitatis calor, inibi ardentes, circumquaque irradiarent.

3° Nihil omittatur ut, quantocius id possibile fuerit, efformetur in his regionibus Clerus indigena, et quo facilius Clerus ille perfectiusque institui possit, mittantur in Europeanas partes adolescentes, ad studia aptiores qui in Seminariis nostris edoceantur et educentur.

Liceat proponere aliud votum, quod sapientissimo S. Pontificis judicio, cum omni reverentia, submittimus.

4° Statim ac satis numerosae et stabiles christianitates coadunari potuerint, erigantur ibi dioeceses, atque instituantur Episcopi, qui non tam a Propaganda pendeant, quam sub jure communi sint. Quo enim, servatis legibus, plenior est agendi libertas, eo expeditior et acrior est actio; et res quaevis clarius videntur et aptius aguntur ab iis qui prope sunt, omniaque sub manu habent.

De schismaticis graecis ad unitatem Ecclesiae recolligendis.

Ad Graecorum schismaticorum conversionem, — tam optabilem utique, utpote qui pars magna christianitatis sunt, veneranda tot Sanctorum Patrum et Doctorum prosapia nobilitati, et fidem, sacramenta, sanctos ritus, christianamque disciplinam fere in integro adhuc servantes, — haec, tanquam praecipui et maximi momenti, sacrosancto Concilio proponenda nobis visa sunt:

1° Nullae novae ederentur dogmatum definitiones, ex quibus praevidendi locus esset nova, prioribusque majora, unioni obstacula afferenda.

2° Permitterentur Orientalibus ritus sui, prudenterque vitaretur quidquid falsam persuasionem vel suspicionem ipsis ingerere posset quod, si uniantur, ad amplectendos latinos ritus adigentur.

3° Item, in ipsorum disciplina tolerarentur omnia quae absque divinarum sanctionum laesione tolerari possunt; maxime

Digitized by Google

quoad antiqua privilegia Patriarcharum et metropolitanorum, et quoad Episcoporum electionem, confirmationem et jura.

4° Si quid corrigendum apud ipsos videatur, quod tamen differri possit, prudenter taceretur, non attendendo impraesentiarum nisi ad summam rem, unionem videlicet, et fidenter in Domino sperando quod, postquam uniti fuerint, charitate unitatis et lumine veritatis eo adducentur, ut sponte quaecumque emendatione digna fuerint, ipsi emendent.

5° Cum ignorantia una sit e praecipuis causis per quas in schismate retinentur et obdurescunt, nihil negligeretur ut ipsis verae scientiae catholicae lumen affulgeat: ad quod multum inserviret, si in illorum partibus creari possent quaedam monasteria vel collegia virorum, pietate scientiaque insignium, qui, graece viventes et graece orantes, studiis omnibus ecclesiasticis, maxime vero graecis, totos se darent, simulque per lectiones, praedicationes et scripta veram doctrinam spargerent et discipulos efformarent.

6° Haberentur Romae selecti aliqui viri, non latini tantum, sed et graeci, rerumque graecarum gnari et expertissimi, qui Sanctae Sedi apostolicae in omnibus ad graecos spectantibus a consiliis essent.

De dividenda, vel duplicanda, maxime in favorem Orientalium, sacra Congregatione Propagandae fidei.

Cum missionum prosperitas et populorum infidelium vel acatholicorum conversio maxime pendeat a prudenti et solerti distributione sive operariorum apostolicorum, sive pecuniae et aliorum auxiliorum quae fideles pro fidei propagatione conferunt, nonne utilissimum esset Congregationis dictae *Propagandae Fidei* divisionem, seu duplicationem fieri, et duas veluti institui *Propagandas:*

Alteram, pro Oriente, non unice nec praecipue ex latinis Praelatis, sed ex Orientalibus quoque, et omnium linguarum Orientis viris coalescentem;

Alteram pro regionibus infidelium, ex Episcopis aut sacerdotibus efformatam qui missionarii fuerint, et ex Regularibus qui et ipsi missionibus inservierint, et ad varios Ordines missionibus incumbentes pertinentibus.

Quo enim melius res missionum intelligi et tractari possent, quam a viris qui et regiones istas longinquas incoluerint, et suismet oculis viderint quis sit vere rerum atque hominum status in his partibus?

Cum autem totius Ecclesiae episcopi sollicite curent, vel curare debeant, propagationem Evangelii — ex omnibus quippe

Digitized by Google

dioecesibus proficiscuntur missionarii, et ubique viget illa nunquam satis laudanda atque dilatanda sodalitas *Propagatio fidei* nuncupata — optandum videretur ut quotannis ad omnes episcopos dirigeretur libellus quidam, publica Propagandae auctoritate edendus, qui eos de vero missionum catholicarum statu edoceret. Sic enim et sanctissimi hujus operis progressus melius ab Episcopis noscerentur, et ipsorum zelus ad efformandos et adjuvandos missionarios vehementius accenderetur.

Ubicumque condita atque stabilita jam viget catholica hierarchia, v. g. in Anglia, in America, in Hollandia, nullomodo necessarium videretur earum regionum ecclesias Congregationi Propagandae subjici, sed nonne potius esset eas ad juris communis regimen revocari?

Haec tamen iterum vota dum reverenter proponimus, ea plenissime S. Pontificis judicio et arbitrio, a quo tota res illa pendet, subjecta volumus.

De reducendis haereticis.

Haeretici quidem in ipso Concilii sinu admitti nequeunt, eo fine ut cum illis deliberetur circa dogmata jam definita; quod enim semel in Ecclesia definitum est, fixum manet, et retractari nequit. Nec etiam admitti possent tanquam Concilii pars, et ut vocem haberent in his quae conciliariter deliberanda erunt et statuenda; prius enim est membrum esse Ecclesiae, quam esse membrum Concilii.

Sed nonne benigne et caritative invitandi essent ut, occasione Concilii, Romam venirent, ubi, cum summa recepti benevolentia, privatim conferre possent cum doctis piisque viris, ad id deputatis, qui ipsorum difficultates audirent et explanare niterentur; simulque, consociatis consiliis, tractaretur cum illis de aptissimis mediis removendi separationis praetextus, procurandaeque unionis, ut quae ad hunc finem obtinendum meliora visa fuissent, ad Concilium referrentur?

Hic agendi modus, cum spe aliqua felicis exitus, adhiberi posse videretur, ni fallamur, erga hos praesertim anglicanos, qui fidem ritusque Ecclesiae catholicae proximius jam sectantur, et unionem cupere noscuntur; eo magis quod, in hac conversionis eorum inchoatione, si qui sunt in illis antesignani suaderi et reduci possent, non jam paucorum hominum, sed innumerae simul multitudinis, lucrum fieret.

Maximae etiam utilitatis esset, si Concilium, pro summa illa, qua donatur a Spiritu veritatis et caritatis, prudentia, delinearet aliquam directionem ad usum catholicorum, tum e clero, tum e laïcis, qui, in protestantium regionibus, conversioni

Digitized by Google

fratrum nostrorum separatorum allaborant, vel allaborare poterunt. Cujus profecto directionis hic esset cardo, ut erga acatholicos, qui de reditu ad Ecclesiae gremium cogitant, cum maxima charitate, indulgentia, imo et reverentia semper ageretur, nec ab eis unquam aliquid exigere ullus praesumeret praeter ea quae necessaria sunt, ut vere in fide et unitate catholica quis existat: sic enim forsan eveniret ut redirent multi, et reduces ipsi alios reducerent, subindeque, post reditum, paulatim ad perfectiora, gratia sublevante, assurgerent.

Eo vero magis opportunum necessariumque praesenti tempore foret, ut Concilium catholicos vehementer ad sanctum hoc opus conversionis separatorum fratrum adhortaretur, atque in hoc opere tanti pretii ducatum eis et lumen praeberet, quod nunc, in rationalismum et incredulitatem labente jam ubique protestantismo, quicumque ex illis aliquem fidei pietatisque christianae sensum retinuerunt, religionem sic evanescentem magis ac magis suspectam habere incipiunt, imo evidenter falsam esse ex eventu agnoscunt, et sic oculos ad Ecclesiam catholicam convertere coguntur.

De cautionibus in redactione Decretorum errores condemnantium nunc adhibendis.

Quando nunc nova profertur errorum aliquorum dogmatica condemnatio, haec statim, velit nolit Ecclesia, in omnibus per totum orbem publicatur diariis, qui suis illam commentariis adornare nunquam omittunt. Cum autem diariorum illorum scriptores dialecticae theologiaeque regularum et styli prorsus ignari sint, inde fit ut falsissimos saepe sensus hujusmodi decretis adscribant; sicque maximae perturbationes in animis fiant, multique, etiam catholici, in fide graviter tententur. Hoc certe magnum dispendium est, quod, partim saltem, vitari posset, si nulla unquam ederetur errorum condemnatio, quin clarum et praefinitum sensum exhiberet. Imo, damnatae doctrinae falsitatem, et contradictoriae veritatis motiva, paucis verbis, quantum fieri posset, ostendi opportunum esset. Moderandus forsan et stylus foret, abstinendumque, vel parcissime utendum, erga errantes, quibusdam acrioribus verbis, quae, licet a parte sui nihil immoderatum habeant, attentis tamen hodiernorum hominum dispositionibus, multo plus nocitura quam profutura timendum est.

Digitized by Google

De prudenti modo specialiter servando in condemnandis modernis erroribus.

Si videatur aliquos ex erroribus qui moderni dicantur damnandos esse, — quamquam ipsorum revera nulli moderni sint, et omnes jam per principia fidei et Ecclesiae definitiones satis damnati existant, — errores qui proscribendi judicarentur, clare, praecise et determinate enuntiandi essent, nequaquam vero per voces complexas et multivocas, sub quarum ambigua generalitate bonum cum malo, verum cum falso simul admixtum confundi possit. Ab illis maxime abstinendum vocibus quae, licet ad errorem a quibusdam trahantur, bonum tamen sensum prae se ferunt, imo in communi hominum sensu bene sonant; ne unquam videatur sancta Dei Ecclesia, quae omnium temporum est, infensam se exhibere iis quae moderna sunt, ut stulte et maligne ab ejus hostibus conclamatur, sed tantum iis quae mala et falsa sunt.

Novae fidei definitiones, nisi ex omnino necessaria causa, non edendae.

Attento praesenti statu Ecclesiae, humanaeque societatis, prudens opportunumque videretur ut novae definitiones fidei non ederentur, nisi ob maximam et evidentissimam necessitatem; in his praesertim materiis ubi, pro notis temporum circumstantiis, hominumque hodiernorum ingenio, praevideri et timeri facile possent animorum perturbationes et scandala.

De charitatis et misericordiae operibus laudandis et promovendis.

Hac nostra aetate, quam mirabiliter apud catholicos efflorescant charitatis et misericordiae opera nemo est qui non videat, et omnes pariter norunt quantum inde, apud ipsos indifferentes et incredulos, laudis et decoris sibi vindicet religio. Quamobrem maximi pretii fore videretur si Concilium, pro auctoritate qua pollet, huic sancto charitatis fervori nova cumularet incentiva, impense et nominatim laudando opera misericordiae quae passim fieri noscuntur, et fideles vividius adhortando ut in inveniendis et exercendis novis charitatis operibus solertiores adhuc et largiores sese exhibere niterentur. Hujus enim profecto sancti Concilii et copiosissimus fructus existeret, et summus honor foret, si, ipso suadente et impellente, ita, magis ac magis, misericordiae opera et institutiones deinceps

Digitized by Google

multiplicarentur, ut nulla jam extarent pauperum necessitates et miseriae, quibus abundanter a charitate catholica non subveniretur.

2. POSTULATA

QUAEDAM COMPLURIUM EPISCOPORUM GERMANIAE DESIDERIA S. CONCILIO OECUMENICO VATICANO PROPONENDA.

I.

Quia omne verum et sincerum reformandi studium a semetipso reformando incipit, ante omnia alia petimus, ut S. Synodus tam Episcopis, quam omnibus Clericis ea, quae ad vitam sanctae suae vocationi congruam et ad muneris sui officia gravissima fideliter implenda spectant, serio inculcet, in specie ut Episcopis et Sacerdotibus exercitiorum spiritualium usus singulis vel binis annis repetendus, nec non conferentiae pastorales singulis vel alternis mensibus instituendae atque vita clericorum communis enixe commendentur, ut certae regulae circa sacerdotum cum mulieribus cohabitationem, de cauponis ab iisdem vitandis, de dispositione super bonis ex beneficio vel officio ecclesiastico provenientibus debita tam inter vivos quam mortis causa, de obligatione parochi circa scholarum et pauperum curam denuo definiantur et praescribantur.

Cum multae dioeceses tam amplae existant, ut Episcopi officii sui partes etiam gravissimas omnino implere non valeant, petimus, ut ubicunque fieri potuerit, dioeceses nimiae amplitudinis per novam circumscriptionem ita imminuantur, quatenus Episcopi omnibus sui officii partibus, saltem gravioris momenti, ipsi satisfacere possint.

II.

Quia teste S. Concilio Tridentino S. 24. de ref. c. 2. experientia docet, propter prohibitionum multitudinem multoties in casibus prohibitis ignoranter contrahi matrimonia, in quibus vel non sine magno scandalo perseveratur, vel quae non sine eodem dirimuntur, jam Concilium Lateranense III. et Concilium Tridentinum matrimonii impedimenta diversa abrogarunt. Hodierno autem tempore, quo jam plurimis locis matrimonium, quod vocant civile, per leges civiles praescriptum est, atque

Digitized by Google

impedimenta canonica formaque a Concilio Tridentino pro matrimonio contrahendo praescripta per easdem leges civiles non amplius agnoscuntur, plurima connubia ubique fere contrahuntur, quae ex jure canonico nulla sunt censenda, et exinde peccata atque animarum pericula aeternae salutis innumera et gravissima proveniunt.

Praeterea commercium hominum atque nationum etiam maxime inter se dissitarum nec non domicilii sive commorationis immutatio frequentissima, quae moderno tempore ubique fere pristinae immobilitatis et stabilitatis locum obtinuerunt, impedimentorum matrimonii indagationem valde difficilem eorumque imminutionem maxime necessariam reddunt. Propterea petimus:

a) ut impedimentum quarti gradus consanguineitatis, quarti vero et tertii affinitatis ex copula licita ortae nec non cognationis spiritualis et publicae honestatis ex sponsalibus provenientis atque affinitatis ex copula illicita ultra primum gradum et criminis ex solo adulterio absque conjugicidio vel ipsius machinatione proveniens abrogetur;

b) ut Episcopis concedatur facultas dispensandi super gradu tertio et quarto mixto secundo consanguineitatis et affinitatis;

c) ut dispensatio sive facultas dispensandi a S. Sede Apostolica impertita non amplius per copulam reticitam vel patratam vel iteratam post missas preces tanquam nulla reddita habeatur, quia exinde saepissime matrimonia contrahuntur invalida. Cum Oratores falsa verecundia seducti aut novas difficultates timentes verum conscientiae statum non manifestent, maxime desiderandum est, ut nupturientes non cogantur ea manifestare, quae ad propriam turpitudinem spectant.

d) Petitur, ut conditio seu obligatio, alteram partem de matrimonii nullitate certiorem reddendi, quae facultatibus pro matrimonii revalidatione necessariis apponi solet, in iis casibus, in quibus causa nullitatis occulta est et alteri parti notificari non potest sine scandalo, vel modificetur, vel permittatur, ut renovatio consensus matrimonialis conditionata eo modo, quem commendavit Benedictus XIV. Papa fel. recordat., fieri possit, quia alias gravissimae semper difficultates obveniunt in exequenda hujusmodi facultate.

e) Petitur, ut Episcopis facultatum, quibus gaudent, dispensandi super matrimonii impedimentis, usus ita concedatur, quatenus concurrentibus quoque pluribus impedimentis iisdem sine dubio licite ac valide uti possint.

f) Petitur, ut in verificandis dispensationum motivis non

Digitized by Google

amplius requiratur formalis processus juridicus, sed Episcopi arbitrio relinquatur, qua via causarum veritas sit eruenda.

g) Ut grave odium, quod per taxas pro dispensationibus solvendas contra S. Ecclesiam inter fideles atque infideles excitatur, imminuatur, petimus, ut causae, ob quas pro pauperibus dispensari consuevit, aequiparentur iis, propter quas pro divitibus dispensatio conceditur.

h) Denique considerantes, quot peccata atque scandala per moram diuturnam haud raro oriuntur, quae cum recursu ad sacram Sedem Apostolicam necessario conjuncta est et per curiarum ferias saepe valde prolongatur, humillime atque enixe petimus, ut in rebus matrimonialibus *quocunque anni tempore absque mora* dispensationes expediantur.

III.

Casuum et censurarum Summo Pontifici reservatorum in praesenti tantus est numerus et tanta incertitudo, ut exinde dubia multa et difficultates Episcopis et Confessariis oriantur, parum autem utilitatis proveniat. Propterea maxime desideramus, ut eorum catalogus revisioni et reductioni subjiciatur et in specie censurae, quas vocant latae sententiae aut omnino tollantur, aut ad parvum criminum maxime enormium numerum reducantur; facultates autem, quibus Episcopi ad muneris sui administrationem ordinariam indigent, non ad Quinquennium, sed ad muneris durationem concedantur, quemadmodum a Sacra Congregatione de Prop. Fide Vicariis Apostolicis concedi solent.

IV.

Petimus, ut regulae Indicis, quae partim in regionibus mixtis nunquam omnino observari poterant, partim vero ob omnino immutatum societatis humanae et in specie rei literariae statum in praesenti nusquam fere observari possunt, ideoque multas conscientiarum anxietates et confessariorum dubia provocant, recenti revisioni et redactioni submittantur. Petimus quoque, ut novorum librorum censura non promulgetur, nisi prius audito auctoris Ordinario, quia haud raro evenit, ut absque censurae publicatione erroris revocatio effici valeat, si auctor bonae sit voluntatis.

V.

Forma processus canonici hodie in diversis dioecesibus valde existit diversa; quare humillime petimus, ut certa forma

Digitized by Google

ubique observanda et quidem summaria praescribatur. Quia autem in corpore juris canonici permulta inveniantur praescripta, quae in praesentiarum non amplius habent vigorem, maxime optandum est, ut nova collectio fiat eorum canonum, qui adhuc vigent omissis omnibus, qui jam abrogati esse dignoscuntur. Propterea humillime petimus, ut S. Synodus ad Sanctissimum Patrem dirigat supplicam, quatenus ad redigendam ejusmodi SS. Canonum novam collectionem viros aliquos peritissimos deputare dignetur.

VI.

Breviarium Romanum nonnullis locis quaedam continet, quae cum historia certa fide digna et sana S. Scripturae exegesi non omnino convenire videntur; quare petimus, ut ad corrigendos ejusmodi locos nonnullos Breviarium revisioni accuratae subjiciatur. Simulque petimus, ut Sacerdotibus saltem curatis permittatur, officium matutinum semper ab hora pomeridiana secunda anticipando recitare, quia postea saepe aliis functionibus suis muneris impediuntur.

VII.

Decretum S. Concilii Tridentini de concursu pro parochiis speciali instituendo in multis amplioribus dioecesibus nunquam in usum pervenit, in multis aliis autem jam approbante S. Sede Apostolica ejusdem loco hodie concursus generalis ad explorandam scientiam et omnigenam idoneitatem Sacerdotum, qui ad parochiae munus adspirant, habetur. Propterea petimus, ut illud S. Concilii Tridentini decretum revisioni submittatur, et ea examinis sive concursus norma praescribatur, quae ubique valeat ac debeat observari.

VIII.

Propter gravissima detrimenta, quibus per juris patronatus laici abusum salus animarum saepe afficitur, petimus, ut meliori quovis modo huic malo medela afferatur. Quod fortasse fieri potest per praescriptum, ut patronus laicus inter tres ab Ordinario designandos Sacerdotes praesentandum eligere teneatur.

IX.

Ut gravissima mala, quae ex vita vitiosa et scandalosa parochi aliorumque Sacerdotum in populum fidelem redundant, facilius evitari vel averti possint, petimus, ut inter causas pri-

Digitized by Google

vationis beneficii curati legitimas assumantur: simplex fornicatio notoria, concubinatus manifestus, ebrietas nec non prodigalitas incorrigibilis atque scandalosa. Pariter petimus, ut permittatur translatio parochi non voluntaria vel dimissio cum pensione congrua, quoties per sententiam sive per vota Examinatorum prosynodalium constiterit, eundem ad regendam parochiam non amplius esse idoneum.

X.

Propter immensa pericula, quae per sectam muratorum liberorum nuncupatam aliasque societates secretas quotidie rei Christianae parantur, enixe petimus, ut S. Concilium decreta contra ejusmodi societates jam pridem promulgata renovare nec non efficaciori modo contra easdem procedere dignetur.

Motiva necnon speciales postulationes, quae ad hanc petitionem pertinent, in libello adjecto sub titulo: „Qua via Ecclesia contra societates secretas procedere valeat etc.“ satius exponuntur. Petimus, ut ex adjectis exemplaribus unum Sanctissimo Patri, octo Eminentissimis S. Concilii Praesidibus et Secretariis exhibeantur, caeteraque inter singulos Patres distribuantur.

Romae VIII. Januarii 1870.

---

3. POSTULATA

ARCHIEPISCOPI ET EPISCOPORUM BELGII.

Emi ac Rmi Domini!

Concilium Tridentinum pro reformatione statuit ea quae statuere poterat attenta temporum necessitate; non autem ei datum fuit meliora et perfectiora praescribere.

Episcopi autem Belgii decreta disciplinaria Tridentini adimplere conati sunt et, Deo benedicente, quaedam ad majorem perfectionem juxta Tridentini mentem perduxerunt. Hinc perfectionem inductam et jam usu firmatam consecrare cupientes, petunt decreta Concilii Vaticani ita conscribi, ut haec perfectio non impediatur, imo ut nonnulla universaliter commendentur ac praecipiantur, ut breviter in sequentibus, judicia Ecclesiastica, Clerum ac pias nonnullas Congregationes spectantibus, exponitur.

Digitized by Google

I.

De Judiciis Clericorum.

In Belgio Tribunal Ecclesiasticum in Clericis judicandis potius paternum vocari posset, fitque sine ullo strepitu. Presbyteri prolapsi ab Episcopo vocantur et correctionem poenamque passim subeunt submisse, firmiter persuasi haec fieri juste et misericorditer. In tabulario vix aliquid servatur quo fama Cleri imminui aliquando possit, nisi praevideatur necessitas adhibendi quaedam documenta, si de sententia appelletur.

Postulatur itaque ut addatur in decretis de judiciis: si alicubi omnia paterne fiant, ita ut disciplina ecclesiastica inde nullum damnum patiatur, hanc praxim, mansuetudini Christi conformem, nullo modo improbatam volumus.

II.

De Clericorum Seminariis.

Seminaria in Belgio florent studiis et vera pietate, ex eo quod alumni humaniora discentes educantur in minori, ut vocari solet, Seminario, veste modesta non tamen prorsus clericali induti, omnino separati ab Alumnis qui disciplinis theologicis incumbunt. Hi autem ad ordines non admittuntur, antequam per longum tempus, annos scilicet tres vel quatuor, in Convictu Seminarii quasi in novitiatu ordinis ecclesiastici vixerint.

Postulatur itaque ut hoc Seminariorum regimen approbetur, vel saltem nullo modo improbetur; improbatum utique videretur si nude praescripta Concilii Tridentini de Seminariis inculcarentur.

III.

De collatione ecclesiarum parochialium et succursalium.

1. Concursus ad Curas pastorales in Belgio sic ordinatur. Presbyteri in sacrum ministerium missi vel ad docendam adolescentiam deputati, singulis annis vel bienniis in Seminario congregantur et per examen in scriptis, quod quasi *Concursus* appellari potest, suum in doctrina sacra progressum probant. Examen illud seu *Concursus* per plurimos annos durat, et vi hujus nominantur concurrentes ad Curas pastorales quae vacaverint. Hinc sequitur Sacerdotes non tantum *semel*, ut Synodus Tridentina requirit, sed sexies aut etiam decies periculum

Digitized by Google

facere suae aptitudinis ad munus pastorale. Curae autem pastorales conferuntur attentis testimoniis parochorum et decanorum circa mores, pietatem, zelum et prudentiam Candidatorum, quae testimonia etiam per plures annos sunt repetenda; ita ut sit certitudo omnimoda meritorum promovendi, quod utique menti Synodi Tridentinae est quam maxime conforme.

Postulatur itaque ne quid in Decretis statuatur quo haec praxis impediatur; imo, ut videtur, haec disciplina non parum prodesset aliis dioecesibus.

2. Quoad Ecclesias succursales, postulatur ut decisio data a S. M. Gregorio XVI. Episcopo Leodiensi, circa parochos *succursalistas*, ut vocantur, conservetur et confirmetur. Disciplina haec, ab annis fere 70 vigens, fuit utilissima et etiamnunc est necessaria. Bonis et piis Sacerdotibus est perjucunda; paucis quandoque discolis odiosa quum magis attendere teneantur ne eorum vitia tandem aliquando per mutationem stationis vel depositionem puniantur.

IV.

De Synodo Dioecesana.

Synodus Dioecesana annue celebrari potest et utilissime celebratur in Belgio, dum apices juris non omnino servari debent, nec omnes debeant vocari qui curam habent animarum.

Postulatur igitur ut decreto de Synodo dioecesana haec addantur: In dioecesibus, in quibus usus invaluit vel induci potest ut Synodus Dioecesana quotannis celebretur ab Episcopo, vocatis Canonicis ecclesiae cathedralis, decanis christianitatum et examinatoribus synodalibus, haec agendi ratio servetur.

V.

De piis virorum ac foeminarum Institutis.

Praeter monasteria stricte dicta sunt in Belgio quasi innumerae piae tum virorum tum feminarum familiae quae bonis operibus occupantur, videlicet: educatione et instructione pueritiae et adolescentiae, cura senum, coecorum, surdorum, mutorum, insanientium, languidorum, morientium. Hae familiae Episcopo annuente et favente natae, ejus consiliis et vigilantia opus habent. Episcopus enim prae omnibus aliis novit earum necessitates et pericula, iisque auxilium fert opportunum et egregium. Tales domus deditae operibus zeli et charitatis sunt ducentae vel trecentae in quacumque Dioecesi Belgii, pros-

Digitized by Google

perantur et Deo, ut speramus, sunt gratissimae, Ecclesiae autem utilissimae. Passim reguntur juxta spiritum ss. Canonum in illis quae spectant ad novitiatum, separationem a profanis, spiritum paupertatis etc. Sed illas reducere ad apices juris et submittere Congregationi Romanae est impossibile.

Postulatur itaque: ut auctoritas Episcopi sit et maneat in omnia monasteria Fratrum laicorum et Sororum, ita quidem ut ad Episcopum recurratur pro omni administratione spirituali et temporali.

VI.

De Oratoriis privatis.

Postulatur ut Concilium potestatem faciat omnibus Ordinariis, concedendi privatis quibusdam personis, quas ipsi in Domino dignas judicaverint, oratorium domesticum in quo sacrosanctum Missae Sacrificium celebrari possit; imo, si adsint rationes sufficientes, SS. Eucharistia asservetur; *sub conditionibus tamen vel a Concilio vel a S. Sede praescribendis, et ad quas omnino teneantur Ordinarii.*

VII.

De Altaribus privilegiatis.

Obtineat Concilium a S. Sede, ab Episcopis concedi posse unum altare privilegiatum in qualibet ex suis ecclesiis collegiatis vel parochialibus et in quolibet ex suis Oratoriis vere publicis, idque vel in perpetuum vel ad tempus limitatum, sed ita tamen ut ea concessio ab Episcopis renovari semper possit quin ad S. Sedem recurrere teneantur. Si vero S. Sedes hanc facultatem sibi reservare omnino velit, obtineat Concilium ut in Brevi concessionis non occurrant clausulae tam ambiguae, ut inde videri possint revocata privilegia antea licet in perpetuum concessa.

VIII.

De facultatibus extraordinariis.

1. Postulatur ut facultates quae pluribus Ordinariis concedi solent a S. Sede, et vocantur vel Quinquennales vel Triennales vel Annales, adeoque singulis vel quinquenniis vel trienniis vel annis renovandae sunt ac semper renovantur, in posterum concedantur pro toto tempore quo Ecclesiae suae regimini praesunt illi quibus dantur.

Digitized by Google

2. Postulatur ut reliquae facultates extraordinariae, quae pro bono animarum a S. Sede Ordinariis conceduntur, in posterum non ad aliquot vices, sed ad tempus impertiantur.

IX.

De Sacramento Matrimonii.

I. Abrogare velit Concilium Vaticanum:

A. Quarti gradus sive aequalis sive inaequalis impedimenta tum consanguinitatis tum affinitatis ortae ex matrimonio.

B. Publicae honestatis ex sponsalibus tantum.

C. Cognationis spiritualis ex Baptismo, praeterquam inter levantem et levatum.

D. Secundi gradus sive aequalis sive inaequalis lineae collateralis affinitatis ex copula illicita, dummodo primus gradus non interveniat.

Motiva hujus postulati sunt:

1. Familias hodiedum ita quandoque dispergi, ut saepius in 4° gradu sese contingant nupturientes, quin vel aliquid de consanguinitate aut affinitate suspicietur. Hinc nonnumquam fit ut petatur dispensatio in 4° gradu, contracto jam matrimonio, et quidem bona fide, ac pluribus annis.

2. In locis exiguis revera quandoque ita omnes familias vel consanguinitate vel affinitate inter se ligari, ut vix fieri possit ibi matrimonia contrahi aliter quam inter personas 4° saltem gradu junctas.

3. Quod praecipuum est, et pro omnibus in hac materia postulatis valet, in regionibus ubi viget matrimonium civile, non dari civile v. g. impedimentum 3^{i} vel 4^{i} gradus. Ibi igitur, pro languescentis fidei vitio pronum est, ut spreta Dei et Ecclesiae lege, plures sub specie matrimonii civilis in turpi concubinatu vivant. Unde Postulati ratio.

II. Statuat Concilium in supplici libello ad obtinendam dispensationem S. Sedi oblato, non amplius exprimendum esse incestum ab oratoribus commissum inter se. Hujus Postulati motiva sunt:

1. In hodierno societatis statu saepe odiosum videri, si parochus de similibus inquirat; eo vel magis quod, juxta communem auctorum doctrinam, non teneantur oratores se infamare extra Confessionem.

2. Si autem illud peccatum detegatur in Confessione, quae saepius uno alterove tantum die Matrimonium praecedit, nescit ut plurimum quo se vertat Confessarius, probe sciens ex una parte dispensationem obtentam esse invalidam, et ex

Digitized by Google

altera parte deesse tempus quandoque ut obtineatur convalidatio ante Matrimonii celebrationem; quae forsan differri non poterit, quia v. g. mos est in loco ut eodem die et coram lege civili et coram Ecclesia contrahant, ac omnia parata sunt.

3. Quia, si numquam extra Confessionem de incestu interrogarentur nupturientes, plures ea de re non cogitarent eo nempe sensu ut de industria non committerent hoc crimen ad facilius obtinendam dispensationem; alii falso non allegarent copulam commissam fuisse, ut fit quandoque.

III. Statuat Concilium litteras dispensationis a S. Sede expeditas in posterum non amplius fore invalidas, sive ob reticitum incestum in precibus, aut patratum seu reiteratum post missas preces et ante dispensationis executionem; neque ob errorem nominis dioecesis vel nominis aut cognominis contrahentium, dummodo constet de personarum identitate; neque ob expressionem consanguinitatis loco affinitatis seu vice versa, dummodo gradus accurate exprimatur, aut saltem dummodo verus gradus non sit propinquior quam qui expressus fuit in supplica.

Prima hujus Postulati pars est consequens praecedentis. Utilitas reliquorum quae inibi petuntur ad pericula animarum avertenda satis patet.

IV. Declaret Concilium validas in posterum fore litteras dispensationis a S. Sede expeditas, licet agentes vel amanuenses romani causis in libello supplici allegatis alias addant aut substituant, vel causarum circumstantias suo mode aliter exponant quam exponuntur in libello S. Sedi oblato.

V. Statuat Concilium omnia Brevia vel rescripta S. Sedis rem Matrimonialem spectantia. quorum executio commissa est Episcopo ejusve Vicario generali aut officiali, Sede per mortem hujus Episcopi vacante, a Vicario Capitulari executioni dari posse.

VI. Statuat Concilium Vicario Capitulari, Sede Vacante, concessas censeri omnes et singulas facultates peculiares et extraordinarias, quas in re Matrimoniali a S. Sede sibi impetraverat Episcopus defunctus, dummodo non expiraverit tempus ad quod concessae fuerunt.

VII. Coram Domino expendere velint Rmi Patres Concilii:

A. An non suppetat via qua, saltem pro Ordinariis hoc petentibus, abrogari valeat, quae vocari solet dispensationum taxa seu componenda, in pluribus regionibus nostri saeculi hominibus tam odiosa. Si autem hoc fieri nequeat, saltem adhibere velint Patres medium quo fieret ut qui pinguem solvunt taxam non citius obtineant dispensationem, quam qui parvam

Digitized by Google

aut nullam solvant; ita enim caderent injuriosa illa in Ecclesiam obloquia quae nonnumquam occasione similium audiuntur.

B. An in concedendis dispensationibus praecaveri non possit temporis dispendium, animarum saluti quandoque tam noxium. Tempus v. g. ita deperditur, quando ante dispensationis concessionem exigitur separatio unius vel duorum mensium, quo spatio elapso recurrere possunt oratores, quorum interim maxime interest pro animae suae salute, ut quamprimum jungantur. Idem obtinet quando e dicasteriis romanis respondetur: *negative*, vel *non afferri* vel *non expedire* in casibus in quibus sufficientes adsunt dispensandi rationes, et in quibus postea equidem fere semper altera vel tertia offertur supplica, ac demum conceditur dispensatio, dum interea temporis plura commissa fuerunt peccata imo nonnumquam in malo statu obfirmatum habent animum oratores, qui jam civiliter contraxerunt, ac forsan vocem parochi eos ad poenitentiam vocantis audire amplius nolunt.

C. An obtineri non possit ab illis qui in Curia romana dispensationibus concedendis operam dant, ut majorem aliquam habeant rationem motivorum quae in supplica allegantur ab Ordinariis, qui pro locorum et rerum adjunctis utique censendi sunt ut minus aliquatenus intelligere, quid necne fidelium bono spirituali expediat. Res illustrabitur exemplo. Magna quandoque cum difficultate obtinetur dispensatio in impedimento affinitatis primi gradus aequalis lineae collateralis orto ex legitimo matrimonio. Sunt tamen regiones, loca et circumstantiae in quibus ad spirituale et temporale oratorum bonum nihil magis quandoque optandum esset, quam ut v. g. viduus, praesertim si non sit dives, ducere possit defunctae uxoris sororem, aut vidua nubere queat fratri defuncti mariti. Dein nimia in ejusmodi adjunctis dispensandi difficultate, juxta thema supra expositum, nonnisi peccatis ansa praebetur.

D. An aequum non sit ut, deficiente copula carnali inter oratores, et periculo contractus civilis, tamquam motivum impellens ad dispensationem concedendam, admittatur instantia proprii Ordinarii.

Atque haec dicta sint, neminem carpendi intentione, sed animas salvandi et malevolorum oblocutiones impediendi desiderio.

V.

Expleto Concilio Vaticano, committere velit SSmus Dominus, viris in sacris Canonibus versatis, munus redigendi integrum complexum legum ecclesiasticarum, in novum codicem

Digitized by Google

hodiernae praxi accommodatum, et in varios titulos, capita etc. pro materiarum varietate distributum.

Romae, 29. Januarii, in Festo S. Francisci Salesii, 1870.

Huic postulationi subscripserunt 5 Concilii Patres.

---

4. POSTULATA
ARCHIEPISCOPORUM ET EPISCOPORUM PROVINCIARUM QUEBECÉNSIS ET HALIFAXIENSIS.

Postulatum

ut totius juris ecclesiastici, curante Summo Pontifice, peracto Concilio Vaticano, fiat codificatio cum iis additionibus et mutationibus quae praesenti rerum statui utiliores et accommodatiores videbuntur.

Rationes postulati.

1. Facilior et communior evaderet cognitio hujus juris, quod nunc pene innumeris constitutionibus et canonibus constat.

2. Multa in desuetudinem abierunt, vel impossibilia facta sunt, vel in maximum Ecclesiae bonum mutari possunt.

Huic postulationi subscripserunt 13 Concilii Patres.

Postulatum

ut in Concilio Vaticano consideretur, utrum expediat in totius juris ecclesiastici codificatione totam legislationem de impedimentis Matrimonii ad trutinam revocare, ita ut eorum impedimentorum minuatur numerus, vel saltem augeatur potestas ordinaria episcoporum ab impedimentis dispensandi.

Rationes postulati.

1. Valde intricatae sunt leges de impedimentis et de dispensationibus, ut constat ex innumeris difficultatibus quae quotidie solvendae accurrunt tum Congregationibus Romanis, tum Ordinariis locorum.

Digitized by Google

2. Avertendum est frequens periculum nullitatis sacramenti.

3. Videntur abolenda impedimenta a quibus semper dispensatur.

Huic postulationi subscripserunt 12 Concilii Patres.

Postulatum

ut tollatur impedimentum cognationis legalis.

Ratio postulati.

Hoc impedimentum multis dubiis obnoxium videtur propter diversitatem legum civilium circa adoptionem; unde multi doctores nunc negant illud existere in praesenti rerum statu, in plerisque regionibus.

Huic postulationi subscripserunt 13 Concilii Patres.

Postulatum

ut e stylo Curiae, in dispensationibus consanguinitatis et affinitatis, tollatur obligatio declarandi incestum patratum.

Rationes postulati.

Haec obligatio quae nunc est sub poena nullitatis dispensationis, videtur

1. *Inutilis* quia non impedit incestum, nec illum punit. Tota poena incidit in miserum confessarium qui saepe maximis difficultatibus et anxietatibus implicatur;

2. *Nociva*, quia adest periculum infamiae et violationis sigilli sacramentalis, et insuper haec obligatio causa est nullitatis plurimorum matrimoniorum quorum rehabilitatio aliquando valde difficilis est.

Huic postulationi subscripserunt 13 Concilii Patres.

Postulatum

ut tollatur impedimentum publicae honestatis ex sponsalibus *non solemnibus* proveniens.

Digitized by Google

Ratio postulati.

Hoc impedimentum, quando provenit ex sponsalibus non solemnibus, probationem saepe non admittit, unde jurgia, lites, nullitates matrimonii et scandala.

Huic postulationi subscripserunt 12 Concilii Patres.

Postulatum

ut tollatur impedimentum consanguinitatis et affinitatis in quarto gradu.

Rationes postulati.

1. Non sunt servanda impedimenta a quibus nunc semper dispensatur quotiescumque occurrunt.
2. Ex illis frequentius provenit nullitas matrimonii propter majorem difficultatem illa inveniendi.

Huic postulationi subscripserunt 13 Concilii Patres.

Postulatum

ut tollatur impedimentum affinitatis *ex illicita* in secundo gradu.

Rationes postulati.

1. Ab illo impedimento, quotiescumque occurrit, semper dispensatur, et non videtur conveniens ut statuatur lex quae non servetur.
2. Praeter periculum nullitatis Matrimonii, adest periculum infamiae et etiam revelationis sigilli sacramentalis.

Huic postulationi subscripserunt 12 Concilii Patres.

Postulatum

ut Breviarii Romani fiat nova dispositio in qua: 1. quantum fieri potest, ordinarie recitetur totum psalterium in hebdomada: 2. brevius sit officium iis diebus quibus parochi et confessarii

Digitized by Google

muneris sui officiis diutius detinentur, prout sunt vigiliae festorum, sabbata, dominicae praesertim adventus et quadragesimae.

Rationes postulati.

1. Juxta primitivam breviarii dispositionem, totum psalterium singulis hebdomadis recitabatur; nunc vero repetuntur fere semper iidem psalmi de communi sanctorum; hinc minuitur recitantium devotio, et amittitur fructus qui ex aliorum psalmorum recitatione hauriri posset.

2. Parochi et confessarii jam defatigati, non sunt nimio onere gravandi diebus supra expositis.

Huic postulationi subscripserunt 12 Concilii Patres.

---

5. POSTULATA

QUORUMDAM EPISCOPORUM ITALIAE CENTRALIS.

Episcopis Italiae centralis, qui sedent in Concilio Vaticano, et simul privatim consultant in bonum Ecclesiae et in praeparationem earum rerum, quae conciliariter peragendae et definiendae sunt, visum est fore ut conferret ovium sibi concreditarum regimini, si quae infra humiliter postulant a Sacrosancta Vaticana Synodo approbentur et decernantur. Ea tamen Summi Pontificis judicio prius expendenda subjiciunt, prout Bulla *Multiplices inter* sapienter disponit. Sunt autem quae sequuntur:

I. Ut sunt res Italiae, in qua lex lata est de *matrimonio*, ut ajunt, *civili*, quae valde turbat Ecclesiam, necesse est ut Episcopi expeditiores sint in exercitio sui ministerii, utque proinde ea removeantur, quae eorumdem actionem aut nimis lentam, aut gravem nimis reddant, ad amolienda scandala legalis concubinatus. Illi enim ex catholicis, qui sunt *gravi corde*, et *dura cervice* facile detrectant legem sanctissimam matrimonii christiani, nisi praesto sint, et quidem semper fere gratuito, dispensationes matrimoniales, quae ab Ecclesia rationabili de caussa concedi solent ab impedimentis juris ecclesiastici. Quare iidem Episcopi summo studio petunt:

A. Ut praedictae dispensationes communicentur maxima qua fieri potest et temporis et sumptus oeconomia, modificatis insuper quibusdam aut subobscuris aut duriusculis formulis.

Digitized by Google

B. Ut impedimentum quarti gradus seu consanguinitatis seu affinitatis, quod in tanta hominum commixtione frequentissimum est, et saepe a contrahentibus ipsis ignoratur, aut sero et fortuito deprehenditur, unde fit ut recursus ad Sanctam Sedem adeo multiplicentur, ut saepe impossibile sit scandala impediri, quae ex hac cunctatione oriri possunt, et reapse oriuntur; impedimentum, inquam, illud, auctoritate, qua pollet Ecclesia, e medio prorsus tollatur.

C. Ut impedimentum ex copula illicita coarctetur ad primum gradum.

D. Denique ut impedimenta e cognatione spirituali, quibus passim plurimi temere illigantur, qui patrinos agunt, praesertim in administratione Confirmationis, quin postea, quum opus est, hujusce ligaminis reminisci valeant, aboleantur.

II. Et quoniam facilitate contrahendi sponsalia saepe saepius quidam abutuntur, ex quo fit ut plurima matrimonia irrita evadant, ideo postulant, ut impedimentum publicae honestatis ex sponsalibus locum non habeat, nisi ex solemnibus, initis scilicet per syngraphamaut coram parocho sine testibus aut coram notario et testibus. Quae conditiones etiam pro impedimento sponsalium impediente requiri debeant. Possit autem Episcopus, ubi adsit mutuus consensus pro sponsalium dissolutione, dispensare ab impedimento, quod nihilominus perdurat.

III. Potestas quoque fiat Episcopis dispensandi sacerdotes chorales, qui inserviunt eis in visitatione pastorali, itemque Examinatores, dum sunt in officio, adeo ut, ad effectum distributionum choralium, perinde ac praesentes habeantur.

IV. Congruum quoque visum est ut quoad sanctimoniales foeminas concedantur Episcopis latiores facultates, quia ob quasdam restrictiones, quae ratione temporum factae sunt a Summis Pontificibus iis dispositionibus, quae habentur in Concilio Tridentino, non raro contingit ut iidem in angustiis conscientiae moleste versentur.

V. In Breviario autem eam solummodo recognitionem petunt, qua castigentur ea tantum loca, quae fortasse absunt a critica historica, et Homiliis Patrum in quibusdam festis selectiores aptioresque sufficiantur; praecipue autem vellent ut Psalterium Davidicum eo ordine digeratur, quo pluries quotannis recitari integre possit, quum in praesentiarum maxima Psalmorum pars vix aut ne vix quidem in officiis ordinariis recurrat.

VI. Ne studiosis scientiae canonicae iter nimis salebrosum peragendum sit, ob molem earum legum quae jam obsolevere, petunt ut Corpus Juris canonici quam diligentissime recognoscatur.

Digitized by Google

VII. Quoniam vero inter libros prohibitos ii qui per Litteras Apostolicas damnati sunt, censuram *speciali modo* reservatam Summo Pontifici legentibus inurunt, petunt Episcopi ut horum librorum, auctoritate Concilii, peculiaris et distinctus Index fiat.

VIII. Optandum est quod Episcopis in Synodis dioecesanis liceat, quoad reductiones Missarum, uti facultatibus a Tridentina Synodo concessis Sess. 25, Cap. 4 de Reform. etiam quoad fundationes posteriores eidem Concilio, abrogatis declarationibus et limitationibus usque modo apud nos vigentibus, attenta maxime temporum difficultate, et ut diligentiori cura intra praescriptum tempus piis oneribus satisfiat.

Pro praedictis Episcopis
† Henricus Episc. Pistorien. et Praten.

---

6. POSTULATA
EPISCOPI CONCORDIENSIS.

Infrascriptus Episcopus Concordiensis humiliter proponit:

1. Ut lex, qua Christi fideles diebus Sabbati carnes manducare prohibentur, abrogata declaretur, uti jam fuit in non paucis regionibus, excepto Quadragesimae et Adventus tempore, et hoc ob physicam hominum constitutionem, quae de die in diem magis debilitatur, et ad scandala vitanda, nam hoc Ecclesiae praeceptum vix observatur, et non pauci putantes pro omnibus factam esse concessionem, carnes sine conscientiae perturbatione manducant.

2. Ut Episcopis tribuatur potestas dispensandi super impedimentis matrimonii ortis ex tertio et quarto gradu consanguinitatis et affinitatis, et ex publica honestate; cum enim praesertim in oppidis nullum fere contrahi possit matrimonium quin opus sit ejusmodi dispensationibus, timendum est ne quis hisce miserrimis temporibus, in quibus fides et pietas refrigescunt, civile matrimonium contrahere malit, quam a S. Sede praedictas dispensationes petere, atque ut obtineat, pecuniam solvere.

3. Ut ad vitandas contentiones, rixas, inimicitias, quae facile oriuntur ex sponsalibus temere et clam celebratis, constituatur dehinc sponsalia quae facta non fuerint cum aliquibus solemnitatibus ex. gr. coram duobus testibus, ac monitis parentibus, esse invalida, atque cum solemnitatibus inita, fieri invalida si, quin renoventur, annus integer ex quo facta sunt transeat.

Digitized by Google

4. Cum his praesertim temporibus formatio processus regularis et canonici contra Parochos et Beneficiatos inamovibiles res sit periculi plena: ut tribuatur Episcopis facultas praedictos quovis beneficio expoliandi absque formali processu, quoties constiterit eosdem adeo gravia crimina perpetrasse, ut ab ipso Episcopo, auditis Judicibus, illud sine scandalo diutius retinere non posse existimetur; ita tamen ut beneficiario relinquatur jus appellandi ad S. Sedem.

5. Cum saepe contingat viros ecclesiasticos typis vulgare libros aut opuscula, vel articulos inserere in diariis ex quibus ignominiam captant, et scandala oriuntur; ut sub gravibus poenis prohibeantur quidpiam typis vulgare sine permissione *in scriptis* obtenta ab Ordinario.

6. Cum praesertim in Italia jam fere nullum reliquum sit beneficium simplex cujus titulo quis possit Sacros Ordines suscipere, ac pauci sint qui possint titulo patrimonii ordinari; providere oporteret ut dehinc Episcopi, eos inter Clericos patrimonio vel titulo destitutos, et Ecclesiae ministerio idoneos et necessarios, ordinare possint titulo *Servitutis Ecclesiae.*

Die 19. Februarii 1870.

† Nicolaus Episcopus Concordiensis.

---

7. POSTULATUM

ELECTIONEM VEL NOMINATIONEM EPISCOPORUM ATTINENS.

Maxime salutaria quidem Concilium Tridentinum, imprimis Sess. XXIV. cap. I. de Reform., quoad creationem seu electionem Episcoporum et Cardinalium praescripsit.

Experientia tamen teste constat, a pluribus principibus vel magistratibus, jus nominandi vel proponendi episcopos habentibus, in ejusmodi nominationibus longe minus ecclesiae utilitatem et animarum salutem, quam alia quaedam ob oculos haberi, quae fusius adumbrare necesse non est. Ex qua agendi ratione pericula maxima in ecclesiam Christi redundant, quae avertere vel saltem imminuere Oecumenicae hujus Synodi munus esse censemus. Ejusmodi synodalia constituta fortitudinem etiam augere poterunt, qua Apostolica Sedes nominationibus minus idoneis resistere debet.

Quum vero in indice schematum nihil de gravissima hac re inveniatur, humillime subscripti Patres instanter rogant et

Digitized by Google

flagitant, ut sacra haec Oecumenica Synodus principibus, magistratibus, capitulis, aliisque episcopos nominandi, proponendi vel eligendi jus habentibus, gravissimum Dei judicium in mentem reducat, provideatque, ut lex a Tridentino Concilio de electorum examine constituta, nunc eo severiori adhuc et strictiori modo ab omnibus observetur, quo evidentius ecclesiarum pericula creverunt; et ut simile examen etiam in aliis ecclesiasticis dignitatibus ab Apostolica Sede conferendis instituatur ad quas principes vel magistratus nominant aut proponunt.

Romae die 11. Martii 1870.

Huic postulationi subscripserunt 7 Concilii Patres.

8. POSTULATUM

UNIUS CONCILII PATRIS AD EANDEM REM PERTINENS.

Eminentissime Praeses!
Reverendissimi Patres!

Verba faciens in Congregatione Generali de schemate, quod de Episcopis propositum fuit, inter alia innui, quanti momenti sit negotium electionis Episcoporum, quum omnia remedia frustra adhibeantur, nisi ecclesiis boni pastores praeficiantur. Idcirco rogavi, ut in praefato schemate omnibus et singulis, quibus participatio aliqua in hujusmodi electionibus competit, strenuis verbis inculcetur tum gravitas hujus negotii tum gravitas delicti, quod committunt, qui suum officium hac ex parte negligenter aut male exercent. Attamen postulatum specificatum tunc non proposui. Nunc vero humiliter rogo Rmos Patres Deputationi pro rebus disciplinae adscriptos, ut dicto schemati primum caput decreti de Reformatione, quo Patres Tridentini in sess. XXIV. praescripserunt normam procedendi ad creationem Episcoporum et Cardinalium, integre inserere velint, ut omnia, quae Concilium Tridentinum hac de re tam salubriter statuit, a Synodo Vaticana confirmentur novoque pondere omnibus, quorum interest, injungantur.

Perfectissimae venerationis et obsequii sensibus me profiteor.

Romae die 9. Febr. 1870.

Digitized by Google

9. POSTULATUM

UNIUS CONCILII PATRIS AD PRIVILEGIA ET EXEMPTIONES SPECTANS.

Eminentissimi ac Reverendissimi DD. Cardinales et Reverendissimi Patres!

Privilegia et exemptiones, uti observat Tridentinum Concilium (Sess. XXIV. cap. XI. de Reformat.), perturbationem in Episcoporum jurisdictione excitant, et exemptis vitae laxioris occasionem praebent. Hoc autem, teste experientia, evenit tum de singulis exemptis qui in aliqua dignitate constituti sua privilegia nunquam jactitare desinunt, providasque Episcopi curas parvipendere ac unitatis vincula infringere non verentur; tum etiam de Praelatis saecularibus qui territorium non habent, sed praesunt certo generi personarum quae sunt cuidam Ecclesiae addictae, et dum in Dioecesi commorantes sacerdotalia munia obire suamque operam in fidelium commodum navare solent, a vigilantia et correctione Episcopi se omnino subducere conantur, confugientes tamquam ad asylum sub alas protectionis praelatorum suorum, qui plerumque eorum partes assumere et contra Episcopum stare audent, non timentes scandala et spiritualia damna quae inde proveniunt. Uno verbo hujusmodi exemptiones amplius non sunt, ex hominum malitia, nisi occasiones collisionum et perturbationum quae valde obsunt Ecclesiae bono et animarum saluti; ac proinde opportuno remedio illis est providendum.

Romae, ex Coenobio S. Francisci ad Ripam Tiberis hac die 27. Decembris 1869.

---

10. POSTULATUM

ARCHIEPISCOPI MESSANENSIS, PRAELATURAM ARCHIMANDRITATUS MONASTERIO SS. SALVATORIS ORDINIS S. BASILII MESSANAE ADNEXAM ATTINENS.

Eminentissimi Domini, Patres Reverendissimi!

Nonnullae extant Dioeceses, quae intra aliarum ambitum continentur, et hae Episcopis aut Abbatibus Ordinariis, aut alius nominis Praelatis gubernandae concreditae. Dubitandum haud est graves fuisse ab initio rationes, ut hujusmodi privi-

Digitized by Google

legia concederentur, ex quibus caeterum nulla oriuntur mala, ubi Praesules, sicut passim accidit, aliis Ordinariis, intra quorum Dioecesium loca continentur eisdem concessa, non dissentiunt.

At non ita evenit in Sicilia, ubi est quaedam Praelatura *Archimandritatus* nomine, ac Monasterio SSmi Salvatoris Ordinis S. Basilii Messanae adnexa. Haec suam exercet jurisdictionem cum in nonnullis ejusdem Civitatis locis, tum in aliis terris Dioecesium Messanensis et Pactensis, Archimandrita quinquaginta abhinc annis non fuit electus; atque ideo Monachi per Vicarium Capitularem jus eisdem concessum exercuerunt.

Quae et quanta mala inde orta fuerint longum esset referre. Disciplina diversa, et diversae fuerunt leges inter loca finitima, ita ut populus sibi persuadere non valeret quomodo uno loco liceret quod in proximo nefas esset. Clerici, quibus merito ab Archiepiscopo Messanensi vel Pactensi Episcopo denegabatur ad sacros Ordines ascensus, facili ratione Archimandritatus Clero adscribebantur, et sic optata potiebantur meta. Presbyteri interdum, quibus ab Archiepiscopo Messanensi interdicebatur celebratio, in Ecclesiis Archimandritatus sacrum faciebant: nulla denique per tot annos sacra visitatio fuit per Vicarios Capitulares peracta, ac perinde loca eorundem jurisdictioni subjecta scandalis scatent. In praesens, Monasterio per gubernii legem suppresso, ipsum Capitulum est dissolutum.

Haec omnia quum Sanctam Sedem non laterent, pro pastorali, quam obtinet sollicitudine totius Orbis, pluries mentem suam aperuit de hujusmodi malis reparandis.

Nunc quum forsan abs re non sit, ut Concilium Oecumenicum Vaticanum aliquid attingat de nova Dioecesium circumscriptione, haec exponenda opportunum judicavi, ut tanto malo remedium afferatur.

Die 8. Februarii 1870.

Humillimus, et Omus Subditus
† Aloysius Archiepiscopus Messanensis.

---

11. POSTULATUM

EPISCOPI VICENTINI.

Postulatur ut tollatur obligatio transferendi Officia Sanctorum festo aliquo majori impedita, imposita tantum eorundem commemoratione in Officio et Missa majoris Festi.

Digitized by Google

Postulatur, ut post contractum matrimonium in facie Ecclesiae, si quod impedimentum juris humani detegatur, penes Episcopum sit ordinaria potestas illud tollendi et matrimonium convalidandi, excepto casu, quo utraque pars in fraudem contraxisset, et multo magis sit penes Episcopum ordinaria facultas dispensandi ad *petendum debitum* conjugale.

Postulatur ut per S. Sedem Apostolicam dirimatur quaestio inter Theologos agitata an Episcopus possit absolvere, sive per seipsum, sive per suum specialem Delegatum ab excommunicatione lata in Confessarium, qui complicem suum in peccato turpi absolvit, si casus sit occultus.

Postulatur, ut a S. Sede declaretur, an et quatenus vigeat adhuc obligatio gravissima imposita fidelibus per Constitutiones Pontificias denunciandi haereticos, de haeresi suspectos, blasphematores haereticales, Carbonarios et reliquos sectarios etc. superioribus ecclesiasticis, cum ob aerumnosas temporum nostrorum vicissitudines valde difficilis ac plerumque exiguae seu nullius utilitatis evaserit haec denunciatio.

† Joannes Antonius Farina
Episcopus Vicentinus.

12. PETITIO

UNIUS CONCILII PATRIS DE LEGE FERENDA IN SACERDOTES RARISSIME SACRAMENTALITER CONFITENTES.

Beatissime Pater!

Ex omnibus, quae ad puritatem sanctitatemque levitarum fovendam atque promovendam in ecclesia constituta sunt, nihil forsan aptius efficaciusque est, quam ut sacerdotes et clerici saepe pieque ad sanctum poenitentiae tribunal accedant. Quod enim catechismus Romanus de eo sacramento habet: „Omnibus fere piis persuasum esse, quidquid hoc tempore sanctitatis, pietatis et religionis in ecclesia summo Dei beneficio conservatum sit, id magna ex parte confessioni tribuendum esse," multo magis sacerdotibus videtur esse dictum. Nam si frequenti confessioni illud proprium sit, ut a peccato avertat, vigilantiam foveat, fervorem augeat, humilitatem, omnium virtutum facile matrem, conservet, magis sacerdotibus hujus salutaris medicinae frequens usus necessarius est, quoniam ceteris

Digitized by Google

debent esse cautiores et sanctiores, quippe qui ad sancta sancte peragenda omni hora parati sint oportet omnibusque exemplum praebeant bonorum operum. Atque hinc ipsa mater ecclesia sacerdotes ad frequentem poenitentiae sacramenti usum invitat, cum in ipso sacrificii initio, antequam ad altare Dei introeant, eos humili confessione culpas suas plangere jubeat. Sed ipsa benigna mater confisa conscientiae filiorum suorum, quam speravit religiosam et timoratam fore, quum suo periculo teneantur, opus Dei non negligenter facere, eo contenta hucusque fuit, ut hortaretur eos verbo et exemplis, nulla vero lege generali frequentiorem usum sacramenti poenitentiae sanciret. Nam quae Concilium Lateranense IV. de annua confessione in canone „Omnis utriusque sexus" statuit, et quae Concilium Tridentinum decrevit, ne quis gravis peccati sibi conscius ad sacram mensam accedat, non magis clericos urgent quam reliquos fideles. Sed si laicis hominibus sub anathematis periculo praecipitur, ut semel saltem in anno confiteantur peccata sua, et si minorum ordinum clerici monentur, ut singulis saltem mensibus poenitentiae sacramentum frequentent, eo quod in via sint ad sacros ordines (Conc. Trid. sess. 23. c. 13 et 18 de Ref.), multo magis congruit, ut sacerdotibus omnibus et maxime parochis lege praecipiatur, ut saepius confiteantur, quia illis ex Concilii Tridentini praecepto (sess. 23. c. 14. et sess. 22 decr. de observ. et evit. in celebr. missae) omnibus diebus Dominicis et festis, quanta maxima fieri potest interiori cordis munditia et puritate munus incumbit immolandi Deo tremendum sacrificium.

Haec quidem considerantes saepissime Episcopi in synodis provincialibus et dioecesanis sacerdotes eadem de re monuerunt. Sunt enim, qui quoties sacrificium offerat sacerdos, cor poenitentia mundari voluerunt; sunt qui saltem quavis hebdomade vel quindenis diebus illud expostulant, denique, qui mitius agere videntur, singulis saltem mensibus hoc sacramentum a sacerdotibus percipi mandarunt.

Ast, ut mihi videtur, non sufficiunt haec decreta. Primo enim nescio, an talia ubique statuta sint, quum tamen causae illae gravissimae exigere videantur, ut generali lege ubique servanda clericis frequentior quam laicis confessio injungatur.

Nec praetereundum est, illa synodorum decreta haud raro non observari, quod et de nonnullis nostri temporis synodis compertum est.

Cujus rei si causa quaeratur, ex eo hoc evenisse puto, quod illa decreta non satis expresse dicant, leges et statuta de hac re ferri, quae conscientias obligant, non mera consilia presbyteris proponi. Nam cum in his decretis sanctio plerum-

Digitized by Google

que desit, non desunt, qui ut ipsi remissius agere possint, laxiorem in his sententiam sequantur, consilia haec opinantes non statuta. Atque eo etiam fortasse se tuentur, quod statuta illa nimis gravia praecipiant; sciunt enim omnes, eas leges, quae nimia expostulant, nunquam observari. Neque negari potest, saepius haec synodorum statuta plus exigere, quam executioni mandari possit. Cavendum ergo videtur, hac in re ne consilia cum legibus, suadenda cum mandandis confundantur.

Cum ex his causis contigerit, multis in dioecesibus statuta illa de frequenti sacerdotum confessione nec observari nec de ea vigilari vel rationem expostulari, hinc non raro fit, ut sacerdotes minus fervidi imprimis ii, qui ruri degentes non sine incommodis confessarium adire possunt, non solum de die in diem vel de hebdomade in hebdomadem, sed de mense in mensem confessionem differant, et quod maxime dolendum est, non desunt, qui si semel vel bis in anno confessi sunt, obligationi suae satisfecisse sibi gratulantur, et tamen fortasse quotidie agnum immaculatum contrectarunt et Dominum majestatis in cor introduxerunt. Vere hinc multi imbecilles et infirmi et dormiunt multi. Cum lex non instet, ut saepius se ostendant sacerdoti neque culpam neque negligentiam suam agnoscunt et tabescunt in tepiditate et languoribus suis.

Tanto malo ut occurratur, jam magnus ille et zelosissimus in Concilio Tridentino praesul Bracarensis Bartholomaeus a martyribus in petitionibus suis ad synodum Tridentinam quoad sacerdotes et sacramenta factis sub N. 2. hanc habet: „Sacerdotes aliquando compellendi ad celebrandum et ad singulis mensibus confitendum.“ Et inter postulata in Concilio Tridentino a nonnullis patribus anno 1562 N. 17. hoc habetur: „Item videtur abusus, quod celebrantes quotidie, licet peccati mortalis sibi non sint conscii, non confiteantur saltem singulis Dominicis.“ (Cfr. Vitam venerabilis Bartholomaei de martyribus hoc anno a Joh. Thoma Ghilardi editam, p. II. petition. pag. 10 et 57.). Attamen inter tot negotia his petitionibus directe provisum non est, quod utique magnopere dolendum videtur, quum ob synodi oecumenicae de hac re silentium vel statuta provincialia dioecesanave condita non sint, vel multoties robur suum paullatim amiserint. Quam ob rem mihi liceat, Beatissime Pater, Tibi sacroque Concilio proponere:

I. Ut a synodo Vaticana non solum frequens confessio sacerdotibus commendetur et inculcetur, sed apertis verbis graviter prohibeatur, ne *ultra bimestre* eam differant, cui legi custodiendae invigilare obstringantur episcopi, quorum uti erit ex causa gravi legem remittere, ita illis etiam datum sit, negligentes et contumaces acriter corripere propositis poenis.

Digitized by Google

II. Quod si haec sacro Concilio minus convenire videantur, peto, ut saltem primo concilio Provinciali post praesentem synodum habendo committatur, ut definiat et statuat, quae in Domino in hac re magis expedire noverit, poenis ferendae sententiae propositis in eos, qui, legitima causa ab Episcopo cognita et approbata non excusati, confessionem sacramentalem ultra bimestre procrastinentur.

Denique, Beatissime Pater, Apostolicam Tuam benedictionem supplex imploro.

Romae 8. Martii 1870.

---

13. PROPOSITIO SIVE SCHEMA

QUOD PRO JUVANDA DISCIPLINA CLERI EXAMINI ET JUDICIO REVERENDISSIMORUM PATRUM CONGREGATIONIS DESIGNATAE REVERENTER EXPONIT EPISCOPUS ALBINGANEN.

Diuturna regiminis pastoralis experientia me edocuit, (quod forsan plures Ecclesiae Antistites se expertos fuisse fatebuntur), Sacerdotes qui ad titulum sui patrimonii, vel simplicis beneficii ordinantur, quique nullum assumunt munus, neque parochiale, neque scholasticum in Seminariis vel Collegiis, aut aliud quod eos habitualiter occupatos detineat, Ecclesiae et populo fideli paene inutiles, imo saepius noxios plures ex iis existere, utpote qui torpent otio, vel saecularibus curis ac negotiis implicati vitam agunt ecclesiastico statu indignam nec sine Ecclesiae ac Cleri dedecore, ac fidelium obmurmuratione et scandalo.

Haec Ecclesiae plaga non effugiebat Tridentinos Patres, qui ad eam avertendam provide sanciebant, ut nullus Clericus ad titulum sui patrimonii ordinari posset nisi ab Episcopo utilis suae Ecclesiae judicaretur.

Verum quam latam interpretationem haec saluberrima providentia passa sit, neminem vestrum latet: ac inde factum est hodiernis temporibus ut nullus Clericus ab ordinibus excludatur qui ad titulum patrimonii promoveri postulet.

Occasione itaque hujus Generalis Concilii cum Sanctitas Sua dignata sit indulgere *imo optare ac hortari*, ut qui inter Patres aliquid proponendum habuerit quod ad publicam utilitatem conferre posse existimet, *id libere exequi valeat;* sub-

Digitized by Google

scriptus, licet minimus Ven. Patrum Congregatorum se cognoscat ac sincere fateatur, nihilominus desiderio flagrans aliquod remedium memoratae plagae inferendi, sequentem propositionem sive schema quod saniori sapientium Patrum judicio examini et prudentiae omnino subjicere intendit, prout in Domino sibi videtur, exponit.

1. Episcopi in sua unusquisque Dioecesi quamprimum fieri poterit habita ratione circumstantiarum temporis, loci, ac mediorum quae unicuique Episcopo praesto erunt, erigi et aperire curabunt unam vel plures domos accommodatas ad excipiendos Sacerdotes de quibus infra, qui communem vitam sub certa regula in ea degere debebunt.

2. Sumptus pro iis domibus comparandis ac manutenendis necessarios providebunt Episcopi, vel taxas imponendo super beneficia pinguiora prout constituebat Tridentinum pro Seminariis erigendis, vel ex donationibus piarum personarum, aut eleemosynis fidelium, sive ex aliis fontibus juxta diversarum Dioecesium positionem ac circumstantias.

3. A publicatione hujus sacrosanctae Synodi Episcopi nullum clericum ordinabunt ad subdiaconatum titulo patrimonii Ecclesiastici vel simplicis beneficii, nisi ante Ordinationem promittat, ac etiam interposito juramento se obliget, statim ac ad Sacerdotium promotus fuerit, ad simplicem nutum proprii Episcopi praefatam domum communiter viventium Sacerdotum se ingressurum, ibique suum stabile domicilium electurum sub poena suspensionis a divinis si promissis non steterit, vel domum ingredi differat ultra tempus ipsi ab Ordinario praefinitum.

4. Convictum derelinquere atque ab eo se omnino separare fas erit Sacerdotibus, qui ad annum quinquagesimum suae aetatis pervenerint, ut infra notabitur, quin teneantur aliquam causam afferre pro suo recessu. Veniam tamen discedendi ab Ordinario petent, quam in aliquo casu raro, et ob peculiares causas alicui denegare poterit.

5. Ab hac domo definitive discedent Sacerdotes qui parochiale beneficium assument; item cum venia Ordinarii unus aut plures quos parochi ad munus Vicarii, seu coadjutoris sui ac secum conviventis assument; item qui ad munus magistri aut rectoris, aut oeconomi in Seminariis, vel Collegiis vocabuntur; nec non alii qui aliquod Ecclesiasticum vel publicae utilitatis officium sument, exigens habituale servitium quod cum vita communi praedictorum Sacerdotum conciliari facile haud possit.

6. Sacerdotibus qui causa valetudinis minus firmae vel assistentiae parentibus praestandae, vel ob id genus alias, do-

Digitized by Google

mum communiter viventium relinquere voluerint, non licebit, nisi obtenta licentia ab Apostolica Sede, prout fit a Regularibus.

7. Sacerdotes qui ad praefatum Convictum se conferunt, in manus Superioris ejusdem solvent singulis annis fructus sui patrimonii pro victualibus quibus fruuntur: qui si tenues sint, nec pertingant ad congruam portionem pro vitae sustentatione necessariam, supplere debebunt cum missarum eleemosynis, quas sibi procurabunt vel accipient a Rectore Convictus.

Si vero fructus patrimonii majores sint congrua portione supradicta, tunc pensionem tantummodo solvent ab Ordinario taxandam: reliquos vero fructus sibi reservare ac de iis pro lubitu disponere poterunt.

De modo vivendi in Convictu, de insubordinatis et contumacibus dimittendis, de vacationibus unicuique Sacerdoti per aliquod tempus concedendis, et de aliis minoris momenti agi poterit, si Reverendissimi Patres hoc schema admittendum esse judicabunt.

Utilitates quae ex hac domo in communi viventium Sacerdotum pro Ecclesiae bono expectari possunt, sunt plures, quae manifeste se offerunt.

1. Facilius in neo-sacerdotibus servabitur, imo et augebitur spiritus Ecclesiasticus ac pietatis fervor, quem recens ordinati prae se ferre solent, atque a periculis et occasionibus remoti morum integritatem custodient: inde zelus ad animarum salutem curandam, et ad paroecias concurrendum, utpote a saeculi distractionibus immunes.

2. Sacra studia, quae in Clericis ad sacerdotium promotis finem habere solent, in hac domo prosequentur neo-sacerdotes exemplo mutuo se excitantes et per conferentias quae in ea haberentur.

3. Episcopus ex iis Convictis facilius dignoscere possit quinam sint magis apti ad paroecias regendas et alia munia Ecclesiastica obeunda.

4. Si occurrat aliquem ex his Convictis divitem fieri, poterit Episcopus aliquem Clericum pauperem ordinare absque patrimonio, alendum a domo communiter viventium Sacerdotum usquedum beneficium aliquod assumat, vel aliunde provisus sit.

Fateor equidem propositi instituti executioni nonnullas se offerre difficultates ac obstacula, tum ratione temporum acerbitatis, tum ratione Cleri, qui in nostris praesertim provinciis quotidie imminui conspicitur, tum defectu mediorum ad illud erigendum et manutenendum. Attamen haec obstacula neque forsan in cunctis catholici Orbis Dioecesibus se offerunt: in aliquibus non ea sunt quae superari zelo et persistentia non possint: in caeteris autem sperari potest ut futuris temporibus,

Digitized by Google

Deo dante, desistant. His inquam perpensis, videretur quod, si propositum schema Ecclesiae utile ex sui ordinatione judicaretur, illud admitti posset in praxi adducendum in diversis Dioecesibus prout singuli Episcopi judicabunt de opportunitate id praestandi in propria Dioecesi.

Quibus ingenue et prout spiritus et Ecclesiae bonum suggerere videbantur expositis, reliquum est ut me measque propositiones RR. PP. saniori judicio libentissime subjiciam.

† Raphael Episcopus Albinganen.

APPENDIX.

Verum si supra enunciata propositio admittenda a Rmis Patribus non videretur, alteram subjicere auderem ut praefati Sacerdotes quibus repeti potest illud Evangelii: „Quid hic statis tota die otiosi?“ quique reponere possent: „nemo nos conduxit“ ad aliquod sacrum vel ecclesiasticum munus quod nos habitualiter occupatos detineat obeundum, ut inquam praefati Sacerdotes fidelibus utiliores evaderent, et vitam statui ecclesiastico magis consonam degerent.

Proponerem praescribendum sub gravi ut quotidie aliquod tempus, qui ad unam horam pertingeret, insumerent partim in recitatione precum vocalium ipsis assignandarum, partim in exercitio mentalis orationis, vel spiritualis lectionis; quod exercitium eos obligaret praeter consuetum onus Divini Officii.

Ab hoc novo onere eos ad tempus dispensare, facultas fieret Episcopis in casibus particularibus et ob legitimas causas pro eorum arbitrio et conscientia.

---

14. POSTULATUM

NOVAM REDACTIONEM JURIS CANONICI ATTINENS.

Ut Ecclesiasticae Leges in mores, in vitam, in instituta christianorum populorum suam cumulate exserant efficacitatem, nihil profecto accommodatius est nihilque opportunius, quam si sapienti ordine digestae in unum codicem colligantur, ad cujus normam sacrum jus et dicatur in foro et tradatur in scholis et in usus quotidianos religiose deducatur. Quod cum probe sentirent RR. Pontifices, nullo tempore commiserunt, ut ipsorum vigilantia et providentia in hac parte deesset. Huc sane spec-

Digitized by Google

tavit Innocentius III., huc Honorius III., quorum in curandis Decretalium collectionibus solertissimae curae praeclara adhuc monumenta suppetunt. Quem vero latet, de sacra jurisprudentia quam bene meruit Gregorius IX., cujus auspiciis, et ope, et auctoritate amplissimus Pontificii juris codex editus est? Neque minor habenda est gratia Bonifacio VIII., qui opus Gregorii uberrima atque in primis opportuna accessione ditavit, perfecit.

Sed hae providae curae Summorum Pontificum quamvis superiorum temporum commoditati plane satis fuerint, aliquid tamen aetate nostra desiderari patiuntur. Neque mirum cuiquam esse debet si parumper consideret, disciplinares leges variae temporum conditioni sic accommodari oportere, ut, labentibus annis, immutentur, novisque obvenientibus casibus augeantur. Quare plurimae RR. Pontificum Constitutiones decretaque Conciliorum in Corpus Juris Canonici nondum illata sunt, quae tamen dispersa non evagari diutius, cum judiciorum tum scientiae juris magnopere interest. Nam quamdiu in pluribus documentis, veluti disjecta corporis membra, sparsim circumferuntur, difficile est, qua late patet christianus orbis, rite a cunctis dignosci; et si dignoscantur, opus est exquisita admodum notitia circumstantiarum (quae est paucorum) ad declinandam rerum atque temporum in iis interpretandis confusionem.

Haec omnia mature cogitantibus subiit demisse atque enixe petere a SSmo D. N. PIO IX. ut adhibita opera atque ingenio virorum hujus temporis doctissimorum, novum Juris Canonici Codicem digerere et Apostolica Auctoritate munitum edere ne gravetur. Opus sane arduum: sed quo plus difficultatis habet, eo magis est tanto Pontifice dignum.

Huic postulationi, exhibitae die 19. Februarii 1870, subscripserunt 33 Concilii Patres.

---

15. POSTULATUM

AD MATRIMONIA MIXTA ATTINENS.

Eminentissimi et reverendissimi Patres!

Scholae mixtae et Conjugia mixta in manibus iniquorum hominum hac nostra tristissima aetate totidem sunt Martis in-

Digitized by Google

strumenta vel bellici arietes, quibus duce Spiritu nequam arcem religionis et Ecclesiae catholicae ubique terrarum conquassare, eamque in communitatibus et familiis labefactare atque diruere connituntur. Hoc loco de matrimoniis mixtis ago sub triplici eo conspectu, quem eorum *pericula*, *genera* et *remedia* exhibent.

I.

Pericula.

Pericula, quae ex mixtis matrimoniis catholicae Ecclesiae nascuntur, notissima sunt, et raro exemplo ejusmodi connubia conjugibus Dei benedictionem vitamque beatam conferre quotidiana experientia docet. Attamen hoc non impedit, quin sicut alibi ita etiam in Alemannica Helvetia ac praesertim in Dioecesi Sangallensi numerus mixtorum connubiorum inter Catholicos in dies magis accrescat: et non mirandum. Intra Dioecesis ejusdem fines 120,000 Protestantes circiter cum 130,000 Catholicis vivunt; qui omnes et singuli quotidiano socialis vitae commercio, unius ejusdemque reipublicae constitutione, magistratibus legibusque invicem satis arcte juncti sunt. Hinc inter homines utriusque sexus et Religionis consuetudines frequentes, multiplices peccandi in turpi occasiones, et urgentes nubendi rationes, quibus accedunt apud catholicos Sponsos Sponsasve levis de religione sensus, Indifferentismus, sacra auri fames, contrahens perniciosum tot mixtorum matrimoniorum exemplum et ab iis deprompta Conclusio: quod aliis licitum fuerit, singulo cuique non illicitum esse. Itaque catholici juvenes virginesve ad matrimonia mixta advolant, notis ab Ecclesia praescriptis conditionibus satisfacturos se promittunt, sed brevi familias plerumque constituunt, a catholica religione in dies magis dissentientes, quae quippe religionis officia ac pietatis exercitia negligunt liberosque suos in pestifera indifferentismi aura educant. Proinde ea mixta matrimonia et ex iis ortae familiae foecunda plerumque fiant necesse est Seminaria ejusmodi Catholicorum, qui nec fidem catholicam profitentur nec officia hominis catholici adimplent, sed infidelibus deteriores facti Ecclesiam acerrime infestant et eo efficacius eam perturbant, quod sub fictitio nomine inter veros Catholicos recensentur, tanquam morbida membra Corpori Ecclesiae adhaerent et non aforis sed ab intus ideoque funditus ordinem et pacem Ecclesiae confundere ipsis contingit. Praetermitto exponere tot animarum pro vita aeterna jacturam vix unquam satis deplorandam. Hinc facillime potest evinci per mixta matrimonia in iis regionibus, in quibus pari jure Catholici et protestantes

Digitized by Google

mixtim commorantur catholicam Ecclesiam magis magisque in dies labefactari, fidelium suorum numero et sua integritate et auctoritate diminui atque ad extinctionem verti oportere nisi divina Providentia admirabile quoddam ei subministret auxilium.

In Dioecesi Sangallensi ultimo transacto septem annorum spatio 530 amplius mixta matrimonia inita fuerunt utique praescripta Ecclesiae dispensatione provisa, sed praeter ea non exiguus adhuc numerus ejusmodi connubiorum, quae vel coram ministro Protestante acatholico ritu celebrata fuere, quia nupturientes nec praescriptas Ecclesiae conditiones implere, nec Ecclesiasticam dispensationem sibi acquirere volebant. Crescit cum numero malum quod e mixtis connubiis in Ecclesiasticum ordinem copiose dimanat, et difficile nimis est dictu, quaenam ad cohibendum malum congrue adhibenda sit medela, quoniam ingravescente morbo acerbius aequo aliquod remedium infirmo facile potest mortem parare: defectionem dicam multorum Catholicorum de Fide manifestam. Nil ex parte mea supersedi, quo malum et ex eo nascitura pericula arceam; Litteras pastorales, commonitoria, mandata saepenumero ad Clerum, populumque direxi, ut mixta matrimonia quomodocumque cohibeam et in solemni decreto matrimoniali, dominica prima Januarii quotannis in singulis parochialibus Ecclesiis a parochis ex ambone praelegendo contra ineunda matrimonia mixta congruas ac severas admonitiones edidi ostendens pericula quae exinde animabus, conjugibus, familiisque eorum nascuntur. Parochos quoque adhortatus sum, ut sedulo invigilent super familiis atque adolescentium utriusque sexus consuetudine, ne levitate animi vel seductione capti mixta connubia ineant. Interea folia dispensationis, ut nuncupantur, *vacua*, a Nuntiatura nobis retracta fuerunt, nosque coacti singulis vicibus et casibus pro dispensationibus ad Nuntiaturam *Lucernensem* recurrere, quod *nobis quidem laborem auxit, numerum* autem mixtorum matrimoniorum *nequaquam minuit.* Omnia igitur quae ad coercendum hocce malum usquedum tentavimus, vel exigua fruge vel prorsus incassum tentata fuere. Quod eo magis deplorandum quo certior idemque funestior pro Ecclesia catholica in istis regionibus fit rerum exitus. Omnia namque per mixtorum connubiorum accumulationem pedetentim in ecclesiastico ordine susque deque vertuntur, exoritur hominum generatio, qui nec catholici nec protestantes sunt nec ullam Religionem profitentur, perit in Catholicis cum fide catholica omnis pietas et filialis in matrem Ecclesiam amor; quinimo in oppositum i. e. in odium pervertitur.

Digitized by Google

II.

Genera mixtorum connubiorum.

Jam vero intueamur oportet diversa matrimoniorum horum genera, quo facilius quaedam remedia contra malum statuere nobis contingat.

1. Concluduntur apud nos (raro tamen exemplo) mixta matrimonia, quorum una alterave conjugum pars *impedimento ligaminis* obstricta est, sive vir acatholicus vivente adhuc sua uxore cum alia catholica libera matrimonium vel potius concubinatum adulterinum ineat, sive mulier acatholica, superstite adhuc suo primo marito, viro catholico nupserit. Ejusmodi conjuges coram ministro *acatholico* adulterii sui consortium plerumque ineunt, in jugi adulterio cohabitant, liberos suos vel sine religione vel in protestantismo educant. Quid ad comprimendum scandalum contra *catholicam* ejusmodi conjugiorum *partem* sive vir sive mulier sit catholici nominis, Ecclesiastica auctoritate decernendum et exequendum? Sane solemnis excommunicationis poena ejusmodi conjuges catholici mulctandi sunt. Sed diversa est Episcoporum in eo praxis, et uniformitas agendi perquam necessaria esset, ut contra contumaces ordo Ecclesiae servari possit.

2. Sunt etiam catholici sponsi utriusque sexus, qui mixta matrimonia ineunt sine *praevia dispensatione coram ministro protestantico* sub manifesto potestatis ecclesiasticae contemptu. Ejusmodi conjuges omnes ex matrimonio suo exorituras *proles* abs ministro *acatholico baptizari* et *in heterodoxa religione educari permittunt* vel curant; officia dein religionis cuique homini catholico sacra et Ecclesiae praescripta negligunt atque nec catholicos nec protestantes, sed omni religione extorres se esse verbis et factis profitentur. Attamen Apostatae isti Ecclesiae solemniter renuntiare nec volunt nec audent, quinimo si mors eis supervenerit, proximi cognati sepulturam et officia ecclesiastica pro mortuis vehementer expostulant, quod semper nonnisi provocato maximo scandalo odioque in Clerum et Ecclesiam ipsis denegatur. In Alemanica nostra Helvetia, in Sangallensi nimirum et Basileensi Dioecesibus, plura ejusmodi connubia passim existunt, sive maritus in iis sit catholicus et mulier acatholica sive viceversa. Et ob praecavendum maximum impiorum tumultum Episcopi hodiedum necdum ausi sunt ferre in catholicam ejusmodi matrimonii partem solemnem excommunicationis sententiam; quod si exequi deberet, ex S. hujus Vaticani Concilii Consultu speciale Decretum contra tales conjuges emittendum est atque Episcopis inculcandum, ut ubique

Digitized by Google

locorum ea et concordi censurae sententia contra nefarios eos et apostatas Conjuges procedant. Tunc facile fiet, ut quod ab omnibus Episcopis sancte servandum nova lege praescribitur, singulo Antistiti facilius ad exequendum reddatur et disparitate praxis sublata, quae hucusque intervenerit. minus cadat odii in singulum Episcopum, qui seorsim contra refractores legis poenam exequi tenetur.

3. Tertium porro mixtorum connubiorum genus conjuges complectitur, qui praevie conditionibus ab Ecclesia praescriptis fideliter stare se velle scripto promittunt scilicet de educanda utriusque sexus prole in fide catholica e. s. p., ideoque dispensationem ecclesiasticam pro ineundo mixto matrimonio impetrant et coram proprio suo parocho catholico matrimonium rite contrahunt; sed ecclesiastica Parochi benedictione semel suscepta *a promissis suis fraudulenter* et *impie recedunt,* liberos suos in *heterodoxa fide efformant* atque Ecclesiae auctoritati ejusque salutaribus praeceptis illudunt.

4. Majorem denique mixtorum connubiorum numerum ii conjuges constituunt, qui impetrata apostolica dispensatione coram proprio Parocho catholico rite matrimonii vinculo juncti fuerunt; suasque proles in religione catholica efformari curant. Sed educatio infantium in iis defectuosa admodum est et saluti eorum valde periculosa. Nam cum in iisdem matrimoniis conjux mater plerumque sit *acatholica,* cui primordialis utique liberorum instructio in precibus, devotionis exercitiis, in moribus christianis incumbit, in ejusmodi familiis neglecta sit necesse est precandi consuetudo, catholicae vitae ac religionis exercitium, quo fieri oportet ut liberi sicuti eorum parentes eodem sopore et fastidio fidei et religionis languescant. Proinde, quemadmodum per *Scholas mixtas* catholica juventus plerumque Religioni catholicae detrahitur et avellitur, ita per *matrimonia mixta* integrae familiae matri catholicae Ecclesiae abalienantur atque ad plenum Indifferentismum protrahuntur; per utrumque denique impietatis medium spiritus hujus saeculi nequam Ecclesiam in semetipsa dissolvere conatur.

III.

Remedia ad arcendum malum.

Urgens necessitas exposcere videtur, ut ex S. Concilii Vaticani consultu severiores universim in mixta matrimonia leges statuantur, sed difficillimum est, aptas salutaresque leges ad coercenda haec mala proponere, cum malum, de quo agitur, pravorum exemplorum multitudine, suffragante impio hujus aevi

Digitized by Google

genio, levi Catholicorum fide, adeo inoleverit, ut qui zizania colligere voluerit, facile eradicet simul cum eis et triticum (Matth. 13, 29.). Numquid igitur Ecclesiae expedit, ut crescere sinat utraque usque ad messem vel falce zizania evertat oportet? Quidquid sit, consultum videtur pro universali Ecclesia de mixtis matrimoniis certas statuere leges vel jam statutas solemniter innovare atque Episcopis serio inculcare, ut uniformi praxi ubique terrarum juxta leges ferendas et latas contra mixta matrimonia procedant. Nam si diversa praxis huc illuc ab Episcopis servetur, integrum odii pondus ex parte impiorum cadat in Episcopum necesse est, qui ecclesiasticas leges exequitur.

Quod si vero conjuges transgressores nuspiam aliqua Censura poenali feriuntur, ordò matrimonialis et Ecclesiae auctoritas ubique concussa pedetentim concidet. Nam scandala publica poenali ictu non amplius vindicata contagem vitiorum inter fideles dispergent, christianique matrimonii ordinem et sanctitatem diruent. Arceantur igitur de Ecclesiae sinu et rejiciantur a communione ejus falsi nominis Catholici conjuges, qui protervo vultu sapientissimas Ecclesiae leges et fidem catholicam de indissolubilitate et unitate matrimonii infringere audent; rescindantur haec putrida membra a reliquo corpore, ut una cum sanis membris corpus maneat integrum, salvum atque illaesum.

Quae cum ita sint statuendum esse opinor:

1. Omnes Episcopos novo matrimoniali Decreto a S. Concilio Vaticano proxime ferendo teneri publicam ac solemnem Excommunicationis Sententiam fere in conjuges praevaricatores sub num. 1. 2. et 3. supra commemoratos, quae Sententia semper a Parochis diebus dominicis vel festis e prono promulganda jubeatur in Ecclesia parochiali, ad quam conjuges rei per domicilium praesens pertinent.

2. *Facultatem dispensandi de impedimento disparitatis cultus Ordinariis locorum* esse remittendam, quorum conscientia oneranda est, ut nonnisi sub gravibus causis et urgente necessitate atque singulis vicibus nonnisi post *exactam causae recognitionem* judicio vel *Sententia in Consistorio lata* dispensationem de disparitate cultus vel concedere vel abnuere teneantur et utrumque gratis omnino. Ea procedendi ratione et forma servata numerus mixtorum matrimoniorum multum diminueretur.

Summo et perenni cultu permanere laetor

Romae 19. April. 1870.

† Carolus Joannes Greith, Ep. Sangallensis.

Digitized by Google

15^a^. POSTULATUM

DE CONFORMITATE ET UNITATE IN RECITANDO HORAS CANONICAS AC CELEBRANDO MISSAM.

Identitas ac unitas Ecclesiae prorsus requirit identitatem ac unitatem fidei, dicente Apostolo „*Unus Deus, una fides.*“ Haec fidei et Ecclesiae unitas non profecto per se expetit identitatem ac materialem unitatem verborum in orando. Sed quam porro exoptandum foret, ut in unisona voce omnium Ecclesiasticorum per orbem, dum septies in diem laudem dicunt Deo, esset *unum cor, unum os, una et eadem praedicatio* (ut verbis utar S. Iren. lib. 1. cap. 10.)? et dum una est fides mentium et pietas actionum, una etiam foret supplicatio verborum? Ex eo procul dubio eveniret, quod confidentius, digniusque, ac, dicam, verius, respondere possemus objurgatoribus Ecclesiae Catholicae: „Catholici dicimur, quia corde credimus, ore confitemur, et ad salutem adprecamur *idem* quod universus mundus.“ Pervetustum est adagium in Ecclesia „Formam precandi designare formam credendi.“

Ad quem scopum obtinendum, non melius fortasse, in mei sententia, occurrere possumus, quam conformitatem unitatemque stabilire Horarum canonicarum in recitando Breviarium ac celebrando Missam; reformatum Breviarium ipsum, prout in votis est Episcopatus, ac etiam Concilium Tridentinum ordinaverat, proponere illud Clericis omnibus, cujuscumque ritus, cujuscumque professionis, etiam Regularibus, de praecepto recitandum. Oh! quam bonum et quam jucundum in Ecclesia Catholica, in ore omnium Ecclesiasticorum, eadem verba precationum, eosdem hymnos, eademque cantica, diversis linguis expressa, resonare!

Quid e contra evenire videmus? Quot sunt Dioeceses, et in ipsis Dioecesibus quot sunt Ordines regularium diversi, tot sunt varietates tum in recitando tum in celebrando. Duo vel plures inveniantur Clerici extra suam Dioecesim, qui recitare habeant ac celebrare, non possunt recitare simul quia diversum pro festo habent Sanctum, non possunt iisdem paramentis ejusdem coloris celebrare, quae cum officio non concordant. Et inde confusio.

Quapropter proponerem, in universa Ecclesia saltem Latina unum idemque officium omnibus Clericis, non exclusis Regularibus, in Breviario designari, et de eo teneri unumquemque recitare Horas canonicas, celebrareque Missam, non obstantibus privilegiis quae revocantur. Quoad Sanctos vero proprios Dioe-

Digitized by Google

cesium vel Ordinum Regularium, teneantur nonam lectionem recitare in matutino, in eoque et in Missa commemorationem facere, Missamque solam solemnem in die concedatur celebrari de proprio. Hoc votum, pro me, in Ecclesia esset explendum.

Veruntamen haec praetuli, non ut doctor, sed ut docibilis Ecclesiae filius, ac pro non dicto habeo, haberique volo, si fortasse non esset dicendum vel probandum.

Fr. Raphael Ricca Generalis Mñorum.

Dat. Romae ex Conv. S. Andreae de fractis hac die 30. Januarii 1870.

15b. POSTULATUM

SANCTISSIMUM NOMEN JESU ATTINENS.

Venerabiles Patres!

„Ex quo elapsi aevi stultitia, philosophiae nomine tecta, sacrilego crocitu: *Detruisez l'infame*, SSñae JESU Christi Ecclesiae nefarium indixit bellum, facta est super nos indignatio Domini, qui exemit gladium irae suae, illum non dimissurus donec admirabile Nomen Unigeniti Filii sui omnimode clarificetur in nobis, donec formentur electi ejus, qui in frontibus suis ineffabile JESU Nomen et Nomen Patris ejus gestantes, Ipso Summo Dei Verbo dulce ac novum canticum depromant."

Jam ex tot annis, Venerabiles Patres, ego ita loquebar,[1]) quando ad repellendas procellas in Petri naviculam saevientes, nec non ad litteras et scientias, multimodis deturpatas stultitiis, expurgandas, ac nova luce novaque gloria honestandas, Academiam, Deo adjuvante, instituere aggrediebar sub ineffabilis Sanctissimique Nominis JESU praesidio firmissimo ac tutela. Ex tunc enim, Venerabiles Patres, etiam ex tunc in amaritudine cordis terram opertam videbam errorum omnium atque blasphemiarum colluvie, quae insaniente pelago ventisque saevientibus, etiam italam gentem in procellam tenebrarum

[1]) Servatur in Archiviis Sacrae Rituum Congregationis postulatio quam olim Auctor deferebat Domino Gregorio PP. Decimo Sexto pro nova Praefatione in Missa SS. Nominis JESU adprobanda: qua postulatione excipi petebatur SS. Nomen a generica norma a S. R. C. accepta novas praefationes ultro non concedendi.

Digitized by Google

obruere conabatur. Et jam temporibus hisce, adhuc gladio Domini exempto, procella illa tenebrarum advenit; ecce eheu quot hominum millia ipsa illidit miserrimeque contundit! Et quidem illam a longe aspiciens, cum adhuc essem in patria, et ibi cum adjutoribus meis in hac Academia in minimis Sacerdotio fungeremur, scientes depositum patriae catholicaeque fidei nobis sacerdotibus creditum, in gemitibus inenarrabilibus patuit cor nostrum ad Deum, et auxilium ejus enixe implorantes, iterum atque iterum ex tunc clamabamus: Domine salva nos, perimus! Et Deus adjuvit nos, locutusque est nobis; nos audivimus eum arcana verba per apostolum loquentem: Proposuit Deus in dispensatione plenitudinis temporum omnia instaurare quae in coelis et quae in terra sunt in JESU. Audivimus, et laetati sumus, et superabundavimus gaudio, et in Verbo Domini die ac nocte meditantes, in meditatione nostra ignis charitatis exarsit, scientes quod in Nomine JESU omnia instaurarentur. Tunc recordati sumus vocatum fuisse Nomen ejus JESUM, eo quod ipse salvum faciet populum suum a peccatis eorum. Et iterum: Non est in alio aliquo salus, nec aliud Nomen datum est hominibus, in quo oporteat nos salvos fieri. Idcirco hilari promptoque animo adgressi fuimus praefatam Academiam instituere, per quam laus plena decoraque sanctissimo Nomini JESU totam per Italiam nostram reboaret. Non est mihi mens, Venerabiles Patres, nomina referre clarissimorum virorum, qui huic Academiae subscripserunt, quorum plurimi decus atque maxima gloria Religionis et patriae nostrae ad Episcopatum evecti, nunc in Nomine JESU nobiscum congregati, hanc sanctam Synodum decorant, et nos illorum subscriptiones accurate usque in hanc diem servavimus. Benedixitque Dominus humilibus obsequiis laboribusque nostris, et in annos undeviginti sub auspicatissimis praesidiis tum Pii PP. octavi, tum Gregorii PP. decimi sexti, tum alicujus ex clarioribus viris, quibus eam dicavimus, bene prospereque Academia nostra processit, perque eam repleta est terra nostra laude jucundissima Nominis JESU; at Nomen JESU in hac nostra Academia clarificatum clarificavit eamdem. Ipsa namque ab eodem sanctissimo Nomine, quod prae se ferebat erecta, a summis Pontificibus, a Neapolitanis Archiepiscopis, nec non ab utriusque Siciliae Rege adprobata per omnes Italiae civitates honorifice dilatabatur. Et ego gloriabar in Domino propter Sanctissimum JESU Nomen in Academia, et Academiam in Sanctissimo JESU Nomine tam mire clarificatam. Et ecce, Venerabiles Patres, post aliquot annos facta est super me Manus Domini tollens me e gremio fratrum et ponens Episcopum regere lectissimam partem Ecclesiae Dei quam acquisivit sanguine suo. Tunc e modio

Digitized by Google

sublatus humilitatis meae, et super Candelabrum positus ut mea lux coram dilectissimis in Christo filiis luceret, ante omnia curavi lucernam accendere in Camino ignis ardentis, in Lumine vero, in Nomine JESU, et facta est prima vox episcopalis mea ipsa, quae praedictae Academiae Tessera fuerat: „*Sciant gentes quia Nomen tibi JESUS.*"

Accedit, Venerabiles Patres, quod ex prima die institutionis Academiae nostrae ardens erat in cor nostrum desiderium ut in Missa Sanctissimi Nominis JESU nova atque propria, ad augendam ejusdem Admirabilis Nominis gloriam adderetur Praefatio. Et ecce, talia me cogitante, nova Praefatio ex corde meo prosiliit, et ex corde ad os saliens, laetus exultansque cantavi:

Vere dignum etc. — Sancte Pater, omnipotens aeterne Deus. Qui Unigenito Filio tuo in assumptae humanitatis veritate nobis nato, Sacratissimum JESU Nomen, quod est super omne nomen, aeterno consilio donasti. Ipse enim pio Cruore vetus nostrum detersit piaculum, et Crucis supplicio, morte triumphata, humanum genus perfecta filiorum adoptione e perpetua captivitate liberavit. Quapropter Nomini JESU sanctissimo coelestium, terrestrium et infernorum omne flectitur genu, et ad dexteram tuam verum Deum verumque hominem super omnia, quae per ipsum fecisti, JESUM regnare socia professione confitemur. Sed et supernae Virtutes atque angelicae Potestates in hoc unico salvationis Nomine gloriantes hymnum Majestati tuae concinunt sine fine dicentes.

Venerabiles Patres, Deus investigabilis in viis suis, et in judiciis incomprehensibilis atque sapientissimus, postulationes precesque nostras tum Pio PP. octavo per Eminentissimum Ruffo Scilla Neapolitanum Archiepiscopum, tum post temporis elapsum per successorem ejus Eminentissimum Caracciolo Gregorio PP. decimo sexto delatas, noluit ut nostram probaret constantiam cito exaudire. Sacra enim Rituum Congregatio statuerat, ultra in Missis novas praefationes non addere.

At nunc, Venerabiles Patres, levate oculos vestros; ecce quot percrebrescentia mala, quae minitantur penitus christianam et civilem societatem evertere! Ecce filii Belial exultantes quasi victores capta praeda, quando dividunt spolia, regionibus nostris olim Naviculae Petri addictissimis nova dogmata novasque doctrinas invexerunt! Ecce, horresco referens, impius Renanus sacrilege blasphemat, et illius blasphemiis socii ejus plaudunt, illasque repetunt, et granum fidei e cordibus fidelium evellere conantur. Luget Gallia, luget Italia Europaque luget, nam torrentes iniquitatis, corruptionis atque blasphemiae conturbaverunt Ecclesiam, totumque mundum in gurgitibus suis jam jam absorbent. Adhuc Manus Domini extenta, adhuc

Digitized by Google

gladius ejus evaginatur non reponetur, nisi Sanctissimum JESU Nomen mirifice fuerit clarificatum. Deus enim proposuit in dispensatione plenitudinis temporum omnia instaurare in JESU. Quapropter nuper adivimus sanctissimum invictissimumque Dominum Pium Papam nonum, qui inter omnes clarissimus extat praeco gloriarum sanctissimi Nominis, et Ipse clementer nobis indulsit ut de nova hac Praefatione cum Sancta Synodo agamus. Pensate, Venerabiles Patres, quanti referat admirabile Nomen novis praeconiis novisque laudibus celebrare. Impietatis fluctus tumentes omnino conantur sacrilego ausu hoc Augustissimum Nomen delere. Quod indicitur nefarium bellum Ecclesiae, dogmati Sacerdotio atque Petro conatus impietatis est, quae, arrepto gladio cupit, sublatis Religionis exercitibus, ad ipsam delendam ruere. At illa supra fidem innixa, in charitate vivens, sanctissimo Nomine JESU honestatur in fronte. Oh saecule nequam quamdiu finis turpitudinis tuae? Eja Venerabiles Patres, in Nomine JESU nos hic congregati, in sacris etiam Liturgiis hoc sanctissimum Nomen invocemus; adprobetur haec nova Praefatio, ut ubique terrarum et a solis ortu usque ad occasum JESU dulcissimum ac suavissimum Nomen resonet, et Nomen JESU, quod omnia dogmata in se totamque catholicam fidem complectitur erit inter missarum solemnia solemnis totius Evangelii professio. Idcirco novo lumine Religio nostra radiabit, claritas enim hujus sanctissimi nominis circumfulgebit eam; impietas videbit et irascetur, dentibus suis fremet et tabescet, desiderium peccatorum peribit, et in memoria aeterna erit Vaticana Synodus decorata Nomine JESU donec oblatio munda totum per terrarum orbem ad finem usque saeculorum fuerit oblata. Etiam, etiam sic. Veniat ergo in cor nostrum JESU, sic tandem vos alloquor cum divo Bernardo, veniat in cor nostrum JESUS, et inde saliat in os, et ecce ad exortum Nominis lumen nubilum omne diffugit redit serenum. O JESU, spes suspirantis Ecclesiae, o Nomen super omne Nomen!

Nostis, Venerabiles Patres, quod olim filii Chanaan cogitantes cogitationes nequitiae dixerunt ad invicem loquentes contra Dominum: Faciamus civitatem et turrim, cujus culmen pertingat ad coelum, celebremus nomen nostrum antequam dividamur in gentes. Si licet flagitiosas locutiones in verba vitae convertere sinite mihi praefatis verbis vos alloqui: Faciamus nobis civitatem et turrim, cujus culmen pertingat ad coelum. Sit Nomen JESU Civitas atque Turris nostra. Deus congregavit nos in hac Urbe Sancta ex omnibus etiam dissitis nationibus, ex omni gente, et populo et lingua, et posuit fecitque nos Deo nostro Regnum, ut evellamus, destruamus, evertamus, aedificemus, plantemus et in sanctissimo JESU Nomine

Digitized by Google

omnia instauremus. Eja, Venerabiles Patres, celebremus, antequam dividamur in gentes nostras, celebremus nomen nostrum. JESUS enim est sanctum Nomen nostrum, fundamentum, robur, virtus atque splendor noster, nam ipse dedit Semetipsum pro nobis. Clarificemus ergo in Missis cum nova hac Praefatione hoc admirabile Nomen. Quamobrem una mecum quaeso, o Ecclesiae Pastores, enixe ac unanimiter ad Primum atque Maximum pastorum omnium Sanctissimum Dominum Pium suppliciter clamate orantes ut dignetur ineffabile JESU Nomen, quod est super omne nomen, a generica norma excipere, qua sibi Sacra Rituum Congregatio praescripserat ultra novas non addendi concessiones novarum in missis praefationum. Adsit nobis efficax praesidium Sanctissimae Virginis Mariae in sua purissima Conceptione Immaculatae; Ipsa pia Virgo et Mater, totius Ecclesiae hisce diebus ab impiis labefactatae spes et tutela firmissima; Ipsa quae inter omnes protoparentis filios prima ineffabile JESU Nomen ab Angelo didicit, et vere factum est in cor ejus hoc sanctum Nomen Oleum effusum, quod totam mira dulcedine ejus replevit animam, ipsa dulcissima ac gratissima Mater novas huic Sanctissimo Nomini nunc rependat vices, ut quemadmodum in Nomine JESU dogmatum omnium Compendio, sexdecim abhinc annis a Pio Conceptionis Pontifice tam gloriose, in dogmatica definitione Immaculatae suae Conceptionis clarificata fuit, sic ipsa nunc praestet ut praedictum admirabile Nomen novo honore cum nova hac in missis Praefatione clarificetur. Sic postea ad oves nostras reversuri novas laudes Eidem Sanctissimo Nomini exultantibus animis concinemus. Fiat, fiat.

† Raphael Archiepiscopus Brundusin. A. P. Ostunen.

16. POSTULATUM

UT SANCTO JOSEPHO BEATAE MARIAE VIRGINIS SPONSO IN SACRA LITURGIA DEBITI HONORES DECERNANTUR.

Beatum Josephum, singulari Dei providentia, prae ceteris creaturis electum fuisse, ut Deiparae Virginis *Sponsus* et Verbi incarnati, non generatione quidem, sed charitate, adoptione, ac matrimonii jure, *Pater* esse mereretur, nemo unus ignorat. Adeo ut, nedum in sacris evangeliis atque ab ipsamet Beatissima

Digitized by Google

Virgine illum Christi *Patrem* passim nuncupari, sed et Dominum Nostrum Jesum Christum, in diebus Carnis suae, ei tamquam *Patri* humiliter subesse dignatum, legimus.

Infrascripti Sacrorum Antistites, haec serio perpendentes simulque probe noscentes magnum diu in Orbe exardescere desiderium ut *Sancti Joseph* publicus cultus, quantum par est, augeatur, enixis precibus orant atque obtestantur, ut Sacrosancta Oecumenica Synodus Vaticana, tot tantisque votis inclinata, pro sua auctoritate solemniter decernat:

1. Ut, quemadmodum *Beatus Joseph,* ceu *Pater* Christi, tanto melior creaturis omnibus effectus fuit, quanto differentius prae illis nomen haereditavit, sic ipsimet, per Sacrorum Rituum Congregationem, publicus duliae cultus in Ecclesia Catholica atque in Sacra Liturgia, post Beatam Dei Genitricem, prae omnibus caelitibus in posterum tribuatur;

2. Ut idem *Sanctus Joseph,* cui sacrae familiae tutela a Deo jam credita fuit, universae Ecclesiae Primarius, post Beatissimam Virginem, *Patronus* habeatur.

Huic postulationis formulae subscripserunt 153 Concilii Patres.

16ª. POSTULATUM
AD EANDEM REM PERTINENS.

A Sacra Oecumenica Synodo Vaticana nos infrascripti, nostro et Regularium Familiarum, quibus praesumus, nomine humiliter et instanter efflagitamus ut, ad majorem Dei gloriam, SSmae Deiparae Virginis honorem, et omnium Christifidelium tutelam atque consolationem velit S. Patriarcham *Joseph*, Jesu Christi Domini Nostri nutritium Patrem, ejusdemque B. Mariae Virginis Sponsum, *Conciliari Constitutione, Universalis Ecclesiae eximium ac primarium Patronum* solemniter declarare, constituere atque decernere.

Permulta autem sunt rationum momenta, quae nos ad supplicem hunc libellum offerendum movent ac fere impellunt, quaeque nobis magnam spem ingerunt, fore, ut peramanter a Sacro Vaticano Concilio excipiatur; at ne nimium onerosi simus, potiora seligimus, atque cursim ea recensemus.

Digitized by Google

1. Itaque imprimis animadvertimus, cum non modo omnes christiani nominis civitates, omnesque Dioeceses, in quas distribuitur Sancta Dei Ecclesia, verum etiam omnes Christifidelium Nationes suum habeant coelestem patronum, quem solemniter colunt et venerantur, id magnum esse argumentum, cur et totus Dei populus omnesque oves pascuae ejus debeant alicujus inter Coelites patrocinio potissimum se committere, eumque magnis sollemniis communibusque gaudiis colere. Beatum vero *Josephum*, Beatae Mariae semper Virginis Sponsum, inter omnes Coelites eum esse, qui prae ceteris totius Ecclesiae Christi protector praecipuus sit renunciandus, ab eaque magnos sibi vindicet honores, nemo certe inficias ire potest.

2. Praeterea cum innumeri fere sint Christifideles, qui divino plane instinctu in ejus patrocinium sese jam contulerunt quique vehementissime optant, ut multus honor in Ecclesia universa eidem habeatur; nonne maxime convenire dicendum est, ut quem Deus *Justum* proclamando amplissimo honestavit praeconio, eundem universa Ecclesia magnis honestet honoribus?

3. Atque, cum Ecclesia et Christus, qui eam sibi acquisivit sanguine suo, *sint quasi una persona* (S. Thom. qq. dd. q. de gratia) nonne item convenit, ut ipsa Ecclesia in ejus peculiare quodammodo se committat patrocinium, quem Christus hic in terris nutritium habuit et custodem; ac demum ut eadem Ecclesia, quantaquanta est, ab eo magnopere postulet praesidium contra innumeras suorum hostium insidias, illudque se obtenturam confidat, qui puerum Jesum ab insidiis vaferrimi crudelisque Herodis ad necem Eum quaerentis incolumem servavit?

Ita profecto.

Si igitur hic supplex libellus noster, quem nomine etiam subditorum nostrorum sacro et auspicatissimo Oecumenico Concilio Vaticano offerimus, ita benigne excipiatur, ut *Conciliari Constitutione* decernatur, dehinc terque quaterque *Beatum Josephum*, Beatae Mariae semper Virginis Sponsum, ab universa Ecclesia solemniter honorandum et colendum esse tanquam omnium Christifidelium coelestem eximiumque *Patronum*, pro certo haberi potest magnam illam sanctamque laetitiam, quam nemo dubitat, quin idem Concilium suis Constitutionibus sit allaturum, cumulatissimam fore.

Huic postulationi, exhibitae die 9. Martii an. 1870, subscripserunt 43 Generales diversorum Ordinum.

Digitized by Google

16b. POSTULATUM

ALIORUM CONCILII PATRUM AD EANDEM REM PERTINENS.

Beatissime Pater!

Cum populi Christiani erga Sanctum Joseph devotio crescat in dies, miraque illius Sancti bonitas et potentia novis innumerisque beneficiis se quoque in dies prodant, et Ipsum universa Ecclesia ampliori cultu celebrari altioribusque decorari honoribus ardenter optare videatur, infra scripti Vaticanae Synodi Patres, ad pedes Sanctitatis Vestrae provoluti, humillime efflagitant, ut qui a Domino constitutus est Unigeniti Filii sui custos, quique erga Jesum et Mariam Patris ac Sponsi officia fidissimo amore summaque diligentia indefesse adimplevit, Is etiam a Vestra Beatitudine eligatur ac declaretur universae Ecclesiae, quae corpus Christi est, Patronus atque Protector, et festum patrocinii ejus cum ritu primae classis et octava ubique et ab omnibus peragatur.

Interim pro seipsis et pro animabus sibi concreditis Benedictionem Apostolicam instanter postulant.

Beatitudinis Vestrae

Humillimi et devotissimi in Christo Filii.

Huic postulationi subscripserunt 118 Concilii Patres.

17. POSTULATUM

UT S. FRANCISCO SALESIO EPISCOPO GENEVENSI TITULUS DOCTORIS ECCLESIAE DECERNATUR.

Beatissime Pater!

Reverendissimis Patribus ad S. Oecumenicum Concilium Vaticanum coadunatis solatium sane in tantis laboribus et spem magnam afferunt uberrimi fructus quos ex Conciliis Oecumenicis, et in primis ex Concilii Tridentini definitionibus et Decretis norunt esse collectos.

Porro inter pastores et doctores a Concilio Tridentino suscitatos et quasi natos quos misit Deus „ad confortandas

Digitized by Google

manus dissolutas, et genua debilia roboranda, ad aperiendos oculos caecorum et aures surdorum", [1]) quis illico non meminerit S. Francisci Salesii, cujus laus est in Ecclesia sanctorum? Finitimis Genevae populis, haeresi calviniana infectis, sese fidei praeconem exhibens, quantumvis ad necem ab haereticis conquisitus, sanctitate vitae et doctrina septuaginta duo millia a via veritatis errantium ad Ecclesiae gremium revocavit; „ipsi viderunt gloriam Domini et decorem Dei nostri." [2])

Dein, adhuc vivens, non raris jam clarescere coepit miraculis, quae post illius mortem tot mox et tanta fuerunt, ut Apostolicis etiam legibus derogans, quo citius Ecclesiae votis et ejus sancti gloriae satisfieret, felicis memoriae Alexander VII. Francisci Salesii nomen in divorum albo solemniter inscripserit.

Nec minus scientia et doctrina quam vitae sanctitate sese informans, „quidquid temporis ab studio liberum sibi supererat, in prolixas preces transferebat". [3]) „Ex quo, ad maximam errantium utilitatem, coepit ex scripto, pluribus confectis libellis evulgatisque thesibus intime haeresim percellere." [4])

Post exactissimam horumce Salesii scriptorum, tum editorum tum non editorum discussionem, S. Congregatio admirans ea probavit. [5])

Spectant autem alia ad theologiam tum dogmaticam, tum apologeticam, tum asceticam, alia ad mores et ad disciplinam et in eo prodierunt ordine quem expostulabant tempus et Ecclesiae necessitates. Scripsit de Notis Ecclesiae, de Primatu Petri, de Sanctae Romanae Ecclesiae Sacramentis, de Unione haereticorum cum Ecclesia Romana. „Viretum in Eucharistiae sacramentum impie debachantem confutavit opusculo, cui titulus: *Meditationes in Symbolum Apostolorum.* Ejusdem blasphemias B̃mae Virginis puritatem temerantes tum ore repressit tum calamo" [6]). Contra protestantes, S. Crucis latriam detestantes „eximiam aliam scripsit apologiam, cui titulus *Vexillum*

---

[1]) Isa. XXXV. [2]) Isa. XXXV, 2.
[3]) Phaebeo, S. Rit. Cong. Secret.
[4]) Bulla, Eccl. Cath. Canoniz. B. Francisci.
[5]) Patris de Chaugy, causae S. Francisci procurat. Epist, in qua legitur: on ordonna l'examen des oeuvres du serviteur de Dieu (S. François de Sales), singulièrement des manuscrits non encore imprimés, compulsés dans la 5 partie du procès, ce qui occupa incessamment jusqu'au 14 juin 1659, que la Sacrée Congregation prononça avec approbation et admiration, en faveur de oeuvres de serviteur de Dieu, par un très beau Décret, que Sa Sainteté confirma trois jours après.
[6]) Relat. a F. M. Phaebeo S. Rit. Congreg. secret. ad S. Cong. Card. et Consult. directa.

Digitized by Google

Crucis" [1]). Inter dogmatica et apologetica S. Francisci opera principem locum obtinet pervulgatissimus Liber Controversiarum, de quo vix quum prodiit, affirmare non dubitaverint non unus episcopus: „Athanasium, Ambrosium et Augustinum non majori cum ardore fidem vindicasse quam Franciscum Salesium." [2])

Non minorem sane gradum obtinent alii duo libri, doctrina simul et pietate fulgentes, videlicet *Tractatus de Amore Dei*, qui de tam altis tam alte loquitur; [3]) et *Philothea* sive Introductio ad vitam devotam, quae jam anno 1656 in septemdecim linguas, praeter gallicam, translata fuerat. [4])

Giarda, Episcopus Castrensis, Salii coaevus et biographus, [5]) asserere non dubitat Philotheam tot laudes mereri quot characteres continet. „Vix, inquit illustrissimus vir, qui vitam tum in castris quum in regiis palatiis egerat, vix apparere incepit Philothea, quum omnium aulae principum specie mutarunt . . . Tum visa est vera pietas; viam sibi stravit ad regum solia, in ducum exercituum tentoria; in judiciorum forum, in telonia, in negotiatorum officinas, et in pastorum oppidula." [6]) Subjungit alius, „se audivisse Rev. Patres Fichet, Manilien et Ludovicum de Serres e Societate Jesu, dicentes hoc esse opus a S. Spiritu dictatum, et dignum quod inter SS. Patrum opera connumeretur; et hoc etiam notum est et omnibus notorium. Dominus praeses Faber mihi dixit se ex DD. Cardinali de Berulle didicisse quod omnes Sorboniae Doctores publice declarassent istum librum ex aequo ire cum operibus S. Gregorii, S. Ambrosii et S. Augustini." [7])

Cum hisce doctissimis viris plane consentiunt et Emus Cardinalis Franciottus, [8]) cujus sensu praelaudata opera „Angelicam potius quam humanam redolent sapientiam" [9]) et Emus Cardinalis Sacchetius, S. Rit. Congreg. Praefectus, qui ait: „Vivit etiam (B. Salesius) in aureis et Seraphicis opusculis, ab eo editis, quae uberrimos in toto orbe fructus parturiunt. Philothea, sive Introductio ad veram pietatem, Epistolae spirituales, Tractatus de Amore Dei et reliquae elucubrationes seu mysticae, seu polemicae, in omnium pene nationum idioma

---

[1]) Relat. Card. Sacchetti in Consist. secret. 21. aug. 1662.

[2]) Epist. illmae Matris de Chaugy, Visitat. Superiorissae.

[3]) Qui liber typis mandatus anno 1616, dein innumeras habuit editiones, et illico in linguas Anglicam, Germanicam, hispanicam, polonicam et italicam versus transiit.

[4]) Gard, Deposit. in act. Canoniz.

[5]) Giarda, vita del B.

[6]) Marchion. Albert Geneven., Lullinensis Chaballicens. Gubernator. Deposit. Canoniz. part. remissor. 2. Vol. p. 753.

[7]) Deposit. Canonici Gard.

[8]) Causae Francisci pro Beatif. Relator. [9]) Idem.

Digitized by Google

translata, omnium teruntur manibus, cum ingenti legentium emolumento. Nemo potest has paginas evolvere quin totus ardeat Dei et perfectionis amore; quisque enim in illis reperit apta suo statui monita et documenta, sive saeculo deditus ille sit, sive claustro, sive coelebs, sive conjugatus, seu princeps, seu privatus. Omnibus enim omnia factus omnibus profuit, omnium saluti consuluit." [1])

Silemus de operibus aliis, ut sunt aurea illius Monita ad parochos et ad confessarios, ut sunt innumerae quasi Epistolae tam doctrina quam dulcedine charitatis exuberantes. At illud silere non possumus quod in asceticis etiam scriptis unita splendet fidei et morum doctrina. Hic praecipuus est honor Salesio quod, dum totus esse videtur in cordibus spirituali suavitate perfundendis, ad doctrinam tamen attendit, et altas in ea pietatis radices demittit. Illius verbum est vitae semitis lumen, et est simul animae cibus. Qua mirabili numquamque satis laudanda norma et pietas firmo semper nititur fundamento, et doctrina, nedum sterilis videatur et arida, in uberrimos sese fructus explicat.

Quae cum ita sint, quid mirum in his Britanniae Parlamenti verbis ad Alexandrum VII? „ut omnia dicamus, Dei spiritus adeo clare apparet in ejus (Francisci) libris, ut sperare posset eumdem favorem ac magnus Ecclesiae Doctor, qui sancti nuncupationem obtinuit ex excellentia suorum scriptorum, quae miracula fuerunt ad ejus nomen immortale decorandum, et inter eos qui invocari debent inscribendum."

Praeclarissima haec apprime consonant Emorum Cardinalium votis coram Alexandro VII. prolatis, et hisce ipsorum effatis, quorum plura Sancti simul et Doctoris coronam clare postulare videntur.

„Unus profecto censendus est (B. Franciscus) quibus dictum legitur, Vos estis lux mundi." [2])

„Misit tamquam imbres eloquia sapientiae suae." [3])

„Habeat Ecclesia universa quod in B. Francisci virtutibus imitetur, quod doceatur in scriptis." [4])

„Tandem Sanctus declaretur ille per quem Sanctitatis consequendae ratio et ardor ad omnes cujusvis conditionis homines penetravit, ut sapientiam ejus enarrent populi, et laudem ejus enunciet Ecclesia".[5])

„Ut fidelium corda jugitur inflammaret nedum exemplo

---

[1]) Relat. in Consist. Secreto 1662.
[2]) Cardinalis Pallotus. [3]) Aldrobrandinus.
[4]) Cardinalis Franciottus, Causae Relator.
[5]) Idem.

Digitized by Google

sed scripto, divinum plane modum excogitavit, et viam salutis ostendit.“ [1])

„Si virtutes praedicantium sunt ornamenta coelorum, profecto B. Franciscus de Sales splendere debet inter majora sidera in perpetuas aeternitates; ardens enim lucerna, imo lux mundi fuit, dum populis sibi commissis, errorum umbra caligantibus, cum exemplo, tum doctrina ad solis veritatem perduxit.“ [2])

Quid praeclarius hisce verbis et quid amplius expetendum? Si non adesset unum prae ceteris aliis supereminens testimonium, Alexandri nempe VII., qui quadraginta annis et amplius ejus scripta diurna et nocturna manu versavit,[3]) et enixe legenda commendabat incunctanter, asserens se in eis hausisse quidquid in ipso boni esse posset,[4]) et ad rectas vias Domini currendas Salesium protinus currum et aurigam praecipuum habuisse.[5])

Imo, quantum potuit, illius scripta propagavit[6]) et quaedam etiam propria manu in italicum sermonem transtulit. Constat ab ipso fuisse compositam orationem in officio S. Francisci propriam, in qua orandum decrevit: *ut ejus dirigentibus monitis* ac *suffragantibus meritis aeterna gaudia consequamur.* Item hoc de illo Breviarium romanum praedicat: „Suis etiam scriptis caelesti doctrina refertis Ecclesiam illustravit, quibus iter ad christianam perfectionem tutum et planum demonstrat.“ [7]) Videant alii num quis unquam in Ecclesia solemnioribus encomiis celebratus fuerit.

Sancti Francisci gloria, tot jam laudibus aucta, etiam temporibus nostris crescit eundo. Coram hoc dulcissimo et Veneratissimo nomine indomiti et hostiles animorum impetus minuuntur et sedantur; nec tot infensis saeculo nostro animis est nomen aliud magis acceptum ad ipsos catholicae doctrinae et vitae reconciliandos. Aurea ipsius scripta, nedum obsolescant, novis semper editionibus propagantur, non sine maximo certe profectu: nam errores quibus hodie societas conquassatur non sunt nisi eorum consectaria quos oppugnat sanctus Franciscus. Unde semper et sanctitate et operibus immortalis vivit.

---

[1]) Cardinalis Delcius.
[2]) Cardinalis Farnesius.
[3]) In Consistor. semi-publico, 20. oct. 1662.
[4]) Epist. ad nepotem.
[5]) Resp. Secret. Episc. in Consist. publ. 14. Sept. 1662. Scribens Sanctimonialibus Visitationis Annecii, doctrinam Francisci plane divinam proclamat. 27. jul. 1666.
[6]) Pallavicini, Stor. di Aless. VII, lib. I. Cap. V.
[7]) Sexta lectio in off. S. Francisci, 29. jan.

Digitized by Google

Quin imo consociatur etiam sancto Oecumenico Vaticano Concilio. Ipsi enim adest et sua doctrina, tamquam fonte ad hodiernos errores debellandos, et suo lenitatis charitatisque spiritu, et suis morum regulis, quae tanta sunt sapientia, ut centena et centena numerentur scripta quibus haud parvi nominis auctores omnibus eas statibus et conditionibus accommodare susceperint.

Quare, Beatissime Pater, Sanctitatem Vestram instantissime oramus et obtestamur ut inter Doctores in Ecclesia, cum officio et missa congruenti, Oraculo Suo Supremo, S. Franciscus Salesius adnumeretur. Qui honor non sine singulari divinae providentiae consilio, tempore Concilii Oecumenici Vaticani a Sanctitate Vestra, Concilii Auctore et Praeside, tribuendus illi superest. Quod enim ad tantam Ecclesiae gloriam docuit et fecit in tot haereticis ad ovile revocatis, et in moribus ac disciplina restituendis, hoc potissimum in Concilii Tridentini decretis hausit. Et cum haec eadem omnia in Concilio Vaticano Sanctitas Vestra restauranda Sibi et nobis proponat, et in his totus incumbat, novus honor qui ex S. Francisci Salesii sanctitate et doctrina in Concilium Tridentinum redundavit, erit etiam, titulo Doctoris Ecclesiae, oriundorum ex Concilio Vaticano bonorum pignus et benedictio.

18. POSTULATUM

UT OPIFICUM SOCIETAS „DER GESELLEN-VEREIN" A S. CONCILIO VATICANO LAUDETUR ATQUE COMMENDETUR.

Inter varias pias societates, quae aevo moderno exortae florent, opificum societas „Der Gesellen-Verein", quam Elberfeldiae in Archidioecesi Coloniensi anno 1846 erectam Adolphus Kolping p. m., antea ipse opifex et deinde ad sacerdotium promotus, maxima charitate, prudentia et solertia excoluit atque propagavit, singularem Ecclesiae Pastorum benevolentiam sibi vindicavit et revera meretur. Nam gravissimis in periculis, quibus praesenti tempore juniores opifices, sublatis jam omnibus fere auxiliis et tutelis, quae cum pristinis opificum ordinibus erant conjunctae, ubique terrarum circumdantur non tantum ex parte mundi perversi in genere, sed praesertim per illas falsissimas perniciosasque doctrinas, quae Socialismi nomine per omnes fere Europae partes tamquam novum terrenae

Digitized by Google

beatitudinis evangelium operariis et opificibus praedicantur et zelosissime propagantur. ista societas opificum maxime necessitati et miseriae opportunam medelam paravit. In ea enim juvenes opifices, qui hodie plerumque non prout priori tempore consuetum erat, in domo et familia ejus, in cujus officina operantur, degunt, sed in aliis domibus vel cauponis habitare coguntur, paternam quasi domum inveniunt in terra aliena et in ejusdem praeside sacerdote amicum paternum et consultorem. In eadem societate, quae tesseram sibi elegit vocem: „Ora et labora!“ inveniunt scholam virtutis, religiosae institutionis atque omnigenae eruditionis, qua indiget opifex. In eadem post diei laborem confratrum sodalium laeto commercio et recreatione fruuntur gratissima remota ab omnibus, quae fidei orthodoxae et bonis moribus sunt contraria.

Sub patrocinio collocata S. Josephi, opificis illius sanctissimi, in cujus domo et officina Deus homo factus Ipse habitare et tamquam opifex operari dignatus est, haec societas celerrime non solum per totam archidioecesin Coloniensem, sed etiam per omnes Germaniae partes, ac dein per Ungariam, Helvetiam, immo ad Urbem Romam usque et Alexandriam, nec non et trans Oceanum ad remotissimas Americae regiones propagata est, adeo ut in praesentiarum plus quam 500 societates opificum inveniantur locales cum 80,000 sociis, quibus singulis praesunt praesides locales ab Ordinariis approbati, sub auspiciis et directione unius Praesidis generalis, qui Coloniae residet ab omnibus praesidibus electus.

Jam pluries Sanctissimus Pater, cui persuasum est de maxima hujus societatis necessitate, pro Sua benignitate et sapientia eandem eximiae benevolentiae signis certissimis honorare dignatus est tum literis Apostolicis et indulgentiarum privilegiis in Societatis favorem concessis, tum donis ac honoribus, quibus ipsius praesides Sanctitas Sua donavit. Ex omni parte igitur dignum et justum nec non salutare esse censemus atque enixe postulamus, „ut Sacrum Concilium Vaticanum hanc societatem opificum rei christianae valde proficuam pro merito laudare atque commendare dignetur tamquam remedium et praesidium efficacissimum contra ingentia mala atque pericula, quae ex parte Socialismi perversi societati humanae et imprimis juvenibus opificibus fabrisque ubique imminere dignoscuntur.“

Romae Calendis Martiis 1870.

Huic postulationi subscripserunt 30 Concilii Patres.

Digitized by Google

19. POSTULATUM

UT SOCIETAS SANCTI VINCENTII DE PAULA A SACRO CONCILIO VATICANO LAUDETUR ET COMMENDETUR.

Inter opera pietatis et charitatis christianae, quae aevo praesenti florent, praecipuum locum obtinet pia illa Societas, quae sub nomine Conferentiarum S. Vincentii primum Parisiis exorta ac dein celerrime per totum fere orbem Catholicum propagata viros juvenesque fideles inter se conjungit ad opera charitatis et misericordiae tam corporalis quam spiritualis omnigena viribus unitis peragenda ad exemplum et sub patrocinio S. Vincentii de Paula, magni illius Apostoli charitatis christianae, qua vivens aliquando universam patriam suam Galliam illustravit et adhuc superstes piis operibus a se institutis ubique terrarum Ecclesiam aedificat. Haec societas, quae spiritu vere catholico animata in operibus externis peragendis ante omnia animarum salutem promovendam sibi scopum proponit, operationi suae provinciam amplam fertilemque elegit, quum socii ipsi pauperes atque infirmos visitant atque consolantur, eorum indigentiis quoad corpus et animam providere satagunt, orphanos et senes in conservatoriis atque hospitiis collocant, pueros derelictos erudiri curant, junioribus opificibus suo patrocinio contra fidei et morum pericula praesidium praestant, bonos libros per familias distribuunt, matrimonia mere civilia ut revalidentur curam gerunt aliisque innumeris fere modis ad pauperum miseriam sublevandam et animarum salutem promovendam mirabiliter operantur nec non semetipsos per pia exercitia et bona exempla maxime invicem juvant.

Ista societas, quae bonum odorem Christi per socios suos eorumque opera ubique diffundit et sine dubio inter efficacissima remedia atque praesidia adnumerari meretur ad tuendam societatem humanam contra ingentia mala ac pericula, quibus moderno tempore ex parte socialismi perversi undique circumdatur, jamdudum Episcoporum nec non Summi Pontificis Sanctissimi Patris Pii PP. IX. feliciter regnantis, a quo largis indulgentiarum privilegiis ditata est, peculiarem animadvertentiam atque insignem benevolentiam sibi vindicavit. Quapropter oratores infrascripti congruum esse censent enixeque postulant,

ut Sacrum Concilium Vaticanum laudatam piam societatem S. Vincentii publice laudare atque fidelibus commendare dignetur.

Romae XII. Martii 1870.

Huic postulationi subscripserunt 30 Concilii Patres.

Digitized by Google

19ª. POSTULATUM

UT SANCTI VINCENTII A PAULO ASSOCIATIONES, QUAE VULGO CONFERENTIAE DICUNTUR, A SACRO VATICANO CONCILIO LAUDENTUR AC COMMENDENTUR.

Romani Pontifices in docenda regendaque Ecclesia non ita curam exhauserunt, ut aliquando opera misericordiae fovere et commendare intermiserint. Ad eos enim pertinet zelum et pietatem promovere in sustentandis pauperibus et in catechizandis rudibus.

Ad haec vero charitatis tum spiritualis tum corporalis implenda officia, plures in decursu temporum prodiere societates, et in nostris temporibus maxime enituit pia haec sodalitas, quae, sub vulgato nomine *Conferentiarum Sancti Vincentii a Paulo,* omnibus non est aeque comprobata.

Haec autem societas, ex laicali ordine praesertim efformata, nobiliores civitatum et vicorum viros optimosque scholarum liberalium ephebos in sinu computat, lateque per universum terrarum orbem jam diffusa, uberiores fructus ubique protulit, quos hic enumerare superfluum esset. Vix exstat corporalis inopia quae ab eis non relevetur, aut animi afflictio quae non sit recreata. Isti enim pauperes saepe et regulariter visitant, eosque duplici panis et consolationis pabulo reficiunt, aegrotis opitulantur, iisque salutaria medicinae remedia subministrant; senes in hospitiis et orphanos in conservatoriis collocant; artifices et operarios erudiunt, junioresque ex eis qui in officinis tirocinantur suo patrocinio a pravis exemplis praeservant; optimos libros per domos et familias disseminant, et matrimonia mere civilia cohonestant; quo fit ut ex hac institutione miris in modis in rempublicam christianam bona dimanent, multique salventur qui sine hoc auxilio periissent.

His igitur piae sodalitatis meritis commoti, rem prorsus utilem reputaverunt infrascripti Patres si hanc publice sodalitatem laudaret atque commendaret praesens Oecumenica Synodus, et si magnus Noster Pontifex qui, tanto omnium bonorum plausu, navim Ecclesiae regit et gubernat, suo etiam praeconio decoraret et conciliari approbatione fulciret.

Et hoc enixe precantur oratores subscripti fausta omnia insuper exoptantes Reverendissimis Patribus, qui ad munus examinandi postulata deputati sunt.

Romae, die 30. Januarii 1870.

Huic postulationi subscripserunt octoginta Patres Concilii.

Digitized by Google

20. POSTULATUM

IN GRATIAM PIAE OPERAE A PROPAGATIONE FIDEI NUNCUPATAE.

Venerabiles Patres!

Varias inter et pias Operas, quae adprobante Apostolica Sede, et faventibus Episcopis, quotidianis ad Deum effusis precibus et collecta fidelium stipe, nostris Missionibus vires et auxilia suppeditant, ea facile primum obtinuit locum quae a Fidei Propagatione nuncupatur.

Ab ea enim fere omnes nos, quin ulla vel nationum vel personarum admittatur acceptio, id habemus quo olim S. Apostolus Paulus evangelicos operarios contentos fore declarabat: alimenta videlicet et quibus tegamur. Illius ope stabiliuntur et crescunt catholica illa instituta et misericordiae opera quibus Christus Dominus ante oculos populorum qui illum ignorant et errant eloquentissime praedicatur, quippe quae signa sunt quibus licet indigni, vero veri Dei discipuli demonstramur.

Faustam igitur et sacram occasionem nacti qua omnes e longinquis dissitisque orbis regionibus, ad pedes Supremi Pastoris convenimus, erga Piam hancce Operam, praecipuam omnium Missionum altricem et quasi parentem, gratissimi animi nostri sensus externare, in votis unanimiter habemus, simulque illam commendare tum Venerabilibus Praelatis qui in hac sacra Synodo sedent, tum praecipue illorum et totius Ecclesiae Capiti, Summo Pontifici Pio PP. IX., cujus paternam saepius jam experti sumus benevolentiam.

Eo autem magis Paterna illa benevolentia, vestraque, Venerabiles Patres, Operae Piae augendae et promovendae necessaria hodie est, quo pluribus jam abhinc annis eleemosynae quae in Propagandae Fidei gratiam ab illa colliguntur, nedum, ut antea fiebat, crescant, e contra vel eadem remanserunt, vel etiam ut praesenti accidit anno imminutionis subiere periculum.

Hinc fit quod, aucto Missionum numero, iis omnibus ut deceret fovendis ex una parte impar fiat Pia Propagationis Opera, dum ex altera immensam et majorem quotannis pecuniae summam, ad pervertendas aut potius sacrilege emendas animas, in multis e regionibus curae nostrae concreditis Protestantium sectarum pseudoministri disseminant.

Gravissimum igitur imminet Missionibus nostris periculum, quod ad avertendum oportet ut novus fidelibus ardor infun-

Digitized by Google

datur et, ita, antiquis repristinatis viribus, novo eoque continuo progressu Pia augeatur Opera.

Et ad hunc tam optabilem, tam utilem Christinani nominis per orbem totum dilationi finem procurandum, vel unicum sufficere Sanctae Sedis et Oecumenicae Synodi Vaticanae verbum confidimus.

Sacris his freti rationibus, Venerabiles Patres, suppliciter petimus ut *Inter Decreta quae de Missionibus catholicis Sanctae et Oecumenicae Synodo Vaticanae proponentur, unum adjiciatur quo Piae Operae a Propagatione Fidei nuncupatae, et solemnis ab Ecclesia consecratio et nova commendatio tribuatur.*

Minime enim dubitamus quin exinde vere catholicis Piae Operae Rectoribus animus addatur novus, et fidelium incitetur zelus ubi languescere forsitan visus est.

Quam gratiam dum a Vobis, Venerabiles Patres, et ab Oecumenica Synodo humiliter expostulamus, summa cum reverentia profiteri nos gloriamur

EE. et RR. Dom. Vest.

Hum. et Dev. in Domino Servos et Fratres.

Huic postulationi, exhibitae die 23. Januarii 1870, subscripserunt 110 Concilii Patres.

21. POSTULATUM

IN GRATIAM SCHOLARUM ORIENTALIUM.

Venerabiles Patres!

Praecipuas inter Christifidelium operas, quae tum precibus, tum eleemosynis, opem missionibus perutilem subministrant, illa quae Scholarum orientalium nomen prae se fert, et quae, approbante Sancta Sede Apostolica, et Episcopis faventibus, Latinis apud nos Missionariis magna, nobis autem quaedam auxilia suppeditavit, locum a pluribus abhinc annis obtinuit non immeritum.

His orientalium missionum Benefactoribus, nos animi sensus gratissimi testificari cupientes, piam illorum operam intimo cordis impulsu commendamus tum Patribus Venerandis, qui in hac Sacrosancta Synodo Oecumenica sedent, tum praesertim Episcoporum et totius Ecclesiae Capiti Summo Pontifici Pio PP. IX., cujus pretiosissimis benedictionibus haec Scholarum orientalium opera ortum debuit et incrementum.

Digitized by Google

Hinc cum vastissimos inter tractus spirituali nostro regimini concreditos Mahometani, protestantes, schismatici et societatum secretarum fautores nihil non relinquant inausum ad juventutem alliciendam et pervertendam, valde optandum est ut scholas omnimodas, orphanotrophia, Seminaria aliaque hujusmodi instituta majorem in numerum instaurare ac sustentare possimus, tum ad Catholicos juvenes juxta S. Religionis Catholicae principia educandos, tum ad idoneos operarios in Dominica vinea instuendos, tum etiam ad haereticos et schismaticos ad unitatis vinculum reducendos.

Ad hunc tam utilem scopum obtinendum, paterna Summi Pontificis benevolentia vestraque, Venerabiles Patres, hanc nostram non dedignetur exaudire postulationem, qua suppliciter petimus, ut

„Inter decreta, quae de missionibus Catholicis SS. Oecumenicae Synodo Vaticanae proponentur, unum adjiciatur, quo Piae Operae Scholarum Orientalium nuncupatae, et solemnis ab Ecclesia consecratio et nova commendatio tribuatur."

Confidimus enim fore ut exinde fidelium adaugeatur zelus et ampliora nobis Piae Operae suppeditentur subsidia ad colligendos parvulos, qui panem vitae et intellectus undequaque petentes, ne ullum quidem huc usque invenere magistrum, qui frangeret eis, quia auxiliis destituti fuimus sufficientibus.

Quapropter hanc spectatissimam gratiam a Vobis, Venerabiles Patres, et a SS. Oecumenica Synodo humiliter efflagitamus, summo cum venerationis affectu nos profitentes.

Huic postulationi subscripserunt 13 Concilii Patres.

21^a^. POSTULATUM

IN GRATIAM PIAE OPERAE SCHOLARUM ORIENTALIUM NUNCUPATAE.

Venerabiles Patres!

Praecipuas inter Christifidelium operas quae, tum precibus, tum eleemosynis, opem nostris missionibus perutilem subministrant, illa quae Scholarum Orientalium nomen prae se fert locum a pluribus abhinc annis obtinuit non immeritum.

Haec est enim quae, approbante Sancta Sede apostolica et episcopis faventibus, multiplices apud nos sustentat operarios

Digitized by Google

et ministerii nostri Coadjutores, qui pueris alendis et juvenibus educandis sese impendunt ac devovent.

Inde fit ut, a finibus Austriaci Imperii usque ad Indos, ab Algeriensibus oris usque ad Abyssiniae recessus, innumeri juvenes et perplures puellae, sive monialium cura, sive sacerdotum et fratrum nostrorum magisterio, per saniores disciplinas informati, ad sensus erigantur illos quibus Ecclesiam catholicam et sanctam Romanam Sedem magis ac magis in dies diligant, et maximam profiteantur venerationem erga Pontificem Summum, cujus benignitate ac providentia orientales populi tot et tanta beneficia suscepere.

His nostrarum dioeceseon et missionum benefactoribus nos animi sensus gratissimi testificari cupientes, piam illorum operam intimo cordis impulsu commendamus tum Patribus venerandis qui in hac sacrosancta synodo oecumenica sedent, tum praesertim episcoporum et totius Ecclesiae Capiti Summo Pontifici Pio PP. IX., cujus pretiosissimis benedictionibus haec scholarum orientalium opera ortum debuit et incrementum.

Nunc autem, cum vastissimos inter tractus spirituali nostro regimini a Principe pastorum concreditos, Mahumetani, Protestantes, Schismatici et Societatum secretarum fautores nihil non relinquant inausum ad juventutem alliciendam et pervertendam, valde optandum est ut scholas omnimodas, orphanotrophia, Seminaria, aliaque hujusmodi instituta majorem in numerum instaurare ac sustentare possimus.

Ad hunc tam utilem scopum obtinendum, paterna Summi Pontificis benevolentia Vestraque, Venerabiles Patres, hanc nostram non dedignetur exaudire postulationem, qua suppliciter petimus, ut

„Inter decreta quae de missionibus catholicis Sacrosanctae Oecumenicae Synodo Vaticanae proponentur, unum adjiciatur, quo piae Operae Scholarum Orientalium nuncupatae et solemnis ab Ecclesia consecratio et nova commendatio tribuatur."

Confidimus enim fore ut exinde fidelium adaugeatur zelus, et ampliora piae Operae suppeditentur subsidia ad colligendos parvulos, qui panem vitae et intellectus undequaque petentes, ne ullum quidem huc usque invenere magistrum qui frangeret eis.

Quapropter hanc spectatissimam gratiam a Vobis, Venerabiles Patres, et a sacrosancta Oecumenica Synodo humiliter efflagitamus, summo cum venerationis affectu nos profitentes.

Huic postulationi subscripserunt 61 Concilii Patres.

Digitized by Google

22. POSTULATUM

IN GRATIAM SODALITATIS SANCTAE INFANTIAE.

Beatissime Pater!

Nos infrascripti Missionum apud infideles Vicarii Apostolici Sanctitati Vestrae humillime exponimus quod Sodalitas Sanctae Infantiae, quae per fidelium infantium eleemosynas et preces, infidelium infantium salutem non solum animae sed et corporis procurare satagit, multa missionibus nostris, his praesertim proxime elapsis calamitatum temporibus, suppeditaverit subsidia, quibus non tantum innumeros infantes, sed et adultos non paucos Deo lucrifacere potuimus; charitatis enim spectaculum praedicationi vim addit et validissimum est apud infideles Christianae veritatis argumentum.

Porro triplici praesertim modo hoc salutis opus in missionibus exercemus: Primo per *circulatores*, ut dicimus, *Baptizatores* qui vicos et oppida perlustrantes medicamenta aegrotantibus infidelium infantibus gratis elargiuntur, et quos forte moribundos deprehendunt insciis parentibus baptizant; Secundo in civitatibus per *pharmacias* quorum medici Christiani remedia aegrotantibus infantibus pariter tribuunt et occurrentes moribundos baptizant; Tertio tandem per *Orphanotrophia* et *scholas* in quibus infantes infidelium derelicti colliguntur aut etiam pretio emuntur, et christiana doctrina imbuti optimas populo Christi familias superaddunt.

Liceat, Beatissime Pater, Sanctitati Vestrae exponere quod a quindecim nuper elapsis annis baptizati fuerint, opitulante Sanctae Infantiae Sodalitate, moribundi infidelium infantes 3,855,570, qui aeterna potiti gloria Deum pro suorum salute exorant; in Orphanotrophiis vero educati plus quam *centum millia* quorum superstites populi christiani numerum auxerunt et in dies augent. Ex recentiori vero Sodalitatis computo constat hujusmodi moribundos infantes annuatim baptizari 380,700; et in Ophanotrophiis educari 45,277.

Porro hi salutis fructus licet uberrimi possent, multiplicatis subsidiis, in Dei gloriam et animarum salutem multiplicari; innumeri enim jacent infidelium infantes qui quotidie a nobis panem vitae petunt, et non sufficiunt qui tot egentibus frangant. Suppliciter igitur deprecamur ut Sanctitas Vestra piam hanc Sanctae Infantiae Sodalitatem dignetur benedicere et Venerabilibus Fratribus nostris Sacrosancti Concilii Vaticani Patribus commendare, quatenus illorum ope et patrocinio tam

Digitized by Google

frugifera Sodalitas ubique constituatur et diffundatur, ut auctis christianorum puerorum eleemosynis majorem in dies parvulorum infidelium numerum et sacro baptismate abluere et per christianam educationem gregi Christi addere valeamus.

Interim ad pedes Sanctitatis Vestrae provoluti Apostolicam benedictionem pro omnibus dictae Sodalitatis moderatoribus, Sodalibus et benefactoribus, necnon pro nobis et populis curae nostrae concreditis humillime exposcimus.

Romae die 13. Februarii 1870.

Sanctitatis Vestrae
Devotissimi et amantissimi filii.

Huic postulationi subscripserunt 35 Concilii Patres.

Digitized by Google

Digitized by Google

PARS TERTIA.

DE REGULARIBUS.

Digitized by Google

Digitized by Google

SECTIO PRIMA.

SCHEMATA CONSTITUTIONUM, QUAE PERTINENT AD REGULARES.

1. SCHEMA

CONSTITUTIONIS DE REGULARIBUS PATRUM EXAMINI PROPOSITUM.

Dolendum vehementer est, malorum quorundam hominum nequitiam eo processisse, ut Religiosos ordines tamquam Institutiones jam inveteratas et obsoletas, nostroque aevo neutiquam accommodatas, sed potius noxias temere renunciarent; perinde ac si Evangelica Consilia a Christo Domino ad assequendam perfectionem tradita, quandoque essent societati obfutura: quodque deterius est, hi nunquam desinunt malis quibusque artibus in ipsos Ordines contemptum excitare ac fovere, quo facilius valeant ad eorum destructionem pervenire. Hinc Nos, sacro approbante Concilio, falsas ac malignas hujusmodi insinuationes artesque reprobantes, fideles omnes enixe in Domino exhortamur, ut non modo talibus abduci non patiantur doctrinis atque exemplis; verum etiam ut religiosis familiis tantopere de Ecclesia et de civili societate benemeritis, existimationis, devotionis et amoris signa constanter exhibeant.

Insuper inhaerentes vestigiis Nostrorum Praedecessorum omnibus inculcamus Ecclesiarum Praelatis, ut easdem Religiosas familias benevolo diligant affectu, paterna charitate tractent, modis omnibus adjuvent, foveant ac tueantur: omneque potissimum studium conferant ad veram animorum concordiam inter Clerum saecularem et regularem magis constabiliendam ac servandam, ut arctissimo inter se charitatis vinculo obstricti, conjunctis viribus agrum dominicum excolere, et praeliari

Digitized by Google

Christi praelia possint, atque Ecclesiae hostes profligare, qui omni conatu illam (si fieri posset) destruere commoliuntur.

Tandem Superiores Ordinum ac Regulares omnes graviter monemus, ut debita reverentia, obsequio et honore Episcopos prosequantur, nihilque eorum juribus detrahant, quin imo adjutricem eis operam in sacri Ministerii officiis obeundis juxta proprium institutum alacriter praestent, vota, quae in professione Deo nuncuparunt, fideliter reddant, regularem observantiam et disciplinam sedulo servent, seque religiosos non habitu tantum sed et virtute ac spiritu, quo sancti eorum Fundatores animati erant, ostendant, ut propriam sanctificationem assequi, et Ecclesiae utilitati, ac populis aedificationi esse possint.

2. SCHEMA

CONSTITUTIONIS SUPER VOTO OBEDIENTIAE.

Ea potissimum religiosae perfectionis est virtus, ut qui statum regularem amplectuntur, praeter temporalium bonorum renunciationem et castitatis professionem, abnegare semetipsos, ac perpetuum propriae voluntatis holocaustum Deo offerre teneantur. Nil igitur magis ad instaurandam servandamque regularem disciplinam conducit, quam accurata et fidelis religiosae obedientiae observatio; quandoquidem ipsa ceteras virtutes menti inserit, insertasque custodit.[1]) Magna quidem paupertas, sed major integritas; harum autem est obedientia maxima si custodiatur illaesa: nam prima rebus, secunda carni, tertia vero menti dominatur et animo.[2]) Hinc si obedientiae votum negligatur, Religiosorum corda veluti terra sine aqua arescunt, nec ipsi amplius humilitate, oratione, meditatione delectantur; quin imo religiosae familiae compago disrumpitur.

Quapropter sacrosanctae Tridentinae Synodi decretis inhaerentes, quo facilius et securius regularis disciplina ubi collapsa sit instauretur, et constantius ubi conservata est perseveret, omnibus regularibus tam viris, quam mulieribus cujuscumque Religionis, Societatis, Congregationis, et Instituti sint, sacro approbante Concilio, praecipimus, ut ad regulae quam professi sunt praescriptum vitam instituant et componant, praecepta ac vota observent, perfectae praesertim obedientiae animo volenti mancipentur, crucifixum Christum Dominum in-

[1]) S. Gregorius lib. 35. Moral. cap. 10.
[2]) Joan. XXII. Extravag. „*Quorumdam*“ I. de verb. signif.

Digitized by Google

tuentes, qui factus obediens usque ad mortem nedum nobis dedit hujus virtutis praeceptum; sed magnum quoque in se ipso, quod imitaremur, reliquit exemplum. Et quoniam omnis potestas a Deo est, regulares omnes in suis superioribus Deum ipsum agnoscant, ac meminerint non solum ordinationi Dei resistere, qui potestati resistit; verum etiam sese peculiari obligatione teneri vi voti, quod in religiosa professione emittenda Deo nuncupant. Quamobrem debita reverentia et amore suos omnes Superiores prosequantur, et quae ipsi juxta regulam injungunt, integre, prompte et humiliter sine ulla excusatione perficiant.

Eos insuper hortamur, ut ad assequendam hujus eximiae virtutis perfectionem, quae est quodammodo mater omnium custosque virtutum,[1]) toto pectore incumbant; nec non a nequam hujus saeculi spiritu, qui est Crucis Christi, omnisque auctoritatis ac subjectionis inimicus, sibi maxime caveant, seque undique tueantur.

Tergiversationi nihilominus eorum, qui causas ad obedientiae jugum excutiendum interserunt, occurrere volentes declaramus atque statuimus, religiosorum recursus, qui fieri solent ad legitimam auctoritatem adversus obedientiae praeceptum a superioribus datum, haudquaquam obediendi obligationem suspendere; nec facile illorum habendam esse rationem, nisi prius religiosi, qui reclamaverint, superiorum mandatis paruerint. Si quis autem ad intercipienda Superiorum mandata confugere ad laicam, vel aliam, quae competens non sit, potestatem attentet, admonitum eum volumus, se graviter contra obedientiae votum facturum.

3. SCHEMA

CONSTITUTIONIS SUPER PERFECTA VITA COMMUNI.

Regularem observantiam ob id potissimum collabi dignoscitur, quod perfecta vita communis, quam sancti regularium Ordinum Institutores, suum veluti aedificium veteri Ecclesiae disciplinae superextructum voluerunt, et a suis sectatoribus servari mandarunt, penes plures religiosos Ordines in desuetudinem abierit. Ubi enim ab designato a sanctis viris perfectionis tramite deflecti contingat, paulatim a vero eorum

[1]) S. Aug. de civitate lib. 44. cap. 12.

Digitized by Google

spiritu, et a primaevo instituto cum magna disciplinae jactura desciscitur. Hinc licet ad gravissima removenda mala, quae ex hujusmodi communis vitae defectu promanant, Concilium Tridentinum, [1]) Clemens VIII., [2]) Urbanus VIII., [3]) Innocentius XI.,[4]) Innocentius XII.,[5]) aliique Pontifices praedecessores Nostri illam pro viribus instaurari curaverint, nihilominus non ubique eam servari in comperto est. Nos itaque rati nihil magis conferre ad Regularium reformationem reapse promovendam, quam ut in hoc Sacrosancto Oecumenico Concilio vitae perfectae communis obligatio gravissimis verbis denuncietur ac solemni sanctione muniatur, sacro approbante Concilio, quae sequuntur districte statuimus, decernimus, atque mandamus.

CAPUT I.

Nulla in posterum nova domus religiosa erigatur, vel etiam de jure vel de facto tantum suppressa restituatur sine expressa conditione ac lege in perpetuum servandae vitae perfectae communis, secus erectio, vel restitutio irrita omnino habeatur.

Quicumque in futurum professionem emittet, praecepto servandi vitam perfectam communem teneatur; ideoque ei qui admitti ad profitendum in quolibet Ordine, Congregatione, Societate et Instituto regulari postulaverit, priusquam tum domi recipiatur, tum habitu religioso induatur, dictum praeceptum expresse denuncietur, ita ut si huic se subjicere recusaverit, nullo modo in Religionem admittatur. Quilibet autem novitius in actu professionis tam votorum simplicium solemnibus praemittendorum, quam eorumdem votorum solemnium, observantiam perfectae vitae communis polliceatur: proptereaque in admissionis ac professionis actis peculiaris de praedictorum observantia adnotatio fieri debeat: super quibus omnibus superiorum ad quos spectat conscientia graviter onerata remaneat; ac si ea exequutioni iidem demandare omittant, eo ipso voce activa et passiva privati existant.

Insuper infra annum ab absoluto Concilio perfecta vita communis omnino constituatur in domibus novitiatus, professorii, ac studiorum, quatenus in eis introducta adhuc non reperiatur, vel etiam introducta non servetur: idipsum in domibus fiat, in quibus Superiores Generales vel Provinciales resident. Quod si Provinciales domum propriae residentiae non habeant, eam

---

[1]) Sess. 25. de regular. cap. 1. [2]) Constit. „*Nullus omnino.*“
[3]) Decret. de regul. apost. et eject. [4]) *Cum non alias.*
[5]) Decret. incip. *Sanctissimus.*

Digitized by Google

eligant, in qua vita perfecta communis servatur; sin minus Conventum Novitiatus. Etiam Definitores, seu Assistentes, vel Consiliarii tam Generales, quam Provinciales, in conventibus vitae perfectae communis morari debeant. Omnes religiosi etiam antea professi, qui in omnibus enunciatis domibus commorantur, eam omnino servare teneantur. Nemo proinde religiosorum ad Superioris Generalis munus, vel ad aliam ex majoribus quoquomodo nuncupatis sui Ordinis dignitatibus eligi valeat, nisi eamdem perfectam vitam communem profiteatur; et qui in praesens ad dictum munus, vel dignitates electi reperiuntur, nisi eam amplectantur, eo ipso muneri suo renunciasse intelligantur. Quae etiam servanda erunt quoad Superiores locales aliosque officiales in aliis omnibus conventibus, in quibus vita perfecta communis constabilietur.

Ceterum Superiores regulares in omni patientia et doctrina, qua exhortationibus, qua suasionibus, modis omnibus pro viribus curare debeant, ut omnes religiosi etiam jam professi vitam perfectam communem quamprimum amplectantur: qui vero renuerint, in separatis conventibus collocentur; hi tamen legi depositi in capsa communi obnoxii sint, nec pecunia uti valeant, nisi ad suos necessarios honestosque usus, praehabita expressa singulis vicibus superioris licentia: insuper nec vocem passivam habeant in electionibus et capitulis provincialibus; attamen eis permittitur, ut in eisdem provincialibus electionibus et Capitulis activam, quatenus ea gaudeant, exercere valeant; non tamen in iis, quae observantiam et disciplinam regularem respiciunt.

Praeterea expleto tyrocinio, Neo-professi non transferantur, nisi in aliam reformatam domum, ubi vigeat perfecta vita communis: quod si nulla alia domus reformata habeatur, in eodem novitiatus conventu permaneant: et si idem conventus ob ibi degentium religiosorum numerum, ad alios novitios recipiendos capax non sit, hoc ipso ulterior novitiorum acceptatio interdicta censeatur, donec occasio detur, ut Neoprofessi in aliam perfectae vitae communis domum transferri commode valeant, et conventus novitiatus ad alios novitios recipiendos capax reddatur.

De reliquo cum vita perfecta communis in eo consistat, ut bona quaecumque, reditus, emolumenta, aliaque omnia, quae quovis titulo religiosis obveniant, in usum religiosae familiae plene conferantur, et ipsum victum, vestitum, aliaque necessaria a conventu in communi accipiant, superiores nihil quod sit necessarium religiosis denegent, et religiosi nihil quod sit superfluum exigant; ideoque superioribus charitas et sollicitudo, subditis vero religiosa moderatio enixe commendatur.

Digitized by Google

CAPUT II.

Ad vitae perfectae communis professionem etiam in Sanctimonialium Monasteriis constabiliendam, praeter ea quae in praecedenti capite pro religiosis viris allata sunt, peculiaris veluti ratio concurrit, periculum nempe aemulationum ac distractionum, quod in eis majus est, removendi. Sacro igitur approbante Concilio haec statuimus, decernimus atque praescribimus.

Nullum in posterum Sanctimonialium novum Monasterium erigatur, vel etiam de iure vel de facto tantum suppressum restituatur sine expressa conditione et lege in perpetuum servandae vitae perfectae communis; secus erectio vel restitutio irrita prorsus habeatur. Moniales, quae in praefatis monasteriis vota emittunt, praecepto ejusdem vitae communis servandae omnino teneantur. Postulantibus, quae Monasterium ingredi volunt ad effectum profitendi, praeceptum illius vitae denuncietur, quod denuo fieri debeat antequam monastico habitu induantur. Novitiae vero ante professionem vitam ipsam perfectam communem, si vota emittant in Monasterio, in quo ea vigeat, expresse polliceantur: si vero in monasterio, in quo nondum ea introducta sit, polliceri debeant, sese paratas esse ad eamdem amplectendam statim ac a superioribus introduci velit.

In Sanctimonialium monasteriis jam existentibus, in quibus vita communis perfecta non viget, Episcopi, vel alii superiores, quibus monasteria subjecta sunt, ad eam praescribendam prudenter se gerere debent, ne secus majora incommoda oriantur. Perpendant nimirum peculiaria rerum adjuncta, et si de illa introducenda in Domino agere judicaverint, non comminationes adhibeant, sed Moniales ad exoptatam disciplinae restaurationem paternis adhortationibus et spiritualibus exercitiis revocare curent. Audiant prius omnes et singulas, ut probe exploretur earum animus, ac certo deprehendatur, quae hujusmodi reformationi libenter acquiescant aut contra obluctentur, et quo in numero recenseantur illae, quae aetate aut auctoritate graviores habentur. Si major pars paratam ad reformationem se exhibeat, poterit Episcopus, vel alius superior, nisi aliter ei ob peculiares causas videatur, vitam communem perfectam introducere, tolerando ut renuentes in priori statu remaneant; ita tamen ut ipsae teneantur in capsam communem monasterii pecuniam inferre; nec ea uti possint, nisi ad suos necessarios honestosque usus, obtenta prius a superiorissa singulis vicibus licentia. E contra si major monialium pars reformationi obsistat, ad aliud opportunius tempus differenda res erit; vel saltem ad id temporis, quo Moniales, quae in professione vitam

Digitized by Google

perfectam communem pollicitae fuerint, majorem Communitatis partem constituere comperiantur.

Hoc modo introducta in aliquo Monasterio vita communi perfecta, si quas renuentes in eo superesse contingat, istae minime ad officium Superiorissae, Vicariae, Magistrae novitiarum, et Oeconomae eligi valeant; et si electae inveniantur, dictis officiis eo ipso renunciasse censeantur; quandoquidem ad ea nonnisi quae vitam perfectam communem observant, eligi poterunt. Sperandum tamen est Sanctimoniales perfectiorem vitam lubenti animo amplexuras fore, ut laxiorem vivendi rationem abnegantes, quae coelestis Sponsi sunt, unice quaerant.

Haec quoad Religiosos viros et Sanctimoniales volumus et mandamus; ideoque graviter praecipimus omnibus moderatoribus Generalibus, Provincialibus, Commissariis, Abbatibus, Prioribus, Rectoribus et Guardianis cujuscumque sint Ordinis, Societatis, Congregationis et Instituti, aliisque ad quos spectat, ut quae in hac nostra Constitutione decreta sunt, exequutioni plene committant, non obstantibus omnium et singulorum privilegiis et indultis sub quibuscumque formulis verborum conceptis, etiam in corpore juris clausis; nec non Constitutionibus, statutis, et regulis etiam juratis, et Apostolica auctoritate confirmatis, atque etiam consuetudinibus quamvis immemorabilibus, aliisque contrariis quibuscumque.

4. SCHEMA

CONSTITUTIONIS DE CLAUSURA.

Claustralis ob vitae custodiam, quae regulari observantiae est summopere necessaria, canonibus, sanctionibus et summorum Pontificum constitutionibus non modo clausurae lex religiosis domibus Regularium utriusque sexus indicta est, sed alia etiam sapientissime constituta, quae ad ipsius clausurae bonum et conservationem quamplurimum conferunt. Cautum namque est, ne Religiosi ex nimia ad claustra hominum frequentia, a solitudinis quiete cum magna temporis jactura, aliorum admiratione, ac periculo transgrediendi regulam exturbentur: nec non eis vetitum, ne ex suis Conventibus absque superioris venia et sine socio egrediantur. Sanctimonialibus quoque consultum est, ut ob crebros extranearum personarum ad crates accessus haud temere occasioni a recto perfectionis tramite declinandi se objiciant; verendum cum sit, ne ex familiaribus cum hujus-

Digitized by Google

modi personis collocutionibus mundano ipsae pulvere conspergantur. Quamobrem cum ea, quae ad electam dominici gregis partem custodiendam salubriter constituta sunt, ab omnibus, ut par est, ubique servari, et omnes abusiones e medio auferri oporteat, sacro approbante Concilio, decernimus atque mandamus:

CAPUT I.

In quibuscumque regularium virorum domibus, conventibus et monasteriis clausura servetur, juxta sacros canones et Apostolicas constitutiones atque sanctiones; [1]) ita ut earumdem domorum, conventuum et monasteriorum septa et sacra claustra foeminae quaelibet cujuscumque generis aut conditionis ingredi, aut in ea, etiamsi infantilis aetatis sint, recipi nullo modo possint sub censuris et poenis contra violantes clausuram inflictis, quovis hac de re ablato discrimine, an aliquo, vel etiam nullo privilegiorum praetextu ingressus obtingat; ac non obstante quovis privilegio, et quacumque etiam longi temporis contraria consuetudine. Quapropter districte mandamus Generalibus, Provincialibus, Abbatibus, Visitatoribus, aliisque ad quos spectat, ut clausura ubi extat diligenter servetur, et ubi obliterata aut neglecta inveniatur, omnino instauretur.

CAPUT II.

Nullus e conventu egredi audeat nisi justa ex causa, licentiaque singulis vicibus impetrata, ac benedictione a superiore accepta; nec non cum socio, excepto tamen quoad obligationem cum socio egrediendi casu necessitatis Superioris localis judicio comprobandae. Superior vero egrediendi veniam, nisi prius de justa causa sibi constiterit, non concedat, sociumque e claustro exituro adjungere non omittat. Licentiae generales exeundi nulli amplius concedantur, et praemissis omnibus contravenientes congrua poena plectantur. Quisque ad conventum sub vesperam revertatur, ac denuo Superiorem adeat benedictionem recepturus. Provideant etiam Superiores, ne Religiosi in saecularium consuetudinem se insinuent; et tam in claustris quam extra ita conversatione, gestu, habitu et incessu se gerant, ut qui ex adverso sunt vereantur nihil habentes malum dicere de eis, et christifideles ab ipsis ubique aedificationem accipiant. Quapropter quominus saeculares absque justa causa religiosas

[1]) *Cap. Pervenit.* 20. caus. 18. *quaest.* 1., S. Pius V. Const. *Decet Romanum Pontificem*, Gregor. XIII. Const. incipiens *Ubi gratiae*, et Bened. XIV. Const. *Regularis disciplinae.*

Digitized by Google

domos frequentent impediant, ne regularis familiae tranquillitas et silentium turbetur, et spiritus observantiae, quo Ordinum regularium alumni animati esse debent, tepescat, paulatimque extinguatur. Quibus super omnibus Superiorum, ac ipsorum Religiosorum conscientia onerata remaneat.

CAPUT III.

Quae in superiori capite secundo constituta sunt, ad Instituta quoque virorum, in quibus vota tantum simplicia emittuntur, extendimus, ac servari volumus. Ad clausuram autem quod attinet, licet hujusmodi Instituta communi jure non ei subjiciantur; attamen in aliquibus utiliter introducta est. Mandamus igitur etiam quoad haec virorum Instituta, ut ubi clausura viget sive ex speciali S. Sedis dispositione, sive vi constitutionum, sive usu, sedulo servetur. Pro aliis vero, in quibus nondum statuta reperitur, facultatem impertimur Moderatoribus Generalibus, sive per se, sive per alios Superiores ab ipsis deputandos, clausuram in proprii Instituti ab Apostolica Sede approbati domibus constituendi. Hac autem facultate uti debent, nisi aliqua gravis causa peculiaris aliter suadeat: quo in casu aliis efficacibus modis provideant, ne ex mulierum accessu pericula et scandala oriantur.

CAPUT IV.

Inhaerentes Constitutioni Bonifacii VIII., decreto Concilii Tridentini, et sanctionibus Summorum Pontificum praedecessorum nostrorum,[1]) graviter praecipimus Episcopis, ut in omnibus monasteriis sibi subjectis ordinaria, in aliis vero Apostolicae Sedis auctoritate, clausuram Sanctimonialium, ubi violata fuerit, diligenter restitui; et ubi inviolata manet, conservari maxime procurent: ita ut non solum Moniales egredi e monasteriis nequeant, verum etiam nemo cujuscumque generis, conditionis, aut sexus in ea ingredi, vel cujuscumque aetatis etiam infantilis admitti possit sub censuris et poenis contra violantes clausuram comminatis; non obstante quavis etiam longi temporis consuetudine; exceptis tamen casibus a jure permissis, in quibus serventur de jure servanda; et salvis indultis ab Apostolica Sede obtentis, praesertim quoad externas puellarum scholas.

---

[1]) Bonifac. VIII. in cap. *Periculoso*. 4. *de statu Regul. in* 6., Concil. Trid. *cap.* 5. *sess.* 25. *de Regular.*, S. Pius V. Constit. *Circa pastoralis*, et Const. *Decori et honestati*, Gregor. XIII. Const. *Deo sacris* et Const. *Dubiis*, Alexander VII. Const. *Felici*, et Bened. XIV. Const. *Salutari*, et in alia *Per binas*.

Digitized by Google

CAPUT V.

Provideant Episcopi, aliique superiores ad quos spectat, ut abusus evellantur, si qui in Sanctimonialium monasteriis irrepserint circa accessus ad ostia et ad crates, ac circa collocutiones cum extraneis personis, quibus fervor earumdem Sanctimonialium remittitur, mundanis animus cogitationibus imbuitur, disciplinae et observantiae regularis studium imminuitur, non sine periculo, sanctae vocationis spiritum amittendi. Verum ad id prius hortationibus et commonitionibus procedant; ac deinde si opus fuerit, etiam poenarum coercitionem adhibeant. Circa vero collocutiones Religiosorum cum monialibus ea serventur, quae a summis Pontificibus praedecessoribus nostris praescripta inveniuntur.

CAPUT VI.

Quamvis nec ipsa Instituta, in quibus Sorores vota tantum simplicia emittunt, ex jure communi clausurae, legi obnoxia sint, inculcamus tamen locorum Antistitibus, ut, si illorum alumnae nulla officia exteriora exerceant, Episcopalem clausuram in eorumdem Institutorum domibus suae dioecesis, perpensis cujusque domus peculiaribus adjunctis, imponere satagant; atque ut domos Institutorum, quorum praecipuus finis est alicujus externi muneris exercitium, clausurae pariter Episcopali, consideratis omnibus circumstantiis, non quoad Sororum egressum, sed dumtaxat quoad extranearum personarum ingressum, prout in Domino expedire judicaverint, subjicere curent. Ceterum hisce Sororibus ita consulant, ut cum egrediantur semper cum socia procedant, debitasque cautelas adhibeant, ne mundi periculis se exponant, ac in se concitent populi admirationem.

Haec volumus atque mandamus, consuetudinibus etiam longi temporis, aliisque contrariis quibuscumque non obstantibus.

Digitized by Google

SECTIO SECUNDA.

POSTULATA, QUAE PERTINENT AD REGULARES.

1. EXPOSITIO

CONGREGATIONIS HELVETO-BENEDICTINAE CIRCA DECRETUM GENERALE DE RECEPTIONE NOVITIORUM AC PROFESSIONE VOTORUM SIMPLICIUM, A. S. CONGREGATIONE SUPER STATU REGULARIUM DIE 19. MARTII EMISSUM.

Emi ac Rmi D. D. Cardinales et Rmi Patres!

Paterna cura et benevolentia, qua Sanctitas Sua, Pius PP. IX., inde ab initio religiosos Ordines amplecti dignata est, Ipsam promovit, generali Decreto, per S. Congregationem super statu Regularium d. 19. Martii 1857 edito, modum profitendi, ad illud usque tempus antiquis Ordinibus religiosis usitatum, immutare ac statuere, ut deinceps in cunctis ordinibus religiosis, vota solemnia nuncupantibus, exacto novitiatu vota simplicia tantum emittantur, et demum post triennium ab emissione votorum simplicium religiosi ad professionem votorum solemnium admittantur.

Congregatio helveto-benedictina nullo quidem momento saluberrimum laudati decreti finem ignoravit, illudque, qua decuit, filiali submissione suscepit. Verum eandem congregationem jam ab exordio haud latuit, quantae et quam singulares prorsus difficultates executioni illius decreti saltem in Helvetia obstaturae forent. Quamobrem praeses ejusdem Congregationis helveto-benedictinae literis, jam 20. Oct. 1857 ad S. Congrega-

Digitized by Google

tionem super statu Regularium datis, difficultates ac detrimenta novae legis pro monasteriis dictae Congregationis helveto-benedictinae large fideliterque exposuit, earumque intuitu ad laudatam S. Congregationem super statu Regularium devotam petitionem direxit, ut monasteriis congregationis helveto-benedictinae in consueto profitendi more persistere liceret, adeoque a nova lege observanda saltem quoad illos, qui ad S. Ordines suscipiantur, dispensatio benigne concederetur.

Sacra vero Congregatio super statu Regularium sub die 30. Novembris 1857 respondit, Sanctitatem suam petitioni haud annuendum existimasse, eo quod lex de professione votorum simplicium omnes ordines regulares cujusvis regionis respiciat, et decretum statutumque sit, nullam hac in re exceptionem admittere. Ut autem ejusdem legis executio facilior evadat, Sanctitas Sua Congregationem helveto-benedictinam ab observantia decreti die 25. Januarii 1848 a S. Congregatione super statu Regularium emissi (de scrutiniis videlicet agendis in admissione postulantium ad habitum, novitiatum et professionem) exemptam declaravit ac insuper benigne indulsit, ut professi votorum simplicium ejusdem Congregationis helveto-benedictinae omnibus privilegiis, gratiis et indultis gaudeant, quibus professi votorum solemnium legitime fruuntur, ac tandem ad triennium concessit, ut professi votorum simplicium ad instar professorum votorum solemnium prima Tonsura insigniri, atque ad singulos etiam sacros et Presbyteratus ordines, servatis de jure servandis promoveri possint, ea tamen lege, ut, si ab ordine dimittantur, a celebratione S. Missae sacrificii suspensi remaneant, donec de congruo patrimonio ad praescriptum SS. Canonum provideatur.

Verum benigna hac concessione difficultates novae legis nullatenus remotae sunt; insuper experientia, quam per decennium nobis facere obtigit, novam de emissione votorum simplicium legem religioso Ordini nostro in detrimentum potius quam in salutem cedere ostendit. Quare Congregatio helveto-benedictina oblata occasione, qua in SS. Concilio Vaticano de reformatione quoque Regularium sermo erit, denuo difficultates novae profitendi legis pro monasteriis ejusdem Congregationis omni qua decet reverentia et submissione exponendas simulque modum agendi in suscipiendis erudiendisque religionis candidatis proponendum censuit, quo illae difficultates, ut ipsa sperat, praecaveantur, quin tamen intentio illa paterna, qua SS. Pater ad legem novam condendam inductus est, effectu suo salutari frustretur.

Quod igitur ad difficultates, nec non detrimenta attinet, quae ex nova profitendi lege monasteriis O. S. B. in Helvetia

Digitized by Google

et, prout compertum habetur, fere ubique in Germania imminent, his praesentibus ea tantum exponuntur, quae praecipue commemoranda esse videbantur.

Jam primo non parvam difficultatem executio novae legis ingerit in relatione ad rempublicam civilem. Haec enim vota simplicia non ubique ut talia considerat, quibus voventes monasterio cuidam incorporentur, in Helvetia vero, ubi de receptione alienigenarum in Ordinem agitur, praeter certam pecuniae summam, dimissio quoque a patrio gubernio exigitur. Quibus rerum adjunctis itaque facile fieri potest, idque non sine magno detrimento respectivi monasterii, ut religiosi, si exacto novitiatu non statim ad professionem solemnem admittantur, officiis civilibus atque imprimis militaribus suae patriae obstricti remaneant, vel ubi juri civitatis patria in regione renuntiaverint, et postmodum ante professionem votorum solemnium dimittantur, illo jure hinc illinc privati existant. Non mirum igitur, si talibus rerum eventibus plures a capessenda religione deterreantur, idque eo magis, cum jam de cetero leges civiles et publicas in Helvetia et alibi ordinibus religiosis nullatenus favere constat.

Nova nec minor difficultas exsurgit quoad illos religionis candidatos, qui ad sacros ordines suscipiuntur. Sine speciali enim indulto S. Sedis ejusmodi religiosos, nondum solemniter professos, etiamsi S. Theologiae curriculum jam absolverint, ad S. Ordines promovere non licet; si vero ex speciali concessione S. Sedis Ordinibus s. initiantur et tamen postmodum ante solemnem professionem a religione dimittuntur, ipsi, uti monitum est, tamdiu ab exercitio Ordinum suspensi remanent, donec de congruo patrimonio ad praescriptum SS. canonum provideantur.

Facile perspicitur, quae et quanta inde incommoda et detrimenta in monasteria non minus ac in ipsos professos redundare necesse sit, idque eo magis, cum insuper Reverendissimi Ordinarii aperta ex ratione haud pronos se ostendunt ejusmodi religiosos ordinandi, et vix sperandum est, eosdem proniores fieri, tales a religione dimissos recipiendi. Quid mirum igitur, si pariter multi ejusmodi infaustis auspiciis deterriti ab ingressu in religionem arceantur?

Accedit denique tertia et quidem hucusque expositis multo gravior ratio, qua revera comprobatur, per novam profitendi legem salutarem finem, ad quem illam a S. Pontifice latam cognoscimus, pessumdari potius quam obtineri. Teste enim experientia professio votorum solemnium, introducta lege de professione votorum simplicium, multum illius saluberrimae efficaciae et vis perdidit, quam prius in animum et voluntatem

Digitized by Google

voventium edere consueverat. Eadem experientia tristia jam praebuit exempla, levioris animi candidatos, licet de valore ac indole votorum simplicium rite monitos, talia vota fallaci quadam mentis reservatione emittere, occulta videlicet spe fretos, fore, ut ante exactum triennium a professione votorum simplicium ipsis resilire contingat. Ejusmodi sine dubio jam durante novitiatu recessissent, si illo exacto professio votorum solemnium emittenda fuisset; fallaci autem spe ducti bonam voluntatem simulant, votaque simplicia emittunt, ut ad tempus sumptibus monasterii nutriantur ac educentur.

Experientia denique ac traditione, nondum lata nova lege de professione votorum simplicium, edocti sumus, eos qui tempore novitiatus rite probati et bene dispositi ad votorum professionem pervenerant, postmodum de vocatione sua raro dubitasse; ubi vero id acciderat, plerumque non primo decennio a votorum emissione, sed postmodum evenisse. Itaque ubi durante novitiatu rite et severe ad normam S. Regulae ac constitutionum probantur ac informantur spiritus, prosperum in futurum successum sperare licet, etsi professio solemnis novitiatum sine mora sequatur; ubi e contra novitiis tempore novitiatus debita cura et monastica disciplina defuerit, vix sperandum est, ut defectus ejusmodi triennio subsequente suppleantur.

Quae cum ita sint, procedendi modus cum ordinis candidatis inquirendus ac statuendus esse videtur, quo illos ante ac durante eorum novitiatu rite probari et informari contingat. Ejusmodi vero procedendi modum quo id sperare licet et quo insuper difficultates, legi de professione votorum simplicium obstantes, removentur, quin saluberrimus legis illius finis evanescat, in hoc positum esse existimamus:

1. ut nemo ante impletum annum aetatis duodevicesimum ad novitiatum admittatur;

2. ut postulantes ante novitiatum saltem biennium aut in collegio monasterii, cui incorporari cupiunt, vel ordinis ad quem monasterium pertinet, aut in Seminario quodam Episcopali commorati ac probati fuerint;

3. ut durante novitiatu, interceptis literarum ac scientiarum profanarum studiis, novitii arte ascetica, disciplina monastica, notitia S. Regulae ac Ordinis constitutionum, Ordinis quoque historia imbuantur, atque generatim iis religionis exercitiis occupentur, quibus ad pietatem secundum spiritum Ordinis informentur;

4. ut ita probati ac informati, si ipsi serio petant, atque monasterii conventus de more S. Regulae petentibus annuendum judicaverit, expleto anno integro novitiatus et impleto anno

Digitized by Google

aetatis undevicesimo, ad solemnem votorum professionem secundum regulam ac statuta Ordinis admittantur.

Tali procedendi ratione in Ordinem suscipiendis occasio praebetur se et ea, quae ipsos in religione manebunt, rite et mature probandi, Ordinis vero ac religiosarum domuum praepositis, imprimis novitiorum magistris sat morae suppeditatur, de indole ac vocatione suscipiendorum firmiter judicandi. Insuper eodem procedendi modo difficultates sponte sua removentur, quae novae legi profitendi fere ubique opponuntur.

Quapropter Congregatio helveto-benedictina instantissime precatur, ut memorata lex de professione votorum simplicium saltem quoad illos, qui ad S. Ordines suscipiuntur, ad tenorem expositae propositionis modificetur; quod si fiat, dicta congregatio firma persuasione ac fiducia animatur, ejusmodi dispositionem et sibi et universo S. P. Benedicti Ordini in profectum et salutem cessuram esse.

Quibus expositis summae, ut par est, venerationis et obsequii sensibus me profiteor

Datum Romae in monasterio S. Callisti
die 31 Martii 1870.

humillimum et observantissimum servum
HENRICUM
Abbatem monasterii Einsidlensis
et Praesidem congregationis helveto-benedictinae.

Alia, quae ad Regulares pertinent, inserta sunt Postulatis disciplinam spectantibus, imprimis Galliae et Belgii Episcoporum.

Digitized by Google

Digitized by Google

PARS QUARTA.

DOCUMENTA, QUAE AD RES RITUS ORIENTALIS ET MISSIONUM PERTINENT.

Digitized by Google

Digitized by Google

Schemata de hac utraque re proposita Concilii Patribus non erant distributa. Nonnulla autem Postulata, quae ad harum duarum rerum unam vel alteram pertinent, postulatis ad disciplinam spectantibus, quae supra memoravimus, immixta sunt. Praeterea huc pertinent Postulata sequentia.

---

1. POSTULATUM

ARCHIEPISCOPI BERITENSIS.

I. Protestantismus catholicae Religionis inimicus acerrimus abhinc jam 30 annis incoepit apparere in Syria, et omnes posuit vires ad diffundenda suae doctrinae venena diversis modis; cito scholas erexit ad instructionem puerorum et puellarum, et libros multiplices distribuit; scilicet libros S. Scripturae corruptos et alios ex professo contrectantes illorum errores gratis ad propagandam suam doctrinam. Isti vero libri attulerunt damnum spirituale, quia inveniuntur apud plurimos et multiplicibus in locis, ita ut prohibitio illorum ab Ordinariis haud potuerit suum fructum habere praesertim quia desunt libri catholici qui occupent vicem istorum librorum. Credo unicum remedium hujus morbi curam facere ut tradantur typis libri vera Religionis principia continentes, et illi gratis distribuantur. Verumtamen etiamsi usque adhuc pauci illos sunt sequuti propter mercedem, nihilominus effusio illorum librorum grave damnum attulit.

II. Alterum malum animas indirecte inficiens est illud quod provenit a juvenibus, qui ad studium linguarum Europae et praesertim Galliae incumbunt in collegiis RR. PP. missionis Anturae et Gasirensis RR. PP. Jesuitarum. Juvenes isti collegium ingrediuntur aetate 12 aut 14 annorum et egrediuntur aetate 16 vel 18 annorum, et quamvis juvenes isti, in sua prima aetate inveniantur in collegio, et ibi Rectores et magistri omnem impendant curam ad illos rite instituendos in Religiosis principiis et doctrina christiana et in omnibus pietatis exercitiis et frequentatione SS. Sacramentorum; attamen a primo illorum decessu e collegio statim notabilis mutatio in vitam

Digitized by Google

ducendi modo apparet ut non possint plus conversari nisi cum illis, qui callent linguam gallicam, et inde omnino se dant in conversationes francorum qui Beriti inveniuntur: et cum isti sint expoliati omnibus Religionis sensibus et plerique ex eis veri inimici Religionis, illos juvenes corrumpunt scandalo, distribuendo illis libros pestiferos, irreligiosos et immorales, et in irrisionem vertentes, veluti ephemerides, omnia pia clericorum opera, et isti juvenes facillime corrupti, multoties superant illorum magistros in malitia, sicuti de facto evenit. Ne quis putet hoc dictum fuisse latiori modo, sed stricte verum dictum fuit, et omnes alumni horum collegiorum sunt hujusmodi et ad summum 5 inter centum enumerari possunt eorum, qui vere permanent conficientes opera bona vitae religiosae digna; reliqui vero non solum corrupti, sed etiam multos simplices corrumpunt qui eis sunt addicti.

At videamus nunc quaenam differentia sit inter istos alumnos et inter alumnos Protestantium: primi enim jam inde a decessu de collegio totaliter se declarant contra illorum magistros, et contra ipsos suos correligionarios; at secundi e contra patrocinantur suis magistris et illorum dogmatibus et omnes suas vires ponunt ad alios adducendum in errorem.

Credo vero istud discrimen provenire ex eo quod Protestantes in docendo non tam incumbunt in linguam docendam, quam ad suos alumnos imbuendos principiis religiosis; hi deinde non egrediuntur collegio ante aetatem 21 et illorum magistri non desinunt illos inspicere et frequentare et illis procurare officia, et etiam in illorum collegiis non attendunt multitudini alumnorum propter temporale lucrum, sicuti faciunt missionarii catholici, quia gratis docent omnes; et ideo ad ista damna tollenda credo potius convenire ut inculcetur specialis instructio in fidei rudimentis multo magis, quam in linguarum instructione.

Secundo debet commendari istis collegiis quod non admittantur in ipsa juvenes nisi aetate 16 et non egrediantur collegio ante 21 annum aetatis suae.

Deinde prorsus excludi debet mixtura haereticorum et infidelium cum alumnis catholicis.

Deinde multiplex alumnorum numerus debet redigi ad pauciorem, et ideo quidquid superest ex eleemosynis societatis scholarum orientalium impendi debet in libris imprimendis et gratis distribuendis.

Cum vero pleraque ista damna proveniant a Societatibus Europae, ideo etiam zelatores catholici Europae debent fortiter pugnare vires infernales mediis efficacioribus. Oriens enim vix potest resistere vi indigena.

Digitized by Google

III. Tertia consideratio spectat missionarios. Certum est finem missionum consistere in auxilio praebendo Ordinariis Dioecesium et ministris indigenis ad salutem animarum fidelium assequendam et in incumbendo ad conversionem haereticorum et infidelium ad Ecclesiam Catholicam. At videndum nobis remanet, utrum re vera ratio missionariorum procedendi congruat fini missionis, necne.

Certe, si constituatur verum judicium, invenietur differentia vel maxima, quoniam opera omnia Jesuitarum unicum habent scopum, evellendi scilicet legitimam superiorum Ecclesiasticorum auctoritatem, necnon ipsorum Parochorum, et suadendi populum ut derelinquat suos legitimos superiores, et praesertim hoc exoptant a magnatibus et ditioribus populi, sicuti de facto evenit in ipsa urbe Beriti.

1. Etenim primo sibi domum et Ecclesiam constituerunt in medio domorum catholicarum, ut commodius possent illorum Ecclesiam frequentare; deinde Scholas aperuerunt, et primum incoeperunt docere in illis juvenes gratis, ut possent habere rationem juvenes relinquendi Scholas indigenas; et hoc modo habuerunt rationem non solum trahendi ad se juvenes, sed et matres illorum, quibus tum frequenter distribuunt imagines, numismata et cruces et coronas, et ita istae mulieres majori cum desiderio, frequentant illorum Ecclesias, et mox secum trahunt viros suos, et filios et alios etiam sibi notos.

2. Inconsulta Ordinarii auctoritate Sodalitates instituunt pro viris et mulieribus sub diversis titulis et ad istas Sodalitates invitant praesertim magnates populi et ditiores nationis, et ita, relicta sodalitate propriae nationis sese irruunt apud missionarios dictos; et cum Maronitarum ritus in plurimis cohaereat Latino, ideo omnes qui illos frequentant in Spiritualibus sunt Maronitae; et ad magis illos ad se trahendos eo pervenerunt, ut in sua Ecclesia utantur lingua arabica et canticis Orientalibus et hoc praecipue in benedictione SS. Sacramenti et in aliis benedictionibus, et processionibus, et cantica omnia in Sodalitatibus sunt in lingua arabica populari, et faciunt etiam benedictionem Palmarum et populo distribuunt illas, et plura alia his similia faciunt contra jura Parochorum.

3. Cum volunt praedicare in Ecclesia, quasi semper seligunt illam ipsam horam qua in Ecclesia Parochiali habetur concio, et circumeunt domos magnatum et ditiorum invitantes illos ad audiendam concionem apud eos, et concionem faciunt in lingua arabica quam non callent, ita ut excitent auditores ad irrisionem, potius quam colligant fructus spirituales; sed et quod tristius est, plerique juvenes et puellae frequentant illorum Ecclesiam ut possint liberius secum invicem communi-

Digitized by Google

care, quia in illorum Ecclesia non sunt separati per cancellos, sicuti est in Ecclesia nationali ubi mulieres habent locum separatum intra cancellos.

4. Cum in primis diebus quadragesimalibus incipiunt sacerdotes nationales exercitia spiritualia populo dare, ipsi etiam incipiunt in sua Ecclesia exercitia spiritualia publice facere, et ipsi Patres Jesuitae percurrunt domos ad invitandum populum ad exercitia spiritualia apud ipsos facienda, et aperte denunciant quod quicumque non faciat exercitia spiritualia et communionem apud ipsos certe amittit indulgentias ad hoc concessas; et ideo quamplurimi sese ducunt apud illos et praesertim feminae immoralem ducentes vitam; quae postquam egrediuntur ab exercitiis spiritualibus, incipiunt gravi cum scandalo aperte loqui de confessariis suis utpote mitiores sunt et poenitentiam nonnisi leviorem, vel nullam quandoque proponunt poenitentibus suis, et plerique absolutionem Sacramentalem concedunt sine admonitionibus necessariis etc. etc.

Et istae pluries videntur frequentare confessiones. Veruntamen persistunt in mala sua vivendi ratione; e contra foeminae timoratae conscientiae saepius evenit ut postquam confessae sint apud illos Patres, confessionem iterent apud suos confessarios nationales, persuasae quod confessarius Jesuita non bene intellexisset peccata sua, et ideo se abstinent a S. Communione antequam repetant confessionem.

5. Missionarii isti saepe nonnullos inducunt inexpertos juvenes et puellas ad emittendum votum pro tempore determinato ex quo obligentur ad obedientiam his sollummodo per quos vota facta sunt, et ita totaliter liberi evadunt ab obedientia suorum legitimorum superiorum.

6. Inconsulto Ordinario isti Patres recipiunt in solo maronitarum ritu nonnullos haereticos conversos et turcas baptizatos sine examine verae vocationis; et ideo saepius accidit quod isti noviter conversi inducunt in plura mala, et recurrunt ad Patres, qui statim illos mittunt ad Parochos maronitas vel ad Ordinarium, et illos plane derelinquunt, et ex his nonnulla scandala evenerunt, sicuti in proximiore tempore evenit noviter:

Juvenis quidam Schismaticus Graecus frequentabat puellam maronitam in civitate Bairut, et venit adhaerere suae petitioni ut illam in matrimonio habeat. Iste se contulit ad Parochum Maronitam petens se velle conjungi in matrimonium cum tali puella: at Parochus cum illum non cognovisset petiit ab illo litteras authenticas liberi sui status et religionis; quo audito, statim ille juvenis perrexit ad Jesuitas, et accepit ab illis dimissorias authenticas, in quibus declarabatur ipsum juvenem Graecum Schismaticum esse, sed quatuor abhinc annis frequen-

Digitized by Google

tare Ecclesiam Jesuitarum et ibi confiteri, et non inveniri impedimentum ullum ad contrahendum matrimonium. Parochus vero innixus isti Patrum testimonio nuptias benedixit, et post quatuor dies a consummatione matrimonii, iste juvenis reliquit sponsam suam et apud Graecos rediit, se excusans quod hoc fecisset dum erat ebrius cum contraxit matrimonium cum puella maronita coram Parocho Maronita, declarans aperte se nolle plus cognoscere sponsam suam, et deinceps haec quaestio eo devenit, ut et ipsum Gubernium civile voluerit causam legaliter tractare et postremo obligavit juvenem ad sustentationem suae sponsae, et non ad cohabitationem cum ipsa, et nunc cum egressus est e carcere Graeci Schismatici declararunt nullitatem matrimonii et suaserunt juveni illi ad secundas nuptias transire, et sic prima sua sponsa derelicta permansit.

Nonne hoc ab imprudentia et inexperientia Jesuitarum evenit?

7. Jesuitae vocant ad se sacerdotes Maronitas ab externis dioecesibus ad convivendum secumipsis sine praevia facultate Ordinarii, et isti sacerdotes evadunt subditi illorum ita ut ipsis concedant facultatem confessiones audiendi et alia etiam spiritualia exercitia faciendi inconsulto Ordinario, et isti etiam sicut Jesuitae percurrunt domos fidelium sicuti faciunt illorum magistri Jesuitae, et exinde haud parvum exoritur scandalum; et haec agendi ratio videtur minime posse convenire fini missionis, quae instituta fuit ad levamen in laboribus Parochorum et Episcoporum, et non ad arripiendum jura illorum et jurisdictionem, quoniam grex iste ita suo libitu relictus, clausis auribus voci sui legitimi pastoris, sese immergit in pluribus extravagantiis, sicuti revera videmus accidisse in urbe Beriti, quia magnates et ditiores populi, relicta propria nationali et Parochiali Ecclesia, frequentantes semper Ecclesiam Jesuitarum, illorum legitimi superiores non possunt jam cognoscere verum illorum statum in spiritualibus, nec jam possunt cognoscere utrum adimpleverint praeceptum Paschale necne, et quaenam remedia afferenda sint malis que pleraque exoriuntur a derelinquentibus proprias nationales Ecclesias et se subtrahentibus ab auctoritate suorum superiorum, et ex hac disciplinari deturbatione sequuta sunt vel maxima detrimenta bonis Ecclesiae et beneficiis clericorum; quoniam 20 abhinc annis Maronitarum numerus ascendebat Beriti ad tria 1000 et quotannis dabant Ecclesiae 3000 *franchi* et dabant beneficium suis sacerdotibus numero 6 in sustentationem 1000 *franchi*. Nunc e contra numerus Maronitarum Beriti ascendit ad 15,000 et numerus sacerdotum ad 12, et nunc dant in beneficium Ecclesiae 1000 *franchi* et in beneficium sacerdotum 1300 *franchi;* et ex his apparet clare quae-

Digitized by Google

nam notabilis differentia inveniatur et quam multi sint qui desierunt frequentare Ecclesiam nationalem. Ex hoc autem fit ut jam non possim invenire sacerdotes qui serviant Berito, quia illis deficit beneficium necessarium ad vivendum, et ego ipse anno 1868 et 1869 debui subministrare sacerdotibus Beriti beneficium ad vivendum, et certe nisi hoc fecissem, omnes sacerdotes relinquerent Beritum: et certe si huic malo non medeatur et jura Ecclesiastica non stabiliantur, cito habebimus ruinam cleri nostri et Ecclesiae etiam nationalis quia non habet jam redditus sufficientes ad sui sustentationem, et jam ipsae decimae Episcoporum quasi in oblivionem venerunt; et haec omnia incommoda missionariorum exurgunt ab amore lucri temporalis, quibus auxilia pecuniaria a societatibus Europae non sufficiunt, et ipsa subsidia pecuniaria, quae accipiunt ab Orientalibus ipsis et a juvenibus scholarum, nec non quae cumulant ex sodalitatibus et aliis extraordinariis fontibus, sed et volunt advocare populum ad suam Ecclesiam, ut eleemosynas omnes sibi congregentur, et ideo redditus nostrae Ecclesiae et Parochorum et sacerdotum nationalium redacti sunt quasi ad nihilum.

Haec omnia huc usque dicta sunt vera facta et oculis possunt perfacile videri, neque haec dicta sunt in odium missionariorum, qui bene cognoscunt benevolentiam meam erga ipsos, sicuti ipsi pluries idipsum testati sunt: et revera nihil possumus dicere contra mores illorum et doctrinam et zelum. Verumtamen deploramus illorum agendi modum, utpote omnino contrarium juribus ecclesiasticis disciplinaribus, et fini missionum praescripto a S. Sede.

Ideo deprecamur ut aut nos derelinquamus jura nostra supra gregem nobis commissum Missionariis, aut obligamur *(sic!)* nostrum gregem ubicumque inveniatur, quoniam nobis commissa est gregis custodia et non missionariis qui debent coadjuvare pastores et non avellere oves ab ovili: quia qui ab ovili discedit errans est.

Et istae lamentationes non sunt e nostra parte tantum, sed plurimi Ordinarii idem expostulant, sicuti constabit si ab ipsis quaeratur. Aliqui vero eorum, cum non potuerint haec missionariorum facta tolerare ea in ephemeridibus coacti fuerunt publicare.

Die 12. Martii 1870.

Tobia ant Maronita
Archiepiscopus Beritensis.

Digitized by Google

2. POSTULATUM

EPISCOPI LUCIONENSIS, AD PARVAM ECCLESIAM (SECTAM STEVENISTARUM) PERTINENS.

Episcoporum quorundam obstinata renuentia suis Sedibus cedendi, post publicationem Litterarum Apostolicarum *Tam multa,* diei XV. Mensis Augusti, anni 1801, Conclusionem Concordati spectantium quod inierat S. S. Pius PP. VII. cum Napoleone, primo Consule Gallicae Reipublicae, ortum dedit cuidam Schismati, cujus fautores et Sectatores in Gallia *Dissidentes,* aut etiam *parvae Ecclesiae membra,* vocantur.

Sat altis radicibus inhaeret illud Schisma in *Veteri Vendea militari,* quae sub finem XVIII. saeculi pugnarum heroismo praestantissimo notabilium Sedem se dedit, pro Religionis Regiique Regiminis defensione.

Dioecesis mea Lucionensis, cujus intra limites pars est aliqua hujusce regionis nobilitate insignis, Christianorum heroum sanguine effuso illustratae, Schismate *Dissidentium* fuit infecta quibusdam in Parochiis. Generatim illi *Dissidentes* sunt Christiani austeritate vitae, morumque integritate omnino commendati: at ex ecclesiis exules vivunt, diebus Dominicis et Festivis ad orationem se conferunt in domos privatas, ubi adunantur praesidente persona laica, sive viro sive muliere, quae etiam *Dissidentium* infantes baptizat, imo conjugum pro contrahendis matrimoniis consensum recipit.

Praedecessorum meorum vestigiis inhaerens, nullum ex iis quae mihi suppetunt mediis, ad eos misere devios in aulam divini Pastoris reducendos adhibere praetermisi: et quolibet anno, occasione praesertim Visitationum Pastoralium, quidam *Dissidentes,* cum magno meo solatio, ad unitatem Catholicam revertuntur.

Quibusdam in Dioecesibus *Dissidentium* Secta, idest *Parva Ecclesia* ut vocant, Excommunicationis publicatione fuit profligata: non ita in Dioecesi Lucionensi, ubi semper cum *Dissidentibus* illis actum est indulgentia quadam et mansuetudine: hanc ob causam necessaria mansuetudo quod hujus Schismatis occasio *in Vendea* intricetur elemento quodam politico, quod quidem innititur dispositione ingenita, a patribus scilicet suis accepta, in favorem regiae legitimitatis. Tota *Vendea* perpetuo in praxi protestata est contra quasdam Concordati ordinationes, ex eo quod illae ordinationes coaevae sint regiminis politici quod aegre illius Regionis incolae admittunt. Sic Festa a Concordato suppressa in *Vendea* celebrantur, operum

Digitized by Google

servilium abstinentia, majori etiam fidelitate quam ipsae Dominicae, et quidem non solum a fidelibus Christianis, sed ab iis etiam qui Religionis jugum caeteroquin rejiciunt.

Meridianae Galliae, speciatimque Lugduni Urbis *Dissidentes* Schismatis sui rationes mere religiosas afferre videntur. Verumtamen quae S. Concilium Vaticanum media judicabit opportune adhibenda aut praescribenda, ad procurandam illorum conversionem, et regressum in Ovile J. Christi, *Dissidentibus* etiam *Vendeae* erunt acceptabilia, cum omnes nunc temporis oculos ad Eminentissimos Patres Concilii Oecumenici elevent, verba vitae postulantes, summoque desiderio expectantes.

Mihi opportunum visum est huic supplici libello adjungere:

1. Duo scripta ab oratoribus Dissidentibus typis mandata, quorum tituli sunt:

Canonicae et reverentissimae expostulationes (1803).

Reverentissima Commentatio etc. (1869).

2. Quasdam observationes criticas circa haec duo scripta. Cum maxima reverentia vestrum me fateor

Eminentissimi et reverendissimi Patres,

Romae 19. Februarii 1870.

Observantissimum et humillimum Servum
† Carolus Colet, Ep. Lucionensis.

OBSERVATIONES CRITICAE

super duobus scriptis ad quaestionem dissidentium post Concordatum Galliae spectantibus, quorum tituli sunt:

Canonicae et reverentissimae expostulationes (1803).
Reverentissima Commentatio etc. (1869).

1. Ad hanc quaestionem rite discutiendam fatendum est quod Episcopi de quibus agitur non fuerunt vituperandi propter *expostulationes* ab ipsis ad summum Pontificem directas. Verba Benedicti XIV. et Pii VI. in pagina 12 *Canon. et Rev. expost.* id clare probant.

2. Procul dubio argumenta non levis momenti afferebant ipsidem Episcopi in suis expostulationibus, sive intendatur quaestio in se (pag. 40, 53—55); sive respiciantur abusus ex parte Gubernii Galliarum grassantes (v. q. *art. organ.*); sive attendatur ad prohibitionem exigendi retractationem ab iis qui fuerunt intrusi (pag. 90—95); ad nominationem Episcoporum

Digitized by Google

et Parochorum intrusorum qui se retractare nolebant (pag. 72—90, 98—104, 107 etc.).

3. Sed plurimae citationes a jure Canonico Pontificio etc. non spectant ad quaestionem de qua agebatur. (Vid. p. 4, 5, 40, 56, 57, 58). Sese referunt istae citationes ad casus in quibus Summi Pontificis auctoritas minime intervenerat. Sic exemplum Arsacii in *Reverentissima commentatione*, pag. 11. Non sic in concordato anni 1801.

4. Inamovibilitatem Episcoporum late probant expostulationes (pag. 47, 48, 53—55). At non agebatur de hac quaestione *in se*. Agebatur de casu *summae necessitatis* in qua certe summus Pontifex poterat, saltem *tanquam interpres juris divini*, providere saluti totius Galliae quae jam a decem annis schismate horrendissimo vexabatur.

Et vere comparatio *conjugii spiritualis* Episcoporum cum *conjugio corporali* Sponsorum (pag. 54, n. 2.) non debet in omnibus urgeri, siquidem conjugii corporalis sponsorum nequit indissolubilitas etiam ex libero consensu labefactari.

5. Episcopi in suis expostulationibus (pag. 32, 34, 36) opponunt agendi rationem Pii VI. cum agendi ratione Pii VII. At nihil probat ista oppositio, cum circumstantiae fuerint valde diversae. Jam ab annis decem, sicut prius dictum est, schisma Gallias vastabat, et si Pius VII. occasionem sibi oblatam nactus non fuisset, forsan illud schisma etiam nunc Galliam opprimeret.

6. Expostulationes semper supponunt (P. 10—12, 15, 16) Pium VII. *poena mulctare* veteres Episcopos Dioeceseon. Sed minime agitur de poena inflicta. Imo Pius VII. (Litt. *Tam multa* 15. Aug. 1801) eos paterne obtestatur ut cessionem faciant sedium suarum, et agit ex *auctoritate apostolica* tantummodo in casu necessitatis extremae. (Expostulat. p. 8).

7. Innuunt Expostulationum auctores (p. 58, 106, 108) Episcopos a Pio VII. institutos esse quasi intrusos, sed id minime affirmant.

Et certe constabat eos, saltem ut *delegatos a Summo Pontifice*, validam exercere jurisdictionem. Ipsi expostulationum auctores summam Successoris B. Petri auctoritatem in tota Ecclesia profitentur.

8. Epistolae quorumdam Episcoporum hisce *expostulationibus* posteriores eo usque devenerunt, ut haberent quasi intrusos eos qui jurisdictionem a summo Pontifice receperant. (*Reverentissima commentatio*, p. 11, 13, 19, 21, 23). Hic est error fundamentalis dissidentium.

Porro, intrusi esse non possunt ii quibus summus Pontifex confert jurisdictionem. Concesso etiam quod veteribus Episcopis jurisdictio mansisset integra (et hoc valde dubium est ex verbis

Digitized by Google

Pii VII., Litt. *Tam multa)*, instituti a Pio VII. episcopi ad minus erant *delegati* S. Sedis.

Objicitur revera illos, aut saltem quosdam ex ipsis fuisse notorie schismaticos, et perseverantes in suo schismate, ideoque nullam fuisse *pro eis* jurisdictionis collationem. At 1. Clausula absolutionis quae ordinarie in Litteris Pontificiis adjungitur, validat Collationem. *(Homo apost. S. Lig. tr. 19. n. 19. not. 5);* 2. licet nulla in se esset collatio, *adest titulus coloratus qui cum errore communi sufficit (Homo apost. tr. 16. n. 90).*

9. Plurimae citationes allatae in *expostulationibus* sufficerent ad tollendum schisma. — Praesertim verba S. Hieron. p. 5; S. Aug. p. 64 et 98; S. Cypriani p. 98.

10. Ipse *D. de Themicus* nunc diceret *Dissidentibus* obtemperandi obligationem, siquidem ad auctoritatem *Summi Pontificis et Episcoporum Orthodoxorum* Mundi Catholici in suis ultimis litteris totum Galliae Ecclesiae negotium transtulit. *(Reverentissima commentatio* p. 25).

11. Supponendo etiam quod veteres Episcopi suam servaverint jurisdictionem, Episcopi de novo a summo Pontifice instituti, *post eorum mortem,* omnis generis jurisdictionem habebant. Qui ergo recusabant auctoritatem et jurisdictionem agnoscere eorum qui *vetus suum schisma* non retractaverant (non obstante titulo saltem colorato) nullam rationem habebant rejiciendi eos qui fuerunt instituti post *veterum schismaticorum mortem.*

12. Et sane in Concilio Vaticano clare perspicitur *Episcopos totius Ecclesiae cum Episcopis Galliae communicari,* et plenam esse communionem Episcoporum Galliae cum *summo Pontifice et tota Ecclesia catholica.*

Unde cum error *dissidentium* nulla tergiversatione dissimulari possit, sperandum est quod quaedam benevola verba a sacro Concilio Vaticano prolata reducent illos ad unitatem catholicam.

Romae die 19. Februarii 1870.

† Carolus Ep. Lucionensis.

Digitized by Google

2^a^. POSTULATUM

ARCHIEPISCOPI MECHLINENSIS AD EANDEM REM SPECTANS.

Existunt hodiedum adhuc in dioecesi mea aliquae personae, numero forte quadringentae, quae in schismate ab Ecclesia catholica ejusque visibili in terris Capite Summo Pontifice vivunt, utpote sequaces et successores illorum, qui post Concordatum anno 1801 a P. M. Pio VII. initum cum Gallico Gubernio arbitrati sunt illicitam esse communicationem cum tunc constitutis a S. Sede Episcopis, aut cum sacerdotibus ab his eorumve successoribus ad paroeciarum administrationem missis.

Secta haec Stevenistarum nomine apud Belgas designari solet, [1]) ac per plures annos ab uno alterove sacerdote pariter schismatico dirigebatur. Anno quidem 1855, cum jam omni sacerdote carerent, aliqui ex praedictis per litteras ad S. Sedem confugerunt, ut a Summo Pontifice responsum acciperent, quo, ut ajebant, ad conscientiae tranquillitatem uti possent. Indulsit revera Sanctissimus Pater Pius IX. ejusmodi desiderio, et rescribere dignatus est, re examinata, eos in miserando schismate jacere, ac omnino necesse esse ut, schismate abjecto et ejurato, ad proprii Episcopi obedientiam redire festinent. Apostolicae autem litterae illae huc usque omni salutari destitutae fuerunt effectu; imo ex eo tempore aliqui Stevenistarum majori cum pertinacia in schismate perstiterunt.

Verumtamen post jam incoeptum Concilium Vaticanum, pertinacia illa imminuta apparet, imo timere vel saltem praevidere videntur condemnationem quamdam sui erroris ex coetu Episcoporum totius Orbis prodituram. Ad salutem igitur illarum miserarum ovium multum conduceret, si verbis saltem aliquibus Concilium declararet ab Ecclesia sejunctos et schismaticos esse eos omnes qui obedire noluerunt ordinationibus Pii VII., atque Episcopis ab ipso initio hujus saeculi suisque successoribus Romanis Pontificibus postea constitutis, iisque ut veris ac legitimis Ecclesiae pastoribus non obtemperant.

Ea propter postulat infrascriptus, ut in schemate de Ecclesia, Cap. IX. (De Rom. Pontificis primatu) pagina 22, post haec verba: *in singulas seorsum particularium pastorum ecclesias*, et ante haec: *aut etiam contendunt etc.* inserantur sequentia aut fere aequivalentia:

aut sustinent R. Pontificem non posse, vi hujus jurisdictionis, ad bonum religionis uti mediis extraordinariis (quale ineunte

---

[1]) In Gallia: *la petite église.*

Digitized by Google

hoc saeculo XIX. ad religionis cultum in Galliis restaurandum adhibuit P. M. Pius VII., plures Dioeceses extinguendo et novas erigendo), ac ideo hujusmodi ordinationibus obtemperare nolentes, Sanctae Sedi et constitutis ab Ea legitimis episcopis obedientiam detrectantes, a vera Christi Ecclesia sejuncti, in schismate versantur.

Romae 25. Februarii 1870.

† Victor Aug. Archiep. Mechlin.

3. POSTULATUM
UT A CONCILIO VATICANO JUDAEI AD AMPLEXANDAM RELIGIONEM CHRISTIANAM INVITENTUR.

A Sacra Oecumenica Synodo Vaticana infrascripti Patres humillima instantique postulant prece, ut et miserrimam Hebraeorum gentem paterna quadam invitatione dignetur praevenire: scilicet votum exprimere, ut tandem longissima inutilique expectatione lassati, ad MESSIAM SALVATOREM NOSTRUM, vere promissum Abrahae et a Moyse praenunciatum festinent accedere: sic perficientes coronantesque religionem Mosaïcam, non mutantes.

POSTULATI RATIONES.

Ex una parte infrascripti Patres firmissimam tenent fiduciam fore ut Sacrosancta Synodus Israelitarum misereatur, quia semper sunt Deo charissimi propter Patres, et quia ex eis est Christus secundum carnem.

Ex altera parte iisdem Patribus dulcis inest et intima spes, hoc votum honoris necnon dilectionis, adjuvante Spiritu Sancto, libenter acceptum iri a pluribus Abrahae filiis: quia vetera, quibus detinebantur, obstacula videntur nunc evanescere, jam diruto antiquae divisionis muro.

Utinam igitur citius acclament Christum, dicentes: Hosanna filio David! benedictus qui venit in Nomine Domini!

Utinam ad brachia advolent Immaculatae Mariae, quae, jam ipsorum soror secundum carnem, vult ipsis esse sicut et nobis mater secundum gratiam.

Huic postulationi quingenti et decem Concilii Patres subscripserunt.

Digitized by Google

INDEX RERUM ET PERSONARUM.

Pag.

Albiganensis Episcopi propositio pro juvanda disciplina Cleri 199 sqq.
Antonius Petrus IX., patriarcha Ciliciensis 69. 112
Assumptionis Corporeae in coelum Deiparae:
postulatum pro dogmatica definitione — . . . 112
momenta pro dogmaticae definitionis — possibilitate 113
„ „ „ „ — opportunitate 114 sq.

Belgii, archiepiscopi et Episcoporum — postulata de disciplina 179
De judiciis Clericorum 180
„ Clericorum seminariis 180
„ Collatione ecclesiarum parochialium et succursalium . . . . . 180 sq.
„ synodo dioecesana 181
„ piis virorum ac foeminarum institutis . . . 181 sq.
„ oratoriis privatis 182
„ altaribus privilegiatis 182
„ facultatibus extraordinariis . . . . . 182 sq.
„ sacramento matrimonii 183
Beritensis Archiepiscopi postulatum . . . . . 253 sqq.
Brundusin. Raphael Archiep. 214

Catechismo, schema de parvo — . . . . . 135 sq.
Ciliciensis Patriarchae postulatum ad rem militarem spectans 104 sqq.
De solemnitate belli 106
„ necessitate ac legitimis causis ad bellum justum requisitis 107
„ officiis et obedientia ducum ac militum . . 108
„ auctoritate et consilio in bellis suscipiendis, et forma judicii de justitia belli 109

Digitized by Google

Pag.
Ciliciensis Synodi votum 109
Clericorum, schema de vita et honestate — . . . . . 136 sqq.
Colet, Carolus Ep. Lucionensis 260. 262
Concordia inter ecclesiam et societatem civilem (schema const. dogm. de eccl. Chr.) 49
Concordiensis Episcopi postulata . . . . . 191 sq.
Conformitate, postulatum de — et unitate in recitando horas canonicas ac celebrando missam . . . . . 209 sq.
Creatio hominis et natura (schema const. dogm.) 28

Deo, constitutio dogm. de — rerum omnium Creatore . . . 11
Canones de — „ „ „ 17
Disciplinam, documenta, quae ad — pertinent 125
„ postulata, „ „ — „ 145
Dominium temporale Sanctae Sedis (schema const. dogm.) . . 48
Dusmet, Jos. Bened. Archiep. Catanien. 112

Ecclesia, Constitutio dogm. I. de — Chr. 22
„ schema const. dogm. de — Chr. 38
„ Corpus Christi mysticum 39
„ societas vera, perfecta, spiritualis et supernaturalis 40
„ societas visibilis . . . . . 40 sq.
„ visibilis unitas ecclesiae 41
„ societas ad salutem consequendam omnino necessaria 42
„ extra ecclesiam nemo potest salvari 42
Ecclesiae indefectibilitas 43
„ infallibilitas . . . . . 43 sq.
„ potestas 44
„ de specialibus quibusdam — juribus in relatione ad societatem civilem (schema const. dogm.) 53
Ecclesia, Canones de — Chr. 57
Elevatio et lapsus hominis (schema const. dogm.) 29
Elnensis Steph. Aem. Ep. — 146
Episcopali, schema de sede — vacante . . . . . 139 sqq.
Episcopis, schema de — 127
De officio Episcoporum . . . . . 127 sqq.
„ residentia 129
„ visitatione dioecesis . . . . . 130 sq.
„ obligatione visitandi sacra Limina Apostolorum et exhibendi relationem status dioecesis . 131 sq.
„ conciliis Provincialibus 132
„ synodis Dioecesanis . . . . . 133 sq.
„ Vicario generali . . . . . 134 sq.
Episcoporum, postulata spectantia ad — electionem et nominationem . . . . . 192 sq.

Digitized by Google

Pag.
Farina, Joannes Antonius —, Ep. Vicentinus 196
Fide catholica, constitutio dogmatica de — . . . . . 9 sqq.
„ et ratione, const. dogm. de — 15
„ Canones de — 18
„ et ratione, Canones de — . . . . . 18 sq.
Francisco Salesio, postulatum, ut — titulus Doctoris Ecclesiae decernatur . . . . . 217 sqq.

Galliae, complurium — Episcoporum postulata ad disciplinam pertinentia . . . . . 145 sqq.
De Seminariis Clericorum ubique instituendis . . 146
„ promovendo in Seminariis sacrarum linguarum studio . . . . . 146 sq.
„ superioribus studiis ecclesiasticis restaurandis 147
„ academicis gradibus . . . . . 147 sq.
Juniores sacerdotes circa sacram scientiam examinandi 148
De collationibus ecclesiasticis inter sacerdotes instituendis et frequentandis 148
„ exercitiis spiritualibus a Clero saeculari quotannis habendis 148
In exercitiis spiritualibus presbyterorum facultates latissimae confessariis concedendae . . . 149
De vita communi in Clero saeculari fovenda . . 149
„ mulierum in domibus sacerdotum famulatu . 149
„ concursu ad parochorum electionem 150
„ praedicatione verbi divini 150
„ pastorali sollicitudine erga pueros et juvenes 151
„ Catechismis primae communioni praeviis et de juvenum perseverantia . . . . . 151 sq.
„ regularibus 152
„ religiosis mulierum familiis, puellarum educationi et operibus charitatis vacantibus 153
„ capitulis 154
Episcopi dispensationes omnes concedere possint, quae S. Pontifici expresse non fuerint reservatae 154
Episcoporum facultates circa casus occultos latius interpretandae 154
Indulta apostolica Episcopis per totum Episcopatus tempus necessaria pro toto episcopatus tempore concedantur 155
De Archiepiscopali visitatione restituenda . . . 155
„ appellationibus ad s. Sedem non admittendis, omisso medio, neque pro levioribus causis 155

Digitized by Google

Pag.

De titulis curiae Romanae honorificis non conferendis sacerdotibus extra Romam degentibus, inconsultis ipsorum ordinariis . . 156
„ viris in sac. Cardinalium collegio romanisque Congregationibus et tribunalibus adhibendis 156 sq.
Eminentissimi Cardinales et praecipui curiae Romanae officiales ex cunctis nationibus assumendi 157
De conciliis oecumenicis saepius celebrandis . . 157
„ „ plenariis interdum habendis . . . 157 sq.
„ „ provincialibus singulis quinquenniis celebrandis 158
„ synodis dioecesanis 158
„ reformatione juris canonici . . . . . 158 sq.
„ censuris, praesertim reservatis, ad pauciorem numerum reducendis 159
„ reservationibus peccatorum S. Pontifici ad pauciores casus reducendis 160
„ catalogo casuum S. Pontifici reservatorum initio cujusvis pontificatus exarando et publicando 161
„ legibus matrimonialibus reformandis 162
„ minuendo impedimentorum matrimonii dirimentium numero 162
„ modificando clandestinitatis impedimento . . 162
Latiores facultates Episcopis ad dispensandum super impedimentis matrimonii concedendae 163
Dispensationes in romana curia promptius expediendae 164
De feriis SS. Congregationum et Tribunalium Romanorum supprimendis vel minuendis . . 164
„ reformandis stylo et regulis ad rescripta dispensationum matrimonii spectantibus . . 164
„ Indicis librorum regulis et praxi 165
„ revisendo Breviario 165
„ indulgentiis . . . . . 166 sq.
An conveniat leges abstinentiae et jejunii ad quamdam uniformitatem reduci vel etiam mitigari 167
De piis imaginibus, de miraculis et de novis devotionis praxibus 167
„ diariis catholicis moderandis et compescendis 167
„ cautionibus adhibendis, ne res Concilii imprudenti et indisciplinata immixtione diariorum publicorum perturbentur 168
De adducendis vel reducendis ad fidem et unitatem catholicam infidelibus, schismaticis et haereticis 169

Digitized by Google

Pag.

De conversione infidelium 169
„ schismaticis graecis ad unitatem Ecclesiae recolligendis 170
„ dividenda vel duplicanda, maxime in favorem Orientalium, sacra Congregatione Propagandae fidei 171
„ reducendis haereticis 172
„ cautionibus in redactione Decretorum errores condemnantium nunc adhibendis 173
„ prudenti modo specialiter servando in condemnandis modernis erroribus 174
Novae fidei definitiones, nisi ex omnino necessaria causa, non edendae 174
De charitatis et misericordiae operibus laudandis et promovendis 164
Gaudisiensis, Antonius Ep. — 78
Germaniae, complurium — Episcoporum postulata de disciplina 175 sqq.
Gesellen-Verein, postulatum, ut opificum societas, der — a S. Concilio Vaticano laudetur atque commendetur . . 223 sq.
Giennensis, Antonii Ep. — propositio spectans ad Assumptionem B. M. V. in coelum 20
Gratia Redemptoris (schema const. dogm.) 33
„ „ canones de — 37
Greith, Carolus Josephus Ep. Sangallensis 100

Halicarnassensis Episcopi postulatum ad varias doctrinas de ecclesia spectans . . . . . 94 sqq.
De potestate ecclesiastica 94
„ „ saeculari 95
„ instructione juventutis 95
„ sic dictis libertatibus 95
„ beneficentia christiana 96
Hassun Antonius Petrus IX., patriarcha Ciliciensis Armenorum 69. 112
Helveto-Benedictinae Congregationis expositio etc. . . . . 245 sq.
Henricus, Abbas monasterii Einsidlensis 209
Hominis creatio et natura 28
„ elevatio et lapsus 29
Canones de — natura et origine 36
„ „ — elevatione et lapsu 36
Hydruntinus, Vincentius Andreas Archiep. 123

Idèo, Ludovicus M., — Ep. Liparen. 112
Incarnati Verbi mysterium (schema const. dogm.) 30
„ „ canones de — — mysterio 36

Digitized by Google

Pag.

Infallibile magisterium Romani Pontificis (const. dogm. de ecclesia Chr. prima) . . . . . 24 sqq.
Infallibilis magisterii, postulata pro dogmatica definitione Rom. Pont. — — 68
Infallibilis magisterii, rationes, ob quas propositio — — opportuna et necessaria censetur 70
Infallibilis magisterii, postulata contra definitionem — — directa 84 sqq.
Novissimorum provincialium Synodorum et communis episcoporum sententia de infallibili magisterio . . . . . 72 sqq.
Infallibilitate, schema pro — Rom. Pont. ex principiis ab ecclesia universa receptis 80
Infallibilitate, rationes, ob quas hoc schema pro — magis expedire creditur 82
Infantiae, postulatum in gratiam Sodalitatis sanctae — . . 230 sq.
Italiae, postulata quorumdam Episcoporum — Centralis . . 189 sqq.

Josepho, postulata, ut sancto — in sacra liturgia debiti honores decernantur . . . . . 214 sq.
Judaei, postulatum, ut — a Conc. Vatic. ad amplexandam religionem christianam invitentur 264
Juris canonici, postulatum novam redactionem — — attinens 202 sq.

Kafdangian, Jacobus — Notarius Synodi Ciliciensis 112

Laurentius Ep. Salutiarum 78
Ledochowski Miecislaus, Archiep. Gnes. et Pos. 69
Lucionensis Episcopi postulatum ad parvam ecclesiam (sectam Stevenistarum) pertinens 259
Observationes criticae super duobus scriptis ad quaestionem dissidentium spectantibus . . 260 sqq.
Luconensis Carolus Ep. — 146
Lynch, Joannes Ep. Torontinus. 78

Maronitici, postulatum nonnullorum episcoporum ritus — et ritus chaldaici ad praesentem generis humani tristissimam conditionem spectans 102
Matrimonia mixta, postulatum Episcopi Sangallensis ad — attinens 203
Pericula eorum 204
Genera mixtorum connubiorum . . . . . 206 sq.
Remedia ad arcendum malum 207
Mechliniensis Archiepiscopi postulatum ad doctrinam de Rom. Pont. . . . . 91 sq.
Mechliniensis Archiepiscopi postulatum ad parvam ecclesiam (sectam Stevenistarum) spectans 263

Digitized by Google

Pag.

Messanensis Aloysii Archiep. — postulatum attinens praelaturam archimandritis etc. . . . . 194 sq.
Missae, schema de oneribus — . . . . . 142 sq.

Nicolaus Ep. Concordiensis 192
Nomen Sanctissimum Jesu, postulatum attinens — . . . . 210 sqq

Ontologismum, postulata contra — . . . . . 61 sqq.
Ordinationis, schema de titulis — 146
Orientalium, postulata in gratiam scholarum — . . . . . 227 sqq.
Orientalis ritus, documenta ad res — — et missionum pertinentia 253

Pecci, Joachim Card. — Episcop. Perusinus 68
Petitio de lege ferenda in sacerdotes rarissime sacramentaliter confitentes 196
Pluym, Ant. Jos. Ep. Nicopolit. 76
Pontifex Romanus in rebus fidei et morum definiendis errare non potest (caput addendum decreto de Rom. Pont. Prim.) 47
Postulata, quae pertinent ad res dogmaticas 61
Postulatum complurium patrum ad praesentem generis humani tristissimam conditionem spectans 102
Potestatis civilis jus et usus secundum ecclesiae catholicae doctrinam (schema const. dogm.) 51
Primatus, Const. dogm. I. de Apostolici — in beato Petro institutione 21
Primatus, de perpetuitate — Petri in Romanis Pontificibus . 22
„ de vi et ratione — 22
„ Romani Pontificis (schema const. dogm. de ecclesia) 45 sqq.
Privilegia et exemptiones, postulatum ad — spectans . . . 194
Propagatione fidei, postulatum in gratiam piae operae a — — nuncupatae 226

Quebecensis et Halifaxiensis, postulata Archiepiscoporum et Episcoporum provinciarum — . . . . . 186 sqq.

Ratione, Constitutio dogm. de fide et — . . . . . 15 sq.
Regulares, schemata constitutionum, quae pertinent ad — . . 235
Schema constitutionis de regularibus patrum examini propositum . . . . . 235 sq.
Schema constitutionis super voto obedientiae . . 236
„ „ „ perfecta vita communi 237 sqq.
„ „ de clausura 241
Postulata, quae pertinent ad regulares 244

Digitized by Google

Pag.

Religio christiana nonnisi in ecclesia et per ecclesiam a Christo fundata excoli potest 39
Revelatione, constitutio dogm. de — . . . . . 12 sq.
„ canones de — 17
Ricca, Fr. Raphael, Generalis Minorum 210

Scholas, postulatum ad — mixtas spectans . . . . . 96 sqq.
Schwarzenberg, Fr. Card. — Archiep. Pragens. 84
Sforza, Xystus Card. Riario, Archiep. Neapolit 68
Socialismum, postulatum ad — spectans 101
Szilagyi, Josephus Papp- —, Ep. Magno-Varadinensis 80

Trinitate, schema constitutionis dogm. de ss. — 27
„ Canones de ss. — 35

Usuram, postulatum ad — spectans 195

Vicentini Episcopi postulatum disciplinam attinens 195

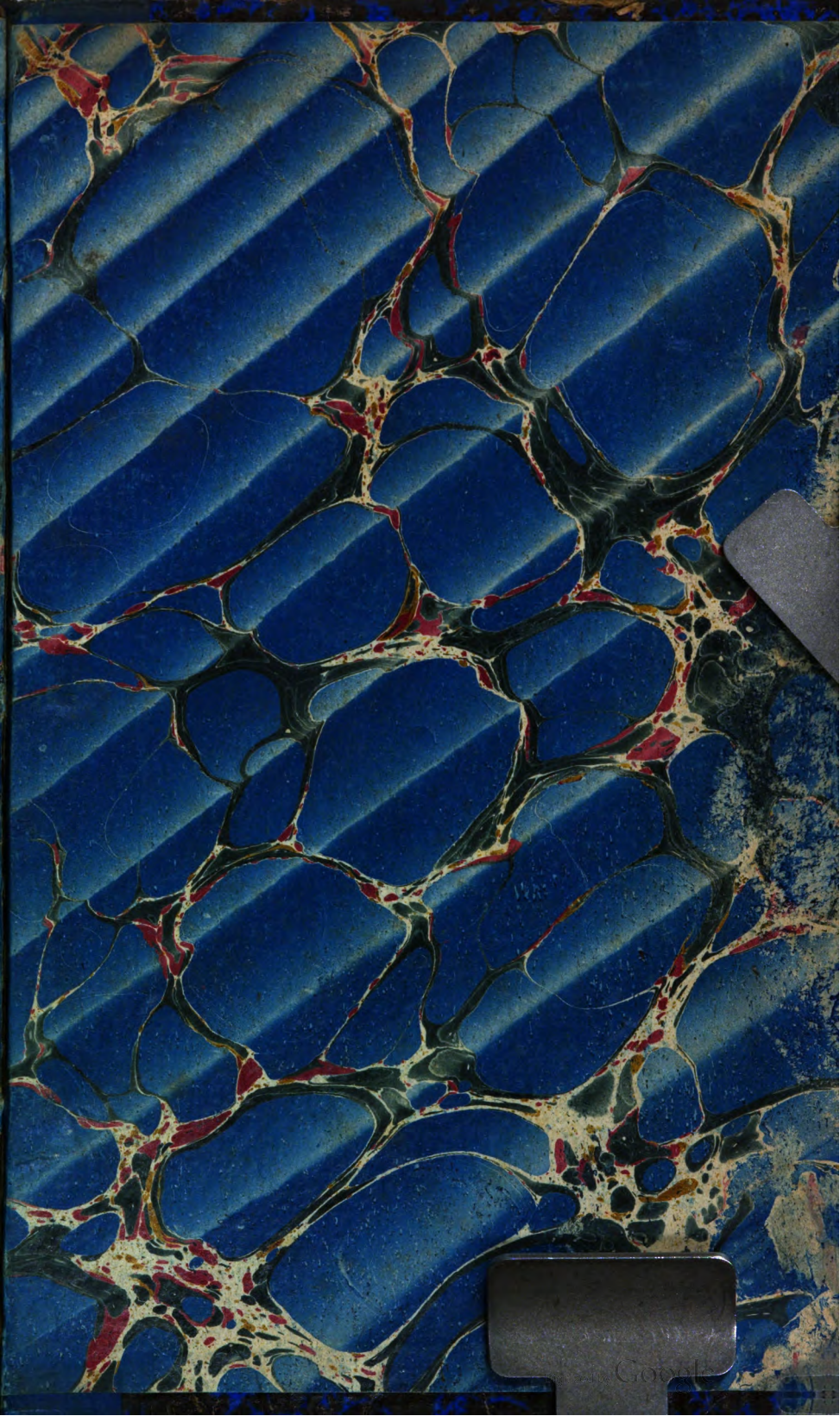
Westmonasteriensis Archiepiscopi postulatum ad doctrinam de Rom. Pont. primatu 90

Zinelli, Franciscus Maria —, Ep. Tarvisinus 75

706.654

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google